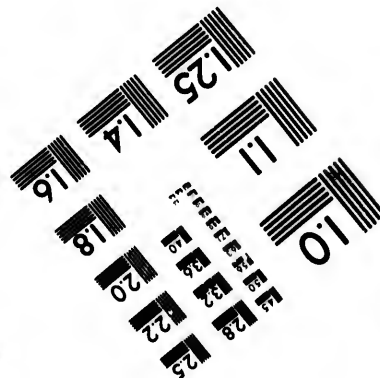
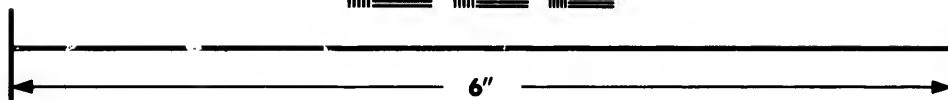
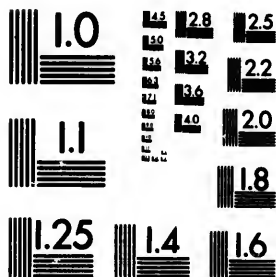


**IMAGE EVALUATION  
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic  
Sciences  
Corporation**

23 WEST MAIN STREET  
WEBSTER, N.Y. 14580  
(716) 872-4503



Technical and Bibliographic Notes/Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming, are checked below.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

- |  |  |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Coloured covers/<br>Couverture de couleur   | <input type="checkbox"/> Coloured pages/<br>Pages de couleur   |
| <input type="checkbox"/> Covers damaged/<br>Couverture endommagée  | <input type="checkbox"/> Pages damaged/<br>Pages endommagées   |
| <input type="checkbox"/> Covers restored and/or laminated/<br>Couverture restaurée et/ou pelliculée  | <input type="checkbox"/> Pages restored and/or laminated/<br>Pages restaurées et/ou pelliculées  |
| <input type="checkbox"/> Cover title missing/<br>Le titre de couverture manque   | <input checked="" type="checkbox"/> Pages discoloured, stained or foxed/<br>Pages décolorées, tachetées ou piquées   |
| <input type="checkbox"/> Coloured maps/<br>Cartes géographiques en couleur   | <input type="checkbox"/> Pages detached/<br>Pages détachées  |
| <input type="checkbox"/> Coloured ink (i.e. other than blue or black)/<br>Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)   | <input checked="" type="checkbox"/> Showthrough/<br>Transparence   |
| <input type="checkbox"/> Coloured plates and/or illustrations/<br>Planches et/ou illustrations en couleur  | <input type="checkbox"/> Quality of print varies/<br>Qualité inégale de l'impression   |
| <input type="checkbox"/> Bound with other material/<br>Relié avec d'autres documents   | <input type="checkbox"/> Includes supplementary material/<br>Comprend du matériel supplémentaire   |
| <input checked="" type="checkbox"/> Tight binding may cause shadows or distortion<br>along interior margin/<br>La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la<br>distortion le long de la marge intérieure  | <input type="checkbox"/> Only edition available/<br>Seule édition disponible   |
| <input type="checkbox"/> Blank leaves added during restoration may<br>appear within the text. Whenever possible, these<br>have been omitted from filming/<br>Il se peut que certaines pages blanches ajoutées<br>lors d'une restauration apparaissent dans le texte,<br>mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont<br>pas été filmées. | <input type="checkbox"/> Pages wholly or partially obscured by errata<br>slips, tissues, etc., have been refilmed to<br>ensure the best possible image/<br>Les pages totalement ou partiellement<br>obscurcies par un feuillet d'errata, une pelure,<br>etc., ont été filmées à nouveau de façon à<br>obtenir la meilleure image possible. |
| <input type="checkbox"/> Additional comments:/<br>Commentaires supplémentaires:  |  |

This item is filmed at the reduction ratio checked below/  
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

|                          |                          |                          |                                     |                          |                          |
|--------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| 10X                      | 14X                      | 18X                      | 22X                                 | 26X                      | 30X                      |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 12X                      | 16X                      | 20X                      | 24X                                 | 28X                      | 32X                      |

The copy filmed here has been reproduced thanks to the generosity of:

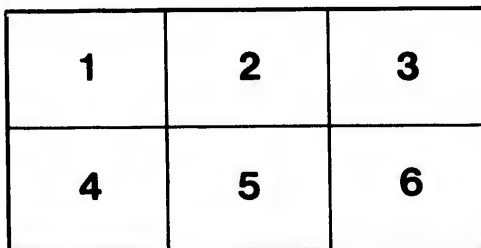
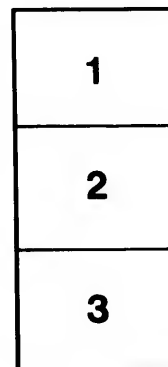
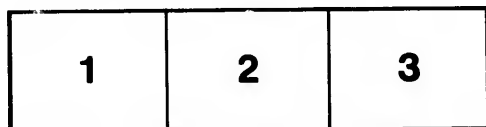
National Library of Canada

The images appearing here are the best quality possible considering the condition and legibility of the original copy and in keeping with the filming contract specifications.

Original copies in printed paper covers are filmed beginning with the front cover and ending on the last page with a printed or illustrated impression, or the back cover when appropriate. All other original copies are filmed beginning on the first page with a printed or illustrated impression, and ending on the last page with a printed or illustrated impression.

The last recorded frame on each microfiche shall contain the symbol  $\rightarrow$  (meaning "CONTINUED"), or the symbol  $\nabla$  (meaning "END"), whichever applies.

Maps, plates, charts, etc., may be filmed at different reduction ratios. Those too large to be entirely included in one exposure are filmed beginning in the upper left hand corner, left to right and top to bottom, as many frames as required. The following diagrams illustrate the method:



L'exemplaire filmé fut reproduit grâce à la générosité de:

Bibliothèque nationale du Canada

Les images suivantes ont été reproduites avec le plus grand soin, compte tenu de la condition et de la netteté de l'exemplaire filmé, et en conformité avec les conditions du contrat de filmage.

Les exemplaires originaux dont la couverture en papier est imprimée sont filmés en commençant par le premier plat et en terminant soit par la dernière page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration, soit par le second plat, selon le cas. Tous les autres exemplaires originaux sont filmés en commençant par la première page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration et en terminant par la dernière page qui comporte une telle empreinte.

Un des symboles suivants apparaîtra sur la dernière image de chaque microfiche, selon le cas: le symbole  $\rightarrow$  signifie "A SUIVRE", le symbole  $\nabla$  signifie "FIN".

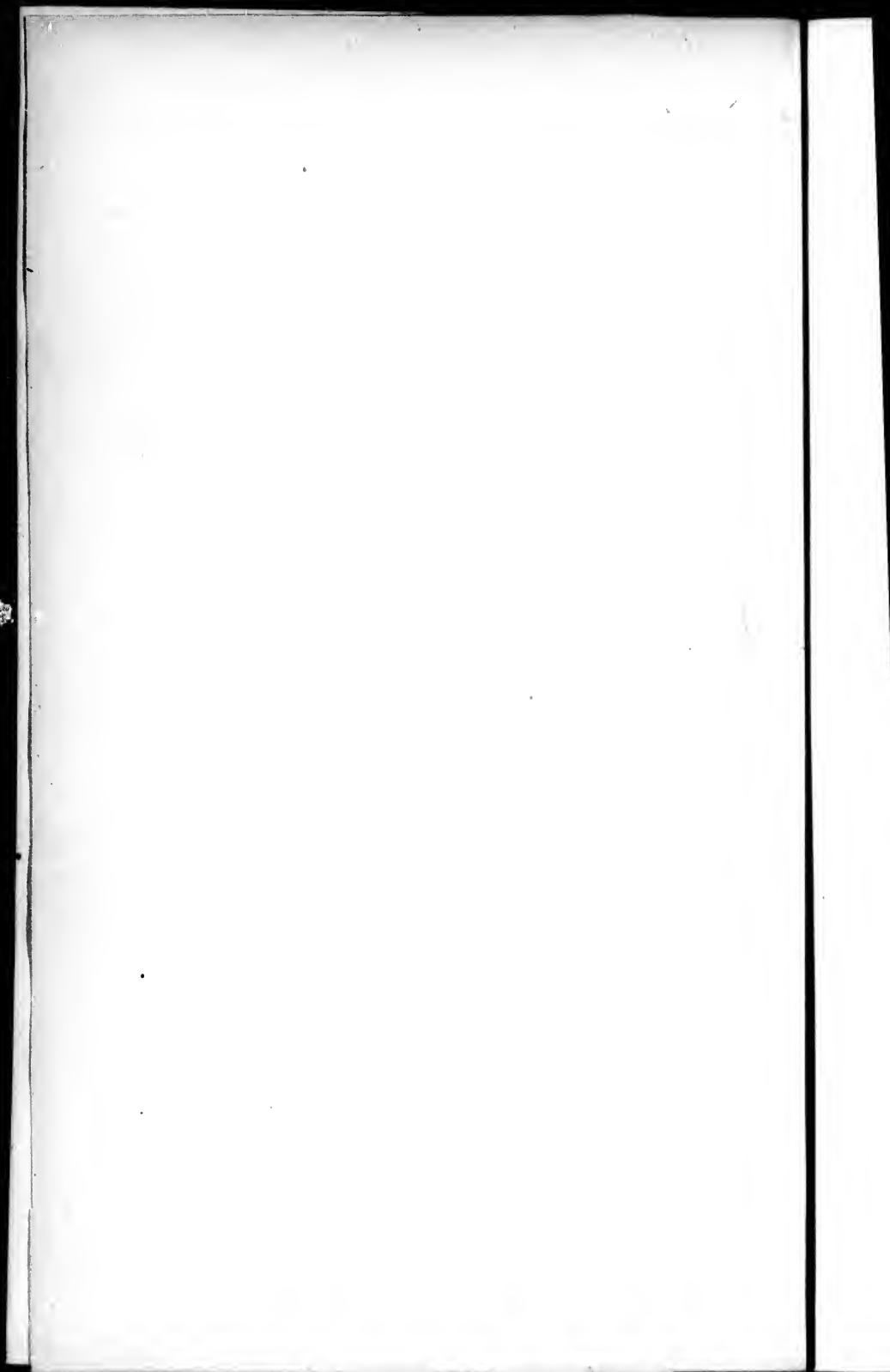
Les cartes, planches, tableaux, etc., peuvent être filmés à des taux de réduction différents. Lorsque le document est trop grand pour être reproduit en un seul cliché, il est filmé à partir de l'angle supérieur gauche, de gauche à droite, et de haut en bas, en prenant le nombre d'images nécessaire. Les diagrammes suivants illustrent la méthode.

ails  
du  
odifier  
une  
mage

rrata  
o

elure,  
n à

32X



**ANNALES HISTORIQUES**

DE LA RÉVOLUTION

DE L'AMÉRIQUE LATINE.

DU MÊME AUTEUR :

HISTOIRE DES PROGRÈS DU DROIT DES GENS EN EUROPE ET EN AMÉRIQUE, DEPUIS LA PAIX DE WESTPHALIE JUSQU'A NOS JOURS, par Henri WHEATON; traduite en espagnol et augmentée. 2 vol. in-8°. Paris, 1861.

UNE PAGE DE DROIT INTERNATIONAL, ou l'Amérique du Sud devant la science du droit des gens moderne; 1 vol. in-8°. — Paris, 1864.

AMÉRIQUE LATINE. — COLLECTION HISTORIQUE COMPLÈTE DES TRAITÉS, CONVENTIONS, CAPITULATIONS, ARMISTICES, QUESTIONS DE LIMITES ET AUTRES ACTES DIPLOMATIQUES DE TOUS LES ÉTATS DE L'AMÉRIQUE LATINE compris entre le golfe du Mexique et le cap de Horn, depuis l'année 1493 jusqu'à nos jours, précédée d'un Mémoire sur l'état actuel de l'Amérique, de tableaux statistiques, d'un dictionnaire diplomatique, avec une notice historique sur chaque traité important.

Cet ouvrage est divisé en trois périodes :

La première embrasse toute l'époque coloniale; ont déjà paru 6 vol. in-8°, et sont sous presse les derniers volumes comprenant les questions de limites et l'Atlas.

La seconde s'étend depuis la révolution jusqu'à la reconnaissance par l'Europe des Etats indépendants de l'Amérique latine. 4 volumes sont publiés; ils comprennent les années 1808-1818.

La troisième embrasse l'époque qui s'est écoulée depuis l'indépendance de ces Etats jusqu'à nos jours.

EUROPE ET  
JUSQU'A NOS  
augmentée.

que du Sud  
in-8°. —

PLÈTE DES  
CES, QUES-  
TIQUES DE  
ris entre le  
année 1493  
at actuel de  
ire diploma-  
é important.

à paru 6 vol.  
les questions

naissance par  
volumes sont

indépendance

**ANNALES HISTORIQUES**  
**DE LA RÉVOLUTION**  
**DE L'AMÉRIQUE LATINE,**

ACCOMPAGNÉS

DE DOCUMENTS A L'APPUI.

DE L'ANNÉE 1808 JUSQU'A LA RECONNAISSANCE PAR LES ÉTATS EUROPÉENS  
DE L'INDÉPENDANCE DE CE VASTE CONTINENT.

PAR

**M. CHARLES CALVO,**

—o—o—o—  
TOME QUATRIÈME.  
—o—o—o—

PARIS,

LIBRAIRIES DE

A. DURAND, | GARNIER FRÈRES, | M<sup>me</sup> DENNÉ-SCHMIDT,  
Rue des Grès, 7. | Rue des Saints-Pères, 6. | Rue Favart, 4.

ESPAGNE,

LIBRAIRIE  
DE C. BAILLY-BAILLIÈRE,  
Madrid, plaza del Príncipe Alfonso, 8

BUÉNOS-AYRES,

A LA LIBRAIRIE  
DE LA VICTOIRE,  
Calle de la Florida, 46.

—  
1865.



Cet ouvrage forme la *seconde période* de la *Collection historique*  
*des Traités de l'Amérique latine*, du même auteur.

E  
sirin  
que  
pers  
R  
nues  
divis  
— y  
cons  
& S  
Si  
nuar  
cabio  
é in  
Ex  
bido  
del  
titul

## INTRODUCCION.

### I.

Emprendimos y hemos continuado este laboriosísimo trabajo sin otros auxilios, ni otros elementos que aquellos que nuestro patriotismo y nuestras perseverantes investigaciones nos han suministrado.

Rehabilitar á los ojos de la civilizada Europa nuestra calumniada América del Sur — fué nuestra divisa de entónces, y es nuestro programa de hoy, — y á tan noble propósito no hemos vacilado en consagrarnos con entera fe.

¿Se han realizado todas nuestras aspiraciones?

Si debiésemos juzgar por la acogida que continúan mereciendo nuestros trabajos en el mundo sabio, diríamos que la reaccion se opera favorable é inevitablemente.

Entre las gratas manifestaciones que hemos recibido á la aparicion de los tres primeros volúmenes del *segundo periodo* de la América Latina, bajo el título de *Anales históricos de la Revolucion*, ninguna

nos parece que satisfice mas esa ambicion como la nueva carta autógrafa con que nos ha honrado el ilustre Ministro de negocios extranjeros del Emperador de los Franceses. Reproducimos textualmente ese documento, no solo porque es la mas alta expresion de estímulo personal á que podríamos aspirar, sino tambien porque sus conceptos robustecen nuestra fundada esperanza en el porvenir de la América Latina.

« Paris, 26 octobre 1864.

» Monsieur, je me suis empressé de placer sous les yeux de l'Empereur les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> volumes de la seconde période de votre remarquable ouvrage sur l'Amérique Latine. L'importance de ce livre, qui touche aux intérêts politiques et commerciaux des deux mondes, et les qualités personnelles que vous déployez dans l'édification de cette œuvre, ont été particulièrement appréciées par Sa Majesté, et elle a bien voulu me donner l'agréable mission de vous remercier en son nom.

» Je profite avec plaisir de cette occasion pour vous renouveler, Monsieur, les assurances de ma considération la plus distinguée.

» DROUYN DE LHUYS.

» *A Monsieur Carlos Calvo, etc.* »

## II.

Con el fin de hacer mas completa esta publicacion, hemos pasado algunos meses en España, estu-

diando los archivos de Indias, y podemos anunciar á nuestros inteligentes lectores que hemos tenido la fortuna de encontrar documentos preciosos, antiguos y modernos, inéditos muchos de ellos, particularmente en lo relativo á las eternas cuestiones de límites, con los cuales terminaremos el *primer periodo*.

Nos proponemos ilustrar esas nuevas publicaciones con un atlas que hemos formado de una serie cronológica de mapas históricos de la América Meridional, desde la bula de Alejandro VI hasta nuestros días, con las divisiones y subdivisiones administrativas y políticas, acompañados de numerosos planos que comprenden los trabajos científicos de la demarcacion de límites por las diversas partidas de comisarios de S. M. C., segun las observaciones y reconocimientos hechos hasta 1801, los cuales, en nuestra opinion, arrojan clarísima luz sobre las agitadas cuestiones que se han suscitado entre la España y Portugal, y que aun en nuestros días no han tenido una solucion satisfactoria.

Debemos un testimonio de gratitud á las autoridades españolas, por la liberalidad con que han facilitado nuestra tarea, abriéndonos las puertas de todos sus archivos, y autorizándonos para la publicacion de extensos manuscritos de un interes trascendental para nuestra América.

Otra de las ventajas que nos ha ofrecido nuestro viaje á España, es la de haber enriquecido nuestra biblioteca americana con numerosas obras sumamente raras de que carecíamos y creíamos agotadas ;

á ellas reservaremos, así como á las publicaciones modernas con que nos han favorecido sus autores, algunas páginas en la introduccion de la segunda seccion de este período.

## III.

La importancia de algunos documentos y datos históricos que hemos adquirido, correspondientes á los tomos ya publicados, nos ha obligado á intercalarlos en este, alterando el orden cronológico, que tratamos de observar con toda la regularidad posible; pero esa alteracion será remediada en la tabla general de materias que colocaremos al fin de cada seccion, tanto alfabética como cronológica.

Paris, julio 9 de 1865.



licaciones  
s autores,  
a segunda

s y datos  
ondientes  
bligado á  
nológico,  
gularidad  
da en la  
al fin de  
gica.

## PROVINCIAS UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA Y CHILE.

AÑO 1818.



### I.

Talcahuano y sus fortificaciones. — El general Brayer ; asalto ; los patriotas son rechazados. — Osorio llega con refuerzo. — Proclama de la junta delegada. — Plan de campaña del general San Martín ; lo comunica al general O'Higgins ; resolución de la logia. — Las Táblas, Quintana, Alvarado y Cramer. — La artillería en América. — Retirada de Talcahuano. — Composición del ejército de Osorio ; sacrificios hechos en el Perú para organizar esa expedición. — Instrucciones del virey de Lima. — Proclama del director O'Higgins al pueblo de Chile. — Comunicacion del comandante del puerto de Valparaiso : la corbeta norte-americana *Ontario*. — Proclama del supremo director de Chile al ejército expedicionario de Lima. — Se declara la independencia de Chile. — Su proclamacion. — La bandera de Chile. — El diputado de las Provincias Unidas reconoce la independencia de Chile y da cuenta de ese acto á su gobierno. — Manifiesto del director supremo justificando los motivos que la han provocado. — Montea-gudo. — San Martín se traslada al campamento de O'Higgins ; su regreso á las Táblas. — Oficio del comandante Fréyre.

Aunque hemos referido en el último capítulo del tomo tercero las ventajas alcanzadas por el ejército patriota que sitiaba la plaza fuerte de Talcahuano mientras estuvo al mando del bizarro coronel Las Héras, nos parece conveniente volver sobre esos hechos de armas y abundar en detalles indispensables para el método y claridad de nuestra narracion.

1818.  
El general  
O'Higgins  
llega á Talcahuano.

1818.

La presencia de O'Higgins al frente de esos valientes dió un nuevo impulso á las operaciones del sitio, imprimiéndole un carácter mas enérgico. El puerto de Talcahuano, fortificado por la naturaleza y por los esfuerzos inteligentes del coronel Ordóñez, era solo vulnerable por una angosta faja de tierra que le une al continente. En ese Gibraltar de América tremolaba aun con orgullo el pendon de Iberia y desafiaba con desden las victoriosas legiones de los patriotas que le cercaban.

Sr reanve el asalto  
por el  
ejército sitiador.

La resistencia era obstinada y hábilmente dirigida por el activo jefe español; y si bien las guerrillas realistas habian sido constantemente deshechas hasta entónces, habiéndoles causado grandes males la superioridad de la caballería patriota, abastecida la plaza como estaba por mar, y defendido su puerto por la escuadra española, no podia alimentarse la esperanza de reducirlos por el sitio que hacia ineficaz los auxilios que recibian del Perú. En esta situacion, é instruido el gen. ral O'Higgins que se preparaba una grande expedicion en Lima al mando del general Osorio, decidióse á tentar un supremo esfuerzo ántes que llegasen los anunciados refuerzos. El general sometió á un consejo de guerra su proyecto de tomar por asalto la plaza sitiada, y adoptado que fué, se prepararon todos los elementos bélicos de que disponian. El general San Martin habia nombrado al general Brayer, que habia servido con honor bajo el primer Imperio frances, mayor general del ejército aliado, y el director O'Higgins confiando en su merecida reputacion y pericia militar le encargó de la direccion del asalto. Al coronel Las Héras se le dió el mando de la infantería, debiendo efectuar el ataque por la Puntilla, sobre el puerto. Al sud de la plaza, quedó una division para distraer la atencion del enemigo. Desgraciadamente, los patriotas acometieron tan atrevida empresa sin contar con un material de guerra capaz de hacer frente á tantas dificultades reunidas y fueron rechazados.

El general Brayer.

Hé aquí el parte en que el director del Estado de Chile comunica al de las Provincias Unidas el resultado del ataque de Talcahuano:

« EXCMO. SEÑOR: — Deseando aprovechar el favorable viento

norte que frustraba enteramente la fuga de la escuadra enemiga en Talcahuano, me resolví á atacar este punto, que sirve de asilo al último resto de tiranos en Chile.

» El ejército debía obrar en esta forma. La primera brigada de infantería al mando del coronel D. Juan Gregorio de Las Héras, compuesta de los batallones núm. 3 y 11, cuatro compañías de cazadores, é igual número de granaderos, para el ataque de la derecha. La segunda, compuesta de los batallones núm. 1, 7 y nacionales á las órdenes del comandante D. Pedro Conde, destinado á obrar por la izquierda. La tercera brigada de caballería, compuesta del 3º y 4º escuadron de granaderos á caballo, y el escuadron de mi escolta de cazadores á caballo al cargo del coronel D. Ramon Fréyre, para entrar por el Rastrillo á la poblacion. Cinco lanchas al mando del comandante D. Ignacio Maning debian apoderarse de la cañonera y lanchones en San Vicente.

» El día 6 del actual, á las dos de la mañana, debió ponerse en marcha todo el ejército contra la línea enemiga, distante de este campamento al alcance, bien que á cubierto, de su artillería; pero se retardó tres cuartos de hora con no poco atraso en las operaciones que debian hacerse al abrigo de la oscuridad. Sin embargo el coronel Héras, destinado en primer lugar á posesionarse del Morro, lo verificó con la mayor celeridad, intrepidez y arrojo, salvando el foso y estacada; se apoderó de dos baterías, é impuso mucho terror al enemigo. Toda la guarnicion, compuesta de doscientos diez hombres, segun declaracion de diez y seis prisioneros que se tomaron en este punto, pereció á la bayoneta, teniendo igual suerte los que de las alturas se arrojaron á la mar. Seguidamente se dirigió el ataque á la Cortadura, para que abriendo el Rastrillo pudiese entrar la caballería, encaminándose á la playa para impedir el embarco del enemigo; mas se encontró una oposicion terrible por el vivo fuego de las baterías situadas al frente en el cerro del Cura, que era rechazado por nuestra fusilería con tal acierto que el enemigo ya trataba de fugar, viéndose embarcar considerable número.

» Al mismo tiempo la brigada del comandante Conde atacó con vigor por la izquierda. Nuestras lanchas por San Vicente

1813.

Disposicion  
del ataque.Las Héras  
se apodera  
del Morro.El comandante  
Conde.



1818. lograron mejor éxito, pues se apoderaron de un lanchon que montaba un cañon de á 18, y pasaron á cuchillo cerca de cuarenta hombres, obligando á fugar á los cerros la guarnicion de dos baterías. El lanchon fué abandonado despues por falta de brazos para remolcarlo, pues se hallaba herida la mayor parte de nuestra tripulacion.

Carga del enemigo  
contra  
la cortadura  
del Morro.

» El enemigo cargó toda su fuerza contra la cortadura del Morro: nuestras tropas se empeñaron mas de tres horas en vencerla, y bajaron la quebrada que mira á la poblacion, donde hicieron algunos progresos; pero las lanchas enemigas y los fuegos de la fragata *Venganza* impidieron continuarlos por razon de no haberse logrado abrir el Rastrillo. Ya habian sido heridos gravemente los valientes sarjentos mayores D. Cirilo Correa y D. Jorge Beauchef, y muerto el capitan de cazadores D. Bernardo Videla; tuvo igual desgraciada suerte el comandante D. Ramon Boedo, cuya pérdida es irreparable. No obstante se continuó la accion con el mayor ardor, entusiasmo y valor, despreciando el continuado fuego de metralla; pero la falta de estos y otros varios oficiales muertos y heridos obligó á la retirada, que se hizo con el mayor orden y serenidad, dejando clavados los cañones.

» El consumo de municiones habia sido excesivo, y conociendo que aumentado podria llegar el caso de faltarnos, si no se lograba en esta empresa la mas completa victoria, tuve por mas conveniente no hacer que se repitiese el ataque que indubitablemente habria sido el mas feliz, si en los momentos mas oportunos no hubiesen sido muertos y heridos dichos oficiales y otros varios, reservándome para mejor ocasion colmar de gloria las armas de la patria.

» V. E. debe estar firmemente persuadido que si esta primera jornada no ha llenado completamente nuestros deseos, á lo ménos ha dado nuevos grados de entusiasmo y valor á nuestras tropas. Á la verdad yo habria repetido el ataque el siguiente dia, si hubiese tenido á la mano el repuesto de municiones que de esa capital ya está en camino para este campamento. El enemigo lo temió con sobrada razon, pues se mantuvo toda la noche en un continuo cañoneo á bala y metralla,

sin que por nuestra parte se hubiese hecho mas que desvelarlos con un corto tiroteo de fusil. Su pérdida ha sido no ménos de trescientos hombres, entre ellos un teniente coronel y varios oficiales subalternos; la nuestra llegó á ochenta muertos y ciento y cincuenta heridos; de estos solo catorce de gravedad.

» Además de los referidos oficiales hemos tenido la desgracia de haber muerto el capitán de mi escolta de cazadores á caballo D. Juan Flóres, que se hallaba á mi inmediación al pié de la Puntilla, y poco mas distante el alférez D. Juan de la Cruz Molina. El teniente 1º de granaderos D. Leandro García murió en el Morro; heridos gravemente allí mismo el capitán D. Félix Villota; tenientes D. Ramon Allende, D. Manuel Laprida, D. Francisco Borcosque, D. Ramon Listas, y D. Benito Suso; subtenientes D. José Alemparte y D. Dionisio Villareal. Levemente el sarjento mayor D. Ramon Guerrero; los tenientes D. Manuel Castro y D. Daniel Cason, y los subtenientes D. Vicente Zañartu, D. Santiago Flóres y D. Domingo Correa.

Muertos y heridos.

» El mayor general coronel mayor D. Miguel Brayer desde el principio de la campaña y en esta brillante acción ha dado evidentes pruebas de su actividad y pericia militar. El sarjento mayor de ingenieros D. Alberto Dalve en la misma forma en su facultad; fué uno de los jefes que ocuparon la posición del Morro. Los jefes de brigada y división han llenado completamente su deber; del mismo modo todos los oficiales y tropa. El sarjento mayor D. José Manuel Borgoña, comandante interino de artillería y oficiales de esta arma mantienen en continuo cuidado y fatiga el enemigo, arrojando con acierto las granadas, y obligando á alejar los tiros de la cañonera de San Vicente y lanchas del Morro. Chile debe gloriarse de tener al frente del enemigo un ejército que si en este ensayo primero no lo ha exterminado, al ménos lo tiene reducido á un estrecho recinto, sin que se atreva á dar un paso fuera de la línea, donde muy en breve cuenta V. E. firmemente que experimentará toda la fuerza del brazo argentino y araucano, y concluirá la guerra.

Brayer y Dalve.

» Dios guarde á V. E. muchos años. — Cuartel directorial en frente de Talcahuano, diciembre 10 de 1817. — BERNARDO

1818.

O'HIGGINS. — Excmo. Sr. supremo Director de las Provincias Unidas de Sud-América. »

Progresos  
hechos  
por los milicianos  
de América.

Los heroicos esfuerzos y rasgos de valor de que dieron tantas pruebas las tropas patriotas en este memorable asalto, pusieron en perfecta evidencia los grandes progresos hechos por los milicianos de América. Hasta entónces podian señalarse en la historia de las hazañas de nuestros antepasados grandes triunfos en defensas gloriosas de las plazas, batallas campales y navales, retiradas como la operada por el general Pueyrredon de las Provincias del Alto Perú el año 1811; pero no se conocia, ni aun se habia intentado forzar reductos y tomar baterias bien defendidas por asalto, abriéndose camino con la espada entre los obstáculos infinitos que opone la resistencia de un enenigo valeroso y cuyas fortificaciones eran superiores á los medios de ataque.

Informes  
que recibe  
San Martín de Lima.

Desembarco  
de Osorio  
en Talcahuano.

Plan de campaña  
de San Martín.

Los agentes del general San Martín en Lima le tenían exactamente informado de los elementos de que se componia la division expedicionaria, y aunque no le inspiraba la menor inquietud, meditaba los medios de organizar la defensa y de burlar los nuevos esfuerzos del enemigo. El 18 de enero de 1818, echaba el ancla en la bahía de Talcahuano la escuadra que conducia los soldados de Osorio. Cuando esta noticia llegó á conocimiento de San Martín, no pudo ocultar la alegría que experimentaba, y olvidando sus sufrimientos físicos, se consagró al trabajo con la decision y acierto de su consumada experiencia. De una sola mirada midió la situacion, y con el conocimiento que tenia del país y de la táctica del enemigo, trazó rápidamente su plan de campaña, que comunicó al general O'Higgins en los términos siguientes: « La conservacion de este Estado pende de que no aventuremos accion alguna cuyo éxito sea dudoso. El proyecto del enemigo es probablemente interponerse entre nuestras fuerzas para batirnos en detalle, y apoderarse de Valparaiso para asegurar su comunicacion con Lima y el recibo de los auxilios que pueda necesitar. La fuerza que tengo á mis órdenes asciende á lo mas á 3,600 hombres; unidos somos invencibles, separados débiles.

ieron tantas  
to, pusieron  
hos por los  
alarse en la  
ndes triun-  
pales y na-  
eyredon de  
se conocia,  
aterias bien  
spada entre  
un enemigo  
medios de

ian exacta-  
la division  
nietud, me-  
los nuevos  
ba el ancla  
s soldados  
e San Mar-  
olvidando  
decision y  
cada midió  
is y de la  
paña, que  
ntes: « La  
nos accion  
go es pro-  
a batirnos  
su comu-  
la necesi-  
lo mas á  
s débiles.

Osorio puede hostilizarnos en mas de 400 leguas, es decir, que si dirigimos nuestras fuerzas al sur, pueden ellos embarcarse y darnos un golpe por el norte; y si atendemos á este, lo darán quizá por el sur, teniendo, como tienen, la superioridad del mar. Por tanto nuestro plan de campaña debe ser reconcentracion de todas nuestras fuerzas para dar un golpe decisivo y terminante. Asegure pues con tiempo V. E. la retirada á este lado del Maule, tomando por defensa este rio y cubriendo la parte mas interesante de la provincia de Concepcion con destacamentos cuya retirada quede expedita, sin comprometimiento alguno, al cuartel general en caso de ser atacados por fuerzas superiores. Haga tambien V. E. retirar con anticipacion de esa provincia cuanto pueda ser útil al adversario. Vengan á este lado familias, subsistencias de todo género y caballadas: que hecho esto, es imposible que ningun cuerpo enemigo subsista en ella sin perecer de necesidad.»

Dictadas estas instrucciones, que debian guiar la marcha de las operaciones del Director en campaña, recomendó al gobierno de Santiago varias providencias indispensables para completar su plan. En efecto, inpartiéronse órdenes á los gobernadores de provincia para que remitiesen á Santiago todas las personas indicadas como enemigas de la revolucion; se retiraron de Valparaiso los caudales públicos y de particulares; se concentraron en la capital todas las fuerzas que guarnecian el norte, y se mandó poner sobre las armas á las milicias de caballería, alejando del litoral cuanto pudiera concurrir al éxito del enemigo.

Con motivo de la expedicion de Osorio, el gobierno directorial de la Suprema Junta delegada de Chile proclamó al pueblo, el 14 de diciembre, segun el siguiente documento:

«Conciudadanos: el enemigo nos provoca con una nueva expedicion. Pues bien, conquistarémos á Lima en Chile, ó mas bien libertarémos el Perú desgraciado del visir que la oprime. ¡Temerarios! ¡han olvidado la jornada de Chacabuco! ¡han olvidado que en la guerra de 1812 un puñado de bisoños sos-

1818.

Medidas preventivas  
para asegurar  
el triunfo.

Proclama  
de la junta delegada  
directorial  
de Chile

1818.

tuvo con mil laureles el honor de Arauco. Conciudadanos : se os presenta la ocasion de afirmar la libertad de la América del Sur. Tenéis generales valientes, y los preside un genio que... pero no ofendamos su modestia : tenéis oficiales de honor : tenéis soldados bravos, aguerridos y enemigos de la esclavitud : tenéis los abundantes recursos que la naturaleza ha prodigado en nuestro país : tenéis, en fin, un caudal inagotable de virtudes cívicas y morales. ¿ Quién podrá, pues, atreverse á insultarnos sin que lllore su temeridad? Union, conciudadanos, union, y seremos invencibles. Las pasadas desgracias nos enseñaron á ser cautos y mas virtuosos. El Cielo protege nuestra causa como la mas justa, y no debemos omitir sacrificios para atraernos las bendiciones de las generaciones futuras con el exterminio de los tiranos.

» ¿ Pero á qué os exhorto, cuando vuestro entusiasmo, vuestros ofrecimientos generosos, vuestros voluntarios sacrificios, han renovado los tiempos felices de Grecia y Roma? ¡ Cómo no mirará el gobierno con sonrisa agradable el ridículo empeño de esos imbéciles esclavos, cuando ve á la patria apoyada en la barrera invencible de hombres libres! Continúad vuestro entusiasmo nacional persiguiendo á sangre y fuego vuestros enemigos internos, que el gobierno se atreve á felicitaros desde ahora por los prósperos resultados. — Palacio directorial, 14 de diciembre de 1817. — LUIS DE LA CRUZ. — JOSÉ MANUEL DE ASTORGA. — FRANCISCO ANTONIO PÉREZ.

San Martin  
y O'Higgins.

Inmediatamente que San Martin tuvo aviso del arribo á Talcahuano del segundo convoy realista á las órdenes de Osorio, marchó para el campamento de las Táblas, y poco despues comunicó al general O'Higgins la siguiente resolucion de la logia :

Resolucion  
de la logia.

« Mi amado amigo : nada me sorprende el contraste de Talcahuano ; estos son incidentes de la guerra que podrán remediarse con nuestros recursos y constancia.

» Todos los hermanos hemos acordado que la posicion de Concepcion es sumamente cerrada y sumamente expuesta en

ciudadanos: se  
América del  
genio que...  
honor: te-  
esclavitud:  
prodigado  
de virtu-  
e á insultar-  
nos, union,  
enseñaron á  
causa como  
ra atraernos  
exterminio

asmo, vues-  
sacrificios.  
; Cómo no  
empeño de  
yada en la  
uestro en-  
estros ene-  
caros desde  
rial, 14 de  
MANUEL DE

ribo á Tal-  
de Osorio,  
o despues  
ion de la

de Talca-  
án reme-

sicion de  
uesta en

atencion á que la mayor parte de esa provincia no nos es muy adicta; por otra parte, pudiéndonos dar la mano, ese y este ejército, seremos siempre no solamente superiores, sino que podremos caer sobre el enemigo y decidir en un solo dia la suerte de Lima; con esto damos tiempo á que llegue lo que esperamos (*buques* de Norte-América (1)). »

Las fuerzas patriotas que tenian orden de reconcentrarse, se componian de poco mas de nueve mil hombres, de cuya moralidad y disciplina estaba satisfecho San Martin, y sabida es la severidad que le distinguia á ese respecto. Sin pérdida de tiempo dispuso que el campamento general fuese la hacienda de las Táblas, que prefirió como punto estratégico, situada al sur de Valparaíso, á treinta leguas de buen camino de la capital, y desde donde podria observar los movimientos del enemigo. A mediados de diciembre comenzaron á moverse hácia aquel campo las fuerzas acantonadas en Santiago, marchando á la cabeza de los diferentes cuerpos el comandante Alvarado, el teniente coronel D. Ambrosio Cramer, y el jefe del estado mayor D. Hilarion de la Quintana. Á retaguardia de las columnas caminaban en carros los víveres y forrajes, las municiones, el hospital militar; y era aquella la primera vez que un ejército americano llevase entre sus bagajes una tipografia completa.

Nos parece oportuno reproducir el juicio de un general extranjero al servicio de la causa de la independencia americana, sobre la composicion, entónces, de nuestros ejércitos.

« La artillería de la América del Sur, dice el general Miller, puede hacer diariamente cincuenta ó sesenta millas sucesivamente por espacio de muchos dias. En un apuro podria marchar desde Mendoza hasta Buenos Aires atravesando el llano de las Pampas, á razon de noventa millas al dia, suponiendo siempre un número de caballos de repuesto, para remudar cada dos ó tres leguas y llevar las piezas á galope.

» Los carruajes no tienen planchuelas para sujetar las ruedas en las bajadas, y para suplir esta falta, atan dos artilleros uno

1818.

Se reconcentra  
el ejército  
en la hacienda  
de las Táblas.

Alvarado, Cramer  
y Quintana.

Velocidad  
de la artillería  
de América.

(1) Carta de San Martin á O'Higgins. — Santiago, diciembre 11 de 1817.

1818. de los extremos de sus lazos á las volanderas, y embriando el caballo logran el objeto que produce la planchuela.

Marcha  
al traves de las  
montañas.

» Al subir montañas, atravesar un rio, pasar tierras movedizas, ó en los malos caminos, enganchan mas caballos á las volanderas, sin que por esto detengan la marcha ni por un momento.

» Oir á un oficial criollo comparar su caballería con la mejor de Europa, no puede ménos de hacer reir al Europeo recién llegado, que halla á primera vista absurda la comparacion; pero cuando se ha acostumbrado á ver el poncho y la apariencia desaliñada de los soldados y los ha visto batirse, conoce pronto que no hay caballería en Europa que pueda lidiar en una campaña contra los lanceros gauchos, en el territorio de la América del Sur.

Apariencia  
de las tropas

» La apariencia de las tropas en el tiempo á que se hace relacion no era muy á propósito para producir una favorable impresion en el alma del observador superficial. La vista de un centinela sin corbatín, y puede ser desabrochada la casaca, era un espectáculo extraño al que tenia la costumbre de ver soldados bien vestidos. Sin embargo el ejército de los Andes estaba en buen pié, y aunque el vestuario de la tropa no era vistoso, estaba bien armada, tenia bastante buena disciplina y mucho entusiasmo. Canciones nacionales é himnos á la libertad, cantados al son de la guitarra, se oían todas las noches hasta muy tarde por todo el campamento (1). »

O'Higgins  
levanta el sitio  
de Talcahuano.

El 5 de enero, O'Higgins levantó el sitio de Talcahuano y emprendió su retirada hácia el norte. Todas las poblaciones del mediodía emigraban en masa abandonando todo el territorio donde pudiese alcanzar la dominacion de los realistas. Las madres huían con sus hijos, y sus maridos talaban los campos é incendiaban las sementeras en plena madurez. El coronel Fréyre cerraba la retaguardia (2).

(1) *Memorias de Miller*, tomo I, pág. 151.

(2) Véase cómo refiere el Argentino D. Manuel de Olazábal, que hacia parte del ejército sitiador, la retirada de Talcahuano, que tomamos de varios artículos recientemente publicados en la prensa de Buenos Aires :

El nuevo ejército invasor con que el virey de Lima esperaba reconquistar á Chile, se componia de tres mil quinientos hombres de las tres armas con diez piezas de batalla. Con ellos venian los aguerridos batallones de Búrgos é infantes y húsares de Fernando VII, que habian hecho con tanto denuedo la guerra á Napoleon, recientemente llegados á Lima.

Las instrucciones que el general español recibió del virey Pezuela, tomadas poco despues en los gloriosos llanos de Maipo, demuestran elocuentemente los inmensos sacrificios que necesitaron hacer las autoridades reales de Lima para organizar esa expedicion compuesta de sus mejores tropas. Para que puedan apreciarse debidamente, reproducimos á continuacion la parte de ese documento que hemos encontrado en las *Gacetas* de Buenos Aires, n<sup>os</sup> 96 y 98 del año 1818:

« ARTÍCULO 1<sup>o</sup>. La desgraciada accion de Chacabuco, ocurrida el 12 de febrero de este año, puso en manos de los rebeldes todo aquel país, excepto la reducida península de Talcahuano,

• Fracasado el asalto de la fuerte plaza de Talcahuano, como queda consiguendo en el anterior *Episodio*, el ejército se ocupaba con celeridad en los aprestos para verificar la retirada segun estaba acordado.

• En consecuencia el supremo director O'Higgins habia mandado bajo la mas seria responsabilidad el desalojo y abandono de sus hogares á todos los habitantes de la ciudad de Concepcion, en donde solo debian quedar las monjas en su convento. Igual orden se trasmitió en la direccion que debia tomar el ejército, en unas ochenta leguas de trayecto hasta la ciudad de Talca inclusive.

• Al mismo tiempo se mandó reunir sin excepcion todos los caballos y mulas para ser empleados en el servicio del ejército y sus dependencias.

• Al principio de enero de 1818, el ejército rompió la marcha en retirada. Este fué el momento en que el corazon de acero del ilustre general O'Higgins necesitó todo el temple de los hijos de Numancia para ver la ciudad de su tierra natal desierta, ardiendo en una parte, tirando á la calle todo cuanto no habian podido llevar los dueños de las casas de negocios. El aspecto de aquel pueblo, cuna de tantos valientes, era desgarrador.

• Pero aun faltaba un espectáculo mas terrible que, para presenciario, era preciso todo el heroismo del patriotismo y abnegacion para no morir de pesar

• Segun el ejército marchaba, iba encontrando la inmensa emigracion que á pié, desolada y llena de cansancio caminaba á paso lento.

• Las familias, para poder llevar algo de lo que poseian y conducir aquellas

1818.

Composicion  
del ejército realista  
de Osorio.

Sacrificios hechos  
para organizar  
esta expedicion.

Condu-  
ta  
de O'rdóñez  
despues de la batalla  
de Chacabuco.



1813.

á donde el coronel Ordóñez, gobernador de la provincia de Concepcion, con anuncios de la derrota del ejército real y evacuacion de la capital, ignorante de la suerte del general y presidente Marcó, y estrechado por una division que destacó el enemigo sobre él, se retiró con el pequeño número de tropas que tenia á sus órdenes, y desde allí me ofició al instante manifestándome empeñado en hacer una porfiada resistencia y conservar la plaza á toda costa hasta que la mayor fuerza, que esperaba que yo le despachase, y mejores circunstancias facilitasen la extension de las operaciones, y se pudiese pensar desde aquel punto de apoyo en la reconquista del reino. Por fortuna su ventajosa localidad y la anterior preparacion con una línea de gruesas baterías han verificado las miras de la ocupacion de Talcahuano; y el benemérito Ordóñez, reforzado y auxiliado con las continuas remesas de tropas, armas, plata, víveres y municiones, que empecé á hacerle desde que tuve noticia del suceso, ha sabido defenderlo efectivamente hasta el

personas que enfermas, ancianas ó chiquillos no podian ir á pié, conducian todo esto en bueyes *aparejados*, en donde colocaban *árganas* y dentro de ellas aquellos objetos. Tambien cabalgaban sobre los bueyes muchas personas.

» Siendo yo uno de los oficiales que con una partida marchaba paralelo al costado derecho del ejército en distancia como de seis leguas, para hacer efectiva la órden de retirada al pasar por el pueblecito de la Florida, como tres leguas de Concepcion, encontré un hombre que impedido del uso de los piés, caminaba con las rotillas y las palmas de las manos que llevaba forradas en cuero. Mucho trabajo me costó para convencerlo volviése á su casa. El ejército continuaba su lenta retirada cada dia entorpecida por la aglomeracion de la emigracion que se aumentaba.

» El pasaje del correntoso rio Maule presentó grandes obstáculos á estas para salvarlo, sin embargo de las disposiciones dadas por el Director, y los esfuerzos de todo el que podia contribuir á mejorar la situacion penosa de aquellas heróicas familias, que abandonaban su hogar y cuanto posetan en holocausto de la patria para que el ejército real no hallase en su camino sino un desierto. Al fin todo se trasportó al norte de este rio y continuó la marcha.

» Cuando el ejército se halló en paralelo con la ciudad de Talca, ya esta habia sido abandonada completamente por sus habitantes, impulsados de odio á la dominacion del rey. »

provincia de  
o real y eva-  
neral y pre-  
ue destacó el  
o de tropas  
ó al instante  
a resistencia  
ayor fuerza,  
reunancias  
diese pensar  
el reino. Por  
aracion con  
ns de la ocu-  
reforzado y  
rmas, plata,  
de que tuve  
nte hasta el

ié, conducian  
y dentro de  
muchas per-

haba paralelo  
s, para hacer  
Florida, como  
del uso de los  
levaba forra-  
e á su casa.  
por la aglo-

ulos á estas  
director, y los  
n penosa de  
poseían en  
su camino  
continuó la

lca, ya esta  
pulsados de

dia contra fuerza muy desigual, con un valor, constancia y decision sobremanera recomendables.

» Desde un principio coincidieron mi prevision y aspiraciones con el plan de este jefe; y cuando en obsequio de él he sacrificado grandes recursos y empleado los mismos brazos destinados á la seguridad del territorio que inmediatamente mando, ha sido porque al mismo tiempo que he advertido la importancia de la posesion de aquel palmo de tierra para la reduccion total del reino, conozco que esta es absolutamente necesaria para la tranquilidad y bienestar de este vireinato, para la ulterior conservacion de las provincias subordinadas del de Buenos Aires, y para la mejor suerte del ejército situado en ellas, con el objeto de contener las irrupciones de los revolucionarios.

» Dueños absolutos estos de Chile, era consiguiente la pérdida de las importantes plazas de Valdivia é islas de Chiloé; y entónces concentradas sus operaciones y con mayores medios de defensa en la vasta extension de aquel país, se haria sobremanera difícil arrebatarles el fruto de su conquista, principalmente respecto de estas últimas, cuyo único surgidero de San Carlos es inaccesible en la mayor parte del año, y con ellas nos privábamos de un semillero de buenos soldados: sin un punto en que guarecerse los buques despues de una larga y fatigosa navegacion, se paralizaria el comercio con la metrópoli, nuestras fuerzas marítimas no podrian verificar sus crueros; y abiertas en tal caso aquellas inmensas costas á la comunicacion franca con los extranjeros y libre la navegacion desde el Rio de la Plata, el tráfico de estos vigorizaria sus recursos, y el Pacifico desde el Cabo de Hórnos al istmo de Panamá se infestaria de contrabandistas y piratas.

» *El genio activo y naturalmente emprendedor de los Porteños no pararia hasta armar en los puertos de Chile una expedicion, que en muy pocos dias podria invadir cualquiera de los de la dilatada é indefensa línea de Arequipa, y propagando la infidelidad en los dispuestos ánimos de la mayor parte de los habitantes de las provincias interiores, las levantarían en masa y atacarían por la espalda al ejército real del Perú, al mismo tiempo que el*

Genio activo  
y emprendedor  
de los Porteños.

1813.

*de ellos situado en el Tucuman lo verificaria por el frente, con cuya combinacion, muy practicable bajo todos aspectos, seria tambien muy aventurada la suerte de esta América Meridional (1).*

Relaciones  
comerciales  
de Chile  
con el Perú.

» Son bien sabidas las relaciones comerciales de Chile con el Perú y la estrecha correspondencia que tienen ambos por su cercanía en la satisfaccion reciproca de sus urgencias : Lima se surte de aquel en los abastos de primera necesidad, como son el trigo con que se alimenta el público y los sebos de que se sirven en gran cantidad sus habitantes, hacendados y mineros; y en cambio se exportan para él abundantes cargamentos de azúcar, que es el principal fruto de sus heredades : este tráfico mútuo y en que circulan con ventaja ingentes capitales, rinde al Erario de aprovechamientos medio millon de pesos al año ; y así es que desde que Chile cayó en poder de los disidentes, la poblacion gime por la carestia del pan, la clase infeliz y trabajadora no tiene con qué alumbrarse en sus labores, los hacendados consumen inútilmente en la manutencion de sus estancias y tienen estancadas en las bodegas las producciones de sus fincas : el real haber ha experimentado un déficit insubsanable en las entradas, y al fin todas las clases por conveniencia propia y por interes comun claman por que se restituya aquel reino á la obediencia legítima.

Causas  
de la expedicion  
de Osorio.

» Estas observaciones, insinuadas lijeramente, pero susceptibles de difusos análisis, me han recordado el deber que imponen las leyes á los gobernadores de América, cuando un territorio se sustrae de la dominacion de nuestros augustos soberanos, y han sido tambien las que desde las primeras comunicaciones de Ordóñez, en que reclamaba mi amparo, me obligaron á pensar y llevar al cabo, á expensas de grandes sacrificios, la formacion de este respetable cuerpo de tropas, que lleva á sus órdenes el señor Osorio como comandante general del ejército de operaciones de Chile ; y este, en fin, debe tenerlas muy presen-

(1) Hemos pues con letra bastardilla todo ese párrafo para fijar la atencion del lector sobre el deber sobre el respeto y la justa inquietud que inspiraba al virey Puzos el genio activo y emprendedor de los Porteños.

el frente, con  
tos, sería tam-  
ridional (1).

Chile con el  
mbos por su  
ias : Lima se  
d, como son  
os de que se  
s y mineros;  
egamentos de  
: este tráfico  
ales, rinde al  
s al año; y  
isidentes, la  
iz y trabaja-  
os hacenda-  
us estancias  
s de sus fin-  
bsanable en  
cia propia y  
quel reino á

susceptibles  
ne imponen  
territorio se  
beranos, y  
unicaciones  
aron á pen-  
os, la for-  
a á sus ór-  
ejército de  
uy presen-

ajar la aten-  
d que ins-  
rteños.

tes para que sean otros tantos estímulos que agiten su econo-  
cida actividad, esfuerzos y vigilancia al logro de la empresa, y  
las proclamas mas enérgicas que exciten el entusiasmo del ofi-  
cial y soldado y provoquen la ayuda de todos los amantes de la  
justa causa.

» ART. 2º. En consecuencia de mis primitivas ideas, al mismo  
tiempo que he ido enviando al digno intendente de Concepcion  
los auxilios referidos, así como cinco buques de la marina real  
para que coadyuven á la defensa de aquel punto y pongan en un  
rigoroso bloqueo los puertos de Chile, le he prevenido se man-  
tenga firme hasta el último conflicto, en el ínterin que llega el  
ejército que ya le tengo anunciado.

» ART. 3º. Las últimas noticias oficiales de Talcahuano alcanzan  
hasta el 9 de octubre y son dadas por el capitán de navío D. To-  
mas Blanco Cabrera, comandante de la fragata de guerra *Ven-  
ganza*, y por el alférez de la misma clase D. Carlos María Pos-  
tigo, que vino con la correspondencia en la *Moteczuma* y llegó al  
Callao el 22 de octubre. Consta por ella que nuestra fuerza en Tal-  
cahuano era de 1,700 hombres de tropa, incluidos 150 enfermos,  
que tenían víveres de trigo para tres meses y de los otros ren-  
gones para mas de mes y medio; y entraban diariamente de  
la costa algunos socorros de harinas, papas y frijoles, cerdos y  
vacas muertas; que nuestra línea ó garganta de la península  
estaba defendida por ocho baterías y como 70 cañones con su  
foso y estacada; además de hallarse en el puerto las corbetas  
*Veloz* y *Sebastiana*, y haciendo un servicio útil á los dos cos-  
tados de aquella cuatro cañoneras con otras dos mas que esta-  
ban habilitándose.....

» ART. 8º. Conduce tambien las especies contenidas en la ra-  
zon número 4, con quince medallas de oro y cincuenta de plata,  
que repartirán á los principales Indios araucanos con el objeto  
de agasajarlos y manifestarles á nombre del rey, cuyo busto va  
grabado en las últimas, el profundo reconocimiento que me  
han merecido su adhesion é importantes servicios en obsequio  
de la justa causa de que estoy informado por el mismo señor  
Ordóñez; y en consideracion á la utilidad sucesiva que pueden

Estado  
y composicion  
de la guarnicion  
de Talcahuano.

Medallas  
destinadas á los  
caciques araucanos.

1818.

prestar por su situacion y naturales recursos, les acreditará al tiempo de la entrega aquellos sentimientos con la expresion mas análoga al caso, y los tratará afablemente en cuantas ocasiones se presenten, procurando entablar con ellos una armoniosa y eficaz correspondencia.

Condiciones  
del fletamento  
de los trasportes  
que conducian  
la expedicion.

» ART. 9º. Los buques que conducen la expedicion van fletados de cuenta del rey por el término fijo de sesenta dias, de suerte que, sea cual fuere la dilacion del viaje dentro de este plazo, se ha de pagar el mismo precio á sus propietarios, segun parece de la copia legal de la escritura que se acompaña bajo el número 5; por consiguiente, el señor Osorio los mantendrá á su disposicion por todo aquel tiempo, y mas si fuere preciso, para emplearlos en las comisiones que ocurran : y despues que ya estuviesen desembarzados, procurará, si es posible, que vuelvan cargados de trigo ú otros frutos de cuenta de la real hacienda, para que esta aproveche algo con que recompensar los incalculables gastos que tiene impendidos en esta empresa.

Medida  
en caso  
de la ocupacion  
de Talcahuano  
por los patriotas.

» ART. 10º. Si acaso, por una desgracia posible en el órden de los sucesos humanos, encontrase el general Osorio perdido el punto de Talcahuano, regresará con todas las tropas al puerto de Arica : y oficiándose desde allí por mar con toda diligencia, aguardará las instrucciones que yo le diere, para arreglar su destino sucesivo.

Id. en el caso  
contrario.

» ART. 11º. Pero si, como es de creer, lo hallase ocupado por las armas del rey, verificado el desembarco con el órden posible, dado á las tropas el preciso descanso y arregladas todas las cosas, buscará al enemigo en sus atrincheramientos de Concepcion, y procurará batirlo de un modo que no alcance á rehacerse en la misma provincia, persiguiendo con empeño sus reliquias hasta que repasen el Maule, y no quede al lado de acá de este rio un soldado armado.

Sobre el coronel  
Ordóñez.

» ART. 12º. Distinguirá sobre todo al precitado coronel Ordóñez, y le dispensará todas las atenciones y confianza á que son acreedores su mérito y acreditadas aptitudes militares.

» ART. 13º. Si en Talcahuano hubiese algunos oficiales chismosos, cobardes, y que no merezcan estar en las filas del rey, ó

bien  
gar  
sean  
»  
Osor  
ellas  
auto  
y sin  
segu  
que  
derr  
cion  
barq  
Talc  
la fu  
de C  
cion  
pone  
de la  
á Va  
can  
tiag  
cauc  
niol  
sult  
con  
arri  
deb  
cion  
par  
mie  
á la  
tad  
los  
su  
ma

bien los empleará en cargos pasivos en que no puedan desplegar sus ideas, ó los destinará donde juzgue conveniente, y no sean tan perjudiciales.

» ART. 14º. En la inteligencia de que el referido general Osorio ha de obrar segun las circunstancias, subordinando á ellas todos los puntos de esta instruccion, á cuyo objeto se le autoriza con facultades bastantes, porque á una larga distancia y sin presencia de los acontecimientos es imposible dar reglas seguras é invariables, el mejor, mas pronto y mas análogo plan que se presenta para la consecucion del principal objeto, es que derrotados los rebeldes y expelidos de la provincia de Concepcion en los términos indicados por el anterior artículo, se reembarquen en los mismos buques conductores y demas surtos en Talcahuano con las tropas que lleva y las que pueda reunir de la fuerza que existe en este punto, dejando en el mencionado de Concepcion á cargo de su gobernador Ordóñez una guarnicion capaz de asegurar todo su partido en el estado que se supone libre de enemigos, y de entretener á los que acudieren de la capital; y tome la direccion á una de las caletas cercanas á Valparaiso con la diligencia posible, desde donde, desembarcando su gente, se puede encaminar á marchas forzadas á Santiago, para apoderarse de esta capital sin dejar al descuidado caudillo enemigo tiempo para prevenirse á la defensa. Esta maniobra ejecutada con celeridad puede producir tanto mejores resultados, cuanto aquel se ha de ver precisamente sorprendido con el ejército real encima; porque con la noticia de su primer arribo á Talcahuano y encuentro con sus tropas en Concepcion, debe creer que la guerra iba á hacerse por aquel punto en direccion por tierra á la capital, y es regular que arrime la mayor parte de sus fuerzas existentes en esta hácia el Maule; y como, miéntras verifica esta medida, puede vencerse la corta travesía á las costas de Valparaiso, se le hallará probablemente en un estado de debilidad y aturdimiento en que no es posible desplegar los recursos del genio y respectiva situacion, y pierde mucho de su energía toda resistencia. Se logra tambien con este golpe de mano que en el tránsito desde el surgidero á la capital se reu-

1818.

Plan de ataque  
sobre Santiago.

1818.

nan tal vez al ejército muchos de los soldados dispersos de resultas del desastre de Chacabuco, y algunos oprimidos vasallos fieles al soberano.

Facultades  
que se otorgan  
á Osorio.

» ART. 15°. En estas y cualesquiera otras circunstancias se faculta al señor Osorio para indultar todo crimen, y entrar en convenio con los enemigos, siempre que no sea indecoroso á la dignidad de la nacion española, no contenga agravio á los legítimos derechos del soberano, ni se oponga al honor de sus reales armas; y en el caso que no se manifieste claramente la conformidad con estos sagrados fines, dejará su sancion á la consulta y aprobacion mia, debiendo tenerse por regla general que todo tratado que no suponga la incorporacion de aquel país á la monarquía, y su sujecion á las leyes y autoridades reales, no ha de concluir la guerra, y cuando mas, admitido en circunstancias muy apuradas, podrá suspender las hostilidades..... »

El director O'Higgins explicó al pueblo chileno la retirada del ejército del Sur, que ocupaba la provincia de Concepcion, por medio de la siguiente proclama:

« Á LOS PUEBLOS DE CHILE.

Proclama  
del  
director O'Higgins  
al pueblo de Chile.

» El orden de nuestras combinaciones militares ha exigido que el ejército del Sur se retire por ahora de la provincia de Concepcion, poniendo ántes en salvo todas las personas y propiedades de todos los habitantes de aquel territorio. La expedicion de Osorio se acerca á nuestras costas, y miéntras nos preparamos á renovar el dia de Chacabuco dando el último golpe al poder expirante del virey de Lima, es preciso que la sensibilidad ceda á la política, y que el sosiego de aquellos habitantes se sacrifique por la salud universal. Las familias de Concepcion vienen á buscar asilo entre nosotros para sustraerse á los horrores de la guerra y á la furia de nuestros agresores; ellas son dignas de encontrar la mas sincera hospitalidad, porque nuestros intereses son recíprocos, y porque la naturaleza nos ha unido de tal modo que la prosperidad ó la desgracia de los unos no puede dejar de ser comun á todos. Recibidlos con el afecto y generosidad propia del carácter chileno; auxiliadlos

en sus necesidades y consolad su corazon en las angustias inseparables de su estado. El dia de la restauracion universal no está léjos de nosotros: esta campaña va á fijar los destinos de Chile, y acaso fijará tambien los de la América. Preparáos entretanto á hacer este sacrificio en favor de nuestros hermanos de Concepcion, y contribuid por este nuevo medio á cimentar la union y fraternidad entre unos pueblos que han jurado ser libres á despecho de nuestros sanguinarios invasores. — Palacio del gobierno, enero 20 de 1818. — BERNARDO O'HIGGINS. »

1818.

El 27 de enero, el señor Calderon, comandante del puerto de Valparaiso, comunicó al director delegado un hecho de grande trascendencia en aquellas circunstancias, pues que se trataba nada ménos que del desconocimiento, por la marina de los Estados Unidos y de la Gran Bretaña, del bloqueo que hacia la escuadra española en los puertos ocupados por los independientes, segun lo explica en el siguiente parte oficial:

La marina de S. M. B. y la de los Estados Unidos desconocen el bloqueo del puerto de Valparaiso.

« Excmo. Señor. La corbeta de guerra de Norte-América *Ontario* y su comandante D. Jaime Biddle, que habiendo salido de Nueva York en principios de setiembre, tocó al Brasil, de donde debia salir á los dos dias una fragata rusa que trae pasaporte de todas las naciones marítimas y la expedicion debe ser de tres años, de un dia á otro deben entrar en este puerto.

La corbeta norte-americana *Ontario*.

» La corbeta americana habló (como anuncié á V. E.) con la fragata *Venganza* el 24; esta le proponia pasase á Lima ó á Talcahuano, donde recibiria leña y agua; que el virey le prevenia tuviese en rigoroso bloqueo este puerto, por lo que no debia dejarla entrar. El comandante americano le contestó que él debia entrar, porque si su virey habia dado esta orden, él la tenia de su gobierno para entrar en Valparaiso; así es que al dia siguiente dió fondo. El capitan de la corbeta asegura que la *Venganza* y la *Veloz* están muy estropeadas de velas y cabotería, y cuando trataban, se pusieron á cargar los cañones, de modo que pudo haberse hecho dueño de ellas. La corbeta trae 22 cañones de á 32 y dos de á 18 con hermosa tropa y oficialidad.

Informes traídos por esta.



1818.

La fragata  
de S. M. B.  
*Anfon.*

» El comodoro de la fragata inglesa *Anfon* me ha dicho esta mañana que dentro de tres dias sale á la mar, si aparecen los buques bloqueadores, á hacerles entender que está ya concluido el bloqueo en el hecho de haber dejado entrar la corbeta americana.

» Dios guarde á V. E. muchos años. — Valparaiso, enero 27 de 1818. — EXCMO. SEÑOR. — FRANCISCO CALDERON. — EXCMO. supremo Director delegado. »

El 30 de enero del mismo año 1818, el Director supremo de Chile, en un notable documento que reproducimos á continuación, proclamó al ejército expedicionario de Lima, explicándole las ventajas reales que resultarían para ellos y para la América entera, si abandonasen las filas de ese gobierno tiránico que los mismos Españoles detestaban. Hé aquí esa pieza:

Proclama  
del Director de Chile  
al ejército  
expedicionario  
de Lima.

« El gobierno de Lima os ha destinado á renovar entre nosotros el teatro de la guerra, y sin mas objeto que sostener la causa de Fernando VII, á quien los mismos Españoles europeos detestan por su ingratitud y tiranía, os ha obligado á renunciar á vuestro sosiego, abandonar vuestras familias, correr los peligros de una guerra difícil y exponeros á perder la vida tarde ó temprano en un país que siempre será vuestro enemigo mientras estéis armados contra él. ¿ Qué interes tenéis en invadir nuestros hogares? Nosotros no deseamos mas que concentrar la paz interior de nuestro territorio, y estamos con los brazos abiertos para recibir á todo el que quiera disfrutar las ventajas de nuestro fértil suelo. ¿ Hasta cuándo serviréis á los caprichos de un gobierno que os manda con orgullo y os recompensa con una lenta mezquindad? Vuestro interes y vuestro honor mismo piden que os unais á nosotros. Corred á nuestras filas, y encontraréis la recompensa de esta gloriosa empresa. El gobierno de Chile y los generales del ejército unido os prometen solemnemente haceros propietarios de este suelo y gratificaros con dinero si abandonais el campo enemigo con todas vuestras armas. Americanos del ejército de Lima, bien sabéis la diferencia que hacen de vosotros vuestros mismos

1818.

jefes, y que nunca merecéis su confianza á pesar de vuestros sacrificios: ellos os miran siempre con zelos, os postergan en vuestros ascensos, y desprecian vuestros servicios, porque desprecian vuestro nombre. Nosotros os recibiremos con la distincion que merecen los Americanos de un gobierno establecido para protegerlos y premiarlos. Españoles, vosotros que acabais de venir de Europa, engañados con falsas promesas, venid á descansar en el seno de nuestra abundancia: aquí no sufriréis las miserias y necesidades que os rodean: no creais las imposturas con que os alucinan; os recibiremos con el aprecio con que hemos tratado siempre á los Españoles honrados: el gobierno promete su proteccion, y los habitantes de Chile su amistad.— Palacio de gobierno, enero 30 de 1818.— BERNARDO O'HIGGINS. »

Luego que el grueso del ejército llegó al campamento, se encargó del mando provisorio del ejército al ilustre vencedor de Snipacha, brigadier D. Antonio González Balcarce. El mando confiado al experimentado general era mientras San Martín se trasladaba á Valparaíso para cerciorarse personalmente del estado de aquel importante puerto, visitar sus fortificaciones y ponerlo en estado de defensa; medidas que exigian la mas severa ejecucion de acuerdo con las operaciones que debia desarrollar ántes de alejarse hácia el Sur en busca de la incorporacion de O'Higgins. Para la seguridad de Chile era de absoluta necesidad que ese puerto quedase fortificado y en situacion de resistir á las fuerzas españolas de la expedicion de Osorio. El plan de este era conocido, quien no apreciando debidamente el genio y la prevision de San Martín, se habia persuadido que le sorprenderia desprevenido y que dispersando las fuerzas que operaban en el Sur, despues de un desembarco en Talcahuano, le sería fácil abordar Valparaíso y caer de improviso sobre la capital apoderándose de ella.

Las operaciones de O'Higgins, inspiradas por San Martín, tuvieron por objeto burlar estos planes trazados de antemano en el gabinete del virey de Lima, y por lo tanto los movimientos

El mando provisorio  
del ejército  
es confiado  
al general  
D. Antonio G.  
Balcarce.

Prevision  
de San Martín.

1818.

del ejército chileno del Sur tendian exclusivamente á efectuar su union con el que se organizaba en las Táblas. Realizados estos grandes trabajos, debidos al infatigable celo del general en jefe, este esperó confiadamente al enemigo.

Proclamacion  
de la independencia  
de Chile.

Entretanto, ese fué el momento que el general San Martin aprovechó hábilmente para aconsejar al Director supremo que se proclamase uno de los actos mas solemnes de la nacion de que era su primer fundador. En efecto, el dia 12 de febrero, aniversario de Chacabuco, fué el dia que el gobierno destinó para declarar solemnemente « á nombre de los pueblos, en presencia del Altísimo, y hacer saber á la gran confederacion del género humano que el territorio continental de Chile y sus islas adyacentes formaban de hecho y por derecho un Estado libre, independiente y soberano, y quedando para siempre separado de la monarquía de España. » El sol de aquel dia fué saludado con triples salvas de cañon y con los himnos cantados por los alumnos de las escuelas agrupados en torno de la bandera patria. Estando reunidas en el palacio directorial todas las corporaciones y el clero, se presentó el general San Martin, é incorporándose á aquella concurrencia, se dirigieron todos á la plaza principal, en donde se habia levantado un tablado, cuyo adorno mas visible era el retrato del vencedor de Chacabuco.

Solemnidad  
con que se hizo  
la ceremonia  
del juramento.

Despues que el jefe del Estado pronunció la fórmula del juramento, lo recibió el general San Martin, como coronel mayor de los ejércitos de Chile y general en jefe del ejército unido. Cuando puso este las manos sobre el Evangelio, volvióse hácia el pueblo pronunciando un entusiasta *¡ Viva la patria!*  El presidente del cabildo se dirigió despues de la ceremonia, acompañado de una numerosa comitiva, á la casa del general San Martin, á felicitarle por el acontecimiento que acababa de tener lugar, felicitacion que el ilustre general aceptó lleno del mas vivo júbilo, reiterando la protesta de consagrarse á la defensa y á la libertad de Chile, sirviéndose de tan felices conceptos que, segun varios escritores chilenos, nadie pudo escucharle sin conmovirse y presagiar las victorias que muy luego consolidaron la libertad de la patria.

1818.

La divisa de Chile.

Las avanzadas del ejército español oyeron el estruendo de las salvas con que la nueva República hacía su aparición entre las naciones. Chile adoptó por divisa una estrella (1), al mismo tiempo que las Provincias Unidas tomaban por suya el sol (2).

(1) La bandera nacional de Chile, dice el publicista chileno Vicuña Mackenna, fué creada en 1817 por el director O'Higgins. Ejecutó el diseño, bajo su dirección, el ingeniero D. Antonio Arcos. El antiguo tricolor se componía de tres jirones en que se había conservado el rojo y el amarillo del pendon de Castilla, añadiéndole solo el azul. O'Higgins lo trasformó en el que hoy existe, es decir, sustituyó el color amarillo, de ominoso significado en la aurífera América, por la lista blanca y la estrella en el azul.

Por el mismo tiempo en que se adoptó este diseño, un singular artista propuso otro de su invento, que sin duda debía ser una composición curiosísima. Era su autor el célebre y originalísimo tesorero D. Ramon Vargas Bebal, cuyo retrato honra hoy nuestras oficinas, y proponía su idea á su digno colega, el no ménos peculiar y grande amigo nuestro D. Hipólito Villégas. Es una lástima que se haya perdido aquel diseño, pero hé aquí las palabras con que D. Ramon explicaba á D. Hipólito su pensamiento, en carta datada de Valparaíso el 31 de octubre de 1817 y que original tenemos á la vista. « Luego que llegué, le dice, oí á paisanos y extranjeros hablar sobre nuestro pabellon, que estaba defectuoso, por ser bandera de señales la que usamos, que los marineros llaman de ampolleta. Ahora he conocido el defecto viendo las hermosas que gastan las naciones en una coleccion que he inspeccionado. Oí decir iban á costear banderas nacionales para los castillos, porque aquí solo hay la de Buenos Aires, y por esta causa, por sí á V. y á ese gobierno agrada, incluyo ese diseño que puede mejorarse si se quiere en sus alusiones y jeroglíficos; ella es parecida á la anglo-americana (aunque no en todos sus colores), que es la potencia libre que conocemos nuestra paisana; y si hemos adoptado en parte sus distintivos militares, no es extraño que también sea la forma de la bandera, que me parece bonita y diversa de todas las demas, esto es, sin contar lo fácil que es reconocerla desde distancias. En fin, V. haga el aprecio que merezca esa producción de un aficionado; y si fuese del agrado de nuestros superiores, que á vuelta de correo lo adviertan al señor gobernador de aquí para que así las mande hacer, pues la que tenemos puede quedar para la provincia de Santiago, y la de Concepcion y Coquimbo harán la suya, y esta diseñada será la general del Estado, como lo practican los Anglo-Americanos, que cada provincia tiene la suya, como se ve en sus embarcaciones, la que va solo al tope del palo de mesana ó mayor, y la general ó de estrellas á la popa. » (*Ostracismo de O'Higgins*, pág. 278.)

(2) Ley de 25 de febrero de 1818. Esta misma ley dispuso que para que se distinguiera la bauta que sirve de divisa al director del Estado. de las que usan los generales en campaña, tuviera la del director un sol bordado

1818.

La *Gaceta extraordinaria* de Buenos Aires del 5 de marzo de 1818 refiere ese glorioso acontecimiento, acompañándole de los documentos que reproducimos á continuacion, como testimonios de la grande solemnidad dada á ese acto memorable :

Glorioso suceso  
de la independencia  
de Chile.

« El pueblo de Chile, dice, se ha elevado al rango de las naciones independientes por la resolucion magnánima de anunciar á la faz de todo el orbe su decidida voluntad de no pertenecer sino á sí mismo, y de sostener esta declaracion con cuanto es y cuanto vale. Ya no podrá retrogradar sin cubrirse de oprobio y sin ser el ludibrio de las naciones á quienes ha puesto por testigos de esa misma resolucion que tanto le honra. Las Provincias del Rio de la Plata por medio de su diputado cerca del gobierno chileno, D. Tomas Guido, han sido las primeras en reconocer el nuevo rango de aquel reino, segun consta de los documentos que se publican á continuacion, y S. E. el señor Director supremo de este Estado ha ordenado que por tres noches consecutivas haya iluminacion en esta capital, empezando desde el dia de mañana, en que hará saludo la fortaleza al nacimiento del sol, al medio dia y al anochecer, con las demas demostraciones que son propias del regocijo público, y que S. E. deja al arbitrio de los ciudadanos patriotas; comunicándose esta disposicion á todos los pueblos de la Union para que por su parte acrediten la que les cabe en un suceso tan glorioso.»

El diputado  
de las  
Provincias Unidas  
da cuenta  
á su gobierno.

El señor D. Tomas Guido, diputado de las Provincias Unidas cerca del gobierno supremo de Chile, dió cuenta de ese acto en los términos siguientes :

« Excmo. Señor. — El doce del corriente, á las diez y media de la mañana, ha sido proclamada y jurada ante el Dios de los hombres la INDEPENDENCIA de Chile de la monarquía española por el jefe supremo, magistrados, corporaciones eclesiásticas, civiles y militares del Estado y por inmenso pueblo reunido en la plaza mayor de esta capital, despues de manifestarse por

de oro en la parte que cae sobre el pecho, y que se hiciera bien visible. (Véase *Redactor*, núm. 31.)

la lectura del acta núm. 1° de la proclamacion de independencia los motivos que la justificaban y la unánime voluntad de todos los pueblos por su emancipacion política.

» El pabellon de las Provincias Unidas en manos del señor gobernador intendente de Santiago, y el de la nacion chilena en las mias, autorizaron este acto, sin duda el mas suntuoso é imponente de cuantos nos presenta la historia del Nuevo Mundo desde su ominosa conquista. Mi corazon se trasporta de gozo al comunicar á V. E. este grande acontecimiento, á que tanto ha influido el zelo de su actual administracion, y me honro en participar á V. E. que el dia de las felicitaciones públicas al gobierno de esta nacion he anticipado de palabra á nombre de V. E., en virtud de la representacion que invisto, el reconocimiento de la soberanía de Chile y su absoluta independencia, en los términos de la copia número 2, como una prueba ingénua de la liberalidad del sistema de las Provincias Unidas, y del placer con que aplauden la libertad de sus hermanos.

» Cualquiera que haya observado el espíritu de este pueblo en el acto de abjurar el dominio de los reyes de España, el entusiasmo y gozo de cada ciudadano por el nuevo rango de su patria y las demostraciones expresivas de amor y gratitud al Estado argentino, habrá de convenir que ni la ley, ni el tiempo prevalecen contra los impulsos de la naturaleza y de la justicia, que la elevacion de un carácter firme ha subrogado al abatimiento de una colonia, y que Chile no será ya el patrimonio de la dinastía tiránica y arbitraria de España, sino el asilo de la libertad y el país para todos los hombres del globo.

» Gloriése V. E. de un suceso tan feliz para la causa de los Americanos, é ínterin remito la descripcion de varios incidentes marcados de esta época feliz, dignese admitir los plácemes que tributo á mi patria por la libertad de este delicioso país.

» Dios guarde á V. E. muchos años. — Santiago de Chile, febrero 16 de 1818. — Excmo. Señor. — TOMAS GUIDO. — Excmo. supremo Director de las Provincias Unidas de Sud-América. »

1818.

Los pabellones  
de las  
Provincias Unidas  
y de Chile  
autorizando el acto.

Espíritu  
Independiente  
de Chile.

1818.

Hé aquí la proclamacion de la independencia de Chile :

« EL DIRECTOR SUPREMO DEL ESTADO.

» La fuerza ha sido la razon suprema que por mas de trescientos años ha mantenido al Nuevo Mundo en la necesidad de venerar como un dogma la usurpacion de sus derechos, y de buscar en ella misma el origen de sus mas grandes deberes. Era preciso que algun dia llegase el término de esta violenta sumision, pero entretanto era imposible anticiparla : la resistencia del débil contra el fuerte imprime un carácter sacrilego á sus pretensiones, y no hace mas que desacreditar la justicia en que se fundan. Estaba reservado al siglo diez y nueve el oír á la América reclamar sus derechos sin ser delincuente, y mostrar que el período de su sufrimiento no podia durar mas que el de su debilidad. La revolucion del 18 de setiembre de 1810 fué el primer esfuerzo que hizo Chile para cumplir esos altos destinos, á que lo llamaban el tiempo y la naturaleza : sus habitantes han probado desde entónces la energía y firmeza de su voluntad, arrojando las vicisitudes de una guerra en que el gobierno español ha querido hacer ver que su política con respecto á la América sobrevivirá al trastorno de todos los abusos. Este último desengaño les ha inspirado naturalmente la resolucion de separarse para siempre de la monarquía española, y proclamar su INDEPENDENCIA á la faz del mundo. Mas no permitiendo las actuales circunstancias de la guerra la convocacion de un congreso nacional que sancione el voto público, hemos mandado abrir un *gran registro* en que todos los ciudadanos del Estado sufraguen por *si mismos* libre y espontáneamente *por la necesidad urgente de que el gobierno declare en el dia la independencia, ó por la dilacion ó negativa* : y habiendo resultado que la universalidad de los ciudadanos está irrevocablemente decidida por la afirmativa de aquella proposicion, hemos tenido á bien, en ejercicio del poder extraordinario con que para este caso particular nos han autorizado los pueblos, declarar solemnemente á nombre de ellos, en presencia del Altísimo, y hacer saber á la gran confederacion del género humano que el territorio continental

El primer esfuerzo  
de la revolucion  
fué en 1810.

Gran registro  
para la votacion.

Declaracion  
solemne  
de la  
independencia.

as de trescientos  
 esidad de ve-  
 nos, y de bus-  
 deberes. Era  
 iolenta sumi-  
 la resistencia  
 erilego á sus  
 sticia en que  
 e el oír á la  
 e, y mostrar  
 as que el de  
 1810 fué el  
 os destinos,  
 itantes han  
 oluntad, ar-  
 obierno es-  
 pecto á la  
 Este último  
 ion de se-  
 oclamar su  
 do las ac-  
 e un con-  
 mandado  
 el Estado  
*necesidad*  
*cia, ó por*  
 univér-  
 la por la  
 en ejer-  
 articular  
 á nom-  
 la gran  
 tinential

de Chile y sus islas adyacentes forman de hecho y por derecho un Estado libre, independiente y soberano, y quedan para siempre separados de la monarquía de España, con plena aptitud de adoptar la forma de gobierno que mas convenga á sus intereses.

» Y para que esta declaracion tenga toda la fuerza y solidez que debe caracterizar la primera acta de un pueblo libre, la afianzamos con el honor, la vida, las fortunas y todas las relaciones sociales de los habitantes de este nuevo Estado : comprometemos nuestra palabra, la dignidad de nuestro empleo, y el decoro de las armas de la PATRIA ; y mandamos que con los libros del *gran registro* se deposite el acta original en el archivo de la municipalidad de Santiago, y se circule á todos los pueblos, ejércitos y corporaciones, para que inmediatamente se jure y quede sellada para siempre la emancipacion de Chile.

» Dada en el palacio directorial de Concepcion, á 1º de enero de 1818, firmada de nuestra mano, signada con el de la nacion y refrendada por nuestros ministros y secretarios de Estado en los departamentos de gobierno, hacienda y guerra. — BERNARDO O'HIGGINS. — MIGUEL ZAÑARTÚ. — HIPÓLITO DE VILLEGAS. — JOSÉ IGNACIO ZENTENO. »

En ese acto solemne el diputado de las Provincias Unidas dirigió la siguiente alocucion al Director supremo :

« Por fin llegó, Señor, el momento suspirado de publicar ante el género humano que Chile es libre y que se ha desprendido para siempre del dominio de los reyes de España. La nacion chilena, afligida con todos los horrores de la guerra de ambicion y venganza, oscurecida por el sistema tenebroso del gabinete de Madrid, y degradada por un código calculado para oprimir, tocó el término de su sufrimiento y acreditó ante todos los hombres que permaneció en sumision á sus conquistadores mientras el derecho de la fuerza prevaleció al de la justicia, al de la razon y al de la naturaleza ; este acontecimiento, que restablece la dignidad, la opulencia, la igualdad, la ilustracion, la paz, el poder y el esplendor de una porcion preciosa del Nuevo Mundo, sonará como un trueno en todas las capitales de la Europa, é inspi-



1818.

rando un dulce consuelo á los amigos de la especie humana, se escuchará con sobresalto por Fernando, y se aplaudirá por los liberales del mundo; pero al llegar á noticia de mi gobierno excitará en él la emociion mas tierna de contento y satisfaccion por la libertad de sus caros hermanos, cuya suerte ha ocupado tan eficazmente sus desvelos.

» Los ardientes votos de las Provincias Unidas del Sud se han cumplido ya, y sus esfuerzos, la sangre de sus hijos derramada en este delicioso país por la destruccion de los tiranos y cuantos sacrificios les sea necesario renovar en auxilio de los hijos de Chile, serán de hoy en adelante indemnizados con el placer de verlo libre, feliz é independiente. Con tales sentimientos de gozo y del mas alto respeto ante V. E. y demas magistrados del pueblo que me cercan, reconozco, á nombre de mi gobierno, la soberanía de este Estado y su absoluta independencia. ¡Quiera el Cielo que ella sea tan firme como ha sido heróica la resolucion de proclamarla; que la union dé consistencia á la libertad adquirida; que una constancia inalterable contra los enemigos de la patria descubra en V. E. el espíritu de Bruto; que un eterno olvido de los vicios de la administracion colonial haga la felicidad de nuestros semejantes, y que la posteridad bendiciendo este dia lo recuerde con lágrimas de gratitud como el origen de todos sus bienes! Tales son los vivos deseos de mi gobierno, de mis conciudadanos y los míos personales. Recíbalos V. E. como el tributo de la buena fe y con la seguridad que hasta que baje al sepulcro numeraré entre los mas dichosos sucesos de mi vida haber felicitado á V. E. el primero á nombre del Estado argentino por la emancipacion de Chile.»

S. E. contestó con estas sentidas y patrióticas palabras que mucho exaltaron la nobleza de su corazon y la elevacion de su espíritu:

El gobierno de Chile  
ofrece reconocer  
la independencia  
de estas.

« El gobierno de Chile acepta por conducto de V. S. con la mayor gratitud los sinceros votos de las Provincias Unidas, y mirando siempre al Estado argentino como al libertador del reino, consagrará lleno de placer sus esfuerzos para que la union

entre ambas naciones sea eterna é indisoluble, y procederá inmediatamente al reconocimiento de su independendencia, que no habia verificado hasta ahora por carecer del rango á que es elevado Chile en este día. »

1818.

El dia 12 del mismo mes, se publicó el siguiente manifiesto, que el Director supremo dirigió á las naciones civilizadas justificando los motivos que habian provocado la revolucion y la declaracion de la independendencia de Chile:

« Cuando la justicia de la causa de América no es ya un objeto consignado exclusivamente á la pluma de ciertos filósofos que se anticiparon á proclamarla, como el espíritu inquisicional á condenar sus escritos; cuando todas las naciones cultas se ocupan hoy de esta gran cuestion examinándola mas bien por el éxito que promete que por los principios del derecho á nuestra emancipacion en que se hallan contestes; cuando ellos son idénticos á los que la misma España ha promulgado en apoyo de su soberanía y de esa resistencia heroica al poder de la Francia; en fin, cuando la posteridad no necesita que se le trasmita por la prensa la historia de nuestros acontecimientos, que de padres á hijos ha de propagarse mas sólidamente por la tradicion valiente é inextinguible de la libertad, parecia inútil manifestar los motivos que ha tenido Chile para declarar su independendencia, si una práctica constante y debida á la dignidad de las potencias, en cuyo rango vamos á entrar, no nos obligase á este paso, por otra parte propio de nuestro honor y de su respeto.

Obvios motivos  
para la  
independencia  
de Chile.

» En efecto: por felicidad del género humano ha pasado ya aquella época tenebrosa en que, miéntras los sabios de Europa lamentaban la situacion de las colonias, era en nosotros un crimen hasta el alivio de quejarse, y aun la memoria de la conquista, si no fuese para elogiar el sangriento brazo de los usurpadores. Huyeron ya para no volver jamas esos tiempos caballerescos en que, autorizado el absurdo de los duelos, tuvo su cuna el titulado *derecho de la fuerza*, tan implicado en sus propios términos como son contradictorios *la violencia y el*

Se corroboran.

1818.

*consentimiento*, sin el cual ningun hombre puede ejercer dominio en su semejante. Este abuso minaba los cimientos de la autoridad erigida sobre él: porque, ó quedaba en los súbditos la accion de recobrar su libertad haciéndose mas poderosos, ó no eran legítimos los medios que le despojaron de ella.

Malestar  
de la América  
hajo  
el sistema colonial.

» Este es el caso de la América. La España invadiendo nuestras costas, al pretexto simoníaco de una religion profanada por los pseudo-apóstoles que para predicarla buscaban las vetas de los cerros como el cirujano la vena para sangrar, no ha procurado legitimar despues este título horrible á lo ménos por medio de esa ratificacion de los pueblos, con que algunos políticos han pretendido valorizar el célebre diploma de la *conquista*. Léjos de eso, la América sin la menor participacion en esas córtés formadas y vendidas al capricho de los reyes, ligada á la supersticion de un juramento prestado sin poderes por un regidor que habia comprado en subasta pública el ejercicio de esta farsa fanática, inhibida de entrar en discusiones sobre la causa de su obediencia, sentenciada en fin sin ser oida á sufrir en silencio la esclavitud, hubiera perdido con el uso de la lengua la memoria de sus males si fuese tan fácil olvidarlos como enmudecer. Pero ellos se repetian por un sistema sostenido en la política de sus verdugos, que tanto mas se saboreaban en el portento de nuestra tolerancia, cuanto los oidos debian ensordecen al ruido de las cadenas.

Su derecho  
indisputable  
á la emancipacion.

» Ese miserable resto de indígenas, que ha podido sobrevivir á tantos millones de víctimas, y que agitado en diversas tribus errantes, como los montones de arena en el desierto, conserva en sus elegías los fastos de su triste persecucion, ¿no está acreditando su repugnancia al yugo de los agresores en esa guerra discontinua que mantiene siempre en movimiento las fronteras de nuestras poblaciones? ¿Qué argumento, pues, podrá deducir en su favor la España, odiada por los naturales y repulsada por los hijos de los conquistadores en el momento que pudieron abrir los labios sin temor de que se les cerrasen con una tenaza incendiada? Nosotros reclamamos el derecho con que el siervo se aparta del amo que le maltrata: el derecho

del que emancipado por la edad, se encuentra en aptitud para manejarse por sus propias facultades, y es dueño de sus acciones: el derecho del que sale de pupilaje (y tenemos la generosidad de no exigir cuentas al tutor): el derecho del dependiente que habiendo enriquecido mas que su habilitador, y recompensado con exceso su proteccion, se halla en circunstancias de franqueársela. Todos estos ejemplos aun tienen ménos fuerza que la de nuestro derecho. Recibido de la Providencia el del nacimiento, podemos llamar nuestra patria á este suelo en que vimos la primera luz, y hemos alcanzado la de la civilizacion del siglo.

» Todo el empeño de la tiranía jamas ha podido combatir este derecho de naturaleza. En fuerza de él componemos una asociacion tan libre como la de los antiguos conquistados. Pero la España, no ménos cruel con nosotros que con ellos, siempre consecvente á sus planes de muerte y desolacion, ha consumado en nosotros, por medio de su legislatura, todos los horrores que apuró la espada en la conquista. Nosotros no queremos hablar de ese Código de Indias dictado para educar los neófitos de la esclavitud bajo el feudalismo eclesiástico de los doctrieros, y el señorío inhumano de las encomiendas. Ya no existe, ya no tiene vida alguna civil esa porcion abyecta sobre quien se recopilaron los crueles decretos de las Isabelas, los Fernandos, los Felipes y los Cárlos. Pueblos mas ilustrados se sustituyeron á esa devastacion, para que gravitasen en ellos con mas sensibilidad los tres siglos de infamia que nos han precedido. Las provincias hermanas, que ántes que nosotros se han constituido en Estados independientes, tambien han expuesto al juicio de las naciones el cuadro extenso de esas desgracias, que ellas mismas habian mirado con tanto asombro como nuestro sufrimiento; y nos han excusado el trabajo de trazarle cuando ha sido universal este sistema de opresion, de concusiones, de depredaciones, de todos los males de una servidumbre estudiada y sostenida por todos los inventos del fiero despotismo.

» Si la institucion de los gobiernos no conoce otro origen

Nada ha podido  
contra él  
la tiranía.

Provincias  
constituidas  
en Estados  
independientes.

1818.  
 Inicio régimen  
 á que se hallaba  
 sometida  
 la América.

que el de procurarse los hombres un apoyo á su seguridad y á la prosperidad de la asociacion, ¿cómo ha podido suponerse que los pueblos de América confiriesen sus poderes para ser mas infelices y humillados? ¿Quién podrá creer que los Americanos, poseedores de la tierra mas fértil y preciosa del universo, quisiesen habitarla para regar solo con sus lágrimas el sacrilego entredicho impuesto á la naturaleza para que no produjese? ¿que los olivos y las viñas, mandadas arrancar de Chile (1), debian obligarnos á recibir el aceite y los caldos de la Peninsula? ¿que en las columnas de Hércules debíamos ir á registrar la tarifa escrita á nuestro comercio puramente pasivo? ¿que en este mercado exclusivo debíamos recibir la misma ley que los gobernadores de Juan Fernández imponian por medio del situado á las necesidades del presidario? ¿que al paso que nuestras costas quedasen abandonadas á la tentativa de cualquier invasor, se absorbiese la España cincuenta millones del derecho de almojarifazgo, al pretexto de guarnecerlas con buques, que solo aparecieron en ellas cuando han venido á hacernos la guerra? ¿que prohibidas al tráfico de las demas potencias, se nos estrechase á comprar por diez lo que ellas nos vendiesen por uno; y excomulgados al trato de los extranjeros, se mandasen expulsar todos ellos de Chile con los libros de su lengua (2)? ¿que monopolizadas las ideas como los intereses, se proscribiese la libertad de imprenta y del pensamiento, hasta privar en nuestra universidad la defensa del pretendido imperio del monarca de las Indias, porque no ilegase el caso de entrar en discusion sobre esos títulos de un dominio tan nulo como vergonzoso? En fin, ¿que erizados nuestros archivos de resoluciones terminantes á la etiqueta y ceremonias, al éxito de *los recursos de mil y quinientas*, comprado con el sudor ó la desesperacion del querrelloso, á los premios de *gracias al sacar* que á tres mil leguas de distancia se distribuían en el mejor postor, fuésemos expectadores indife-

(1) Por cédula de 15 de octubre de 1767.

(2) Orden de 1º de setiembre de 1750.

rentes de nuestro propio destino, y debiésemos aceptar en silencio el que nos donasen nuestros amos?...

» Ni ¿ cómo podrian estos conservar su carácter en el día de la luz, cuando salidos ya de esa infancia terrible, padecemos el rubor de tantos años de paciencia, y somos mas admirados por esta fatal habitud del respeto, que lo fué la conquista de América por su importancia á las tres partes del mundo conocido? ¿Aun no será tiempo de cancelar la hipoteca otorgada á las albas entregadas por D<sup>a</sup> Isabel para la expedicion de Colon? ¿Aun serémos deudores despues de los millones que se han exportado á Madrid? — No : la revolucion de España, y la indocilidad de nuestros verdugos, han puesto en nuestra manos la palanca para separar el peso insoportable. No podemos despreciar el momento sin ser responsables á la posteridad. Que conozcamos sus derechos por las lecciones que nos ha dado la misma España, y no los dejemos afianzados en la sólida INDEPENDENCIA, sería un crimen digno de la execracion de nuestros hijos, y del oprobio de la edad presente. Lo hemos declarado : y los suspiros que nos arranca la hostilidad de nuestros injustos rivales serán endulzados con la satisfaccion de garantir para la descendencia de los conquistadores la LIBERTAD de que los Españoles despojaron á sus abuelos.

» Queremos.....

» Podemos.....

» Luego debemos ser libres.

» Hé aquí una consecuencia emanada naturalmente de esas premisas, tan evidentes *en el hecho como en el derecho*.

» Ya no preguntemos á la España cuál es el que puede alegar sobre nosotros. Echemos la vista á los que ha promulgado en favor de su soberanía despues de la prision de Fernando : observemos su conducta : comparémosla con la nuestra: no olvidemos su localidad y su situacion : el resultado será la justicia de nuestra causa.

» La coronacion de Fernando VII se nos anunció casi á un tiempo con su prision y con la historia misteriosa de las escenas del Escorial, Aranjuez y Bayona. Á un tiempo mismo la

1818.

No podia  
perpetuarse  
en la época  
de las luces.

Justicia  
de la  
causa americana.

Sobre envío  
de diputados  
al gobierno central.

1818.

junta de Sevilla nos convidaba al envío de diputados que entrasen en el *gobierno central* (como que no merecería ese nombre, si la América no compusiese un rayo de aquel centro) : se la declara por primera vez *parte integrante, igual en derechos al resto de la monarquía, y que no es ya una colonia ó factoría como las de las demas naciones*. — Se le comunica la instalación de las juntas provinciales, su instituto, su forma y las atribuciones con que debian conservarse : se promulgan esos altos derechos del hombre, los principios sagrados del pacto social, las prerogativas de los pueblos, y la retroversion á estos del ejercicio de la soberanía que ántes se desempeñaba por el rey como un apoderado suyo, imposibilitado ya de administrarla en el cautiverio : se nos promete, en fin, la gloriosa perspectiva de una constitucion que refrenando la arbitrariedad del gobierno sea el antemural de la libertad del ciudadano llamado á darse á sí mismo la ley por medio de sus representantes en un congreso nacional (1).

Efectos  
que esa y otras  
medidas  
produjeron.

» Este golpe de luz era demasiado fuerte para no penetrar el ánimo mas oscurecido y crear espíritus pensadores. Empezamos á reflexionar. La idea de la soberanía excitaba ese instinto á la INDEPENDENCIA, que nace con el hombre. Él se entrelazaba con la suerte de la Península, formando en el corazon un contraste de esos deseos habituales por la prosperidad de la metrópoli, y el de quedar en aptitud de hacer nuestro destino si aquella sucumbiese á las armas victoriosas de Francia. La tenebrosa y amenazadora vigilancia de nuestros mandones inclinaba la balanza á esta parte, y nos obligaba á recelar que las generosas confesiones de los liberales de ultramar fuesen un mero artificio para mantener la América uncida á su carro en todos los lances de la fortuna. Igualmente se calificaban de traicion la menor crítica sobre los sucesos de España, ó el repetir las proclamaciones halagüeñas de su gobierno, que en nuestros labios tenian el sonido de alevosía. Así veíamos espiarse

(1) Cédulas de 19 y 20 de marzo, 30 de setiembre de 1808 : la ley de 1º y 22 de enero y manifiesto de 28 de octubre de 1809.

dados que en-  
ceria ese nom-  
aquel centro) :  
igual en dere-  
colonia ó facto-  
unica la insta-  
u forma y las  
omulgan esos  
dos del pacto  
etroversion á  
desempeñaba  
ado ya de ad-  
n fin, la glo-  
ando la arbi-  
ertad del ciu-  
lio de sus re-

no penetrar  
lores. Empe-  
ataba ese ins-  
El se entre-  
n el corazon  
ocridad de la  
estro destino  
Francia. La  
ndones incli-  
celar que las  
r fuesen un  
su carro en  
alificaban de  
ña, ó el re-  
no, que en  
nos espiarse

08 : la ley de

nuestras reuniones, y ponerse á cada hombre de talento un centinela de vista. Este era un plan combinado en el retrete de la tiranía subalterna. En Venezuela son arrancados por Emparan del seno de sus familias los ciudadanos Ortega, Rodríguez y Sanz, como por Carrasco en Chile Rójas, Ovalle y Vera. Aquel hace recibir por la fuerza á su asesor : y aquí Carrasco da posesion al suyo en la primera silla del cabildo cercado por las bayonetas. Ya entónces el temor hacía callar á la esperanza, y la seguridad individual ocupaba todos los sentimientos del pueblo. Él comienza á dudar de la fidelidad del gobernante, cuando por una parte observa su conducta en contradiccion con las promesas del gobierno español; y este le previene por otra que el mayor número de sus ministros, de sus consejeros, de sus generales, de sus grandes, de sus obispos, habian adherido al partido frances (1). Mirábamos la remocion de los mandatarios peninsulares, la amovilidad de los que se suplantaban y la medida adoptada por aquellos pueblos de consultar su conservacion erigiendo las juntas. — Llega la noticia de la que se habia establecido en Buenos Aires : Chile se conmueve ; Carrasco piensa aquietarle fingiendo que vuelven los desterrados ; descúbrese el engaño ; él es depuesto ; los Españoles avecindados en Santiago cooperan con mas empeño á esta separacion ; el mando se deposita en el brigadier conde de la Conquista, como de mayor grado, siguiendo aun la escala de sucesion. Los oidores tiemblan en el presentimiento de esta novedad, que les parecia una intimacion de haber caducado su rango cuanto la conciencia les acusaba de haber concurrido con *su voto consultivo* á las felonías de Carrasco : creyeron que era esta la oportunidad de *promover la discordia* conforme á la *orden reservada* de 15 de abril de 1810 : se incendia entre Americanos y Españoles ; se propone una conferencia de los hombres mas respetables de ambas facciones ; el resultado de ella fué la convocacion del pueblo para el 18 de setiembre. En este dia memorable, la unanimidad

1818.

Hechos Inicuos.

Noticia de la junta  
establecida  
en Buenos Aires.

(1) Órdenes de 28 de julio de 1808, de 14 de febrero, 23 de marzo y 24 de mayo de 1809.



1818.  
El 18 de setiembre  
se instaló  
la junta suprema  
gubernativa.

de sufragios instaló la junta suprema gubernativa que rigiese al país *en nombre de Fernando VII*, con sujecion á la de la regencia que en España se habia levantado sobre las ruinas de la central. La sensibilidad á las desgracias de un rey infortunado, la habitud del respeto y el espíritu de imitacion fueron mas poderosos que los derechos que habíamos reasumido, y no dejaron escucharse las voces de la INDEPENDENCIA á que nos llamaba el órden de los acontecimientos, la época de la ilustracion y el interes de nuestro destino.

Aprobado  
por la regencia  
el nuevo gobierno.

» Nuestro nuevo gobierno fué aprobado por la regencia. Pero esta resolucion pública era la red que se tendia al candor y generosidad de los Chilenos, para que fuesen presa inerme de la sangrienta invasion encomendada al virey del Perú. Nosotros debíamos ya temerla cuando veíamos conducirse la tea incendiaria contra nuestros hermanos de Buenos Aires, declararse á Carácas en rigoroso bloqueo, y encargar al tirano Meléndez la hostilizase por todos los arbitrios del furor (1). Así fué que en medio de nuestras mejores relaciones con Lima, en la estacion en que se exportaban nuestros frutos al Callao, cuando acababa de recibirse la contestacion (2) de 120,000 pesos remitidos á España por este consulado y 200,000 de las cajas generales (en que se comprendia una contribucion voluntaria para auxiliar los empeños de la Península), como si se aguardasen estos socorros para realizar el noble propósito de exterminarnos, Pareja desembarca en San Vicente con el ejército devastador *en nombre de Fernando VII*.

Manifestacion  
de la regencia.

» Entonces recordábamos que la regencia nos habia dicho (3), que *á este nombre quedaria para siempre unida la época de la regeneracion y felicidad de la monarquía en uno y otro mundo; que nuestros destinos no dependian ya de los vireyes y gobernadores; que estaban en nuestras manos; y nos preguntábamos por esa igualdad de derechos con que nos habia lisonjeado, para*

(1) Órdenes de 2 de agosto y 4 de setiembre de 1810.

(2) Comunicacion del gobierno español de 15 de agosto de 1810.

(3) Manifiesto de 14 de febrero de 1810.

que al usarlos nos juzgase reos de una innovacion de *lesa majestad*. Echábamos la vista al principio que ella habia tenido en España, y discurríamos: « Los pueblos de la Península no han » fundado su revolucion en otro título que en *la necesidad de* » *las circunstancias*; ¿por qué los de América no han de poder » ser jueces, como aquellos, para decidir si están ó no en *esa ne-* » *cesidad*? — Desde que la regencia y las grandes córtes han » proclamado por única base de *su autoridad* la soberanía del » pueblo, ellas han perdido todo pretexto para mandar á ningun » pueblo que quiera ejercer la suya. — Si aquella emana » del pueblo español, y este no tiene poder alguno sobre los » de América, que, como él, son *parte integrante* y la princi- » pal de la nacion, ¿por qué no podrémos nosotros represen- » tar al rey, y obrar en su nombre, como lo hacen esos mismos » que nos declaran *rebeldes*? ¿Han recibido ellos alguna comi- » sion especial del cautivo que no llegase hasta nosotros? Si no » es la de Bayona para admitir la nueva dinastía de Napoleon, » que resisten con tanta heroicidad, en nosotros no puede ser » un crimen lo que en ellos es una virtud y un derecho. Si Es- » paña no obedece al Frances aunque intente mandarla *en nom-* » *bre de Fernando*, presentándole su renuncia, con mas razon » repulsarémos nosotros á los que nos traen la guerra bajo de » *ese mismo nombre*, porque lo hemos conservado á la frente de » nuestro gobierno, y *prodigado* un reconocimiento desmerecido » á los que traicionan sus propios principios. »

» Entónces acabamos de desengañarnos del verdadero objeto de esas teorías tan brillantes como seductoras, y que á vueltas del talisman horrible, al pretexto de restituirle al trono usurpado á su padre, se escondia el designio fraudulento de sellar en nosotros y nuestra posteridad una servidumbre mas funesta que la antigua; que este era el urgente motivo de mandarse cerrar las escuelas, y que no hiciese mas que remitir á España hombres, dinero, viveres y ciega obediencia (1). Entónces fijamos los ojos en el mapa; los convertimos á la posicion natural

La soberanía  
del pueblo única  
base de autoridad.

(1) Orden de 30 de abril de 1810.

1818.

y política de España; y nos asombráramos de no haber corrido en tanto tiempo el telon á esta comedia, en que los actores desde el pequeño teatro de un ángulo peninsular de Europa mantuviesen en silenciosa admiracion á todo un mundo, sin fastidiarle con la unidad de una accion sostenida por tramoyas de pura cabala á que no se divisaba otro desenlace que la descarga de mil rayos sobre los espectadores.

Vistos á iniquidad  
del sistema  
colonial.

» Entráramos en nosotros mismos, y nos decíamos: « Veinte  
» y dos mil leguas cuadradas y un millon de habitantes ani-  
» mados de la índole y sobriedad de los Araucanos, ¿conser-  
» varse dependientes de un punto del viejo hemisferio, que  
» mendiga sus recursos de nosotros, que perece sin ellos,  
» que vive por ellos, y que trata de acabarnos con ellos? ¿De  
» cuándo acá se ha cambiado el destino á las relaciones sociales,  
» que el tullido sirva á sus muletas, que la boca del infante con-  
» vierta la leche en sangre para arrojarla al rostro de su nodriza,  
» que el menesteroso se levante y quiera imperar en su bene-  
» factor? ¿De dónde ha salido esta legislatura por la cual ni la  
» edad propecta, ni el juicio maduro, ni la opulencia, ni la ap-  
» titud administrativa, ni la superioridad de fuerzas, ni acon-  
» tecimiento alguno de los que favorecen la libertad individual,  
» ha de ganar la suya á un pueblo entero? ¿Quién ha dictado  
» ese código, que autoriza al falso y al ingrato para que sobre  
» la impunidad de sus crímenes se hagan adorar del ofendido?  
» Y ¿quién nos ha vendido las potencias para distinguir las  
» felonías de la España en el favor impudente de sus halagos?  
» Llamados á las córtes con *representacion igual*, vemos un  
» diputado por cada treinta mil Peninsulares, y para nombrarle  
» nosotros, apenas basta un millon. — Allá el sufragio es po-  
» pular; aquí se consigna al voto de un presidente bajo la firma  
» de los ayuntamientos. — Allá no varía la forma de las elec-  
» ciones; aquí vienen diversas normas en cada correo, para  
» que jamas llegase el dia de ser representados por otros pode-  
» res que los de esos suplentes introducidos con la misma legi-  
» timidad que los del congreso de Bayona; los unos desconoci-  
» dos á los mismos pueblos que figuraban, los otros repugnados

» expresamente por estos; ninguno con credenciales suyas, y  
 » todos suplantados por la preponderancia peninsular (1). —  
 » Allá se comercia libremente con todas las naciones; aquí se  
 » vedan nuestros puertos aun á los buques de la Inglaterra, á  
 » cuya alianza debe la España todo su poder, y no se tiene rubor  
 » de declarar apócrifo y nulo un decreto de 17 de marzo de 1809  
 » que se supone concesivo del comercio libre (2). — Allá circu-  
 » lan todos los periódicos extranjeros, las producciones de los li-  
 » teratos, las ideas liberales de los estadistas y de los filósofos  
 » ántes sofocadas por el terror despótico y hoy rindiendo ho-  
 » menaje á la naturaleza y á los elementos de la asociacion;  
 » aquí se proscriben aun los escritos nacionales, la libertad de  
 » imprenta, y todo papel relativo á la revolucion española, que  
 » no sea de los ministeriales de la regencia, encargando á la In-  
 » quisicion una vigilancia mas escrupulosa y responsable (3); por-  
 » que para ilustrar á Chile basta que se le remitan 20 misio-  
 » neros que llenen el número de los de Chillan, *para que no se*  
 » *pierda la religion santa por falta de ministros.* Este es en mil  
 » ochocientos diez el lenguaje de la regencia, que manda abonar  
 » á estas cajas el pasaje de esos fanáticos *con tanto honor de*  
 » *nuestros eclesiásticos y de la piedad y luces del país* (4). Este es  
 » el gran sistema de *igualdad y elevacion* que se nos ofrece; este  
 » el idioma de la lisonja que se ha sustituido á las brujerías con  
 » que se robaban los tesoros á los sencillos Indios, y con el  
 » cual hoy se intenta despojarnos hasta del sentimiento y del  
 » instinto, acompañando á las palabras las bayonetas para ser  
 » exterminados por esta si consentíamos en la fe de aquellas.  
 » ¡Qué decencia, qué circunspeccion la de estos pretendidos  
 » *soberanos!* »

*Igualdad  
 y elevacion  
 que se ofrecia.*

» Cuando así discurríamos, y á la luz del fuego de la guerra que  
 ellos encendian, nos hicieron avergonzar de nuestra imprevision

*Gloriosos triunfos  
 en favor  
 de la independencia.*

(1) Órdenes de 6 de octubre de 1809 y 29 de marzo de 1810.

(2) Órdenes de 10 de julio y 27 de junio de 1809.

(3) Cédula de 1º de enero de 1809 y órdenes de 31 de abril de 1810.

(4) Órdenes de 13 y 19 de julio de 1810.

1818.

y generosidad, un clamor universal por la independencia fué el resultado de este remordimiento arrancado por la justicia y por la presencia de nuestros males. El menor de los motivos que meditábamos era suficiente para declararla. Sin embargo, contentos con la esperanza de un triunfo que desengañando á nuestros agresores los redujese por el convencimiento, reservamos ese paso majestuoso á que nos impelían la naturaleza, el tiempo y los sucesos. Peleamos y vencimos. Nuestras armas, cubiertas de gloria en las jornadas de Yérbas Buénas, San Carlos, el Roble, Concepcion, Talcahuano, Cucha, Membrillar y Quecheréguas, señalaban ya el momento en que aniquilada la fuerza del nuevo general Gainza estrechado al recinto de Talca, impusiésemos la ley al que venia á conducirnos la de la constitucion española, ese artefacto, que bajo las apariencias de libertad solo traía las condiciones de la esclavitud para la América, que tampoco habia concurrido á su formacion, ni podia ser representada por 31 *suplentes* que suscribian al lado de 133 *diputados españoles*. Desearíamos pasar en eterno olvido esta época fatal en que se disputan el lugar todas las intrigas de la perfidia española, y la magnanimidad y franqueza del carácter chileno. ¿Quién creyera que en una crisis tan favorable á nuestros empeños como funesta al titulado *Ejército nacional* habian de celebrarse las capitulaciones del 3 de mayo de 1814?....

Capitulaciones  
del 3 de mayo  
de 1814.

» Es necesario se nos excuse la vergüenza de analizarlas. Baste recordar que ratificadas por nuestro gobierno, garantidas por la mediacion del comodoro Hilliar con poderes del virey del Perú, aceptadas por el jefe de las tropas de Lima, retiradas las nuestras, restituidos al enemigo los prisioneros y obligado el pueblo á reconocer la paz solemnemente publicada, fué preciso auxiliar á los invasores imposibilitados de moverse, y disminuir que su misma nulidad valiese por pretexto para demorarse negociando traiciones en Talca, que á las 30 horas debia evacuarse. — Apénas salieron de esta ciudad, y repasaron el Maule, cuando Gainza toca todos los resortes para rehacerse: convoca, recluta, disciplina un segundo ejército, que esparce

por toda la provincia de Concepcion, emplea en el enganche los caudales que por su mano debian destinarse á reparar las quiebras de aquel vecindario, se echa sobre los de su tesoro, nombra jueces, y en fin se erige en un señor propietario del terreno que habia pactado desocupar á los dos meses; hasta que llega Osorio á renovar las hostilidades á *sangre y fuego* si no cedemos á discrecion (1) entregando el pecho á las proclamas y perdones de su visir (2). Ya era tarde para darse á las caricias del leon que escondia las uñas entre los dobleces del estandarte de la guerra. Ya sabiamos los efectos de esos indultos en Méjico, Venezuela, Quito, Huanuco, y Alto Perú... La intimacion vuelve á alarmarnos. Pero, ¿ en qué circunstancias? Cuando con la noticia de la restitution de Fernando al trono acababa de llegar á nuestras manos su decreto anulatorio de la regencia, las córtés, sus providencias y su constitucion, manteniendo las autoridades constituidas en ambos hemisferios.

Intimacion  
de rendirse  
á discrecion.

» No quisimos reconvenir á estos satélites de la tiranía con que derecho habian derramado la devastacion en el país, sino ¿ cuál era el que apoyaba su presente agresion, que otra vez convertia su *ejército real* en ejército nacional? Si ellos tenian frente serena para ser el juguete de un gobierno versátil, ¿ los pueblos debian tambien rendirse á la cuchilla y capricho implicado de sus asesinos? Ya no podia alegársenos la constitucion, cuya bondad tampoco les daba accion sobre la América, así como la que hubiese dictado José Napoleon no se la daría sobre la Península, por benéfica y admirable que fuese. — ¿ Fernando reasumiendo el cetro para despedazar esa célebre ley? Pero, ¿ cuál era el nuevo acto con que los Americanos habian hecho convalecer la autoridad del hijo de María Luisa, que sobre ser nula en su origen, él habia abdicado y desmerecido por sucesivos y posteriores hechos de infamia y de crueldad?

Injusticia notoria  
de la agresion.

» Permítasenos renovar la memoria de las escenas del Escorial, Aranjuez y Bayona. En 1807 Fernando es declarado trai-

Fernando, en 1807.  
Cárlos IV, en 1808.

(1) Intimacion del 20 de agosto de 1814 desde Chillan.

(2) Proclama é indulto del virey de Lima, de 14 de marzo.

1818.

dor á su padre, é indigno de la sucesion. En 1808 cambia el teatro en Aranjuez, y violentado Cárlos IV por la faccion que habia sido sofocada en el Escorial, cede la corona al hijo proclamado entre la turbulencia de la corte. Huye á Francia el viejo pupilo de Godoy á buscarse la proteccion del emperador, que en las conferencias de Bayona le hace restituir la diadema, para aceptarla él mismo y ceñirla á su hermano José. Esta transaccion regio-cómica se nos representa por la junta central y la regencia bajo el velo de exclamaciones exaltadas, y dirigidas á mover toda nuestra sensibilidad en obsequio de las desgracias del jóven cuyo partido les preocupaba. Así es que expiden órdenes ejecutivas á la América para que sean presos los reyes padres y su comitiva, si arribasen á estas costas, remitiéndolos á España en partida de registro (1). Evaporado aquel tierno entusiasmo á que nos arrebató una sorpresa de compasion y de esperanzas, ¿quién es el que distingue ménos violencia en las renunciaciones de Bayona que en la de Aranjuez? ¿Era acaso mas imponente para Fernando la presencia de Bonaparte que para Cárlos IV la de un pueblo amotinado á las puertas de su palacio? Contra la voluntad de todos los de España, abandonan la nacion los Borbones, y pierden por este hecho aun aquellos derechos oscuros sobre que se levantó su dinastia. No podia pertenecer á estos enigrados una nacion acéfala por sus resentimientos domésticos. No podia Fernando desde Valenzay conservar en su mano el extremo del lazo, mejor diremos, de la cadena que por mera habitud amarraba á la América.

Manifiesto español  
declarando  
la guerra  
á Dinamarca.

» Cuando los Españoles declararon la guerra á Dinamarca, decian en su manifiesto: — « Si esta potencia está oprimida y » sujeta á la voluntad de Napoleon, la España le declara la » guerra como á una provincia de Francia (2). » ¿ Por qué no se usa del mismo lenguaje con Fernando preso, ó mas bien, entregado voluntariamente á disposicion del emperador? ¿ Se

(1) Cédula de 12 de agosto de 1808, y órden de 1<sup>o</sup> de marzo de 1809 y 26 de junio de 1810.

(2) Cédula y manifiesto de 4 de octubre de 1809.

olvidará jamás el mundo de la alevosa, horrible y sacrilega delación con que vendió al baron de Kollí, comprometido á salvarle del castillo con la intervencion y credenciales de Jorge III (1) ? Cuando fuese una impostura la relacion de M. Berthemey, comandante de aquella fortaleza, de que Fernando en el parte se atrevió á exponer que « los Ingleses todavía » continuaban derramando sangre á su nombre, engañados con » la falsa idea de que estaba detenido allí por fuerza; » cuando sea apócrifa su carta impetrandolo de Napoleon que le adoptase por hijo (2) (acusaciones de que no se ha vindicado), ¿ no bastará la infamia de un denunció semejante para desconocer en el delator el carácter de *un principe* ? ¿ Aun habrá osadía para reconvienirnos con ese juramento prestado sin poder nuestro para obligar nuestras conciencias, en una época erizada de incertidumbres y afecciones tumultuarias, al aspecto de promesas que han sido defraudadas, y de circunstancias que tanto tiempo hace que dejaron de existir ? Mas para los comisarios del exterminio de América nunca el teatro varía : el objeto es aniquilarla : importa lo mismo hostilizar en nombre de la constitucion que del déspota que holla la misma que vienen á intimarnos.

» Tal ha sido la conducta de Osorio en Chile : es necesario repetirlo : entra con la espada en una mano y el código en la otra : se le hace ver (ó ya él lo sabia) que era anulado por Fernando : con igual facilidad pelea por la ley que por el enemigo de la ley. La justicia, esa virtud una siempre en todos tiempos y en todos climas, ¿ puede sostenerse sobre bases opuestas é intereses implicados ? No : no ha sido ella quien dió al tirano la victoria del 2 de octubre de 1814. No ha sido ella quien le inspiró el bárbaro incendio del hospital de nuestros heridos. No fué la justicia quien prendió la mecha del cañon sobre las víctimas refugiadas en los templos de Rancagua. Ella no

Conducta  
inconsecuente  
de Osorio en Chile.

(1) Véanse los documentos de esta increíble escena en el *Español*, nº 2, 30 de mayo de 1810.

(2) Carta de 4 de abril de 1810, inserta en el citado nº 2 del *Español*.



1818.

autorizó las violaciones con que se profanaron estos asilos de la religion y de la inocencia. Ella no brindó á los sacrilegos los vasos del sacerdocio para que sirviesen á sus bacanales. Ella no regó de sangre los caminos desde Talcahuano hasta la capital, para que por estos rastros de la muerte pudiese hallarse el cuartel general de los sicarios, donde debian presentarse nuestros mejores ciudadanos, prófugos por los montes, para ser deportados á la roca de Juan Fernández. La justicia no afiló el puñal para el cuello de los nueve asesinados dentro de las cárceles al pretexto de una fingida conjuracion, sin mas proceso que la ferocidad de los renovadores de la catástrofe de Quito. No es ella la que sumió en *casamatas* (1) á tantos beneméritos extraídos sin figura de juicio del seno de sus familias, que aun lloran su orfandad, y la negacion de un cauje á que el visir del Perú sacrifica la suerte de sus propios mercenarios á trueque de no mejorar la de nuestros compatriotas. No es la justicia quien levantó los cuatro cadalsos en que se recreaba la cobardía del moderno Bapto (2), y que mandó precipitadamente arrancar de la plaza á la sola noticia del triunfo de 12 de febrero de 1817, cuyo aniversario celebramos (3).

Glorioso triunfo  
del 12 de febrero  
de 1817.

» La justicia quiso dar á Chile ese dia de gloria y de esplendor, ya satisfecha de que en los padecimientos de dos años y medio hubiésemos purgado nuestra indebida tolerancia, ó la ceguedad de no conocer que ella traicionaba los santos derechos de la patria, la necesidad de la independecia, y el ardiente voto de los pueblos, que la proclamaban con tanta mayor ansia, cuanto acababan de aprender en la escuela de la tiranía, que aquel es el único y suspirado término de esta sangrienta lucha de siete años; que era llegado el suyo á la impotencia de nuestros agresores, y del déspota á quien sirven; que habia

(1) Horrible mazmorra en el Callao de Lima.

(2) No es ménos conocido Marcó, sucesor de Osorio, por sus crueldades que por su afeminacion, semejante á la de los Baptos, tan despreciados en la Grecia. — Las tiranías relacionadas constan de informaciones jurídicas en nuestros archivos.

(3) Hoy cumple un año la victoria de Chacabuco.

caído por tierra el idolo y su nombre; y que no debíamos por mas tiempo hacernos reos de la bajeza de invocarlo, cuando la misma España, despues de helada por su ingratitude en el nuevo ascenso al trono, se despedaza en las convulsiones de la parálisis que la lleva á su última consuncion.

» Tal es la crisis de esa infeliz nacion. La fiereza del monstruo no la hace tan miserable, quanto la inflexible tenacidad de empeñarla en esta lid asoladora, en que, despues de haber perdido todas las adquisiciones de la primera conquista, va á quedar excluida para siempre de las únicas relaciones con que podia repararse de los estragos de 25 años. España subsistia de la América: hoy nada recibe de ella, y tiene que apurar el vacío de sus fondos para combatirla. Á nadie puede ya alucinar en el estado de pobreza que la devora. Si un portentoso esfuerzo le proporciona el envío de algunos gladiadores, ni estos pueden ser indiferentes al sentimiento de abandonar el suelo natal para encontrar sepulcro tan léjos de su cuna, ni dejarán de conocer que son arrojados á una empresa en que cualquiera triunfo efímero apénas los hará semejantes al ave que surca el aire, y vuelve á cerrarse luego que ella pasa. Murillo (con el mejor ejército que ha remitido la España) y todas sus demas divisiones presentan el ejemplo. Miéntas ocupan un pueblo, se repite la insurreccion en los otros; y al fin toda la masa diseminada de los conquistadores viene á consumirse en medio del incendio. La conflagracion es universal; el espacio inmenso; el fuego de la revolucion inextinguible. No queremos pertenecer á una nacion nula, á quien para nada necesitamos, y que necesitando de nosotros, solo nos busca con la muerte: á una nacion falsa en sus promesas, retractaría en sus pactos, contradictoria en sus principios, que pretende hacer valer los de su caduca usurpacion, los de una dinastía despojada por sí misma hasta de las apariencias del derecho, y que seamos responsables al resto de nuestros hermanos dignamente emancipados; — á la cultura del siglo que respeta á la LIBERTAD como la diosa de la civilizacion, — á nuestra posteridad que desde el signo de su futura existencia aguarda el turno venturoso en que ha de entrar sin

1818.

Crisis  
de la España.

1818.

trabajo á gozar los dias de la ley, del honor y de la paz tranquila que le compraron sus padres con su sangre; — á todo el género humano, que puede ya contar con un refugio de seguridad y de abundancia en estas regiones bendecidas del Criador, y ántes vedadas por la orgullosa ambicion á la hospitalidad de los demas hombres que no quisiesen ser esclavos; — á la naturaleza, que puso en nuestro espíritu los gérmenes de la eleccion y del mérito incompatibles con la servidumbre; — en fin al Cielo mismo, que ha desenvuelto el rol de las potencias y señalado el asiento que debemos ocupar á la par de los independientes.

Acta  
del 1° de enero  
de 1818.

» Chile ha obedecido á su voz. La solemne acta de 1° de enero de 1818 es la expresion del sufragio individual, la suma de todas las voluntades particulares. No ha querido deferir su resolucion á la dilatada convocatoria de un congreso difícil de reunirse en la efervescencia de la guerra: ha dictado por sí mismo el fallo, que en toda circunstancia habrian sancionado sus representantes fieles á la confianza y poderes de los constituyentes. Cuando estos se los confieran, subirán aquellos al altar de la ley revestidos ya de toda la plenitud de la soberanía que necesitan para pronunciarla. El momento se acerca á proporcion que huye despavorida la reliquia expirante de nuestros enemigos. Entretanto, para defender la gran carta, todo ciudadano ha corrido espontáneamente á las armas. Un ejército veterano de 12 mil bravos y un alistamiento, sin excepcion, de milicias nacionales, forman el garante y la valla eterna de nuestra independencia.

Conclusion  
apelando al juicio  
de los  
demas pueblos.

» Pueblos libres del universo: vosotros que véis confirmadas las bases de vuestra soberanía con este nuevo monumento de justicia sobre el cual ha levantado Chile la suya, — « decidid » en esta fatal contienda entre la humanidad y el vano espíritu » de dominacion: enseñad á la España que aquella es el origen » y objeto de todo gobierno, y preguntadle entónces *¿quién* » *debe ceder?* Uniendo vuestros votos á los nuestros vais á es- » tancar la sangre que inunda á la robusta América y acaba » con los últimos alientos de la debilitada España. Si os afectan

» nue  
» mut  
» mal  
» un  
» y c  
» pon  
» pres  
» por  
» la  
» imp  
» ind  
brero  
minis

El  
D. B  
con e  
dote  
herid  
nunc  
nuev  
ven  
El  
al ex

(1)  
Mont  
Este  
pero  
Chac  
la ca  
tin.  
tuvo  
refer  
raba  
emo  
patr  
pág

» nuestros destinos, convencida de su impotencia, y de las  
 » mutuas ventajas de nuestra emancipacion. Interesada en sus  
 » males, y en los que hemos padecido en tres siglos. Inspirada  
 » un sentimiento comparativo entre su suerte y la nuestra :  
 » y cuando calculando de buena fe el éxito que la amenaza, de-  
 » ponga las armas, y sacrifique á la justicia y liberalidad los  
 » prestigios que la precipitan á su aniquilamiento, protestadle  
 » por nuestro honor que el generoso Chile abrirá su corazon á  
 » la amistad de sus hermanos, y participará con ellos bajo el  
 » imperio hermoso de la ley todos los bienes de su inalterable  
 » independencia.» — Palacio directorial de Chile, el 15 de fe-  
 brero de 1818. — BERNARDO O'HIGGINS. — MIGUEL ZAÑARTÚ,  
 ministro de Estado. »

1818.

El acta de la independencia fué redactada por el Argentino D. Bernardo Monteagudo segun consta de su correspondencia con el general O'Higgins. (1) Otro Argentino, el mismo sacerdote que prestaba los auxilios espirituales á los pocos granaderos heridos en la accion de San Lorenzo, le cupo el honor de pronunciar en la catedral de Santiago una oracion análoga á la nueva era que se abria desde aquel momento para la viril y jóven nacion chilena.

Monteagudo  
 fué el redactor  
 de. acta  
 de la independencia  
 de Chile.

El juramento hecho por el pueblo chileno era no solo un reto al enemigo, que avanzaba á marchas forzadas con la pretension

Consecuencias  
 de este actio.

(1) El acta de la independencia de Chile fué redactada por D. Bernardo Monteagudo, segun consta de su correspondencia con el general O'Higgins. Este la firmó el 1º de enero de 1818, en el cuartel general de Concepcion; pero solo se juró en Talca el 12 de febrero, aniversario de la batalla de Chacabuco y de la fundacion de Santiago. El mismo día se hizo la jura en la capital por el director delegado D. Luis Cruz y el generalísimo San Martín. El coronel D. Juan Espinosa, que como cadete del ejército argentino estuvo ese día de centinela en el tabladillo que se levantó en la plaza, nos ha referido que cuando San Martín fué interrogado sobre los evangelios si juraba la independencia de Chile, solo dijo precipitadamente y con una visible emocion : *¡ Sí, mucho ! mucho !* Y luego se volvió al pueblo y gritó : *¡ Viva la patria !* (Véase el *Ostracismo del general O'Higgins*, por Vicuña Mackenna, pág. 306.)

1818.

de reconquistarle, sino que era un acto de inmensa trascendencia en el camino de su nueva existencia política. El patriotismo del pueblo chileno se manifestó, desde entonces, con una energía y uniformidad tal, que no podía dejar de satisfacer las justas aspiraciones del ilustre vencedor de Chacabuco como consecuencia de las hábiles medidas que la habían provocado.

San Martín  
se traslada  
al campamento  
de O'Higgins.

Apénas terminó la fiesta, se despojó el general San Martín de su traje de ceremonia y tomando su viejo uniforme de granadero, se trasladó al campamento del general O'Higgins, situado en las inmediaciones de Talca. En cinco días había atravesado la considerable distancia que media entre la capital y las aguas del Maule, y los dos guerreros se abrazaban y conferenciaban sobre la manera como debía procederse en vista de los movimientos del ejército español.

Regresa  
á San Fernando  
y se dirige  
en seguida  
á las Táblas.

No había momento que perder, y en efecto la entrevista fué corta. El 24, regresaba San Martín para San Fernando, lugar intermedio entre Santiago y Talca, donde debía situarse y permanecer para complementar ese plan y las operaciones de la nueva campaña. Según las instrucciones transmitidas al ejército de las Táblas, púsose inmediatamente en movimiento hácia este campo, incorporándose el 8 de marzo á las fuerzas que habían operado su retirada del Sur, al mando del general O'Higgins.

Llegada  
de los realistas  
á Talca.

Osorio, que seguía las huellas de O'Higgins, atravesó el Maule con cinco mil realistas, ocupó á Talca, donde se encerró, preparándose á resistir cualquier ataque, y, según dicen algunos historiadores, con el propósito de consagrar algunos días á la religión y orar con el reposo que exigía su ferviente devoción, pidiendo de rodillas con todos sus ayudantes al Dios de las victorias que le protegiese en la arriesgada empresa que acometía en servicio de su amado monarca.

El 5 de marzo, el comandante D. Ramon Fréyre, que observaba los movimientos del ejército enemigo, dirigió al general O'Higgins, y este trasmitió al general en jefe, el siguiente oficio del Cerrillo Verde:

« Excmo. Señor.— Hoy, á las 2 de la mañana, recibo del coronel

1818.

D. Ramon Fréyre el aviso siguiente. — Excmo. Señor. — Por los últimos avisos que acabo de recibir, el enemigo ha llegado á Talca ayer tarde con el resto de su ejército, fuerte de 4,000 hombres de línea y su general Osorio: la caballería de dichos 4,000 hombres es poco mas ó ménos compuesta de 500 armados de tercerola y lanza, vestidos de pantalon de brin, bota fuerte con espuela y una cuchilla grande metida entre ella y la pierna, chaqueta colorada de paño y morrion, mal montados, montura cubierta de mandil de paño y su corraje; la infantería es toda vestida de brin; la artillería dicen son bastantes piezas traídas en mulas á una por tercio, y cuatro piezas gruesas traídas en carretas. Tratan de salir sobre nuestro ejército á la mayor brevedad: han hecho un movimiento sobre la costa con una guerrilla de 25 veteranos y 50 milicianos al mando de Pinchéira ántes de ayer, y otro ayer hácia esta parte del norte; ignoro su fuerza, y si sea ó no con destino de atacarme, ó rodear ganados. Espero por otras espías relaciones exactas del número y nombres de los cuerpos que componen su ejército, su artillería y clase de ella, asimismo de su caballería y municiones de boca y guerra. Ayer han pasado por Cumpeu dos mozos conduciendo mucha correspondencia del enemigo para Santiago, bien montados: el uno en un caballo alazan, y el otro en un colorado cariblanco: me dicen han dejado una carta en una casa que acabo de mandar por ella. — Á las 10 de esta noche pienso moverme sobre Quecheréguas, y segun lo que ocurra acaso pase el Lontué.

» Dios guarde á V. E. muchos años. — Cerrillo Verde, marzo 5 de 1818, á las 9 de la noche. — Excmo. Señor. — RAMON FRÉYRE. »



## PROVINCIAS UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA Y CHILE.

AÑO 1818.

### II.

1818. Aproximacion de los realistas. — El ejército patriota. — Disposiciones de ataque. — Situación difícil en que se encuentra el ejército enemigo. — El brigadier Ordóñez propone la retirada. — Alarmas en el campo patriota y primeros fuegos en la oscuridad de la noche. — Desastre de Cancha Rayada. — Causas á que se atribuyó. — La division del coronel Las Héras se retira intacta sin ser perseguida. — Esta y los dispersos se reunen en San Fernando. — Pánico que produjo la noticia en la capital; el teniente coronel D. Manuel Rodríguez. — Revista del dia 21 en el nuevo campamento. — Parte de San Martin. — Reorganizacion del ejército. — San Martin y O'Higgins se dirigen á la capital; este último reasume el mando supremo. — Palabras de San Martin al pueblo de Santiago; su influencia. — El diputado de las Provincias Unidas. — Se acusa al ingeniero D. Antonio Arcos de haber contribuido á la derrota de Cancha Rayada; su rehabilitacion. — San Martin se traslada con su ejército á Maipo. — Indecision de Osorio. — Medidas dictadas por San Martin. — Colocacion en el órden de batalla. — Esta tiene lugar en el campo de Maipo; persecucion del enemigo. — Ataque del caserío de Espejo. — Parte de la batalla de Maipo. — Entrada de San Martin á Santiago. — Oficio de este al supremo gobierno de las Provincias Unidas. — Proposicion que hace al virey de Lima para el canje de prisioneros; contestacion de Pezuela. — Es aprobada la conducta seguida por el diputado de las Provincias Unidas. — Justas inquietudes que inspira en Lima la victoria de Maipo. — Lúgubres prosagios del virey Pezuela. — Persecucion de los restos del enemigo; magnanimidad del general San Martin.

El ejército patriota  
cuenta  
6,600 hombres.

El ejército de Chile se elevó entonces á la cifra de 6,600 soldados de línea bien equipados, mandados por jefes aguerridos y acreditados por su pericia. El 14 comenzó sus opera-

ciones llevando á la cabeza de sus divisiones á O'Higgins, Balcarce y Brayer; la vanguardia se hallaba bajo el mando de este último. El enemigo, como lo esperaba el general San Martín, se habia dirigido al norte del Maule, y sus avanzadas llegaban hasta el Lontué; pero así que sintió la aproximacion de los patriotas, se apresuró á repasar este rio, aprovechándose de la oscuridad de la noche. Aquellos le atravesaron tambien á la luz del dia, en prosecucion del plan concebido por el general San Martín. Sus intenciones eran decidir la contienda en una sola batalla, de cuyo buen éxito no podia dudar, porque sus soldados, sus oficiales y jefes contaban con la seguridad de la victoria desde el momento en que se encontrasen con el grueso de los enemigos. El paso del Lontué tuvo lugar el 16, y desde ese dia se puso San Martín á la cabeza de la primera division á vanguardia, dejando á O'Higgins el mando del resto de las fuerzas, con órden de seguirle inmediatamente hácia Quecheréguas. El enemigo continuó su retirada hácia el Sur en busca de la ciudad de Talca, mientras que el ejército aliado siguiéndole casi paralelamente marchaba lleno de entusiasmo, esforzándose por alcanzarle ántes que se guareciese en las posiciones de aquella ciudad. Ambos ejércitos distaban apenas legua y media uno del otro, en una vasta planicie interpuesta entre las márgenes del Lircaí y la ciudad mencionada. Esa proximidad decidió al general San Martín á tomar algunas disposiciones de ataque que no tuvieron lugar á causa del terreno, que no obstante sus aparentes ventajas contribuyó á burlar el arrojo de las caballerías de Balcarce. En la tarde de aquel mismo dia, pudieron contemplar los enemigos el aspecto imponente del ejército independiente y persuadirse de la imposibilidad en que estaban de evitar en la mañana siguiente un combate desventajoso para ellos. El general Osorio, considerándose perdido y sin retirada posible despues de una derrota, declaró á sus jefes que no tenia confianza sino en el Cielo; pero el intrépido brigadier Ordóñez propuso que se intentase esa noche una salida sigilosa, como única salvacion. Esta opinion prevaleció en el consejo de los oficiales del campo español, y todo se preparó para ejecutarlo.

1818.

Los realistas  
repasan el Lontué.

El enemigo  
continúa su retirada  
hácia Talca.

Disposiciones  
de ataque.

Proposicion  
del  
brigadier Ordóñez.

CHILE.

ciones de  
emigo. —  
patriota  
e Cancha  
Las Héras  
reunen en  
el teniente  
ipamento.  
an Martín  
el mando  
influencia.  
ro D. An-  
ayada; su  
— Inde-  
cacion en  
persecu-  
la batalla  
e este al  
e hace al  
zuela. —  
is Unidas.  
— Lúgu-  
enemigo;

e 6,600  
aguerrri-  
opera-



1818.

Precauciones  
tomadas  
por los patriotas.

Ataque  
de los realistas.

Duastre  
de Cancha Rayada.

Por su parte, el jefe patriota, no obstante la confianza que abrigaba en su posición y la convicción que tenía del desaliento en que se encontraba el enemigo, trató de precaverse contra toda sorpresa dando las órdenes necesarias para formar nuevos campamentos. No se habían ejecutado aun todos los movimientos dispuestos en orden del ejército, cuando se sintieron los primeros fuegos de las avanzadas patriotas, causando grande alarma en sus filas. El arrojo y sangre fría del brigadier Ordóñez vino á estrellarse contra la resolución de la división de O'Higgins, á quien tampoco le abandonó su serenidad, á pesar de haber perdido el caballo de una bala del cañon enemigo. Pero si el empuje de las armas españolas pudo ser contenido por los esfuerzos del valor, no fué posible evitar el desorden y la confusión que causaban los caballos y las mulas de carga, que huían espantados en todas direcciones, favorecidos por la oscuridad de la noche que no permitía á los jefes patriotas el distinguir los puntos á donde se dirigia el ataque ni los movimientos de sus propios soldados. Cuando las fuerzas del enemigo cubrieron toda la línea patriota, esta comenzó á vacilar y á desorganizarse, quedando sin embargo salvas y aun intactas algunas divisiones del ejército. Este inesperado acontecimiento en una campaña que comenzaba bajo tan favorables augurios se convirtió muy luego en el famoso desastre de Cancha Rayada, aunque contra toda prevision humana no era mas que el precursor de una de las mas espléndidas victorias obtenidas por los ejércitos patriotas. Todos los historiadores americanos que se han ocupado de ese período de las luchas de nuestra independencia, están de acuerdo en el hecho de que si ese choque hubiese tenido lugar á la luz del dia ó á la claridad de la luna, el ejército realista habria sido destrozado. En efecto, pudo haber cargado al enemigo primero por el flanco cuando salia de Talca y despues por la retaguardia, y el general San Martin, que ocupaba los cerrillos de Baeza, habria podido organizar su defensa y batir de frente al enemigo. Pero la noche estaba en extremo oscura; negros nubarrones cubrian el cielo y ocultaban hasta la luz de las estrellas. La acción y la energía del general patriota quedó su-

bordi  
cia de  
el gen  
tes qu  
impa  
dado  
bitua  
cito y  
con q  
enem

Lo

El

tado

sorpr

contr

ridad

fué i

prepa

arma

cion.

pánic

en el

dena

rales

es ta

pete

(1)

tre d

. E

zarpó

huand

con g

Las l

cion

5,00

con t

bordinada á la impotencia á que lo habia reducido la ignorancia de cuanto ocurría en su campo. Grandes peligros corrió el general San Martín en esa aciaga noche. Los jefes y ayudantes que le rodeaban fueron testigos de su despecho y aun de su impaciencia en presencia de una catástrofe que no le era dado remediar. Sin embargo no le abandonó su serenidad habitual y pudo tomar disposiciones oportunas para salvar al ejército y concentrarle, proyectando desde entónces el nuevo plan con que muy en breve debía vengar la audacia del afortunado enemigo.

Los restos del ejército se dirigieron hácia el norte.

El éxito de los enemigos en Cancha Rayada no fué el resultado de una combinacion, ni de la estrategia, ni tampoco una sorpresa, como generalmente se ha dicho; el verdadero enemigo contra el cual luchó el ejército patriota, no fué otro que la oscuridad de la noche. Es cierto que el movimiento del ejército real fué inesperado, pero tambien lo es que los patriotas se hallaban preparados para recibirlo, pues no se les dejó hacer pabellones de armas, y aunque sentados no se habian separado de la formacion. Así pues las causas reales de la derrota fueron el terror pánico que produjo en el ánimo de algunos soldados un ataque en el silencio y la oscuridad de la noche, comunicándolo á los demas y haciendo ineficaces las medidas tomadas por los generales, sobre quienes no debe recaer responsabilidad alguna; esta es tambien la opinion del general Miller y de otros jefes competentes (1).

(1) Véase cómo refiere el citado autor español, general Camba, el desastre de Cancha Rayada :

• El brigadier D. Mariano Osorio con la expedicion destinada á Chile, que zarpó del Callao en diciembre del año anterior, aportó felizmente á Talcahuano, puerto fortificado que al mando del brigadier Ordóñez habia resistido con gran honra el estrecho sitio que le pusieron los generales O'Higgins y Las Héras, y rechazado con gloria un obstinado asalto. Reunida la expedicion á la guarnicion de Talcahuano, las fuerzas de Osorio compendrian 5,000 hombres, que dirigidos como las circunstancias reclamaban, hubiesen con toda probabilidad asegurado la recuperacion de Chile.

• Al arribo de Osorio á Talcahuano las tropas sitiadoras se replegaron á

1818.

Despecho  
ó impaciencia  
de San Martín.

El enemigo  
principal  
de los patriotas  
en Cancha Rayada.

1818

Los dispersos  
se reunen  
en San Fernando.

San Martín y O'Higgins llegaron al mismo tiempo, en la noche del 20, á la villa de San Fernando, en donde encontraron á Balcarce, con los primeros dispersos que comenzaban á reu-

la inmediata ciudad de Concepcion, y seguidamente repasó O'Higgins con ellas el caudaloso Maule, continuando su prudente repliegue en la direccion de Talca, que era la que San Martín habia de traer si avanzaba de las Táblas, donde se hallaba con el resto del ejército independiente. Esta retirada deslumbró sin duda á Osorio, y ansioso ademas de obtener la gloria de reconquistar á Chile, resolvió tomar la ofensiva, mandando al capitán de fragata D. Luis Coy fuese á bloquear el puerto de Valparaíso con la *Esmeralda*, que montaba, y el bergantín *Potrillo*, que mandaba el teniente de navío D. Ramon Buñuelos.

• En conformidad de su proyecto, y sin noticias ciertas ni del número ni de los movimientos del enemigo, Osorio se aventuró á vadear el Maule y á tomar la ruta de Santiago. El 15 de marzo, todo el ejército de San Martín se hallaba reunido en San Fernando, y constaba, segun el Ingles Miller, entónces capitán de los independientes, de 7,000 infantes, 4,500 caballos, 30 piezas de campaña y 2 obuses. El 18, las descubiertas de ambos ejércitos se encontraron en Quecheréhuas, y trabaron una refriega de poca consideracion; pero instruido Osorio de que San Martín y O'Higgins le buscaban con fuerzas superiores, contramarchó sobre el Maule, pasando el río Lircai los dos ejércitos á un tiempo y á corta distancia el uno del otro, en la mañana del 19. Continuóse así la marcha hasta la caída de la tarde, que los Españoles tomaron posición en las inmediaciones de Talca, á la cual se acercaron los enemigos; y mientras desplegaban en el llano de Cancha Rayada hubo fuertes escaramuzas y un vivo fuego de cañon, parte de la caballería enemiga cargó resueltamente á la realista, y fué bravamente rechazada por los lanceros del rey. Despues de esta ventaja, camparon todos á la vista unos de otros.

• Entre los jefes españoles no parecia existir la mejor armonía, circunstancia que aumentaba lo crítico de la situacion de Osorio. Hallábase este á la vista de un contrario muy superior y con el caudaloso Maule cinco leguas á retaguardia, y era fácil por lo tanto reconocer el positivo riesgo que ofrecia la continuacion de la retirada. En este estado el brigadier Ordóñez, el coronel de Búrgos, Baeza, y otros jefes manifestaron á Osorio que no alcanzaban mas medio de salvacion posible que el de atacar con decision el inmediato campo enemigo ántes de que amaneciera, pensamiento en que al fin convino el jefe superior, flando á Ordóñez la ejecucion. El resultado acreditó aquel proverbio de *Audaces fortuna juvat*.

• Las tropas destinadas á ejecutar este osado golpe de mano formaron silenciosamente en tres columnas: la de la derecha al mando del coronel Primo de Ribera, jefe del E. M., la del centro al del brigadier Ordóñez, y la de la izquierda al del teniente coronel D. Bernardo de la Torre, las cuales

nirse  
Ranc  
La  
comp  
bizar  
grad  
princ  
buen  
la an  
Cicer  
Al  
sufri  
tand  
y de  
prev  
ridos  
en la  
los r  
jeres  
á gri  
muç.  
poso  
lo q  
llera  
colm  
dien  
abar  
el d  
coro

dirig  
impr  
dien  
las c  
deja  
todo  
nes

nirse, y allí supieron que el coronel Zapiola marchaba hácia Rancagua para facilitar la reunion de los demas.

Las Héras, que mandaba el ala derecha de los patriotas, compuesta de tres mil hombres de infantería, con aquella bizarría y sangre fria que le ha distinguido siempre, habia logrado conservar las dos terceras partes de su gente cuando principiaba á participar del desórden general, retirándose en buen órden bajo las baterías del enemigo y llevándose consigo la artillería chilena, que mandaba el teniente coronel Blanco Ciceron, no hizo alto hasta llegar á San Fernando.

Algunos fugitivos habian esparcido la noticia de la derrota sufrida en la mañana del 21, y el pueblo de la capital aumentando y desfigurando los hechos, creyó verse en poder de Osorio y del indigno Sambruno, cuya tiranía y crueldad les hacia prever nuevos desastres para la patria. Todos corrían despavoridos á esconder sus tesoros, los unos en los conventos, los otros en las casas de sus amigos que suponían tener relaciones con los realistas. Era un cuadro desgarrador el contemplar las mujeres que recorrian las calles con los cabellos sueltos y llamando á gritos al objeto amado que creían perdido para siempre; muchas de ellas perdieron la razon buscando inútilmente al esposo, al hijo ó al hermano. Familias enteras reuniendo todo lo que tenían á la mano se dirigieron hácia la nevada Cordillera, donde quizá las esperaba una muerte mas cruel. Para colmo de la desgracia, el supremo delegado D. Luis Cruz, perdiendo toda la presencia de ánimo necesaria en esos momentos, abandonó su puesto, y toda la administracion pública cayó en el desórden mas completo. Fué entónces cuando el teniente coronel Rodríguez, apoderándose de las riendas del gobierno,

dirigidas con las precauciones y decision que el caso requería, cayeron de improviso sobre el campo de Cancha Rayada. Sorprendidos los independientes, desconcertados y aterrados por el inesperado y brusco ataque de las columnas realistas, cedieron pronto á su ímpetu, y se dispersaron, dejando en poder de las armas españolas porcion de hombres, fusiles, casi todo su tren de campaña y un considerable número de cargas de municiones y de equipajes. » (CAMBA, tomo I, pág. 268.)

1818.

Retirada  
del  
coronel Las Héras.

La noticia  
de la derrota  
se esparció  
en la capital.

Desórden completo  
y pavor general  
que ella produce.

El teniente coronel  
Rodríguez.

1818.

contuvo la expatriacion, puso al pueblo sobre las armas, obligó á volver á Santiago á los funcionarios públicos, que habian huido con los caudales, é hizo jurar solemnemente á los ciudadanos que no abandonarían el país, cualesquiera que fuesen los sucesos que se desarrollasen.

Revista del día 21.

El día 21, San Martin y O'Higgins pasaron una revista á las fuerzas salvadas hasta entónces, y el primero dirigió al supremo director delegado el siguiente parte, que es poco conocido y reasume en cortas palabras las circunstancias de la funesta dispersion del 19: — « Campado el ejército de mi mando á las inmediaciones de Talca, fué batido entre 9 y 10 de la noche de ántes de ayer por el enemigo, que se hallaba concentrado en aquella ciudad. Este sufrió una pérdida doble respecto al mio entre muertos y heridos, y el nuestro una dispersion casi general, que me obligó á retirarme á esta villa, donde me hallo reuniendo mis tropas con feliz resultado, pues ya cuento cerca de 4,000 hombres entre Caricó y Pelequen, entre la caballería y los batallones de cazadores de Chile y de los Andes, número 1, número 11 y número 7, hallándose tambien por otra parte el comandante del número 8 reuniendo su cuerpo; y espero muy luego juntar toda la fuerza y seguir mi retirada hasta Rancagua. La premura del tiempo y las atenciones que demanda esta laboriosa y pronta operacion, no me permiten dar á V. E. un parte individual de lo acaecido; pero lo haré oportunamente, anunciando por ahora que aunque perdimos la artillería de los Andes, conservamos la de Chile. »

Parte  
de San Martin

Reorganizacion  
del ejército.

Noticias alarmantes  
de la suerte  
del general en jefe.

Se habian esparcido noticias alarmantes acerca de la suerte del general en jefe, á quien se tenia por muerto. Con este motivo tuvo lugar la revista que hemos mencionado anteriormente, en la que el general San Martin dió gracias á los jefes y oficiales por su loable conducta en la retirada, con lo cual se alentó el ánimo de aquellos leales soldados, que prorunpieron en vivas entusiastas al escuchar las palabras de su general, á quien encontraban con mayor energía y confianza que en la víspera de Cancha Rayada.

Entretanto la agitacion continuaba en la capital, á tal punto

que los generales O'Higgins y San Martín se vieron en la necesidad de trasladarse á ella para dar ánimo á sus habitantes.

El general O'Higgins reasumió el mando supremo por el siguiente decreto :

« Á consecuencia de las noticias verbales que adquirí anoche por conducto de mi delegado sobre que en la mañana de ayer una parte del pueblo, agitado con el celo justo de salvar su patria, habia propuesto, entre otras medidas de seguridad pública, la de asociar al gobierno la persona del teniente coronel D. Manuel Rodríguez para poner en movimiento todos los recursos en auxilio del ejército y proteccion de la causa de América, he dado el correspondiente aviso al Excmo. Señor capitán general D. José de San Martín, no obstante que estoy persuadido que Vuestra Señoría por su parte lo habrá ejecutado, para que cuente con la favorable disposicion de esta capital en el progreso de sus operaciones ulteriores contra el enemigo comun.

» Desde luego dejaria las cosas en el estado en que se hallan, si el deseo de trabajar activamente por mi patria no me estimulase á todo sacrificio, y habiendo resuelto, como resuelvo, reasumir la direccion suprema en los criticos instantes en que la unidad de accion en el gobierno basta para preparar los medios que confundan á los tiranos, dispondrá Vuestra Señoría que para las doce de este día se reunan en el palacio todas las corporaciones con el muy ilustre ayuntamiento, ante quienes expondré lo que juzgue conveniente á los intereses del Estado. — Dios, etc. — Marzo 24 de 1818. — Á la direccion delegada. — BERNARDO O'HIGGINS. »

La presencia de San Martín hizo renacer la confianza, pues el general al llegar á Santiago tenia el ánimo sereno, libre de todo temor, y organizaba en su fecunda cabeza mil planes para vengar gloriosamente el descabro que acababa de experimentar la causa de la independenciam de Chile, baluarte entónces de una vasta porcion de América. La poblacion de Santiago, formando grupos de gente de toda condicion y sexo, rodeó en la plaza principal al general en jefe del ejército, montado todavía

1818.

San Martín  
y O'Higgins  
se trasladan  
á la capital.

El Director supremo  
reasumió  
el mando.

La presencia  
de San Martín  
en la capital  
infunde confianza  
á la poblacion.

1818.

Palabras  
de San Martín  
al pueblo  
de Santiago:

en su caballo cubierto de polvo y respirando apenas de cansancio. Entónces interpretando el deseo de aquella inmensa concurrencia que queria oír de la propia boca del hombre de su confianza la profecía del porvenir, dirigió al pueblo las siguientes palabras, que la tradicion ha conservado religiosamente en prueba de la profunda sensacion que produjeron : « ¡ Chilenos! una de aquellas casualidades que no es dado al hombre evitar, hizo sufrir un contraste á nuestro ejército. Era natural que un golpe que jamas esperabais y la incertidumbre os hiciese vacilar. Pero ya es tiempo que volvais sobre vosotros mismos y observéis que el ejército de la patria se sostiene con gloria al frente del enemigo ; que vuestros compañeros de armas se reunen apresuradamente , y que son inagotables los recursos de vuestro patriotismo. Al mismo tiempo que los tiranos no han avanzado un punto de sus atrincheramientos, yo dejo en el cuartel general una fuerza de mas de cuatro mil hombres, sin contar con las milicias. Me presento á aseguraros del estado ventajoso de vuestra suerte; y regresando muy en breve á nuestro cuartel general, tendré la felicidad de concurrir á dar un día de gloria á la América del Sur. »

Su influencia  
en el ánimo  
de la poblacion.

La influencia que estas sublimes palabras ejercieron en el ánimo abatido de esa poblacion fué mágico, trasmitiendo á todos los corazones por un efecto eléctrico, el mas vivo entusiasmo, porque el pueblo todo de la capital comprendia que la presencia sola del general San Martín equivalia á dos ejércitos como el que acababa de dispersarse. En esa noche se despacharon circulares á todos los partidos, comunicándoles aquel fausto acontecimiento, y asegurándoles que el vencedor de Chacabuco se hallaba salvo y dispuesto á nuevos esfuerzos por la salud de Chile. En esa circular se decia : « El general ofrece con su cabeza no dejar una de las del enemigo, si los súbditos del Estado creen en su palabra y si los ciudadanos le ayudan en la esfera de sus alcances. »

El rayo de luz que inspiró en su entusiasmo patriótico esa profecía al ilustre guerrero, le guió en todas sus resoluciones y le condujo á la victoria.

El 27 de marzo el diputado de las Provincias Unidas daba cuenta á su gobierno de ese suceso en los términos siguientes :

« Excmo. Señor. — Despues de los avisos que he dado á V. E., con fecha 21 y 23 del corriente (1), sobre la jornada del 19 en los campos de Talca, se ha reparado en gran parte el quebranto del ejército combinado, y la patria siempre cuenta con una fuerza respetable para sostener la defensa de Chile. Mas de 3,500 veteranos vienen en retirada desde el campo de batalla al mando del coronel D. Juan Gregorio de Las Héras, y pasan de 2,500 los de igual clase que existen ya reunidos en esta capital, dispuestos á marchar inmediatamente á unirse á aquella division. No falta un solo jefe del ejército, y hasta ahora solo se tiene noticia de muy pocos subalternos heridos y escaso número de soldados muertos.

» El enemigo, segun noticia de los espías, ha sufrido una pérdida considerable por el choque de los cuerpos del ejército entre sí en medio de la confusion de la noche, no ha perseguido ni las tropas dispersas, ni las que se retiran en orden, y es de esperar que hallándose en el seno de un país cuyos habitantes abominan el nombre español, haga muy lentos progresos por las dificultades que ofrece un camino desolado de auxilios y solo sembrado de guerrillas que le afligirán constantemente.

» El Excmo. Señor capitán general San Martín llegó ántes de anoche á esta capital, despues que el Excmo. Señor brigadier D. Bernardo O'Higgins, que habia arribado herido en el brazo derecho, reasumió la direccion suprema del Estado, y el Señor general Balcarce permanece en Rancagua, disponiendo ejecutivamente cuanto es necesario para el buen orden de la retirada. Esta tarde ha regresado el general San Martín al campo de instruccion, despues de haber dejado todo dispuesto para la reconcentracion de las fuerzas y operaciones sucesivas.

» Es digno de los mayores elogios el entusiasmo de la capital

(1) Esos documentos no se han publicado en la *Gaceta ministerial* de Buenos Aires.

1818.

Note del diputado  
de las  
Provincias Unidas  
á su gobierno.

Estado  
en que se encuentra  
el ejército  
patriota.

Llegada  
de San Martín  
y O'Higgins  
á Santiago.

Entusiasmo  
de la capital.



1818.

de Santiago y demas pueblos en medio de la contradiccion de noticias melancólicas por dos dias consecutivos y de la consternacion que inspiraba el pavor de algunos dispersos. Este no dejó de influir en pequeñas convulsiones populares que han existido en Santiago, por la incertidumbre de los sucesos; pero la tranquilidad está restablecida, y se consagran nuevos esfuerzos para vengar el honor nacional y escarmentar á los tiranos.

» Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Santiago de Chile, 27 de marzo de 1818. — Excmo. Señor. — TOMAS GUIDO. — Excmo. supremo director de las Provincias Unidas de Sud-América. »

Don Antonio Arcos.

Entre las varias versiones que sobre el desastre de Cancha Rayada circularon en Chile y Buenos Aires, fué atribuido á supuestas inteligencias, que se decia existir entre el ingeniero Don Antonio Arcos, sarjento mayor del ejército de los Andes, y el enemigo; pero tan injuriosa imputacion hácia un hombre que habia dado pruebas inequívocas de su sincera adhesion á la causa de la independenciamericana, no podia tener otra base que la malevolencia, apoyada en su origen español. El general San Martin, en el acto que tuvo conocimiento del hecho en Buenos Aires, se apresuró á desmentirlo poniendo á cubierto de tan indigna calumnia el honor de ese militar patriota por medio del siguiente remitido publicado en la *Gaceta ministerial de Buenos Aires*:

El general  
San Martin  
destruye la version  
que ha circulado  
contra su honor.

« Señor redactor de la *Gaceta ministerial*. Muy Señor mio: el sarjento mayor que fué del ejército de los Andes, D. Antonio Arcos, me dice haber visto en Chile una carta escrita desde esta capital, en que sin rodeos se asegura que el suceso desgraciado de la Cancha Rayada se atribuía á estar dicho Arcos de inteligencia con el enemigo, y aun de haberle comunicado el santo de aquella noche: en honor de la justicia estoy obligado á poner á cubierto el de este sugeto, protestando, como lo hago, no tener el menor antecedente de tal infame imputacion.

» Ruego á V. tenga la bondad de insertar en la *Gaceta* esta sencilla y verídica expresion. Es de V. con toda su considera-

cion su atento servidor Q. S. M. B. — JOSÉ DE SAN MARTIN.  
— Mayo 27 de 1818 (1). »

1818.

El general San Martin se trasladó á dos leguas de Santiago, sobre el llano entónces abierto del estéril y despoblado Maipo destinado á inmortalizarle. Allí tomando por base la columna salvada heroicamente por Las Héras, se formó un campo de instruccion para reorganizar y disciplinar á los soldados dispersos, los cuerpos de granaderos y cazadores, y todos los demas elementos que debian hacer frente al enemigo, cuyas marchas eran observadas por las caballerías situadas en Rancagua. El 1º de abril los generales San Martin y O'Higgins pasaron una nueva revista del ejército, que constaba de 4,000 hombres bien armados y equipados y con gran acopio de entusiasmo y resolucion, compuesto en gran parte de lo mas escogido de los veteranos de Chacabuco. Los esfuerzos hechos por San Martin en ménos de quince dias desde el desastre de Cancha Rayada son dignos de especial mencion. El ejército no solo se habia reorganizado, sino que marchaba con mayores brios, decidido á buscar el enemigo.

San Martin  
se trasladó  
á Malpo.

Miéntas tanto el general Osorio, que no habia sabido sacar partido de las ventajas obtenidas por su segundo, el inteligente brigadier Ordóñez, en vez de marchar resueltamente hácia Santiago aprovechándose del desórden y consternacion producidos por la primera impresion, como era natural, se ocupó primero en saquear el bagaje perteneciente á los fugitivos y de atrincherarse en seguida en sus posiciones de Talca. Poco despues dirigió su marcha hácia el norte con tal lentitud que empleó diez y siete dias para recorrer las setenta y cinco leguas que separan á Talca de los llanos de Maipo, donde le esperaba el nuevo ejército de los patriotas reorganizado por el genio infatigable del general San Martin.

Indecision  
de Osorio.

Inmediatamente que este tuvo conocimiento de la aproximacion del enemigo, dictó todas las medidas que la situacion y su experiencia le aconsejaban, y se preparó á batirlo.

Medidas  
dictadas  
por San Martin.

(1) *Gaceta de Buenos Aires*, nº 73, 3 de junio de 1818.

1318.

Hé aquí las instrucciones dadas por el general á los jefes en caso de batalla :

Instrucciones  
que da á los jefes  
en caso de batalla.

» 1º Cada soldado para batirse llevará cien tiros y seis piedras, la mitad consigo y la otra mitad detras de su respectivo cuerpo.

» 2º Antes de entrar en batalla, se les dará una racion de vino ó aguardiente, prefiriendo lo primero. Los jefes perorarán con denuedo á la tropa ántes de entrar en batalla, imponiendo pena de la vida al que se separe de su fila, sea al avanzar, sea al retirarse.

» 3º Se dirá á los soldados de un modo claro y terminante por sus jefes, que si algun cuerpo se retira, es porque el general en jefe lo ha mandado así, por astucia.

» 4º Si algun cuerpo de infantería ó caballería fuese cargado con arma blanca, no será esperado á pié firme, sino que le saldrá cincuenta pasos al encuentro, con bayoneta calada ó con sable.

» 5º Los heridos que no puedan andar por sus piés, no serán salvados miéntras dure la batalla, porque necesitando cuatro para cada uno, se debilitaria la línea en un momento.

» 6º En el lugar donde estará el general en jefe, habrá una bandera tricolor, y donde el parque de reserva una encarnada.

» 7º Cuando se levanten, en donde se halla el general, tres banderas á un mismo tiempo, á saber : la tricolor de Chile, la bicolor de Buenos Aires, y una encarnada, gritarán todas las tropas ¡ *Viva la patria!* y en seguida cada cuerpo cargará al arma blanca al enemigo que tenga al frente.

» 8º Se perseguirá con calor luego que esté rota la línea enemiga, y al toque de llamada todos estarán en línea. Los señores jefes del Estado deben estar persuadidos de que esta batalla va á decidir la suerte de toda la América, y que es preferible una muerte honrosa en el campo del honor á sufrirla por mano de nuestros verdugos. Yo estoy seguro de la victoria con la ayuda de los jefes del ejército, á los que encargo tengan presente estas observaciones.

» Recomiendo á los jefes de caballería llevar á su retaguardia un peloton de veinte y cinco á treinta hombres para sablear á los soldados que vuelvan cara, así como para perseguir al ene-

migo  
rácter  
la def  
beran

El  
exped  
al ejé

» E  
Grego  
de la

» E  
Rude  
los A

» F  
tana :  
cuadr

» A  
mayo  
Borgo

» C  
de la  
del n

mism  
» C  
el Se

baller  
»  
mayo

D. Ju  
»  
sarjer

Fran  
»  
señor

migo mientras se reúne el resto del escuadrón. Siendo el carácter de nuestros soldados más propios para la ofensa que para la defensa, los jefes no olvidarán que en un caso apurado deberán tomar la primera. — SAN MARTIN. »

1818.

El ejército formó en tres cuerpos, según la orden general expedida por el general San Martín, para presentar la batalla al ejército enemigo del modo siguiente :

## COLOCACION EN EL ORDEN DE BATALLA.

» Derecha. — Jefe de la derecha el Señor coronel D. Juan Gregorio Las Héras, con los cuerpos siguientes : núm. 11 derecha de la línea. — Cazadores de Coquimbo. — Infantes de la Patria.

Colocacion  
en el orden  
de batalla.

» Izquierda. — Jefe de la izquierda el teniente coronel D. Rudesindo Alvarado : — núm. 2, — núm. 8. — Cazadores de los Andes.

» Reserva. — Jefe de reserva el coronel D. Hilarion Quintana : — núm. 7, — núm. 3, — núm. 1. — Distante tres cuadras á retaguardia de la línea.

» Artillería. — Á la derecha de la línea la del sarjento mayor D. Manuel Blanco Ciceron ; á la izquierda la del mayor Borgoño ; á la reserva la de los Andes.

» Caballería. — Granaderos á caballo, 200 pasos á retaguardia de la derecha en batalla. — Cazadores á caballo, á la izquierda del mismo modo. — Los lanceros de la escolta á la reserva del mismo modo.

» Generales. — De la infantería de la derecha é izquierda, el Señor brigadier D. Antonio G. Balcarce ; de la reserva y caballería, el Excmo. Señor general en jefe.

» Ayudantes. Del Excmo. Señor general en jefe, sarjento mayor D. Mariano Escalada ; idem D. Diego Guzman ; capitán D. Juan O'Brien.

» Del señor general de infantería D. Antonio G. Balcarce, sarjento mayor D. Domingo Tórres ; capitán de artillería D. Francisco Díaz.

» Ayudantes de estado mayor que llevarán órdenes de los señores generales en jefe : sarjento mayor D. José M. Aguirre ;

1818.

teniente coronel D. F. Elizalde; mayor graduado D. Manuel Acosta; idem D. Luciano Cuenca.

» Ayudantes de los jefes de division: de la derecha, capitán D. Ángel Réyes; de la izquierda, el subteniente D. Juan Santibáñez; de la reserva, capitán D. Joaquín Huerta.

» *Nota.* — El batallón de la izquierda, y el de la derecha formarán siempre en columna de ataque, los que desplegarán en batalla en un caso de necesidad ó con órden del señor general en jefe.

» Los comandantes de cuerpo en el momento de accion, luego que vean enarbolar el pabellon nacional de Chile y una bandera blanca, cargarán á la bayoneta y sable en mano á los enemigos que tengan al frente, para cuyo efecto tendrán siempre un ayudante de observacion que vea el cuartel general, el cual tendrá siempre la bandera tricolor arbolada, para que sepa dónde existe. — SAN MARTIN. »

Reconocimiento  
que hace San Martín  
del campo enemigo.

El 5 de abril los dos ejércitos ocupaban el campo de Maipo. El general San Martín haciendo en la madrugada del 5 de abril de 1818 un reconocimiento sobre las posiciones tomadas el día anterior por el enemigo, dirigió á sus ayudantes estas memorables palabras: « El sol que asoma en la cumbre de los Andes va á ser testigo del triunfo de nuestras armas. Osorio es mucho mas torpe que lo que yo pensaba. » El enemigo estaba alojado en el caserío de Espejo, cuyas tapias formaban un callejon de dos cuadras de largo y unas lomas dispuestas en forma triangular, entre las cuales y otras alturas llamadas Cerrillos de Errazúrís y Loma Blanca se interpone un valle llano y estrecho. Poco ántes de medio día, el ejército patriota marchaba por su derecha para enfrentar al enemigo, colocándose sobre el último cordón de los cerrillos indicados; de manera que solo lo separaba de aquel la faja angosta del llano intermedio. Los dos ejércitos se contemplaron un momento como desafiándose á acometer la atrevida operacion de dejar las alturas y descender al campo abierto para tomar la iniciativa. En este estado el general San Martín ordenó que las artillerías situadas en sus flancos cam-  
A.

Marcha  
de los patriotas.

El ataque.

neasen  
á vangu  
cha, qu  
triotas  
lanzaba  
sobre la  
órden, ó  
nes con  
se atre  
los gran  
Zapiola,  
patriota  
cuentro  
nado á  
comand  
los cont  
del triu  
independ  
que flaq  
guida D  
cumplir  
colocad  
vista ex  
Aquella  
al enem  
desmor  
ces, apr  
un aspe  
carnizar  
tradas e  
por una  
cual cor  
de las b  
En es  
avanzó  
colta, y

neasen al enemigo; pero viendo que este no daba un solo paso á vanguardia, inspirado y audaz, dió al ejército la órden de marcha, que se ejecutó inmediatamente llevando las columnas patriotas el arma al brazo, en tanto que el fuego de la artillería lanzaba sus proyectiles á las posiciones de los Españoles, por sobre las cabezas de los valientes que descendian en el mejor órden, á pesar del fuego terrible con que les quemaban los cañones contrarios. Los escuadrones de dragones del enemigo que se atrevieron á descender fueron cargados sable en mano por los granaderos á caballo, á las inmediatas órdenes del coronel Zapiola, y puestos en fuga vergonzosa. El jefe de la izquierda patriota al frente de sus infanterías empeñó por su parte un encuentro sobre la derecha del enemigo, en el cual no fué afortunado á pesar del denuedo de sus tropas y de la serenidad del comandante Martínez, á causa de la superioridad numérica de los contrarios. Este momento de la batalla pudo dar la esperanza del triunfo á los invasores. Pero redoblando el esfuerzo de los independientes en proporcion al peligro, acudieron á la parte que flaqueaba, primeramente el denodado Las Héras, y en seguida D. Hilarión de la Quintana con la division del centro, en cumplimiento de las órdenes del general San Martin, el cual colocado en el corazon del campo y del peligro, seguia con su vista experimentada los incidentes de aquel terrible combate. Aquellas divisiones se comportaron con tal valor que obligaron al enemigo á abandonar varias de sus posiciones y á situarse desmoralizado á la retaguardia del grueso de su ejército. Entonces, aprovechándose los patriotas de este movimiento, que daba un aspecto favorable á su situacion, empeñaron con mayor encarnizamiento su ataque contra las fuerzas españolas concentradas en poco espacio, ataque que se mantuvo valerosamente por una y otra parte, durante una media hora, al cabo de la cual comenzaron á retroceder los batallones realistas al empuje de las bayonetas de las columnas patriotas.

En este momento glorioso para la causa de la independencia, avanzó el general San Martin acompañado de una pequeña escolta, y dictó varias medidas para que todo su ejército emprendi-

1818.

Batalla de Maipo.

Persecucion  
del enemigo.

1818.

diese la persecucion de los vencidos; y lleno de la satisfaccion que experimentaba al ver vengados los desaires recientes, escribió al director este parte memorable que debia llenar de entusiasmo y de gozo al pueblo de Chile, para siempre redimido de sus opresores: « *Acabamos de ganar completamente la accion. Un pequeño resto huye: nuestra caballería lo persigue hasta concluirlo.* La patria es libre. — Cuartel general en el campo de batalla, callejon de Espejo, 5 de abril de 1818. — SAN MARTIN (1). »

Ataque del caserío  
de Espejo.

En efecto la fortuna se habia decidido á favor de los independientes, pero la victoria no era completa; y mucha sangre debia derramarse ántes. Las casas de Espejo de que se ha hecho mencion, ofrecieron un refugio último á las fuerzas en retirada, bajo la serena direccion del brigadier Ordóñez. Este experimentado jefe colocó sus infantes y su artillería en el fondo del callejon del caserío y sobre las alturas inmediatas. La posicion era fuerte; pero las tropas patriotas encargadas de la persecucion no debian detenerse delante de ningun obstáculo. El comandante D. Isaac Thompson disponiendo en columna á su batallon avanzó virtiendo á raudales la sangre generosa de muchos patriotas por entre aquellos cercos funestos, miéntras que diez y siete bocas de cañon hacian fuego sobre los cuadros enemigos formados á la derecha de la hacienda de Espejo (2).

(1) Con motivo de este expresivo y lacónico parte, un publicista chileno ya citado dice:

• Hay en este laconismo algo de sublime, sobre todo en esta tierra americana de la bambolla americana y de los boletines fanfarrones de los caudillejos. No sabemos por qué San Martín recuerda muchas veces á los héroes de Esparta, y en esta coyuntura se vienen involuntariamente á la mente aquellas palabras de Leonidas, grandes por su inmortal concision: *¡Ven á tomarlas!*

• Y sin embargo, los chismosos de la historia han dicho que San Martín al escribir ese parte de la victoria mas grande y mas decisiva del Nuevo Mundo estaba borracho. ¡Imbéciles! estaba borracho de gloria, pero no de vino. » (Véase *El general San Martín*, folleto publicado en Chile, el año 1863, página 22)

(2) El general O'Higgins, en carta fecha 9 de junio de 1832, dirigida al general D. José María de la Cruz, dice lo siguiente sobre ese hecho de armas:

Este episodio honroso para el valor americano, en el que el enemigo resistia con heroismo pero sin esperanza, puso término, á las seis de la tarde, á la serie de peripecias multiplicadas que constituyen la gloriosa accion de las llanuras de Maipo, cuyo espléndido resultado fué mas de 1,000 muertos por parte del enemigo, 1,300 prisioneros entre jefes y oficiales, y la pérdida de todo el parque de artillería, armas y vestuarios (1), de

1818.

Explén lido  
resultado  
de la accion  
de Maipo.

« No olvidaré jamas la bizarra conducta del jóven D. José Antonio, que acaudilló el batallon de Coquimbo en el callejon de Espejo, la impresion que hizo sobre mí esa posicion verdaderamente formidable y la agitacion que me produjo el observar á aquel gallardo jóven, como otro Lautaro, avanzando á paso de vencedores para asaltarla. No olvidaré jamas el estado de ansiedad agonizante que sufrí mientras él cargaba al frente de sus bravos, y venciendo toda oposicion, tomaba la artillería enemiga y su mas distinguido general, completando el suceso decisivo de un dia, todo de gloria, del modo mas glorioso, por sacrificios que solo la victoria podia compensar. Mas de 400 valientes cayeron entre los 800 que seguian á su heróico hermano, á quien debieron ellos considerar invulnerable, pues que tres balas que habian despedazado su cuerpo, no hicieron impresion visible sobre él, sostenido como estaba por ese espíritu heróico que tan solo la muerte puede doblegar. Me ha tocado por suerte preenciar algunos otros campos de batalla, ademas del de Maipo, y no me tengo por incompetente en juzgar del mérito militar, y sin parcion puedo decir que en el Nuevo Mundo no se presenta un ejemplo de ejecucion mas intrépida que el asalto de Espejo por el batallon Coquimbo, y que nunca fué la conducta de un héroe mas claramente manifestada á sus soldados que en el ejemplo que les dió el digno Chileno que lamentamos, en ese dia siempre memorable. » (*Ostracismo de O'Higgins.*)

(1) El general Camba continúa apreciando esos acontecimientos del modo siguiente :

« Un sueño parecia el triunfo que los realistas acababan de conseguir, y pudiera haber sido seguido de la anhelada reconquista de Chile, si Osorio hubiese acertado á aprovechar tanta fortuna ; pero, despues de la victoria de Cancha Rayada, en lugar de seguir al enemigo con toda la celeridad compatible con el órden, para impedir que se reluciera, y completar así tan brillante triunfo, cometió el grave error de dar á sus tropas el mas pernicioso descanso de resultados funestísimos.

« La única tropa que deja el campo de Cancha Rayada en ménos desórden fueron como 2,000 hombres de la division de Las Héras, á los que esperó en San Fernando el mismo San Martín. Favorecido este por la injustificable conducta de Osorio, cuando precisamente le interesaba mas no dar respiro á los vencidos con la presencia de los afortunados vencedores, reunió con actividad sus dispersos, sacó refuerzos y artillería de la capital, reanimó



1818.

que abundantemente estaban provistas las fuerzas expedicionarias del Perú.

« ¡Gloria al salvador de Chile ! » — Tales fueron las palabras con que saludó el director O'Higgins al vencedor sobre el campo mismo de batalla, y la posteridad las repite (1).

el abatido espíritu público, y se puso en disposición de aventurar, el 5 del siguiente abril, la memorable batalla del Maipo, en la que fueron los realistas completamente derrotados, y la España perdió definitivamente el reino de Chile.

» Si los azares en la guerra dependen á veces de incidentes á que no siempre alcanza la prevision humana, tambien es cierto que las operaciones militares se calculan con detenimiento para ejecutarlas con puntualidad é inteligencia ; si no se logra evitarlos, puede conseguirse al ménos que sean ménos terribles sus consecuencias. Si Osorio no cruza el Maule y se mantiene en la provincia de Concepcion, aumentando sus tropas y mejorando su organizacion, puesto que no ignoraba que una expedicion peninsular con destino á Chile estaba en la mar convoyada por una fragata de guerra, reunidas esas fuerzas, la reconquista de Chile era casi de seguro buen éxito. Aun en el imprudente caso de pasar el Maule, y despues de la fortuna de Cancha Ruyada debió Osorio marchar rápidamente sobre Santiago ó sobre cualquiera otro punto del reino donde se dirigieran los vencidos, para no darles lugar á la reunion y á disponer los aprestos que causaron algunos dias despues el anonadamiento de su victorioso ejército. Igualmente hubiera podido ser de suma utilidad que al paso que las fuerzas realistas avanzaban hácia Santiago, los buques que los habian trasportado á Talcahuano fuesen costeanado el reino, á fin de poder servir de mas inmediato auxilio en caso de desgracia, y evitar en lo posible el que nuestros dispersos fuesen muertos y prisioneros impunemente en la porcion de leguas que separan el Maipo de la provincia de Concepcion con considerables rios al paso.

» Tan léjos estaban los independientes de contar con la victoria del Maipo, que no solo muchas familias y empleados del gobierno habian abandonado la capital, sino que San Martin ponía gran cuidado en conservar expedita la comunicacion con Valparaiso, para, en caso de nuevos reveses, trasladar por mar á Coquimbo los patriotas que pudieran retirarse. Con este objeto fué destacado el capitán Miller, ántes de la batalla del Maipo, con una compañía de infantería para tomar posesion de la fragata *Lautaro* y asegurar los buques que hubiera en el expresado puerto. Miller como él mismo confiesa, se embarcó con su destacamento en dicha fragata de los Estados Unidos, la *Essex*. La *Lautaro* era el navío antiguo de las Indias Orientales llamado el *Wyndham*, comprado por el gobierno de Chile el dia ántes de la batalla del Maipo. » (CAMBA, tomo I, pág. 270-272.)

(1) *Biografía del general San Martin.*

Hé aquí el parte que sobre este considerable triunfo tramitió el director de Chile al de las Provincias Unidas, inmediatamente despues de haberlo recibido del general San Martin :

«Excmo. Señor.—En este momento recibo del Excmo. Señor general en jefe D. José de San Martin el parte siguiente. — Excmo. Señor, acabamos de triunfar completamente del audaz Osorio y sus secuaces en el llano de Maipo : desde la una hasta las seis de la tarde, se ha dado la batalla, que sin aventurar podemos decir afianza la libertad de América. El general de infantería D. Antonio González Balcarce, los jefes de division de la derecha D. Juan Gregorio de Las Héras, de la izquierda D. Rudesindo Alvarado, de la reserva D. Hilarion de Quintana, y en fin todos los comandantes de los cuerpos, se han portado con un denuedo y bizarría inimitables. El enemigo quedó destrozado enteramente ; toda su artillería y parque están en nuestro poder. Pasan de mil quinientos los prisioneros; entre ellos mas de cincuenta oficiales, el general Ordóñez, y el jefe de su estado mayor Primo de Ribera. Los muertos aun no pueden calcularse ; sus dispersos aun siguen acuchillándose por nuestra valiente caballería : nuestra pérdida ha sido muy escasa : todo corona la victoria de este gran dia. El detall de esta gloriosa accion lo daré á Vuestra Excelencia luego que ménos apurados momentos lo permitan. Por ahora me complazco de felicitar á Vuestra Excelencia y en su persona á todos los pueblos de su Estado. — Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Cuartel general en el campo de batalla, llanos de Maipo, abril 5 de 1818, á las seis de la tarde. — Excmo. Señor. — JOSÉ DE SAN MARTIN. — Excmo. Señor. — Tengo el honor de copiarlo á Vuestra Excelencia para su satisfaccion. — Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Santiago de Chile, abril 5 de 1818. — BERNARDO O'HIGGINS.—Excmo. Señor director supremo de las Provincias Unidas de Sud-América. »

El mismo dia y sobre el campo de batalla, el ilustre general D. José de San Martin dirigió al gobierno supremo de las Provincias Unidas el siguiente oficio :

1818.

Parte de la batalla de Maipo.

Duró cinco horas.

Triunfo de los patriotas. Prisioneros realistas.

1818.

Ordo  
de la misma batalla.

« Excmo. Señor.— Los contrastes de las armas de la América son precursores de la libertad. Ya sabe Vuestra Excelencia que una incalculable sorpresa y no el valor del enemigo, ni la timidez de nuestras tropas les dió sobre Lircaí una victoria momentánea, dispersándose con la oscuridad de la noche una parte de nuestro ejército; pero el honor y constancia de los defensores de la patria han triunfado hoy completamente.

» El enemigo, que adquirió confianza y un orgullo propio de su ridícula altivez, tuvo la arrogancia de acercarse hasta las inmediaciones de Santiago, donde se habian replegado nuestras fuerzas.

» Tres dias há que habia pasado el Maipo. Sus movimientos tortuosos indicaban que queria, favorecido de las sombras, repetir la escena del diez y nueve anterior, pero nuestros valientes, que le conocian, se han ido hoy sobre él á la bayoneta, á la una de la tarde, á pesar que resistia el ataque, y que ocupaba sobre alturas una posicion dominante. Él ha sido completamente derrotado; mas de 4,500 prisioneros hay en nuestro poder con toda su artillería y parque. Los muertos aun no pueden calcularse. Su dispersion ha sido completa, aun se le persigue por nuestra caballería. Entre muchos oficiales tenemos prisioneros al general Ordóñez y al jefe de su estado mayor, Primo de Ribera.

Recomendación  
de algunos oficiales.

» Recomiendo á Vuestra Excelencia y á la América toda la brillantez con que se han comportado el general brigadier D. Antonio González Balcarce y los jefes de division de la derecha, coronel D. Juan Gregorio de Las Héras, de la izquierda teniente coronel D. Rudesindo Alvarado, y de reserva D. Hilarion de la Quintana, así como toda la oficialidad y tropa. Nuestros muertos han sido muy pocos. No son estos instantes, Excmo. Señor, para dar un detall: protesto exhibirlo en breve á Vuestra Excelencia.

» Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Cuartel general en el campo de batalla, llano de Maipo, inmediaciones de Santiago de Chile, abril 5 de 1818, á las seis de la tarde. — Excmo. Señor. — JOSÉ DE SAN MARTIN. — Excmo. Señor

PROV  
supremo dir

Con la m  
el director a

« Excmo  
no ha sido  
sus general  
espero que  
sido reemp  
migos en C

» Dios gu  
general en  
Señor. —  
director de

El mism  
la capital e  
se iluminó  
zas, miént  
las felicita  
cha á ese  
profecía, e  
el ilustre g

(4) Tomad

(2) La Ga  
ejemplar ext  
tas sentidas

« ¡ San M  
nuncian tu  
lágrimas! ¡ T  
gan en heren  
una patria q  
ras y en los

» Mañana  
de gracias e  
supremor D

» Habrá t  
abril 17 de

supremo director de las Provincias Unidas de Sud-América (1).»

1818.

Con la misma fecha, por un nuevo extraordinario, recibió el director argentino el siguiente oficio :

« Excmo. Señor. — Nada existe del ejército enemigo : el que no ha sido muerto, es prisionero. Artillería, 160 oficiales, todos sus generales, excepto Osorio, están en nuestro poder : yo espero que este último me lo traigan hoy : la acción del 19 ha sido reemplazada con usura : en una palabra, ya no hay enemigos en Chile.

» Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Cuartel general en el campo de Maipo, 5 de abril de 1818. — Excmo. Señor. — JOSÉ DE SAN MARTIN. — Excmo. Señor supremo director de las Provincias Unidas de Sud-América (2).»

El mismo día, á las diez de la noche, entró San Martín en la capital en medio de un entusiasmo indescriptible. La ciudad se iluminó, los himnos patrióticos resonaron en todas las plazas, mientras que el vencedor recibía en el palacio de gobierno las felicitaciones de los vecinos más notables. La promesa hecha á ese heroico pueblo pocos días antes, era más que una profecía, era un hecho; Chile estaba libre de sus opresores, y el ilustre general San Martín podía descansar esa noche de las

Entrada  
de San Martín  
en Santiago.

(1) Tomados de la *Gaceta de Buenos Aires*.

(2) La *Gaceta de Buenos Aires*, de 18 de abril de 1818, al publicar en un ejemplar extraordinario dando estas importantes noticias, las cierra con estas sentidas palabras :

« ¡ San Martín ! ¡ héroe de Chacabuco y Maipo ! ¡ todos los patriotas pronuncian tu nombre con entusiasmo y con locura entre los transportes y las lágrimas ! ¡ Todos los pueblos te consagran un reconocimiento eterno y lo legan en herencia á las generaciones venideras ! ¡ No dejarás de ser amado, en una patria que has salvado dos veces, coronándola de laureles en las llanuras y en los cerros !

» Mañana, á las diez del día, se tributarán al Dios de los ejércitos acciones de gracias en la santa iglesia catedral, á cuya solemnidad asistirá S. E. el supremo Director del Estado y corporaciones.

» Habrá tres noches de iluminaciones en toda la ciudad. Buenos Aires, abril 17 de 1818. — De orden de S. E. : GREGORIO TAGLE. »

1818.

duras fatigas de los días anteriores, sobre una almohada de laureles (1).

Oficio de este  
al supremo gobierno  
de las  
Provincias Unidas.

La *Gaceta de Buenos Aires* del 22 de abril publicó el siguiente oficio del Excmo. Señor capitán general de los Andes al supremo gobierno, conteniendo el parte detallado de la victoria de Maipo.

« Excmo. Señor. — El inesperado acaso de la noche del 19 del pasado en la Cancha Rayada hizo vacilar la libertad de Chile : presentaba una escena á la verdad espantosa el ver disperso sin ser batido á un ejército compuesto de valientes, y lleno de disciplina é instruccion.

» Yo, desde que abrí la campaña, estaba tan satisfecho que contaba cierta la victoria. Todos mis movimientos fueron siempre dirigidos á que fuese completa y decisiva; y el enemigo desde el momento que abandonó á Curicó, no halló posicion en que nuestras fuerzas no le amagasen en flanco, amenazando envolverlo : así fué que ambos ejércitos caimos á un tiempo mismo el 19 sobre Talca, siéndole de consiguiente imposible emprender su retirada, ni repasar el Maule.

» Esta situacion, la mas desesperada, vino á serle por un acaso la mas dichosa; nuestras columnas de infantería no alcanzaron á llegar sino á caidas de sol, y en esta hora me era imposible emprender un ataque al pueblo. El ejército, entónces, formó provisionalmente en dos líneas, interin se reconocia la posicion mas ventajosa que convenia darle : examinado el terreno, me decidí por la A B, que manifiesta el plano n° 1, y en su consecuencia dí las órdenes para que se corriese toda nuestra ala derecha á ocuparla; mas apénas este movimiento se hubo ejecutado, é iba á emprenderse en la izquierda, cuando un ataque, el mas brusco y el mas desesperado, de parte de los enemigos, puso en una total confusion nuestro bagaje y nuestra artillería, que estaba en movimiento. Eran las nueve de la noche, y á esta confusion no tardó en seguirse la dispersion de nuestra izquierda despues de un vivo fuego, que duró cerca

Dispersion  
del ala izquierda.

(1) *Biografía del general San Martin.*

de media hora, en que el enemigo sufrió una pérdida grande, y nosotros la muy sensible de ver herido al valiente general O'Higgins.

1818.

» Yo hice cuantos esfuerzos fueron imaginables así como los demas jefes y oficiales para practicar la reunion sobre el cerro C, lo que por el pronto se verificó bajo la proteccion de la reserva : aquí volvió á empeñarse uno de los combates mas obstinados; pero la noche entorpecía cualquier medida, y al fin no hubo mas recurso que ceder.

Reunion  
de las fuerzas.

» Nuestra derecha no habia sido incomodada suficientemente, y el coronel Las Héras tuvo la gloria de conducir y retirar en buen orden los cuerpos de infantería y artillería que la componian. Este era el solo apoyo que nos quedaba á mi llegada á Chimbarongo : entónces tomé todas las medidas posibles para practicar la reunion, especialmente sobre la angostura de Regulemú. El cuartel general se situó en San Fernando.

Cuartel general  
en San Fernando.

» Aquí permanecí dos dias, y aseguro á Vuestra Excelencia que nuestra posicion era la mas embarazosa. Todo el bagaje y todo el material del ejército lo habíamos perdido; desprovistos de todo, de todo necesitábamos para poder hacer frente á un enemigo superior y engreido con la victoria. En este caso no hallé otro partido que tomar que el de replegarme rápidamente sobre Santiago, poner todos los resortes en movimiento, y procurarme cuantos auxilios estaban á mis alcances para salvar el país.

El general  
se repliega  
á Santiago.

» Es increíble, Señor Excmo., si se asegura que en el término de tres dias el ejército se reorganizó en el campo de instruccion, distante una legua de esta ciudad : el espíritu se reanimó; y á los trece dias de la derrota con una retirada de 80 leguas estuvimos ya en el caso de poder volver á encontrar al enemigo. El interes, la energía y firmeza con que los jefes y oficiales todos del ejército cooperaron al restablecimiento del orden y disciplina, les hará un honor eterno. Verdad es que nuestras fuerzas eran ya muy inferiores á las suyas : muchos de nuestros cuerpos estaban en esqueleto : y teníamos batallones que no formaban 200 hombres.

Reorganizacion  
del ejército.

1818. » Entretanto el enemigo se avanzaba con rapidez, y el 1º del corriente tuve avisos positivos de haber pasado todo el grueso el Maipo por los vados de Longuen, y que marchaba en la direccion de las gargantas de la Calera.
- Noticias del enemigo.
- Tiroteos. » La posicion del campamento no era segura ni militar. El 2 marchamos á campar sobre las acequias de Espejo : este dia, el 3 y el 4 hubo fuertes tiroteos entre las guerrillas; y el ejército pasó todas estas noches sobre las armas.
- Intento del enemigo. » El enemigo se nos acercó al fin el 5 : todos sus movimientos parecian dirigidos á doblar en distancia nuestra derecha, amenazar la capital, poder cortarnos las comunicaciones de Aconcagua, y asegurarse la de Valparaiso.
- Movimiento de San Martin. » Cuando vi trataba de practicar este movimiento, creí era el instante preciso de atacarlo sobre su marcha, y ponerme á su frente por medio de un cambio de direccion sobre la derecha. Vuestra Excelencia lo verá marcado en el plano n° 2, y fué el preparativo de las operaciones posteriores.
- Distribucion de sus fuerzas. » Bajo la conducta del benemérito brigadier general Balcarce puse desde luego toda la infantería : la derecha mandada por el coronel Las Héras, la izquierda por el teniente coronel Alvarado, y la reserva por el coronel D. Hilarion de la Quintana; la caballería de la derecha al coronel D. Matías Zapiola con sus escuadrones de granaderos, y la de la izquierda á la del coronel D. Ramon Fréyre con los escuadrones de la escolta del Excmo. Director de Chile y los cazadores á caballo de los Andes.
- Posicion que tomó el enemigo. » Notado por el enemigo nuestro primer movimiento, tomó la fuerte posicion A B, destacando al pequeño cerro aislado C un batallon de cazadores para sostener una batería de cuatro piezas, que colocó en este punto á media falda : esta disposicion era muy bien entendida, pues aseguraba completamente su izquierda, y sus fuegos flanqueaban y barrian todo el frente de la posicion.
- Formacion. » Nuestra línea, formada en columnas cerradas y paralelas, se inclinaba sobre la derecha del enemigo, presentando un ataque oblicuo sobre este flanco, que á la verdad tenia descubierto. La reserva, cargada tambien á retaguardia sobre el mismo, estaba

en ap  
teria  
Cicero  
dante  
y á ca  
» E  
borde  
march  
esta r  
la ma  
cho d  
enem  
los gu  
dronc  
lo ma  
enem  
tante  
los e  
hasta  
tros  
Los  
recha  
reple  
men  
sobre  
mier  
ener  
»  
grien  
la f  
igua  
char  
caba  
»  
och  
tino

en aptitud de envolverlo y sostener nuestra derecha. Una batería de 8 piezas de Chile, mandada por el comandante Blanco Ciceron, se situó en la puntilla D, y otra de 4 por el comandante Plaza en E, desde donde principiaron á jugar con suceso y á cañonear la posicion enemiga.

» En esta disposicion se descolgaron nuestras columnas del borde de la pequeña colina, que formaba nuestra posicion para marchar á la carga y arma al brazo sobre la línea enemiga : esta rompió entónces un fuego horrendo, pero esto no detenía la marcha : su batería de flanco en el cerrito C nos hacía mucho daño. En el mismo instante un grueso trozo de caballería enemiga, situado en el intervalo C B, se vino á la carga sobre los granaderos á caballo, que, formados en columna por escuadrones, avanzaban siempre de frente. El escuadron de la cabeza lo mandaba el comandante Escalada, que verse amenazado del enemigo, é irse sobre él, sable en mano, fué obra de un instante : el comandante Medina sigue este mismo movimiento : los enemigos vuelven caras á 20 pasos, y fueron perseguidos hasta el cerrito, de donde á su vez fueron rechazados los nuestros por el fuego horrible de la infantería y metralla enemiga. Los escuadrones se rehacen con prontitud, y dejando á su derecha el cerro pasan persiguiendo la caballería enemiga, que se replegaba sobre la colina B : aquí fué reforzada considerablemente, y rechazó á los escuadrones, que vinieron á rehacerse sobre el coronel Zapiola, que sostenia con firmeza estos movimientos ; todos vuelven nuevamente á la carga, hasta que el enemigo fué por último deshecho en esta parte, y perseguido.

» Entretanto el fuego se empeñaba del modo mas vivo y sangriento entre nuestra izquierda y la derecha enemiga : esta la formaban sus mejores tropas, y no tardaron en venirnos igualmente á la carga, formados en columna cerrada, y marchando sobre su derecha á la misma altura otra columna de caballería.

» El comandante Borgoño habia remontado ya la loma con ocho piezas de la artillería de Chile, que mandaba, y que destiné á nuestra izquierda con el objeto de enfilar la línea ene-

1818.

Combate.

Fuego vivísimo.

Carga  
que dió al enemigo  
el coronel Quintana.



1818.

miga: él supo aprovechar este momento, é hizo un fuego de metralla tan rápido sobre sus columnas, que consiguió desordenar su caballería: á pesar de esto, y de los esfuerzos de los comandantes Alvarado y Martínez, que mostraron mas que nunca su bravura, nuestra línea trepidó y vaciló un momento: los infantes de la patria no pudieron ménos de retroceder tambien; mas al mismo instante di órden al coronel Quintana, para que con su reserva cargase al enemigo, lo que ejecutó del modo mas brillante: esta se componia de los batallones n. 1.º de Chile, 3 de idem y 7 de los Ándes, al mando de sus comandantes Ríbera, López y Conde: esta carga y la del comandante Thompson, del primero de Coquimbo, dió un nuevo impulso á nuestra línea, y toda volvió sobre los enemigos con mas decision que nunca.

Cargas sucesivas.

» Los escuadrones de la escolta y cazadores á caballo al mando del bravo coronel Fréyre cargaron igualmente, y á su turno fueron cargados en ataques sucesivos. No es posible, Sr. Excmo., dar una idea de las acciones brillantes y distinguidas de este dia, tanto de cuerpos enteros como de jefes é individuos en particular; pero sí puede decirse que con dificultad se ha visto un ataque mas bravo, mas rápido y mas sostenido; tambien puede asegurarse que jamas se vió una resistencia mas vigorosa, mas firme, ni mas tenaz. La constancia de nuestros soldados y sus heróicos esfuerzos vencieron al fin, y la posicion fué tomada regándola en sangre, y arrojando de ella al enemigo á fuerza de bayonetazos.

Nuevo ataque.

» Este primer suceso parecia debia darnos por sí solo la victoria: mas no fué posible desordenar enteramente las columnas enemigas: nuestra caballería acuchillaba á su antojo los flancos y retaguardia de ellas; pero siempre marchando en masa llegaron hasta los callejones de Espejo, donde poseionados del cerro F, se empeñó un nuevo combate que duró mas de una hora, sostenido este por el 3 de Arauco, infantes de la Patria, y compañías de otros cuerpos, que iban entrando sucesivamente. Por último los bravos batallones 1.º de Coquimbo y 11, que habian sostenido nuestra derecha, los ata-

can d  
en to  
salida  
» S  
bres c  
y den  
hallan  
á la f  
parte  
cubien  
sus h  
depen  
ejércit  
» N  
y her  
relaci  
asi co  
» F  
del S  
desde  
ral de  
poner  
» T  
niero  
Guzn  
teno.  
»  
menó  
valor  
»  
insen  
segu  
»  
supr  
debe  
mon

can del modo mas decidido, cuyo arrojó puso á los enemigos en total dispersion. Las portezuelas y todas las principales salidas estaban ocupadas por nuestra caballería.

» Solo el general en jefe Osorio escapó con unos 200 hombres de caballería, y es probable no salve de los escuadrones y demas partidas que le persiguen; todos sus generales se hallan prisioneros en nuestro poder: de este número contamos á la fecha mas de 3.000 hombres, y 190 oficiales con la mayor parte de los jefes de los cuerpos: el campo de batalla está cubierto de 2,000 cadáveres. Su artillería toda, sus parques, sus hospitales con facultativos, su caja militar con todos sus dependientes; en una palabra, todo, todo cuanto componia el ejército real es muerto, prisionero ó está en nuestro poder.

» Nuestra pérdida la regulo en mil hombres entre muertos y heridos. Espero que el estado mayor pueda completar la relacion positiva de ellos, tendré el honor de dirigirla á V. E., así como la de los oficiales que mas se hayan distinguido.

» Estoy lleno de reconocimiento á los infatigables servicios del Sr. general Balcarce: él ha llevado el peso del ejército desde el principio de la campaña, así como el ayudante general del estado mayor Aguirre, y demas individuos que lo componen, y cirujano mayor D. Diego Paroisiens.

» Tambien estoy satisfecho de la comportacion del ingeniero Dable, como igualmente la de mis ayudantes O'Brien, Guzman y Escalada, y la del secretario de la guerra Zenteno, y el particular mio Marzan.

» Me queda solo el sentimiento de no hallar cómo recomendar suficientemente á todos los bravos, á cuyo esfuerzo y valor ha debido la patria una jornada tan brillante.

» Ruego á V. E. que á continuacion de este parte haga insertar la relacion de los jefes que han tenido la gloria de seguir esta campaña tan penosa como brillante.

» Sé que ofendo la moderacion del valiente Excmo. Sr. supremo director de este Estado, D. Bernardo O'Higgins; pero debo manifestar á V. E., que hallándose gravemente herido, montó á caballo, y llegó al campo de batalla á su conclusion,

1818.

Escapada  
del general Osorio.  
Prisioneros.

Pérdidas  
de San Martin.

Honorífica mención  
del general  
Balcarce.

Y de otros

1818. teniendo el sentimiento que de estas resultas se ha agravado su herida.

» Dios guarde á V. E. muchos años. — Cuartel general en Santiago, abril 9 de 1818. — Excmo. Señor. — JOSÉ DE SAN MARTIN. — Excmo. Sr. Director supremo de las Provincias Unidas de Sud-América.

Duracion  
del combate.

» *Nota.* La accion principió á las doce del dia, y concluyó á las oraciones.

Fuerzas.

» *Otra.* La fuerza del ejército enemigo se componia de 5,300 hombres de todas armas : la del nuestro de la de 4,000. »

Proposicion  
al virey de Lima  
para canje  
de prisioneros.

El infatigable general argentino, que no perdía de vista en medio de sus triunfos ninguna medida que pudiese contribuir á atenuar los sufrimientos de sus infortunados compañeros de armas que se encontraban bajo el dominio de sus enemigos, propuso el 11 de abril al general Pezuela, virey del Perú, el canje de prisioneros, segun consta de los siguientes documentos :

Generosa conducta  
de San Martin  
con los prisioneros  
de Maipo.

« Excmo. Señor. La suerte de la armas ha puesto en mis manos el 5 del corriente en los campos de Maipo todo el ejército en que V. E. habia confiado la conquista de este hermoso pais, y á excepcion del general Osorio, que probablemente tendrá el mismo destino, no han escapado del valor de mis tropas ni reliquias de la memorable expedicion de V. E. En este estado el derecho de represalia me autorizaba en el consejo de todos los hombres para ejecutar en los prisioneros el horrible trato á que se preparaban ellos con mis soldados en caso de vencer, conforme á las bárbaras órdenes de su jefe, pero la humanidad se resiente de aumentar el conflicto de nuestros semejantes, y me ha compadecido la existencia de unos miserables bastante castigados con el desengaño de su orgullo impotente.

» Todos los prisioneros, entre los cuales existen la mayor parte de los jefes, cerca de 200 oficiales y 3,000 soldados, han recibido la hospitalidad inseparable de mi carácter, y en su situacion desgraciada he procurado aliviarles con cuanto ha estado á mis alcances.

» Mas ya que está en manos de V. E. restituir una parte de ellos á sus hogares aceptando el canje que meses há propuse por los oficiales de las Provincias Unidas presos en Casas Mátas, espero que V. E., si adhiere á los términos que entónces expuse, me envíe los jefes y oficiales comprendidos en la relacion que V. E. me remitió, seguro bajo el solemne empeño de mi honor, de que en el acto enviaré á esa capital igual número rango por rango, siendo respectivamente de cuenta de ambos el trasporte y manutencion de los canjeados.

» Como el tratamiento que experimentó el mayor Torres no correspondió al de un oficial parlamentario en una comision de paz, y por otra parte he querido remover en circunstancias tan dificiles todo motivo de desconfianza, conduce esta comunicacion el prisionero teniente coronel graduado D. Pedro Noriega, que no dudo me lo devolverá V. E. si no tuviere á bien aceptar el canje conforme á la ley comun de la guerra.

» Dios guarde á V. E. muchos años.—Santiago de Chile, abril 11 de 1818. — JOSÉ DE SAN MARTIN. — Excmo. Señor virey de Lima D. Joaquin de la Pezuela. »

En el siguiente documento, completó su pensamiento :

Excmo. Señor. Despues de haber destruido las tropas de mi mando el 5 del corriente al poderoso ejército que envió V. E. á conquistar á Chile, y despues de hallarse aniquilados los recursos de esa capital para oponer una resistencia feliz á las armas triunfantes de la patria, parece prudente que la razon ocupe el lugar de las pasiones, y que la suerte de los pueblos llame exclusivamente la atencion de los que los presiden. Por una fatalidad incomprensible ha sido la guerra desde el 25 de mayo de 1810 el único término de las diferencias entre los Españoles y los Americanos que han reclamado sus derechos ; se han cerrado los oidos á nuestros clamores por la paz, y se han olvidado con un espíritu tenaz los medios de arribar á una transaccion racional.

V. E. no ignora que la guerra es un azote desolador, que en el punto que ha subido en la América la lleva á su aniquilacion, y que la fortuna de las armas ha inclinado ya la decision en

1818.

Proposicion  
de canje  
de prisioneros.

Que devuelva  
el parlamentario,  
caso de no aceptar  
el canje.

Le manifiesta  
que es imposible  
contener el torrente  
de la opinion  
en favor  
de la independencia.

1818. favor de las pretensiones de la parte meridional del Nuevo Mundo. V. E. ha podido descubrir tambien en el período de siete años que las Provincias Unidas y Chile solo apetecen *una constitucion liberal y una libertad moderada*; y que los habitantes del vireinato de Lima, cuya sangre se ha hecho derramar contra sus hermanos, tengan parte en su destino político, y se eleven del abatimiento colonial á la dignidad de las dos naciones colindantes.

14. Ninguna de estas aspiraciones está por cierto en oposicion con la amistad, con la proteccion, y con las relaciones de la metrópoli española; ninguna de esas pretensiones es un crimen; y por el contrario ninguna de ellas deja de ser en el presente siglo el eco uniforme de los ilustrados de la culta Europa. Querer contener con la bayoneta el torrente de la opinion universal de la América, es como intentar la esclavitud de la naturaleza. Examine V. E. con imparcialidad el resultado de los esfuerzos del gobierno español en tantos años, y sin detenerse en los triunfos efimeros de las armas del rey, descubrirá su impotencia contra el espíritu de la *libertad*.

14. Por muy rápidamente que se fije la consideracion sobre la moral de esa capital, y demas provincias sujetas aun á la jurisdiccion de V. E., se divisa un campo preparado á convulsiones políticas, y porcion de elementos que me es fácil mover para trastornar el órden actual de sus gobiernos, para suscitar conspiraciones simultáneas, y commoverlo todo contra los mandatarios españoles. Los ensayos repetidos desde 1809 en la Paz, Cuzco, Arequipa, Costa Occidental y las fermentaciones sofocadas en el corazon de ese pueblo abonan la prevision del ménos avisado, pues que la sangre derramada de los innovadores no ha hecho otra cosa que apagar momentáneamente el fuego que se ha renovado en el pecho de todo Americano.

Le hace responsable  
de los efectos  
de la guerra.

Si V. E. ha sentido inmediatamente la situacion difícil en que está colocado, y penetra la extension á que pueden dilatarse los recursos de dos Estados íntimamente unidos, la preponderancia de sus ejércitos, la solidez que da el triunfo á sus relaciones exteriores, y en una palabra la desigualdad en la lucha

que l  
nidad  
que s  
seja  
ilustr  
loros  
en la  
los a  
inter  
á las  
nes e  
racion

Co  
de la  
los p  
relac  
citos  
abrir  
cada

Cu  
la ob  
anhe  
la gu  
objet  
perde  
nidad

Di  
11 de  
de L

El  
prop  
Lin  
Muy  
sus d  
guerr

que le amenaza; nadie sino V. E. será responsable á la humanidad y á esos infortunados habitantes de los efectos de la guerra, que será indispensable si V. E. no adopta el partido que aconseja la prudencia, la justicia y la necesidad. Convóquese á ese ilustrado vecindario, represéntensele de buena fe los deseos calorosos de los gobiernos de Chile y Provincias Unidas, óigaseles en la exposicion pública de sus derechos, decida el pueblo bajo los auspicios de V. E. la forma de gobierno que conviene á sus intereses adoptar, escúchese igualmente con verdadera libertad á las demas provincias sujetas por la fuerza, y sus deliberaciones espontáneas serán la suprema ley á que sujetaré mis operaciones ulteriores, segun me está prevenido por mi gobierno.

Con este paso ú otro equivalente previene V. E. los males de la guerra civil y la destruccion de las fortunas, fijando así los preliminares de una transaccion pacífica que restablezca las relaciones amigables de este continente. De otro modo los ejércitos unidos destruirán las restricciones que V. E. imponga, y abrirán el paso á la prosperidad de esos pueblos, que huye cada dia mas bajo el sistema actual de su administracion.

Cuando V. E. recuerde los medios que poseo para adelantar la obra, yo creo hará justicia al candor de mis sentimientos; anhelo solo al bien de mis semejantes, procuro el término de la guerra, y mis solicitudes son tan sinceras á este sagrado objeto, como firme mi resolucion, si no son admitidas, de no perdonar sacrificio por la libertad, por la seguridad y por la dignidad de la *patria*.

Dios guarde á V. E. muchos años. — Santiago de Chile, abril 11 de 1818. — JOSÉ DE SAN MARTIN. — Excmo. Señor virey de Lima D. Joaquin de la Pezuela. »

El virey Pezuela contestó aceptando del modo siguiente la proposicion de canjear los prisioneros :

Lima, abril 24 de 1818. — Señor D. José de San Martin. -- Muy Señor mio. -- En 31 de octubre último, manifestando ✓ sus deseos de remediar en lo posible los males de la presente guerra, me propuso un canje de prisioneros hechos durante

Sobre  
llevar á cabo  
una proposicion  
de canje  
de prisioneros.

1818.

ella de una ú otra parte, y el de los vecinos de ese reino confinados en el Callao con otros de su clase destinados en las provincias disidentes, enviándome al efecto á D. Domingo de Tórres, en clase de comisionado parlamentario. — Coincidiendo en igual objeto mis aspiraciones, contesté en 18 de diciembre último por el referido parlamentario, explicando mi allanamiento al primer extremo, con la adición de que si V. tenia confianza en mi acreditada formalidad, no trepidase en enviarme los prisioneros bajo el firme concepto que serian reemplazados con igual número de los que existen á mi disposicion; y en cuanto al segundo, que no habia ya que tratar de él, porque en virtud de un indulto general del rey y mi nativa propension á moderar la desgracia de mis semejantes, estaban puestos en libertad todos los vecinos desterrados de Chile; pero que, apreciando V. el mérito de este procedimiento, consultaria con su corazon la correspondencia á que era acreedor, á favor de los vasallos españoles que existen en esos y los dominios de Buenos Aires.

Desde aquella fecha hasta el dia ignoro el estado de esta negociacion; y presentándose la oportunidad del regreso á Valparaiso de la corbeta de guerra anglo-americana la *Ontario*, comisiono á D. Félix Blanco, para que vaya embarcado en ella, se presente á V. con esta carta, y concluya la benéfica obra del mencionado parlamento.

Para probar mi adhesion á él, y evitar mayor demora, propuse al Señor comandante de la referida corbeta, que fuese el conductor de los 80 prisioneros que se hallan aquí, ó que si pareciéndole muchos para la corta extension del buque de su mando, se acomodase á convoyar una fragata particular en que serian embarcados; pero habiéndome contestado, que él no podia llevar mas que cuatro individuos de aquella clase por la razon apuntada, y que la conserva de la fragata no le era tampoco posible, porque atrasaria demasiado el viaje que hacia á ese puerto por el bien de los buques de su nacion, cuya libre salida he permitido á sus instancias con orden al comandante de la division marítima de Su Majestad para que no la impida, he desistido del intento hasta mejor ocasion.

1818.

Mi conducta humana y apacible está bien demostrada por tal oficiosidad á favor de esos y estos prisioneros, y continuará en cualquiera asunto y ocurrencia que se dirija al bien, á la terminacion ó minoracion de una guerra que asola y destruye estos países, dignos de mejor suerte.

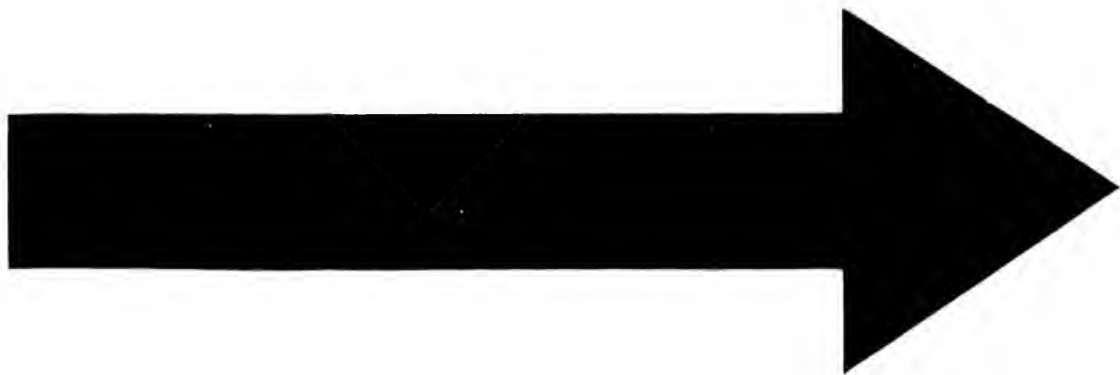
Con semejante motivo ú otro que suceda y no tenga conexion con nuestros públicos destinos, tiene y tendrá la complacencia de manifestar á V. (como lo hago en esta ocasion del *mayor* particular de que soy árbitro) una buena voluntad á su per y cuanto diga relacion con la proximidad y sentimiento caballero, este su seguro servidor Q. S. M. B. — JOAQUIN DE PEZUELA. — Es copia : BALCARCE.

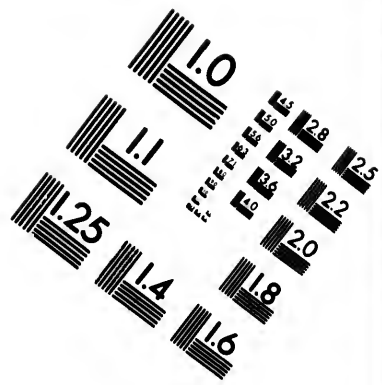
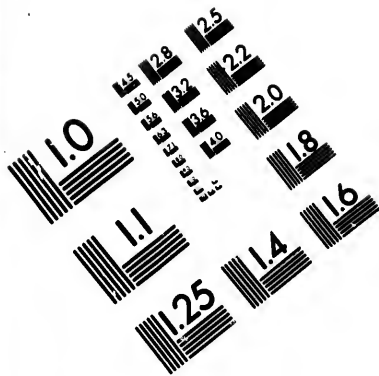
En ausencia del general San Martin, contestó el mayor general Balcarce al virey de Lima, haciendo las observaciones que el caso requeria :

Cuartel general en Santiago y junio 6 de 1818. — Señor D. Félix D'Olhaberriague y Blanco. — Muy Señor mio. — La comision que ha motivado la traslacion de V. á este pais, en la forma que ha venido preparada, no es posible evacuarla, por la casualidad de hallarse ausente el Excmo. Señor capitán general D. José de San Martin. Estaria en el círculo de las facultades que me han quedado subrogadas el entrar sobre ella en estipulaciones, cuando el Señor D. Joaquin de la Pezuela hubiera conferido á V. al mismo intento la autorizacion que corresponde, y se ha practicado siempre en semejantes casos. Las comunicaciones que V. ha conducido se hallan reducidas á cartas particulares, que aunque alusivas al canje que ántes se propuso, no me permiten el que yo pueda considerar á V. basantemente facultado, para que lo concluya por su parte con la firmeza de que debo asegurarme. Tampoco me es posible dar otra contestacion particular á las mismas cartas, respecto á que no estando en los antecedentes que motivan el que se curse el asunto en estos términos, me es forzoso dirigirlas al expresado Señor San Martin, para que lo verifique de conformidad con lo que acaso tenga anteladamente acordado.

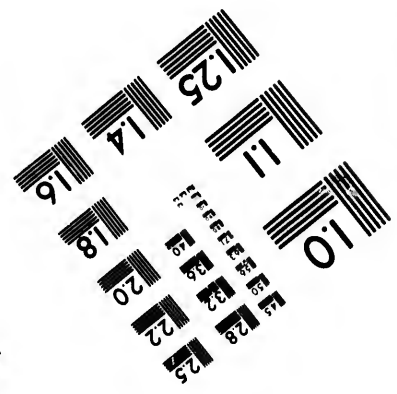
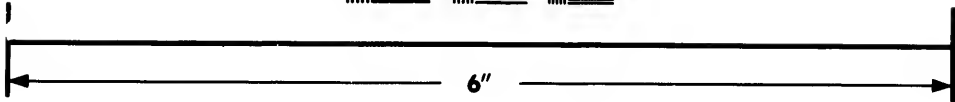
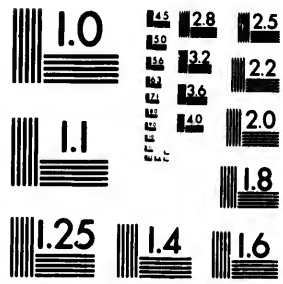
Imposibilidad  
de terminar  
ese asunto,  
por ausencia  
del capitán general  
D. José  
de San Martin.







**IMAGE EVALUATION  
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic  
Sciences  
Corporation**

23 WEST MAIN STREET  
WEBSTER, N.Y. 14580  
(716) 872-4503

1.5  
1.8  
2.0  
2.2  
2.5  
2.8  
3.2  
3.6  
4.0

10  
15  
20  
25  
30  
35  
40  
45  
50  
55  
60  
65  
70  
75  
80  
85  
90  
95  
100

1818.

Anhela  
por la realizacion  
del canje.

Yo debo asegurar á V. que por parte del gobierno supremo de mi nacion, no solo hay la mas decidida disposicion á que el canje se realice, sino que se anhela con los deseos mas eficaces. Es un comprobante el que á consecuencia de sus órdenes se remitió un parlamentario á Lima, con el designio de proponerlo y ajustarlo : este fué puesto en un estrecho calabozo, y despues de mas de 30 dias de tenerlo incomunicado, se le permitió regresar, sin darle contestacion á las comunicaciones oficiales que habia conducido. Los rasgos de humanidad que animan á mi gobierno, las consideraciones que siempre le han merecido las leyes de la guerra, y la sensibilidad con que mira á los desgraciados, que por tan dilatado tiempo sufren los rigores de la penosa prision de Cásas Mátas, le hacen despreciar altamente aquellos insultantes procedimientos, y mantenerse en la firme idea que le sugiere su civilizacion y benéficos designios en obsequio de sus semejantes.

En este concepto, no debe quedar la mas leve duda de que el canje será inmediatamente ajustado para los individuos de todas clases que sean procedentes de los Estados de las Provincias Unidas, ó Chile, en cualesquiera tiempos y circunstancias en que se solicite, ó intente concluir, bajo los términos que están establecidos entre las demas naciones del mundo ilustrado.

Prueba inequívoca  
de esos  
sentimientos.

Con el fin de que haya un testimonio que califique la sinceridad y la buena fe de los asertos antecedentes, dejo dadas las órdenes oportunas al gobernador de Valparaiso para que entregue á la disposicion de V., al tiempo de su partida de aquel puerto, tres capitanes de las tropas del rey, en lugar de otros tantos que V. ha conducido de igual clase. El teniente coronel, que tambien ha venido, queda asimismo canjeado con el de la propia clase D. Pedro Noriega, que por la via de Talcahuano se despachó con pliegos á Lima, y fué entregado, segun consta de documento que tengo en mi poder, á disposicion de un oficial de los de la dependencia de D. Mariano Osorio.

Siendo uno de los encargos del Señor Pezuela, que se le permita á V. distribuir una suma de dinero que trae para auxilio

1818.

de los prisioneros, queda al arbitrio de V. entregarla á quien guste, y en los términos que encuentre mas oportunos, contando con todas las providencias que estén á mis alcances, para que quede asegurada la inversion ó distribucion que quiera V. darle en alivio de los prisioneros.

Conceptúo que la comision de V. queda enteramente concluida, y que se halla expedito para emprender desde luego su regreso, á no preferir V. esperar al Señor general San Martin, ó marchar á Buenos Aires á tratar personalmente del asunto.

Tengo el honor de ofrecerme á la disposicion de V., asegurándole de la consideracion con que se constituye por su muy atento y seguro servidor Q. B. S. M. — Es copia : BALCARCE.

El general Pezuela habia dirigido á San Martin una solicitud para que fuese permitido socorrer con dinero los prisioneros españoles. Hé aquí ese documento :

Lima, 27 de abril de 1818. — Señor D. José de San Martin. — Muy Señor mio y de mi particular atencion : tenga V. á bien permitir, que el comisionado para el canje de prisioneros D. Félix D'Olaberriague y Blanco reparta entre los que he prevenido cien onzas en oro, y diez mil pesos en plata, que lleva con el objeto de aliviar su situacion ; así como se verificó en beneficio de los que están en la plaza del Callao con el auxilio que les trajo el comisionado por V. D. Domingo de Tórres. — Con este motivo tiene el honor de repetirse su atento y seguro servidor Q. S. M. B. — JOAQUIN DE LA PEZUELA. — Es copia : BALCARCE.

Distribucion  
de una suma  
entre  
los prisioneros.

El Señor Blanco contestó á la precedente comunicacion del mayor general Balcarce en los términos siguientes :

Santiago, 7 de junio de 1818. — Señor D. Antonio González Balcarce. — Muy Señor mio. — He tenido el honor de recibir la favorecida carta de Vuestra Señoría fecha de ayer, por la cual quedo enterado no puede llevarse á efecto el canje de prisioneros por los motivos que en ella se expresan, y que expondré al Excmo. Señor virey del Perú á mi llegada á Lima, para

Acusa recibo  
de la nota del 6.

1818.

que Su Excelencia determine lo que juzge conveniente : mientras llega este caso, ya que mi comision queda concluida (aunque no conforme á los deseos de mi corazon, amante siempre de contribuir al alivio de la humanidad afligida), me trasladaré, previo el correspondiente permiso de Vuestra Señoría, al puerto de Valparaiso para recoger de aquel Señor gobernador los tres capitanes que ha de entregarme, y con ellos me embarcaré en la corbeta de los Estados Unidos *Ontario*, cuyo comandante el caballero Jâmes Biddle parece no saldrá de aquí hasta el miércoles próximo, y con él pienso emprender mi marcha, si Vuestra Señoría no tuviese por conveniente disponer sea ántes.

Por lo que hace á la entrega de los diez mil pesos que traía para socorro de los prisioneros del ejército real, no puedo tomar sobre mí la responsabilidad de hacerla, por no haberse verificado el canje que esperaba, ni ménos tengo facultad para pasar á Buenos Aires á tratarle con el Excmo. Señor general San Martin, ó esperar su regreso á esta. — Saludando á Vuestra Señoría con la mas alta consideracion y respeto debido, queda de Vuestra Señoría su mas atento y seguro servidor Q. B. S. M. — FÉLIX D'OLHABERRIAGUE Y BLANCO. — Es copia : BALSARCE.

Conducta seguida  
por el diputado  
de las  
Provincias Unidas.

Durante los notables acontecimientos que acabamos de referir, la conducta seguida por el diputado de las Provincias Unidas del Rio de la Plata acreditado cerca del de Chile habia sido la mas digna y patriótica, segun lo manifestó el capitán general de los Andes en el oficio que reproducimos á continuacion, dirigido al supremo director pocos dias despues de la batalla de Maipo :

« Faltaria á la justicia, á la razon y á la equidad si dejára en silencio los relevantes méritos de nuestro diputado cerca de este Estado, el Señor D. Tomas Guido ; pues sus fatigas y trabajo emprendido en tales circunstancias es inimaginable : ya acompañando al ejército en su marcha á Talca, concurriendo al mismo tiempo al órden de él, y lo que es mas, la actividad con que se dirigió á Valparaiso en momentos tan criticos para rea-

lizar un proyecto digno de su genio, como lo verificó con notables ventajas. Vuestra Excelencia tendrá la bondad de tener presente este bosquejo de los servicios del Señor Guido para las consideraciones que se merece.

» Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Cuartel general en Santiago, abril 11 de 1818. — Excmo. Señor. — JOSÉ DE SAN MARTIN. — Excmo. Señor supremo director de las Provincias Unidas del Rio de la Plata. »

Este honroso documento se mandó publicar en la *Gaceta* por orden superior. Hé aquí el decreto :

## DECRETO.

Publíquese literalmente en la *Gaceta* ministerial, para satisfaccion del benemérito diputado de estas provincias cerca del Estado de Chile, D. Tomas Guido, y pásese al ministerio de la guerra, á efecto de que sean considerados sus relevantes servicios. — Rúbrica de Su Excelencia. — TAGLE (1).

La noticia de la derrota del enemigo en Maipo produjo en la capital del Perú la mas inquietante situacion. El virey, que habia hecho notables esfuerzos para organizar la expedicion de Osorio, consumiendo no solo los caudales del vireinato, sino tambien desprendiéndose de sus mejores tropas, experimentaba justas alarmas para el porvenir de aquellas colonias. Como militar inteligente, habia podido apreciar el genio del gran capitán argentino, y no podia disimularse los peligros que le amenazaban. No se trataba ya de luchar con los soldados noveles que Osorio habia vencido en su primer campaña con un puñado de valientes; ocho años de guerra habian formado á los Americanos, y en vez de paisanos reclutas se trataba de ejércitos aguer-

Inquietante  
situacion  
en Lima.

(1) El editorial del diario oficial le acompañó de las siguientes palabras :

« ¡ Qué mas premio para los que saben pensar y sentir como el Sr. Guido, que el participar con tanta justicia de la gratitud y de los elogios de sus compatriotas, y de las nobles consideraciones de nuestro supremo jefe! Vivid para merecer mas, y gozar algun dia tranquilo de las dulzuras del reconocimiento público. Los que tienen esta dicha no mueren. »

1818.

Lúgubres presagios  
del virey de Lima.

ridos victoriosos y de enemigos *activos, atrevidos y emprendedores*. El veterano representante de la autoridad real se habia apercibido que los roles estaban intervertidos, que su actitud hasta entónces agresora habia cesado, miéntras que la de los patriotas continuaria siendo mas que ántes la de libertadores. En efecto, desde el memorable 5 de abril, el virey veía organizarse las legiones patriotas que los heróicos pueblos del Plata y Chile *se apresurarian á mandar á esas dilatadas costas para introducir el desórden y la rebelion en los pueblos débiles y propagarla de unos en otros hasta lograr hacer sucumbir á esa misma capital*. — Estos eran los lúgubres presagios con que D. Joaquin de la Pezuela anunciaba á la *junta extraordinaria de tribunales* la jornada de Maipo y sus consecuencias probables. El siguiente discurso, á que aludimos, fué trasmitido al supremo director de las Provincias Unidas por el diputado cerca del de Chile, es una pieza de un notable interes histórico :

*Discurso del virey de Lima en junta extraordinaria de tribunales.*

Parte  
de los patriotas.

Señores. — El objeto de la extraordinaria convocacion de Vuestras Señorías á esta junta es comunicarles las noticias que ha tenido este gobierno de los recientes sucesos de la expedicion de Chile, y conferenciar sobre las medidas conducentes á precaver cualesquiera perniciosas consecuencias que pudieran producir. Lo mas auténtico que se tiene tocante á ellas se funda en el parte impreso de aquel gobierno insurgente que refiere : que las armas de Su Majestad vencedoras el 19 de marzo anterior fueron completamente derrotadas el 5 del próximo pasado en el llano de Maipo cerca de Santiago. Él anuncia el grande número de muertos y prisioneros que nos hicieron en la última accion, y haber sido poco el que perdieron los enemigos. Si no se tuviesen mas datos que los que ministra dicho parte, deberíamos suspender el juicio sobre la entidad de nuestra desgracia, ó calcular por un criterio ajustado del estilo ponderativo que usan en sus papeles para exaltar sus ventajas y ocultar sus daños.



No habria de graduarse de irracional á cualesquiera que en lo absoluto dudase de la verdad de su contenido, porque no fuera esta la vez primera que hubiese entrado en la falsa política de los rebeldes la idea de publicar por la prensa las mas completas derrotas como victorias ganadas : tanto mas justa sería la desconfianza, cuanto que estamos cerciorados por la correspondencia de la *Venganza* de lo infinito que perdieron en Lircaí, y lo callan ; y sin apartar la vista del mismo parte se deduce que lo propio debe haberles sucedido en el Maipo, porque algunas de sus expresiones sueltas y la duracion de la batalla califican la heróica resistencia que hicieron nuestras tropas, y de consiguiente la mortandad que deben haber hecho en las suyas por mas que la apoquen.

Es sensible que nuestras incertidumbres no las haya disipado la venida de la *Venganza*, que se apartó del bloqueo de Valparaiso el 19 del presente, es decir, á los quince dias de la accion del Maipo, á cuya fecha se ignoraba en aquel punto el fatal acontecimiento. Pero al paso que estas circunstancias nos permiten esperar, que no haya sido tal vez tan absoluta nuestra desgracia cual la pintan y confirman las noticias que corrian en Valparaiso desde ántes de la salida de la corbeta *Ontario*, que fué el 12, ella basta para convencernos que ha sido tal que la parte de nuestras tropas que se haya salvado no podrá llevar al cabo su empresa, sea cual fuere la pérdida del enemigo, porque este puede repararla, y aquella no, al ménos con la presteza que su situacion habrá menester.

De consiguiente nuestros cálculos ulteriores para las medidas que hayan de adoptarse, deben partir del prudente supuesto de no poderse contar con un solo hombre de aquella benemérita expedicion (1), y del segurísimo concepto de que los enemigos, siempre activos, atrevidos y emprendedores (2), no despre-

(1) Ya el señor virey va cayendo en la cuenta y poniéndose en razon. (*Gaceta de Buenos Aires*, nº 92. 1818.)

(2) Al fin un sucesor del marques de la Concordia desmiente la clasificacion que este hizo de los Americanos, cuando decia que habíamos

1818.

Suposiciones  
sobre el verdadero  
resultado  
obtenido en Maipo.

1818.

ciarán momento para poner en ejecución cualesquiera planes agresivos, cuyo éxito favorable les facilitarían sus recientes ventajas. — Estos planes no son otros que apresurarse á mandar expediciones á estas dilatadas costas para introducir el desórden y la rebelion en los pueblos débiles, y propagarla de unos en otros hasta lograr hacer sucumbir á esta misma capital: objeto de sus perpétuas miras é implacable furor; por cuanto de su inagotable seno han salido desde el principio de la insurreccion, y para todos los puntos contaminados, las disposiciones y medios contra los cuales tantas veces han escollado sus obstinados esfuerzos (1).

Apoyo  
con que cuentan  
los patriotas.

Me consta bien que tales han sido sus aspiraciones en todos tiempos, y tanto por las relaciones de la *Ontario*, como por los documentos recibidos en la *Venganza*, me hallo cerciorado de que se agitan actualmente con el mas extraordinario empeño para realizar cuanto ántes su favorito proyecto. Para prometerse un próspero suceso de sus tentativas, sé que cuentan (con mayor confianza de la que deberian) con algunos adictos á sus ideas, que ocultos existen en los pueblos mas fieles, y los lisonjean con facilidades engañosas; y cuentan con mayor fundamento con la numerosa concurrencia de la pronta esclavatura que hay de Moquegua hasta aquí, deseosa de la libertad y del desórden con que la brindan, así como lo han practicado en

nacido para *vegetar en la oscuridad y abatimiento*. ¡ Ya somos *emprendedores, atrevidos, y activos!* ¡ Qué repentina transicion! ¡ Oh diferencia de tiempos! ¡ Oh fuerza irresistible de los sucesos! Americanos: el resultado de nuestra lucha gloriosa ó debe colocarnos en la línea de los rebeldes descuartizados como Gabriel Tupac-Amaru, ó ponernos al nivel de los pueblos mas respetables y libres del universo. Que nuestra conducta sea tal que obliguemos algun dia á nuestros enemigos á que digan de nosotros á su despecho: *Ellos merecen haber triunfado, pues sobre haber sido activos, atrevidos y emprendedores, fueron virtuosos y constantes.* (*Gaceta de Buenos Aires*, nº 92. 1818.)

(1) No es la capital del Perú, ni ninguno de aquellos pueblos desgraciados los que excitan nuestro *furor implacable*, nuestro odio santo. Estos los reservamos para los tiranos que los despotizan. Hacemos la debida diferencia entre los opresores y los oprimidos: *Implacable furor* contra los primeros: *sensibilidad y compasion* hácia los segundos. (*Gaceta citada*.)

Buenos Aires para continuar su proyecto, que sin una determinacion tan desesperada y antipolítica se hubiera concluido por inaccion (1).

1818.

Sé tambien por los mismos indudables conductos, que para realizar el proyecto han comprado á la compañía inglesa de la India Oriental dos navíos susceptibles de mas de 50 cañones, de los cuales estaba ya el uno en Valparaiso; y en seguida hechos dueños de la mar, mandar con mayor desahogo sus expediciones de desembarco á los puertos de la costa, y hacer á todo salvo la piratería por los mares (2).

Compra  
que han hecho  
de dos navíos

Las providencias defensivas de este gobierno han debido abrazar por tanto dos distintos medios de resistencia: primero el de reforzar la escuadra del crucero; y el segundo fortalecer las costas con tropas de tierra: y ambas están tomadas con la prontitud que el caso demanda. Los mejores buques del puerto, *Cleopatra*, *Resolucion* y *Presidenta*, se están habilitando á toda prisá para que puestos en el mas perfecto estado de guerra vayan á situarse delante de Valparaiso, segun se fuesen alistando, y la fragata *Venganza* regresará al mismo destino luego que se le hagan los precisos reparos que exigen su casco, aparejo y tripulacion. Aumentada de esta manera la fuerza marítima, ella sola bastaria realmente para frustrar la doble intencion de los enemigos por la costa, como no lo ejecuten ántes de su reunion.

Mas como esta no pueda asegurarse, ni verificada que sea permiten las contingencias de la mar descansar absolutamente sobre las mas bien concertadas medidas, se ha acudido tambien á arrimar fuerzas de tierra competentes á la misma costa. Á este objeto ha pasado el gobierno ejecutivas órdenes al Señor general La Serna, á fin de que por marchas forzadas despache por Arica unos cuerpos de infantería y caballería de

Órdenes  
transmitidas  
á La Serna.

(1) La medida no habrá sido tan antipolítica, cuando, segun el mismo autor del discurso, ha impedido que nuestro proyecto se haya concluido por inaccion. (Id.)

(2) Las naciones cultas decidirán si es ser pirata el hacer el corso una potencia contra otra con quien está en guerra abierta. (Id.)

1818.

los aguerridos de su mando que pueda enviar sin arriesgar su propia seguridad y las de las provincias de su espalda, y las correspondientes á los intendentes del Cuzco y Puno para que envíen de Arequipa cierto número de hombres, sin perjuicio á las prevenciones hechas al intendente de esta en órden á alarmar y poner con presteza y en estado de servicio todas las milicias de su distrito. Estas tropas á las órdenes de un general experimentado y de energía que asimismo he nombrado, aseguran cuanto cabe la costa de Arequipa. Otras medidas se han tomado para cubrir lo restante de ella hasta esta capital y la costa abajo.

Medidas generales.

Nada parece pues que le resta que hacer á este gobierno para alejar los riesgos y tranquilizar los espíritus de lo que está en los alcances de su prevision y actividad; pero lo que excede á la esfera de su posibilidad, y la conocen VV. SS. todos por demasiada notoriedad, son los caudales precisos para costear estos mismos medios de defensa que se han adoptado por indispensable precision. Las entradas de real hacienda y los productos de arbitrios extraordinarios ni con mucho alcanzarán á cubrir las atenciones precedentes. El aumento de las presentes está calculado en la suma de 117,200 pesos mensuales, y al contado se necesitan la de 2,000 pesos para otros gastos del momento, y poner corrientes, socorrer y provisionar los nuevos buques, consultada en todo la posible economía. El apresto de estas cantidades es el que exige valerse de nuevos recursos. Cuán sensible me sea causar tales gravámenes á este vecindario, solo lo conoce quien penetra los corazones; pero no hay quien pueda ignorar que el deseo eficaz que he tenido de aliviarle de los anteriores, es el que ocasiona los del dia, y que ni en falta de los esfuerzos, ni en la oportunidad de las medidas, ha estado el que haya dejado el desahogo que le quise procurar.

Desvelos  
del virrey.

Debo, pues, prometerme que así como incesantemente me desvelo por defenderle y mejorar su suerte, él concurrirá á auxiliarme con sus sacrificios (1). Al propio fin VV. SS., que por

(1) Desgraciados habitantes de Lima, ¿ hasta cuándo contribuiréis á

sus clases, sus luces, su patriotismo y su amor al rey merecen toda la consideracion y confianza del gobierno y del público, son los que interesan para que discurran, propongan, y podamos acordar los arbitrios ménos onerosos pero efectivos para acudir á los presentes conflictos que amenazan hasta las personas y propiedades (1). La materia es digna de detenida meditacion, al paso que la meditacion urge; y confío en los probadísimos sentimientos y zelo de VV. SS. que ella será cual demanda la situacion peligrosísima de los negocios. — Lima, y mayo 4 de 1818. — JOAQUIN DE LA PEZUELA. — Es copia: GRIDO (2).

1818.

Entretanto desde el campo de Maipo uno de los ayudantes del general San Martin habia sido encargado de la persecucion de Osorio con recomendacion de apoderarse de él, pero como habia emprendido su precipitada fuga ántes de terminar la batalla, no se le pudo alcanzar. El jefe español salvó de aquel peligro, pero sus bagajes y sus papeles quedaron en poder del vencedor. Estos últimos fueron examinados detenidamente por el general San Martin, quien encontró entre ellos muchas cartas de personas respetables de Santiago, que felicitaban al jefe realista por la fácil victoria de Cancha Rayada, sin duda influenciados por el terror que les inspiraba la vuelta de este terrible gobernador. « Otro hombre ménos sagaz que San Martin, dice un escritor chileno, habria convertido cada una de estas cartas en un auto cabeza de proceso contra los ciudadanos que las escribieron y habria llenado las cárceles de

Un ayudante de San Martin es encargado de la persecucion de Osorio.

Magnanimidad del general en jefe patriota.

reforzar los eslabones de vuestras cadenas? Pero vosotros sois mas dignos de compasion que de recriminaciones. Si, estais oprimidos por la fuerza; mas tiempo vendrá en que los pueblos libres de América saquen de la esclavitud á los que gimen en medio de la opresion. (Id.)

(1) La patria en sus venganzas solo se ha dirigido contra los liberticidas. Baste por toda prueba de esta verdad la generosidad que manifestó en esta capital el año de 1812. Los Españoles europeos comprendidos en la horrosa conjuracion contra la vida del Estado expiaron el crimen con la suya; pero sus fortunas pasaron intactas á manos de sus herederos. (Id.)

(2) *Gaceta de Buenos Aires*, nº 92, año 1818.

1818.

patriotas bien intencionados, cuyo único delito era su debilidad; pero aquel general se abstuvo de mostrarlas á nadie; y ocho dias despues de la batalla, el domingo 12 de abril, las quemó secretamente en el lugar denominado el Salto, á dos leguas de Santiago, donde habia ido aquella vez á pasar un dia de campo.»

« Y tal es la fuerza de las acciones morales y de los actos magnánimos, agrega el ilustrado biógrafo de San Martin, que miéntras sobre el campo de Maipo no existe monumento alguno que conmemore la batalla de que fué teatro, se levanta uno, elocuente por su misma modestia, en aquel lugar en donde ardió en las llamas la cartera acusadora de Osorio. »



## PROVINCIAS UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA Y CHILE.

AÑO 1818.

---

### III.

La noticia de la victoria de Maipo llega á Mendoza el 8 de abril. — D. Juan José y D. Luis Carrera ; sus errores. — Acusaciones infundadas. — Instrucciones del gobierno argentino para el caso de ocupar á Chile : su estricta ejecución. — Cordialidad de las relaciones políticas alimentadas entre los gobiernos de las Provincias Unidas y de Chile. — O'Higgins y Carrera. — Propuesta hecha por el general San Martín á D. José Miguel : no es aprobada por el director de Chile : documento. — Sucesos que precedieron. — José Miguel Carrera parte para los Estados Unidos : desembarca en Anápolis. — Dificultades con que lucha. — El gobierno de la Union Americana. — Reclamaciones del ministro español : contestacion del secretario Monroë. — Concurso eficaz del comercio. — Carta de J. M. Carrera á su hermano Luis. — Se instala en New York. — Escribe á Bolívar. — La casa Darcy y Didier entra en arreglos. — El comodoro Porter. — El mariscal Grouchy y los generales Brayer y Clausel ; carta del primero. — Su plan de campaña. — Mr. John Skinner. — Carrera parte para Baltimore. — Instrucciones á su hermano Luis. — Se dirige al supremo director Puyrredon. — Falsas credenciales de que se sirve. — Arreglos definitivos : la *Clifton*, la *Davei*, el *Salvaje* y el *Regente*. — Condiciones del convenio celebrado entre Carrera y los contratistas. — Orden de marcha ; partida de la expedicion ; llegada al Plata. — Arribo al puerto de la Ensenada. — Acogida del director argentino. — El comandante de la *Clifton*. — La expedicion se anarquiza : Carrera renuncia al mando de la flotilla. — Disolucion de la escuadrilla : propuestas del gobierno argentino.

1818.

Mendoza, la heroica poblacion donde se organizó el ejército argentino vencedor de Chacabuco y Maipo, recibió la noticia

1818.

La noticia  
de la victoria  
de Maipo  
llega á Mendoza  
el 8 de abril.

D. Juan José  
y D. Luis Carrera.

de la espléndida victoria del 5 de abril de 1818 á los tres dias de la batalla, conducida por el bizarro mayor D. Mariano Escalada, hermano político del general San Martin.

El emisario de esa gran nueva llegó á aquella ciudad poco despues que los malogrados Chilenos D. Juan José y D. Luis Carrera habian sido ejecutados, en virtud de la sentencia que les condenó á la pena capital por el delito de conspiracion.

Tiempo es ya que nos ocupemos de referir las desgraciadas circunstancias que obligaron la autoridad á ejercer ese acto extremo, que no obstante su legalidad, nuestro corazon americano reprueba. En efecto, por muy grave que haya sido la causa que se les imputa, deploramos sinceramente la suerte que ha cabido á esas dos víctimas de las luchas civiles. Muy grandes fueron los errores que cometieron y los males que hicieron á su país y de que les acusa la historia de la independenciam chilena, y mayores aun los que causaron á las Provincias Unidas en los momentos mismos en que los Argentinos vertian su sangre mas preciosa en los campos de Chacabuco y Maipo, para libertar la patria que ellos habrian sacrificado á sus ambiciones; pero así como hemos reprobado el sacrificio inútil de Liniers y sus compañeros, habríamos preferido ver ese, como todos los demas actos análogos en que se ha sobrepuesto la pasion á la sana razon, convertidos en rasgos de magnanimidad, para mayor gloria de los que entónces dirigian los destinos públicos de la América del Sur.

Males que causaron  
á su país  
y á las  
Provincias Unidas.

¿San Martin  
tuvo parte  
en esa ejecucion?

Sentimiento  
que le inspiraban  
los Carrera.

Pero ¿qué parte habia cabido al general argentino en la resolucion de ese acto extremo de severidad?

¿Habia ejercido alguna influencia en el ánimo del gobierno supremo ó en el de los jueces encargados de la causa, como inconsideradamente lo han afirmado mas de un escritor chileno? No, absolutamente no, esa es nuestra íntima conviccion, y ella está apoyada en la autoridad irrecusable de la historia. Por otra parte, ¿qué interes podia inducir al ilustre Argentino á provocar un acto de venganza contra individuos que no podian inspirarle otro sentimiento que el de la conmiseracion? San Martin, que despues de Chacabuco habia resistido á las súplicas



del general O'Higgins y del pueblo chileno, negándose á aceptar la dictadura, que no habia querido tener la menor ingerencia en la administracion del país, mal podria inquietarse de la personalidad de los Carrera, que hasta entónces no habian adquirido otros títulos, para con su patria, que los recuerdos dolorosos que habian dejado sus desórdenes y su espíritu anárquico.

Sabido es que la única aspiracion de San Martin, su única preocupacion, la idea que le dominaba y á la cual sacrificaba su reposo y su existencia toda, era llevar triunfante el pendon de la libertad á los confines del vireinato del Perú, aun ocupado por las legiones de Fernando VII. Es indudable que habia preferido como auxiliar del ejército de los Andes al valiente y honrado general O'Higgins por la marcada superioridad que le distinguia de su rival el general D. José Miguel Carrera, como militar y como patriota; pero aun en este caso procedió por órdenes especiales de su gobierno, como consta de las primeras instrucciones reservadas que le fueron trasmitidas el 30 de octubre de 1815. Hé aqui el documento que exonera de todo cargo al general San Martin:

« Muy reservado. — En caso de que por un accidente imprevisto se pudiese ocupar el reino de Chile, y las tropas del mando de Vuestra Señoría debiesen fijar su nuevo destino, ya que es preciso que domine uno de los partidos en que están divididos los Chilenos, *me decido por el de los Larraines*; la forma de gobierno se dejará á discrecion de ellos mismos, sin promover ni de léjos la dependencia de estas provincias. Pero debe Vuestra Señoría exigir que reconociéndosele como general del ejército reconquistador, y obligándose á la pacificacion del reino, quede sujeto el gobierno á prestarle los auxilios de todo género que reclame, conviene á saber, dinero, reclutas, provisiones, etc. Esto me parece que basta por ahora para que le sirva de gobierno; si el caso imprevisto se verifica, habrá lugar para hacer nuevas prevenciones, y entretanto obrar segun lo exijan las circunstancias.

» Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años. — Buenos

1818.

Única aspiracion  
del general  
San Martin.

Instrucciones  
que recibió  
en caso  
de la reconquista  
de Chile.

1818. Aires. — IGNACIO ALVAREZ. — GREGORIO TAGLE. — Señor Don José de San Martín, etc. »

Apoyado por el gobierno argentino, el partido de los Larraínes, cuyo jefe era el general O'Higgins, no podía ser dudosa la preferencia de San Martín, mucho más si se recuerda que D. José Miguel Carrera desde su arribo á Mendoza, después de Rancagua, había dado constantes pruebas de su carácter discoló, pretendiendo erigirse en autoridad suprema, desconociendo la única legítima allí, — la del general en jefe del ejército de los Andes.

Erróneas  
apreciaciones  
de algunos  
historiadores  
de Chile.

En más de una publicación histórica hecha en Chile hemos encontrado las apreciaciones más erróneas sobre las altas miras políticas que decidieron en los consejos del gobierno argentino la gloriosa campaña de los Andes.

Los hombres de partido, dominados por sus pasiones, particularmente el que capitaneaban los Carrera, no han perdido ocasión de hacer odiosos á los que con tanto desinterés como heroicidad acometieron la ardua empresa de libertar á Chile. Se han atribuido tendencias de absorción al gobierno de las Provincias Unidas de Sud-América, mientras que, como lo demuestra el importante documento que precede, tanto el director Alvarez en 1815, como el director Puyredon en sus instrucciones generales del 24 de diciembre de 1816, recomendaron, en los términos más precisos, al general San Martín — *que dejase á la dirección de los Chilenos la forma de gobierno que más les conviniere, sin promover ni de lejos la dependencia de aquellas provincias.* — La reproducción textual de estos testimonios irrecusables de la lealtad con que procedió en todas ocasiones el gobierno argentino, nos parece indispensable, no solo para restablecer la verdad histórica, sino también para que pueda apreciarse cuán penoso debe ser para todo Americano ilustrado el comparar los sacrificios de sangre y de dinero que hacían los pueblos argentinos para redimir los de Chile del despotismo colonial, al mismo tiempo que D. José Miguel Carrera y sus satélites reforzaban las filas de los caudillos bárbaros de la federación, cooperando activamente en sus correrías vandálicas.

Para juzgar debidamente á los Carrera, es indispensable el conocimiento de los siguientes documentos :

1818.

« Reservadísimo. — Tengo el honor de acompañar á Vuestra Excelencia, de orden del director supremo, las instrucciones reservadas á que debe arreglarse en la campaña sobre Chile en los ramos de guerra, gobierno y hacienda, previniendo á Vuestra Excelencia que á correo inmediato se le remitirán las tintas simpáticas para el uso de las comunicaciones reservadas en lugar de la clave de que habla el artículo de dichas instrucciones.

Envío de las instrucciones reservadas; tintas simpáticas.

» Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Buenos Aires, diciembre 24 de 1816. — JUAN FLORENCIO FERRADA. — Excmo. Señor capitán general D. José de San Martín. »

Instrucciones reservadas que deberá observar el capitán general del ejército de los Andes, D. José de San Martín, en las operaciones de la campaña destinada á la reconquista de Chile :

GUERRA.

« 1º *La consolidacion de la independencia de la América de los reyes de España, sus sucesores y metrópoli, y la gloria á que aspiran en esta grande obra las Provincias Unidas del Sud, son los únicos móviles á que debe atribuirse el impulso de la campaña.* Esta idea la manifestará el general ampliamente en sus proclamas, la difundirá por medio de sus confidentes en todos los pueblos, y la propagará de todos modos. El ejército irá impresionado de los mismos principios. Se zelará no se divulgue en él ninguna especie que indique saqueo, opresion, ni la menor idea de conquista, ó que se intenta conservar la posesion del país auxiliado.

Únicos móviles á que debe atribuirse el impulso de la campaña.

» 2º Para seguridad de los pertrechos de guerra, víveres y demas artículos que se depositen en los almacenes de reserva, y para establecer un camino ó línea permanente de comunicacion con la provincia de Mendoza, despues de haber cruzado los Andes, construirá una fortificacion de campaña en el pueblo. caserío, ó sitio mas aparente que franquee un paso sostenido á los ulteriores auxilios que deben remitirsele.

Construccion de una fortificacion de campaña: caserío en Mendoza.

1818.

Manera  
como deberá obrar  
en caso de desercion  
ó retraccion  
de los naturales.

» 3º La desercion ó retraccion de los naturales de Chile á proteger el ejército auxiliador contribuirá á un cálculo arreglado sobre el buen ó mal éxito de la campaña. En el primer caso las operaciones del ejército deben ser rápidas; en el segundo el general detendrá su curso si se considerase débil en competencia con el enemigo: se acantonará en un lugar fuerte, y dirigirá inmediatamente partes circunstanciados á este gobierno.

Descontento  
que debe  
introducirse  
en la  
tropa del enemigo.

» 4º *La mayor parte de la fuerza del enemigo se compone de Americanos*, por consiguiente el general tocará todo arbitrio para introducir en ella el descontento y la division con la que proceda de España y Lima, reduciéndola, si es posible, á tres partidos. El contagio de la desercion será propagado por agentes secretos, y habrá liberalidad en los premios á los primeros desertores. Al principio de la campaña los soldados patricios al servicio del enemigo *serán tratados con benignidad, pero con extremada cautela.*

Se adoptará  
con preferencia  
la guerra  
de recursos.

» 5º *La conservacion de la fuerza procedente de estas provincias será siempre la que inspire mayor confianza en la terminacion feliz de la campaña.* Se evitará por lo mismo cuanto sea posible su desmembracion en pequeñas acciones. Se adoptará con preferencia la guerra de recursos, y las armas solo se empeñarán en los lances de absoluta necesidad, evitando todo combate cuando sea posible al principio de la campaña.

Caso  
en que debe  
aventurarse  
una batalla.

» 6º Solo por una estrecha precision, ó con ventajas muy conocidas, se aventurará una batalla con toda la fuerza del ejército, teniéndose presente que la incertidumbre de sus resultados expone á una desgracia, que origine la pérdida absoluta de la expedicion.

Precauciones  
que habrá que tomar  
cuando se separe  
una division  
del grueso  
del ejército.

» 7º Cuando las circunstancias reclamasen necesario el que se separe alguna division, destacamento, ó cuerpo del ejército á operar en otros puntos distantes, no se contará solo para su apoyo con el auxilio de los naturales del reino, sea cual fuere su decision, y se guardará la línea de comunicacion de modo que sea auxiliada por la masa principal, en caso de ser atacada por fuerzas superiores, ó que la necesidad exija su regreso é incorporacion al ejército. Los jefes que se destinen al mando

de dichas divisiones deberán ser de la mayor confianza, así para sostener y hacer guardar la debida disciplina, como para prevenir se mezclen en fomentar partidos que perturben el orden y tranquilidad con aspiraciones á los mandos que juzguen deban establecerse.

» 8º Desde luego que se entre al territorio de Chile, procurará eficazmente hacer la recluta voluntaria que pueda facilitarse, con el designio de completar las faltas que tengan las compañías de los cuerpos del ejército, y de reemplazar las bajas que á las mismas les ocurran, continuándola sucesivamente, aunque aumente, veinte ó treinta plazas del número señalado al pié de la dotacion de cada compañía. Tambien se formarán compañías separadas, empleando en ellas los oficiales del propio país, que sigan la campaña, en cuyo caso convendrá tenga cada una un oficial dependiente del ejército, y un sarjento ó cabo. *Estas compañías se considerarán sueltas, agregadas á los regimientos, hasta que establecido el gobierno del país, determine la organizacion de cuerpos que crea conveniente.*

» 9º Si el general resolviese arreglar algun regimiento, cuerpo ó division de solo gente del territorio de Chile, encargará su direccion y mando á jefes de la mas completa seguridad, con la precisa calidad de permanecer siempre dependiente de sus órdenes. *No se permitirá fuerza alguna armada, libre de la misma subordinacion, ni se reunirá alguna del país tan considerable que venga á aparecer superior á la del ejército.* Al intento, segun se aumente de un modo notable, se situará en diversos puntos, en forma que se precava toda combinacion peligrosa al orden, seguridad y estabilidad del ejército.

» 10º *El mando superior del general en jefe sobre cuantas fuerzas constituyan el ejército, se conservará aun cuando esté erigido el gobierno supremo del país. Las operaciones militares que en tales circunstancias hayan de emprenderse, las combinará el citado general como conceptúe mas oportuno, con sola sujecion á las órdenes que tenga del gobierno de su procedencia.*

» 11º *Si las consideraciones dispensadas á los primeros prisioneros hijos del país, en conformidad á lo prevenido en el articulo*

1818.

La recluta voluntaria en Chile.

Instrucion en caso de formar un regimiento con solo gente de Chile.

El general San Martin quedará siempre al mando superior del ejército.

Sobre los prisioneros hijos del país.

1818.

4º, no surtiesen el efecto de distraerlos de continuar sus servicios á la inmediacion del enemigo, *serán remitidos los que sucesivamente se tomen á disposicion del gobernador intendente de Mendoza bajo toda seguridad.*

» 12º La misma direccion se dará precisamente á los que sean Españoles, ó se hayan introducido en el reino al tiempo que lo verificó el ejército del rey, sea cual fuese su origen; entendiéndose que esta medida ha de tener efecto tanto para los prisioneros de que trata este artículo, como para los expresados en el antecedente, mientras no se halle decidida la suerte de la campaña á favor de nuestras armas. *Si los enemigos no dejan que temer, se depositarán los prisioneros dentro del país á disposicion de su gobierno.*

Subro  
la retaguardia  
del ejército.

» 13º La retaguardia del ejército debe quedar siempre segura y libre de peligros. Al efecto, el general en jefe ó sus comisionados tomarán prolijos informes en el territorio por donde transite el ejército, si existen personas sospechosas, sean Españoles ó patricios, de cualquier estado ó clase, y por el mas leve indicio de afeccion á los enemigos, serán levantadas y trasportadas á Mendoza, ó dentro del mismo país á otro punto en que no den motivo de recelos. Si alguna de las dichas personas se reputase por espía, ó se le descubriese una manifiesta infidencia, será castigada ejemplarmente con sujecion al juicio de la comision militar del ejército en campaña.

Represalia  
en cuanto  
á los prisioneros

» 14º Cuando los enemigos continuando su bárbara conducta en la guerra de América no guardasen con nuestras tropas, ó particulares de distinguido patriotismo, el derecho de gentes, y consideraciones de la humanidad, se le corresponderá con el de represalia y la retaliacion consiguiente á su manejo.

Sobre los puertos  
de Concepcion,  
Valparaiso,  
Husco  
y Coquimbo.

» 15º Los puertos de Concepcion, Valparaiso, Husco y Coquimbo serán un objeto de la principal atencion del general desde luego que se abra la campaña, y si no pudiese desprenderse sin riesgo de una division para ocupar alguno ó algunos, especialmente Valparaiso, influirá de todos modos á los habitantes de sus poblaciones y comarcas á que se insurreccionen contra los Españoles, tomando parte en la libertad de su patria.

Al intento procurará adquirir en cada uno de ellos seguros confidentes.

1818.

» 16° Luego que el ejército haya emprendido sus marchas de Mendoza, llevando cuanto debe conducir, se remitirán á este gobierno estados que demuestren la fuerza de cada arma de que se compone, parque y demas que facilite un exacto conocimiento de sus dotaciones, provisiones y empleados.

» 17° En el curso de la campaña ademas de los partes que dirigirá el general á este gobierno instruyendo de las novedades que ocurran, y crea dignas del superior conocimiento, deberá cada quince dias comunicar la posicion que ocupa, movimientos del enemigo, y cuanto conduzca á imponer puntualmente de la situacion y circunstancias en que queda el ejército.

El general deberá indicar cada quince dias la posicion que ocupa, etc.

» 18° Cuando las comunicaciones contengan algunas noticias ó relaciones cuya reserva sea de conocido interes á la suerte del ejército, ó convenga por cualquiera otra causa, se valdrá para los conceptos que quiera ocultar de la clave que se acompaña, de que quedará un ejemplar en el ministerio de la guerra para la inteligencia consiguiente.

Caso en que se servirá de la clave.

» 19° La mas estrecha union y uniformidad entre todos los jefes del ejército asegurará el desempeño del mas arduo servicio, y contribuirá muy principalmente al glorioso éxito de la campaña. El general dedicará su zelo á tan preferente fin, debiendo disponer prontamente de cualquiera de sus subalternos que por su irregular conducta, carácter díscolo, ó aspiraciones ambiciosas, introduzca el descontento, murmuraciones ó divisiones, haciéndolos juzgar con arreglo á las leyes, si concibiese necesario imponer el escarmiento con su castigo, ó determinará por una medida económica su restitution á estas provincias ó remision á cualquiera otro punto, dando cuenta á este gobierno de las causas que lo hayan motivado.

Estrecha union y uniformidad que debe existir entre los jefes.

» 20° Si entre los desgraciados accidentes á que va expuesto el ejército, llegase el caso desgraciado de tener que pedir capitulacion, nunca se podrá convenir por el general en jefe, ni ninguno de sus subalternos, en que las Provincias de la Union desistan de la guerra hasta conseguir su libertad, ni en que se comprenda nin-

En caso de capitulacion, las Provincias Unidas no desistirán de seguir la guerra.

1818. *guna otra alteracion trascendental á la posicion en que se hallen los ejércitos en las mismas Provincias.*

Concesiones  
que se harán  
al enemigo  
en caso  
que capitule.

» 21° Si el ejército enemigo fuese estrechado á capitular, se le concederá la que sea mas honorífica á nuestras armas, atendidas las circunstancias que concurran, *procurando, si es posible, extenderla hasta exigir se desalojen absolutamente por las tropas de su nacion las provincias del Perú hasta el Desaguadero como linea de demarcacion, que las separa de las de Lima, con prohibicion de volverlas á ocupar.* El cumplimiento de cualquier tratado se asegurará con los mejores rehenes que puedan adquirirse.

» 22° Queda absolutamente prohibido al general en jefe consentir por capitulacion en que las tropas españolas se retiren á Lima con armas, ó sin ellas.

Instruccion  
para si el enemigo  
abandona  
el distrito  
de Santiago.

» 23° Si el enemigo, no pudiendo sostenerse en el distrito de Santiago, se retirase á la provincia de Concepcion, sin que sea posible evitarlo, se fortificarán los principales pasos de la orilla del norte del rio Maule, para asegurar el tránsito del ejército en el momento que pueda cargar con la fuerza unida para arrojarle de aquel territorio.

Fortificacion  
de los desfiladeros  
de Coquimbo  
en el caso  
de que abandone  
el enemigo.

» 24° Si el enemigo abandonase la provincia de Coquimbo, ó fuese rendida la fuerza que subsiste en ella, se fortificarán en el acto los desfiladeros que bajan á los valles de Santiago, así para cortar este punto de apoyo en todos eventos, como para asegurar una via impenetrable de comunicacion durante la campaña.

Cuál será el objeto  
mas empeñado  
del general en jefe.

» 25° Aunque los amagos de ataque se hagan por varios puntos, segun el estado en que se encuentre el reino, la ocupacion de la provincia y capital de Santiago será el objeto mas empeñado del general. Este combinará sus operaciones militares con toda amplitud de facultades.

Planos topográficos  
de las  
Provincias, etc.

» 26° El general dispondrá se levanten planos topográficos de las provincias que ocupe el ejército, y los remitirá mensualmente al departamento de guerra, sin perjuicio de mandar formar el general del reino con la posible especificacion y exactitud.

» 27° Si el ejército tuviese que empeñar algun lance extraor-



dinario, que reclame particulares esfuerzos de las tropas en general, ó de alguna parte de ellas, y concibiese el general, interesante al feliz logro, animar el ardor de los que deban desempeñarlo con el estímulo de alguna compensacion, podrá concederles á nombre del gobierno una ó dos pagas por mera gratificacion. Tambien podrá de resultas de una accion heróica, ó muy altos servicios, dispensar en el acto algun escudo ó medalla de distincion, dando cuenta circunstanciada del particular mérito que haya arrancado esta gracia para la aprobacion y conocimiento del gobierno.

Escudos, medallas de distincion, etc.

» 28° Si el enemigo fuese derrotado, é inmediatamente que se organice el gobierno supremo, *procurará el general con la mas incesante eficacia se levanten y remitan sin dilacion, en auxilio de la causa general de la libertad de este continente, dos regimientos de infanteria con destino á esta capital, cuya fuerza total sea cuando ménos de tres mil hombres, con calidad de no retirarla hasta la conclusion de la presente guerra contra los Españoles; debiendo el general facilitar la creacion de dicha fuerza con las compañías sueltas de naturales del país que se hallen agregadas á los cuerpos del ejército, y oficiales, sarjentos y cabos de las tropas de estas Provincias que voluntariamente continuasen en las citadas compañías, entendiéndose lo mismo para con los demas del ejército de las propias clases (1).*

Envio de tres mil hombres á Buenos Aires en caso de ser derrotados los realistas.

» 29° Como el armamento y forniture, que tendrán las compañías sueltas de que queda hecho mencion en el artículo que precede, corresponderá sin duda al ejército, deberán dejarlo al tiempo de ponerlas á disposicion de su gobierno, á no ser que este lo pida para el uso de la fuerza auxiliar; en cuyo caso se permitirá llevar con precision de abonar su importe á la tesorería del ejército. Cuando, sin embargo de esta medida, no alcanzasen las armas y fornituras de que pueda disponer aquel gobierno para bien armar los dos regimientos, se convendrá por el general que le serán aquí entregadas al comandante de

(1) Muy léjos de hacerse práctica esta disposicion, fué necesario reforzar el ejército de los Andes con nuevos reclutas mendozinos.

1818.

Los fusiles,  
artillería, etc.,  
que se tomen  
al enemigo  
pertenecen  
al  
ejército auxiliador.

Armamento  
que se entregará  
al gobierno  
de Chile  
en compensacion  
del recogido  
en Mendoza.

Prolija observacion  
del genio,  
usos, costumbres,  
preocupaciones, etc.

Se tratará  
de extinguir  
los odios  
de partidos.

dicha tropa las que necesite, siendo responsable á su costo.

» 30° Los fusiles, artillería, montajes, pólvora, municiones, herramientas y demas útiles de parque que se tomasen al enemigo, pertenecen al ejército auxiliador; *pero se considerarán como propiedad de Chile los artículos que ántes de la entrada de las tropas del rey se hallasen en sus fortificaciones, parques y almacenes, y como tal serán entregados al gobierno que se constituya bajo formal inventario, á ménos que se conceptúen precisos para la continuacion de la campaña.*

» 31° Á mas de lo que prescribe el artículo anterior, se entregarán grátis al gobierno que se constituya quinientos fusiles con sus correajes, y doscientos sables, *como una liberal compensacion del armamento recogido en Mendoza á los emigrados de Chile en el año de 1814.*

» 32° Del resto del armamento y municiones de guerra de cualquier clase, tomado al enemigo, no podrá enajenarse el general sin previo aviso y consentimiento de este gobierno.

## RAMO POLÍTICO Y GUBERNATIVO.

» 1° *La prolija observacion del genio, usos, costumbres, preocupaciones civiles ó religiosas de los habitantes de Chile fijará la conducta política del general.* Ninguno de aquellos atributos será atacado directa ni indirectamente, como no se opongan al objeto de la campaña. La religion dominante será un sagrado de que no se permitirá hablar sino en su elogio, y cualquier infractor de este precepto será castigado como promotor de la discordia en un país religioso.

» 2° Siendo notoria la division en que se hallaba Chile por dos partidos poderosos, ántes de la entrada de las tropas del rey, presididos, á saber, el uno por la familia de los Carrera, y el otro por la casa de los Larraines, *se procurará extinguir la semilla del desorden, con proclamas imparciales, sin justificar á ninguno de ambos ni permitir se renueven las causas de aquel choque fatal.*

» 3° El general tendrá presente que el primero de los dichos partidos contaba con el afecto de la plebe, y que sus procedi-

mientos, *aunque nada honestos y juiciosos*, investian un carácter mas firme contra los Españoles; y que al segundo pertenecian la nobleza, vecinos de caudal, y gran parte del clero secular y regular, siempre tímidos en sus empresas políticas. *Entre estos dos extremos el general elegirá los medios, sin confundir absolutamente los unos, y realzar los otros, dando siempre lugar al mérito y á la virtud (1).*

» 4º El sistema colonial observado por los Españoles en Chile desde la conquista ha sido en gran parte diverso del que se nota en las demas provincias meridionales. El feudalismo ha prevalecido, casi en todo su rigor, y el ínfimo pueblo ha sufrido el peso de una nobleza engreida, y de la opulencia reducida á una clase poco numerosa del reino. La desatención de estos dos órdenes seria tan funesta, como la licencia á la plebe. — El general inspirará confianzas lisonjeras á esta última, procurando exonerarla de contado de algunos pechos y contribuciones, y guardará todo fuero y respeto á la nobleza, sin que se note una violenta transición contra los derechos y estados de que respectivamente han estado en posesion.

» 5º El estado eclesiástico mantiene una decidida influencia sobre todas las clases de la poblacion de Chile. Sobre esta idea, que tendrá muy presente el general, procurará, desde su ingreso al reino, captarse la voluntad de los curas párrocos, provinciales, comendadores y jefes de todas las religiones. Levantará desde luego, y pasará á Mendoza todo clérigo, ó fraile europeo, sea cual fuere su rango, á ménos que tuvieren servicios remarcables á la causa de América. Esta medida será ejecutada con la mayor prudencia, y se solicitarán sacerdotes virtuosos que los subroguen, con especial encargo de hacer entender al pueblo la conveniencia que resulta á su seguridad de la

(1) Por este artículo se manifiesta de un modo evidente que el director Puyredon no participaba de las simpatías de su predecesor, el director Alvarez, respecto al partido de los Larraines, y que si bien alimentaba prevenciones contra los Carrera, no las tenia contra su partido político, que suponía mas patriota.

1818.

Debe proteger el mérito y la virtud.

Conducta que observará el general.

Tratará de captarse la voluntad de los curas.

1813.

separacion de aquellos religiosos, recomendándole especialmente la extincion del colegio de Chillan.

Nombrará  
un ayuntamiento  
provisorio.

» 6º Luego que la capital de Chile se encuentre libre de la opresion de los enemigos, y á cubierto de sus invasiones, nombrará el general, provisionalmente, un ayuntamiento, *incluyendo en él cuantos individuos sea posible de los que lo componian por la última eleccion de los patriotas ántes de la entrada de Osorio con las tropas del rey*, siempre que aquellas personas no sean contrarias al sistema político que sea necesario adoptar.

Nombramiento  
de un presidente.

» 7º *Nombrará el general, igualmente con la misma calidad de provisorio, un presidente, que reuna en sí la direccion ejecutiva en las cuatro causas, é invitará al ayuntamiento para que sin perder momentos proceda á dictar las disposiciones que gradúa necesarias para el restablecimiento del gobierno supremo del país en los términos mas adecuados al sentir comun de los habitantes, sin que en esta parte tenga el general ni el ejército mas intervencion pública que la de conservar el orden, y evitar de un modo prudente el que la eleccion sea obra de la intriga de algun partido contra la voluntad general y seguridad del ejército.*

Se sustituirán  
los empleados reales  
por ciudadanos  
recomendables.

» 8º Á la entrada del ejército en el territorio que este fuese ganando, separará el general todas las justicias, y demas mandatarios civiles y militares, que por informes privados y seguros sean indignos de la confianza pública por su adhesion á los enemigos; y continuará á sus cargos los que sean capaces á prueba de datos seguros de guardar fidelidad al país. — Se sustituirán los que queden separados por los que nombre el general en jefe en calidad de provisorios hasta la creccion del gobierno supremo, cuyas circunstancias se explicarán en las órdenes ó despachos de nombramiento, cuidando que los electos no solo sean de probidad y calificado patriotismo, sino que merezcan la estimacion de los pueblos que hayan de obedecerlos.

La administracion  
de la justicia  
se ejercerá  
por los magistrados  
territoriales.

» 9º La administracion de justicia en asuntos particulares, y el gobierno económico y político de los habitantes, que fuesen entrando bajo la proteccion del ejército, se ejercerán exclusivamente por los jueces ó magistrados territoriales, con las apelaciones que á las partes interesadas le sean permitidas á

los tribunales superiores del Estado, para cuando tengan expedidas sus funciones.

1818.

» 10º Nombrado que sea el presidente con autoridad suprema provisoria, quedarán bajo su privativa dependencia todas las justicias y empleados de los diversos ramos de la administracion pública que se hubieren nombrado provisionalmente por el general, excluyendo lo que sea fuerza armada unida al ejército y sus respectivos empleos, que no dependerán sino del citado general.

Todas las justicias y empleos civiles quedarán bajo la dependencia del presidente.

11º Será privativo del gobierno supremo del reino el restablecimiento de la audiencia, ó cámara de justicia.

El restablecimiento de la audiencia corresponde al gobierno supremo.

» 12º El general influirá cuanto esté de su parte para que entretanto todos los ángulos del reino no estén absolutamente libres de los enemigos exteriores, no se convoque el congreso, obrando la autoridad ejecutiva con toda la amplitud de facultades necesarias para concluir la guerra con éxito favorable.

» 13º Se recomienda muy particularmente al general que, aprovechando los primeros momentos de la embriaguez que inspira la victoria y de la satisfaccion con que sean recibidas las tropas auxiliares, se ajusten los convenios con el gobierno del país sobre la remision de tropas, remuneracion de gastos y demas solicitudes que son explicadas en los artículos del departamento de guerra (1).

Celebrará convenios sobre la remision de tropas.

» 14º Aunque, como va prevenido, el general no haya de entremeterse por los medios de la coaccion, ó del terror, en el establecimiento del gobierno supremo permanente del país, procurará hacer valer su influjo y persuasion, para que envíe Chile sus diputados al congreso general de las Provincias Unidas, á fin de que se cons-

Sobre el envío de diputados al congreso general de las Provincias Unidas.

(1) No nos consta que haya tenido lugar la ejecucion de esta disposicion, y por el contrario es notorio que los viajes de San Martín á Buenos Aires tuvieron por objeto reclamar nuevos auxilios de numerario, sin que este haya cuidado de dejar claros los derechos de la República Argentina, no satisfechos hasta hoy por la autoridad chilena, no obstante haber esta exigido al Perú los gastos de guerra originados por la expedicion del ejército aliado y haber sido largamente indemnizada.

1818.

*tituya una forma de gobierno general, que de toda la América, unida en identidad de causa, intereses y objetos, constituya una sola nacion; pero sobre todo se esforzará para que se establezca un gobierno análogo y conforme al que por entónces hubiere constituido nuestro congreso, procurando conseguir que, sea cual fuere la forma que aquel país adoptase, incluya una alianza constitucional con nuestras provincias (1).*

Tratado de paz, comercio, union, etc.

» 15º Se convendrá en un tratado de recíproco comercio, paz, union y mutua alianza ofensiva y defensiva, para cuya celebracion se remitirán oportunamente por separado las instrucciones necesarias.

RAMO DE HACIENDA.

Se cargará sobre Chile la provision de víveres para el consumo del ejército.

» 1º La provision permanente de víveres para el consumo del ejército será cargada sobre el país, luego que el ejército cruce los Andes. El general nombrará una junta de abastos, compuesta del intendente del ejército en clase de presidente, ó en su defecto un jefe de superior graduacion, y en la de vocales otro jefe subalterno del mismo, y tres individuos mas de los naturales del país. Esta junta acordará las disposiciones convenientes para que se soliciten y saquen de donde se hallen los víveres necesarios, no solo para la diaria manutencion, sino para proveer los almacenes que se establezcan. La enunciada junta llevará sus libros de entrada y salida, y otorgará á los respectivos dueños el documento de resguardo, para que su importe sea satisfecho por el gobierno que se establezca.

» 2º Los depósitos ó entierros de dinero que se encontrasen pertenecientes á los enemigos del país, sean ó no vecinos de Chile, entrarán en el fondo del ejército; y su extraccion se hará bajo la autoridad del presidente de la junta, un vocal y un jefe nombrados á discrecion del general con la mayor formalidad.

Modo ménos gravoso de imponer una contribucion.

» 3º Si ántes de haberse podido formar el gobierno supremo del país, se encontrase el ejército en la urgencia de imponer al-

(1) Por este artículo se ve que el gobierno argentino inició el pensamiento de la Union americana mucho ántes que el general Bolívar.

guna contribucion á los habitantes del territorio que ocupe, se acordará por la junta mencionada el modo ménos gravoso de distribuirla, y el de su ejecucion; otorgando aquella los pagarés correspondientes para que reclamen su abono ante el gobierno supremo del país.

» 4º Sin embargo de lo prevenido en los artículos antecedentes acerca de víveres y caudales, queda reservado á la superior autoridad del general en jefe el dictar en el particular cualquiera otra providencia ejecutiva para la consecucion de los mismos artículos con presencia de la imperiosa ley de la necesidad.

» 5º Establecido que fuere el gobierno supremo del país, y solicitado por el general el contingente de tropas en auxilio de estas provincias, de que habla el artículo del departamento de guerra, serán de cuenta del gobierno de Chile los gastos de trasportes, subsistencia y pagas de las tropas hasta llegar á la ciudad de Mendoza, y al regreso desde el mismo destino adelante.

» 6º *Se solicitará por el general en jefe que el gobierno supremo de Chile se constituya obligado á satisfacer al de las provincias de la Union, en justo abono de los ingentes gastos de la campaña impendidos en aprestos, trasportes, municiones, armamentos, etc.. la suma de dos millones de pesos, empezando su entrega al año de ajustado este pago, debiendo exhibirse cada año en la tesorería de Mendoza la cantidad estipulada por el citado general hasta la amortizacion de la deuda (1).*

» 7º Se tendrá especial cuidado en que mensualmente se formen los documentos de revista de la tropa y demas dependientes del Estado á prest ó salario. *Á la conclusion de la campaña*

1818.

Serán de cuenta  
del  
gobierno de Chile  
los gastos  
de trasportes  
y de las tropas.

Indemnizacion  
por los gastos  
del  
ejército argentino.

Documentos  
de revista  
de la tropa.

(1) Ignoramos, como lo hemos dicho anteriormente, que jamas se haya llevado á la práctica esta debida indemnizacion. Entendemos que recientemente el gobierno argentino ha significado al de Chile haber llegado el momento de cumplir con esa deuda de honor y de gratitud; pero que no obstante el estado de prosperidad de ese país, se ha tratado de eludir tan sagrada obligacion. Es aun mas notable el hecho de haber ocupado esa República, cuya vida independiente debe á la República Argentina, un vasto territorio que pertenece y fué siempre parte integrante del vireinato de Buenos Aires.

1818.

*serán ajustados de remate, y satisfechos sus alcances, por la tesorería general de Chile, á cuya cuenta correrá tambien el pago de los demas gastos, que causáre el ejército á su regreso hasta su arribo á Mendoza; entendiéndose todo sin perjuicio de ser responsable la tesorería de esta provincia á la completa satisfaccion de cuanto se adeude al ejército, siempre que por la de Chile no fuese pagado.*

Todo pago  
se hará por conducto  
de la tesorería  
del ejército.

» 8º Ningun pago se hará sino por conducto de la tesorería del ejército por los trámites de ordenanza, y todos los fondos entrarán precisamente en ella, y los que por comisiones particulares administren algunos, rendirán sus cuentas ante la misma comisaría.

El archivo  
de la comisaría.

» 9º El archivo de la comisaría será un sagrado que se depositará siempre fuera de todo riesgo de los enemigos, bajo severa responsabilidad del comisario. El general velará incesantemente sobre este punto.

» 10º La administracion de los fondos del ejército se hará con arreglo á la última instruccion de comisarios del año pasado de 1812.

» 11º El general en jefe podrá disponer ampliamente de las cantidades que crea necesarias para objetos reservados de la guerra, dando cuenta del motivo y aplicacion por la via reservada y conducto del respectivo ministerio.

El general en jefe  
queda  
con plenos poderes  
para obrar.

» 12º Sin embargo de cuanto queda manifestado en los precedentes artículos de esta instruccion, no siendo posible prever todos los acontecimientos en la campaña, y las diversas circunstancias del momento, el general en jefe es plenamente autorizado para obrar, segun ellas, en la forma que sus talentos, honor y prevision política juzguen conforme á la conservacion y aumento de la gloria de la nacion, á su libertad, á su crédito, y al logro de la grande empresa que se le ha confiado. — Buenos Aires, diciembre 21 de 1816. — P. MARTIN DE PUTRREDON. — JUAN FLORENCIO TERRADA. — VICENTE LÓPEZ, secretario interino de gobierno. — JOSÉ DOMINGO TRILLO, secretario interino de hacienda (1). »

(1) Oportunamente volveremos sobre este importantísimo documento.



La parte que hemos subrayado deja demostrado de un modo concluyente no solo los nobles sentimientos que dictaron la resolucion de ocupar Chile militarmente, sino tambien que en ellos estaba basada la independenciam de la América de los reyes de España, como la única gloria á que aspiraban las Provincias Unidas del Rio de la Plata, « sin la menor idea de conquista ni ocupacion permanente del país. »

El general en jefe del ejército de los Andes hizo constantemente todos los esfuerzos, en la esfera de sus atribuciones, para que el programa de la política del gobierno de las Provincias Unidas fuese una verdad práctica.

Se ha dicho sin embargo que el general San Martín y el diputado de Buenos Aires dirigieron la política y administracion de Chile mientras estuvo ocupado por el ejército argentino; pero ambas aserciones están destituidas del menor fundamento. El general San Martín rechazó el poder todas las veces que le fué ofrecido, y cuando vió que alguno de sus compatriotas tomaba la menor ingerencia, se manifestaba vivamente contrariado.

En los capítulos precedentes hemos explicado las circunstancias que llevaron al poder al coronel Quintana y su nombramiento hecho por resolucion de la logia (1) un mes despues del primer viaje de San Martín á Buenos Aires. Cuando este regresó, supo que aquel habia hecho su renuncia, y se apresuró á escribir, con fecha 18 de mayo, las siguientes palabras al general O'Higgins:

(1) Hé aquí la lista de los doce afiliados de la logia durante los años de 1817 y 18, siendo seis Argentinos y los otros seis Chilenos. Los primeros eran los señores San Martín, Quintana, Zapiola, Guido, Las Héras y Alvarado, y los segundos O'Higgins, Zenteno, Zañartú, D. Luis Cruz, D. Francisco Antonio Pérez y el comandante Ribera. Cruz se incorporó el 27 de setiembre como miembro de la junta, y Pérez el 14 del mismo por igual circunstancia; Ribera entró junto con este último, segun carta de San Martín á O'Higgins, en aquella fecha. Sin embargo los socios variaban segun las comisiones y cargos que les obligaban á ausentarse. De lo cual resulta que los socios argentinos eran siempre reemplazados por Chilenos, desde que por su clase militar estaban en el ejército de operaciones.

1818.

Esfuerzos de San Martín para que el programa argentino fuese una verdad práctica.

Aserciones infundadas.

Renuncia de Quintana.

1818.

Palabras  
de San Martin  
á este respecto.

« Sé que Quintana ha hecho su renuncia. Si V. la admite, no se le pase por la imaginacion el delegar en mí, en la inteligencia de que no lo admito. »

El honrado general O'Higgins insistió para que aceptase, fundándose en que estaba ya nombrado oficialmente y en que su presencia en el gobierno era necesaria en esas circunstancias. Hé aquí el párrafo de carta á que aludimos:

Carta de O'Higgins  
á San Martin  
insistiendo  
que asuma el poder.

« Señor D. José San Martin. Mi mas amado amigo: ántes de recibir la apreciable de V., 18 del pasado, á que contesto, habia llegado á mí la renuncia de Quintana, y como aun ignoraba la resolucion de V. acerca del particular, no se ha contestado, ni pienso contestarle hasta que V. me anuncie el giro que haya dado al decreto y oficios que acerca del particular le tengo dirigidos. Yo me conformo con todo lo que V. resuelva; mas estoy cierto que V. daría al gobierno todo el vigor y fuerza que las actuales circunstancias requieren, no obstante que Quintana es bastante vivo y activo. »

Á esa carta contestó el general San Martin desde Santiago, el 5 junio, estas notables palabras :

San Martin  
rehusa de nuevo  
la  
direccion suprema.

« Me es imposible poder admitir la direccion que la bondad y amistad de V. me habia confiado, sobre lo que contestó de oficio. V. sabe mis compromisos públicos y la imposibilidad de faltar á ellos, y por lo tanto ruego á V. que por el bien del país y por la opinion pública, nombre á otro que á Quintana (1); este es un caballero, *pero el país se resiente que no sea un Chileno.* Ínterin

(1) Quintana comunicó su separacion del mando al director O'Higgins en los términos siguientes :

« Señor D. Bernardo O'Higgins. -- Chile, y setiembre 9 de 1817. — Estimado amigo mio. — Hoy hace tres dias que entregué el mando y otros tantos que vivo lleno de placer : me doy la enhorabuena de ello ; tambien se la doy á V. por haberme escuchado. ¡ Mande el que quiera ! que yo léjos de felicitarlo lo compadezco, y mucho mas en tiempo como el presente. En casa de V. no hay la menor novedad. Mariquita da á V. finas memorias, y V. reciba un eterno reconocimiento de su invariable y reconocido Q B. S. M. — H. DE LA QUINTANA. »

V. viene, podía nombrar un hombre de bien y amable (pero con carácter), que desempeñase este empleo (1). »

1818.

Por su parte, el director Pueyrredon, inspirándose siempre en los sentimientos del elevado patriotismo con que había dictado las instrucciones dadas al general argentino, escribía, el 6 de marzo de 1817, al director O'Higgins, al recibir la comunicacion de la victoria de Chacabuco, la importante carta que reproducimos á continuacion, porque ella revela el empeño con que esos ilustres patriotas trataban de mantener inalterable la sincera union que ligaba á los dos países :

Sentimientos de elevado patriotismo del director Pueyrredon

« Muy apreciable amigo mio : V. debe graduar mi satisfaccion por la importancia de los sucesos felices de ese país ; pero puedo asegurar á V. que el que ha completado mi regocijo, es la colocacion de su persona en la direccion de ese Estado. Hubo un tiempo en que por identidad de principios fui apasionado de V.; hoy es un deber mio ser su íntimo amigo... Como tal admito los ofrecimientos que V. me hace en su estimable confidencial del 21 próximo pasado, que recibí anoche, y como tal tambien debe V. recibir la fe de un buen hermano y los sentimientos de un afecto particular. Cúideme V. mucho á nuestro San Martin, para que restablecido cuanto ántes, nos ayude á completar la obra. Vamos á echar el resto para salvar todo el país, y aprovechemos los momentos de una fortuna que hoy

Carta de este á O'Higgins con motivo de la batalla de Chacabuco.

(1) El autor del *Ostracismo de O'Higgins* dice con este motivo :

• Entónces fué cuando San Martin. dando una prueba evidente, no solo de su alta sagacidad sino del respeto con que siempre miró los derechos políticos de los pueblos, respeto que en el Perú llevó hasta un sublime absurdo, escribió á O'Higgins la carta del 5 de junio, la cual justifica plenamente su influencia en Chile, que no fué una usurpacion sino el derecho legítimo de un noble y magnánimo libertador.

• Y aun mas tarde, tomando ahora cartas en la política, añadía estas palabras mas significativas todavía : *Yo no quiero mezclarme en nada político*, y si V. no me remite á Zenteno sin la menor demora, todo se lo lleva el diablo; mas claro, la opinion pública está contra Zañartú de un modo terrible. Todo puede enmendarse con que Zenteno dé la impulsión; él es honrado, conoce el país y tiene resolucion. •

1818.

se presenta formidable. Me ha gustado mucho la proclama de V. por los sentimientos que inspira : haya para siempre una amistad tan estrecha entre ese y este Estado, como es íntima la union de los jefes que los dirigen. Persiga V. á los viciosos, aumente el número de los virtuosos, y mande con toda franqueza á su afectísimo Q. B. S. M.— JUAN MARTIN DE PUEYRREDON. »

Diferencia suscitada  
entre el  
diputado argentino  
y el gobierno  
de Chile.

En cuanto al diputado argentino, nos bastará reproducir la correspondencia que dos meses mas tarde dirigió el mismo director Pueyrredon al general O'Higgins, con motivo de una diferencia suscitada entre el diplomático de las Provincias Unidas y el gobierno de Chile por la cual se manifiesta, aunque con un carácter confidencial, el espíritu de conciliacion y lealtad que guiaba la política argentina :

Documento.

«Reservado.—Compañero y amigo mio, decia el director Pueyrredon al director O'Higgins: despacho este extraordinario por prevenir momentos á la cesacion de los males que ha causado en esa Guido, y que V. me comunica por su reservada última sin fecha, que recibí ayer. Protesto á V. que me ha llenado de amargura la conducta que V. me refiere de ese jóven ; y quisiera que volase el conductor de mis órdenes para separar cuanto ántes de la inmediacion de V. la causa de sus justos sentimientos. Cuento que V. me avisará cuál sea su comportacion despues que reciba el oficio en que le ordeno su inmediata venida, entregando todos los papeles y documentos de su comision á nuestro comun amigo Balcarce. Sobre la pena que me ha causado la mala comportacion de un hombre mandado por mí, y cuyos proceder es parece que son trascendentales á mi opinion. me mortifica el desconsuelo de haber sabido tambien que tomando sin duda origen de las indiscreciones y ligerezas suyas. se advierte una division entre los amigos de Chile y los nuestros. Es esta, compañero querido, la *mayor fatalidad* que pudiera sobrevenirnos, y así es preciso *á costa de todo sacrificio atajarla, sofocarla, destruirla enteramente, sustituyéndole los sentimientos de la mas pura amistad y union.* Yo confío que V. con su prudencia, con su influjo y con la natural dulzura de su ca-

rácter, apagará cualesquiera pasiones inflamadas, haciéndoles entender (y á mi nombre si V. lo juzga conveniente), que los desvíos de un individuo jamas deben alterar la armonía de una familia escogida por sus virtudes para hacer la felicidad de nuestra patria. V. verá cuanto se dice por nosotros en esta ocasion en papel de la logia dirigido á Balcarce; asegure V. que son mis sentimientos y mis protestas; ruégueles V. á todos que quieran disculpar excesos de la irreflexion, y sobre todo, que, sin equivocar el origen, me crean tan lleno de pesar por lo acaecido como esperanzado de ver desaparecer para siempre hasta la memoria de pasiones que causarian infaliblemente la ruina de los Estados que hoy deben únicamente su libertad á la union y al valor, etc. Espero contestacion de V. por extraordinario, si fuese posible, y con las mas prolijas precauciones para que no puedan extraviarse los pliegos; y quedo entre inquietudes pero siempre de V. íntimo amigo y compañero, etc. — JUAN MARTIN DE PUEYRREDON. — Buenos Aires, 6 de agosto de 1818 (1). »

No hemos encontrado ningun antecedente relativo al asunto que ha motivado esta notable comunicacion; suponemos sin embargo, que el excesivo celo por los intereses argentinos pueda haber dado origen al desagrado manifestado por el director de Chile (2). De todos modos, muy léjos de tener consecuencias ese incidente, hemos visto que la conducta del referido diputado mereció poco despues los mas subidos elogios, no solo del general O'Higgins, sino tambien del general en jefe de los ejércitos aliados (3).

Falta de otro antecedente relativo á este asunto.

(1) *Ostracismo de O'Higgins.*

(2) El autor citado, del cual hemos tomado ese documento, agrega: « Era este D. Tomas Guido quien, fuera por fogosidad de carácter ó por espíritu altivo é indisciplinado, tomaba mas parte de lo que le correspondia en los negocios internos de Chile, al punto de que el director creyó invadidas sus facultades mas privativas y aun sus propios respetos de hombre y magistrado. Todo no pasaba sin embargo de una querrela de gabinete, y como tal se arregló á satisfaccion de todos los que en ella tomaron parte. (Pág. 298.) »

(3) Véase en la página 86 de este mismo tomo la honrosa comunicacion

1818.

En presencia de antecedentes tan fehacientes, desaparece la pretendida ingerencia política y administrativa del gobierno argentino y del general San Martín; así lo afirma también un inteligente autor chileno en las siguientes palabras:

Palabras  
de un  
escritor chileno.

« Es, pues, una calumnia hecha á la historia la del *vasallaje argentino* que se imputa á nuestra patria en los años que San Martín fué nuestro inspirador, mas no nuestro *amo*; pues fué únicamente generalísimo de nuestro ejército, mas no fué jamás, ni quiso serlo, como lo pudo, nuestro supremo mandatario (1). »

La lentitud  
de la  
política argentina  
puesta  
en evidencia.

Robustecidos estos testimonios por la conducta que en todos los casos observó el general San Martín, ciñéndose á la letra y espíritu de las instrucciones, quedan destruidas por su base las aserciones de los partidarios de los Carrera, y si ellas pudiesen dar mérito aun á interpretaciones indebidas, confiamos que los documentos en que vamos á apoyar nuestra narración, llevarán el convencimiento al ánimo mas prevenido.

O'Higgins  
y Carrera.

Con todo, no puede ser materia de duda, que si bien la actitud asumida por D. José Miguel Carrera no podía inspirar el menor recelo al general San Martín, no sucedía lo mismo en cuanto al general O'Higgins, de quien era enemigo irreconciliable, puede decirse, desde el instante en que tuvo lugar en Chile la revolución el 18 de setiembre de 1810. La rivalidad se había

que el general San Martín dirigió al supremo director de las Provincias Unidas, después de la batalla de Maipo, recomendando los valiosos é infatigables servicios prestados por el diputado argentino D. Tomas Guido.

(1) No solo en la política prescindía San Martín, en cuanto le era dable, respecto de nuestra administración. Mas aun en lo que era exclusivamente suyo, y lo que miraba con cierto egoísmo, como era el manejo del ejército, él obraba en la mas completa armonía con O'Higgins, como lo probaremos al tratar sobre estos puntos en otra obra sobre las campañas del Perú. Aun estando ausente, San Martín daba amplias facultades al director de Chile sobre los arreglos militares: « No digo un batallón, le escribía desde la posta del *Corral de cuero*, en la vecindad de Mendoza, el 1º de marzo de 1819, pero V. es árbitro en disponer de todo el ejército como le parezca. Por lo tanto sobre este particular V. no tiene que consultarme nunca. » ; Qué prueba mas evidente de la íntima y profunda unión de nuestros caudillos, reflejo de la de nuestros pueblos ! (*Ostracismo de O'Higgins*, pág. 300.)

pronunciado muy luego, y con ella los desórdenes provocados por los Carrera que terminaron con *Rancagua*; expresion sangrienta y vergonzosa de la funesta influencia ejercida por esos desgraciados Chilenos.

Hemos referido en otro lugar la conducta observada por los tres hermanos durante su residencia en Mendoza y Buenos Aires, hasta el año 16; sigámosles ahora en sus nuevos trabajos anárquicos y en sus desmanes, hasta el desenlace del terrible drama que les condujo al cadalso.

Pero ántes de hacer esa enojosa narracion, cúmplenos establecer, con la severa imparcialidad del historiador, un hecho innegable y lógico, y es que si bien el general San Martin abrigó constantemente los mas benévolos sentimientos para con los Carrera, el general O'Higgins no participó siempre de ellos. En efecto, ni las victorias alcanzadas desde la reconquista de las libertades patrias, ni los sufrimientos en la adversidad habian podido extinguir el odio profundo que les separaba.

Cuando el general San Martin hizo su primer viaje á la capital de las Provincias Unidas del Rio de la Plata, como es sabido, visitó al general D. José Miguel Carrera y asumió la responsabilidad de proponerle en nombre del gobierno de Chile una mision diplomática á los Estados Unidos, con el alto y noble propósito de utilizar los servicios de ese patriota chileno, teniendo en mira alejarlo del teatro de los sucesos, donde su presencia podia despertar aspiraciones innobles, renovando las luchas civiles que habian ensangrentado y encadenado á Chile; y le ofreció una dotacion de tres mil pesos fuertes anuales, suma elevadísima en aquellas circunstancias en que el tesoro estaba exhausto y en que la guerra se hacía á fuerza de auxilios particulares. Esa proposicion previsora, que pone de relieve los dotes de consumado estadista que distinguian al general San Martin, desagradó vivamente al general O'Higgins, provocando la comunicacion oficial que textualmente reproducimos. Por ella se verá que el supremo director de Chile se opuso enérgicamente á la realizacion de ese hábil pensamiento político, aconsejado por las mas altas conveniencias y por la situacion

Propuesta  
que hizo San Martin  
á D. José Miguel.

Desagrado  
que le causó  
á O'Higgins.

1818.

Este  
desaprueba  
la mision y dotacion  
que se ofrecen  
á los Carrera.

difícil que atravesaban aquellos pueblos. Hé aquí ese documento :

« Excmo. Señor. — ¿Se dota con tres mil pesos anuales á D. José Miguel Carrera, y á proporcion á sus hermanos en el momento de extraerlos del país? Pues entónces se autoriza el crimen en tanto que se premia al delincuente. En efecto, nada mas podria apetecer el mejor ciudadano que una asignacion semejante para ser feliz en cualquier punto de la tierra. ¿Y que ella se declare á los enemigos del órden y bien público? Medite Vuestra Excelencia el resultado. Los hombres especulan en sus intereses, y si ven que al discolo se premia de ese modo, renunciarán á la honestidad y á la justicia por adquirirse igual predicamento. ¿Tenemos acaso á los Carrera, ó se espera de ellos algun bien? Uno y otro extremo es indigno de la suprema autoridad. Á mas de que es implicancia desterrarles, y enriquecerlos al mismo tiempo; pena y galardón se contrarian mutuamente. Por último no tengo yo poder para desangrar á la nacion en favor de sus enemigos, y sin que refluya en su felicidad. Los pueblos heririan con justicia mi conducta, y sería un motivo de fermentos. Si son delincuentes, castígueles; y ya que se acordó el destierro, dóteseles con una pension módica, conforme á las circunstancias á que ellos mismos se han hecho acreedores.

Sostiene que  
si son delincuentes,  
se los castigue.

» Hablo así á Vuestra Excelencia para que, penetrado íntimamente de mis intenciones, pueda proceder en el acuerdo con el supremo gobierno de esas Provincias.

» Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Santiago, marzo 25 de 1817. — BERNARDO O'HIGGINS. — Excmo. Señor capitán general en jefe del ejército de los Andes, brigadier D. José de San Martín (1). »

Pero no anticipamos los sucesos para demostrar con hechos

(1) Este documento, así como los demas que se refieren á la intervencion que el general San Martín tuvo en este lúgubre drama, los debemos á la generosidad de nuestro apreciable compatriota el señor D. Mariano Balcarce, ministro plenipotenciario de la República Argentina cerca de las córtes de Tullerías y San Jâmes.



y metódicamente la exactitud de nuestros asertos sobre la conducta seguida por los tres hermanos despues de la caída del directorio de Don Carlos de Alvear.

1818.

Desengañados de que ninguna cooperacion encontrarian sus planes de parte del gobierno argentino, se embarcó el 15 de noviembre de 1815 D. José Miguel Carrera, acompañado de su asistente Conde para los Estados Unidos, en el bergantin *Expedition*, dejando á su esposa y hermanos en Buenos Aires. El gran propósito del general chileno era buscar el apoyo de aquella próspera República para libertar su patria de la opresion de los tenientes del virey del Perú (1). Segun los historiadores chilenos, Bárros Arana y Amunátegui, llevó veinte mil pesos fuertes en dinero efectivo y barras de plata; pero el autor del *Ostracismo de los Carrera* niega el hecho, asegurando que los recursos con que emprendió el viaje no fueron otros que mil pesos que le prestó el comerciante irlandés D. Ricardo Orr. El 17 de enero de 1816 desembarcó en Anápolis, capital del Estado de Maryland, pequeña ciudad situada á diez leguas de Baltimore.

José Miguel Carrera  
parte para  
los Estados Unidos.

Desembarco  
en Anápolis.

El mismo día que echó el ancla el bergantin *Expedition*, salió de aquel puerto con destino á Buenos Aires el bergantin *Mammoth*, conduciendo 4,000 fusiles y las instrucciones de Yewett, emisario que habia precedido á Carrera, para dirigirse á Chile, en caso que hubiese sido ocupado por el ejército argentino de los Andes. Por el mismo buque escribió Carrera al capitán Brown dándole seguridades que se reunirían en el Pacífico ántes de siete meses.

Acogida  
que encuentra  
el general chileno.

La cordial acogida que encontró el general chileno en aquel activo centro de comercio y de agitacion revolucionaria, donde los emisarios de los gobiernos insurgentes de la América del Sur habian recibido del comercio auxilios de corsarios y toda clase de artículos bélicos, abrió un vasto horizonte al genio

(1) Para que esta narracion no autorize ni aun la duda de nuestra imparcialidad, tomamos por guia el libro que el señor Vicuña Makenna ha consagrado á la memoria de los Carrera.

1816.

El gobierno  
de los  
Estados Unidos  
no cooperó  
en favor  
de la revolucion.

Reclamacion  
del  
ministro español.

Contestacion  
del  
Secretario Monroe.

inquieto de Carrera. No obstante, conviene recordar el hecho de que todos esos recursos eran extraídos clandestinamente por los especuladores, pues sabido es que la política del gobierno de los Estados Unidos no cooperó jamás directamente en favor de la emancipación de la América española. Negociábase en esa época la compra de la Florida á la España, y de acuerdo con la política egoísta proclamada por el presidente Madison, y á influencia del ministro español, se había dictado, el 18 de setiembre de 1815, una resolución prohibiendo la extracción de armamento así como toda clase de auxilio á los insurrectos colonos de Su Majestad Católica. Poco después las reclamaciones del ministro español contra el equipo de los corsarios que se armaban en los puertos de la Unión obligaron al gobierno americano á dirigirse al congreso, pidiéndole que dictase leyes especiales que le autorizasen á impedir ese abuso. Entónces fué cuando el ministro Monroe contestó á la enérgica nota del representante de España en los términos siguientes :

« Está mas allá de la prevision humana augurar cuál sea el resultado de la guerra entre la España y sus colonias de la América. Ella dura hace muchos años, con suerte vária por ambas partes. En algunas provincias el éxito de los independientes parece mas afianzado que en otras. Todo lo que vuestro gobierno tenia derecho de exigir, en consecuencia, al de los Estados Unidos, es su no-intervencion en la contienda, ni su auxilio á los revolucionarios en sentido alguno, y esto en la suposición de que los Estados Unidos continuasen prescindiendo de las ofensas hechas por la España, y se conservase la paz entre ambos países. Este derecho es comun á los revolucionarios. Con la misma justicia pueden ellos representar el que no intervengamos en su desventaja, así como la tienen para que nuestros puertos les sean abiertos como ántes de la guerra, y que nuestras leyes comerciales, que rigen respecto de todos los países, no sean una excepcion para con ellos. Estos son los principios que han dirigido la conducta del gobierno de los Estados Unidos. — JAMES MONROE (1). »

(1) *American State papers*, t. IV, p. 103.

Bajo la impresion causada por esta última resolucion llegó Carrera; pero si bien el gobierno hacía en la órbita de su jurisdiccion los esfuerzos posibles para que sus medidas fuesen respetadas, los emisarios hispano-americanos tenian el concurso mas decidido y eficaz del comercio y del espíritu aventurero que tanto caracteriza á esa poderosa nacion.

Carrera apuró los recursos de su genio, y puso á contribucion aun los recuerdos de viejas relaciones con marinos que habian estado de pasaje en Chile y que se encontraban en esa época con algun valimiento. Sin embargo hasta el 12 de marzo muy lentos habian sido sus progresos; y en medio de su abatimiento moral reconcentraba su odio contra los Porteños, de quienes no obstante esperaba la salvacion de su patria. Hé aqui la carta que escribia con esa misma fecha á su hermano Luis; — por ella se ve que su espíritu comenzaba á doblegarse deseperando del éxito de su viaje.

« Si tienes la fortuna de pisar tu patria, y de tomar una parte activa en su felicidad, acuérdate de las faltas que nos han perjudicado y enmendémoslas; bastante hemos hablado sobre el particular, y debes conocer muy bien mis ideas para seguir-las en la parte que te agraden. *Si los Porteños libertan á Chile, y por una conducta igual á la que han tenido con los pueblos subalternos de Buenos Aires, merecen el odio del país, no te comprometas en contra de ellos, sino despues de muy rogado y de conocer que hay compañeros de honor que no te echarán en las astas del toro.* De lo contrario, déjalo todo al tiempo, y tirando á un lado compromisos que no redundan en beneficio sino en perjuicio de la patria, empezemos á trabajar por nuestra quietud y por el bien de la numerosa familia que ya experimenta la indigencia y que debe mover nuestra compasion. Pero si, despues de sólidas meditaciones, conoces que nuestra ruina hará la felicidad del suelo en que nacimos y que hemos jurado libertar de la tiranía, vamos allá. Nuestro honor y nuestras intenciones lo exigen; y á pesar de acusaciones groseras, yo haré ver á esos miserables que sé despreciarlo y arrostrarlo todo cuando hay motivos para ello. »

1818.

Concurso eficaz  
del comercio.

Odio de Carrera  
contra los Porteños.

Carta  
á su hermano Luis.

1818.

Se instala  
en New-Yorck.

En el mes de abril de 1816, se instaló el general Carrera en New-Yorck, halagado por las esperanzas que le habían hecho concebir sus amigos Poinsett y el comodoro Porter. Desde allí se puso en correspondencia con D. José Cortes Madariaga, escapado de las prisiones de Ceuta, y á quien, según el autor del *Ostracismo*, le dirigió una carta de muchos pliegos, en que compendia los sucesos de Chile desde 1810 y anticipaba la marcha de los venideros hasta llegar triunfante á la capital de Chile, en cuyo caso le prometía que encontraría una cómoda morada para que el viejo tribunicio canónico fuera á reposar sus últimos días en el seno de la patria.

Objeto  
de la  
correspondencia  
de Carrera  
con Madariaga.

Según el mismo autor, el objeto de Carrera al fomentar esa correspondencia con Madariaga, era servirse de su intermedio para anudar relaciones personales con el libertador Bolívar, de quien aquel era particular amigo, y por quien sentía una profunda admiración. Hé aquí el texto de la carta que con tal motivo dirigió, el 6 de julio de 1816, al general Bolívar:

Carta de Carrera  
á Bolívar.

« Excmo Señor: En los momentos mismos que con el mayor dolor oímos los triunfos de los Españoles, hemos tenido la gloria de saber que había buenos Americanos que atropellando toda clase de inconvenientes, marchan á libertar á sus desgraciados compatriotas, y á exterminar para siempre á los mas feroces opresores. Todas las noticias recibidas hasta hoy nos aseguran de los progresos de ese virtuoso y valiente ejército, que sin duda se adquirirá la gratitud de todos los buenos hombres del globo. Nada es mas indispensable que establecer nuestra defensa de un modo impenetrable á los tiros y asechanzas de los bárbaros. Si los poderosos pueblos de América combinan sus operaciones, y establecen sus relaciones, acabarán de un soplo con sus enemigos. Es obra muy difícil en las actuales circunstancias; pero nada se opone á la constancia y á la buena intención. Un ciudadano de estos Estados, á quien conozco mucho, se compromete gustoso á ser el director de la correspondencia de los jefes sud-americanos, agregando en ella todas las observaciones y avisos que juzgue mas oportunos. Recomendar á V. E. el mérito de este sugeto, sería muy excu-

sado cuando yo me veo en la necesidad de exigir cartas de algunas personas para que me den á conocer. Solo deseo no perder tan buena oportunidad para suplicar á V. E. que sobre este particular se sirva comunicarme sus ideas dirigiendo las cartas al Señor D. Pedro Gual, hasta tanto que reciba V. E. otras mías, en las que manifestaré cuanto considero útil á las ventajas de nuestra grande obra. Incluyo á V. E. una corta relacion del estado actual de las Provincias Unidas del Rio de la Plata, de Chile, y de Lima, para que pueda formar un juicio exacto de nuestra situacion. Corónese V. E. de laureles haciendo feliz esa preciosa parte del Nuevo Mundo, y dignese creerme su reconocido y apasionado compatriota. — JOSÉ MIGUEL DE CARRERA. — Excmo. Señor D. Simon Bolívar. »

1818.

Habia llegado el mes de agosto sin que Carrera hubiese alcanzado otra ventaja de su viaje que la de haber dado alguna colaboracion á la prensa de New-York sobre los asuntos sud-americanos; y segun el autor citado, *la vida de Carrera en la metrópoli de la Union puede decirse que fué estéril para su obra.*

Hasta el mes de agosto Carrera no habia adquirido ventaja alguna.

Colocado tanto él como su familia en la posicion mas precaria de fortuna, desengañado por el abandono de los amigos en quienes mas confiaba para el éxito de su empresa, vió amargada su existencia por la significativa carta que le dirigió su hermano Don Juan José, acusando recibo de otra, en que le anunciaba su arribo á los Estados Unidos. — Esa carta contenia estas notables palabras : *Ten honor, y te harás feliz; te prometo que en este caso serás uno de los objetos de mi aprecio, y procuraré tu suerte como la mia; de lo contrario, aborrece el volverme á ver* (1).

Palabras que lo dirigió su hermano D. Juan José.

En esa época llegó á los Estados Unidos el coronel Thompson, encargado de una mision del gobierno argentino, y con tal motivo el Señor Vicuña Mackenna queriendo caracterizar su héroe, refiere algunas de sus genialidades, que nosotros por el mejor éxito de su trabajo habríamos sacrificado al olvido.

(1) *Ostracismo de los Carrera*, pág. 68.

1818.

Respetamos la admiracion que las desgracias del general Carrera inspiran al ilustrado escritor chileno, pero desconocemos su lógica en la importancia que acuerda á sus *chistes* y *petardos*. En efecto, el genio del hombre superior destinado á realizar grandes hechos se aviene mal con tales vulgaridades (1).

La casa Darcy  
y Didier  
entra en arregio.

El 12 de agosto consiguió en fin el apoyo de la casa de comercio Darcy y Didier, poniendo á su disposicion la corbeta *Clifton*, una vez que estuviese armada y equipada; encargándose Carrera de organizar la expedicion militar que debia acompañarla.

El 13 de setiembre recibió del señor Porter la afectuosa carta cuyo texto reproducimos :

Carta  
del comodoro  
Porter.

« Felicito á V. por su éxito individualmente, y por el próspero estado de los negocios en las Provincias Unidas. Espero ardientemente que en pocos años verá V. su patria tan libre como la nuestra. V. tiene nuestros mas cordiales deseos en su favor, y nuestro auxilio en cuanto lo consiente nuestra posicion neutral. No somos tan pasivos como pudiera creerse respecto de vuestras operaciones, y seremos los primeros en reconocer la independenciam de la América Meridional, cuando ella asuma por sí misma su carácter de nacion. Espero que la reunion del congreso (2) conseguirá estos resultados, y el gobierno regular y respetable que él establezca bastará para unir todos los partidos y concluir las disensiones.

» Hasta aquí no hemos podido determinar dónde debiamos considerar establecido el gobierno supremo de la América del Sur, si en Carácas, Cartagena, Montevideo ó Buenos Aires. Varios agentes nos han sido enviados, pero pronto hemos descubierto que son los emisarios de un partido y no de los gobiernos. Los esfuerzos que en el dia se hacen proporcionarán al fin esa union y mutua inteligencia, tan largo tiempo necesaria para vuestra pronta emancipacion; y el elevado carácter de las

(1) Véase la nota p. 68.

(2) So refiere al congreso de las Provincias Unidas del Rio de la Plata reunido en Tucuman en 1816.

personas que promueven estas empresas, nos da á conocer que estas están destinadas á mas altos fines que aquellos que hasta aquí han sido dirigidos con el exclusivo objeto de una utilidad mercantil. »

1818.

En esa época conoció tambien y entabló las mas íntimas relaciones con otros extranjeros notables, que se encontraban aislados allí, como lo eran el mariscal Grouchy y los generales Brayer y Clausel. El 28 de agosto escribia Carrera al primero de estos personajes las siguientes palabras :

El mariscal Grouchy  
y los generales  
Brayer y Clausel.

« Yo ruego á V. de darme la satisfaccion de verlo aquí cuanto ántes para que perfeccione la obra que V. solo ha podido hacer. Casi afirmo que V. va á dar la libertad á nuestro Chile. En este momento me estoy alegrando de la emigracion de mi mariscal. Sin él yo perdía todas mis esperanzas. Estoy cierto de que V. sabrá dispensarme la continuacion de mis súplicas. No puedo contener mis sentimientos en favor del suelo en que nací ; no pararé hasta dejarlo libre de la dominacion borbónica. »

Carrera se dirige  
al mariscal  
Grouchy.

À esas palabras contestó el referido mariscal el 6 de setiembre de 1816 :

« He recibido vuestras dos cartas, mi querido Carrera. La última me ha causado un verdadero placer, porque veo realizada vuestra expedicion bajo los auspicios de Mr. Smith. Yo habia sospechado con razon que el general Mina no consentiria en reunir sus recursos á los que le podíais proporcionar en Chile ; pero yo deploro esta circunstancia, mas por los intereses de aquel y los de mis compatriotas que le acompañan, que por los vuestros propios y los de nuestro país. Espero que triunfaréis con vuestros propios esfuerzos, y que un feliz resultado coronará vuestra generosa abnegacion.

Contestacion  
del mariscal.

» Yo no iré á Baltimore sino despues que la expedicion de Mina haya partido. No quiero que los agentes de los Borbones en este país hagan á sus amos acusaciones en mi contra por haber tomado parte en asuntos que no conozco. No iria sino en el caso de que las promesas de Mr. Smith no se realizáran, á fin de determinarlas, por la influencia que puede tener sobre él mi opi-

1818.

nion, sobre el éxito de una empresa dirigida por vos, á secundaros con todos sus medios.

» Adios, querido Carrera, escribidme con puntualidad, y contad sobre los sentimientos de particular aprecio y de amistad sincera que me habéis inspirado. — EDMUNDO GREEN. — (El mariscal GROUCHY) (4). »

(4) Hé aquí la memoria del mariscal Grouchy sobre la organizacion de la guerra en Sud-América y su propuesta para ir á Chile :

« La independenciam de la América española no puede ménos que triunfar ; sin embargo, parece que encontrará para su establecimiento y consolidacion mas grandes obstáculos que los que se habia imaginado. Son estos ocasionados de todos modos por la desunion de los habitantes de mas influencia ; ellos han destruido las fuerzas reales y han fatigado los pueblos mas decididos por la libertad de la patria con las convulsiones interiores que han fomentado. La falta de organizacion, de recursos militares suficientes, seguida de una falsa direccion, y la adopcion de un sistema de guerra poco conforme para tropas nacientes que combaten contra cuerpos aguerridos, han facilitado el éxito á un puñado de realistas que hace correr la sangre de tantos patriotas aniquilados en diferentes puntos, estableciendo un órden de cosas del que deben esperarse grandes y prontos resultados. Por esto es que la falta de proclamacion de los principios y bases, sobre los que se quiere levantar y hacer descansar el edificio social y las inquietudes propias al corazon de todos los propietarios á la vista de una revolucion cuyo fin no está positivamente señalado, y cuyos resultados pueden causar males á sus fortunas y propiedades, han contrariado la desenvoltura del espíritu público y recreado un partido real en los mismos países poco há tan dispuestos á sacudir el yugo de la metrópoli. Por otra parte las desgracias sucesivas experimentadas por los numerosos ejércitos de la independenciam, han sido débilmente sostenidas por la masa de los habitantes del país en el que han hecho la guerra. Si así no fuese, ¿ ochenta mil insurgentes reunidos casi junto á los muros de la capital de Méjico habrian sido dispersados por algunos millares de soldados ? ¿ Venezuela y el nuevo reino de Granada habrian sido reducidos al yugo por ménos de 8,000 Españoles ? ¿ Chile obedecería tranquilamente y Bolívar habria sufrido los últimos reveses ?

» Es verdad que Buenos Aires se sostiene aun con gloria ; mas ¿ qué de cambios desastrosos pueden agitarle , si un gobierno enérgico y nacional no se apresurase á completar los medios de resistencia proporcionados á los ataques probables de la España, y puede ser de Portugal ; ataques que la falta de numerario de la primera, el destroz de su marina y la situacion general de los negocios de la Europa han retardado hasta hoy !

» La independenciam de las naciones se efectúa por la voluntad federal, pero no se sostiene sino por la energía de las armas destinadas á la defensa. Se



Estos proyectos quedaron frustrados, porque el mariscal pretendió que habian de depositarse 120,000 pesos en un banco americano, ántes de ponerlos en ejecucion. El general Clausel ofreció cooperar mas adelante; pero otros compromisos que le interesaban mas directamente lo impidieron. Solo el general

1818.

Pretensiones de este.

El general Brayer.

se sabe que existe en Buenos Aires una fuerza militar organizada; la recluta se hace fácilmente, los soldados son valientes, la seguridad y la generalizacion de la independencia son la mira del mayor número; sin embargo, las tropas de Buenos Aires no han obtenido ni en el Perú ni en Chile los sucesos que debian esperarse, por los vicios de la organizacion, por la falta de disciplina, por el muy cierto número de oficiales instruidos y experimentados, y por la adopcion de planes tal vez mal calculados ó débilmente ejecutados; no es ménos la ninguna combinacion en los movimientos insurreccionales del Perú y de Chile, en donde se ha mirado con abandono el modo de sostenerlos por la totalidad de enemigos que los Españoles se han creado en todas las clases de la poblacion americana. Tales son las causas principales que han podido retardar hasta hoy la emancipacion de las interesantes porciones del Nuevo Mundo.

• No importa que todas las provincias de la Plata se constituyan en un gobierno único ó federal, con tal que ofrezca todas las garantías posibles de libertad, de justicia, de estabilidad y de energia que un pueblo no cree suceder solo en los derechos de Fernando; que el gobierno siga un sistema de guerra mas adaptable á las circunstancias y al genio nacional; que organízase sobre mejor pié y sobre una escala mas larga los medios militares ofensivos y defensivos; que lleve á su ejército oficiales que hayan hecho la guerra, ó que puedan apresurar el desarrollo de talentos y suplir las faltas de experiencia de los oficiales del pais; que se haga de generales que hayan estudiado y practicado el ejercicio de las armas, y en fin que obren con la íntima conviccion de que la decision, el celo y el patriotismo no bastan para dar al alma del soldado aquella útil seguridad y aquel enérgico sentimiento que duplica sus fuerzas, pues que esto no puede adquirirse sino por una gran práctica, y por una entera confianza en los jefes que los conduzcan en la sangrienta carrera de los combates; entónces serán exterminados los esfuerzos liberticidas de los déspotas de la Europa y serán asegurados los sucesos de las mas notables de las causas.

• La pacificacion del Antiguo Mundo debe por otra parte ser para la América del Sur un constante móvil de ansiedad, porque no se puede negar que ella la expone á ser rigorosamente atacada por la metrópoli, ó por sus aliados, de un modo mas terrible que hasta aquí. Pero al mismo tiempo por una especie de compensacion los nuevos intereses políticos creados en Europa ofrecen á los independientes la posibilidad de alianzas, facilitada por el atractivo de las ventajas comerciales, tan importantes que las potencias marítimas no

1818.

Brayer, cuya pobreza era suma, al punto de tener que pagar Carrera los gastos de *hótel*, mantuvo sus compromisos; y le hemos visto dirigir el asalto de Talcahuano, y le veremos muy luego figurando en el plan de conspiracion de los infortunados Don Juan José y Don Luis Carrera.

pueden dejar de apresurarse á tomarlas. Por otra parte, las reacciones y las persecuciones que afligen diversos Estados, les darán los medios de acrecentar, y de hacerse verdaderamente de respetables auxiliares, preciosos y propios para hacerse temer de los Españoles.

» En la situacion vacilante de los negocios, los intereses bien entendidos de las provincias de la Plata deben inducir á reunir bajo las banderas de la independencia un número de oficiales y sub-oficiales europeos, que privados de su estado en el país que los vió nacer, se encuentran expuestos á las vejaciones de todo género; ellos se consagrarán con adhesion á la patria adoptiva que les abrirá los brazos.

» La América del Sur deberá tambien ofrecer un nuevo teatro de gloria á los oficiales generales que actualmente se encuentren en los Estados Unidos; la reputacion que ellos han adquirido, y las direcciones hábiles que han mostrado en el ejército que han mandado, como en las operaciones políticas de que han estado encargados, son una prueba de su utilidad, y con su experiencia y talentos podrán asegurar la causa de la libertad americana. Su adhesion á esta causa será uno de los medios mas seguros para atraer un gran número de hombres que han estado bajo sus órdenes. Ningun grado puede ciertamente ofrecérseles como incitativa ó recompensa, pues que han llegado mucho tiempo há á la cumbre de los honores y de los empleos militares; pero si ventajas de otra especie, y al mismo tiempo una simple compensacion de aquello que podrían perder en su patria; esto bastará probablemente para determinarlos á abrazar la defensa de una causa que debe serles tanto mas cara y tanto mas sagrada, cuanto que han combatido y sufrido mucho tiempo por ella.

» No teniendo ellos el pensamiento de fijarse para siempre en América, ni deseo de ejercer empleos civiles ó políticos, jamas podrán hacer sombra á ningún gobierno ni á ninguno de los amigos verdaderos de la patria. Podrá encargárseles por un cierto número de años de la direccion superior de los ejércitos de tierra y de mar, de la ejecucion de planes adoptados para asegurar la defensa de la patria, para favorecer la independencia del Perú y de Chile, de la formacion de los arsenales, del establecimiento de manufacturas de armas y escuelas militares, del complemento de organizacion de algunos nuevos regimientos, de la instruccion de los cuerpos existentes, y últimamente de la formacion de algunas compañías de artillería á pié y á caballo, para las que se harán venir de Europa los cuadros de oficiales y sub-oficiales. Estas medidas serán sin duda el triunfo de los ejércitos de la

Grandes eran entretanto los embarazos pecuniarios que rodeaban al general Carrera, cuando encontró el apoyo providencial de Mr. John Skinner, administrador de correos de Baltimore, que le prestó la suma de 4,000 pesos, con los cuales pudo organizar y hacer efectiva su expedición. Según lo asegura el señor Amuñátegui en su *Dictadura de O'Higgins*, pág. 122, este empréstito fué hecho bajo la garantía que se restituiría el doble de la suma al prestamista.

Terminados sus aprestos en New-York, partió para Baltimore el 15 de octubre, fijando ántes á sus compañeros el punto de reunión. El 26 de octubre escribió á su hermano Luis, previéndole que su partida tendría lugar á mediados de noviembre y le recomendaba que fuera á esperarle al puerto de Maldonado, en la embocadura del Plata, para resolver allí lo que conviniese hacer, es decir, si dirigirse secretamente á Chile, ó arribar á Buenos Aires. El 6 de noviembre en otra carta al mismo Luis decía:

« Mi expedición desafía al mundo, y es debida á mis únicas cualidades, constancia, actividad y buena intención. »

« Siempre veremos aparecer estas nimiedades de espíritu, agrega el mismo autor, al lado de las mas arrogantes inspiraciones de este hombre notable, como las partículas de escoria que se van al fondo de la fuente, cuando asoma á la superficie el borbotón de espuma con que se arranca de los senos de la tierra. — Así llevando esta misma veleidad á asuntos mucho mas graves, despues de recomendar á Luis el aprestar sus amigos y recursos en Buenos Aires para tomarlos á su paso, le dirige con toda seriedad esta extravagante indicación: « Aun-

independencia de la América, móviles los mas poderosos y las mas ciertas recompensas que pueden esperar.

• Las solas condiciones bajo las cuales podrán ser presentados los servicios serán que un fondo de 120,000 duros sea enviado á los Estados Unidos y colocado por ellos ó bajo su nombre en los bancos americanos ó en el banco nacional. En el caso que sus bienes y propiedades sean confiscados en Europa, se obligará á entregarles los dichos fondos, cuyos intereses de todos modos les pertenecerán. Su tratamiento, durante el tiempo de su servicio, será el correspondiente á su graduación. — Filadelfia, setiembre 1º de 1816. — El mariscal Crouchy.

1818.

Préstamo que le hace Mr. John Skinner.

Carrera parte para Baltimore.

Informe á su hermano Luis del resultado de sus trabajos.

Juicio de un escritor chileno.

Hecho inaudito.

1818. » que tengo cañones, le dice el 26 de octubre, *querria que tú robases cuatro piezas volantes y dos obuses de la misma, pero sin comprometerte en lo menor* (1). »

Preocupacion  
de Carrera

Carrera se preocupaba de la acogida que podria hacerle el gobierno argentino; y con el objeto de preparar su ánimo habia escrito desde Baltimore, el 26 de octubre, al señor Pueyrredon la siguiente carta :

Carta  
á Pueyrredon.

« Casi en los momentos de dar la vela para volver á mi patria, se me presenta la oportunidad de comunicar á Vuestra Excelencia el resultado de mi comision á estos Estados. El sobrecargo del bergantin conductor de esta impondrá á Vuestra Excelencia detenidamente de mis determinaciones. ¡ Ojalá que corresponda el éxito á mis deseos! El exaltado patriotismo con que un digno Americano mira los progresos de esas Provincias, hace que salga un costoso cargamento de elegidas armas para que burlando la vigilancia de los enemigos que se cree bloquean aquella costa, arribe al Rio de la Plata con tan útil auxilio. Diariamente hace sacrificios dirigidos al mismo fin. Muy pronto conocerá Vuestra Excelencia que los Sud-Americanos le somos deudores de una eterna gratitud. Basta esta ingenua exposicion para quedar seguros del interes con que Vuestra Excelencia se dignará mirar el buen resultado de sus especulaciones. Las dificultades que ofrecerán los Portugueses en la comunicacion, si es que atacan ese país, y la prontitud con que espero tener la satisfaccion de recibir personalmente órdenes de Vuestra Excelencia, me obligan á reservar, por ahora, algunas noticias interesantes. Sin embargo, bajo de clave, digo algo á mi hermano Luis, quien instruirá á Vuestra Excelencia. — Tengo el honor de ser de Vuestra Excelencia con la mas atenta consideracion y aprecio. — JOSÉ MIGUEL DE CARRERA. — Excmo. Señor Don Juan Martin Pueyrredon (2). »

Lealtad constante  
y esponíanea  
de Carrera.

El señor Vicuña Mackenna asegura que el general Carrera

(1) *Ostracismo de los Carrera.*

(2) *Obra citada, pág. 84.*

procedió durante su permanencia en los Estados Unidos con una lealtad constante y espontánea, no obstante que á renglon seguido agrega : « Habia puesto solamente en juego una estratagemata abultada pero esencial, sobre lo que estamos indecisos, entre la condenacion ó su disculpa. Consistía esta en los despachos de agente acreditado de Chile que habia hecho firmar en Buenos Aires á sus dos colegas Uribe y Muñoz Urzúa, documento legitimo todavía si se atiende al santo objeto á que era dirigido, pero falso y apócrifo delante de la ley de las naciones y entre las relaciones que puede establecer un individuo con extraños. — Nosotros no vemos sin embargo figurar esta pieza sino una sola vez en las diferentes facetas de la mision de Carrera, y fué esta para intervenir en los preliminares de la contrata con la casa de Darcy y Didier, á quien escribia el 28 de agosto en estos términos : « La contrata que celebramos » será á la vista de la amplia comision que tengo de mi gobierno. » Ella será cumplida por nuestra parte legal y completamente ; » y yo dejo á la direccion de V. y á su voluntad el entender » en todo (1). »

Falsas credenciales.

Estos antecedentes por sí solos encierran la mas grave acusacion que puede establecerse contra un hombre de honor, y no

(1) En virtud de estos mismos títulos, encontramos que Carrera se atrevió hasta á dar un permiso de pescar en las costas de Chile, lo que tenia algo de muy curioso en los momentos en que Marcó del Pont gobernaba aquel país. — Hé aquí este permiso copiado del borrador de sus libros de correspondencia :

« José Miguel de Carrera, comisionado por el superior gobierno de Chile en los Estados Unidos de América, etc. — En virtud de la facultad é instrucciones que se me han concedido por el supremo gobierno, hago saber á todos los dependientes de su jurisdiccion, que en atencion á los servicios que ha prestado M. Edwards en obsequio de la causa, y muy particularmente al objeto de la realizacion de mi comision, le he acordado la gracia de pescar libremente los lobos marinos en cualquiera de las islas y costas de los Estados de Chile, en donde será admitida y protegida con todo el interes que exige la gratitud la fragata de su dominio, nombrada el Comodoro Decatur, su capitan M. Rehocles. Así lo comunico con esta fecha al superior gobierno para su aprobacion. — New-York, 13 de octubre de 1816. — José Miguel de Carrera. (Ostracismo de los Carrera.)

1819.

alcanzamos cómo haya podido reivindicarse el general chileno de la tacha de estafador vulgar, una vez conocida la ilegalidad de sus títulos.

El autor del *Ostracismo*, queriendo atenuar la falta, la agrava con el testimonio de documentos que le ponen en mayor evidencia.

« Sin embargo, continúa, Carrera no atribuía el carácter de un *culpable fraude* á esta *dudosa credencial* y secretamente pedía su renovacion, si el gobierno de Chile se hubiera instalado de nuevo legitimamente (1). »

Carrera  
emplen  
mas de un mes  
para el arreglo  
definitivo.

La *Clifton*,  
la *Davei*, el *Salvaje*  
y el *Regente*.

El arreglo definitivo de su escuadrilla le detuvo mas de un mes por las frecuentes lluvias, y la falta absoluta de fondos retardaba la reunion de los oficiales comprometidos en la empresa; organizándose, al fin, del modo siguiente: componiase de 4 buques suministrados por la casa Darcy y Didier, á saber, la corbeta *Clifton*, la escuna *Davei* y los bergantines *Salvaje* y *Regente*. La casa Huguet y Tom, de Nueva York, le habia ofrecido tambien la fragata *General Scott*, espléndido buque de 600 toneladas que montaba 35 cañones, por el precio de 200,000 pesos que Carrera pagaria en Chile (2).

En cargamento.

La corbeta *Clifton* llevaba á su bordo 990 fusiles comprados á 20 pesos y 12,510 libras de pólvora cargadas á 10 reales. Estos valores constituían la mitad del precio del cargamento, que estaba tasado en 78,167 pesos. El valor del buque era 51,700 pesos, y Carrera se comprometió á pagar el *doble de esta cantidad*, esto es, 103,400 pesos, una vez llegado á Chile. El bergantin *Salvaje* y su cargamento de armas estaba valorizado en 165,000 pesos, suma que con las cantidades anteriores y el

(1) • El párrafo de carta en que recomendaba este asunto á su hermano Luis, en el mes de mayo, está escrito segun la clave que habian combinado para entenderse privadamente. » (Libro citado.)

(2) Este buque no vino, sin embargo, á las costas de Sud-América por motivos que nos son desconocidos. Solo sabemos que fué vendido á los comerciantes de Cuba, para perseguir á los corsarios que con bandera insurgente navegaban los mares de las Antillas, é interceptaban la comunicacion de la isla con la Península. (Id.)

valor de la escuna *Davei* y el bergantín *Regente* llegaba á cerca de medio millon de pesos, sin contar los 200,000 pesos convenidos por la fragata *General Scott*. En resumen, valorizando el enganche de los oficiales comprometidos, los activos servicios de muchos de estos y los personales de Carrera, pudiera decirse sin exageracion que el monto total de la empresa podia alcanzar al valor de un millon de pesos (1).

Las condiciones entre Carrera y los contratistas eran las siguientes: 1° la escuadrilla estaria á las órdenes de Carrera así como las operaciones militares, llevando el pabellon de Chile; 2° la escuadrilla podia entrar á cualquier puerto que Carrera designara; 3° ninguno de los buques podria hacer presas maritimas sin órdenes de Carrera; 4° en caso de ataque por cualquier bandera, la escuadrilla se defenderia militarmente; 5° Carrera se comprometia á pagar solo el 100 por 100 de todos los valores primitivos que se le confiaban.

Aprobadas estas se fijó el órden de marcha del modo siguiente: la *Clifton* partiria á principios de diciembre, bajo las órdenes inmediatas de Carrera. La escuna *Davei* le seguiria de cerca, y un mes despues el bergantín *Salvaje*. En cuanto al *Regente*, haria primeramente su viaje á Europa y solo en el mes de enero de 1807 doblaria el cabo de Hórnos en direccion á Chile (2).

El 5 de febrero de 1817 entraba en la embocadura del Plata la corbeta *Clifton*, despues de dos meses de travesía, conduciendo al general Carrera y su comitiva, que se componia de 30 jóvenes oficiales, á cuya cabeza estaba el experimentado general

1818

Condiciones  
entre Carrera  
y los contratistas.

Orden de marcha.

Llegada  
de la  
corbeta *Clifton*  
al Plata.

(1) El señor Vieuña Makenna acompaña de las reflexiones mas entusiastas este resultado; pero al mismo tiempo agrega estas notables palabras: « De propósito nos hemos abstenido de tocar aquí el asunto de los reclamos que se han suscitado por individuos americanos sobre el cumplimiento de los compromisos contraidos por Carrera. Esta es una cuestion ajena al presente trabajo y ademas delicada, estando todavia pendiente. »

(2) Tan poco sólida era la base de los arreglos de Carrera, que de la mencionada escuadrilla solo llegaron á la América del Sur la *Clifton*, la escuna *Davei* y el *Salvaje*; y esto no obstante de contar con la oferta de ser reintegrados con el duplo de la suma en que habian sido avaluados, etc., etc.

1818.

Carrera recibí  
aviso del pasaje  
de los Andes.

Brayer y los coroneles D. Albe y Lavaysse, que debían engrosar las filas de las legiones libertadoras de Chile (1). Carrera fué informado por un trasporte inglés que salía de la rada de Buenos Aires, que el ejército de los Andes había emprendido el glorioso pasaje que ha inmortalizado á San Martín colocándole al lado de los primeros capitanes.

Arriba al puerto  
de la Ensenada.

Como lo hemos referido en los capítulos anteriores, el ilustre general Don Juan Martín de Pueyrredon continuaba ejerciendo el directorio argentino con el aplauso y la cooperación mas decidida de los buenos patriotas. El general Carrera, que sin duda no abrigaba completa confianza en la acogida que le haría la autoridad argentina, creyó conveniente arribar al puerto de la Ensenada de Barragan, y dejando el buque al mando del comandante Davei y del general Brayer, desembarcó disfrazado dirigiéndose á Buenos Aires, donde luego que estrechó á su familia, solicitó una audiencia del director. Este se la acordó

(1) Hé aquí la composición del personal de la comitiva que acompañaba al general Carrera, según el señor Bárros Arana:

Miguel Brayer, general de division. — Dauxion Lavaysse, coronel. — Jeremías Brayer, teniente — Adams Próspero, sarjento frances. — Bacler d'Albe, Alberto, ingeniero frances, comandante de escuadron, caballero de la Legion de honor. — Bond, Francisco, teniente norte-americano. — Cretin, teniente frances. — Dample, Ezequiel, sarjento norte-americano. — Deblin, Santiago, cirujano ingles. — Duran, Juan Carlos, subteniente frances. — Eldredge, Carlos, Norte-Americano, comandante de tropas de á bordo. — Fellows, Juan, teniente norte-americano. — Jewe, Ezequiel, teniente norte-americano. — Jentsch, Enrique, cabo sajón. — Henedy, Guillermo, Ingles, 2º teniente de la marina americana. — Livingston, Roberto, capitán norte-americano. — Lozier, Carlos Francisco Ambrosio, Frances, oficial de la inspeccion de ejército. — Margutti, Felipe, Genoves, capitán al servicio de la Francia, condecorado con la Legion de honor. — Ogier, Juan Bautista, voluntario frances. — Euglian, Juan, cirujano ingles. — Peña, Pedro, capitán español al servicio de la Francia. — Rondizoni, José, Italiano, capitán al servicio de la Francia, condecorado con la Legion de honor. — A. Beaufort, teniente frances. — Simonet, Antonio, teniente frances. — Thompson. — Samuel Eldredge, Norte-Americano, teniente de artillería. — Vandersee, Carlos José, Holandes, sub-oficial al servicio de la Francia. — Uidl, teniente frances, condecorado con la Legion de honor. (Véase el tomo 4º de la *Historia general de Chile*.)



inmediatamente, pero le recibió, *aunque con afabilidad, fria y reservadamente*. Desde entónces, asegura el autor citado, el general Carrera, convencido de la resistencia que encontrarían sus proyectos, se propuso burlar las autoridades argentinas; pero los hechos nos autorizan á creer, que estando basados todos los contratos hechos por Carrera en *falsos títulos*, es mas probable que conocido el fraude por el comandante del *Clifton*, interesado en la expedicion, se negó á acceder á las protestas de Carrera, y esto está corroborado por el hecho de haber resuelto su marcha al Pacifico por su cuenta y riesgo á los tres dias de su llegada. — Entretanto, véase cómo refiere esta in subordinacion el biógrafo de Carrera: « El descontento y la impaciencia juvenil de sus compañeros, y acaso en parte *la mala voluntad del capitán de la Clifton, fueron el escollo inmediato que atajó la ejecucion de su tentativa*, que no podia ser otra que la de doblar el cabo, é ir á correr de su cuenta los azares de la lucha sobre las costas de Chile. Los oficiales, en efecto, hastiados de la mar y recelosos de las intrigas que se cruzaban en tierra, pedían á gritos el que se les permitiera bajar á la playa. — Al fin, Carrera no pudo evitarlo, y el 13 de febrero desembarcaron todos, alojándolos este de su propia cuenta, en una quinta inmediata á la ciudad. »

Un grande acontecimiento tenia lugar muy poco despues del arribo del general Carrera y su comitiva al Plata. El difícil pasaje de los Andes, coronado por la gloriosa victoria de Chacabuco, habia franqueado el paso de la Cordillera, y los patriotas chilenos podían regresar á su patria libertada por las armas argentinas. Sin embargo, los restos del ejército español que ocupaban á Chile se habian fortificado en Talcahuano, al mando del inteligente jefe español Ordóñez; — y el virey de Lima se apresuraba á enviarle auxilios para resistir bajo sus fortificaciones el empuje de las armas vencedoras. Carrera y los suyos podían aun concurrir á la expulsion de esos restos enemigos; pero, segun el testimonio del Señor Vicuña Mackenna, — « la intriga, la deslealtad, y aun decepciones de perfidia y de » negra ingratitud, estalló en su pequeño campamento. »

1818.

Recepcion  
que le hace  
el director  
Pueyrredon.

Insubordinacion  
del comandante  
de la *Clifton*.

Victoria  
de Chacabuco.

La intriga  
anarquiza  
el campamento  
de Carrera.

1818.

Este renuncia  
al mando  
de la flotilla

Carrera renunció al mando de la flotilla, aumentada en esos dias con la llegada del *Salvaje* y de la escuna *Davei*, pidiendo al gobierno de Chile un sucesor; pero solicitó entretanto del gobierno argentino la concesion de patentes de corso para que esos buques fueran á hostilizar el comercio español en el Pacífico.

La victoria  
de Chacabuco  
le trastorna  
sus planes.

La desmedida ambicion de Carrera habia recibido un golpe mortal á consecuencia de los resultados obtenidos por las armas argentinas, y desde entónces era lógico suponer que su feliz rival, el general O'Higgins, no consentiria en la vuelta del hombre á quien con justos títulos atribuía todos los males que habia sufrido Chile. Carrera mismo lo comprendió así; pero en vez de contribuir por sus esfuerzos patrióticos y desinteresados á la expulsion de los restos del ejército español, que ocupaba á Talcahuano, borrando por esa actitud los ingratos recuerdos del pasado, se dejó arrebatar por su odio contra los Porteños y contra el jefe supremo de su patria. Desde entónces la idea de la venganza dominó todo otro sentimiento elevado, si es que su alma podia abrigarlos, y el conspirador vulgar se manifestó abiertamente en toda su deformidad, desafiando la autoridad del país. Entretanto la disolucion de la escuadrilla y de su pequeño ejército se efectuaba como consecuencia lógica de la irregularidad y absoluta falta de buena fe con que se habian hecho los contratos. Ni los buques, ni sus hombres habian recibido las sumas estipuladas por convenio. Carrera se encontraba en la imposibilidad de hacer honor á su palabra.

Disolucion  
de la escuadrilla,  
etc.

Propuestas  
del directorio  
argentino

Para salvarlo de esa situacion difícil, el directorio argentino hizo propuestas por algunos de los buques y empleó á varios de los jefes y oficiales de su comitiva, incorporándose algunos de estos al ejército aliado de los Andes y Chile.



## PROVINCIAS UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA Y CHILE.

AÑO 1818.

### IV.

Maquinaciones; arrestacion de D. José Miguel y D. Juan José Carrera. — Fuga el primero á Montevideo: acogida que le hizo el general Lecor, publica un manifiesto. — Planes siniestros. — Don Juan José y don Luis fugan de Buenos Aires. — Atentados que cometen: arresto de ambos en Mendoza. — Palabras de O'Higgins; razones de alta política. — San Martin interpone sus respetos en favor de los procesados; documento — Se niega á presidir el consejo de guerra. — Publicista chileno. — La prision de los Carrera era una medida preventiva. — Nueva conjuracion. — Da cuenta de ella el gobernador de Mendoza — El proceso se activa: D. Juan José niega toda complicidad. — Generosidad de D. Luis; dictámen del fiscal. — Son condenados á la última pena. — La esposa de D. Juan J. Carrera. — Intercede San Martin; contestacion de O'Higgins. — La ejecucion tiene lugar el 8 de abril; parte de Luzuriaga. — Documento que absuelve á O'Higgins. — D. Bernardo Monteagudo. — San Martin es reivindicado por sus propios acusadores; Monteagudo y O'Higgins. — El general D. J. M. Carrera recibe al mismo tiempo la noticia del fusilamiento de sus hermanos y de la victoria de Maipo. — Su proclama á los habitantes de Chile. — Juicio de un extranjero sobre Carrera. — Nueva conspiracion fraguada en Buenos Aires: su plan. — Robert, Lagresse, Dragumette, Parchappe y Mercher son juzgados. — Sentencia y ejecucion de los dos primeros el 3 de abril de 1819. — Inteligencia de Carrera con los prisioneros de San Luis. — Su traicion confirmada por la carta del ministro Eguía al virey de Lima. — El senado de Chile declara la patria en peligro. — Los caudillos Ramirez, López, Carrera; el general Alvear. — Correrías y vandillaje de Carrera: su alianza con los Indios. — La punta del Médano. — El general Carrera es entregado por sus propias tropas, juzgado y condenado á muerte. — Su ejecucion — Documento. — El gobierno argentino intercede en favor de la viuda y hermana de los Carrera. — Consideraciones.

1818.

El 29 de marzo, instruida la autoridad de los trabajos anárquicos de D. José Miguel y D. Juan José Carrera, los hizo

1818.

Arrestacion  
de D. José Miguel  
y de  
Juan José Carrera.

arrestar en el cuartel de *Aguerridos*. Este acto de severidad fué atribuido á la delacion de uno de sus compañeros, el coronel Lavaysse, quien en la misma época, bajo la impresion de la difícil situacion en que les habia colocado tanto á él como á sus compañeros su imprudente confianza, dirigió una carta al periódico frances *l'Abeille américaine*, que se publicaba en Filadelfia, en que calificaba á Carrera como el *mas impudente impostor, el mas vil intrigante, el mas bajo de los traidores y el mas atolondrado é indiscreto de los conspiradores* (1).

Visita  
de San Martin  
á Carrera.

El general chileno habia sido conducido á bordo del bergantin argentino *Belen*, donde permaneció hasta el 12 de abril, en que bajó á tierra y fué conducido al cuartel de *Granaderos*. Tres dias despues recibió allí la visita del ilustre libertador de Chile, quien despues de la batalla de Chacabuco venia á conferenciar y combinar con el gobierno de su patria los medios de organizar la expedicion que debia libertar al Perú. Hemos precedentemente indicado el objeto real de esa visita, y el mismo Carrera se ha encargado de poner en evidencia, en su *manifiesto de 1818*, los sentimientos generosos que animaban al general argentino cuando dice que San Martin le habia asegurado *que por su parte no hallaba ningun inconveniente en su regreso á Chile*.

Fuga  
de José Miguel  
á Montevideo.

La conducta seguida por el general Carrera obligó al gobierno á traspasarlo de nuevo al bergantin *Belen*, de donde fugó á los pocos dias asilándose en una corbeta de guerra portuguesa, que estaba anclada á poca distancia. En cuanto á los otros dos hermanos, quedaron en Buenos Aires en la mas completa libertad, habiéndoseles ofrecido reconocerles el grado y rango que tenian en Chile, al mismo tiempo que el general San Martin proponia la mision á los Estados Unidos al general D. José Miguel de que nos hemos ocupado anteriormente; p'oposiciones que todos ellos rechazaron.

Recogida que le hizo  
al general Lecor.

Este último se refugió en Montevideo, donde recibió una decidida proteccion del hábil general portugues, baron de la Laguna, quien cuidó de estimular las disposiciones hostiles y

(1) *Ostracismo de los Carrera*, pág. 98.

anárquicas del caudillo chileno contra sus terribles vecinos de la otra orilla del Plata, que le importaba debilitar.

Desde entónces el rival del virtuoso y honrado O'Higgins, añado á los enemigos de la libertad de América, pasó sus dias combinando la ruina y la destruccion del generoso pueblo argentino, en los mismos momentos en que sus mejores hijos habian regado con su preciosa sangre los profundos precipicios de los elevados Ándes y los campos de Chacabuco. En efecto, para esas almas pequeñas el mas grande crimen de los Argentinos era el haber dado libertad á Chile y levantado el grandioso edificio que ese desgraciado se empeñaba en demoler. Despues de un año de residencia en Montevideo, su única aspiracion era *ahorcar á sus bribones enemigos*; — y lamentando no poderse ensañar en su venganza contra O'Higgins, decia en carta que escribia el 22 de mayo: *Lástima que no tenga mil pescuezos para medio pagar!*

El 20 de marzo de 1818 publicó un extenso manifiesto que se atribuye á la hábil pluma del Dr. D. Nicolas Herrera, ministro que habia sido en el directorio del general Alvear, y regente entónces del superior tribunal de Montevideo (1).

Entretanto los trabajos disolventes que hacía Carrera en su nueva residencia producian amargos frutos; sus hermanos en Buenos Aires en combinacion con espíritus inquietos de Santiago, fraguaban una conspiracion con grandes ramificaciones. Prevenidas las autoridades tanto en Buenos Aires como en Chile, se hicieron oportunas prisiones, entre las que se encontraban algunos de los oficiales americanos venidos de los Estados Unidos. Poco despues las cárceles de Mendoza se abrian para alojar

1813.

Publica un extenso manifiesto.

Conspiracion.

(1) El mismo Dr Herrera juzgaba á los Chilenos en una carta escrita el año 1814 al Dr Chiclana, del modo siguiente:

« El proyecto de socorrer á Cochabamba por Chile es irrealizable, porque las cosas de este reino van malisimas, y *está visto que los Chilenos no sirven para maldita la cosa*. Los de Lima han tomado á Talca, y sabe Dios dónde están ya á esta hora. Se dice que han nombrado un dictador; y aquí viene bien lo del asno muerto, etc. » (*Carta de don Nicolas de Herrera, escrita de Buenos Aires al Dr Chiclana, el 26 de marzo de 1814.*)

1818.

á D. Luis y mas tarde á D. Juan José Carrera y otros de los conjurados que les acompañaban. Veámos cuál habia sido la conducta de estos dos infortunados desde la fuga de Don José Miguel para Montevideo.

El gobierno  
argentino observa  
todos sus pasos.

Devoradas por tan innoble pasion, las volcánicas cabezas de los tres hermanos no daban cabida á otro pensamiento mas que el de destruir el poder y la influencia de O'Higgins por todos los medios á sus alcances. Una revolucion que los llevase al poder, hé ahí la idea mas acariciada y que mas satisfacía sus ambiciones; prepararon todos los elementos con que contaban en Buenos Aires para reconcentrarlos en Mendoza como centro de operaciones. El gobierno argentino, que seguia todos sus pasos, se vió obligado á prenderlos; pero arrastrados por sus criminales proyectos, fugaron de la prision en que estaban detenidos, y de acuerdo con varios extranjeros y chilenos iniciados en la conspiracion, se dirigieron á Mendoza, donde debian desarrollar el plan.

Nuestra calidad de Argentino nos impone el deber de usar de toda la imparcialidad y fria razon que exige la apreciacion de un hecho á que está íntimamente ligada la historia de esos dos pueblos hermanos y aliados, y para lograrlo no podríamos dar una prueba mas elocuente que siguiendo, como lo hemos hecho, las huellas que ha trazado el libro del señor Mackenna; y creemos haber encontrado en sus propios testimonios la mas espléndida reivindicacion de la insostenible acusacion que ha pretendido formular contra el gobierno argentino y el ilustre general San Martin.

Ya hemos explicado en el tomo tercero cómo se elevaron los tres hermanos Carrera, y la parte que tomaron en el movimiento que emancipó á Chile del poder de la metrópoli, así como la cobarde conducta que observaron durante la primera invasion de Osorio, dejando sacrificar al ilustre general O'Higgins en Rancagua. No obstante, los Carrera habian conservado el apoyo de algunas familias de sus partidarios que no les abandonaron jamas. Contando con esos elementos anárquicos y con el brazo del bravo Don Manuel Rodríguez, dirigido por el general Brayer

y sus oficiales, fraguaron la conspiracion que debia estallar en Chile en los momentos mas críticos de la lucha que se sostenia entre la libertad y la tiranía.

« Confiados en las seguridades de cooperacion que recibian de esos ilusos amigos, se proponian armar en la vecindad de Santiago un número de hombres resueltos, que capitaneados por Don Juan José y Don Luis debian apoderarse, el primero de San Martin, y el segundo de O'Higgins, y conducirlos á las cerranías inmediatas de Alhué; hacerles firmar su propia deposicion del gobierno y del ejército, y una vez desarmados, desterrar al general chileno á su hacienda de las Cantéras y juzgar militarmente al caudillo argentino por un consejo de guerra, que Juan José, en su saña, suspiraba él presidir. Se levantaria pronto un ejército de diez mil hombres, las fuerzas argentinas serian obligadas á repasar los Andes en libertad, pero el Chileno que las siguiese tendria pena de la vida; y muy en breve, con estos elementos, se marcharia á la ocupacion del Perú.

» Despues de los dos actores principales de este golpe, Luis y Juan José, figurarian tres personajes que reasumirian todos los poderes conquistados, á saber, Manuel Rodríguez, que sería proclamado dictador en lo político, Brayer, que se encargaria de la organizacion del ejército, y su hermano José Miguel, que tendria, si bien una mision comparativamente subalterna y conforme á los celos de Juan José, mas segura al ménos; la de ir á Estados Unidos con todos los caudales que pudieran reunirse á saldar sus antiguos compromisos y traer una nueva escuadrilla, pertrechada de armamento, para emprender por el Pacífico la conquista de Lima (1). »

Para no inspirar sospechas, los conspiradores se dividieron, poniéndose en camino, primero los tres oficiales americanos Kennedy, Eldredge y Yervett á principios de junio; *estos debian solicitar servicio en el ejército de San Martin para sondear el espíritu de la tropa*. El 25 del mismo mes los siguieron los tres

(1) Obra citada, pág. 125.

1818.

Plan de los  
conspiradores.

Manuel Rodríguez  
y Brayer.

1818. individuos tomados en la guardia de San Miguel. El 15 de julio, marcharon en una tropa de carretas Don Rafael de la Sota y Don Manuel Lastra, ambos parientes de los Carrera. Á estos siguióles Don Luis Carrera, disfrazado y bajo el nombre de *Leandro Barra*, al servicio del oficial chileno Cárdenas; y en fin Don Juan José partió el 8 de agosto, tambien disfrazado con el supuesto nombre de *Narciso Méndez*, compañero de un impresor chileno.

Don Luis tomó el camino de Córdoba y la Rioja en direccion á San Juan, donde se separó de su compañero Cárdenas para dirigirse á Mendoza. — En el camino cometió el atentado de despojar de la correspondencia á un postillon de la posta de la Rioja, hecho que puso en alarma á la autoridad (1). Prevenida esta, fué tomado Cárdenas en San Juan, y Don Luis Carrera en Mendoza. Intimidado Cárdenas, *reveló con una vulgar y exagerada franqueza todos los planes combinados y aun las conversaciones mas intimas de la amistad y de la familia.* — Desde ese momento se tomaron las medidas necesarias para apoderarse de Don Juan José, cuya prision tuvo lugar en la posta de Barranquita, el 20 de agosto.

« Esta vez, dice el señor Vicuña Mackenna, se resolvió escarmentarlos, y hacer pesar sobre ellos la responsabilidad y el castigo. Este *debía ser tremendo. O'Higgins lo habia decretado asi desde el primer momento en que la noticia del complot llegó á sus oidos*; pues el 27 de agosto escribia á San Martín estas palabras verdaderamente siniestras: « Los imponderables males que hemos » sufrido todos, han tenido su origen en las ambiciosas miras » de estos jóvenes audaces. Su existencia es incompatible con » la seguridad, buen éxito y tranquilidad del Estado, y ya no » es posible tolerarlos por mas tiempo. Es de rigurosa justicia » un ejemplar castigo en ellos y en todos los demas que hayan » cooperado á sus detestables designios. »

Palabras siniestras  
de O'Higgins:

(1) D. Juan José fué acusado por el padre de un niño postillon de la posta de Barrancas de haberlo asesinado, y D. Luis de haber robado la baliija del correo de la Rioja con toda su correspondencia, hecho que fué confesado en Mendoza por D. Luis Carrera. (Resúmen documentado de la causa seguida.)



El 15 de julio, de la Sota y Carrera. Á estos el nombre de Cárdenas; y en fin trazado con el de un impre-

en direccion Cárdenas para el atentado de la posta de (1). Preve- y Don Luis *apeló con una binados y aun la familia.* — necesarias para lugar en la

resolvió escar- didad y el cast- *tado así desde ó á sus oídos;* oras verdade- que hemos ciosas miras mpatible con ado, y ya no rosa justicia ns que hayan

don de la posta do la balija del é confesado en causa seguida.)

» Asistíanle por otra parte razones de alta política que le aconsejaban la severidad para con los prisioneros de Mendoza. Aguardaba una invasión extranjera, y el país estaba conmovido por estos asomos de discordia intestina. Muchos ciudadanos estaban en las prisiones sin culpa conocida y aun sin sospechas justificadas de adhesión á la tentativa de los Carrera. Esta situación alentaba el ánimo de los enemigos exteriores que nos amenazaban. *San Martín habia hecho en consecuencia firmar protestas de arrepentimiento á la mayor parte de los conjurados.* Cárdenas, Martínez y los dos jóvenes Lastra y Jordan se habian sometido, aquellos por malicia, estos por inexperiencia, á este triste trámite. Solo el bizarro leal Conde negóse á ello con espíritu incontestable.»

Como se ve por los testimonios que preceden, el autor del *Ostracismo* no vacila en asegurar que O'Higgins habia decretado castigarlos de un modo *ejemplar y tremendo*; no obstante que algunos renglones mas adelante destruye su propia asercion, y como si se tratase de otro asunto, agrega: « San Martín concretó su cólera y su castigo sobre los dos hermanos de Mendoza (1). » ¿ Y las pruebas de que San Martín queria vengarse de esos desgraciados? ¿ Por qué el señor Vicuña Mackenna no ha autorizado su asercion apoyándola en documentos como los que acompaña al acusar á O'Higgins? Nosotros lo diremos; porque no existen ni han existido, porque el general San Martín jamas intervino en otro sentido que en el de salvarles la vida, como vamos á demostrarlo con documentos sin duda ignorados por el autor citado y de un carácter irrefutable.

La verdad es que el ilustre general San Martín interpuso sus respetos cerca del supremo director para que se diese completa libertad á todas las personas complicadas en la conspiracion, como lo prueba el documento que reproducimos á continua- cion :

« Excmo. Señor. — Tengo el honor de transcribir á Vuestra Excelencia el siguiente decreto del supremo directorio, pro- veido á consecuencia de la nota de Vuestra Excelencia de 20 del corriente :

A. — IV.

1818.

Razones  
de alta política.

El autor rechaza  
toda acusacion  
contra San Martín.

San Martín  
interpone  
sus respetos  
en favor  
de los procesados.

1818.

« Santiago, octubre 20 de 1817. — Pónganse en libertad, como solicita el Excmo. Señor general en jefe, todos aquellos individuos que privados de su libertad personal por presunciones vehementes de complicidad en la horrorosa conspiracion de Estado que maquinaron los Carrera, solamente han resultado del proceso indiciados, sin que obre contra ellos un convencimiento claro de colusion criminal, quedando los demas en captura hasta la sentencia final, en que se tendrá presente aquel grado de indulgencia que, sin agravio de la vindicta pública, deba aplicarse á la franqueza con que Juan Felipe Cárdenas, Manuel Jordan y Juan de Dios Martínez descubrieron los planes espantosos de que eran cómplices, implorando en remuneracion la piedad del gobierno. Transcribase por el ministerio de Estado y gobierno este decreto al Excmo. Señor general en jefe, con cuya honorable nota pasará á la *Gaceta*. — PÉREZ. — CRUZ. — ASTORGA. — ZAÑARTÚ.

» Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Ministerio de Estado, octubre 20 de 1817. — Excmo. Señor. — MIGUEL ZAÑARTÚ. — Excmo. Señor general en jefe de los ejércitos de los Andes y Chile. »

San Martín  
se niega á presidir  
el consejo de guerra.

Por otra parte, para rebatir juicios tan efimeros, nos basta afirmar que el general San Martín declaró del modo mas perentorio al gobierno de Chile, cuando le invitó á presidir el consejo de guerra que debia juzgar á los Carrera, que ni él, ni sus generales podian aceptar tal mision, fundándose en que eran públicos los incidentes desagradables que habian tenido lugar entre él y los señores Carrera á la llegada de estos á Mendoza, segun lo demuestra explícitamente la siguiente comunicacion, que dirigió al supremo director de Chile :

« Excmo. Señor. — El oficial D. Juan José Ugarte me ha entregado la causa seguida en Mendoza contra D. Juan José y D. Luis Carrera, para que sean juzgados en consejo de guerra de generales, segun me tiene prevenido Vuestra Excelencia en sus honorables notas de 1° y 17 de este.

» Nadie con mas sumision obedece las órdenes de ese supre-

en libertad,  
 todos aquellos  
 por presuncio-  
 nspiracion de  
 an resultado  
 un conven-  
 los demas en  
 presente aquel  
 dicta pública,  
 pe Cárdenas,  
 eron los pla-  
 en remune-  
 el ministerio  
 r general en  
 — PÉREZ. —

os. — Minis-  
 b. Señor. —  
 e de los ejér-

s, nos basta  
 o mas peren-  
 ir el consejo  
 ni él, ni sus  
 en que eran  
 tenido lugar  
 á Mendoza,  
 municacion,

e me ha en-  
 Juan José y  
 o de guerra  
 xcelencia en

e ese supre-

mo gobierno como yo, pero permitame Vuestra Excelencia no les dé el debido cumplimiento sin ántes exponer las razones que mi delicadeza no me permite ocultar.

» Es demasiado público los incidentes y disgustos que mediaron entre los señores Carrera y yo á su llegada á Mendoza con motivo de la pérdida de Chile; estos disgustos crecieron especialmente con D. Juan José; por otra parte, los jefes que debían juzgarlos, la generalidad me consta están prevenidos contra ellos, y aunque estoy muy convencido del honor que asiste á todos los jefes del ejército unido, á la imparcialidad que guardarían en el juicio, sin embargo la sentencia que recayese no sería mirada en el público como justa, y se creería emanada de mi influencia. Yo, como general en jefe, debía intervenir en el consejo para su aprobacion ó desaprobacion. Estas razones creo que en la justificacion y rectitud de Vuestra Excelencia deberán ser atendidas para eximirme tanto á mí como á los jefes del ejército unido de un compromiso que dejaria su honor á descubierto. Yo interpelo para con Vuestra Excelencia los deseos que siempre me han asistido de sacrificarme en obsequio de Chile accediendo á esta justa reclamacion.

» Devuelvo á Vuestra Excelencia la citada causa en el seguro de que será atendida mi súplica.

» Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Cuartel general de las Táblas, 18 de enero de 1818. — SAN MARTIN. — Excmo. Señor director supremo del Estado de Chile. »

« En cuanto á los reos que habian sido aprehendidos en la capital, dice el autor citado, no podia atribuírseles connivencia alguna, pues aparecian ignorantes de todo lo sucedido.

» Solo dos de los acusados de Santiago podian, en verdad, estar iniciados en el secreto de Buenos Aires, esto es, el jóven Tomas Urra y Manuel Rodríguez. Aquel habia sido íntimo confidente de Carrera en su destierro, y traído recientes comunicaciones de Carlos Rodríguez para su hermano Manuel; pero ahora, con exquisita maña y como buen hijo de escribano y bachiller de San Felipe, supo desvanecer todos los cargos en los

1818.

Causas  
 que se lo impiden.

Los cómplices  
 Tomas Urra y  
 Manuel Rodríguez.

Absolucion  
 d.º primero.

1818.

apremiantes interrogatorios de sus jueces. Manuel Rodriguez, por su parte, estaba sindicado de tumultuoso y descontentadizo. Habia sido secretario íntimo de Carrera; y San Martin *le encontraba demasiado ilustre para amarlo*. Le habian ofrecido una mision á Estados Unidos con 3,000 pesos de sueldo, pero él se negó á aceptarla « con la fria excusa de no permitirle sus amores dejar el país, » decia Quintana en el oficio en que lo acusaba. Por este delito lo encerraron en un castillo de Valparaiso, de donde acababa de fugarse cuando fué aprehendido de nuevo por su complicidad con los Carrera. Mas el futuro dictador de Chile, fuera verdad ó fuera artificioso enfado, pareció indignarse de una acusacion que le hacia descender al rango de un conspirador vulgar, y despues de negar hasta la mas remota participacion en el complot, suplicó á los jueces le permitieran estampar en el proceso, con su propia letra, esta enojosa y amarga protesta. « Me condeno delante de la América por un indecente enemigo de su representacion política, si he cometido la indigna torpeza de obrar, adoptar ó consentir en planes de novaciones contra los sucesos de Chile que empezaron en febrero. Me publico un vil esclavo español si no detesto firmemente todo movimiento contra el órden convenido, desde que ellos son la causa de nuestro atraso y tal vez nos esclavizen. »

Rodriguez niega toda complicidad en el complot.

San Martin concentra su cólera sobre los Carrera.

» Dueño de estos antecedentes, *el certero y lacónico San Martin concretó su cólera y su castigo sobre los dos hermanos de Mendoza*. Hizo poner en libertad á la mayor parte de los conjurados, y luego despues mandó á la comision (compuesta del secretario Zenteno y de los diputados Villalon y Lazo que habian nombrado) el sobreseer del todo en la causa (1).

(1) El 20 de octubre, despues de dos meses y medio de prision, se pusieron libres á los principales comprometidos. El 15 lo habia sido D. Ignacio de la Parrera, motivando esta anticipacion una seria enfermedad, pero debia guardar su casa y bajo la custodia de un piquete de tropas que él estaba obligado á pagar. Pocos dias ántes se habia permitido embarcarse para su país á los oficiales americanos acusados, en obsequio de las buenas relaciones con su país. Al fin la junta chilena, que habia sucedido al interinato de Quintana, mandó, el 24 de octubre, sobreseer enteramente en aquella causa, remitién-

» Pocos días ántes se habia permitido tambien embarcarse para su patria á los oficiales americanos acusados, en obsequio de las buenas relaciones con su país. Al fin, la junta chilena que habia sucedido al interinato de Quintana, mandó el 24 de octubre sobreseer enteramente en aquella causa, *remitiéndose á Mendoza un testimonio autorizado para adelantarle y hacerlo valer solo contra los dos hermanos Carrera.* »

La marcada contradiccion que resulta entre esta asercion y la del párrafo precedente nos obliga á establecer la duda que nos inspira la imparcialidad que ha debido dirigir la pluma del escritor chileno. — Si la junta de gobierno que sucedió á Quintana, fué la que envió á Mendoza un testimonio autorizado para adelantarle y hacerlo valer solo contra los dos hermanos Carrera, ¿en qué antecedentes apoya su asercion de que el general San Martin habia *concretado toda su cólera y su castigo sobre los dos hermanos*? ¿Habria tal vez querido poner en evidencia la influencia absoluta que otros escritores han atribuido al ilustre Argentino en la política y administracion interna de su país, durante la ocupacion del ejército argentino? Si esa ha sido su mente, nos complacemos en reconocer que el ilustrado escritor con mejores datos y despojado de preocupaciones locales ha protestado mas tarde del modo mas enérgico y explícito contra sus propias acusaciones. En efecto, el señor Vicuña Mackenna ha reivindicado al ilustre general, en su *Ostracismo de O'Higgins*, con el entusiasmo que inspira á un corazon recto el triunfo de la verdad (1).

Le hacemos pues completa justicia, y aplaudimos la noble

dose á Mendoza un testimonio autorizado para adelantarle y hacerlo valer solo contra los dos hermanos Carrera. (Véase el *Ostracismo de O'Higgins*, pág. 129-130.)

(1) Véase lo que decia el autor citado poco tiempo despues de haber publicado el *Ostracismo de los Carrera*; esta vez su lógica nos parece irresistible:

« Y aqui se presenta al imparcial y justiciero historiador un vasto campo para desvanecer una de esas mezquinas y estrechas vulgaridades de nuestra época revolucionaria, que pasan ya por hechos evidentes en las páginas de mas de un trabajo histórico, porque rara vez ha tocado en suerte á nuestros

1818.

Contradiccion  
manifiesta  
en que incurra  
el señor Mackenna.

El autor  
del *Ostracismo*  
de los *Carrera*  
reivindica  
al  
general San Martin  
de sus propias  
acusaciones.

1818.

actitud que asume al volver sobre sus propias aserciones, una vez que ha tenido las pruebas evidentes del desinterés, del patriotismo y de la rigidez de principios que dirigió en todas épocas la conducta del esclarecido general San Martín. Por

cronistas penetrar en las entrañas de los acontecimientos, haciéndoseles preciso el juzgarlos de continuo por *falaces apariencias*.

• Hase sostenido, en verdad, que San Martín avasalló de tal modo la política chilena, durante los años que él se mantuvo en el país organizando el ejército libertador, que él fué en realidad un director omnipotente, cuando O'Higgins era solo un nombre ó un disfraz. Acúsase en consecuencia aquella época como la de una mengua nacional en que el país estuvo sometido á una *personalidad extranjera* y sujeto á una *extraña ley*, tan insolente como desautorizada. *Pero al compulsar los hechos y examinar con detencion la luz de la verdad que los alumbrá en sus mas intimas relaciones, vemos que aquel error vulgarizado es solo una herencia de los celos de nuestros abuelos, que si en verdad tenian puntos de un honroso pundonor, tambien eran dados á piques y susceptibilidades de pequeño bullo.*

• San Martín, lo hemos dicho, *no tenia otro pensamiento, otro anhelo, otro trabajo que el de la organizacion de una expedicion contra Lima*, sin cuya caida él juzgaba, y á fe que era un alto y acertado juicio, que jamas la América española podria conquistar su independencia. *Chile no era, pues, para él ni un desenlace ni una conquista*. Era simplemente una ruta militar que le era preciso seguir hasta golpear con sus cañones las puertas del poderoso virreinato que tenia en jaque á los independientes de la América por todas sus fronteras. Mendoza habia sido su primer campamento, Santiago era el segundo, y Chacabuco no fué para él sino una maniobra feliz por la que habia conseguido trasladar sus reales de una falda á otra de la Gran Cordillera. Vencida la valla de las montañas, quedábale ahora por hacer la indispensable y mas ardua jornada del Pacífico; y así, todo lo que él pedia á Chile, á quien llamaba entónces la ciudadela de la América, eran soldados, armas y buques, *sin querer por nada en el mundo apartar sus ojos á otra parte, fijos en las almenas de la ciudad de los reyes, en cuyo recinto él trazaba ya con su vista de águila la inmensa sepultura del coloniaje*. San Martín no fué, pues, un hombre ni un político, ni un conquistador; fué una mision. Alta, incontrastable, terrible á veces, sublime otras, él la llenó, y es solo visto bajo ese aspecto providencial y casi divino, como la historia deberá hacerse cargo de su gran nombre y de su gran carrera, *llena de una unidad tan admirable en el decenio cabal que duró su papel histórico de libertador*.

• Mas nosotros, las generaciones de hoy, empeñados por una mísera rutina, que *podiera acaso calificarse de envidia y de impotencia*, vivimos solo para bastardear nuestras mas legítimas glorias, empañando con el hábito de la calumnia el claro brillo de las grandes memorias del pasado; y miéntras en otros pueblos se afanan sus ciudadanos por exaltar la fama de sus próceres, ó el

otra parte, el pueblo chileno, elevando á la memoria y á los subidos méritos de su libertador un monumento imperecedero y de eterna gratitud, se ha colocado al nivel de las naciones que tienen la conciencia de las grandes y nobles acciones.

De los documentos y del espíritu que habia dictado la resolución de sobreseer en la causa seguida á los cómplices, se deduce que la detencion á los dos Carrera en las prisiones de Mendoza, era solamente una medida preventiva, y que no existia la mas remota idea de dar curso al proceso, como efectivamente habria ocurrido sin los graves sucesos que vinieron á agravar la situacion. Tan grande era la libertad de que disfrutaban estos, que no les fué difícil concertar una nueva conspiracion, con toda la ligereza é impremeditacion que les caracterizaba, comenzando por sobornar la guardia, por intermedio de un cabo chileno Manuel Solis. El plan consistia en que seguidos por los conjurados que capitaneaba el referido cabo Solis, seria sorprendido á media noche el cuartel inmediato de la *Cañada*, con cuyas tropas veteranas se apoderarian del gobernador, se convocaria el pueblo al grito de *viva la patria y perezcan los tiranos!* y se celebraria cabildo abierto, que asumiria la autoridad pública, tomando el mando de las tropas los dos Carrera. Dispondrian del dinero del erario y del comercio imponiendo una contribucion forzosa. Se solicitaria el auxilio de la provincia disidente de Santa Fe. Se libertarian los prisioneros de Chacabuco confinados en Mendoza, y en fin alistarian todas las milicias de las provincias de Cuyo, formando del todo una division de tropas con las que marcharian al Sud en donde reunidos á los Indios Pehuenches del cacique Venancio, pasarian las Cordilleras para destruir el ejército patriota. Hé aquí el oficio que el gobernador de Mendoza dirigió al general San Martin el 25 de febrero, instruyéndole de ese horrible plan, que felizmente para la causa de la

arte consigna en bronce sus enaltecidos hechos, y las madres les enseñan en la cuna á sus hijos, junto con las oraciones al Eterno, nosotros, con el rubor del alma lo decimos, *ingratos y mezquinos, nos hemos constituido en un tribunal de odio y de desprecio...* » (*Ostracismo de O'Higgins*, por Vicuña Mackenna, p. 293.)

1810.

La prision de los Carrera era solo una medida preventiva.

Nueva conjuracion; el plan de Solis.

Nota del gobernador de Mendoza.

1818.

independencia fracasó en su cuna, como el que les habia conducido á las cárceles de Mendoza.

« Excmo. Señor : Firmes siempre los Carrera en las ideas y planes que se han propuesto, tenian trazada una horrorosa conspiracion en la noche del miércoles 25 de febrero. Á pesar de las medidas tan estrechas que he tomado para prohibirles toda comunicacion, han podido con el tiempo y bajo de mano ganar á uno ú otro de los cívicos, agregando por medio de estos alguna gente colecticia con los cuales pensaban apoderarse aquella misma noche de la guardia del principal, á la sazón de estar de cabo Dragonante, el autor principal encargado de la ejecucion de sus proyectos. Felizmente los desbaraté cuasi en el mismo acto que iban á dar el golpe. Ellos se reducian á ponerse en libertad, ocupar la guardia, tomar el gobierno, apoderarse de mi persona y otras varias, hacerme firmar órdenes para la entrega del cuartel de la Cañada y Maestranza, publicar bando al día siguiente prohibiendo bajo pena de la vida que nadie saliese de la ciudad, convocar con promesas de premios ventajosos á los prisioneros Talaveras y demas confinados que ha remitido ese Estado á tomar partido á favor de sus planes. Entre el cúmulo de las demas providencias y medidas que debian tomar, la principal era empeñar á Artigas y al gobernador de Santa Fe para que cortasen el paso á las tropas de Buenos Aires, en caso que el superior gobierno tratase de enviarlas á esta provincia para restablecer el órden, formar una fuerza de 2,000 hombres con los recursos de esta provincia y aumentarla con los Chilenos que hay en Buenos Aires, para cuya desercion y emigracion tenian acordado interesar á los mencionados Artigas y gobernantes de Santa Fe, contando en dicha capital con los manejos de la hermana doña Javiera. Con esta fuerza creían sostenerse en el gobierno, pero sus principales miras eran pasar á ese Estado el año venturo (*venidero?*); despojar á V. E. y al Excmo. Señor director propietario de sus respectivos mandos, unirse con el cacique Venancio, y á todo trance, si se malograsen sus designios, tomar montoneros acá ó allá. Para facilitar todos estos planes, contaban con una partida de dinero que acababa de

Autor principal  
suscargado  
de la ejecucion.

Alianza meditada  
con Artigas.

Union  
con el cacique  
Venancio.



traer el negociante D. Manuel Martínez, fondos de la aduana y cuanto numerario se pudiera encontrar entre estos comerciantes y vecinos, á quienes debian ocuparlos por fuerza y bajo pena de la vida; recompensar sobreabundantemente á sus pro-séritos y arrojar monedas en la plaza gritando *¡ Viva la patria vieja!* Se habian proporcionado limas para ponerse en libertad, cuyos instrumentos se hallaron en su poder, y un papelito de letra de D. Juan José, con el emblema de *¡ Viva la patria y perezcan los tiranos!* con algunas otras frases mas y un renglon en cifra. La conspiracion está comprobada por tres testigos con-testes que han obrado de acuerdo con ellos; los demas tambien lo están con referencia al autor principal que los habló: sorprendidos por mí en esa noche lo han confesado todo en la indagacion que he concluido ayer tarde, y remito en testimonio á ese supremo gobierno para aumento de las pruebas en la causa en que está entendiendo, y dirijo igualmente al Excmo. supremo director de estas provincias. En la misma noche se fijó en la esquina del café de Moreno el pasquin que tengo el honor de acompañar á V. E. bajo el núm. 1, y en la mañana del juéves 26 se encontró en la del alcalde de primer voto que hace frente á la plaza, el que igualmente incluyo bajo el núm. 2; y ambos son de una misma mano y letra, segun el reconocimiento que han practicado los escribanos, cuya identidad y semejanza resalta á la vista.

» Dios guarde á V. E. muchos años. — Mendoza, marzo 1° de 1818. — TORIBIO DE LUZURIAGA. — Señor capitan general D. José de San Martín. »

El 9 de marzo, agrega el mismo Luzuriaga nuevos detalles en el siguiente oficio:

« Excmo. Señor: En papel del 1° indiqué compendiosamente á V. E. los planes que habian formado los Carrera para ponerse en libertad y ejecutar los demas proyectos de conspiracion entre ambos Estados. Negativo D. Juan José, ha confesado el D. Luis los hechos mas sustanciales, como lo advertí á V. E. en la exposicion que tengo la satisfaccion de acompañarle en

Otro oficio  
de Luzuriaga.

D. Juan José  
niega  
toda complicidad.

1818. testimonio, con copia de lo que digo en la fecha de los supremos gobiernos de ambos Estados; y aunque considero comprobado el cuerpo del delito, adelantaré el proceso hasta dejar convicto el D. Juan José, de que tambien instruiré á V. E. con oportunidad para su superior inteligencia. Dios guarde á V. E. muchos años. — Mendoza, marzo 9 de 1818. — TORIBIO DE LUZURIAGA. — Señor capitán general D. José de San Martín. »

El proceso sigue sus trámites.

Se levantó prontamente un sumario, y el nuevo proceso siguió sus trámites ordinarios con toda la actividad que requería el gravísimo asunto que lo motivaba. Los reos confesaron en todas sus partes el crimen de que eran acusados, pretendiendo no obstante el generoso D. Luis exonerar á su hermano D. Juan José de todo cargo, atribuyéndose él solo toda la culpa.

Generosidad de D. Luis.

El 11 de marzo los reos nombraron sus defensores, el 16 recibieron estos los autos, y el 29 los devolvieron al fiscal (1).

Condenacion á la última pena.

Mientras se dictaba la sentencia que los condenaba á la última pena, tenia lugar la gloriosa batalla de Maipo, y en los momentos que Chile estaba entregado al regocijo producido por tan espléndido triunfo, la desdichada esposa de D. Juan José Carrera solicitaba personalmente del general San Martín gracia para su marido, invocando los servicios que habia prestado á su patria. San Martín, lejos de esquivarse como se ha pretendido, accedió y se apresuró á dirigir al general O'Higgins la notable carta de recomendacion que transcribimos:

San Martín intercede en favor de los Carreras.

« Excmo. Señor: Si los cortos servicios que tengo rendidos á Chile merecen alguna consideracion, los interpongo para suplicar á V. E. se sirva mandar se sobresea en la causa que se sigue á los señores Carrera. Estos sugetos podrán ser tal vez algun dia útiles á la patria, y V. E. tendrá la satisfaccion de haber empleado su clemencia en el beneficio público. »

No es posible servirse de un lenguaje mas elevado, mas ex-

(1) Véase el opúsculo titulado *Extracto de la causa criminal seguida contra los Carreras* por atentado de conspiracion contra las autoridades constituidas. — Santiago, 1820.

presivo y mas sincero ; y los que han conocido la austeridad del ilustre Argentino están persuadidos como nosotros, que se habria excusado de interponer sus valimientos, si sus sentimientos hubieran sido contrarios á ese acto de magnanimidad. El supremo director contestó el 10 de abril, accediendo á su solicitud, como lo comprueba el siguiente documento :

« Excmo. Señor. — La respetable mediacion de Vuestra Excelencia aplicada en favor de los Carrera, no puede dejar de producir en toda su extension los efectos que Vuestra Excelencia se propone, y aun cuando la patria peligrase por la existencia de estos hombres, Vuestra Excelencia, en quien descansa la salvacion de este Estado, sabrá conciliar su peligro con el objeto de su pretension.

» Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — BERNARDO O'HIGGINS (1). — Excmo. Señor general en jefe de los Estados Unidos. »

Desgraciadamente la ejecucion habia tenido lugar en Mendoza el 8 de abril. Véase del modo como el gobernador Luzuriaga lo participa al directorio de Chile :

« Excmo. Señor. — Ayer, á las 5 de la tarde, fueron pasados por las armas, en la forma ordinaria, D. Juan José y D. Luis Carrera, á consecuencia del fallo definitivo que pronuncié en la causa que les he seguido por conspiracion y atentado contra el órden y autoridades constituidas, habiendo pedido ántes el dictámen de dos letrados, que tuvieron presente el mérito del proceso y circunstancias extraordinarias de que instruiré á Vuestra Excelencia el adjunto manifiesto que acabo de publicar, para satisfaccion mia y de los que se interesen, tanto en la tranquilidad pública, como en la imparcial administracion de justicia. La influencia que puede tener este suceso sobre las circunstan-

(1) Este documento así como los demas que se refieren al mismo asunto, son inéditos, y los debemos á la bondad del señor D. Mariano Balcarce, hijo político del ilustre general San Martín, quien nos ha permitido sacar copia de los originales que existen en su archivo.

1818.

O'Higgins accede á su peticion.

La ejecucion tiene lugar el 8 de abril.

Parte de Luzuriaga.

1818.

cias políticas de ese país, me mueve á comunicarlo á Vuestra Excelencia con la brevedad posible; y espero que el órden público de ambos Estados quedará asegurado por el temor que debe imponer á los turbulentos este ejemplar castigo.

» Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Mendoza, abril 9 de 1818. — TORIBIO LUZURIAGA. »

Queda restablecida  
la verdad  
histórica.

Esta es la verdad histórica, ella está comprobada por documentos irrefutables, que establecen de un modo inequivoco la rectitud con que ha procedido la autoridad argentina y la magnanimidad del ilustre general San Martin, contra quienes no vacilado escritores poco escrupulosos en acumular los cargos mas inverosímiles, con el propósito de elevar un monumento sin base á esos desgraciados, de cuyo trágico fin no puede culparse mas que á sus propios errores. Felizmente para la reputacion del autor chileno que ántes hemos citado, los conocimientos históricos que ha adquirido despues, le han arrancado la noble abjuracion que nosotros hemos aceptado, pero que no obstante, la existencia de su primer libro y nuestra calidad de Argentino nos ha impuesto el deber de refutarle.

En fin, como complemento de esta reivindicacion, no creemos ser difusos abundando en testimonios que la robustezcan y mucho mas cuando ellos emanan del propio biógrafo de los Carrera. Hé aquí lo que á este respecto agrega el señor Vicuña Mackenna:

« Aunque tenemos el propósito, como hemos declarado ántes, de no dar cabida en este trabajo á ninguno de los nuevos documentos que hayamos obtenido sobre la vida y hechos de los Carrera, por pertenecer aquellos á la obra especial que sobre estos caudillos hemos publicado, no podemos menos de consignar aquí, bajo cargo de conciencia, un documento importantísimo que absuelve en gran manera á D. Bernardo O'Higgins y al general San Martin de una inmensa responsabilidad, que en cierto modo nosotros mismos hemos aceptado (bien que bajo el carácter de un recuerdo tradicional) al ocuparnos de la muerte de aquellos ilustres Chilenos.

Documento  
importantísimo  
que absuelve  
á O'Higgins.

« Cuéntase con siniestro acento, decíamos en el *Ostracismo de los Carrera*, pág. 146, por las generaciones que atravesaron la tumultuosa era de nuestras contiendas civiles, que el día 4 de abril de 1818 partía á todo galope del campamento patriota, en direccion á Mendoza, un emisario íntimo del general San Martín con comunicaciones secretas para el gobernador Luzuriaga. Estas comunicaciones, se dice, eran la orden de ejecutar en el acto á los Carrera. »

» Habíasenos dicho que ese *emisario* íntimo era el auditor de guerra del ejército de los Andes, D. Bernardo Monteagudo, que fué positivamente el *asesor*, el *juez* y el *verdugo* de aquellos dos desgraciados jóvenes, pero á quien no reconocíamos como su *asesino*, porque creíamos ver al inmolidor mucho mas alto.

» Pero por dicha nuestra, y para honra de nuestras grandes y legítimas memorias, hemos encontrado un documento que demuestra con toda la evidencia que requiere la unidad y la lógica de la historia, que Monteagudo, de su *propio albedrío y bajo su responsabilidad*, fué el ejecutor de aquellas víctimas. Hemos visto en el apunte del impresor Cabézas, que poniendo una celeridad prodigiosa en su fuga de Cancha Rayada, habia llegado aquel á Santiago el 21 de marzo, lo que suponía que habia huido del mismo campo del conflicto, *sin haber tenido ni tiempo ni serenidad para ponerse á la habla con San Martín y ménos combinar medidas ulteriores*. Pero hé aquí un documento autógrafa y firmado por Monteagudo, en que este hombre tan colarde como audaz, tan inicuo como inteligente, declara que él ignoraba la suerte de San Martín y de O'Higgins despues de la sorpresa; que se dirigía á Mendoza por su propia voluntad ó su propio miedo, y que ya iba combinando en su sinistra mente la tragedia que se consumaría en breves dias por su consejo é instigacion en la plaza de aquella ciudad. Damos pues publicidad á esta esquelá, que vale por el mejor capítulo de nuestra historia contemporánea, pues lava una mancha que, como el reflejo de una afrenta nacional, la tradicion desautorizada hacía pesar sobre dos nombres tan queridos y tan grandes.

» La esquelá está escrita en una cuartilla de papel, toda de

1818.

Emisario secreto  
enviado  
á Luzuriaga.

D. Bernardo  
Monteagudo  
y el  
general O'Higgins.

1818.

letra de Monteagudo, y dirigida á D. Bernardo O'Higgins desde la posta de la Guardia en la cordillera, y dice así textualmente :

» Señor D. Bernardo O'Higgins. — Guardia, y marzo 26 de 1818. — Amigo y muy señor mio : despues de haber sido testigo de nuestro contraste, llegué á Santiago, y en el conflicto de noticias adversas que por momentos se recibian *al paso* que ignoraba la suerte de Vds., resolví salir para Mendoza, tanto en la idea de ayudar á aquel gobernador en el estado difícil en que debe hallarse, *sugiriéndole algunas medidas que nacen de nuestras circunstancias*, como para esperar mas noticias sobre nuestra situacion. Sigo mi marcha, que recién esta tarde he sabido el arribo de V. á esa ; espero tenga V. la bondad de comunicarme las órdenes á Mendoza, de donde regresaré sin pérdida de tiempo, si las probabilidades igualan nuestros riesgos, y si V. cree útiles mis servicios, *deseo mostrar toda la energía de mi carácter*, pero con fruto y solo bajo la administracion de V. No hay tiempo para mas : *repito que en Mendoza indicaré cuanto las circunstancias exigen*. De V. su afectísimo y atento servidor.  
— MONTEAGUDO. (Ostracismo de O'Higgins, pág. 320.)

El autor  
encuentra lógico  
el cargo hecho  
á Monteagudo.

No participamos sin embargo de la opinion del Señor Mackenna en cuanto á la responsabilidad atribuida al doctor Monteagudo. Nosotros no deducimos del contenido de la carta precedente, que de ella resulte un cargo tan severo y absoluto como el que él establece ; creeríamos en todo caso que ella revela la inteligencia que existia entre el abogado y el supremo director de Chile ; desde que el doctor Monteagudo, en el hecho supuesto por el Señor Mackenna, procedía evidentemente por inspiracion é instrucciones secretas de la autoridad á quien se dirige.

Das noticias  
que recibe  
el general Carrera.

Entretanto, ¿ cuál era la conducta del inquieto general D. José Miguel de Carrera ? La noticia de la gran victoria de Maipo le llegó á su residencia de Montevideo al mismo tiempo que la del drama terrible cuyo desenlace hemos descrito. Ambas influyeron poderosamente en su ánimo, contribuyendo á extraviar su razon y á lanzarlo en los mas grandes desórdenes. Desde ese momento un solo pensamiento le domina

— la venganza contra los que sus celos y su odio le hacen mirar como los asesinos de sus hermanos. — Jura el exterminio de Pueyrredon, de San Martín y de O'Higgins, y con ellos la ruina de Buenos Aires. Estimulado y auxiliado por el general Lecor, comienza sus trabajos de disolucion. Dirige una proclama excitando á la revolucion á *los habitantes libres de los pueblillos de Chile*, y se pone en activa relacion con todos los *caudillos bárbaros*. Hé aquí un modelo de esas producciones :

« ¿ En dónde están nuestros hermanos, nuestros compatriotas Juan José y Luis de Carrera? ¿ Cuál es la suerte, cuál es el destino de esos ciudadanos ilustres, de aquellos bravos generales, que dirigieron vuestro valor para levantar á la patria monumentos de gloria inmarcesible en las célebres jornadas de Yérbas Buénas, San Carlos, Chillan, Concepcion, Talcahuano, Maipo y Rancagua? ¡ Ah!... ¡ ya no existen! ¡ Percieron con la muerte de los traidores y de los malvados! Víctimas desgraciadas de la tiranía mas detestable de un triunvirato inicuo, que marcará la posteridad con el sello de la ignominia; despues del martirio de horribles prisiones en los calabozos y entre cadenas, abandonados del universo en el centro de su país, de su familia, de sus amigos, sin ser oídos ni juzgados, perecieron en el patibulo como criminales, el día 8 de abril. ¡ Día funesto y espantoso en los fastos de Chile! Pueyrredon, San Martín, O'Higgins: ved aquí sus bárbaros asesinos. El cobarde y afeinado Luzuriaga no fué mas que el verdugo de esos monstruos sanguinarios que vomitó el infierno para oprobio del nombre americano! ¡ Aleves!.... ¡ Qué! ¿ habéis pensado aseguraros un trono del otro lado de los Andes y sancionar la esclavitud de un millon de republicanos, manchando cobardamente los cadalsos de Mendoza con la sangre apreciable de dos héroes chilenos, con esa sangre tantas veces derramada por la libertad de sus compatriotas? ¡ Pueblos ilustres! ¡ soldados valientes de las legiones de Chile! No, vosotros no seréis insensibles á la atrocidad de un agravio hecho á la dignidad de la nacion, y que compromete la seguridad de vuestros derechos. Despues que los Carrera han sido asesinados, porque gemian

Proclama  
de Carrera  
á los habitantes  
de Chile

1818.

la opresion de su patria, porque aspiraban á su independenciam, nadie puede ya pronunciar impunemente el nombre de *libertad*. Están decretados los destinos de Chile. ¡ Una provincia oscura de la capital del Rio de la Plata! ¡ Los brazos de sus hijos, el fruto de sus sudores servirán á sostener la fuerza de esos tiranos que intentan esclavizarla! Si los pueblos de Buenos Aires miran con indiferencia la escandalosa violacion de su territorio, en que han sido ejecutados dos compatriotas que existian bajo la autoridad y proteccion de sus leyes, no, vosotros no besaréis el cetro de hierro de esos bastardos aventureros, que piensan intimidaros por las iras del terrorismo. Los Chilenos que acaban de arrollar las filas enemigas, los héroes de Maipo ¿ sucumbirán cobardes al despotismo de tres asesinos? Compatriotas: ¡ Qué mueran los tiranos para que la patria sea libre é independiente! Ya no tiene Chile otros enemigos que esos viles opresores. Sepultadlos en las cavernas mas profundas de los Andes, para que sus cuerpos inmundos sirvan de pasto á las fieras carnívoras de su especie, y vuestra justa cólera dé escarmiento á los ambiciosos y á los malvados. Yo secundaré vuestros esfuerzos gloriosos desde cualquiera distancia á donde me lleve el destino. La sangre de los Carrera pide venganza. ¡ Venganza, compatriotas! ¡ Odio eterno á los déspotas de Sud-América. — JOSÉ MIGUEL DE CARRERA. »

Juicio  
de un extranjero  
sobre Carrera.

Un extranjero que le conoció en esa época decia: « Le juzgué por los sentimientos que le oí manifestar, que era mas bien un Coriolano que un Temistocles (1). »

En efecto, el corazon de Carrera no abrigaba otro sentimiento que el de la venganza, y para satisfacerla, adoptó todos los caminos que pudiesen conducirle al fin propuesto. El puñal, la traicion, la alianza con los bárbaros, la ruina de Buenos Aires y de su patria, todo esto estaba decretado en sus siniestros planes.

Nueva proclama  
de Carrera  
al pueblo de Chile.

En el mes de mayo de 1818 hizo circular esta nueva proclama, dirigida al pueblo chileno :

(1) M. BRACKENRIDGE, *Viaje del Congreso*, tomo I, pág. 208.



« Vuestros destinos se han fijado... Escuchad!... Chile será de aquí en adelante una colonia de Buenos Aires, del mismo modo que lo fué de España en otro tiempo; su comercio y su industria estarán circunscritos á los límites que fijen los intereses particulares de la nueva metrópoli. Del seno de esta verá Chile salir los gobernadores para sus provincias, los magistrados para sus pueblos y los generales para sus ejércitos y fronteras. Sus contribuciones mismas tendrán solo por base las necesidades de aquella potencia ambiciosa. La independencia de América deberá ser dirigida por la mano hábil de una aristocracia inflexible. Los Porteños en Chile y los Chilenos en Buenos Aires sostendrán este sistema y serán alternativamente los instrumentos y las victimas. La expedicion de Lima hará correr la sangre chilena, miéntras que los satélites de Buenos Aires conserven por el terror la conquista de Chile.

» Buenos Aires llegará á ser una segunda Roma por las victorias que obtendrán los jefes iniciados en el gran misterio de su política, y los decretos que saldrán de esa capital darán la ley al continente entero de la América meridional. Este proyecto no es difícil ni injusto, porque los principios inmutables de la naturaleza y de la razon han delegado sus derechos. Respetando las preocupaciones del pueblo, lisonjeando sus caprichos y acariciando su orgullo, los Porteños empezarán á reinar por la fuerza de las armas, esperando que la del hábito mantendrá su poder y que una larga serie de años convertirá sus usurpaciones en legítima autoridad. Si por acaso se presenta alguno que con la energía de su carácter pretenda trastornar este proyecto, morirá cargado con las apariencias del crimen, que, en sentir unánime del populacho, siempre crédulo, fanático y supersticioso, justifican los atentados.

» Chilenos! héteos ahí la suerte que os prepara el club aristocrático de Buenos Aires, esa oscura asociacion de tiranos de cuyo seno ha salido la sentencia de muerte de los Carrera, hermanos míos, amigos y compatriotas vuestros, y defensores de la patria y de la libertad.

» Chile, por su posicion física y geográfica, por su situacion

1818.

política y moral, por sus riquezas é industria, y por la poblacion importante que asciende á mas de un millon de Almas, está destinado para formar uno de los grandes Estados de la confederacion del Sur. Esta verdad no puede de ningun modo ser problemática á los ojos de las naciones libres é ilustradas, ni podrá jamas calificarse de crimen el deseo de ver llegada pronto aquella época feliz tan interesante para el mundo entero y mas particularmente para la América. Mas por desgracia las pasiones no racionan; así es que los aristócratas de Buenos Aires pretenden sofocar los gritos de la naturaleza, reduciéndoos á la esclavitud, á cuyo efecto acaban de sacrificar con la mayor barbáriedad de vuestros ilustres compatriotas, cuyo crimen se reduce únicamente á haber sido amigos vuestros. Percieron, es verdad, porque su mérito y patriotismo les habia merecido vuestra reputacion. ¡Ah! bien pronto les seguirán al cadalso todos los que tengan valor para proferir las dulces palabras de *libertad* y de *independencia*.

» ¿No observais ya desde entónces repartirse los candidatos de la aristocracia el gobierno de las provincias, y el ejército auxiliar, estacionado en vuestro territorio, consumir vuestros recursos para enriquecer á vuestros opresores? ¿No veis á vuestros paisanos, arrancados del seno de sus hogares y de los brazos mismos de sus padres, correr á las riberas del Plata para sostener allí con su sangre el poder de los tiranos? ¿No veis á vuestros hermanos echados de la patria, arrojados á las minas de Mendoza como los mas infames criminales? ¿No veis ya, por fin, correr por el cadalso la ilustre sangre de los Carrera, que deshonra la nacion en la gloria de sus triunfos?

» Aterrados por el remordimiento de su conciencia, en vano pretendieron sus bárbaros asesinos colorar su crimen atroz nombrando una comision de los principales de las Provincias Unidas vendidos al poder y á la lisonja, los que de necesidad debian pronunciar la sentencia de muerte trazada de antemano por las manos de San Martín y de O'Higgins.

» Sí, en el corto espacio de dos horas se ejecutó la sentencia fatal sin que hubiese precedido ningun juicio, y sin que se res-

petase la inviolabilidad de un territorio extranjero. ¡Chilenos! en todos tiempos y en todos lugares esta ha sido siempre la conducta de los tiranos.

» El célebre demócrata, el autor del diario de Buenos Aires titulado *Mártires ó Libres*, Bernardo Monteagudo, fué el director de esta trama y uno de los miembros infames de aquella comision militar. Su nombre pasará á la posteridad marcado con el sello de los asesinos. ¿No reconocéis vosotros en San Martín y O'Higgins las acciones bárbaras de los Morillos y Morales, que inundaron de sangre las fértiles campiñas de Carácas y Bogotá?

» ¡Chilenos! ¿qué aguardais pues para sacudir el yugo bajo el cual vuestros libertadores pretenden haceros sucumbir á la voluntad de sus ambiciosos caprichos? Examinad únicamente los sucesos y sobre todo el sacrificio cruel de los Carrera, que de ningun modo pudieron impedir las lágrimas de una ilustre familia, ni el llanto de Chile entero, ni los clamores de la humanidad ultrajada, ni la débil voz de la justicia y de la ley. En aquel acto de ferocidad podeis leer todos vuestra propia sentencia: los mejores ciudadanos marcharán sucesivamente á la muerte uno tras otro, y perecerán todos con el valor de las primeras víctimas. Se sabe que los patriotas Juan José y Luis de Carrera marcharon al cadalso con un aliento que aumenta todavía el esplendor de su virtud, consagrando sus postreros instantes al honor y gloria de su patria.

» Se formará causa á los ejecutores de aquella sentencia criminal para calmar la opinion pública: con esta medida empezará el pueblo á dudar del crimen; y permanecerá la partida encadenada por ellos. Santa Fe sin auxilio alguno sostiene los esfuerzos del despotismo, y vosotros, teniendo poder para rechazarlos, ¿contiuuaréis en la apatía de los esclavos para ser la fábula de las naciones y el oprobio de nuestros descendientes?

» No, Chilenos, no, nuestro carácter es demasiado conocido para poder dudar de vuestros sentimientos. El ultraje hecho á la sangre de los Carrera, á la nacion entera, excitará vuestra justa indignacion, y la familia y los amigos que riegan hoy aquel

1818.

Se descubre  
una  
nueva conspiracion  
fraguada  
en Buenos Aires.

sepulcro con sus lágrimas bendecirán un sacrificio que consolidará para siempre la independencia de la patria sobre las ruinas de sus bárbaros opresores.»

Á la vez que desparramaba estos libelos incendiarios, organizaba una nueva conspiracion confiada al arrojo de algunos aventureros franceses y chilenos, olvidando que habia sacrificado á sus dos hermanos víctimas de su ambicion y extravíos, comprometia á su hermana doña Javiera, residente en Buenos Aires, cuya casa servia de asilo y de centro á los conspiradores. Carrera habia confiado la direccion de ese nuevo crimen al coronel frances Carlos Robert; este y sus compañeros, apoyados por los partidarios chilenos, debian dirigirse á Chile, provocar una revolucion, y asesinar al director O'Higgins, á San Martin y á los jefes mas importantes del ejército de los Andes. Carrera, por su parte, marcharia ocultamente para Buenos Aires, donde se introduciria una noche con mil hombres que debian desembarcar en varios puntos y reunirse á los descontentos. Contaba ademas con la cooperacion del famoso Artigas, quien debia operar en la campaña. El primer golpe debia ser apoderarse del director Pueyrredon, á quien cabria la misma suerte

(1) Hé aqui el oficio que el señor Villégas dirigió al director de Chile :

• Excmo. Señor. — Desde que por comision de V. E. me impuse en las correspondencias de José Miguel Carrera, residente en Montevideo, con sus adictos en esta capital, traslucí con bastante claridad que se trataba de trastonar por Alvear y su socio Carrera, en primer lugar el gobierno de Buenos Aires, y en segundo el de Chile, mediante las relaciones de uno y otro demagogo en sus respectivos paises, y esto aunque fuese á costa de sacrificar sus patrias á extranjeros ó facinerosos. La declaracion que hoy he tomado á Tomas José Urra, el mas confidente de José Miguel, que en el dia quiere se le crea arrepentido y separado de este, se reduce á decir que al pasar D. José Ignacio de Ureta, primo hermano de Carrera, por la villa de Aconcgagua, donde el declarante se hallaba, le confió con calidad de reserva, que estaba casi seguro de que existia una liga entre Portugueses (\*), Artigas, Carrera y Alvear, para trabajar cada uno en su partido por remover las

(\*) Por hacer honor á la justicia y á la verdad, es preciso no dejar correr este extremo de la proposicion con tanta generalidad. Hay que distinguir entre el gabinete del Brasil, y los varios puntos en que existen Portugueses. Los que se hallaban en contacto con Carrera parece ser á los que alude su confidente.

que á San Martín y O'Higgins (1). Felizmente este horrible plan fué descubierto por uno de los iniciados, á quien Robert habia confiado el secreto. Todo ello ha sido confirmado por las cartas, declaracion y manuscritos que forman el cuerpo del proceso seguido por la autoridad argentina, en cuyo testimonio nos apoyamos. Los conspiradores Robert, Lagresse, Dragumette, Parchappe y Mercher fueron capturados y juzgados militarmente. Hé aquí la sentencia que dictó la comision militar condenando á la pena de muerte á Robert y Lagresse (1):

1819.

Los conspiradores  
Robert, Lagresse,  
Dragumette,  
Parchappe  
y Mercher.

administraciones de Buenos Aires y Chile, y que él tenia intencion de averiguar la cosa á fondo, previniendo al declarante que en el espacio de poco mas de un mes le daria una razon exacta de los movimientos y planes que hiciesen, la fuerza armada ó tropas que auxiliaban esta liga, para cuyo fin le instó le dijese dónde podrian verse en el citado término; y contestándole Urrea que no podria salir de Aconcagua, Ureta le respondió que podria volver cuando concluyese su comision de secuestros del Guasco. — Esta declaracion, unida á las antecedentes cartas de José Miguel, ya no deja duda de la liga y próximo golpe que debe principiarse por Buenos Aires. En la carta de 28 de junio último dico á su corresponsal: *Que no está lejos la caída de la banda de facinerosos; que se le verá empuñando el palo; que se confie en sus promesas; que hoy recursos para reirse de las bayonetas, de los héroes y de las escuadras, y que si hablase con él, le diria cosas que creeria increíbles.* — En la de 31 julio escribo á su cuñada D. Ana María Colápos, le anuncia una época ménos infortunada, y en la de 24 agosto dice Carrera á otro corresponsal: *que se acerca el dia de ménos males, que el edificio tiembla, que él va á caer, y ellos á ser ménos infelices.* — Estos vaticinios del próximo golpe y trastorno de los supremos gobiernos de Chile y Buenos Aires, con que anuncia Carrera una época ménos infortunada, y que serán ménos infelices, suponen una cooperacion con sus partidarios para una entrega de su patria á potencia extranjera con la que se creen ménos desgraciados, y que sus amados serán vengados como se explica en la de 27 de junio. — Yo he creído de mi deber dar en el dia parte á V. E. de lo que va resultando del sumario en que entiendo, para que si lo hallase por conveniente, se sirva trasladarlo al supremo gobierno de Buenos Aires, donde creo amaga primero la próxima tempestad, que debe trascender en seguida á este Estado, y para que disponga V. E. sobre el arresto del citado Ureta del Guasco, si no ha pasado ya á Copiapó, donde es casado, y hasta donde se extiende su comision de secuestros. — Dios guarde á V. E. muchos años. — Santiago, y noviembre 27 de 1818. — Excmo. Señor. — D<sup>o</sup> Hipólito de Villégas. — Excmo. Señor supremo director del Estado de Chile. — Es copia: Echevarría. »

(1) Véase la publicacion oficial hecha en Buenos Aires el año 1819. — Re-

1818.  
Sentencia.

« Visto el proceso formado contra los Franceses Carlos Robert, Juan Lagresse, Agustin Dragumette, Narciso Parchappe, Márcos Mercher, y el Americano D. Mariano Vigil, acusados de conspiracion contra este Estado y el de Chile; todo bien examinado con la defensa que han hecho por sí los dos primeros, y Mercher, y la defensa de todos del capitan D. Saturnino Perdriel, lo expuesto por el fiscal capitan D. Luis Argerich, con asistencia del asesor general Dr. D. Simon García de Cosío, la comision militar extraordinaria ha condenado, y condena á los expresados Robert y Lagresse, que resultan convictos y confesos, á que sufran la pena de horca con arreglo á las leyes generales del Estado, á los siguientes Dragumette, Parchappe y Mercher, á que permanezcan en prision, hasta que por medio de la intendencia de policia sean expulsados del país, declarando como declara libre de toda culpa y cargo al ciudadano D. Mariano Vigil. — Buenos Aires, 31 de marzo de 1819. — JOSÉ RONDEAU (1). »

Su ejecucion  
tiene lugar  
el 3 de abril de 1819.

Los conspiradores  
de San Luis  
en inteligencia  
con Carrera.

La sentencia fué ejecutada el 3 de abril del mismo año; pero en vez de ser ahorcados fueron fusilados.

Poco despues tuvo lugar la conspiracion de los prisioneros españoles que se encontraban detenidos en la provincia de San Luis, y segun el testimonio auténtico que encontramos en la causa seguida, no parece dudosa la complicidad de Don José Miguel Carrera en ese crimen de alta traicion. Hé aquí la declaracion que le condena :

« Preguntado el oficial Riesco qué expresiones dijo Carretero » al tiempo de distribuir los cuchillos, qué plan manifestó para » despues que hubiesen realizado su tentativa primera, con

*súmen documentado de la causa criminal seguida y sentenciada en el tribunal de la comision militar de esta capital contra los reos Carlos Robert, Juan Lagresse, Agustin Dragumette, Narciso Parchappe y Márcos Mercher, por delito de conspiracion contra las supremas autoridades de las Provincias Unidas y de Chile.*

(1) No entrando en nuestro plan general la narracion detallada de esos sucesos, que por otra parte comprenden un trabajo especial, nos es indispensable alterar el órden cronológico en esta rápida descripcion.

» quiénes mas contaban de los confinados godos, y si sabe que  
 » Carretero ó algun otro hubiesen recibido alguna carta ó co-  
 » municacion, exprese con individualidad cuanto sepa, dijo :  
 » Que Carretero, al distribuir los cuchillos, les dijo *que hacia*  
 » *tiempo tenian tramada esta conspiracion; que el expresado*  
 » *Carretero habia recibido comunicaciones de Don José Miguel*  
 » *Carrera, con una postdata de Don Carlos de Alvear, en la que*  
 » *le decia el primero que á marchas redobladas se acercaban con*  
 » *la montonera á protegerlos y que hoy debian salir de aqui los*  
 » *conjurados á encontrarse con ellos; que hallado despues el que*  
 » *declara con el oficial Ordóñez, le dijo este que el domingo, á*  
 » *la noche, se habian recibido en casa de su tio el brigadier co-*  
 » *municaciones de la montonera y que habian estado aquella*  
 » *noche varios prisioneros en tertulia entrando y saliendo (1).»*

La traicion de Carrera está confirmada por la *Gaceta de Chile*, del 28 de noviembre de 1818, la cual publicó la siguiente real órden del ministro Eguía al virey del Perú, recomendando el concurso eficaz á los disidentes Carrera, etc. Este importante documento revela cuán grande fué el partido que sacó el gobierno español de las discordias promovidas por los anarquistas, que, como los Carrera, no vacilaban entre su ambicion y la ruina de la patria.

« Ministerio de la guerra. Reservado. — El estado á que han llegado las cosas aquí en la funesta rebelion de las Provincias de Chile y Buenos Aires ha hecho conocer á S. M. que es mas fácil atraer á los rebeldes á la observancia de sus antiguos deberes por medio de la política que por el de la fuerza, en la que por desgracia están ya aquellos gobiernos ilegítimos demasiado adelantados, y como nada puede traer peores consecuencias para la pacificacion de esa parte de la monarquía que la estrecha union de los rebeldes, será el primer deber de V. E. promover la desconfianza mutua entre ellos, fomentando aquel ó aquellos partidos que naturalmente se presenten en el curso de los sucesos ocurri-

Política artificiosa  
 aconsejada  
 por el gobierno  
 español.

(1) Testimonio auténtico en la causa de la conspiracion de San Luis, fo 11.

1818.

dos en los países rebelados, valiéndose para el efecto de cuantos medios y arbitrios son necesarios en tales casos, hasta echar mano de los fondos del erario para fomentar las desavenencias en los dichos partidos.

» El antecesor de V. E., el Señor marques de la Concordia, prestó á S. M. mejores servicios con los manejos de destreza política con los rebeldes de Buenos Aires y Chile, que con los ejércitos en estos países, y *observará V. E. que tuvieron mas felices resultados la proteccion concedida á los Carrera por el coronel Gainza en Chile, despues de la capitulacion simulada* y los recelos sembrados en Buenos Aires contra la primera junta, que la guerra formal sostenida en Venezuela y Santa Fe por el general Morillo.

« En el día, segun se advierte de la carta de V. E. de diciembre del año anterior, se presenta la mejor oportunidad para debilitar á Buenos Aires y Chile, protegiendo los partidos de los Carrera y de Alvear, que resentidos con los actuales dominantes de aquellos países no deben dejar de obrar en su contra, y harán tantos mayores esfuerzos quanto mas empeñada sea la oposicion que enuentren; debiendo conocer que la situacion en que se hallan aquellos hombres fuera de su país y relaciones, es la mas ventajosa para sacar de ellos el partido mas conveniente.

» Si V. E. pudiese, valiéndose de manos diestras, auxiliar abierta ú ocultamente á estos sugetos, no excusará diligencia ni sacrificio para conseguirlo, así como pondrá á disposicion del ministro de S. M. en la corte del Brasil las cantidades que para este objeto le pidiere, teniendo entendido que ántes de ahora se le han dado á aquel ministro las instrucciones convenientes.

» De real órden lo comunico á V. E. para su cumplimiento. — Dios guarde á V. E. muchos años. — Madrid, 22 de abril de 1818. EGÜA. — Señor virey del Perú (1). »

El senado de Chile  
declara la patria  
en peligro.

El 16 de noviembre el senado de Chile, alarmado por los esfuerzos desesperados que hacía allí el partido de los Carrera,

(1) *Gaceta de Buenos Aires*, n.º 102.



estimulado por los trabajos anárquicos de su jefe, declaró la patria en peligro (4).

1818.

El 31 de julio de 1819, no obstante las reclamaciones del gobierno de Buenos Aires, Carrera apoyado por el general Lecor, gobernador de la plaza de Montevideo, marcha á reunirse al caudillo Ramírez, de Entre Ríos, quien en alianza con el de Santa Fe declaran la guerra á Buenos Aires, el 16 de noviembre. Desde esa fecha fué uno de los mas activos auxiliares de

Carrera se reúne  
á Ramírez.

(4) La *Gaceta de Chile* del 28 de noviembre de 1818 contiene, sobre los trabajos subversivos de Carrera, las siguientes reflexiones:

• Entre las infinitas ventajas que nos ha proporcionado la toma de la fragata *Maria Isabel*, no es de las menores una real orden que se ha encontrado entre la correspondencia, y publicamos al pié de la letra. Por ella vendrá todo el mundo en conocimiento de los motivos que estimulan á José Miguel Carrera en sus planes subversivos y en sus escritos tan incendiarios como anti-patrióticos. Es evidente que aquel hombre infame está vendido al gabinete español, llegando á tal extremo su ambicion del mando que prefiere que su patria sea subyugada ántes que verla libre por los esfuerzos de otras personas mas dignas y virtuosas que él. ¡ Miserable! que no conoce que aun cuando se lograsen sus depravados intentos, no se escaparia de ser inmolado á la política del gabinete de Madrid despues de haber servido sus planes.

• El corazon de todo hombre de bien, de todo verdadero Americano, se llena de la mas justa indignación viendo los miserables y diabólicos medios de que se vale Fernando para nuestra destruccion. Alvear y Carrera (nombres detestables), convertidos en nuevos Coriolanos, aunque sin ninguna de las cualidades que adornaban á aquel Romano, ofrecen su brazo al déspota feroz para efectuar la subyugacion de unos paises que no han hecho mas que leer de antemano en aquellos corazones gangrenados, y que han tenido la generosidad de perdonarles una vida tan manchada de crímenes. La real orden del ministro Eguía al virey del Perú manifiesta la perversidad de Fernando, Alvear y Carrera, cuyos nombres irán á manchar las páginas de la historia. ¡ Oh justicia divina! cuándo libertarás el mundo de semejantes monstruos.

• El editor se desdeñaria en cualquiera otra ocasion de poner de manifiesto lo que publica, pues cuando el gobierno le ha honrado con su confianza, es responsable á la nacion de su veracidad; mas como el asunto que él versa es de la mayor importancia, tiene la honra de prevenir al público que la real orden original estará durante quince dias en la imprenta en poder del administrador de ella para que se satisfagan los que gusten, y vean con sus propios ojos hasta dónde se extiende la maldad, la infamia y la vileza de Carrera, Alvear y Fernando. •

1818.

Alvear se interna  
en la campaña  
de Buenos Aires  
seguido de Carrera

esos célebres cabecillas. El 25 de marzo, se reúne al general Alvear, quien desembarca en Buenos Aires, y se pone á la cabeza de un movimiento revolucionario, que es sofocado al día siguiente. — Alvear se interna en la campaña, seguido de Carrera, que le sostiene con un cuerpo de Chilenos.

Carrera  
busca el apoyo  
de los Indios.

Carrera continúa sus correrías apoyado siempre por los elementos bárbaros hasta el 5 de julio, que el coronel Dorrego, nombrado gobernador por el cabildo de Buenos Aires, organiza la resistencia contra Alvear. El primero de agosto, Dorrego destruye la fuerza de Carrera, pero este logra escapar. En fin el general Martín Rodríguez sale á campaña, y el 26 de octubre celebra un tratado de paz con la provincia de Santa Fe. Abandonado Carrera del apoyo de ese poderoso caudillo argentino, fuga al desierto y forma alianza con los Indios Pampas, con quienes lleva la desolacion y el incendio á la poblacion del Salto (1). En fin, despues de una existencia de puro vandalaje durante mas de dos años, en que los caudillos ignorantes de la *federacion* y los bárbaros del desierto eran sus mas fieles aliados, fué destruido el 31 de agosto de 1821 por una division de Mendocinos en la Punta del Médano. La noche siguiente, el general Don José Miguel de Carrera es conducido prisionero á Mendoza, entregado por sus propios soldados, y juzgado sumariamente en el término de 24 horas. El día 3 de setiembre son condenados á muerte por el consejo de guerra de los oficiales de la guarnicion Carrera y los coroneles Benevente (2) y Alvarez. El 4, á las 11 1/4 de la mañana, fueron ejecutados en la plaza de Mendoza.

La Punta  
del Médano

Carrera  
es condenado  
á muerte.

Certificado  
de la ejecucion.

Hé aquí el certificado de la ejecucion que acto continuo redactó el fiscal Cabero :

« En la plaza de Mendoza, á 4 dias del mes de setiembre de 1821, yo el infrascrito secretario, certifico que en virtud de la sentencia de ser pasados por las armas el brigadier Don José

(1) En otro lugar referimos metódica y cronológicamente esos hechos lamentables de las luchas civiles que innobles ambiciones, apoyadas en el elemento primitivo, alimentaron por muchos años en esas patrióticas é infortunadas poblaciones.

(2) El coronel Benevente fué perdonado.

Miguel de Carrera y el coronel Don Felipe Alvarez, y aprobada por el señor gobernador intendente de esta ciudad, se les condujo con buena custodia, á las 11 y cuarto de la mañana, á la plaza pública y principal, donde estaban formadas las tropas para la ejecucion de la sentencia, y habiéndose publicado el bando por el sarjento mayor de esta plaza y despues de todas las demas diligencias que previenen las ordenanzas de la patria, fueron fusilados dicho Carrera y Alvarez, delante de cuyos cadáveres desfilaron inmediatamente las tropas, y despues de habérsele cortado cabeza y manos al primero y solo la cabeza al segundo, fueron entregados sus cuerpos á la Caridad, quien los condujo á la iglesia de este título, donde se hallan enterrados; y para que conste por diligencia lo firmó dicho señor y el presente secretario. — JOSÉ CABERO. — JUAN BAUTISTA CHENAUT. »

Así terminó la borrascosa carrera de ese genio inquieto y profundamente pervertido.

La noticia de la ejecucion del general Carrera llegó casi al mismo tiempo que la de la entrada del ejército libertador en Lima, coincidiendo de ese modo con las circunstancias que acompañaron la ejecucion de sus hermanos D. Juan José y D. Luis. Su captura así como la sentencia fueron trasmitidas inmediatamente al conocimiento del Director de Chile, quien dirigió con tal motivo al gobernador intendente de Mendoza la expresiva comunicacion que trascribimos:

« La victoria de la Punta del Médano, cuyo detalle me incluyó V. S. en nota del 10 de setiembre último, ha colmado de gloria las armas de Mendoza. La muerte del último y mas tenaz caudillo de los anarquistas con la destruccion total de sus fuerzas, la regulo como una gran batalla ganada al enemigo. Me lisonjeo de que este memorable suceso será la base sobre que se edifique la tranquilidad, la paz, y el centro de poder á que debe tratar de reducirse ya las Provincias del Rio de la Plata, para recuperar el rango de una nacion libre, respetable al enemigo y apreciable á los demas.

» Yo felicito á V. S. con el mayor júbilo como el principal

Comandante. S.

Nota del gobernador  
intendente  
de Mendoza.

1818.

móvil de una accion que ha disipado las densas nieblas del anarquismo, que ha gravitado en esos países, librándolos de la devastacion y horrores á que habian sido entregados, si no se hubiese acertado el golpe que aniquiló á sus encarnizados enemigos. Chile conservará una eterna gratitud á V. S., á los dignos jefes, oficiales y tropa del ejército de Mendoza por la parte que á cada uno cupo en libertarlo de esos mismos males con que tambien se veía amenazado por las antiguas aspiraciones de aquellos vándalos.

» Dios, etc. — Palacio directorial de Santiago de Chile, octubre 2 de 1821. — BERNARDO O'HIGGINS. — Señor gobernador intendente de Mendoza, D. Tomas Godoy Cruz. »

El gobierno  
argentino  
no aprueba  
el proceso  
de ejecucion.

El gobierno argentino, aunque se felicitó del suceso que ponía término á las correrías de ese *mal genio*, parece que no aprobó el modo como fué procesado y ejecutado. — El general Martin Rodriguez acusó recibo á la comunicacion del gobernador intendente de Mendoza del modo siguiente :

Contesta la nota  
del gobernador  
de Mendoza.

« Buenos Aires, setiembre 25 de 1821. — La plausible noticia que V. S. se sirvió dirigirme con copia del parte de la accion de la Punta del Médano, en que fueron destruidas completamente las fuerzas del genio del mal, Carrera, ha sido recibida por mí y esta provincia con alegría tanto mayor cuanto están aun recientes todas las desgracias y maldades cometidas en ella por ese perturbador famoso. Estaba esto reservado al heróico pueblo mendocino, acostumbrado á vencer á cuantos han ultrajado su dignidad y derechos. Quiera V. S. admitir por suceso tan importante los mas sinceros plácemes con que yo á nombre de este pueblo tengo el honor de felicitar á V. S. y á esa benemérita provincia, y de recibir igualmente mis consideraciones particulares. — MARTIN RODRIGUEZ. — Señor gobernador intendente de la provincia de Mendoza, D. Tomas Godoy Cruz. »

El gobierno argentino interpuso muy luego sus respetos cerca del de Chile para que se permitiese regresar á la viuda y hermana del general Carrera, y para que se les devolviese las propiedades confiscadas. — Reproducimos textualmente la nota que

el plenipotenciario de Chile acreditado cerca de la República Argentina dirigió con ese motivo á su gobierno, porque ella es un testimonio mas en apoyo de nuestros asertos sobre las miras elevadas y generosas que han guiado constantemente al pueblo y gobierno argentino, en todo lo relativo á su vecina hermana y aliada la República chilena.

« El Señor ministro de Estado y relaciones exteriores ha venido ayer en comision de su gobierno á solicitar del de esa República por mi conducto un olvido generoso en favor de la desgraciada familia de Carrera, anticipándome que habia escuchado su gobierno los ruegos de aquellos infelices, persuadido que esta situacion, léjos de comprometer á ninguno de los dos poderes, solo serviria para aumentar nuevos grados de gloria á mi gobierno, salvando de la desesperacion y miseria los restos inocentes de aquellos culpables que ya expiaron sus crímenes. Que en consecuencia solicitaba y esperaba que el supremo director de esa república no solamente acogeria paternalmente á la mujer, hermana é hijos del finado Carrera, sino tambien que se les restituirian todos sus bienes.

» Mi contestacion fué: que me encargaba gustoso de una comision que seguramente honraba al respetable mediador. Pero que estaba persuadido que mi gobierno á la menor insinuacion de los interesados, y acaso officiosamente, habria decretado conforme á sus votos.

» Yo agregué esta última cláusula, convencido de que la mayor espontaneidad en las acciones nobles hace brillar mas su mérito. Si así hubiera sucedido, suplico á V. S. no omita semejante circunstancia en la contestacion de este oficio, que enseñase á este gobierno para honor del mio.

» Dios guarde á V. S. — MIGUEL DE ZAÑARTÚ. — EXCMO. Señor director del Estado de Chile (1). »

(1) El escritor chileno ya citado acompaña este documento de las siguientes reflexiones :

Vése por esta comunicacion, que el gobierno de Buenos Aires, á diferencia del de Chile, guardaba un significativo y honroso silencio sobre el suplicio de Carrera, empeñando sus felicitaciones solamente por el triunfo del

Intercede  
en favor  
de la familia  
de Carrera.

1813.

Consideraciones.

El desenlace de este lúgubre drama, lo repetimos, nos conmueve profundamente, por la suerte que ha cabido á esos tres hermanos, cuyas desgracias inspiran la simpatía universal; pero si hubiésemos de juzgarlos con la recta imparcialidad del severo historiador, probaríamos que ninguno de ellos tenia genio, ni reunia los dotes que requiere el hombre superior destinado á regenerar un pueblo ó á adquirir fama por sus grandes acciones. La lectura por sí sola de los documentos en que apoyamos nuestra narracion, los coloca en la categoría de los conspiradores vulgares, y aunque el general D. José Miguel haya desplegado mas inteligencia y dado pruebas de un carácter resuelto, sus hechos vandálicos no podrian darle jamas otra celebracion que la que han adquirido los caudillos bárbaros de la federacion del Rio de la Plata, que tantos males han causado en esa época á la civilizacion de esa bella parte del Nuevo Mundo (1). Nosotros no vemos, como no verá ningún otro escritor que estudie con imparcialidad la vida y hechos del general D. José Miguel de Carrera, mas que el ciego auxiliar de aquellos famosos *gauchos malos*, llamados Artigas, Ramírez y López, y uno de los instrumentos mas activos de que se han servido los enemigos de la independenciam sud-americana. No podríamos pues hacer otro paralelo que el que ofrece el último período de la existencia de Carrera con los personajes funestamente célebres á quienes hemos aludido.

Único paralelo posible.

Médano Parece en verdad un hecho averiguado que el gobierno argentino reprobó como ilegal, atentatorio é inhumano, el fusilamiento de Carrera, y así lo afirma el teniente Yátes en su narracion. Hemos encontrado ademas una prueba positiva de estos sentimientos, que hacen un doloroso contraste con los manifestados en este lado de los Andes, en una comunicacion oficial del mismo plenipotenciario Zañartú, por la que aparece que el primer ministro de Martín Rodríguez interpuso su influjo inmediatamente despues de la muerte de Carrera para obtener del gobierno de Chile la devolucion de las propiedades confiscadas y un permiso de regresar á su patria para la viuda de aquel y su hermana doña Javiera. (*Ostracismo de los Carrera*, p. 471.)

(1) Recomendamos á los que deseen tener una idea completa de lo que llamamos *caudillo bárbaro*, la lectura de la interesante obra del señor D. Domingo F. Sarriento, *Vida de Facundo Quiroga*, publicada en Santiago el año 1851; un tomo en 8.

## PROVINCIAS UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA Y CHILE.

AÑO 1818.

V.

Proyectos de San Martín después de Maipo, se dirige á Buenos Aires. — Balcarce queda al mando del ejército. — Acosado y entusiasta y honorífica que hace la nación y el congreso argentino al general San Martín. — Sesión de 8 de abril: su objeto. — Es nombrado brigadier de los ejércitos argentinos. — Nueva sesión del congreso. — Premios decretados á los vencedores en Maipo y un monumento á la memoria del general San Martín. — Distinción hecha al mayor general D. Antonio González Balcarce. — San Martín ante el congreso argentino. — Promociones en el ejército. — Resolución del gobierno de Chile mandando elevar un monumento conmemorativo en el campo de Maipo. — Testimonios de gratitud del director de Chile á los jefes argentinos. — San Martín devuelve el despacho de brigadier: su regreso á Santiago. — Llega á Buenos Aires una comisión diplomática de Norte-América: su objeto. — Resolución de la asamblea general del Kentucky. — El señor Zañartú, plenipotenciario chileno, es acreditado cerca del gobierno de las Provincias Unidas: su discurso al entregar la credencial. — Los corsarios argentinos hacen numerosas presas. — Persecución de los restos realistas. — Oficio del general Balcarce al director Pueyrredon. — Ataque de las fortificaciones de Chillan. — Osorio abandona á Talcahuano. — El director de Chile lo comunica al de las Provincias Unidas. — La expedición de Cádiz. — Motín á bordo de la fragata *Trinidad*: triunfo de los sublevados y su arribo á Buenos Aires. — Recibimiento que se les hace. — Plan de los Españoles. — Es comunicado al gobierno de Chile. — Causas que detienen en Mendoza á San Martín. — Dificultades con que lucha el gobierno argentino para enviar nuevos auxilios á Chile. — San Martín renuncia al mando de los ejércitos. — Carta de Zañartú á O'Higgins que la explica. — Este se persuade de la sinceridad de la renuncia de San Martín y lo llama con urgencia. — Progresos de la marina chilena. — Pobreza del tesoro de Chile. — Vuelta del generalísimo á Chile: asume el mando. — Real orden encontrada en el transporte *Dolores*. — Espíritu estrecho de la política española. — San Martín aconseja á su gobierno la retaliación.

Para el general San Martín, la victoria del 5, no obstante su inmensa trascendencia, solo significaba una de las grandes

1818.

Proyectos  
de San Martín  
después de Maipo.

1818.

jornadas que debian conducirlo á la capital del antiguo y opulento virreinato del Perú, centro de los recursos y del poder de los Españoles. Muy léjos pues de reposarse sobre las glorias adquiridas, se preocupó seriamente de los medios de organizar los elementos necesarios para emprender la nueva cruzada libertadora. La empresa era ardua, porque no solo se trataba de preparar una grande expedicion, sino tambien del equipo de una escuadra numerosa para trasportarla y apoyar las operaciones del ejército en el vasto litoral peruano. La absoluta falta de recursos en que se encontraba Chile para hacer frente á tan vasto plan, obligó á San Martin á fijar de nuevo todas sus esperanzas en el concurso poderoso del gobierno de las Provincias Unidas, á cuyos generosos esfuerzos se debia la libertad de Chile. La fecunda cabeza del ilustre general le habia sugerido ademas el proyecto de combinar las operaciones de los ejércitos argentinos, es decir, del que él debia conducir personalmente sobre los costas del Pacifico con el que ocupaba las provincias del Norte, de modo que realizando un ataque simultáneo fuese inevitable la destruccion del poder español. Este pensamiento fué aceptado por el supremo director de Chile, y del perfecto acuerdo que se estableció entre los dos ilustres generales, decidióse que el generalísimo de los ejércitos aliados partiese con carácter de plenipotenciario cerca del gobierno argentino.

Se dirige  
á Buenos Aires.

En efecto San Martin dejó encargado del mando del ejército al general Balcarce, y marchó sin darse el tiempo necesario para descansar de tantas fatigas. La poblacion de Buenos Aires recibió, el domingo 10 de mayo de 1818, la plausible noticia de que el vencedor de Chacabuco y Maipo estaba á sesenta leguas de la capital, y el lúnes siguiente, á las seis de la mañana, el general San Martin entraba en su casa, *habiendo conseguido escapar á las demostraciones espléndidas con que con extraordinaria impaciencia le preparaba hacia muchos dias el reconocimiento público.* La *Gaceta de Buenos Aires* del 13 de mayo, de la cual hemos tomado los renglones que preceden, agrega: « Esta sobriedad no es ménos admirable que sus victorias, y es muy oportuno que nadie

ignore  
del tri  
el illu  
públic  
nuest  
bravo  
poster

(1)  
las bri  
Dr.  
D. E  
Fr.  
D. J  
D. J  
D. J  
Con  
de San

• E  
dente  
dader  
en las  
quien  
la inc  
» I  
dirig  
el he  
merit  
» I  
princ  
á los  
»  
bella  
dispe  
desd  
• pú  
• pa  
»  
posic  
form



ignore que no puede caber la pequeñez de solicitar los honores del triunfo en el que ha tenido la gloria de merecerlos. Pero si el *ilustre vencedor de Maipo* rehusa los aplausos de la gratitud pública, le toca á ella obligarle á que no deje de aceptarlos. Ya nuestros poetas han cantado las glorias del general y de sus bravos con producciones dignas de su elevado asunto y de la posteridad (1). »

(1) Véase la *Corona poética del general San Martín*. Esta se compone de las brillantes producciones de los señores

Dr. D. Vicente López y Plánes.

D. Estévan Luca.

Fr. Cayetano J. Rodríguez.

D. Juan Crisóstomo Lafinur.

D. Juan Ramon Rójas.

D. Juan Cruz Varela.

Conjunto de celebridades argentinas que inspiró al autor de la *Biografía de San Martín* estas bellas palabras :

Hermandad de la lira y la historia  
Abrazo de la gloria con la gloria.  
J. M. G.

• En la época en que el general San Martín ilustraba su nombre al occidente de las Cordilleras, era entre nosotros el ejercicio de la poesía un verdadero sacerdocio. La lira estaba al nivel de la espada. Ciudadanos ilustres en las letras, de patriotismo probado, colocados en alta posición social, eran quienes se encargaban de celebrar las glorias de la patria y las victorias de la independencia.

» La intención de los poetas de entonces mas que literaria era social : dirigíase á exaltar y mantener vivo el espíritu de la revolución y á excitar el heroísmo popular por la emulación, elogiando dignamente los hechos meritorios.

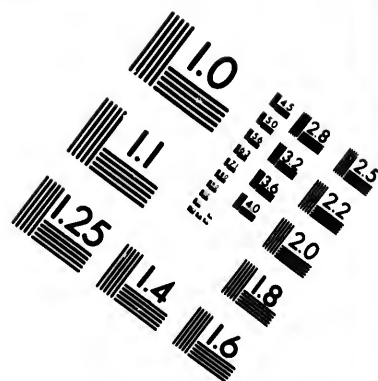
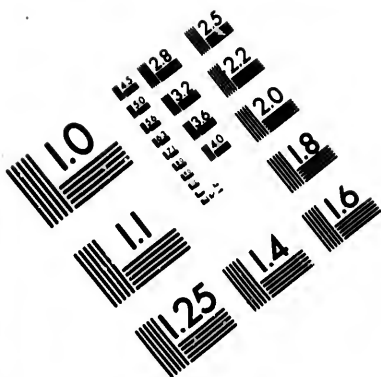
• El gobierno lo comprendía tambien así y consideraba como una función principal de su ministerio el recompensar con premios puramente de honra á los poetas mas inspirados.

• Un decreto de fecha 16 de octubre de 1821 pone en manos de Luca una bella edición de los principales poemas épicos; y otro de 9 de julio de 1822 dispone que se forme una colección de las composiciones poéticas aparecidas desde la revolución, « mas con el fin de contribuir á elevar el espíritu público que de hacer constar el grado de buen gusto en literatura á que el país había llegado en época tan temprana. »

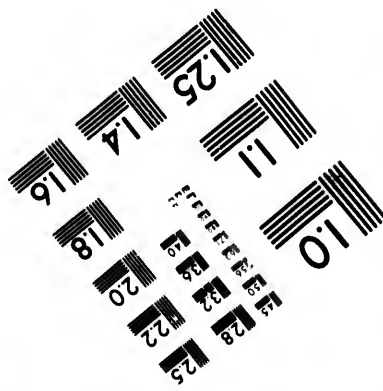
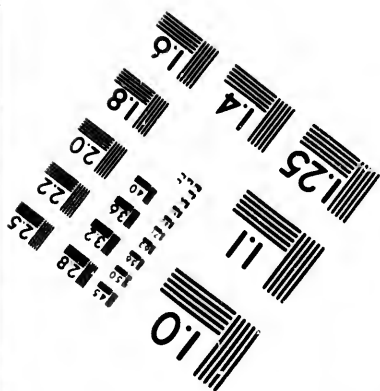
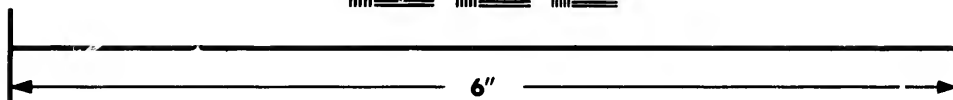
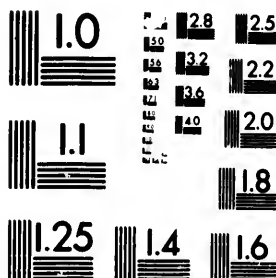
• Á excepción de Lafinur, los demas poetas que firman las siguientes composiciones fueron discípulos del famoso colegio de San Carlos, en el cual se formaron bajo la severa disciplina de la escuela clásica.

• Casi al salir de las aulas, pasaron á ser actores en las escenas gloriosas





**IMAGE EVALUATION  
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic  
Sciences  
Corporation**

23 WEST MAIN STREET  
WEBSTER, N.Y. 14580  
(716) 872-4503



1818.

No habian trascurrido aun quince dias desde que el periódico ministerial habia publicado el parte oficial con tipos de los colores argentinos, cuando la entusiasta capital porteña no sabia qué debia admirar mas, si la extrema modestia de San Martin ó la

de 1806, 1807 y 1810, y uno de ellos se ensayó con el *triumfo argentino* para escribir mas tarde el *himno nacional* y aquella *oda* que comienza con el verso *solemne* y *patético* con que el mas literato y nuestros poetas puso fin á su famoso *canto á la victoria de Ituxaingo* :

Aquella ingrata noche habia pasado...

» *D. Estévan Luca*, ingeniero militar, poeta, diplomático, dejó tras sí aquel buen olor de virtudes cívicas y privadas que forma la verdadera fama de un gran ciudadano.

» *Rodríguez* era un santo y amable sacerdote, que en todo lugar, en la cátedra, en el sillón de diputado de las primeras asambleas, redactando periódicos ó documentos públicos, edificaba siempre un altar en donde derramar su devocion á Dios y su amor á la patria.

» Devorado como *Luca* por el río que tanto amaron, el coronel *D. Juan Ramon Rojas*, arrojó las bombas libertadoras dentro de las murallas de Montevideo, donde se asilaba el poder español, y fué el alma de las primeras sociedades literarias formadas por la juventud emancipada por la revolucion de mayo.

» La vida de Lafinur equivale á la de tres hombres sin haber alcanzado á contar treinta años de edad. Militar, filósofo reformador, artista y poeta, merece nuestra gratitud por haber regado la tumba de *Belgrano* con lágrimas elocuentes y verdaderamente filiales.

» Inclinado de una manera irresistible al cultivo de la literatura y en especial á la versificación, *D. Juan Cruz Varela* interpretó á Virgilio como nadie en lengua castellana, dotó á nuestro teatro con dramas originales, cantó sin modelos las maravillas de las ciencias aplicadas al progreso de la sociedad y fué mártir de su desprendimiento y de su adhesion á las ideas del siglo, luchando en la prensa á favor de ellas como valiente soldado.

» Hé aquí los hombres que levantaron sus cantos inspirados en gloria de San Martin.

» Sus elogios son espontáneos, libres de todo interes, exentos de adulacion, dignos en fin del héroe varonilmente modesto que nunca confundió el oro de la fama sólida con el oropel de la inconstante simpatía de la muchedumbre.

» El héroe y sus bardos descansan en la tumba cargados de honra y de laureles, amparados al fin por el pabellon de la patria y por las instituciones y costumbres de una sociedad generosa y culta.

» El dia ménos pensado, la mano de esa misma sociedad realizará un pensamiento digno de ella : « Al rededor de la estatua del libertador de Lima aparecerán sobre pedestales de mármol las imágenes de esos poetas, en

actividad de ese genio superior, inspirado siempre por los sentimientos del mas elevado patriotismo.

Entretanto, inmediatamente que el gobierno y el congreso argentino tuvieron conocimiento de la jornada de Maipo, se habian apresurado á dictar las disposiciones mas honoríficas en favor del libertador de Chile.

El 18 de abril habia tenido lugar en el congreso nacional una sesion extraordinaria destinada á recibir las felicitaciones del director supremo y de las demas autoridades. El objeto de ella circuló con la rapidez de la electricidad, y los salones del congreso argentino desde muy temprano fueron invadidos por la sociedad mas selecta del país. Hé aquí lo que á ese respecto encontramos en el *Redactor*, núm. 22 :

« Sentado el director supremo en el seno del congreso en la forma de estilo, pronunció una bella arenga animada de las mas vivas emociones de satisfaccion y regocijo.

» El soberano congreso acepta los plácemes que le tributa el » supremo director del Estado. Toca cada dia nuevos motivos » de congratularse por la confianza que tuvo á bien dispensarle. » Ella le ha proporcionado la satisfaccion de ver restablecido » el órden en el Estado de las Provincias Unidas bajo su in- » flujo, y consolidada su independenciam en union con el Estado » de Chile, por la memorable jornada del 5 del presente abril.

» El soberano congreso espera que V. E. continúe en la prác- » tica de sus virtudes, dando á los pueblos nuevos motivos de » satisfacerse por el honroso título con que le ha distinguido. »

» Siguieron por su órden felicitando al congreso las demas » autoridades, que recibieron del Señor presidente la siguiente » contestacion :

« Pueblo de Buenos Aires! corporaciones civiles! ministros » de la Iglesia! clase militar! El soberano congreso recibe hoy » con el mas tierno placer vuestras felicitaciones : los agraa-

una mano la lira, y en la otra una corona de laurel y de inmortales levanta hácia la cabeza del jinete de bronce. »

Véase *El General San Martin*, pág. 5. — Buenos Aires, 1863.

1818.

Disposiciones  
honoríficas  
del  
congreso argentino.

Sesion  
de 18 de abril;  
su objeto.

1818.

» dece, se gloria á vuestra par de los triunfos de la patria :  
 » implora las gracias del Altísimo á favor de los manes del 5 de  
 » abril en la jornada de los *Llanos*, y tributa con vosotros la  
 » mayor gratitud á los libertadores del Estado. Que vuestras  
 » virtudes, ciudadanos, continúen ; que el órden se consolide ;  
 » que la independencia de estas Provincias sea eterna en íntima  
 » amistad con el Estado de Chile : hé ahí los votos que la re-  
 » presentacion nacional os manifiesta por mi conducto. »

» Concluido este acto, y retirado de la sala el supremo direc-  
 tor con su acompañamiento, expuso el Señor Serrano que ha-  
 biendo sido tan gratos y satisfactorios á la soberanía los grandes  
 y singulares servicios que habia hecho, y acababa de hacer á la  
 patria el *héroe de Chacabuco* en la célebre victoria ganada á los  
 Españoles en Maipo, nada era tan conforme como que el sobe-  
 rano cuerpo, á nombre de la nacion entera, le decretára un ho-  
 nor que lo inmortalizára, y se encargase al diputado de este  
 gobierno residente en Chile le diese las gracias por sus distin-  
 guidos servicios, como igualmente que felicitase al supremo  
 director de aquel Estado por tan brillante victoria. Aprobado  
 por aclamacion, conforme insinuó el Señor Bustamante, se se-  
 ñaló el lunes 20 para tratar sobre ella ; siendo de advertirse que  
 á esta mocion se reunia otra del Señor Acevedo con relacion á  
 la victoria de Chacabuco, que se hallaba pendiente. »

San Martin  
 es nombrado  
 brigadier  
 de los ejércitos  
 argentinos.

El 20 de abril, el ministro de la guerra, D. Matías de Yri-  
 góyen, dirigió la siguiente comunicacion al general San Martin,  
 adjuntándole el nombramiento de brigadier de los ejércitos de  
 la patria.

« Excmo. Señor capitan general D. José de San Martin : De  
 órden del Excmo. director supremo, tengo el honor de pasar á  
 manos de V. E. el adjunto despacho de *brigadier de los ejércitos  
 de la patria* con que el gobierno se ha dignado premiar el distin-  
 guido y relevante mérito que ha adquirido V. E. en la me-  
 morable jornada del 5 del corriente en las *llanuras de Maipo*. Este  
 suceso, al paso que hará eternas en los anales de América las  
 virtudes de V. E., de que si por una justa consideracion á su

generoso desprendimiento y ejemplar moderacion se decidió la superioridad á admitirle la renuncia que en tiempos anteriores hizo V. E. del citado empleo, es llegado el caso de que se preste á aceptar esta condecoracion, seguro de que en ello nada ménos se interesa que el decoro del gobierno y el honor y dignidad de la nacion.

» Con este motivo me encarga la superioridad prevenga á V. E., como tengo el honor de verificarlo, le proponga oportunamente los individuos del ejército de su mando para los premios y distinciones á que los juzgue acreedores con proporcion á sus servicios y mérito que hayan contraido en la referida jornada.

» Dios guarde á V. E. muchos años. — Abril 20 de 1818. — MATÍAS DE IRIGÓYEN. »

El 21 tuvo lugar una nueva sesion en el congreso nacional, en que se tomó en consideracion la mocion del señor Serrano sobre el premio que debia acordarse al general en jefe del ejército unido de los Andes, D. José de San Martin, y demas, y se dispuso se pasase un oficio al supremo director de Chile, felicitándole por el feliz suceso de las armas unidas, y en su persona al ilustre pueblo y tropas de aquel Estado, por sus heroicos esfuerzos en favor de la libertad del país; encargándose al diputado de este gobierno, D. Tomas Guido, se lo entregase, acompañando este acto con toda la expresion y majestad de que era digno; y en cuanto al premio extraordinario que era del resorte del congreso, y debia decretarse al general San Martin y al ejército vencedor en Chacabuco y Maipo, segun la ampliacion que se habia dado á la mocion, se nombró para que formasen el proyecto á los señores Charroarin, Passo y López.

El congreso nacional se reunió en sesion el lunes 27 de abril de 1818 y acordó que no teniendo ya lugar por la venida del general San Martin á la capital la disposicion tomada para darle las gracias á nombre de la nacion por sus distinguidos servicios, por conducto del diputado de este gobierno residente en Chile, se le diesen á su llegada en la sala de las sesiones, de-

Nueva sesion  
del congreso.

Premio decretado  
á San Martin  
y al ejército  
de Chacabuco.



1818.

Proyecto  
de un monumento  
á la memoria  
de San Martín.

biendo asistir á este acto el director supremo con todas las autoridades.

El 8 de mayo de 1818, el soberano congreso se dirigió al Señor director del Estado, trasmitiéndole la siguiente resolución tomada, mandando elevar un monumento á la memoria del ilustre vencedor de Chacabuco y Maipo :

« Excmo. Señor : El soberano congreso, en sesiones de 2 y 4 del corriente, ha sancionado el decreto y artículos siguientes :

» El congreso de las Provincias Unidas en Sud América, penetrado altamente de las ventajas que ha reportado la nacion en las célebres victorias en *Chacabuco* y *Maipo*, obtenidas en el territorio de Chile en los años pasado y presente, por el ejército unido de los Andes á las órdenes del general en jefe Don José de San Martín, sobre los ejércitos españoles destinados inmediatamente á la subyugacion de aquel Estado, y á ulteriores planes de utilidad sobre este, y deseando manifestar á nombre de la nacion que representa el justo reconocimiento que es debido al genio y á la virtud, ha venido en decretar y decreta lo siguiente :

» Artículo 1°. Con el objeto de establecer un monumento que perpetúe la gloria nacional adquirida en las expresadas victorias, se abrirá una lámina en cuyo centro resaltará el retrato del general *San Martín*, teniendo á cada lado un genio. *El de la Libertad* ocupará el lado derecho, y *el de la Victoria* el izquierdo, ambos con sus respectivos atributos en una de las manos, y sosteniendo con la otra una corona de laureles algo levantada sobre el retrato. Al pié de esta se pondrán los trofeos militares correspondientes, dominados por las banderas nacionales de Chile y de este Estado; á su contorno se pondrá la inscripcion siguiente: *La gratitud nacional al general en jefe y ejército vencedor en Chacabuco y Maipo*. La vista de estas batallas y la de los Andes ocupará la parte mas visible y restante de la lámina.

» Art. 2°. Se distribuirá un cuadro de esta clase á cada una de las capitales y ciudades subalternas del Estado, que deberán colocarse solemnemente en sus respectivas salas capitulares.

» Art. 3°. La brillante conducta militar del ejército de los

Ándes ha excitado en el ánimo del congreso los sentimientos mas vivos de gratitud y complacencia : por tanto declara á sus jefes, oficialidad y tropa *Heróicos defensores de la nacion*, ordenando que sus nombres se inscriban en un registro cívico de honor que se conservará en el archivo del cuerpo representativo, y en el de cada una de las municipalidades del territorio del Estado. Se comisiona al diputado de este gobierno residente en Chile, para que á nombre de la nacion les dé las gracias mas expresivas ; siendo del resorte del supremo poder ejecutivo distribuir á los de este Estado los premios militares á que se hayan hecho acreedores.

» Art. 4º. Se comunicará este decreto al supremo director del Estado, encargándole su publicacion y cumplimiento en la forma que mas estime conveniente.

» Lo participo á V. E. de órden soberana para su intelijencia.  
— Sala del congreso, mayo 8 de 1818. — MATÍAS PATRON, *presidente*. — JOSÉ EUGENIO DE ELÍAS, *secretario*. »

El 18 de mayo, fué dirigido por el departamento de la guerra por órden del gobierno argentino, el siguiente oficio al dignísimo general Don Antonio González Balcarce :

Distincion  
hecha al general  
D. Antonio González  
Balcarce.

« Para acreditar el Excmo. Señor director el alto precio con que mira los esclarecidos é incesantes servicios que ha prestado V. S. á la nacion desde el principio de nuestra gloriosa lucha, y al que ha contraído muy particularmente en la célebre jornada de Maipo, no siendo posible hacerlo con un nuevo grado militar por hallarse V. S. condecorado con el mas elevado que reconoce nuestra milicia, ha acordado señalar una pension vitalicia de 600 pesos anuales en favor de los hijos de V. S.; una beca dotada en el colegio de la union del Sud para el mayor de ellos, y el que sea este último considerado en la carrera militar en virtud de este mismo acuerdo, si llegando á la edad competente se sintiere inclinado á seguir el ilustre ejemplo de su padre. Estando muy léjos de corresponder esta distincion por su valor material á los relevantes méritos de V. S., se reserva S. E. aprovechar las ocasiones de acreditarle cuán

1818.

grande es la consideracion que V. S. le merece, y cuán tierna la gratitud que le consagran todos sus compatriotas.

» Lo que tengo la satisfaccion de comunicar á V. S. de órden suprema. — Dios guarde á V. S. muchos años. — MATÍAS DE IRIGÓYEN. »

El director  
Pueyrredon  
conduce al congreso  
al general  
San Martín.

En fin, el 17 de mayo, el modesto libertador de Chile fué obligado á presenciar la escena del mas sublime entusiasmo preparada por aquel pueblo patriota que no sabia ya qué inventar para manifestar al feliz general la expresion de su admiracion y de su respeto. Conducido por el director Pueyrredon y seguido por un pueblo compacto, por entre las banderas conquistadas en los campos de batalla y los arcos de triunfo levantados por el entusiasmo público, se dirigió al congreso nacional. La escena que provocó su presencia en aquel augusto recinto es indescriptible, porque el entusiasmo subia en frenesí. Entre otras manifestaciones, recibió por intermedio de su presidente un voto de gracias de los representantes de la nacion; se mandó abrir una suscripcion para eternizar la memoria de ese hecho glorioso; se le agració con una propiedad valiosa (1), y se acordó una pension á los hijos del mayor general Balcarce.

(1) Hé aqui los documentos que lo comprueban :

En la sesion del 2, se trató por separado de un premio que pudiese asegurar en alguna parte la comodidad de los sucesores del general San Martín, y se acordó que con dicho objeto se le hiciese *donacion de una de las fincas de importancia* del Estado, y que se comunicase al director supremo para su cumplimiento.

« Al Excmo. supremo director del Estado. — Excmo. Señor. — El soberano congreso, reconocido por los grandes servicios que ha hecho á la patria el general D. José de San Martín, despues de haber sancionado los honores debidos á su relevante mérito, ha decretado asimismo en sesion de 4 del corriente : « que para perpetuarse la gratitud de las Provincias se dé á los » sucesores y descendientes del referido general *una finca de consideracion* » de las de la propiedad del Estado que corresponda á los deseos del donante, » y que para lo sucesivo sea un fondo que asegure en parte su existencia, » expuesta por el virtuoso y heróico desprendimiento de los bienes de fortuna del padre. »

» Lo comunico á Vuestra Excelencia de órden soberana para su cumplimiento. — Sala del congreso, mayo 8 de 1818. — MATÍAS PATRON, *presidente*. DR. JOSÉ EUGENIO DE ELÍAS, *secretario*. »

El gobierno argentino queriendo conmemorar el glorioso hecho del dia 5 de abril, mandó crear un cordon con el objeto de distinguir á los jefes, oficiales y soldados que tomaron parte en esa jornada memorable. Ese documento fué concebido en los siguientes términos :

« En demostracion del alto aprecio y gratitud pública á que justamente se han hecho acreedores los generales, jefes, oficialidad y tropa del ejército de los Andes, por los importantes servicios que consagraron á su patria en la memorable jornada del 5 de abril próximo anterior, en las llanuras del Maipo, he venido en acordar que sobre los premios y distinciones que disfrutaron por sus méritos anteriores á dicha jornada y demas gracias concedidas en consecuencia de ella, sean distinguidos muy particularmente los primeros con un cordon de oro, con cavetes del mismo metal, encadenado, que pendiendo del hombro izquierdo deberá enlazarse en el ojal de la casaca al costado derecho ; con el mismo los segundos, sin mas diferencia que los cavetes hayan de ser de plata ; con el de plata y cavetes de idem la oficialidad ; con un cordon de seda blanco y celeste con cavetes de metal los sarjentos y cabos, y con el de lana de los mismos colores los soldados. Comuníquese este mi decreto al capitan general y en jefe del citado ejército, para que haciendo saber á este la expresada gracia, le haga entender la gratitud y consideraciones que se le dispensan por la nacion, transcribase al estado mayor general para su inteligencia y que á la mayor brevedad posible eleve por el ministerio de la guerra un diseño ó modelo de los citados cordones para las providencias consiguientes, y rubríquese. — Rúbrica de S. E. IRIGÓYEN. — Buenos Aires, julio 6 de 1818. »

El general San Martin fué nuevamente promovido al grado de brigadier, y los jefes y oficiales del ejército elevados á los grados que demuestra la siguiente lista, tomada de la *Gaceta ministerial* del 27 de mayo de 1818 :

| Nombres y empleos que tenían.                                 | Grados conferidos. |
|---|--------------------|
| El coronel efectivo de infantería D. Hilarion de la Quintana. | Coronel mayor.     |

1818.

Institucion  
de un nuevo cordon.

Promociones  
en el ejército.

|       |   |                            |
|-------|---|----------------------------|
| 1818. | El coronel efectivo de caballería D. José Matías Zapiola.                   | Coronel mayor.             |
|       | El coronel graduado D. Juan Gregorio Las Héras.                             | Coronel efectivo.          |
|       | Los tenientes coroneles efectivos de caballería D. José Melian.             | Grado de coronel           |
|       | D. Manuel Medina.   | Idem.                      |
|       | D. Manuel Escalada.   | Idem.                      |
|       | D. Mariano Necochea.  | Idem.                      |
|       | Los tenientes coroneles efectivos de infantería D. Pedro Conde.             | Idem.                      |
|       | D. Francisco Montes Larrea.   | Idem.                      |
|       | D. Rudesindo Alvarado.  | Idem.                      |
|       | D. Enrique Martínez.  | Idem.                      |
|       | D. Mariano Larrazával.  | Idem.                      |
|       | El teniente coronel efectivo de artillería D. Pedro Regalado Plaza.         | Idem.                      |
|       | El sarjento mayor efectivo de infantería D. José María Aguirre.             | Grado de teniente coronel. |
|       | El sarjento mayor efectivo de artillería D. Domingo Frutos.                 | Idem.                      |
|       | Los sarjentos mayores efectivos de infantería D. Ramon Guerrero.            | Idem.                      |
|       | D. Severo García de Zeguéra.  | Idem.                      |
|       | D. Joaquín Nazar.   | Idem.                      |
|       | D. Cirilo Correa.   | Idem.                      |
|       | Los sarjentos mayores efectivos de caballería D. Nicasio Ramallo.           | Idem.                      |
|       | D. Lino Ramírez Arellano.   | Idem.                      |
|       | D. Benjamin Biel.   | Idem.                      |
|       | El sarjento mayor efectivo de ingenieros D. Alberto Dalve.                  | Idem.                      |
|       | Los sarjentos mayores efectivos de caballería D. Domingo Tórrres.           | Idem.                      |
|       | D. Mariano Escalada.  | Idem.                      |
|       | El sarjento mayor graduado D. Luciano Cuenca.                               | Sarjento mayor efectivo.   |
|       | El capitán con grado de teniente coronel de artillería D. Francisco Fórmás. | Idem.                      |
|       | El sarjento mayor graduado de caballería D. Manuel Acosta.                  | Idem.                      |
|       | El sarjento mayor graduado de infantería D. Francisco Bermúdez.             | Idem.                      |

|   |  |
|---|--|
| Los capitanes de infantería                           |  |
| D. Ramon Antonio Dessa.                               | Grado de sarjento mayor.                                     |
| D. Francisco Villa.                                   | Idem.  |
| D. Eugenio Corvalan.                                  | Idem.  |
| D. Fernando Rósas.                                    | Idem.  |
| D. Ángel Réyes.                                       | Idem.  |
| Los capitanes de cazadores                            |  |
| D. José María Enríquez Peña.                          | Idem.  |
| D. Luciano Salvadóres.                                | Idem.  |
| Los capitanes de infantería                           |  |
| D. Manuel Rodríguez.                                  | Idem.  |
| D. Manuel Nazar.                                      | Idem.  |
| El capitan de artillería D. Francisco Díaz.           | Idem.  |
| El capitan de caballería D. Juan O'Brain.             | Idem.  |
| El capitan graduado de sarjento mayor                 |  |
| D. Ángel Pacheco.                                     | Sarjento mayor efectivo.                                     |
| Los capitanes D. Eugenio Necochea.                    | Sarjento mayor graduado;<br>tiene despacho provi-<br>sional. |
| D. Rufino Guido.                                      | Idem.  |
| Los tenientes D. José María Mora.                     | Capitan graduado.  |
| D. Francisco Aldado.                                  | Idem.  |
| Los alféreces D. Antonio Calderon.                    | Teniente graduado.   |
| D. Juan José Herrera.                                 | Idem.  |
| El capitan graduado de sarjento mayor                 |  |
| D. Luis Peréyra.                                      | Sarjento mayor efectivo.                                     |
| Los ayudantes mayores                                 |  |
| D. Manuel Olazával.                                   | Capitan graduado.  |
| D. Mariano Merlo.                                     | Idem.  |
| D. Eugenio Hidalgo.                                   | Idem.  |
| Los tenientes D. Lucas Bont.                          | Idem.  |
| D. Eugenio Aramburu.                                  | Idem.  |
| Los alféreces D. Rufino Zado.                         | Teniente graduado.   |
| D. Rufino Martinez.                                   | Idem.  |
| El ayudante mayor graduado D Julian Gudia.            | Capitan efectivo.  |
| El teniente primero muy antiguo D. Francisco Meneses. | Idem.  |
| El teniente primero D. Felipe Almandos.               | Grado de capitan.  |
| Los ayudantes mayores                                 |  |
| D. José Dolóres Suso.                                 | Idem.  |
| D. Pedro López.                                       | Idem.  |
| Los tenientes primeros de infantería                  |  |

|       |  |                                     |
|-------|--|-------------------------------------|
| 1818. | D. Alejandro Soloaga.  | Grado de capitán.                   |
|       | D. Mateo Corvalan.   | Idem.                               |
|       | D. Miguel Cortés.  | Idem.                               |
|       | El teniente primero de artillería D. Nicasio Cabrera.        | Idem.                               |
|       | Los ayudantes mayores de artillería                          |                                     |
|       | D. Juan Tamallanca.  | Idem.                               |
|       | D. Pedro Herrera.  | Idem.                               |
|       | El teniente primero de infantería D. Manuel Antonio Soloaga. | Idem.                               |
|       | El teniente primero de cazadores D. Pedro Zorrilla.          | Idem.                               |
|       | El ayudante mayor de infantería D. José María Zelada.        | Idem.                               |
|       | El ayudante mayor de cazadores D. Antonio Martel.            | Idem.                               |
|       | Los tenientes primeros de infantería                         |                                     |
|       | D. Manuel Suárez.  | Idem.                               |
|       | D. Aniceto Vega.   | Idem.                               |
|       | Los ayudantes mayores de infantería                          |                                     |
|       | D. José María Maldes.  | Idem.                               |
|       | D. Basilio Bórches.  | Idem.                               |
|       | El teniente primero de artillería D. Manuel Fuéntes.         | Idem.                               |
|       | Los tenientes segundos                                       |                                     |
|       | D. Manuel Laprida.   | Teniente primero con sueldo de tal. |
|       | D. Pablo Cienfuégos.   | Idem.                               |
|       | D. José María Apellániz.                                     | Idem.                               |
|       | D. Fernando Maldonado.                                       | Idem.                               |
|       | D. Francisco Lencinas.                                       | Idem.                               |
|       | D. Juan Correa.  | Idem.                               |
|       | El teniente segundo de artillería D. Manuel Antonio Pizarro. | Idem.                               |
|       | Los tenientes segundos de infantería                         |                                     |
|       | D. Pedro José Rico.  | Idem.                               |
|       | D. Pedro Pascasio Albarracin.                                | Idem.                               |
|       | Los subtenientes de infantería                               |                                     |
|       | D. Dionisio Villareal.                                       | Graduado de teniente segundo.       |
|       | D. Carlos Fórmás.  | Idem.                               |
|       | D. José María Plaza.   | Idem.                               |
|       | D. Bruno Recavarren.   | Idem.                               |

|  |                               |       |
|--|-------------------------------|-------|
| El subteniente de cazadores D. Antonio Matuz.    | Graduado de teniente segundo. | 1818. |
| El subteniente de artillería D. Manuel Omil.     | Idem.                         |       |
| El subteniente de cazadores D. Pablo Murillo.    | Idem.                         |       |
| El subteniente de artillería D. Jerónimo Espejo. | Idem.                         |       |
| Los subtenientes de infantería                   |                               |       |
| D. Martín Quiroga.                               | Idem.                         |       |
| D. Ramón Díaz.                                   | Idem.                         |       |

El supremo director de Chile abundó en manifestaciones no ménos expresivas: entre otras mandó elevar un monumento en lo mas descubierta de la colina, cuyo decreto reproducimos á continuación:

El gobierno de Chile mandó elevar un monumento en Maipo.

« Santiago, 10 de mayo de 1818. — Penetrado el gobierno de la gratitud universal que abriga la nacion hácia sus heróicos defensores, y deseoso de exhibir un testimonio que uniformándose á aquellos sentimientos, trasmita á la posteridad la memoria ilustre de los que, superiores á los contrastes y vicisitudes de la guerra cuando parecia hundirse la patria en su irrevocable recolonizacion, fijaron sus altos destinos en la inmortal jornada de Maipo, ha creido conveniente decretar:

» Que en lo mas descubierta de la loma, teatro principal de la batalla y de nuestros triunfos, se erija una pirámide cuadrangular de treinta piés de elevacion, cuyo pedestal revestido de cuatro láminas de bronce correspondientes á cada uno de sus lados presentará estas inscripciones.

» En la lámina de oriente se leerán entre laureles los nombres del Excmo. general en jefe San Martín, y de los oficiales generales que mandaron la accion. Una fama coronará el todo y de su clarín saldrá este mote: *Gloria inmortal á los héroes de Maipo, vencedores de los vencedores de Bailen.* En la del sud se verán los nombres y destinos de los jefes de division de derecha é izquierda, reserva y caballería. En la del norte los de todos los comandantes efectivos que en la batalla comandaron cuerpos, con indicacion de sus empleos. Y en la del oeste se hallará escrito:



1818.

*Precipitándose la nacion por las vicisitudes de la guerra en su infame antigua servidumbre, la firmeza, el valor de los ejércitos de Chile y los Andes solidarón su independencía, exterminando con fuerzas inferiores al ejército invasor del rey de España, compuesto de cinco mil quinientos hombres, en la batalla memorable dada en estas llanuras el 5 de abril de 1818, año 9 de la libertad. Viéndose en la parte inferior de la misma lámina el pabellon nacional enarbolado, y á su pié en actitud de rendidas las seis banderas coronelas, y los tres estandartes tomados al enemigo.*

» Y queriendo asimismo que individualmente reciba el ejército una insignia de su heroicidad y del justo reconocimiento de la patria, he acordado se distribuya á todos los jefes y oficiales que precisamente se hallaron en la accion, una medalla de oro para los primeros, y de plata para los segundos, en cuyo anverso resalte la estrella de las armas del Estado, orlada de una corona de laurel, y á su contorno esta inscripcion: *Chile reconocido al valor y constancia; y en el reverso, en líneas paralelas: de los vencedores de Maipo, abril 5 de 1818*, ceñido de la misma orla. El todo pendiente de un lazo que tomará una cinta encarnada prendida del ojal de la casaca.

» Los sarjentos, cabos y soldados llevarán sobre el brazo izquierdo un escudo que exprese: *La patria á los vencedores de Maipo, abril 5 de 1818*. Con la diferencia que para la primera clase será de paño encarnado con letras bordadas de plata, y para la segunda y tercera, paño azul, con sobrebordados de seda color del oro: ambas insignias orladas de ramos de laurel.

» Y expídanse por el ministerio de la guerra las órdenes y comunicaciones convenientes para el cumplimiento de esta resolucion, segun lo acordado. — O'HIGGINS. — Zenteno, secretario. »

Entre los testimonios de aprecio que dió á algunos de los jefes mas notables del ejército argentino, debemos mencionar la resolucion á favor del honrado general D. Antonio González Balcarce, sustituto del ejército unido de los Andes y Chile, así como el noble desinterés de este. Hé aquí los documentos á que aludimos, publicados en la *Gaceta ministerial de Buenos Aires*:

Testimonios  
de aprecio  
del director de Chile  
á los  
jefes argentinos.

« Reconocido Chile á los distinguidos servicios que V. S. ha prestado en obsequio de su libertad, he acordado remunerarlos en parte con la asignacion que contiene el adjunto decreto, debiendo estar persuadido que si ella por los apuros del fondo público no es condigna á su mérito, ni satisface los deseos de este gobierno, puede á lo ménos recibirla como una pequeña demostracion de su gratitud y aprecio.

» Dios guarde á V. S. muchos años. — Santiago, 2 de mayo de 1818. — BERNARDO O'HIGGINS. — Señor general en jefe sustituyente de los ejércitos unidos. »

« Santiago, abril 30 de 1818. — Declárase á favor del señor brigadier general en jefe sustituyente del ejército unido, D. Antonio González Balcarce, la asignacion de 3,000 pesos anuales, que se le abonarán por las cajas generales del Estado desde el dia 6 del corriente, en que invistió el generalato, hasta que cese en su sustitucion. El gobierno no puede ver con indiferencia permanezca indotado un jefe de su mérito y dignidad, que con servicios y esfuerzos distinguidos ha defendido y sostiene infatigablemente los sacrosantos derechos de la patria. Tómese razon en el tribunal mayor de cuentas y tesoreria general. — O'HIGGINS. — Zenteno, secretario. »

El honorable general argentino rehusó la asignacion, fundándose en que su residencia en Chile no seria permanente. Ese notable documento, que reproducimos á continuacion, es un testimonio elocuente del elevado patriotismo que distinguia á los ilustres jefes argentinos del glorioso ejército de los Andes :

« Excmo Señor: Los cortos servicios que haya prestado desde mi ingreso á este país, y los que tenga el placer de poder desempeñar sucesivamente, quedarán excesivamente compensados con que merezcan la suprema aprobacion de V. E., y evidencien á este benemérito pueblo el decidido interes con que deseo sus felicidades. Á nada mas aspiro, ni he venido con otro designio. En este concepto, reciba V. E. mi mayor reconocimiento por la asignacion que le merezco en su honorable nota de 2 del corriente, haciéndome la gracia de permitirme me nie-

1818.

Se acuerda  
al mayor general  
Balcarce  
una asignacion  
de 3 000 pesos.

Este se niega  
á aceptarlo.

1818. gue á su admision; pues ni he contraido mérito que sea digno de remuneracion, ni el tiempo que cuento continuará mi permanencia en este Estado me puede dar lugar á que lo adquiera.

» Dios guarde á V. E. muchos años. — Cuartel general de Santiago, 4 de mayo de 1818. — ANTONIO GONZÁLEZ BALGARCE. — Excmo. señor director de este Estado. »

San Martin  
devuelve el despacho  
de brigadier.

El general San Martin, como despues de Chacabuco, se negó á aceptar el grado de brigadier, y devolvió el despacho, fundándose en las mismas causas que entónces. El general en jefe del ejército aliado permaneció en Buenos Aires hasta fines de setiembre, y despues de haber acordado con el gobierno argentino las medidas que debian tomarse para el desarrollo del plan combinado, marchó para su predilecta Mendoza, donde debia esperar la ejecucion de lo convenido en su parte financiera.

Marcha  
para Mendoza  
á esperar  
la ejecucion  
de lo convenido.

Á fines de febrero llegó á Buenos Aires una comision diplomática, compuesta de tres notables personajes de la union americana. La *Gaceta* del 7 de marzo da cuenta del modo siguiente de ese acontecimiento, que impresionó muy favorablemente á aquella poblacion:

Comision  
norte-americana.

« El dia 28 de febrero próximo pasado ha llegado á esta capital una comision diplomática de los Estados Unidos de Norte-América, compuesta de los señores César A. Rodney, anteriormente procurador general de los Estados Unidos, Jáyme Graham, del departamento de Estado, Teodoro Bland, uno de los jueces de Baltimore, y M. Brackenwidge en calidad de secretario. Este último hizo la primera visita á nuestro primer secretario de Estado y de relaciones exteriores el dia 2 del corriente, anunciando para el 4 que se personaria la comision, como lo verificó. Al dia siguiente fué presentada á S. E. el supremo director por dicho señor secretario de Estado, y recibida con demostraciones de particular atencion y aprecio, asistiendo á ese acto los señores generales y jefes militares de la nacion.

Acogida  
que se le hizo.

» Los ciudadanos de todas las clases del Estado han tomado con el mas decidido interes el manifestar sus consideraciones á

que sea digno  
pará mi per-  
e lo adquiriera.  
el general de  
EZ BALGARCE.

buco, se negó  
espacho, fun-  
general en jefe  
hasta fines de  
bierno argen-  
rollo del plan  
donde debia  
anciera.

mision dipl-  
la union ame-  
odo siguiente  
rablemente á

o á esta capi-  
dos de Norte-  
ey, anterior-

Jáyme Gra-  
, uno de los  
ad de secre-  
o primer se-  
tia 2 del cor-  
la comision,

u á S. E. el  
estado, y reci-  
precio, asis-  
ilitares de la

han tomado  
deraciones á

los señores comisionados, conducidos, se en entendemos, de la simpatía que es tan natural entre habitantes de un mismo hemisferio, de la analogía de sus pretensiones, y de la evidencia en que están de que no podrán ser sino unos mismos los intereses nacionales de unos y otros.

» Así es que, por mas dispuestos que nos sintamos á recibir con agradecimiento las demostraciones que puedan hacerse por parte de las potencias de Europa, sucederá siempre que sus agentes diplomáticos destinados á estas provincias no inspirarán en el público tan completa confianza sobre los objetos de su mision.

» Estamos muy distantes de creer que preponderen en el espíritu de las córtes europeas las ideas mezquinas de perpetuar la infamia de las generaciones de América; cosa tanto mas improbable cuanto que suponiéndose un extravío tan clásico de la justicia y de la equidad, no podria calcularse sobre la certeza del suceso; mas, sea de esto lo que fuese, y sobre lo que uno ú otro escritor antiliberal del Mundo Viejo se ha propuesto esparcir la oscuridad y las dudas, jamas se contará con los Estados Unidos de Norte-América para una coalicion que no tuviese por objeto el engrandecimiento del Nuevo Mundo. Todo plan trazado sobre otras miras tendrá una influencia mas ó ménos directa contra los intereses de la patria ilustre de Washington.

» Seguros sobre cuál no sea ni pueda ser el asunto que ha traído la comision anglo-americana á estos países, tendrémos ménos obstáculos para conjeturar cuál sea el objeto positivo de su anticipacion á la llegada de otras comisiones de otros puntos del globo, de que nosotros no respondemos, pero que el rumor público ha difundido.

» Tenemos á la vista el mensaje del presidente de los Estados Unidos del dia 12 de diciembre, trasmitido á las dos cámaras del congreso. En él se indican los motivos de enviar una comision compuesta de *sugetos distinguidos* por toda la costa meridional de América. Allí se asienta por base que el gobierno de dichos Estados no ha considerado como una rebelion la conducta de los pueblos independientes, ó que se han declarado tales en

1818.

Sud-América; sino como *una guerra civil entre partes casi iguales que tienen iguales derechos en cuanto á los poderes neutrales. Ya se habia previsto*, dice, que la contienda entre la España y las Colonias llegaria á ser *altamente* interesante á los Estados Unidos. *Era natural* que nuestros ciudadanos simpatizasen en los sucesos que afectaban á nuestros vecinos, etc.

» Sin embargo, como han ocurrido circunstancias que podian hacer equívoca la conducta de aquel gobierno en el ánimo de nuestros compatriotas, máxime anunciándose probable el restablecimiento de las negociaciones pendientes sobre límites entre los Estados Unidos y la corte de Madrid, la comision tiene por objeto: 1° *Obtener noticia exacta de todo negocio en que puedan interesarse ellos mismos.* 2° *Hacer formar una justa idea de los sentimientos de su nacion, y de las amigables disposiciones de aquel gobierno respecto de las dos partes contendientes.* 3° *Asegurar el respeto conveniente á su comercio en todo puerto y de toda bandera.* »

Objeto  
de esta mision.

Decision  
de la  
asamblea general  
de Kentucky.

En efecto, estos comisionados tenian por mision especial el estudio del estado de los asuntos políticos, y principalmente saber si la base de la nueva organizacion era bastante sólida para que los Estados Unidos pudiesen sin inconvenientes reconocer su independencia como Provincias Unidas del Rio de la Plata. Es de creer que á consecuencia de los informes favorables de los comisionados, tuvo lugar poco tiempo despues (el mes de agosto) la reunion de la asamblea general de Kentucky, que dictó la importante resolucion siguiente :

« Es la opinion de esta asamblea general que las Provincias de Sud-América que se han declarado últimamente libres é independientes deben inmediatamente ser reconocidas por el gobierno de estos Estados Unidos de Norte-América, como potencias soberanas é independientes, tratadas como tales, é introducidas entre los otros poderes soberanos de la tierra : y por último que todos los derechos de auxilio y hospitalidad deban darse por estos Estados Unidos á estas potencias soberanas reconocidas de Sud-América, que por las leyes de las naciones se dan justa y pacíficamente por los pueblos y magistrados de una

nacion neutral á los pueblos y magistrados de otra nacion, bien sea en guerra, ó en paz. »

Despues de la batalla de Maipo, el gobierno de Chile decidió acreditar una legacion permanente cerca del de las Provincias Unidas, que confió á uno de sus mas distinguidos hombres de Estado. El Señor Don Miguel Zañartú, que acababa de desempeñar el empleo de secretario de Estado en aquella república, fué recibido por el director supremo en audiencia pública el 4 de agosto, en cuya ocasion entregó la credencial que le acreditaba en el carácter de enviado extraordinario y ministro plenipotenciario. Acompañado con todas las formalidades de estilo, luego de introducido á la sala principal donde le esperaba el director, pronunció el notable discurso que reproducimos, así como la contestacion del señor Pueyrredon, porque ambos honran al director y al enviado del pueblo chileno.

« Excmo. Señor: — Al recibir el honor de presentarme ante V. E., una emocion de gratitud irresistible me hace adoptar el lenguaje del reconocimiento; y anunciándome ministro enviado de un gobierno que preside á un pueblo libre y feliz, no puedo prescindir de unir mis votos á los sentimientos de ese pueblo, y bendecir con mis conciudadanos la mano bienhechora que ha introducido en su seno la prosperidad, la abundancia y la paz. Feliz V. E. que aprovechando la influencia de sus virtudes sobre estos pueblos generosos ha sabido adquirirse la envidiable gloria de hacer felices á tantos semejantes.

» La calificacion de las grandes acciones se reservó siempre al juicio de la posteridad; pero beneficio tan marcable no necesita de la sancion del tiempo para presentarse en todo su esplendor: lo harán brillar por toda la extension del globo el pacifico propietario que veia su sustancia abandonada á la rapacidad del usurpador, el industrioso comerciante cuyos proventos eran acechados para aumentar los eslabones de su propia cadena, el útil fabricante que abandonaba sus talleres porque solo fomentaban el lujo de sus opresores; por último, el infeliz labrador cuya tierra regada con lágrimas solo fructificaba á sus profanadores sin aliviar sus propias familias.

1818.

El señor Zañartú  
plenipotenciario  
chileno  
en las  
Provincias Unidas.

No discurso  
pronunciado  
al entregar  
su credencial.

1318.

» Los ecos gratos y sonoros de estos órganos irreprochables presentarán los pueblos argentinos á los ojos de la humanidad y la filosofía como el primer modelo del amigo del hombre, y procurarán á su digno jefe un rango eminente, que le cederán gustosos los héroes ilustres de la libertad.

» Yo desde ahora recibo el honor de anticipar á V. E. mi felicitacion al considerar su glorioso nombre ocupando las líneas primeras de nuestra futura historia, y presentándose á la posteridad como objeto primero de su reconocimiento. »

El director contestó con estas sentidas palabras:

Contestacion  
del director  
argentino.

« Yo me felicito efectivamente, porque en la persona de Vuestra Señoría, Señor ministro enviado, veo al representante de unos pueblos que han estado tan prontos para dar como para recibir las pruebas mas evidentes de nuestra recíproca amistad. Las únicas tropas aliadas que han pisado nuestro territorio han sido las de Chile, en circunstancias que se creía ménos expuesto aquel Estado á los peligros: las Provincias del Rio de la Plata han tenido á su vez la gloria de acreditar su gratitud, siendo la fortuna solamente quien ha puesto tanta distancia en los resultados.

» Vuestra Señoría será desde hoy quien nos instruya de todas las ocasiones en que podamos dar nuevos testimonios de los sentimientos que nos animan por la prosperidad del pueblo chileno, y será tambien el testigo de nuestros conatos mas decididos por conservar unas relaciones tan caras, á despecho de la envidia y de la suspicacia maligna con que se interpretan nuestras intenciones por los enemigos del reposo público y de la libertad. »

El Señor ministro fué despedido con las mismas formalidades, y restituido con el mismo acompañamiento á la casa de su morada.

Con este motivo la *Gaceta* del 12 dice lo siguiente:

« Este suceso, mirado con el telescopio del tiempo, tendrá mas tamaño del que por ahora se puede alcanzar, á lo que contribuirá mas el carácter personal del Señor ministro enviado, cuyos talentos, amabilidad y finura le hacen ya un lugar

distinguido en el aprecio y el respeto de cuantos han tenido la fortuna de tratarle. »

1818.

El 20 de mayo, el diputado de las Provincias Unidas cerca del gobierno de Chile daba cuenta á su gobierno del buen éxito de los corsarios y de las numerosas presas que habian hecho, al mismo tiempo que le informaba de la consternacion que habia causado en Lima la noticia de la victoria de Maipo.

Buen éxito  
de los corsarios.

« Excmo. Señor.—El dia 11 del corriente entró en el puerto de Valparaiso el pailebot español *San Ignacio* (el *Diamante*), apresado el 6 de febrero próximo pasado con carga de cacao y otros efectos en la costa de Guayaquil, 15 leguas de la isla de Santa Clara, por el bergantin chileno corsario de este Estado bajo el mando de Don Enrique Jámes, despues de haber enviado dos meses ántes al bergantin *Mercédes*, cargado de cacao, efectos y tabacos.

» Este corsario, durante su crucero sobre las costas de Lima, ha sostenido dos combates gloriosos contra las fuerzas que lo han perseguido: el primero á últimos de enero, en la altura del Callao con una fragata armada en guerra que rechazó, y otro el 11 de febrero con una corbeta de 22 cañones que igualmente la obligó á huir vergonzosamente, siendo ambos buques destinados por el virey Don Joaquin Pezuela para apresarlo, en consecuencia de haber el chileno echado á pique á últimos de enero en Guanchaco á dos bergantines que pasaban á Lima cargados de trigo, arroz y otros víveres. Á mediados del anterior se dirigió el chileno hácia Guayaquil, y se prometia empresas de consideracion sobre las embarcaciones en aquellas costas.

» El 14 ancló en el puerto de Valparaiso la fragata española mercante *Nuestra Señora de los Dolóres* (la *Sevillana*) apresada por el corsario *Furioso* en el rio de Guayaquil con procedencia de Acapulco, con 24,000 pesos en plata y con correspondencia oficial del virey de Méjico para el de Lima. El corsario apresador ha echado varios buques á pique, entre ellos la fragata *Gobernadora*, y por deposicion de los prisioneros se confirman los estragos que ha causado al comercio la fragata corsario *Santa Rosa* (la *Chacabuco*).

» Por la correspondencia interceptada en las presas hemos



1818.

sido informados del conflicto en que se halla el comercio de aquel vireinato por la alternativa de contribuciones en tierra y hostilidades en la mar, y nuestros enemigos, segun el tenor de las cartas, manifiestan fijar su única esperanza para el término de sus quebrantos en la sujecion de este reino por las armas de Osorio, cuyo triunfo se atreven á asegurar sin el menor temor. En este estado V. E. y los pueblos calcularán á qué punto subirá la consternacion del vecindario de Lima con el aviso de la brillante jornada del Maipo, y cuánto se apurará su desesperacion á la noticia de haber sido batida la fragata de guerra *Esmeralda*, única salvaguardia con que han contado para la seguridad de sus puertos. Yo felicito á V. E. por el favorable aspecto de nuestros negocios, y espero anunciar pronto á V. E. resultados mas decisivos de la fuerza marítima de este reino. — Dios guarde á V. E. muchos años. — Santiago de Chile, y mayo 20 de 1818. — Excmo. Señor. — TOMAS GUIDO. — Excmo. supremo director de las Provincias Unidas de Sud-América. »

Oficio  
del general Balcarce  
al director  
Poyiredon.

El 1º de junio de 1818, el general en jefe sustituto del ejército de los Andes dirigió el siguiente oficio al Señor director:

« Excmo. Señor: En esta fecha he dirigido al Excmo. Señor supremo director de este Estado la comunicacion siguiente:

« Excmo. Señor. — Las armas de la patria han aumentado sus glorias, la madrugada del 27 del mes próximo pasado. Un destacamento enemigo, compuesto de trescientos hombres al mando del traidor Manuel Búlnes, se posesionó de aquel punto que se hallaba en total indefension la mañana del 21, entregando al saqueo toda la poblacion, y pasando á cuchillo varios de sus vecinos con la inhumanidad que se advierte del parte comprendido en la copia núm. 1. El benemérito coronel mayor Don José Matías Zapiola, que se halla al cargo de las fuerzas del ejército situadas en Talca, dispuso en conformidad de las órdenes que le habia comunicado, que con el designio de hacerse sentir de los enemigos repasase el Maule una partida de granaderos á caballo; esta fué confiada al acreditado y valiente

capitan del mismo regimiento Don Miguel Cajaravilla, quien reuniendo luego algunas milicias de la jurisdiccion del Parral, atacó de sorpresa el mismo punto, logrando de sus resultados dar muerte á Búlnes, á varios de sus oficiales, y á doscientos hombres mas de los que componian su fuerza. Se tomó prisionero un coronel con otros oficiales y tropa, segun se evidencia del parte contenido en la copia n° 2. — La conducta del capitan Cajaravilla es digna de la mayor recomendacion, no siendo esta la primera vez que da pruebas de su valor y acertadas disposiciones. Tambien recomiendo á V. E. el mérito contraido en esta accion por el sarjento mayor de milicias Don Jacinto Urrutia, que salió herido, el del capitan de la misma clase Don Domingo Urrutia, el del alférez Don Valentin Gálvez, que con su espada acabó con el traidor Búlnes, y el de los demas oficiales y tropa, tanto de línea como de milicias, que en la propia ocasion han repetido que donde hallan enemigos, nunca dejan de vencer. »

» Lo que traslado á noticia de V. E. para su conocimiento supremo, debiendo asegurar á V. E. que las fuerzas enemigas que han sido destruidas en esta ocasion, son los miserables restos que quedaron del ejército derrotado en Maipo, procedentes de los enfermos y algunos empleados que habia dejado á su retaguardia.

» Dios guarde á V. E. muchos años. — Cuartel general en Santiago, 1° de junio de 1818. — Excmo. Señor. — ANTONIO GONZÁLEZ BALCARCE. — Excmo. Señor supremo director de las Provincias Unidas de Sud-América (1). »

(1) Hé aquí los documentos á que se refiere :

N° 1.

« Participo á Vuestra Señoría que el tirano Manuel Búlnes, como á las nueve del día de hoy, ha entrado en esta villa en ocasion de acabar de salir la misa, compuesta su division de mas de trescientos fariseos de igual clase : hallando aquella gento indefensa, hizo matar al capitan D. Manuel Zamora, que hacia de gobernador interino, al teniente D. Enrique González, al capitan D. Ramon Contréras, á D. Juan Pablo Romero, y á su hijo y un peon, á Romualdo Farinas, á un Mansilla, á Nicasio Figueroa ; y en suma se com-

1818.

Ataque  
de las fortificaciones  
de Chillan.

El 31 de julio las fortificaciones enemigas de Chillan fueron atacadas por el destacamento de granaderos al cargo del capitán Cajaravilla, según el oficio del general en jefe sustituto delegado al Excmo. Señor director supremo del Estado :

« Excmo. Señor. — Las fuerzas enemigas que ocupaban á Chillan, fueron atacadas en sus fortificaciones el 31 del mes pasado, por el destacamento que al cargo del capitán de granaderos de á caballo D. Miguel Cajaravilla se destinó al desempeño de aquella operacion. El accidente de haber entrado la noche, y faltado las municiones á nuestra tropa para continuar

putan los muertos por mas de veinte y muchos heridos. Con ocasion de estar la milicia junta han saqueado el pueblo, llevándose muchas haciendas. Es cuanto por ahora puedo informar á Vuestra Señoría sobre el particular.

» Dios Nuestro Señor guarde á Vuestra Señoría muchos años. — Orillas del Maule, y mayo 21 de 1818. — DIONISIO SOTOMAYOR. — Señor coronel y comandante general de armas D. José Zapiola. »

Nº 2.

« Tengo la satisfaccion de avisar á Vuestra Señoría que despues de cinco noches de marcha por caminos bastante desconocidos, ocultándome de día en los montes, logré ponerme á las inmediaciones de la villa del Parral, ocupada por el enemigo en número de 300 hombres, me dispuse á batirlos á pesar de que mi fuerza solo se componia de 200 hombres entre granaderos y milicianos, y de estos la mayor parte; dispuse el ataque hoy al amanecer por la retaguardia de ellos, dividida la gente en dos divisiones, la primera á mi cargo, y la segunda al mando del capitán D. Domingo Urrutia y el alférez D. José Valentin Gálvez, ambas partidas con una de milicias, los granaderos con el objeto de cargar á los cuarteles en un momento pisando con los caballos las guardias que tenian en las puertas: luego se pusieron en fuga por las paredes ganando las casas siguientes, y contestando de ellas con fuego vivo por ventanás, puertas y lugares que se les permitia; pero al fin pudo mas el brazo de estos valientes, que tengo el honor de mandar, dejando víctimas á 200 hombres, entre estos el coronel Búlnes, que fué pasado por el sable del intrépido alférez Gálvez, quedando igualmente, entre estos, otros varios oficiales de línea y milicias; de nuestra parte un granadero herido, y el intrépido sarjento mayor de milicias D. Jacinto Urrutia levemente. — Despues diré á Vuestra Señoría lo demas que se ha tomado entre municiones y armamento. Los prisioneros, que son 70 entre oficiales y soldados, los remito en este momento.

» Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años. — Parral, mayo 27 de 1818, á las 11 de la mañana. — MIGUEL CAJARAVILLA. — Señor coronel mayor D. José Matías de Zapiola. »

su ataque en el último punto de refugio que á los enemigos quedaba, impidió el que fuesen enteramente batidos. Pero han recibido un nuevo testimonio de la bravura y energía de nuestros soldados, y han visto renovar el hecho que el honor de las armas de la patria nunca queda vulnerado.

» La copia del parte que acompañó á Vuestra Excelencia da una idea de lo sucedido en la citada ocasion : espero detalles mas circunstanciados, con el resultado del partido que han tomado los enemigos, que si no ha sido el retirarse, es muy probable se les haya dado otro ataque, respecto á que desde Talca fué provisto inmediatamente Cajavilla de municiones, debiendo tambien haberse reforzado con gruesas partidas que estaban situadas á su retaguardia para proteger la retirada en caso necesario.

» Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Cuartel general en Santiago, 10 de agosto de 1818. — Excmo. Señor. — ANTONIO GONZÁLEZ BALCARCE. — Excmo. Señor director supremo del Estado (1). »

(1) Hé aquí el oficio del capitán de granaderos á caballo D. Miguel Cajavilla al coronel mayor D. José Mattas Zupiola.

« El día 28 del pasado, me avancé con una partida hasta el otro lado del Nuble, con objeto de sorprender algunas de las guardias que debia haber, y solo encontré que las guardias se componian de los vecinos de aquellas orillas, y tomando algunos de estos logré imponerme y ratificarme de la fuerza de Chillan, por cuya virtud me resolví á marchar el día 31 sobre ellos, procurando pasar el rio de Nuble y Cato de día, para cortar un golpe en los infinitos desfiladeros que habia visto personalmente el día que me avancé con la partida, y al fin me puse al frente de Chillan, á eso de las doce del día, y á distancia de veinte cuabras se me presentó con toda su tropa formada en linea el coronel Lantaño, y á distancia de catorce cuabras le intimé rendicion ; me contestó que no era de caballeros el rendirse ; en el momento marché sobre ellos, y emprendieron su retirada ; no les di alcance por no precipitarme, y desconfiando de los quebrados del terreno, y que el dicho Lantaño, como avecindado allí, podria aprovecharse de sus conocimientos en este particular ; y al fin lograron meterse á la ciudad sin hacer oposicion ni con una triste guerrilla, y yo continué mi marcha en columnas, compuesta la primera del segundo escuadron, la segunda de los cazadores de Coquimbo, y la tercera con la tropa del tercer escuadron y del cuarto, y una guerrilla al costado izquierdo, al mando del alférez Gálvez, al frente la columna de

1818.

Osorio permanece  
en Talcahuano  
hasta setiembre.

Después de la derrota de Maipo, el general realista Osorio habíase retirado á Talcahuano con la poca gente que le quedaba, y permaneció en este punto hasta el mes de setiembre, que temiendo una sorpresa de los patriotas, destruyó las fortificaciones y se embarcó para el Callao. El general Sánchez quedó encargado del mando de esas tropas en la provincia de Concepcion.

Abandona  
esa plaza fuerte  
y se embarca  
para Lima.

En efecto, el 20 de setiembre el general D. José Matias Zapiola, confirmando la fuga del general Osorio, trasmite al general en jefe del ejército unido una comunicacion del teniente gobernador de Cauquénés, en que afirma que tres dias ántes se habian hecho á la vela después de haber incendiado las trincheras y clavado la artillería; á esos informes agregaba: « Han dejado mucha sal, azúcar y otros efectos al cargo de 20 hombres, hasta que puedan pasarlo todo al otro lado del Biobío:

la derecha y las milicias ocupando las alturas para descubrir los movimientos del enemigo. Llegué en esta forma hasta situarme en un bajito á la orilla misma de la ciudad, en donde dispuse el ataque por todas las bocas-calles, destinando á cada una de ellas una guerrilla de infantería, y otra de granaderos á retaguardia para proteger aquellas, y cortar un golpe impensado; mandé á un tiempo romper el fuego; contestaban de la plaza igualmente con bastante actividad, y al cabo de tres horas de fuego logramos pasar los fosos, y voltear las palizadas de todas las bocas-calles; pero todavía no fué bastante para poder tomar los cuarteles, pues cada vez nos esperaban con mas energia; á eso de oraciones logramos reducirlos á una sola trinchera en cuadro que tienen al costado de la plaza, á donde se resistieron hasta después de oraciones, y no pude ménos que mandar retirar la tropa, pues la oscuridad de la noche y la falta de municiones me impedían concluir la obra: en esta virtud formé la tropa á la orilla de la ciudad, y emprendí mi retirada hasta esta villa, trayendo diez soldados prisioneros, dejando en el campo de aquella parte un número considerable de cadáveres; de nuestra parte hemos tenido catorce soldados heridos, y dos muertos, y el alférez Loube herido con tres sarjentos. El detalle de esta accion necesita mucho tiempo que el que tengo para especificarlo; el valor de los oficiales y tropa ha sido inimitable; mándeme municiones, y haremos cenizas á la guarnicion de Chillan, pues vivo persuadido que no les ha de venir un solo hombre, y mas bien creo se retiren á Concepcion.

• Dios guarde á V. m. su Señoría muchos años. — San Carlos, 1.º de agosto de 1818: son las 7 de la mañana. — MIGUEL CAJARAVILLA. — Señor coronel mayor D. José Matias Zapiola. •

casi todas las familias de Talcahuano se han ido : la fragata *Tomasa* la dieron á las mujeres, y las que no han cabido marcharon á Arauco. Sánchez salió con 200 Indios para la Florida, y se dice venian mas de estos á Chillan : el plan de Sánchez era, con los Indios, hacer la guerra á este país miéntras nosotros íbamos á Lima, que ya suponen íbamos á ejecutar, y esta ha sido la causa de la ida de Osorio (1). »

En fin, el 15 de setiembre, el supremo director de Chile dirigió al de las Provincias Unidas la siguiente comunicacion, en la cual se ve que aun abrigaba la duda de la desocupacion definitiva de Talcahuano por las tropas del rey :

« Excmo. Señor. — Incluyo á Vuestra Excelencia el adjunto parte dado desde la villa de Quirihue al coronel mayor D. José Matías Zapiola, por el cual se hace creible la noticia contestada por otros muchos conductos de haberse evacuado el puerto de Talcahuano por nuestros comunes enenigos. Á pesar de esto, será prudente esperar la confirmacion de un suceso tan plausible y tan feliz para nuestras operaciones proyectadas contra Lima. No dudo que haya movido al enemigo á dar este paso la actividad con que ha visto se dirigian las preparaciones marítimas que me han traído á este puerto.

» Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Valparaíso, setiembre 15 de 1818. — BERNARDO O'HIGGINS. — Excmo.

(1) Esta noticia fué confirmada el dia siguiente por un nuevo oficio concebido en estos términos :

• En este momento se acaba de presentar José María García, natural de Concepcion, y dice ser fugado de Talcahuano á consecuencia de la vergonzosa fuga que ha hecho Osorio de aquel puerto para Lima tres dias ántes que emprendiese el presentado la suya, llevándose en su compañía á los Españoles y dejando á las órdenes de Sánchez á los infelices Americanos, que por suerte equivocada han seguido su opinion : yo puntualizaria estos sucesos, pero he tenido á bien, para que á Vuestra Señoría no le quede duda, remitir el presentado, á fin de que con su relacion tome las providencias consiguientes.

• Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años. — Cauquenes, y setiembre 19 de 1818. — MANUEL MERINO. — Señor coronel mayor D. José Matías Zapiola. » (*Gaceta ministerial extraordinaria de Santiago de Chile*, del miércoles 23 de setiembre de 1818.)

1818.

Comunicacion  
del director de Chile  
al de las  
Provincias Unidas.

CHILE.

alista Osorio  
le quedaba,  
embre, que  
fortificacio-  
Sánchez quedó  
cia de Con-

José Matías  
trasmite al  
del teniente  
lias ántes se  
do las trin-  
gaba : « Han  
de 20 hom-  
del Biobío :

los movimien-  
un bajito á la  
das las bocas-  
tería, y otra de  
pe impensado ;  
za igualmente  
mos pasar los  
odavía no fué  
esperaban con  
la trinchera en  
ron hasta des-  
tropa, pues la  
n concluir la  
y emprendí mi  
lejando en el  
s ; de nuestra  
, y el alférez  
necesita  
ciales y tropa  
la guarnicion  
to hombre, y

1.º de agosto  
Señor coro-

1818. Señor supremo director de las Provincias Unidas del Rio de la Plata. »

Por entónces tuvo lugar un acontecimiento de grande trascendencia para la libertad de América.

La expedicion  
de Cádiz.

Hacia tres años que se habia anunciado una grande expedicion de España, que se preparaba en el puerto de Cádiz, con el propósito de auxiliar al virey del Perú. El 21 de mayo zarpó en fin con destino al Pacífico, compuesta de la hermosa fragata *María Isabel* de 50 cañones, convoyando diez trasportes que conducian dos batallones del regimiento de infantería de Cantabria, con 1,600 infantes; un escuadron de caballería de 300 hombres, una compañía de zapadores de 90, una de artillería volante con 40, y una idem de batir con 50; total: 2,080 hombres (1).

Desde que la expedicion se hizo á la vela, los vientos que reinaron fueron constantemente contrarios; y si á esto se agrega la mala gana con que se habian embarcado los voluntarios (2) y

(1) El convoy se componia de la fragata de guerra *María Isabel* con su tripulacion completa y la de los trasportes *Trinidad*, *Jeresana*, *Especulacion*, *Dolóres*, *Escorpion*, *Magdalena*, *Carlota*, *San Fernando*, *María* y *Atocha*.

(2) La *Gaceta de Buenos Aires* del 9 de setiembre de 1818, ateniéndose á las declaraciones hechas por los sublevados, dice lo siguiente:

• Los oficiales pasados refieren un suceso bien notable del descontento de las tropas expedicionarias. El conde de Avishal arengó en Cádiz á la expedicion ántes de su embarque, y diciendo que contaba con que vendrian gustosos á vengar los ultrajes hechos *al mejor de los reyes*, salieron al frente dos granaderos y dijeron en tono firme que ellos no venian contentos. — Se les preguntó por qué, y habiendo contestado que porque hacia ocho meses que no les pagaban, los mandó en el acto pasar por las armas: esa sangre derramada prueba, á despecho del feroz O'Donnell y de su digno amo, que el descontento de los ejércitos ha llegado á su colmo, y que solo el temor puede impedir que no se manifieste universalmente el disgusto y la opresion en que gime todo el pueblo español. La América será el asilo de los desgraciados peninsulares, y los libres de la fragata *Trinidad* han enseñado el camino á sus paisanos para escapar á la ignominia y á la degradacion de un nombre otro tiempo tan ilustre. Nosotros en medio de una noble pobreza estamos haciendo esfuerzos para socorrer á estos nuevos hermanos, y hacer que no se arrepientan de su empresa. Españoles, con un carácter como el

lo mal provistos de víveres que estaban, todas esas causas reunidas dieron lugar á algunos actos de insubordinacion, que no pudiendo reprimirse, crecieron, hasta que el 25 de julio se sublevó la tropa que estaba á bordo del transporte *Trinidad*, encabezada por el sarjento Remigio Martínez, seguido de otros, mataron seis oficiales que intentaron sofocar el pronunciamiento, y obligando la tripulacion á hacer rumbo al Rio de la Plata, arribaron á la Ensenada de Barragan el 26 de agosto (1). El gobierno argentino les hizo una solemne y entusiasta recepcion (2).

1818.

Motin  
en la *Trinidad*.

Su arribo  
á Buenos Aires.

nuestro, vosotros no entendeis vuestros intereses si no os apresurais á manifestar que no sois nuestros enemigos. »

(1) La *Gaceta de Buenos Aires*, segun las declaraciones tomadas, refiere el hecho del modo siguiente :

« Los sarjentos Remigio Martínez, Francisco Moreno y Francisco Quintana y el cabo José Velasco, ántes de salir de Cádiz, formaron la resolucion de sublevarse á dirigirse á nuestra patria. Durante el viaje fueron comunicando el proyecto á los camaradas con astuto sigilo, encontrando la disposicion mas favorable en los ánimos. Á los cinco grados norte, se separaron del convoy, y habiendo pasado la línea sin encontrarse con buque alguno de la expedicion, se resolvieron á dar el golpe meditado el dia 25 de julio. Encontraron una resistencia obstinada en los capitanes D. Cosme Miranda, D. Manuel de la Fuente, 1<sup>er</sup> ayudante D. Francisco Balderar, subtenientes D. José Apuira, D. José Búrgos y D. Nicolas Sánchez Tembleque, un sarjento 2<sup>o</sup> y dos cabos 1<sup>os</sup>, habiendo formado estos tres últimos la desesperada intentona de pegar fuego á la santabárbara, y se deshicieron de todos ellos los sublevados, no pudiendo de otro modo consultar su seguridad. Inmediatamente dieron la órden al capitan del buque para que pusiese la proa para Buenos Aires, y llegaron sin mas novedad á nuestro puerto de la Ensenada de Barragan el dia 26 del corriente... »

(2) Hé aquí cómo refiere la *Gaceta ministerial de Buenos Aires* la recepcion que se hizo á los sublevados de la fragata *Trinidad* :

« El domingo último han hecho su entrada pública en esta capital *los libres de la fragata Trinidad*, de que dimos una razon circunstanciada en el número anterior. Todas las tropas de la guarnicion se formaron en calles desde la Residencia hasta la plaza de la Victoria, y entre ellas verificaron su marcha *nuestros huéspedes*, llevando la vanguardia de la formacion que fueron haciendo sucesivamente en columnas nuestras bizarras legiones. El pabellon nacional era conducido por *el memorable Remigio Martínez, cabo principal de la empresa*, á quien ha distinguido nuestro gobierno con el grado y empleo de teniente de nuestros ejércitos. Este recibimiento ha sido verdaderamente un



1818.

Los sublevados  
descubren  
los proyectos  
de los Españoles.

Los sublevados pusieron al gobierno argentino en posesion de todos los datos necesarios sobre el número y direccion de los buques y tropa que componia la expedicion, y este se apresuró á trasmitirlos al superior director de Chile para que tomase todas

triunfo, y nosotros creemos ahorrar una descripcion que en nada diferiria de tantas otras, asegurando que el concurso del pueblo, el lucimiento, los victores y demas ordinarias y extraordinarias demostraciones de regocijo, han sido tales cuales pueden asegurarse en los dias y con los motivos de la mas grande solemnidad. Llegados á la plaza de la Victoria *nuestrós nuevos camaradas*, el señor brigadier jefe del estado mayor, general D. José Rondeau, les dirigió la siguiente arenga :

• Amigos : — Víctimas de la opresion en vuestra patria habéis rehusado  
• el servir de instrumentos de la injusticia y de la crueldad en la nuestra.  
• Para escapar á esta ignominia habéis corrido grandes riesgos, que recomiendan vuestro valor, y nosotros esperamos que para no malograr la fama  
• de una accion tan atrevida os haguis de nuevos títulos que os conserven  
• nuestro aprecio con la práctica de las virtudes militares y cívicas. Libre  
• fué vuestra eleccion cuando os dirigisteis á nuestras playas, libre será la  
• de vuestro destino. Nuestro jefe supremo, á cuyo nombre os hablo, no quiere  
• imponeros deberes que hagan la menor violencia á vuestra *libertad*. Este  
• nombre sagrado no habrá sido invocado por vosotros vanamente. Ora  
• reguéis este suelo, que se os ofrece como asilo, con vuestra sangre, ó con  
• vuestros sudores, la patria no sería ménos agradecida á los que se sacrifican  
• en su defensa, que á los que se empleasen en su prosperidad. Vosotros  
• habéis probado ya que es generosa, cuando la debéis tantas demostraciones  
• públicas de su estimacion : cuidad de que no haya uno solo entre  
• vosotros que dé ocasion á nuestros enemigos de que disminuya  
• vuestros glorias. •

• La arenga fué contestada con victores á los pueblos argentinos, al sobrano congreso, al director supremo, y á los cuerpos militares, con extraordinaria efusion de ternura y de contento. Inmediatamente se dirigieron nuestros nuevos amigos á el alojamiento que se les habia destinando, en el cuartel del batallon de aguerridos á que han sido agregados, que aun no se habia estrenado y es el mejor cuartel de esta plaza. Todas las clases del pueblo concurrieron á satisfacer su curiosidad, y prestar nuevos obsequios á los recién llegados, quienes han tenido ocasion de conocer de que sinceramente se les aprecia.

• Tenemos el desconsuelo de que esta relacion parecerá demasiado diminuta á los que se interesan en que se conozca la grandeza del carácter americano por la inlluencia de circunstancias que han hecho mugulfica é interesante esta pompa : el empeño es superior á nuestras fuerzas. Solo queremos recomendar en grande el rusgo sublime de nuestra oficialidad que ha cedido

las medidas que la importancia del asunto requería, y que el patriota general O'Higgins aprovechó con tanta actividad como acierto, según lo veremos muy luego.

El general San Martín, que había anticipado su regreso á Chile por el aviso de la expedición de Cádiz, llegó á Santiago al mismo tiempo que los importantes documentos mencionados.

En cuanto á la tripulación é individuos que componían la parte del cuerpo expedicionario que se encontraba á bordo del transporte *Trinidad*, hé aquí lo que dice la *Gaceta ministerial* del 21 de octubre de 1818, sobre el destino que les dió la autoridad argentina :

« En los números anteriores se ha dicho lo bastante para graduar la benevolencia pública con que fueron admitidos en el país los individuos de la fragata española *Trinidad*, que se acogieron á él. Algunos que no conocen, ó que no quieren conocer todo el fondo de la generosidad americana, no verían en aquellas demostraciones otra cosa que miras interesadas.

» Creerían que nuestra oficiosidad obsequiosa tendría por objeto enganchar con dulzura aquellas tropas para nuestro servicio militar. Pero confúndanse esos miserables ilusos viendo el honorable desprendimiento que hemos acreditado al dejar á todos en libertad para tomar su partido. La posteridad nos

la cantidad de siete mil pesos de sus haberes en beneficio de sus nuevos compañeros de armas, para que se les socorra, y se les obsequie; generosidad que, atendidas las circunstancias particulares que militan en el caso, no puede tener ejemplo. Queremos también hacer entender á las naciones, que el pueblo de Buenos Aires estimando como debe el mérito que se encuentra en la acción de *los libres de la Trinidad*, su principal objeto en las demostraciones que les ha prodigado, es acreditar que no es un ódio ciego el que nos dirige en nuestra gloriosa empresa de sacudir el yugo peninsular, sino un deseo natural de mejorar nuestra fortuna, sustrayéndonos á las vejaciones que nos han hecho sufrir en tres siglos de paciencia. Vean todos los habitantes del universo cuál es el asilo con que pueden contar en nuestra patria, cuando en medio de una guerra tan obstinada y sangrienta, lo encuentran tan favorable los mismos que estaban destinados á ser nuestros enemigos. »

(*Gaceta de Buenos Aires*, setiembre 9 de 1818.)

1818.

Son comunicados al gobierno de Chile.

Destino que se dió á los prisioneros de la *Trinidad*.

Se les pone en libertad.

1818. hará justicia cuando le sean trasmitidos por la historia estos rasgos, que comprueban á la vez el grado á que han llegado entre nosotros la ilustracion, filantropia y heroismo. Entretanto, valga por toda prueba de la circumspecta conducta que el gobierno supremo ha observado en este negocio el mero contexto del siguiente documento oficial. *Enemigos de la causa americana, aprended y avergonzáos.*

ESTADO MAYOR GENERAL. — DEPARTAMENTO DE INFANTERÍA.

*Estado que comprende los oficiales y tropa que del regimiento español de Cantabria han venido á esta capital, y que la liberalidad del gobierno supremo ha dejado á la eleccion de cada uno la ocupacion y destino que quiera seguir.*

| DESTINOS.   | Capitanes. | Ayudantes mayores. | Tenientes. | Subtenientes. | Sargentos. | Tambor mayor. | Cabo de tambores. | Tambores. | Cabos. | Soldados. | Total. |
|---|------------|--------------------|------------|---------------|------------|---------------|-------------------|-----------|--------|-----------|--------|
| Regresan á España juramentados.                   | 2          |                    |            |               |            |               |                   |           |        |           |        |
| Quedan en servicio de la nacion.                  | 1          |                    | 1          | 2             |            | 1             | 1                 | 6         | 2      | 10        | 20     |
| En marcha para el ejército de los Andes . . . . . |            |                    | 2          |               | 2          |               |                   | 1         | 9      | 8         | 20     |
| Tomaron sus licencias absolutas .                 |            |                    |            |               | 9          |               |                   |           | 18     | 111       | 138    |
| Totales de la fuerza (1) . . .                    | 3          |                    | 3          | 2             | 11         | 1             | 1                 | 7         | 29     | 129       | 178    |

» Los veinte hombres que aparecen en marcha para el ejército de los Andes van voluntariamente al cargo de los tenientes segundos Don Remigio Martínez y Don Juan González, quienes en el momento de llegar á esta capital, fueron patentados por el supremo gobierno confiéndoles dichos empleos.

» Asimismo son patentados en los empleos que aparecen y con que llegaron á dicha capital los cuatro oficiales que quedan al servicio de la nacion, á saber: capitan Don José Solé, teniente Don Manuel Abreu, subtenientes Don Marcelino Mar-

(1) Hé aquí el estado que manifiesta las armas y municiones que traia la fragata *Trinidad* :

|                          | Fusiles. | Bayonetas. | Sables. | Barriles de municiones. |
|--------------------------|----------|------------|---------|-------------------------|
| Plazas armadas . . . .   | 166      | 166        | 20      | 1                       |
| Existente sobrante . . . | 340      | 340        | •       | 50                      |
| Total . . . . .          | 506      | 506        | 20      | 51                      |

*El capitan comandante, FRANCISCO DE BRINDAS.*

tínez y Don Francisco Peligrini; siendo los que regresan á España juramentados, capitanes Don Francisco Bríngas y Don Francisco Albornat.

» Tambien ha preferido residir en el país el capellan Fr. Miguel Palláres del órden Mercenario.

» Á los licenciados se les ha dado un documento con arreglo á la copia número 1º (1), haciéndoles entender que los que quisieren obtener tierras en propiedad, ocurran al gobernador intendente de la provincia, quien proveerá á ello con arreglo á la disposicion suprema; y á los que fueron caudillos del movimiento en la fragata *Trinidad*, y que quedan al servicio, una cédula conforme al número 2º (2). — Buenos Aires, octubre 9 de 1818. — IGNACIO ÁLVAREZ. »

La difícil situacion en que el director Pueyrredon habia encontrado al país, las dificultades con que luchaba para organizarlo, las sumas considerables que absorbían los ejércitos que estaba obligado á sostener para hacer frente á los Españoles y á las convulsiones interiores alimentadas por los caudillos bárbaros, habian impedido á aquel gobierno patriota satisfacer los nuevos auxilios solicitados por el gobierno de Chile. No obstante, ántes de la partida de San Martín para Mendoza, el director habia prometido hacer toda clase de esfuerzos para enviarle la suma convenida, destinada á aumentar el armamento de la escuadra que debia operar en el Pacífico. Despues de haber

Causas  
que impidieron  
satisfacer  
los nuevos auxilios  
solicitados  
por Chile.

(1) Es una licencia absoluta despachada por el señor jefe del estado mayor general con las formalidades de estilo. En ella se dice al licenciado, que « podrá trabajar libremente en su oficio dentro de esta provincia, sin ser molestado ni comprendido en las prohibiciones hechas á los demas Españoles, toda vez que se comporte con honradez y observe las leyes del país. »

(2) Es una cédula honorífica despachada por el mismo jefe. En ella se hace mencion de la conducta que observó el agraciado en el suceso del trasporte español la *Trinidad*. Por ella se le concede el uso de un escudo de distincion colocado en el brazo izquierdo en fondo de paño blanco con vivo celeste y esta inscripcion : *La patria á sus nuevos hijos*. Últimamente se previene en dicho documento, que el que lo obtiene sea considerado en el servicio para sus adelantamientos y premios sucesivos.

CHILE.  
historia estos  
han llegado  
ismo. Entre-  
conducta que  
ocio el mero  
os de la causa

ia.  
l de Cantabria  
no ha dejado á

|   | Cabos. | Soldados. | Total. |
|---|--------|-----------|--------|
| 6 | 2      | 10        | 20     |
| 1 | 9      | 8         | 20     |
|   | 18     | 111       | 138    |
| 7 | 29     | 129       | 178    |

para el ejér-  
los tenientes  
zález, quienes  
tentados por  
os.

e aparecen y  
ales que que-  
on José Solé,  
arcelino Mar-

nes que traia la

| Barriles<br>de municiones. |
|----------------------------|
| 1                          |
| 50                         |
| 51                         |

BRINDAS.

1818.

San Martín  
dirige su renuncia  
de generalísimo  
del ejército.

esperado San Martín algunos meses inútilmente en Mendoza, sin que se hubiesen cumplido las promesas que se le habían hecho, y viendo fracasar todos sus planes de libertar al Perú, se resolvió á dirigir su renuncia como general del ejército aliado, sin duda fundado en la esperanza de que ese acto produciría justas alarmas en el gobierno argentino y especialmente en la logia, cuya influencia era aun poderosa. En efecto, la renuncia de San Martín fué leída en una asamblea de esa corporacion, convocada expresamente, y la impresion que ella causó fué verdaderamente alarmante. Los siguientes párrafos de la carta del ministro de Chile cerca del gobierno argentino dan una idea de la sensacion y de los benéficos resultados que ella produjo:

Carta de Zañartú  
á O'Higgins  
explicando  
la renuncia  
de San Martín.

« Se leyó, mi querido amigo, dice Zañartú á O'Higgins en OO (1), la renuncia hecha por San Martín á consecuencia de haberle escrito Pueyrredon que no podia llenar el empréstito de quinientos mil pesos ofrecidos para la expedicion. No puede V. figurarse la sorpresa que produjo esta comunicacion inesperada del gobierno, cuando todos estábamos persuadidos que ya el dinero estaba colectado. Todos acusaron la fria apatia con que se procedia en un negocio tan interesante. Yo expresé los sacrificios de mi Estado, la actividad violenta, pero necesaria, que mi gobierno aplicaba en semejantes casos, la justicia con que debian nivelarse los gastos en una empresa de utilidad comun, las diferentes proporciones de este pueblo al mio, en fin, cuanto podia influir, dar movimiento y vida á este negocio. Y, aunque la cosa ha sufrido su retardacion, el empréstito se lleva á cabo, porque la OO no se detendrá por consideracion alguna que se oponga á la consecucion del fin. San Martín ha dado un golpe maestro, y si fuera conciliable con el honor del director el publicar la renuncia del general y su fundamento, creo que no habria medio mejor para sacar cuanto dinero quisiese, porque aqui saben demasiado cuánto él vale (2). »

Su noble amigo, el general O'Higgins, persuadido de la sin-

(1) La logia.

(2) Papeles privados del general O'Higgins.

ceridad de la renuncia hecha por el generalísimo, se inquietó vivamente, y para disuadirlo, le escribió en esos mismos días, datada de Santiago, la expresiva carta que reproducimos á continuación: « Semejante á un flechazo me ha sido su apreciable de 6 del presente, que contesto. Cuando me preparaba á estrecharlo en mis brazos, recibo la amargura de su resignacion. San Martin es el héroe destinado para la salvacion de la América del Sur, y no puede renunciar la preferencia que la Providencia eterna le señala. Sí, amigo amado, cualquiera que sea la causa que haya motivado su resolucion y esté á los alcances de su compañero y de este Estado, yo le aseguro su allanamiento. Me hago cargo de su falta de salud; pero este clima benigno puede mejorarle y proporcionar remedio á toda clase de males. Ruego á V. por la patria y por nuestra amistad se venga cuanto ántes, y me alivie de las amarguras que sufro, no pudiéndolas aliviar otra cosa que la aceptacion de mi súplica (1). »

Las dobles seguridades que recibió el general San Martin del gobierno argentino y de la logia, los ruegos de O'Higgins y los sucesos que debian desarrollarse tan favorablemente en el Pacifico, le hicieron desistir de su renuncia y partió precipitadamente para Chile, á cuya capital entró como de costumbre sin ser sentido por la poblacion, que le preparaba una espléndida ovacion en testimonio de su profunda gratitud.

Aunque San Martin no llevaba los auxilios pecuniarios que reclamaba la expedicion al Perú, su pena al pensar que esa circunstancia podria retardar la realizacion de sus halagüeños proyectos, fué mitigada al conocer los grandes progresos que durante su ausencia habia hecho la marina chilena, bajo la inteligente y activa direccion del general O'Higgins. Entretanto la pobreza del tesoro de Chile era extrema, á tal punto que no habia dónde alojar al libertador de Chile (2). Hé aquí cómo refiere la *Gaceta de Chile* del 3 de octubre la llegada del generalísimo:

1818.

O'Higgins se presenta de la sencillez de la renuncia.

San Martin desiste de su renuncia.

Los progresos de la marina chilena.

Pobreza del tesoro de Chile.

(1) Borrador existente entre los papeles del general O'Higgins. Véase el *Ostracismo*.

(2) El gobernador de Valparaiso, brigadier Cruz, decia al director O'Hig-

1818.

« Por último despues de tan larga expectativa, se han realizado nuestros deseos. El juéves último hizo su entrada en esta ciudad el Excmo. Señor general en jefe D. José de San Martín; él sabia que todo este pueblo le aguardaba con impaciencia y se prometia salir á recibirle en triunfo el viérnes, y por este motivo le hicieron anticiparse su modestia y moderacion. Infinidad de personas de todo rango, sexo y edad han estado en su palacio desde el momento de su llegada á felicitarle, á tener el gusto de verle otra vez entre nosotros; y aquellas personas que no tenian el honor de conocerle manifestaban en silencio su admiracion al ver al ilustre vencedor de Chacabuco y de Maipo. S. E. recibió á todo el mundo con la afabilidad y agrado que acostumbra, y que le ganan los corazones no ménos que la relacion de sus heróicos esfuerzos y de sus victorias.

» La municipalidad y el pueblo de esta capital se han esmerado en manifestar su gratitud á su libertador. Iluminaciones, refrescos, saraos, vivas, pirámides, arcos triunfales y el entusiasmo mas puro han sido las demostraciones que ha recibido el general San Martín del amor y veneracion que todos le profesamos. »

Real órden  
encontrada  
en el transporte  
Dolóres.

Espíritu estrecho  
de la  
política española.

Real órden.

Entre las numerosas presas que se hicieron, se encontró á bordo de la fragata transporte *Nuestra Señora de los Dolóres*, la siguiente *real órden*, concebida en los términos mas violentos, sometiendo á la última pena á los llamados insurgentes que fuesen tomados ya con las armas en la mano ó ya de otro modo. Hé aqui ese documento, que condena y pone en evidencia el espíritu estrecho que guió la política de los consejeros del rey Fernando VII:

« Con motivo de la reconquista de la plaza de Cartagena de Indias el 7 de febrero de 1816 por las tropas reales á las órdenes de los tenientes generales D. Pablo Morillo, general en jefe del

gins, en carta fecha 18 de noviembre de 1818: « Estando acomodando la casa para el general, y lo preciso para recibirlo, *sin tener un medio real*, se ha aparecido el lord Cochrane con su familia, que quiere luego saltar á tierra. »

expedicionario en Costa Firme, y D. Francisco de Montalvo, virey del nuevo reino de Granada, fueron arrestados en ella varios individuos de los que principalmente influyeron en la sustraccion de dicha ciudad y su provincia de la obediencia al gobierno legítimo en la continuacion de la rebelion, y en la resistencia abierta y prolongada con que disputó su ocupacion á las tropas del rey; y procedió á formar el correspondiente proceso á nueve de los principales factores y cabezas de la rebelion para imponerles el condigno castigo á que por sus delitos eran merecedores; pero habiéndose suscitado varias dudas acerca del tribunal en que debian ser juzgados dichos reos, dispuso el virey y capitan general de la provincia que lo fuesen en consejo de guerra de oficiales de superior graduacion, como se verificó, ejecutándose la sentencia de la horca y perdimiento de bienes á que fueron condenados, y al mismo tiempo que este jefe dió cuenta con documentos del motivo de sus disposiciones relativas al proceso, sentencia y ejecucion de dichos reos, pidió que se fijasen las reglas que se debian seguir para juzgar á los criminales de la clase de aquellos, por lo muy interesante que era al bien del servicio, á la sólida tranquilidad de aquel reino, y al objeto de evitar competencias entre los jefes de igual autoridad, una soberana resolucion que sirviera de norma en los procedimientos contra los acusados de los expresados delitos, y asegurase el pronto castigo de ellos.

» Enterado el rey de uno y otro, se sirvió aprobar el 12 de agosto último las disposiciones del virey del nuevo reino de Granada, respecto á los nueve reos ejecutados, y mandar á su supremo consejo de la guerra que le consultára lo que se le ofreciera acerca de las reglas que debieran adoptarse para proceder con los acusados de los crímenes enunciados, lo que verificó el consejo en pleno tenido en 14 de mayo último y por acordada en 16 del mismo mes, exponiendo á Su Majestad lo que estimó conveniente; y el rey conformándose con el parecer del dicho tribunal se ha dignado resolver, que los factores, cabezas, promovedores y sostenedores de la revolucion é insurreccion de América, y los que, aunque delincuentes y compren-



1818.

didos en ella por su menor criminalidad no deben ser contados entre los anteriores, se clasifiquen en las ocho clases que siguen, y sean juzgados en la forma y por las autoridades que á continuacion se expresan.

» Serán comprendidos en la primera clase todos los individuos que mandando ejércitos, disfrutando grados ó empleos militares por los insurgentes, defendiendo plazas ó puentes fortificados, ó con las armas en la mano, han sido ó fueren hechos prisioneros por las tropas reales.

» En la segunda, las espías de cualquiera clase que sean, que han atentado ó atenten á la seguridad de las plazas fuertes, puntos fortificados ó ejércitos de Su Majestad.

» En la tercera, á los que se han ejercitado ó ejerciten en conmover y excitar á la rebelion á los pueblos tranquilos, y aun se han puesto ó pongan al frente de ellos, quemando, talando ó destruyendo lugares de que perciben su subsistencia los ejércitos de Su Majestad.

» En la cuarta, á los militares que habiendo pertenecido al ejército de Su Majestad, han abandonado ó desertado de sus banderas, jurando y reconociendo el gobierno revolucionario, aunque permanezcan bajo de él sin tomar las armas.

» En la quinta, á los que abandonando los destinos que tenían ó tengan por el gobierno legítimo, tomen otros del revolucionario, ó sin ser empleados anteriormente, lo han sido ó fueren por este último.

» En la sexta, á los que en sus proclamas, escritos ú opiniones públicas se han dedicado ó dediquen á encender ó sostener el fuego de la revolucion.

» En la séptima, á los que abusando de la anarquía de un gobierno revolucionario, han asesinado, perseguido, denunciado ó saqueado á los vasallos tranquilos y fieles á Su Majestad, ó lo hicieren en adelante.

» En la octava y última á los que estando empleados por el gobierno legítimo han continuado ó continuaren en sus mismos destinos entre los insurgentes, jurando y reconociendo su gobierno.

» Los comprendidos en las cuatro primeras clases y en la octava, si fueren militares, serán juzgados en consejo de guerra ordinario ó de oficiales generales militarmente, y segun las graduaciones que tuvieren reconocidas por el gobierno legitimo, observándose exacta y rigurosamente lo prevenido en la real orden de 15 de 1806, á saber : que en el caso de conformarse los vireyes ó capitanes generales con las sentencias de los consejos de guerra ordinarios, se revean los procesos acompañados de un oidor de la real audiencia del distrito, y tres si el delito mereciese la imposicion de pena afflictiva ó capital. Y para los casos que ocurran en que los dichos vireyes ó capitanes generales no se conformen por solo el dictámen del auditor con las sentencias de los consejos de guerra de oficiales generales, se reverán igualmente los procesos por tres oidores de la audiencia del territorio, y en su defecto por tres letrados de conocida probidad é instruccion, el auditor y el virey ó capitán general de la provincia; y lo que se resuelva por los dichos se ejecutará inmediatamente, miéntras duren las actuales circunstancias en que se hallan las Américas, para lo enal confiere Su Majestad á los vireyes y capitanes generales las facultades necesarias; debiéndose abstener de presidir los consejos de guerra de oficiales generales que se celebren por las referidas causas, para que tengan su voto libre, y puedan aprobar las sentencias que en ellos se impusieren.

» Y por lo que respecta á los comprendidos en las cuatro últimas clases que anteceden, serán juzgados por las autoridades civiles con arreglo á las leyes (á excepcion de los militares contenidos en la octava, que serán como queda dicho), debiéndose ejecutar las sentencias como las de los consejos de guerra inmediatamente á esa resolucion, por considerarse los países revolucionados de América en estado de guerra, y ser conveniente que el pronto é inmediato castigo (que se efectuará, si posible fuera, en los mismos lugares donde se cometió el delito) pueda servir en ellos de escarmiento, y contener á sus habitantes dentro de los límites de la obediencia y subordinacion debida á su soberano; pudiendo sin embargo disfrutar de los indultos

1818.

que publiquen los vireyes ó capitanes generales, tanto los reos dependientes de la autoridad militar como de la civil que comprenden las clases anteriores, siempre que por la naturaleza de sus delitos no deje de serles aplicable dicha gracia.

» De real órden lo comunico á V. para su inteligencia y puntual cumplimiento en los casos y causas que ocurran en la comprension de su mando, y á fin de que lo circule y haga saber y observar á quien y como corresponda.

» Dios guarde á V. muchos años. — Madrid, 28 de julio de 1817. »

San Martin  
aconseja  
á su gobierno  
que tome medidas  
enérgicas  
y de retaliacion.

En presencia de ese documento, el general San Martin no pudo prescindir de aconsejar á su gobierno que se adoptasen medidas enérgicas reclamadas por la situacion y en justa y debida retaliacion, como lo manifiesta en la siguiente comunicacion, con fecha 16 de agosto de 1818 :

« Exemo. Señor. — Cuando ha llegado á mis manos la *Gaceta ministerial del Estado de Chile*, de 10 de junio último, en que se insertan varias reales órdenes del señor D. Fernando VII, rey de España, he creido de mi deber elevar á Vuestra Excelencia las observaciones que justamente reclama el respeto de la nacion á presencia de la circular de 28 de julio de 1817.

» Ella es reducida á reglamentar los juicios contra los que se dicen insurgentes, clasificándolos por una graduacion de personas y delitos que en aquellos comprende todo rango y desciende en estos hasta el de la opinion : es en suma una fulminacion de sangre desfigurada bajo el nombre de la ley militar.


» Hace mucho tiempo que los horrores cometidos por los jefes de S. M. C. en estas Américas exigian una rigurosa represalia que haciendo temer al enemigo, minorase los desastres de una guerra tan devastadora por su parte como generosa por la nuestra. Esta desigualdad ensorbece mas el orgullo de los agresores que confunden la humanidad con la cobardía ó con una reliquia en que hemos sido educados.

» Desde que tengo el honor de mandar soldados de la patria, no he podido resistir la liberalidad de mis sentimientos : los

prisioneros de San Lorenzo eran unos verdaderos piratas dignos por esta sola calidad del último suplicio, á que los condenaba una orden expresa de Vuestra Excelencia, que sin embargo conseguí se suspendiese en su favor. Desde la accion de Chacabuco hasta la de Maipo, han tomado los ejércitos de mi mando mas de siete mil prisioneros, incluso cuatrocientos oficiales. Es bien notoria la conducta que he observado con todos ellos, uni-formando el dictámen de mi corazon al ejemplo de ese supremo gobierno y al de las naciones civilizadas, que conocen y respetan los derechos de la guerra.

» Pero cuando S. M. C. delibera una violacion expresa de todos ellos, no ya de puro hecho por la mano secundaria de sus jefes, y bajo la salvaguardia de su disimulo y aprobacion, sino por un decreto solemnemente acordado en consejo pleno, y publicado con la formalidad de una circulacion tan auténtica; yo sería responsable á esa superioridad y á los bravos que tengo el honor de mandar, si no interpelase de la autoridad suprema de Vuestra Excelencia por la necesidad de una justa retaliacion sobre los prisioneros de guerra y cómplices en las hostilidades y persecuciones contra los defensores de la causa de América en la forma que parezca al recto discernimiento de Vuestra Excelencia.

» Nuestro Señor guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Mendoza, y agosto 16 de 1818. — Excmo. Señor. — JOSÉ DE SAN MARTIN. — Excmo. supremo director de las Provincias del Rio de la Plata. »



## PROVINCIAS UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA Y CHILE.

AÑO 1818.



### VI.

1818. Organizacion de la escuadra chilena. — La fragata *Esmeralda* y el *Pezuelo* de Su Majestad Católica bloquean el puerto de Valparaiso. — Armamento y partida de la *Lautaro*. — Carta de D. Tomas Guido. — Ataque de la *Lautaro*. — Abordaje de la *Esmeralda* : las dos fragatas se separan. — Muerte del capitán O'Brien. — Fuga de los buques realistas. — Compra de la *Cumberland*. — El almirante Blanco. — Composicion de la escuadra. — Esta se hace á la vela, ignorando su destino : tenor de las instrucciones. — La isla de Santa María. — Informes del capitán del *Shakespeare*. — La fragata *Maria Isabel* y la expedicion española es atacada en el puerto de Talcahuano. — Parlamentario enviado á los realistas. — El mayor Warnes. — Los coroneles Loriga y Cabáñas. — El *San Martin* leva el ancla con la mayor dificultad. — La escuadra en la isla de Santa María : nuevos refuerzos. — Se apodera de una gran parte de los trasportes realistas. — Oficio del director de Chile al de las Provincias Unidas. — Parte de la capitania del puerto de Valparaiso. — Blanco se dirige á Santiago : es recibido en triunfo. — Parte del almirante de la escuadra chilena. — Operaciones del ejército : oficio del coronel Zapiola. — Opinion del general Camba sobre las causas de estos desastres : proceso formado á D. Dionisio Capaz. — Oficio de O'Higgins al general Bolívar. — Inicia el pensamiento de una alianza y el reconocimiento de Colombia. — Proclama del general San Martin á los habitantes del Perú, y á los soldados del ejército de Lima. — Otra proclama del general O'Higgins á los habitantes del Perú.

Organizacion  
de la  
escuadra chilena.

Como lo hemos dicho precedentemente, una de las mas grandes preocupaciones del general San Martin y del director de Chile

después de la batalla de Chacabuco, había sido procurarse los medios de adquirir el dominio del mar Pacífico; ese había sido uno de los objetos primordiales de los viajes que había hecho el general en jefe del ejército de los Andes á la capital de las Provincias Unidas (1). En efecto, los esfuerzos hechos por ambos generales no fueron estériles, y la organizacion de la escuadra chilena fué tan rápida y oportuna que pocos días después de la batalla de Maipo contaba con varios buques completamente armados y al

(1) « Libertado Chile en Chacabuco, San Martín rehusó el puesto supremo que le ofrecía la nación, y poniendo una muda de camisas en sus alforjas de Cuyo, montó en una mula alazana, y seguido de su fiel ayudante O'Brien se fué á galope á Buenos Aires, donde llegó de incógnito.

« ¿Qué iba á hacer San Martín de aquella manera á la capital de la Plata? « ¿Á pedir perdón de su conducta, » han dicho escritores vulgares, porque la libertad de Chile había sido una desobediencia..... Pero San Martín no hacía viaje por tan poca cosa.

« El iba á pedir á su gobierno, á nombre de la libertad de Chile, que decretase la libertad del Perú, formando una escuadra en el Pacífico. — El exigía con este fin solo medio millón de pesos en numerario, comprometiéndose á hacer todo lo demás en nuestras costas.

« El gobierno argentino consintió, y San Martín regresó á Chile ántes que las nieves cubriesen las Cordilleras.

« Queda dispuesto, decía el director Pueyrredón á O'Higgins la víspera de la salida de San Martín (abril 17 de 1817), y en carta que le trajo él mismo, queda dispuesto para que pongamos en el Pacífico una escuadra que lo domine; con esta arma será sin duda aniquilado el último poder de nuestros enemigos; necesitamos un año más para la ejecución de nuestros intentos, que tendrán su efecto infalible si conservamos el orden interior. « Á V. le será más fácil que á mí conseguirlo, porque manda en pueblos dóciles que no están viciados con las turbulencias; pero yo aseguro que por mi parte velaré sin cesar ayudado de los buenos para perseguir á los discolos. »

« Sabido es como San Martín trabajó en Santiago durante todo el año de 1817, como general en jefe del ejército, mientras que O'Higgins, director supremo, se batía en Talcahuano. Sabida es su alegría cuando vió llegar á Osorio por segunda vez, pues en lugar de ir á dar la batalla bajo los muros de Lima, iba á darla como en su casa, á las goteras de Santiago. — El cañón de Maipo descerrajó en verdad las puertas de la ciudad de los reyes, tanto como el cañón de lord Cochrane en la rada del Callao. « (Papeles privados de O'Higgins, segun el folleto publicado por el señor Vicuña Mackenna con el título *El general San Martín*.)

Y CHILE.

... y el Pezuelo  
... Armamento  
... Ataque de la  
... se separan. —  
... as. — Compra  
... osicion de la  
... tenor de las  
... el capitán del  
... española es  
... á los reas  
... as. — El San  
... en la isla de  
... n parte de los  
... las Provincias  
... — Blanco se  
... mirante de la  
... onel Zapiola.  
... sastres: pro-  
... general Bo-  
... nio de Co-  
... es del Perú,  
... del general

... as grandes  
... de Chile

1818.  
Las corbetas  
*Lautaro*  
y *San Martin*.

La *Esmeralda*  
y el *Pezuela*  
se presentan  
en el puerto  
de Valparaiso.

Armamento  
y partida  
de la *Lautaro*.

Carta  
de D. Tomas Guido.

mando de jefes arrojados. Los dos buques que por entónces formaban la escuadra chilena eran las corbetas *Lautaro* y *San Martin*. D. Tomas Guido, comisario del gobierno argentino, fué encargado del armamento de la primera, que se hizo con el objeto de dar un golpe atrevido abordando la fragata española *Esmeralda*, que se encontraba en esos momentos en la bahía de Talcahuano.

Mientras esos aprestos tenian lugar, la mencionada fragata *Esmeralda*, acompañada del bergantin *Pezuela*, se habian presentado en el puerto de Valparaiso y lo bloqueaban. Este fué el momento que aprovechó el atrevido capitán O'Brien, á cuyo mando estaba la *Lautaro*, para salirles al encuentro, haciéndose á la vela el 27 de abril y marchando resueltamente al abordaje. La carta que reproducimos á continuacion de D. Tomas Guido, dando cuenta al director O'Higgins del armamento y partida de la *Lautaro*, explica la actividad y energia con que se procedió en esa ocasion, y la persecucion que se hizo al enemigo.

«Valparaiso, abril 27 de 1818, á las 9 de la noche. — Mi amado amigo : — Ayer, á las dos de la tarde, zarpó de este puerto la fragata *Lautaro*, de 52 piezas de artillería larga y 318 hombres á bordo entre tripulacion y tropa, fuera de los oficiales de su dotacion. Al hacerse á la vela, izó el pabellon de Chile hasta salir fuera de la puntilla, en donde lo mudó y siguió con la bandera inglesa. Entretanto los buques enemigos no se divisaban, y continuó la *Lautaro* rumbo al sur hasta las cuatro de la tarde, en que la fragata *Esmeralda* y el bergantin *Pezuela* se avistaron á mucha distancia, navegando estos en demanda del puerto. El viento era norte flojo, y unos y otros avanzaban poco, pero la *Lautaro* hizo fuerza de vela por los enemigos hasta que entró la noche, y todos se perdieron de vista. — Segun los prácticos, se calculó estuviesen á tiro de cañón á las doce de la noche, mas no se sintió novedad en toda ella. Al romper el dia de hoy con poca niebla y viento norte fresco, se vieron las tres embarcaciones por el primer vigía de Corouma á tiro de cañón unas de otras, y al mismo tiempo hizo tres descargas de artillería de la *Lautaro* sobre la *Esmeralda*. Muy pronto el bergantin *Pezuela* se

puso en fuga y en pos de él la *Esmeralda*, dándoles caza la *Lautaro*, hasta que se interpuso una calma gruesa, que impidió observar el resultado de sus maniobras. Á las dos horas y media aclaró algo, y se divisaron otra vez los tres buques en vuelta de fuera, y que la *Lautaro* hacía algunos fuegos con las miras de proa. Poco despues se oscureció enteramente el horizonte, y no se han vuelto á ver; pero en consecuencia de esta relacion del primer vigía, presumimos que los dos buques enemigos siguen huyendo con la ignominia con que lo acostumbra la marina española. Todo el dia lo he pasado sobre los cerros, de vigía en vigía, por ser el término de una empresa que me cuesta tantas rabietas; pero la cobardía de los marineros bailarines no ha dado lugar á que hoy se decida la cuestion. De contado ya hemos conseguido se levante el bloqueo; probablemente O'Brien perseguirá á los enemigos hasta Talcahuano, y solo siento que la *Lautaro* no ande tanto como la *Esmeralda*, para que el que la manda escuchase cerca las trompetas de los insurgentes. Si mañana tenemos alguna novedad, la comunicaré á V., y si no, regresaré á esa capital, á donde me llama la obligacion. Celebraré continúe el alivio de V., y que mande á su afectísimo paisano y servidor Q. B. S. M. — TOMAS GUIDO. »

Los buques realistas que bloqueaban el puerto de Valparaíso eran en efecto la fragata *Esmeralda*, de cuarenta y cuatro cañones, y el bergantin *Pezuela*, de diez y ocho. Al acercarse la *Lautaro* con bandera inglesa, los realistas creyeron que era la fragata *Amphion* de S. M. Británica, al mando del comodoro Bowles, la cual en algunas ocasiones habia comunicado con la *Esmeralda* sobre asuntos relativos al bloqueo, y por lo tanto se puso en facha para esperar y hablar con la supuesta *Amphion*. En este estado, y habiendo ganado la *Lautaro* la cuarta de popa de barlovento del enemigo, arrió la bandera inglesa, izó la chilena, y rompió el fuego con la batería mas inmediata. La primera intencion del capitán O'Brien era haberse puesto sobre el costado, pero habiendo variado de opinion, se corrió sobre la cuarta de popa. El baupres de la *Lautaro* cortó el apa-

Ataque  
de la *Lautaro*.



1818. rejo de mesana del enemigo, y lo dejó colgando de un modo tan incómodo para abordar, que solo O'Brien con treinta hombres pudieron saltar á la *Esmeralda*. Los soldados de marina sostuvieron un vivo fuego desde el castillo de proa de la *Lautaro*, que causó una pérdida considerable á la tripulacion de la *Esmeralda*, la cual, sorprendida y aterrada al ver ya abordada la fragata, huyó al entrepuente, y los que habian entrado en ella arriaron la bandera. Desgraciadamente á nadie se le ocurrió impedir el que se separasen los dos buques amarrándolos, é inutilizar la fragata apresada cortando las cuerdas de la rueda del timon, y arriando las vergas de gabia: un golpe de mar separó las dos fragatas. Entónces la *Lautaro* echó sus botes para enviar refuerzo; pero ántes que pudiera verificarse, aperecibida la tripulacion de la *Esmeralda* del corto número de patriotas que habia sobre cubierta, se reunieron, rompieron el fuego desde el entrepuente, y mataron al valiente O'Brien, cuyas últimas palabras fueron: « No la abandoneis, muchachos; la fragata es nuestra. » Mientras tanto la *Lautaro* dejó el objeto principal, para tomar posesion del *Pezuela*, que habia arriado bandera, pero que se iba alargando.
- Aboraje de la *Esmeralda*. Las dos fragatas se separan. Muerte de O'Brien. Fuga de los buques renistas.
- Percibiendo la *Lautaro* el cambio de fortuna que se habia verificado á bordo de la *Esmeralda*, desistió de la caza del bergantin, y viró hácia la fragata: pero ántes que pudiera aproximarse los que asaltaron habian sido vencidos, y los dos buques españoles, izando nuevamente su pabellon, se salvaron por su superioridad en la marcha. El teniente Walker, al servicio de la compañía de la India, se distinguió muy particularmente; y ántes que la *Lautaro* volviese al puerto, apresó un buque que llevaba á bordo una porcion de pasajeros españoles muy ricos, que habian huido de la Concepcion para refugiarse á Lima.
- El nuevo comandante de la fragata *Lautaro* dirigió al Señor director supremo del Estado de Chile el siguiente parte:
- « Excmo. Señor. — En consecuencia de la muerte del bravo capitan Don Jorge O'Brien, comancante de la fragata patriota *Lautaro*, que gloriosamente cayó combatiéndose con los enemigos de Chile á bordo de la fragata española *Esmeralda*, es

mi deber informar á V. E. los detalles siguientes. — Salimos de la bahía de Valparaiso el domingo 26 del que rige: navegamos en rumbo al sud hasta las 4 de la mañana del dia siguiente, en que avistamos al enemigo. Inmediatamente se preparó para el combate, y al aclarar el dia cerca de las seis fuimos sobre él mostrando bandera inglesa. Se puso en facha para esperarnos, y en este momento vimos algunas millas al norte al bergantin *Pezuela*. Á las siete hablamos á la fragata, y habiéndonos contestado que era la fragata de guerra española *Esmeralda*, arriamos la bandera inglesa, y enarbolamos la de Chile, en cuyo momento nos hizo una descarga cerrada de todo su costado de sotavento, á la que contestamos vivamente. Sin perder momento, nuestro comandante á la cabeza de sus valientes la abordó como se habia propuesto; pero habiéndose separado las dos fragatas al tiempo del abordaje, solo pudieron entrar con él 25 hombres, los que fueron suficientes para hacer arriar la bandera española. Inmediatamente mandé un oficial con 18 hombres mas para reforzar aquella partida, y asegurar la posesion de la fragata. Entónces el bergantin se alejaba haciendo fuerza de vela para escapar; pero no pudiendo resistir á nuestro fuego, arrió igualmente su bandera, y se rindió.

» Creyendo que no habia suficiente número de los nuestros á bordo de la *Esmeralda*, y viendo que el bote que yo habia mandado no la podia alcanzar, traté otra vez de ponerme al costado de la fragata; mas en consecuencia de haber estado tan corto tiempo en el mar, no se habia establecido la disciplina necesaria, y la mitad de la tripulacion no entendia el lenguaje de la otra: á mas de esto muchos estaban mareados, y léjos de serme útiles, mas bien servian de estorbo; de suerte que era imposible la maniobra que yo deseaba hacer para abordar segunda vez á la *Esmeralda*, y solo pude poner el bauprés sobre la popa.

» Habiendo muerto el capitan O'Brien á bordo de ella, y concluidas las municiones de su gente, tuvieron que abandonar la fragata, y se trasbordaron á la *Lautaro*. Yo deseaba hacer una descarga cerrada ántes de intentar de nuevo el abordaje.

1818.

sostuve un vivo fuego con las miras de proa, que debió haber causado una pérdida considerable á la tripulacion enemiga, pues las tres últimas troneras estaban reducidas á una, destruida enteramente la popa, é incendiada la cámara. Entretanto el bergantin habia enarbolado otra vez su bandera, y perseguia á nuestra lancha.

» No queriendo sacrificar á tantos bravos, me puse en facha hasta recibirlos á bordo : inmediatamente dí caza al enemigo, haciéndole un vivo fuego ; pero siendo mucho mas veloz que nosotros, se puso luego fuera del tiro de cañon : sin embargo continuamos la caza con todo el velámen, hasta que viendo que era imposible alcanzarle, nos pusimos en facha para reparar los daños que habíamos sufrido.

» No puedo ménos que observar el modo cobarde con que procedió tanto la fragata como el bergantin español ; y me es muy sensible que por su superior velocidad nos haya arrebatado el triunfo que esperábamos.

» Nuestra tripulacion, exceptuando algunos individuos no acostumbrados al mar, se portó con mucho valor, y con un poco de práctica será capaz de cualquier empresa. Estoy sumamente agradecido al capitán de las tropas Don Juan Millar por la intrepidez que manifestó, dando ejemplo á sus soldados, que aunque no acostumbrados á los combates navales, hicieron prodigios de valor.

» Á las cinco de la misma tarde, apresamos el bergantin *San Miguel*, procedente de Chiloé, con destino á Lima, que tocó últimamente en Talcahuano, teniendo á su bordo trece pasajeros, entre los cuales están Don Rafael Beltran y Don Pedro Nolasco Chupetea, comandantes que fueron de Santiago, y el teniente coronel Don Mateo Asas, ayudante de campo del general Osorio. Trae noticia de Talcahuano, que comunicará á V. E. el gobernador de este puerto.

» Dios guarde á V. E. muchos años. — Fragata patriota *Lautaro*, en Valparaiso, 29 de abril de 1818. — Excmo. Señor. — JOSÉ ARG' TURNER. — Al Excmo. supremo director del Estado. »

El director O'Higgins, comprendiendo por ese hecho las inmensas ventajas que resultarían para Chile de la formación de una escuadra poderosa, renovó sus esfuerzos y compró la fragata *Cumberland* de mil doscientas toneladas y otros buques más pequeños, para cuyo efecto contribuyeron los patriotas chilenos con sus fortunas y hasta con las producciones en especies de sus campos.

Uno de los objetos principales de la formación de esta escuadra era el hacer frente á la expedición que se preparaba en Cádiz contra Chile. Tripulados y prontos para darse á la vela los buques, solo esperaban que se nombrase el jefe de la escuadra, lo que por cierto era muy difícil en esos momentos, á causa de las pretensiones extraordinarias de los marinos extranjeros. El gobierno se decidió en fin por el teniente coronel Blanco Ciceron, que habia servido algun tiempo en la marina española. Al capitán Miller se le dió el grado de mayor y el mando de la infantería que se embarcó en la escuadra, que se componia de los buques siguientes: el *San Martin*, de 36 cañones, capitán Wilkinson; la *Lautaro*, de 44, capitán Worcester; la *Chacabuco*, de 20, capitán Díaz, y el *Araucano*, de 16, capitán Morris.

En la mañana del 9 de octubre de 1818, se hicieron á la vela ignorando el destino, hasta que fuera de la vista de tierra el almirante abrió las instrucciones y participó su contenido á los comandantes de los buques que componian la escuadra. Las instrucciones decian sustancialmente que por la via terrestre el gobierno de Buenos Aires habia informado al de Chile del arribo á aquel puerto de un transporte español perteneciente á la expedición que se esperaba de Cádiz y que se habia sublevado capitaneado por un sarjento. Este les comunicaba tambien que la fragata *Maria Isabel* con ocho ó diez transportes mas debian atravesar el cabo de Hornos y desembarcar en Talcahuano con cerca de tres mil hombres. La escuadra patriota tenia la orden de dirigirse á la isla de la Mocha, impedir el desembarco y apoderarse de todo el convoy.

Mientras tanto, el ejercicio continuó á que estaban sujetos los

1818.

Compra  
de la *Cumberland*.

El almirante Blanco.

Composicion  
de la escuadra  
chilena.

Esta  
se hace á la vela  
ignorando  
en destino.

Tenor  
de las instrucciones.

1818.  
Brillantes  
cualidades  
desplegadas  
por los marineros  
chilenos.

soldados de marina y los marineros cholos dieron espléndidos resultados durante el viaje de la escuadra chilena, y pronto se hallaron bastante diestros para llenar su servicio; y según el general Miller desplegaron las brillantes cualidades que constituyen tanto al buen soldado como al buen marinero, es decir, la subordinación y el valor.

La isla  
de Santa María.

En la madrugada del día 26 de octubre, avistaron la isla de Santa María, al sur de la bahía de la Concepción, no pudiendo acercarse á ella, y poco después descubrieron una vela que resultó ser el *Shakespeare*, buque mercante inglés empleado en la pesca de la ballena. Este informó á los patriotas que la *María Isabel* se había separado del resto del convoy y que con solo dos trasportes se hallaba anclada en el puerto de Talcahuano. Estas noticias fueron confirmadas poco después por un bote de la costa que viendo flamear la bandera española en la escuadra patriota, se dirigió hácia ella y le entregó las instrucciones selladas que había dejado el capitán de la fragata realista para que se reuniesen todos los trasportes en el puerto de Talcahuano. Inmediatamente se dirigieron el *San Martín* y la *Lautaro* hácia aquel punto á toda fuerza de vela. Al día siguiente se encontraban á la vista de la fragata española anclada á tiro de pistola de Talcahuano. El jefe de la escuadra chilena izó bandera inglesa y marchó directamente al enemigo; pero al llegar á tiro de fusil izó la bandera chilena. La fragata española disparó una andanada, que no produjo efecto; é igual saludo la hizo el *San Martín* con cuantos cañones pudo, y echó el ancla á tiro de pistola de su enemiga, á lo cual cortaron los cables los Españoles y bararon la fragata en la costa: una gran parte de la tripulación escapó en los botes, y el resto echándose al mar (1). Los patriotas se apoderaron de la fragata é hicieron todos los esfuerzos posibles para desencallarla, pero todo fué inútil, y en ese estado tuvieron que enviar un parlamentario para proponer á los fugitivos un tratamiento generoso si se rendían, abandonando un país que no era adicto á la causa

Informe del capitán  
del *Shakespeare*:  
la fragata española  
*María Isabel*.

Ataque dirigido  
á la *María Isabel*  
en el puerto  
de Talcahuano.

Parlamentario  
enviado  
á los realistas.

(1) Véase MILLER.

espléndidos  
y pronto se  
; y segun el  
s que consti-  
ro, es decir,

on la isla de  
no pudiendo  
na vela que  
es empleado  
riotas que la  
onvoy y que  
el puerto de  
poco despues  
lera española  
e entregó las  
n de la fra-  
sportes en el  
ieron el *San*  
a de vela. Al  
gata española  
e la escuadra  
e al enemigo;  
a. La fragata  
fecto; é igual  
pudo, y echó  
cortaron los  
a costa : una  
resto echán-  
la fragata é  
callarla, pero  
iar un parla-  
nto generoso  
cto á la causa

que ellos defendian. Al acercarse á la costa, el mayor Miller tuvo no poco trabajo en hacer comprender á los guasos lo que significaba la bandera blanca. Llevado ante el genero' Sánchez, este le trató con suma grosería, contestando que el portador sería *despachado* del modo que merecia.

Miéntas tanto los patriotas á bordo de la *Maria Isabel* tenian que sostener un vivísimo fuego contra los guasos, que ocultos detras de las tapias no cesaban de molestarlos. El almirante Blanco se vió obligado á desembarcar tropas para que los desalojasen ; lo cual verificaron con alguna pérdida por la llegada de Sánchez con su division desde la Concepcion. Inmediatamente despues envió al mayor Warnes con un oficio en que le participaba su intencion de ahorcar de los peñoles todos los Españoles que tenia en su poder, si no ponía en libertad al parlamentario. Sánchez no hizo caso, y se preparaba á asesinarle cuando los coroneles Loriga y Cabañas intervinieron en su favor, y solo merced á sus ruegos y amenazas pudo Miller volver entre los suyos sano y salvo.

« Poco despues y con la mayor dificultad levó el ancla el *San Martin*, pues el capitán Welkinson y la mayor parte de los oficiales y de la tripulacion estaban á bordo de la fragata apresada, y los que quedaban se hallaban rendidos absolutamente por la excesiva fatiga y falta de descanso en las cuarenta y ocho horas anteriores. Para aumentar las dificultades, tocó el navío en un banco de arena, donde solo habia dos brazas y media de agua. Una rápida maniobra que se hizo, aligerándola de la aguada y soltando al mismo tiempo el aparejo, le permitió entrar en mayor fondo ; pero apenas salió de un peligro cuando entró en otro. La brisa cesó, y hallándose rendido el hombre que llevaba el timon, cayó sobre cubierta ántes que pudieran relevarle. El navío quedó sin direccion, y una fuerte corriente y grande marejada lo llevó hácia la costa escabrosa y llena de rocas, á una distancia de pocas brazas. En el acto echaron el ancla ; pero ya la confusion era general. El único oficial de marina que habia á bordo, exceptuado el jefe de la escuadra, era el primer teniente Ramsay, que el dia anterior habia quedado

1818.

El mayor Miller.

Blanco  
desembarca tropas:  
los desaloja.

El mayor Warnes.

Los coroneles  
Loriga y Cabañas.El *San Martin*  
leva el ancla  
con la mayor  
dificultad.Situacion critica  
en que se encuentra  
el *San Martin*.

1818.

sordo por los efectos del fuego, y estaba tan ronco que con dificultad podia hacerse oír; y como Blanco no sabia el ingles, no le era posible dar órdenes por sí mismo á los marineros extranjeros. Miller, el cirujano Grun y el contador eran las únicas personas capaces de comunicar una órden; pero como ninguno de ellos entendia la maniobra, llegaron las circunstancias á ser verdaderamente afflictivas. Ademas habia sobre ochenta prisioneros que vigilar, y solamente quince marineros á bordo, no contándose los marinos y cholos, que se portaron perfectamente. Dos horas ántes de amanecer del 30, picó cable el *San Martín*, con la esperanza de que una brisa de tierra que principiaba á soplar le sacaria fuera de la costa, pero la gran marejada lo estorbó, llevándole cada vez mas hácia tierra, y en pocos minutos le cogió ya por la popa y lo arrastró rápidamente contra las rocas. En tal conflicto botaron la última ancla que les restaba, y quedó el navío colgado de ella dando grandes balances con la popa hácia tierra, y á muy pocas varas de las rocas donde las olas reventaban con furia. Su situacion empeoró y llegó á ser desesperada por el cansancio de la tripulacion y por la falta de destreza maritima: la idea de perder el buque mayor de la República preocupaba los espíritus y aumentaba los padecimientos. Al fin se levantó á las nueve de la mañana una brisa bienhechora que arrancó el navío de la costa, sin haber experimentado ninguna averia (1). »

La escuadra  
echa el ancla  
cerca de la isla  
de Santa María.

Le llegan  
nuevos refuerzos  
á la escuadra.

La escuadra se dirigió con la *Maria Isabel* hácia la isla de Santa María, y ancló el 1° de noviembre entre esta y la tierra. Allí se reunió á la *Chacabuco* y al *Galvarino*, de 18 cañones. Este bergantín, perfectamente tripulado y equipado, habia sido vendido al gobierno de Chile por el capitán Guise, de la marina inglesa. Durante una semana los patriotas apresaron siete transportes realistas que viendo flaquear la bandera española en todos los buques de la escuadra, obedecian á la órden de anclar á popa de la fragata *Reina Maria Isabel*. Las cubiertas se cubrian de hombres, mujeres y niños; los oficiales se ponian el uni-

(1) Véanse las *Memorias del general Miller*.

forme riguroso, y todos se felicitaban unos á otros por ver terminado un viaje tan largo y tan penoso. Apenas anclaban, un tiro disparado en el *San Martín* hacía sustituir la bandera patriota á la española, y cambiaba completamente la escena; la alegría hacía lugar al terror que les causaba encontrarse en manos de los patriotas, que segun ellos creían, no daban cuartel á nadie.

De este modo se apoderaron los patriotas de casi todo un convoy que salió de Cádiz el 21 de mayo de 1818, cuyo personal detallado se encuentra precedentemente.

Del total de las tropas embarcadas en Cádiz, setecientos murieron en la travesía y ochocientos desembarcaron en Talcahuano, inclusa la mayor parte de la tripulación de la *María Isabel*; la gente que conducían los dos transportes y un tercero con dos regimientos de Cantabria, fueron los únicos que pudieron escapar de caer en poder de los patriotas. Así pues la hermosa fragata *María Isabel*, de cincuenta cañones, una de las cuatro que compró la España á la Rusia, siete transportes y mil doscientos hombres fueron los resultados felices de esta expedición; el coronel realista Hóyos era el que la mandaba.

El 8 de noviembre, el supremo director de Chile comunicó al de las Provincias Unidas el apresamiento de la fragata de Su Majestad Católica por el siguiente oficio:

« Excmo. Señor: Á extraordinarios sacrificios ha debido su formación nuestra marina; pero ella ya principia á darnos un fruto ventajoso, que reanimando nuestros esfuerzos debe conducirnos á mayores empresas.

» La fragata española *María Isabel*, de cincuenta cañones, ha sido presa por nuestra escuadra, como lo verá V. E. en los partes que acabo de recibir, y tengo el honor de dirigir á V. E. por extraordinario por la satisfacción que tal acontecimiento debe causar á ese gobierno.

» Dios guarde á V. E. muchos años. — Santiago de Chile, noviembre 9 de 1818. — BERNARDO O'HIGGINS. — Excmo. Señor director supremo de las Provincias Unidas del Rio de la Plata. »

1818.

Toma de gran parte  
de los transportes  
realistas.

Buques del convoy  
realista  
que pudieron  
escapar.

El director de Chile  
comunica  
al de las  
Provincias Unidas  
ese espléndido  
triumfo.



1818

Inmediatamente que llegaron al conocimiento del mismo supremo director del Estado de Chile los detalles de ese notabilísimo acontecimiento, los trasmitió al de las Provincias Unidas del Rio de la Plata en los siguientes términos:

Otro oficio  
del supremo director  
de Chile  
al de las  
Provincias Unidas.

» Excmo. Señor. Los últimos restos del convoy de tropas españolas, cuyo apresamiento fué el objeto de la expedición de nuestra escuadra, acaban de entrar á Valparaiso conducidos por la corbeta de guerra *Chacabuco*, como dice el parte del gobernador de aquella plaza, que tengo la satisfacción de incluir á V. E. De este modo ha terminado la célebre expedición que el gabinete de Madrid dirigía á nuestras costas para esclavizarnos; y tal ha sido el ensayo feliz de la naciente marina de Chile.

» Dios guarde á V. E. muchos años. — Santiago de Chile, y noviembre 23 de 1818. — BERNARDO O'HIGGINS. — Excmo. Señor director supremo de las Provincias Unidas del Rio de la Plata.»

« N. B. Ha fondeado en este instante la corbeta de guerra nacional denominada *Chacabuco*, y dos fragatas mas españolas, últimos restos del convoy.

El parte de la capitania del puerto es como sigue:

Parte de la capitania  
del puerto  
de Valparaiso.

« Señor gobernador: Va á fondear la corbeta del Estado *Chacabuco*, su comandante D. Francisco Díaz, que conduce dos fragatas españolas prisioneras, resto del convoy español. Son dos trasportes: la una se llama *Rosalía*, y la otra *Carlota*. Ambas salieron de Cádiz bajo la escolta de la fragata *Reina Maria Isabel* y conducen doscientos cuarenta hombres de tropa. En la *Rosalía* fueron trasbordados esta mañana, á las nueve de la mañana, de la fragata ballenera inglesa *Sevinga Papatan*, que salió del Callao el 16 de octubre, los pasajeros D. Francisco Caldera y D. Ramon Bose, que se embarcaron en dicha fragata furtivamente para restituirse á su patria. — Capitania del puerto, y noviembre 22 de 1818. — JUAN JOSÉ FORTTEL. — Señor gobernador de la plaza. »

» Tengo el honor de trascribirlo á V. S. para su conocimiento y el del Señor supremo director. — Dios guarde á V. S. mu-

chos años. — Valparaiso, noviembre 22 de 1818. — LUIS DE LA CRUZ. — Señor ministro de Estado en los departamentos de guerra y marina, coronel D. José Ignacio Zenteno. »

1818.

El 7 de noviembre, regresó la escuadra é hizo su entrada triunfal en el puerto de Valparaiso, produciendo las mas gratas impresiones en el ánimo de los habitantes, quienes al ver entrar trece velas en la bahía, les acogieron con las mas entusiastas aclamaciones. Era en efecto un acontecimiento de suma trascendencia, pues habia impedido que se reuniesen á Sánchez refuerzos considerables y formasen un nuevo ejército que hubiera amenazado de nuevo á la capital de Chile.

Entrada de la escuadra patriota en Valparaiso.

El contraalmirante Blanco y el mayor Miller se dirigieron inmediatamente á Santiago, y segun las *Memorias* de este último, á pocas leguas de la capital encontraron la carroza del supremo director, que este les enviaba para que entrasen en la ciudad con la posible ostentacion.

Blanco y Miller se dirigen á Santiago.

Al llegar á los arrabales, la entrada tomó el aspecto de un triunfo verdadero. Un pueblo entusiasta, acabado de salir del vasallaje mas degradante, debia gozarse y expresar libremente el júbilo que le causaba que su primer triunfo naval fuese tan completo; y la idea de haberlo alcanzado un jefe chileno halagaba su amor propio, y le llenaba de un justo y noble orgullo, sin que por eso dejasen de tributar los elogios que merecian los extranjeros que tan eficazmente habian contribuido á la victoria (1).

(1) Torrente, en su *Historia de la Revolucion hispano-americana*, dice lo siguiente sobre este notable hecho de armas:

« Todo cayó en poder del victorioso enemigo; la correspondencia mas secreta, abandonada por el encargado de ella, acabó de manifestarle el modo de destruir aquella malograda expedicion. Este fué el principio de todos los reveses que condujeron gradualmente la autoridad real al precipicio. Aunque estamos muy léjos de disculpar el descuido del comandante de la fragata, á cuya torpeza se debió indudablemente su pérdida, no podemos ménos de lamentarnos de la fatal medida de haber abandonado Osorio dicho puerto de Talcahuano. Si el citado jefe se hubicra mantenido en él dos meses mas, como habria podido sin el menor riesgo, ni la *Maria Isabel* habria pasado á manos de los enemigos, ni habrian sido apresados los trasportes, ni la fuerza expedicionaria desembarcada al mando de D. Fausto del Hoyo se

1818

La *Gaceta ministerial extraordinaria de Chile* del 10 de noviembre de 1818 publicó el siguiente parte detallado del comandante general de las fuerzas navales de Chile, capitán de navío D. Manuel Blanco y Encalada, dirigido á S. E. el supremo director del Estado :

Parte detallado  
del almirante  
Blanco

« Excmo. Señor. El día diez del próximo pasado dí la vela del puerto de Valparaíso con la escuadra de mi mando, compuesta del navío *General San Martín*, de sesenta cañones, la fragata *Lautaro*, de cuarenta y seis, corbeta *Chacabuco*, de veinte, y el bergantín *Araucano*, de diez y seis. El viento era de S. E.; tomé la vuelta del O. hasta perder la tierra de vista, según las últimas órdenes de V. E., lo que se verificó al día siguiente. Á las once del día, abrí el pliego cerrado que llevaba para este caso, y enterado de la comision que V. E. se dignaba conferirme, dirigí mi derrota á la isla de la Mocha; pero calculando que el convoy enemigo traía una navegacion larga, me resolví á hacer la mia cruzando la derrota que debiese traer si continuaba para Lima. Es verdad que de este modo la dilataba un poco mas; pero lograba dos objetos: el primero, muy probable, de encontrar el convoy; y el segundo, el tener tiempo suficiente para poner toda la escuadra en el mejor estado para batirse, lo que puedo asegurar á V. E. que trabajando noche y dia lo hemos logrado á los quince de nuestra salida.

Se instruy-  
de las instrucciones.

Se separa  
la  
corbeta *Chacabuco*.

» El 14 en la noche, se me separó la corbeta *Chacabuco*, ignorando hasta el treinta y uno, que se me reunió, la causa que lo motivó.

» El 26, á las doce del día, me hallaba en el paralelo de Talcahuano, distante diez á doce leguas del puerto. Á la misma hora, dí la orden al bergantín *Araucano* fuese á reconocer si habia en él algunas embarcaciones y la clase de ellas, reuniéndose luego que cumpliese su comision á la escuadra, que debia esperarlo en la isla de Santa María. Á las siete de la tarde, me

habria disipado inútilmente, ni se habria llevado á efecto la expedicion marítima de lord Cochrane, y probablemente se habria paralizado la terrestre por San Martín. »

puse sobre dicha isla, y tratando de buscar el fondeadero, avisamos una fragata que se hallaba fondeada, la que tuvimos por enemiga, pero entró la noche y no pudimos reconocer mas. Sin embargo, con la ventolina que tenia del N. me determiné ir á fondear cerca de ella y esperar que amaneciera, lo que ejecuté á las tres de la mañana.

» Al amanecer del veinte y siete, reconocimos ser una fragata inglesa ballenera que habia diez dias estaba en la isla. Nos dijo que una fragata de guerra española, llamada *Maria Isabel*, habia pasado para Talcahuano el dia veintidos, dejando cinco hombres en tierra, los cuales creyéndonos buques del convoy, pues teniamos arbolada la bandera española, se vinieron á bordo trayéndome un pliego cerrado del comandante de la *Maria Isabel*, el que contenia una órden para todos los capitanes de los trasportes para que fuesen inmediatamente al puerto de Talcahuano, dándoles las señales que les debia hacer sin las cuales les advertiria no entrar. Por estos cinco hombres supe que llegaron ántes que la fragata cuatro trasportes que echaron la gente en tierra, y que se hallaba en Concepcion á las órdenes de Sánchez. Me dijeron tambien que por Arauco tenian noticia que habian llegado cuatro mas. Con estas noticias no vacilé un momento, me dirigí sobre Talcahuano con ánimo resuelto de batir la fragata y todas las embarcaciones en su mismo fondeadero.

» Sentia en aquellos momentos haber separado el bergantin *Araucano* y mucho mas la falta de la corbeta *Chacabuco*. Pero ambicioso de que la marina de Chile señalase la época de su nacimiento por la de su gloria, resolví sacrificarme por ella en este dia, ó ponerla de un golpe á un grado de elevacion que los ojos de la Europa alcancen á distinguirla. Hice venir á bordo al comandante de la fragata *Lautaro*; le dije mis intenciones, y juntando al comandante del navío les manifesté mi plan de ataque, y aprobado por ellos no pensé mas que en ejecutarlo. Á las ocho de la noche nos hallábamos frente de la Quiriquina y en calma. Así pasamos la noche. Amaneció el veinte y ocho con ventolina del norte y mucha cerrazon; tomé la vuelta de

1818.

Se avista una embarcacion.

Importantes informes que esta le da.

Se dirige á Talcahuano

Instrucciones que recibe el comandante de la *Lautaro*.

1818

afuera hasta las ocho, en que el viento se entabló del norte, y el horizonte se despejó, y viré por avante en busca del puerto.

» Á las once de la mañana, avistamos por la Boca Chica la fragata de guerra, que tiró un cañonazo y puso una bandera encarnada al tope mayor; le contesté con otro y la bandera inglesa. Á las doce doblé la punta N. de la Quiriquina y amollé en popa sobre el puerto, y reconocimos que la fragata estaba sola. Poco ántes de enfrenar la punta de Arénas, afirmó su bandera española, le contesté con otro cañonazo manteniendo la bandera inglesa, y cargué el trinquete; luego que me puse á tiro de cañon me dirigió un tiro con bala, que no contesté y aferré los juanetes. Á los dos ó tres minutos me tiró cuatro ó cinco balazos; al momento hice arriar la bandera inglesa é izar la nacional de Chile, sin disparar un solo tiro, y la puse á proa; manifestándoles unas intenciones mas atrevidas. Al poco rato nos descargó todo su costado, picó los cables, izó el foque, cargó la sobremesana, y se fué á barar á la playa. Pero la tenia tan cerca que desde su popa rompieron el fuego de fusilería.

» Entónces dí la órden al comandante del navío de fondear y romper el fuego, lo que ejecutó con la mayor brevedad, dándole una descarga en la orzada. Inmediatamente le dí la órden á la *Lautaro*, que seguia las aguas del navío, de virar por redondo y hacer la misma maniobra, lo que ejecutó con igual destreza; y la fragata *Reina María Isabel* arrió su bandera española, arrojándose á el agua mucha parte de su tripulacion que no pudieron alcanzar los botes. Inmediatamente envié á su bordo á los tenientes de marina D. Nataniel Vélez y D. Guillermo Santiago Comuton con 50 marineros para tomar posesion y tratar de sacarla. Habia á bordo 70 hombres y un teniente del regimiento de Cantabria y cinco pasajeros, los que me informaron que Sánchez tenia mil hombres veteranos y siete piezas de artillería en Concepcion, lo que me hizo determinar á desembarcar 150 hombres de marina y algunos artilleros al mando de sus oficiales á tomar la posicion, que me dijeron ser ventajosa, en el porton de la plaza, con el objeto de evitar envasen de Concepcion algunas fuerzas de artillería y me impidiesen sacar

El navio  
*San Martín*  
ataca  
á la *Marta Isabel*.

Esta arria bandera  
y un destacamento  
de la tripulacion  
del *San Martín*  
toma posesion  
de ella.

la fragata que estaba barada á tiro de piedra de la playa ; pero con la órden de retirarse si acaso eran atacados por una fuerza superior, teniendo los botes listos al cargo de un oficial de marina para su reembarco.

» Á la media hora de haber saltado en tierra y ántes de llegar al punto señalado, los veo atacados por una fuerza muy superior, y tuve el mayor placer de ver batir los soldados de marina y artilleros con un valor sin igual, sosteniéndose mutuamente en su reembarco animados por sus valientes oficiales. El navío y fragata *Lautaro* no podian hacer ningun fuego sin ofender á nuestros mismos soldados, que se hallaban casi por medio, pero la *Maria Isabel* lo hacia con sus cañones de proa á metralla. Siguió la noche y el viento refrescaba mas del N., y tanto que me hacia perder la esperanza de sacar la fragata. Á las 12 de la noche empezó á llover bastante ; á las 2 escampó y el viento quedó casi en calma. De las 2 y media á 3 de la mañana trataron de abordarla con tres lanchas que tenian en tierra, las que fueron rechazadas del mismo costado, pues habia setenta hombres de tropa á bordo.

» Persuadido que durante la noche pondrian sus baterías para batirla al amanecer, me determiné á sostenerla á toda costa. Ordené al comandante del navío tender un anclote sobre tierra para cobrarse por él y ponernos por la aleta de la *Isabel* á medio tiro de cañon de la plaza : así lo verificó con la mayor prontitud, y amanecimos en esta situacion, que vista por la marinería y tropa que estaban en la *Maria Isabel* recibieron nuevo valor. Los enemigos tenian su infantería á cubierto con las mismas casas del pueblo por la proa de la fragata. Á las 5 de la mañana, rompieron el fuego de fusilería sobre ella, que les contestaba del mismo modo, y á mas con los dos cañones de proa. Á las 6 empezaron el de su artillería colocada en el castillo de San Agustín, dirigiendo todos sus tiros al navío y botes que trabajaban. El primero recibió en su casco trece balazos, pero ninguno de consideracion. En retorno el navío, la *Lautaro* y *Maria Isabel* hacian un fuego tan acertado que sofocaban los suyos y obligaban á callar inutilizándoles dos piezas.

1818.

Esfuerzos hechos  
para sacar del puerto  
la fragata española.

Fuego sostenido  
de tierra  
contra la escuadra  
patriota  
y la *Maria Isabel*.

1818.

Á las 11 de la mañana el viento vino del sur bastante fresco.

La *María Isabel*  
conseguió salir.

» En la *María Isabel*, que no esperaban otra cosa, dejando las armas de la mano, acudieron todos á la maniobra, casó la sobremesana y pericó; y haciendo por el anclote, que tenia por su popa, consiguié salir.

Sorpresa que causó  
á los realistas.

» No puede V. E. imaginarse la sorpresa que causó á los enemigos, pues el fuego cesó de repente, y unos y otros no hacíamos mas que mirar la fragata hasta que el grito de *Viva la patria* resonó en todas las embarcaciones al mismo tiempo; pero los enemigos no interrumpieron su silencio, pues no volvieron á tirar mas que un solo tiro. Inmediatamente piqué el anclote que tenia sobre tierra, dejándome caer sobre la ancla, quedando de este modo, aunque no fuera de tiro de cañon, si bastante distante.

La escuadra  
se dirige á la isla  
de Santa María.

» Á las 13 de la tarde, di la vela con destino á esta isla, saludando á la plaza con 21 cañonazos. El 24, á las cuatro de la tarde, fondeé en este punto, en donde espero seis trasportes que faltan del convoy, pues si no han arribado al Rio Janéiro, deben venir aquí forzosamente. Cuatro de ellos han pasado para Lima, y no ocho, como se me dijo al principio. La corbeta *Chacabuco* la manténgo cruzando sobre la Quiriquina.

» Este ha sido el ensayo de la marina de Chile, obra de V. E. — Espero que en lo sucesivo ella sabrá merecer mas y mas la confianza y amor de los pueblos, que prestan sus sacrificios para sostenerla.

Recomienda  
la conducta  
de los tripulaciones  
y de los  
comandantes.

» Pocas veces se presentará una accion mas á propósito para conocer el mérito particular de cada individuo: en esta todo oficial ha tenido qué dar pruebas nada equivocadas de su valor, conocimientos y actividad. Yo los recomiendo á V. E. incluyendo sus nombres, en particular los comandantes y capitanes de fragata Don Guillermo Wilkinson y Don Carlos Wooster. Ellos han establecido la mejor disciplina en sus respectivas embarcaciones, han mostrado su valor ejecutando las maniobras que les ordenaba con la mayor prontitud y perfeccion, no perdonando sacrificio por lograr el mas feliz éxito de la em-

presa. Á los tenientes de marina Don Nataniel Vélez, Don Guillermo Santiago Compton, Don Santiago Ramsay, Don Agustín Beson, Don Federico Bergman, el capitán de artillería graduado de mayor Don Guillermo Miller, los de infantería de marina Don Juan Young, Don Agustín Soto y mi primer ayudante de órdenes el teniente de marina graduado de mayor Don Martino Warnes, todos del navío *General San Martín*. Á los tenientes de marina de la fragata *Lautaro*, Don Juan Helly, Don Ricardo Peasson, Don Santiago Huithinson, Don Guillermo Winter, Don Guillermo Malozo Matews, el piloto Don Juan Lacoson, el capitán de artillería Don Juan Mannins, teniente de infantería de marina Don Francisco Árias, con toda la tripulación y tropa de ambas embarcaciones que son acreedores á las gracias de la patria.

» Por nuestra parte solo hemos tenido 27 muertos y 22 heridos.

» Dios guarde á V. E. muchos años. — Navío *General San Martín*, á la ancla en el puerto de la isla de Santa María, á 5 de noviembre de 1818. — Excmo. Señor. — MANUEL BLANCO ENCALADA. — Excmo. Señor supremo director del Estado de Chile. »

El comandante general de la escuadra, en carta particular á un amigo suyo, le daba los interesantes detalles que reproducimos á continuacion sobre la importantísima captura de la *Reina María Isabel* :

« Mi amigo querido: la *Reina María Isabel*, que tantos suspiros nos ha costado, está en mi poder: es hermosísima, y de un andar admirable: en la mar del Sur no hay buque que ande con ella, y con dificultad en el mundo. En su diario desde Cádiz tiene hora de trece millas y media, andar que jamas he oido desde que sirvo en la marina: al famoso bergantín *Araucano* y corbeta *Chacabuco* los deja con la misma facilidad que ellos á la *Lautaro*: su artillería es divina, tiene dos años: desde que salió de Cadiz, no ha hecho una gota de agua, y está ricamente pertrechada; en fin, mi amigo, nos hemos hecho de una alhaja que ni *Esmeralda*, ni *Venganza*, ni el mismo viento, en figura de fragata, se nos escapará: solo la suerte, que la

Condiciones  
de la fragata  
*María Isabel*.



tengo buena como se lo decia á V. , pudo haberla presentado encerrada en el puerto, pues en la mar no la tomamos jamas (4). »

(1) El general Camba, en su obra citada, tomo 1, página 274, aprecia estos desastros para la causa realista del modo siguiente :

« Reunido Osorio en Talcahuano con los pocos oficiales y soldados que pudieron salvar de Maipo, se empezó á ocupar del regreso á Lima, pensamiento que realizó en setiembre, sin esperar para ello ni la autorizacion del virey de quien dependia, segun entónces se dijo. Antes de poner por obra esta resolucion, celebró Osorio una junta de guerra, en la que se trató de la necesidad y conveniencia de abandonar á Talcahuano : algunas de los vocales parece que se opusieron á tan funesta idea, y aun se añadió habia habido jefe que se ofrecia á encargarse de la defensa de aquel punto. Sin embargo, el puerto de Talcahuano fué desmantelado, sus fortificaciones destruidas ; y abandonado en fin sin consideracion al próximo arribo de la expedicion europea, que ya por momentos se esperaba. En consecuencia se trasladó Osorio al Callao con varios jefes, oficiales y soldados, encomendando al brigadier Sánchez la provincia de Concepcion.

• Vuolto Osorio al Perú, de donde habia salido hacia nueve meses con una division que ya no existia, se recibió la triste nueva de la insurreccion de la tropa del trasporte *Trinidad*, procedente de la Península, la cual, despues de cometer el horrendo asesinato de sus oficiales, se entregó á los independientes en el Rio de la Plata, poniendo en sus manos los planes de derrota y señales de la expedicion que convoyaba la fragata de S. M. *Reina Maria Isabel*. Súpose tambien que los buques armados de Chile, aumentados con el *San Martin* (antes *Cumberland*, de 1,200 toneladas) y otros de menor porte, se disponian á salir al encuentro de la referida expedicion peninsular. La escuadra pues que se aprestaba en Valparaiso al mando de D. Manuel Blanco Ciceron, oficial que habia sido de la marina real, se componia del navio *San Martin*, de 60 cañones, capitan Wilkinson ; la fragata *Lautaro* de 44, capitan Worster ; la corbeta *Chacabuco*, capitan Diaz, Español Europeo, y el bergantin *Araucano*, de 16, capitan Moris, con la mayor parte de sus tripulaciones extranjeras, cuya escuadra salió de Valparaiso el 9 de octubre. y el 15 del mismo mes empezaron á entrar en el desmantelado Talcahuano algunos trasportes de la precitada expedicion de España.

• La noticia de haber recibido el gobierno de Chile por extraordinario del de Buenos Aires los planes entregados por la infame insurreccion del trasporte *Trinidad* y la de aprestar su escuadra para salir al encuentro de la expedicion en su recalada, fué traída expresamente al virey *Pesuela* desde Valparaiso por el capitan *Smith* de los Estados Unidos, que mandaba la goleta mercante *Macedonia*. *Smith* habia xarpado de Valparaiso ya cerrado el puerto, fido en la velocidad de su barco ; se presentó en el Callao con un rico cargamento, pidió que se le permitiera su introduccion con moderados derechos, y

Entretanto las operaciones del ejército para destruir los restos realistas continuaban activamente. El 13 de noviembre recibió el señor brigadier general D. Antonio González Balcarce el siguiente parte del coronel mayor D. José Matías Zapiola :

« Consecuente á la nota fecha 8, instruí á V. S. de mi llegada á San Carlos, y noticias que habia adquirido del enemigo; verifiqué mi marcha con direccion á Chillan al día siguiente: acampé en los Peráles frente de la capilla de Cocharea: despues de una incesante vigilancia por la cercanía del enemigo, al amanecer puse en movimiento todas las divisiones.

» Sabiendo que la barca que me facilitaba el paso habia sido echada á pique, dirigí mis marchas á los pasos de Dadinco y la Ala, donde por los mejores prácticos se me aseguró era vadeable el rio Nuble.

» Al frente de estos pasos, fuera de la montaña, y como á una legua de distancia de la corriente, mandé parar las marchas de toda la division, así para que comiese la gente y descansasen los caballos, como para observar bien los movimientos de los enemigos, que desde que enfrentamos á Cocharea se dejaban ver en pequeñas partidas hácia la banda opuesta del rio en ademan de impedir que pudiésemos reconocer la profundidad de sus aguas y rapidez de sus corrientes.

*que en retribucion ofrecia conducir á la expedicion peninsular las prevenciones que se tuviera á bien, sin mas demora que el tiempo preciso para desembarcar el cargamento, pues ni agua necesitaba; ó que venderia al gobierno español su buque, bien conocido en el Pacífico por la fama de su marcha.*

» No obstante la importancia de estas proposiciones en aquellas circunstancias, ninguna fué admitida, ni se supo qué arbitrio hubiese adoptado el gobierno con la urgencia que el caso requería para procurar precaver á la citada expedicion del inminente riesgo que la amenazaba. Mas el resultado vino á ser, que fondeada en Talcahuano la fragata *Reina María Isabel*, fué apresada por los enemigos dentro del desmantelado puerto, y con ella les fué mas fácil luego apoderarse de la mayor parte de los trasportes y de la tropa que conducían, porque no era posible que desconfiaran del pabellon español enarbolado en la misma fragata que los acompañaba desde Cádiz. Los pormenores de esta desgracia los refiere un testigo presencial sustancialmente de este modo. »

1818.

Operaciones  
del ejército:  
oficio del coronel  
Zapiola.

Se dirige á Chillan.

1818.

Descubiertos  
para conocer  
las  
fuerzas enemigas.

» En efecto ordené al capitán Bransin que con 40 granaderos penetrase hasta las márgenes del Nuble, y descubriese la gente que ocultaba el enemigo en un morro que formaba la barranca inmediata del río. Luego que este oficial se acercó, se descubrieron tres partidas enemigas de caballería como de doscientos hombres, que la una según el uniforme indicaba ser de línea, y el resto de milicias; estos hicieron un corto tiroteo sobre mi avanzada, y luego que observaron que la reforzaba y que movía toda la división con la dirección al paso que sostenía, se retiraron á las alturas y casas inmediatas.

Se envía  
un destacamento  
á ocupar  
las inmediaciones  
del río.

» Yo seguí mis marchas amenazando pasar en el vado mas arriba del Ala, y sosteniendo otro intermedio, que era vadeable, con la partida del capitán Bransin : aun se avistaban las partidas enemigas; pero ordené inmediatamente que los escuadrones 3 y 4, á las órdenes del teniente coronel graduado D. Benjamín Viel, una compañía del núm. 1º de cazadores, y dos piezas de artillería ocupasen la inmediación del río, para que bajo los fuegos de esta se verificase el tránsito : en seguida de esta división marchó el resto del ejército con un orden y entusiasmo admirable.

» Cuando yo aguardaba una resistencia obstinada con las grandes ventajas que le preparaban las crecientes y rápidas corrientes del Nuble, veo que toda la fuerza enemiga desaparece instantáneamente.

Se emprende  
el pasaje del Nuble.

» Apresuro el pasaje y ordeno que se pasase la compañía de cazadores á la gurupa, se vadea el río y creímos todos se verificaría el tránsito sin peligro ; pero desgraciadamente veo que al terminar el extremo opuesto del río me arrebatan sus corrientes diez ó doce jinetes con sus caballos y algunos de los que iban á la gurupa : todos los recursos que en aquellos apuros encontraba se pusieron en movimiento : lazos y nadadores se arrojan al agua, pero en vano : la rapidez del río se llevó al subterfugio del número primero D. Ignacio Duéñas, un sarjento y siete hombres ; logramos salvar los restantes.

» Este desastre, y el aumento de las aguas del Nuble con los días de calor, me hacen desistir de la empresa, y determino el

pasaje en balsas, pues de otra suerte ni las municiones, ni las tropas se podían pasar sin peligro.

» Emprendí la obra de construir balsas sin recurso alguno, y pude lograr despues de infinito trabajo concluir tres, en las que en los dias once y doce verifiqué el pasaje de todas las tropas y municiones sin haber sentido otro acontecimiento tan desagradable como aquel de que he instruido á V. S.

» Hoy, á las 6 y media de la mañana, he tomado posesion de esta plaza, que el enemigo ha desamparado, retirándose el coronel Lantaño con una fuerza de setecientos hombres al camino de los Ángeles : acabo de saber por ocho desertores milicianos que se halla en el punto de San Javier, distante siete leguas de esta ciudad, que la mayor parte de sus tropas habian pasado el rio Diguillin, quedándose de esta parte una division de doscientos hombres. Aguardo las espías que tengo sobre aquel punto, y segun las noticias pienso esta noche hacer un movimiento imprevisto sobre aquella division, regresándome inmediatamente á este punto.

» Dios guarde á V. S. muchos años. — Chillan, y noviembre 13 de 1818. — José ZAPIOLA. — Señor D. Antonio González Balcarce, general en jefe del ejército unido. »

Entretanto las terribles impresiones que habian causado en Lima la serie de desastres sufridos por las armas españolas desde la batalla de Maipo, tenian vivamente conmovida aquella sociedad. Véase cómo describe el ilustrado general Camba esa situación y las causas que originaron los desastres :

« Tan lamentable continuacion de pérdidas, todas de perniciosísima influencia para la causa española, causaron en Lima la mas visible sensacion y en el ánimo de los leales Peruanos el mas profundo sentimiento, dando ademas disculpable ocasion á diferentes censuras, así sobre la reciente conducta del brigadier Osorio en Chile, como sobre las disposiciones y providencias del jefe superior del Perú. Seria de todo punto imposible dar una idea cabal de las tristes impresiones producidas por esa cadena de desastres ; pero servirá de comprobante de

1818.

Se el cido  
á construir balsas.

Ocupa á Chillan.

Profunda sensacion  
que producen  
en Lima  
los desastres  
de las armas  
españolas,

Opinion  
del general Camba  
sobre las causas  
de estos desastres.

1818.

nuestro aserto la opinion oficial del capitán de navío D. José Ignacio Colmenáres, defensor de D. Dionisio Capaz en la causa que se formó por la pérdida de la mencionada fragata *María Isabel*, que mandaba, quien entre otras cosas dice :

Dictámen  
del capitán  
de navío  
Colmenáres  
en defensa  
de la conducta  
del comandante  
de la *María Isabel*.

« Es altamente responsable á la pérdida de la *Isabel* y sus  
» consecuencias el brigadier, yerno de S. E. D. Mariano Osorio,  
» porque hallándose de jefe superior en Talcahuano, sabedor  
» de su venida y con instrucciones de su suegro el señor virey,  
» relativas á ella, como consta de autos al f.º..., abandonó el  
» punto sin dejar instrucciones ningunas, segun dice el Sr. Sán-  
» chez, sin buque que esperase la expedicion, como la corte le  
» habia mandado y está probado. Igualmente, Señor, es infi-  
» nitamente responsable de la pérdida de la *Isabel* y sus conse-  
» cuencias el Excmo. Señor D. Joaquin de la Pezuela, virey del  
» Perú, como voy á demostrar. En las instrucciones dadas á  
» mi defendido, consta que desde el mes de octubre de 1817  
» habia avisado la corte á S. E., hasta por cuadruplicado, la ve-  
» nida de la expedicion, cuya noticia está comprobado habia  
» recibido S. E. por su carta á su yerno Osorio, de que hace  
» mencion el periódico de Chile titulado *El Duende de Santiago*,  
» número 10 del lúnes 24 de agosto de 1818, que tengo pre-  
» sentado. Ademas no es creible, ni ménos disculpable, que  
» S. E. careciese de las noticias que de la venida de la expedi-  
» cion de la *Isabel* publicaban los enemigos en sus gacetas desde  
» julio del año 18, y de las que presento, las que he podido ha-  
» ber. Con estos datos yo no encuentro la razon por que S. E.  
» no tomara las medidas anticipadas que el rey N. S. le  
» habia mandado desde octubre del año 17 para recibir la ex-  
» pedicion; pues es notorio que no tomó ningunas, y ántes al  
» contrario sus providencias, si, como se dice, fueron suyas para  
» que Osorio desmantelase y abandonase á Talcahuano, sin de-  
» jar instrucciones ni buques que cruzasen, concurrieron pode-  
» rosamente á que la expedicion se perdiese. Pero hay mas,  
» Señor, ya llegado á esta capital (Lima) el derrotado Osorio, esto  
» es, á los tres dias, que fué el 1º de octubre, recibió S. E. el  
» aviso que le dió el capitán del bergantin goleta *Macedonio*, y

avío D. José  
 z en la causa  
 fragata *Maria*  
 e:  
 Isabel y sus  
 ariano Osorio,  
 ano, sabedor  
 el señor virey,  
 abandonó el  
 ice el Sr. Sán-  
 no la corte le  
 señor, es infi-  
 l y sus conse-  
 neta, virey del  
 nes dadas á  
 mbre de 1817  
 licado, la ve-  
 robadado habia  
 de que hace  
 le de *Santiago*,  
 me tengo pre-  
 culpable, que  
 de la expedi-  
 gacetas desde  
 he podido ha-  
 bor que S. E.  
 rey N. S. le  
 recibir la ex-  
 s, y ántes al  
 on suyas para  
 uano, sin de-  
 rrieron pode-  
 ro hay mas,  
 o Osorio, esto  
 cibió S. E. el  
*Macedonio*, y

» obra en autos al fº...; pero S. E., llevado de la funesta idea  
 » que siendo este aviso dado por un extranjero no sería cierto,  
 » como tengo dicho en su lugar, ninguna providencia dictó.  
 » Mas provocado sin duda por el clamor público, dió noticia de  
 » él, aunque con embozo, al tribunal del consulado en 31 del  
 » mismo octubre, como se evidencia por la copia que tengo dicho  
 » presento del expediente formado con este motivo. Se ve pues  
 » que S. E. desestimó el importante aviso que le dió el capitán  
 » del *Macedonio* de haberse entregado sublevado en Buenos  
 » Aires el transporte *Trinidad* de la expedición de la *Isabel*, y  
 » que esta corria inminente riesgo de ser apresada por la es-  
 » cuadra enemiga que se alistaba en Valparaíso. Aviso del cual  
 » si S. E. hubiera hecho aprecio, como debía el día que lo re-  
 » cibió, y fué el 1º de octubre, como consta del documento en  
 » inglés que llevo citado y declaración de los tres testigos que  
 » lo siguen sin que S. E. lo hubiese desestimado, ni mucho  
 » ménos aguardar para hacer uso de él á deliberaciones muy  
 » subalternas al alto gobierno de su principal atribución; y aun  
 » así empleando en el instante uno de los buques de guerra de  
 » este apostadero que se hallaban en el puerto. entre ellos  
 » el pailebot *Avanzazu* de sobresaliente marcha, no hay  
 » duda, Señor, que si el virey hubiese providenciado ó en el  
 » momento hubiese participado al Señor comandante de ma-  
 » rina la noticia que el capitán del *Macedonio* le habia comuni-  
 » cado, en aquel mismo día habria salido un buque para  
 » Talcahuano á esperar á la *Isabel* y llevarla instrucciones, para  
 » lo que le sobró tiempo, como dicen Abadía, Ariznendi y Do-  
 » laberriague en sus declaraciones al fº... Pero, Señor, nada se  
 » hizo. El virey supo con evidencia que la expedición venía á  
 » Talcahuano, á quien todas las fuerzas de Chile no habían po-  
 » dido tomar, defendido por el benemérito Ordóñez; Talca-  
 » huano á cuyo punto habia mandado el rey venir á la *Isabel*,  
 » y sobre cuyo puerto se le habia mandado al virey tomase me-  
 » didas para recibir á la expedición. ¡Ah, Señor! yo no puedo  
 » ménos de hacer aquí esta reflexión: si Osorio con su malha-  
 » dada expedición hubiera aguardado en Talcahuano la llegada

1818.

» de la *Isabel*, reforzado con 2,200 hombres, un tren de artillería y 4,000 fusiles que escoltaba, y unida la *Isabel* á la marina real que hay en el Pacifico, ¿cuál sería la suerte del reino de Chile? ¿Cuál la de todo el Perú? Pero ¡ah, Señor! exclamo otra vez, podía en la *Isabel* venir nombrado por el rey N. S. un presidente de Chile, silla muy apetecida por los ambiciosos. Preciso fué apresurar las operaciones para ocupar un asiento que se ambicionaba y se entreveía ocupar, ciñéndose al mismo tiempo la faja de mariscal de campo. Podría mi conjetura creerse suspicaz, pero los resultados la justifican. Se perdió la batalla de Maipo; se destruyeron las esperanzas quiméricas de colocar á Osorio de presidente de Chile; sabíase que la *Isabel* venia, pero como el interes privado habia desparecido, el del rey pareció de poca monta. Vergüenza, Señor, causa decirlo, pero así fué. Se abandonó y desmanteló á Talcahuano y se dejó la *Isabel* y su expedicion entregada á su mala suerte. Sin embargo Dios protege aun la causa de los Españoles, y un extranjero viene á ayudar al virey en sus agnias políticas. El capitan del *Macedonio* le presenta aun los avisos y medios necesarios para que salve á la *Isabel* y su expedicion del abandono y riesgo inminente en que la dejaba, pero el virey se obceca y desentiende, y al fin, instado de la opinion pública, promueve el asunto ocupando las imaginaciones con una parte de él muy accesoria y subalterna, cual era si el *Macedonio* habia ó no de descargar su cargamento, y ni se trata de lo principal, cual era socorrer con avisos á la *Isabel*, que el virey debió hacerlo y no lo hizo. Y estando todo esto probado, repito que el Excmo. Señor D. Joaquin de la Pezuela es infinita y altamente responsable á la pérdida de la *Isabel* y sus consecuencias. »

» Como quiera la fragata de guerra *Reina Maria Isabel* y la expedicion que convoyaba desde Cádiz, cayeron en poder de los enemigos, ménos la tropa de los tres primeros trasportes que arribaron á Talcahuano y la desembarcaron seguidamente, y la que conducia la *Especulacion* que, separándose de las instrucciones y órdenes recibidas, se dirigió al puerto del Callao con el coman-

dante de batallon D. Rafael Cevállos Escalera y la gente de Cantabria que le acompañaba, y así se salvó. De este modo quedó deshecha una expedicion peninsular que, unida á las tropas del brigadier Osorio en la provincia de Concepcion de Penco, hubieran con toda probabilidad podido reconquistar el reino de Chile, asegurar la futura tranquilidad del Perú, y aun concurrir con su ejército real á mayores y muy importantes empresas.

» La causa formada á D. Dionisio Capaz por la pérdida de la *María Isabel*, que mandaba interinamente, en la que hicieron de fiscales D. Joaquin Vocalan, capitán de fragata, y el teniente de navío D. Eugenio Cortés, en Lima, y D. Marcelino de Duéñas, capitán de fragata en la Península, fué vista y fallada en Madrid en mayo de 1821 por un consejo de guerra de oficiales generales, compuesto de los capitanes de navío D. Felipe Bauzá y D. Benito Vivero; de los brigadieres de la armada D. Joaquin Varela, D. Francisco Osorio y D. Antonio Pilon, del jefe de escuadra D. Alonso de Tórres y Guerra, y del teniente general director general de la armada D. José Bustamante Guerra que lo presidió, quienes de conformidad con las peticiones fiscales y por unanimidad declararon: « á D. Dionisio Capaz libre de todo » cargo y acreedor á las gracias de que S. M. le considere » digno por su buen desempeño facultativo militar y juicioso » procedimiento, sin que le pueda servir de nota que le perjudi- » que en la carrera, condecoraciones y honores á que se hiciese » acreedor, tanto por sus servicios pasados, como por los pre- » sentes y futuros; y á las autoridades de aquellos dominios » que se les exiga la responsabilidad que les cabe en la presente » causa por la falta de noticias y auxilios que seguramente pu- » dieron tener la mayor parte de culpa en el apresamiento de » la referida fragata y de algunas de las embarcaciones del con- » voy, etc. (1). »

En esa época habia llegado á Chile la fama de los grandes hechos de armas que han inmortalizado al ilustre general Bo-

1818.

Causa formada  
á D. Dionisio  
Capaz.

Oficio de O'Higgins  
al general Belvar.

(1) CAMBA, tomo I, pág. 278.



1818.

lívar, y el director O'Higgins aprovechó la ocasion de felicitarle para invitarlo á entrar en relaciones cordiales de una amistad que debia ser precursora de una alianza ofensiva y defensiva.

El 3 de noviembre de 1818 dirigió con tal motivo el supremo director de la República de Chile al jefe supremo de Venezuela la siguiente comunicacion :

Felicitaçion  
á Venezuela  
por sus triunfos.

« Excmo. Señor : La nacion chilena, que tengo el honor de presidir, felicita á V. E. por esa serie de triunfos que hacen inmortales las armas de Venezuela, y el nombre de V. E., que tan sabiamente las ha dirigido. Antes de ahora habria dado este paso el gobierno de Chile, si la distancia y dificultad de comunicaciones entre los dos países no lo hubieran impedido. La Europa y los Estados Unidos son los únicos conductos que pueden facilitar una correspondencia entre esa y esta nacion, que se hallan empeñadas en una misma contienda, y que por el esfuerzo heróico de sus habitantes parece que va á llegar al término de sus sacrificios y á aquel grado de esplendor á que están llamados por sus virtudes.

» Dios guarde á V. E. muchos años. — Santiago de Chile, y noviembre 3 de 1818. — BERNARDO O'HIGGINS. — Señor D. Simon Bolivar, jefe supremo de las provincias de Venezuela. »

Con fecha 8, el mismo director O'Higgins dirigió una nueva comunicacion, en la que expresaba sus ideas de alianza en términos mas significativos. Hé aquí su contenido :

El 8 de noviembre  
se dirigió de nuevo  
O'Higgins á Bolívar.

« Excmo. Señor : La causa que defiende Chile es la misma en que se hallan comprometidos Buenos Aires, la Nueva Granada, Méjico y Venezuela, ó mejor diríamos, es la de todo el continente de Colombia. Separados estos países unos de otros, harian mas difícil ó retardarian el fin de una contienda de que pende la felicidad ó la humillacion de veinte millones de habitantes. La comunicacion de Chile con Venezuela, y aun la combinacion de las grandes operaciones entre los dos Estados, aunque un poco difícil, no es de ningun modo impracticable. Las armas de Chile y Buenos Aires pronto darán libertad al Perú, y la escuadra de este, que se compone ahora de dos navíos, tres fragatas,

una corbeta, tres bergantines y dos goletas, puede franquear las comunicaciones con la Nueva Granada y Venezuela por el Chacó y Panamá, y ayudar á los patriotas de esos países. El gobierno de Chile espera que V. E. se prestará á la proposicion que hago de entablar una correspondencia que podrá producir grandes ventajas á nuestra causa.

» Dios guarde á V. E. muchos años. — Santiago de Chile, y noviembre 8 de 1818. — BERNARDO O'HIGGINS. — Señor D. Simon Bolívar, jefe supremo de las provincias de Venezuela. »

El 15 de noviembre, le dirigió otra comunicacion proponiendo el reconocimiento recíproco de la independencia de ambos países. Entónces decia: — « Excmo. Señor. Los pueblos de Chile habiendo declarado solemnemente su independencia de la España y de toda otra dominacion que la que el voto libre de sus habitantes quiera elegir, forman desde el 12 de febrero de este año en que se celebró este acto agosto una nacion libre, soberana é independiente; fundándose en aquel derecho que tienen todos los pueblos para cambiar su forma de gobierno y constituirse independientes, cuando tienen el poder de hacer este trastorno, y encuentran en él su felicidad y dignidad política.

» El reconocimiento de la independencia de los diferentes pueblos de Colombia que la han declarado, debe comenzar por ellos mismos. Chile reconocerá la de Venezuela á la primera insinuacion que haga ese gobierno, así como ahora lo hace este á V. E. para que la de esta nacion lo sea por esa.

» La bandera y moneda de Chile desde su trasformacion política son conformes á los diseños que tengo la honra de remitir á V. E. — Dios guarde á V. E. muchos años. — Santiago de Chile, noviembre 15 de 1818. — BERNARDO O'HIGGINS. — Señor Don Simon Bolívar, jefe supremo de las provincias de Venezuela. »

En esa misma época el general San Martin, generalísimo de los ejércitos unidos de Buenos Aires y Chile, dirigió al pueblo peruano y á sus ejércitos las siguientes proclamas:

1818.

La escuadra  
de Chile  
se compon  
de once buques.

Transformacion  
política  
de Chile.

Sobre  
el reconocimiento  
de Colombia.

1818.

« El Excmo. Señor Don José de San Martín, capitán general del ejército unido de los Andes y Chile, gran oficial de la Legión de mérito, etc., etc., á los Limeños y habitantes de todo el Perú.

Proclama  
del general  
San Martín  
á los habitantes  
del Perú.

» Paisanos: Para dirigiros mi palabra no solo me hallo autorizado por el derecho con que todo hombre libre puede hablar al oprimido. Los acontecimientos que se han agolpado en el curso de nueve años os han demostrado los solemnes títulos con que ahora los Estados independientes de Chile y de las Provincias Unidas de Sur-América me mandan entrar en vuestro territorio para defender la causa de vuestra libertad. Ella está identificada con la suya y con la causa del género humano; y los medios que se me han confiado para salvaros son tan eficaces como conformes á objeto tan sagrado.

» Desde que se hizo sentir en algunas partes de la América la voluntad de ser libres, los agentes del poder español se apresuraron á extinguir las luces con que los Americanos debían ver sus cadenas. La revolucion empezó á presentar fenómenos de males y de bienes, y en consecuencia de su marcha el virey del Perú se esforzó á persuadir que habia sido capaz de aniquilar en los habitantes de Lima y sus dependencias hasta el alma misma para sentir el peso é ignominia de sus grillos. El mundo escandalizado en ver derramada la sangre americana por Americanos, entró á dudar si los esclavos eran tan culpables como sus tiranos, ó si la libertad debía quejarse mas de aquellos que tenían la bárbara osadía de invadirla, que de los que tenían la necia estupidez de no defenderla. La guerra siguió incendiando este inocente país, pero á pesar de todas las combinaciones del despotismo, el evangelio de los derechos del hombre se propagaba en medio de las contradicciones. Centenares de Americanos caían en el campo del honor ó á manos de alevosos mandatarios; mas la opinion fortificada por nobles pasiones hacía sentir siempre su triunfo; y así el tiempo, regenerador de las sociedades políticas, acabó de preparar el gran momento que va ahora á decidir el problema de los sentimientos peruanos y de la suerte de la América del Sur.

« Mi anuncio pues no es el de un conquistador que trata de sistemar una nueva esclavitud. La fuerza de las cosas ha preparado este gran dia de vuestra emancipacion política, y yo no puedo ser sino un instrumento accidental de la justicia y un agente del destino. Sensible á los horrores con que la guerra affige á la humanidad, siempre he procurado llenar mis fines del modo mas conciliable con los intereses y mayor bien de los Peruanos. Despues de una batalla completa en el campo de Maipo, sin escuchar ni el sentimiento de la mas justa venganza por una bárbara agresion, ni el derecho de la indemnizacion por los graves males causados á Chile, di una completa prueba de mis sentimientos pacíficos. Escribí á vuestro virey con fecha 14 de abril de este año, « que sintiese la situacion dificil en que estaba colocado, se penetrase de la extension á que podrian dilatarse los recursos de dos Estados íntimamente unidos, y la preponderancia de sus ejércitos; y en una palabra la desigualdad de la lucha que le amenazaba. Yo lo hice responsable, ante todos los habitantes de ese territorio, de los efectos de la guerra; y para evitarlos, le propuse que se convocase al ilustre vecindario de Lima representándole los sinceros deseos del gobierno de Chile y de las Provincias Unidas: que se oyese la exposicion de sus quejas y derechos, y que se permitiese á los pueblos adoptar libremente la forma de gobierno que creyeren conveniente, cuya deliberacion espontánea sería la ley suprema de mis operaciones, etc. » Esta proposicion liberal ha sido contestada con insultos y amenazas; y así el órden de la justicia tanto como la seguridad comun me precisan á adoptar el último de los recursos de la razon, *el uso de la fuerza protectora*. La sangre pues que se derrame será solamente crimen de los tiranos y de sus orgullosos satélites.

» No os ha sido ménos patente la sinceridad de mis intenciones despues de la jornada de Chacabuco. El ejército español fué enteramente derrotado, Chile se hizo un Estado independiente, y sus habitantes empezaron á gozar de la seguridad de sus propiedades y de los frutos de la libertad. Este ejemplo es por sí solo el mas seguro garante de mi conducta. Los tiranos,

1818.

habitados á destigurar los hechos para encender la tea de la discordia, no han tenido pudor de indicar que la moderacion que el ejército victorioso ha observado en Chile ha sido una consecuencia de su propio interes. Sea así en hora buena: ¿no es esta una mejor garantía y una razon mas de confianza?... Sin duda que por ella serán arrojados de Lima los tiranos, y el resultado de la victoria hará que la capital del Perú vea por la primera vez reunidos sus hijos eligiendo libremente su gobierno y apareciendo á la faz del globo entre el rango de las naciones. La union de los tres Estados independientes acabará de inspirar á la España el sentimiento de su impotencia, y á los demas poderes el de la estimacion y del respeto. Afianzados los primeros pasos de vuestra existencia política, un congreso central compuesto de los representantes de los tres Estados dará á su respectiva organizacion una nueva estabilidad; y la constitucion de cada uno, así como su alianza y federacion perpétua, se establecerán en medio de las luces, de la concordia y de la esperanza universal. Los anales del mundo no recuerdan revolucion mas santa en su fin, mas necesaria á los hombres, ni mas augusta por la reunion de tantas voluntades y brazos.

» Larcémonos pues confiados sobre el destino que el Cielo nos ha preparado á todos. Bajo el imperio de nuevas leyes y de poderes nuevos, la misma actividad de la revolucion se convertirá en el mas saludable empeño para emprender todo género de trabajos que mantienen y multiplican las creaciones y beneficios de la existencia social. Á los primeros dias de la paz y del orden, esos mismos escombros que ha sembrado la gran convulsion política de este continente serán como las lavas de volcanes que se convierten en principios de fecundidad de los mismos campos que han asolado. Así vuestras campiñas se cubrirán de todas las riquezas de la naturaleza, las ciudades multiplicadas se decorarán con el esplendor de las ciencias, y la magnificencia de las artes y el comercio extenderá libremente su movimiento en ese inmenso espacio que nos ha señalado la naturaleza.

» Americanos: El ejército victorioso de un tirano insolente

difunde el terror sobre los pueblos sometidos á su triunfo ; pero las legiones que tengo el honor de mandar, forzadas á hacer la guerra á los tiranos que combaten, no pueden prometer sino amistad y proteccion á los hermanos que la victoria ha de librar de la tiranía. Yo os empeño mi mas sagrado honor en que esta promesa será cumplida infaliblemente. Os he significado mis deberes y designios, vuestra conducta nos dirá si vosotros sabéis llenar los vuestros, y merecer el ilustre nombre de verdaderos hijos de este suelo.

» Españoles Europeos : mi anuncio tampoco es el de vuestra ruina. Yo no voy á entrar en ese territorio para destruir ; el objeto de la guerra es el de conservar y facilitar el aumento de la fortuna de todo hombre pacífico y honrado. Vuestra suerte feliz está ligada á la prosperidad é independencia de la América : vuestra desgracia eterna solo será obra de vuestra tenacidad. Vosotros lo sabéis ; España se halla reducida al último grado de imbecilidad y corrupcion ; los recursos de aquella monarquía están dilapidados , el Estado cargado de una deuda enorme, y lo que es peor, el terror y la desconfianza formando la base de costumbres públicas han forzado á la nacion á ser melancólica, pusilánime, estúpida y muda. Solo la libertad del Perú os ofrece una patria segura. Á las íntimas relaciones que os unen á los Americanos no falta sino vuestro deseo y conducta para formar una gran familia de hermanos. Respeto á las personas, á las propiedades, y á la santa religion católica, son los sentimientos de estos gobiernos unidos : yo os lo aseguro del modo mas solemne.

» Habitantes todos del Perú : la expectacion de mas de las otras tres partes de la tierra está sobre vuestros pasos actuales. ¿ Confirmaréis las sospechas que se han excitado contra vosotros en el espacio de nueve años ? Si el mundo ve que sabéis aprovechar este feliz momento, vuestra resolucion le será tan imponente como la misma fuerza unida de este continente. Apreciad el porvenir de millones de generaciones que os pertenece. Cuando se hallen restablecidos los derechos de la especie humana, perdidos por tantas edades en el Perú, yo me felicitaré de poderme unir á las instituciones que los conser-

1818. gren, habré satisfecho el mejor voto de mi corazón, y quedará concluida la obra mas bella de mi vida.

» Cuartel general en Santiago de Chile, noviembre 13 de 1818.  
— JOSÉ DE SAN MARTIN. »

El 30 de diciembre se dirigió el vencedor de Maipo, por la siguiente proclama, al ejército de Lima :

Proclama  
á los soldados  
del ejército  
de Lima.

» Soldados del ejército de Lima : El fin de mi marcha hácia la capital del Perú es el de hacer con ella una firme reconciliacion para el consuelo de todos los hombres. Nueve años de horrores han inundado de sangre y lágrimas la América. Vosotros mismos habéis sido oprimidos y fatigados de los males de una guerra emprendida, no por el bien de la nacion española, sino por las pasiones orgullosas de los agentes de aquel gobierno. La opinion y armas de toda esta parte del mundo va en fin á presentarse delante de Lima, para poner término á tantas desgracias. Vosotros no hariais sino prolongar los sacrificios estériles, cuando, ciegos á la irresistible fuerza de la voluntad comun, querais sostener un empeño temerario. Cada uno de vosotros ha pertenecido á la causa de los pueblos : cada uno pertenece á la humanidad : los deberes militares no pueden alterar aquellas fuertes obligaciones de la naturaleza. *Los soldados de la patria, fieles en el camino del honor como en el del triunfo, no son terribles sino para los enemigos de la libertad.* Ellos dan mas valor á la victoria por las injusticias que ella hace reparar, que la gloria con que los cubre. Huid pues de la ignominia de perecer al lado de tiranos detestables. *En las filas de vuestros hermanos patriotas encontraréis el camino del honor, de la felicidad y de la paz. Os lo asegura un general que nunca ha faltado á su palabra.*

» Cuartel general en Santiago, 30 de diciembre de 1818. —  
JOSE DE SAN MARTIN. »

Á su vez el general O'Higgins, supremo director de Chile, dirigió á los habitantes del Perú la no ménos expresiva proclama que reproducimos á continuación :

«La libertad, hija del Cielo, va á descender sobre vuestras hermosas regiones; y á su sombra llegaréis á ocupar entre las naciones del globo el alto rango que os destina vuestra opulencia. La escuadra chilena que tenéis á la vista de vuestros puertos, solo es la precursora de la expedicion que va á fijar vuestra independencia. Ya se acerca este momento deseado de todos los corazones generosos. El territorio de Chile y sus islas adyacentes respiran libres del yugo opresor. Nuestras fuerzas navales son capaces de competir con las de toda España juntas, y contra su comercio; y en ellas encontraréis un firme apoyo.

» Para la posteridad será un enigma inexplicable, que la culta Lima, léjos de favorecer los progresos de la independencia colombiana, haya procurado paralizar los nobles y generosos esfuerzos de sus imprescriptibles derechos. Ya es tiempo que lavéis este borron, y venguéis los innumerables ultrajes que habéis recibido del despotismo en premio de vuestra ceguedad. Tended la vista por los estragos que han ocasionado en vuestro delicioso suelo los tiranos; y al verlos grabados con caracteres indelebles en la despoblacion, la falta de industria, el monopolio, y dura opresion é insignificancia en que tanto tiempo habéis gemido, corred á las armas: y derribando en vuestra justa indignacion el coloso del despotismo que pesa sobre vuestras cabezas, podréis llegar á la cumbre de la prosperidad.

» *No creais que pretendemos trataros como á un pueblo conquistado.* Semejante designio no ha entrado jamas sino en la cabeza de los enemigos de nuestra comun felicidad. *Solo aspiramos á veros libres y felices. Vosotros formaréis vuestro gobierno, eligiendo la forma que mas se acomode á vuestras costumbres, á vuestra situacion é inclinaciones: seréis vuestros propios legisladores, y por consiguiente constituiréis una nacion tan libre é independiente como nosotros mismos.*

» ¿Qué aguardais pues, Peruanos? *Ápresuráos á romper vuestras cadenas: venid á formar sobre la tumba de Tupac-Amaru y Pumacahua, de esos ilustres mártires de la libertad, el contrato que ha de asegurar vuestra independencia y nuestra eterna amistad.* — BERNARDO O'HIGGINS. »

1818.

Proclama  
del general  
O'Higgins  
á los habitantes  
del Perú.

LE.

y quedará

3 de 1818.

po, por la

echa hácia

firme res-

es. Nueve

es la Amé-

rigados de

bien de la

os agentes

parte del

para poner

no prolon-

ible fuerza

temerario.

s pueblos:

ilitares no

naturaliza.

or como en

la libertad.

e ella hace

de la igno-

as filas de

honor, de

nunca ha

1818. —

Chile, á

proclama



PROVINCIAS UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA ;  
BRASIL Y PORTUGAL ;  
ESPAÑA Y LAS GRANDES POTENCIAS.

AÑO 1818.

---

VII.

1818. La ocupacion de la Banda Oriental origina reclamaciones vehementes. — Reformas liberales del gobierno patrio de las Provincias Unidas. — Inquietudes que inspiran á la corte del Brasil. — Espiritu conciliador del director Pueyrredon. — Artigas se encuentra dueño absoluto de la Banda Oriental. — Consecuencias de la invasion del ejército portugues. — Conducta ambigua del gobierno de Su Majestad Británica. — Declaracion del gabinete del Brasil sobre la ocupacion de la Banda Oriental. — Cargos injustificados que se hacen al director Pueyrredon : sus esfuerzos contra la anarquía promovida por los caudillos bárbaros. — D. Manuel Garcia, comisionado de las Provincias Unidas en el Brasil : sus consejos é influencia en las resoluciones gubernativas. — La verdad histórica comprobada con hechos. — Único argumento que absuelve al gobierno argentino de la responsabilidad en que incurrió. — Diplomacia argentina : sus trabajos. — La legacion británica pide explicaciones al gobierno de D. Juan VI apoyándose en la garantía del armisticio del año 1812 — El gabinete del Brasil se atiene á su correspondencia directa con el secretario de Su Majestad Británica. — El enviado de Su Majestad Católica en la corte del Brasil protesta contra la expedicion portuguesa al Rio de la Plata. — El ministro de negocios extranjeros del Brasil se esfuerza en tranquilizar al representante de España. — Este no se satisface : cambio de notas. — Fernando VII se decide á someter las diferencias entre la España y Portugal á las cinco grandes potencias. — El emperador de Rusia apoya á la España. — Conferencias de Paris. — Ministros que tomaron parte en las conferencias. — Nota colectiva dirigida por estos al marques de Aguiar, ministro de negocios extranjeros de Su Majestad Fidelísima, ofreciendo su mediacion. — La redaccion de ese documento diplomático es manifiestamente favorable á la España. — El príncipe de Esterhazy y el conde de Palmela. — Comunicacion que le dirige este último al primero. — La nota colectiva de los plenipotenciarios produce en la corte de Rio una profunda

sensacion. — Se decide en consejo de gabinete que se adopte una conducta prudente. — La corte del Brasil acepta la mediacion y nombra sus plenipotenciarios á las conferencias. — Eleccion acertada que hace D. Juan VI del conde de Palmela. — El embajador austriaco en Lóndres promete á este apoyar sus trabajos. — Conducta de los secretarios de Su Majestad Británica. — Los diplomáticos portugueses presentan sus plenos poderes, y explican la política de su soberano. — Se atraen las simpatías de la mayoría de los plenipotenciarios. — Cambio de notas y memorándum. — El señor Ceballos, plenipotenciario de España. — Los representantes de Portugal logran paralizar los trabajos de la mediacion de Paris en favor de la España.

La ocupacion de la Banda Oriental del Rio de la Plata por los ejércitos de Su Majestad Fidelísima continuaba siendo en América y en Europa el motivo de discusiones y reclamaciones vehementes, que cada día adquirian un carácter de mayor gravedad. La política tradicional, de absorcion creciente, desarrollada por el Portugal desde el día siguiente que tomó posesion del Brasil, habia sido constantemente favorecida por la inercia del gobierno de Su Majestad Católica, segun está consignado en los numerosos documentos que comprenden el *primer periodo* de esta obra, y demostrado por el hecho de la asombrosa extension que han tomado los primitivos limites designados por el meridiano de demarcacion de 1494, cuyo *uti possidetis* ha adquirido la sancion legal por los tratados de 1681, 1715, 1750, 1763, y por último, el de San Ildefonso de 1777.

Hemos explicado, en los capítulos precedentes, la actitud asumida por la corte de Rio Janéiro en los asuntos relativos á la emancipacion de las antiguas colonias de Su Majestad Católica en el Rio de la Plata, sus vacilaciones, y por último la cooperacion dada por Don Juan VI á Fernando VII, auxiliándole con un ejército de 4,000 hombres que ocupó en 1811 el territorio de Montevideo. Referimos tambien cómo la energía y el patriotismo del gobierno revolucionario de las Provincias Unidas resistió por la fuerza de las armas á ambos aliados provocando el armisticio que se celebró en 1812 garantido por Su Majestad Británica y que estipuló el retiro inmediato del ejército portugués(1).

(1) Véase el armisticio, tomo I, pag. 33 de los *Anales de la América latina, segundo periodo*.

## 1818.

Discusiones  
y reclamaciones  
vehementes  
con motivo  
de la ocupacion  
de la  
Banda Oriental.

1813.

Libre de esa atencion, el gobierno de las Provincias Unidas pudo continuar la lucha y vencer los restos del ejército real encerrado en la plaza de Montevideo, alimentando desde entónces relaciones muy cordiales con el gobierno de Río Janéiro; y si alguna diferencia se suscitaba que alterase la letra y el espíritu de las estipulaciones de 26 de mayo de 1812, ambos países recurrían á la interpretacion del representante de Su Majestad Británica como garante de ese convenio.

Reformas liberales  
del gobierno patrio.

Los principios liberales que formaban el credo del gobierno patrio, que habia sustituido al de los vireyes, lo habian inducido á aceptar todas las reformas en armonía con su nueva existencia y con la legislacion que regía á los pueblos mas adelantados de Europa. Entre estas reformas, una de las primeras resoluciones que adoptó para cortar por su raíz el indigno tráfico de carne humana, fué la de declarar libres los esclavos que en adelante pisasen el territorio de las Provincias Unidas (1). Esta medida inquietó vivamente al gobierno del Brasil, quien creyó encontrar una lesion á las estipulaciones del armisticio de 1812, y fundándose en ellas reclamó contra la medida por intermedio de lord Strangford, segun lo manifiestan los documentos que reproducimos á continuacion :

Inquietudes  
del Brasil.

« *El lord Strangford al gobierno de las Provincias Unidas.*

Mediacion  
de lord Strangford  
sobre el tenor  
del decreto  
de 4 de febrero  
de 1813.

« El gobierno de S. A. R. el príncipe regente del Brasil me ha dirigido tiempo há las mas fuertes quejas, y á la verdad las mas bien fundadas sobre un decreto publicado por la asamblea general en 4 de febrero último. Este decreto ordena, « que todos » los esclavos de países extranjeros, que de cualquier modo se » introduzcan, desde este dia en adelante, queden libres por » el solo hecho de pisar el territorio de las Provincias Unidas. » El gobierno del Brasil ve en este decreto una lesion manifiesta de aquellos principios de buena inteligencia reciproca, que fueron tan felizmente renovados por el armisticio de 26 de mayo

(1) Decreto de 4 de febrero de 1813, promulgado por la asamblea general.

do 1812. No puede dejar de considerarlo como un medio de se-  
duccion para inducir una porcion considerable de vasallos á  
abandonar sus deberes; ni tampoco puede ser insensible á su  
funesta operacion para con los Estados del Brasil limitrofes á  
los del Plata.

» Ha hecho, pues, al ministro de S. M. B. residente en esta  
corte una amplia comunicacion de sus sentimientos á este res-  
pecto (por haberse concluido aquel armisticio bajo la mediacion  
y garantía de este ministro), y se le ha pedido que informe á su  
gobierno, que el príncipe del Brasil se juzgará autorizado á re-  
putar esta medida nociva (en el caso que continúe teniendo su  
efecto), como una hostilidad bastante manifiesta para obligarle  
á adoptar los medios de defensa mas enérgicos, y á pedir á su  
constante y antiguo aliado aquellos socorros que los tratados  
entre ambas potencias han estipulado.

» Habiendo yo tan reciente y felizmente alcanzado la renova-  
cion de un estado de paz y amistad entre este Imperio y las Pro-  
vincias Unidas del Rio de la Plata, me es sumamente sensible  
tener que notar la existencia de cualquier circunstancia que pueda  
perjudicar, aun que levisimamente, un sistema á todas luces  
ventajoso para ambas partes.

» Con todo, no puedo dudar que V. E. obre en esta ocasion  
con su acostumbrada franqueza y con su conocida prudencia,  
y por consiguiente me lisonjeo que V. E. me dará sin demora  
alguna la gran satisfaccion de poder anunciar al Señor ministro  
del Brasil, que el gobierno de las Provincias Unidas del Rio de  
la Plata tomará las medidas convenientes para poner fin al fa-  
tal efecto del sobredicho decreto, y para tranquilizar los justos  
recelos de esta corte.

» Bien sé que se puede con razon alegar los principios gene-  
rales del decreto, ya que se hallan plena y públicamente recono-  
cidos en la Gran Bretaña, y que por consiguiente le es muy poco  
conveniente al ministro ingles considerarlos como si estuvieran  
lentos de peligro, ó de justos motivos de inquietud civil. Con  
todo, no puede ciertamente ocultarse á la penetracion de V. E.  
que en la Gran Bretaña estos principios no son sino el simple y

1818.

Invoca  
el armisticio  
de 1812.

Confía en la lealtad  
del gobierno  
de las  
Provincias Unidas.

1818.

natural resultado de la constitucion británica, establecida há siglos, y que no deben su existencia á alguna ley específica á este respecto.

» No puedo concluir esta sin reiterar mis deseos, y hasta la certeza en que me hallo que la respuesta de V. E. sería tal que pueda desvanecer del todo la inquietud que el ministro del Brasil no puede ni quiere disimular; pudiendo yo así tener el gusto de asegurar á mi corte, que el gobierno de Buenos Aires, obrando con honor y lealtad, y procurando por todos medios mantener la paz y armonía con sus vecinos, abandona sin dificultad una medida que se juzga puede perjudicar la seguridad y tranquilidad de este Imperio, sobre las cuales cualquier ataque injusto no puede jamas ser indiferente á la corte de Lóndres.—Rio Janéiro, 27 de noviembre de 1813.—STRANGFORD. — Al Excmo. gobierno de las Provincias Unidas del Rio de la Plata. »

Hé aquí la contestacion dada por el gobierno de las Provincias Unidas á lord Strangford :

Contestacion  
del gobierno  
de las  
Provincias Unidas.

Fonda la medida  
en el derecho  
mas perfecto.

« Excmo. Señor: Este gobierno ha considerado con la debida detencion el oficio de V. E. de 27 de noviembre último, relativo á la reclamacion del ministro de S. A. R. el príncipe regente de Portugal sobre el decreto de 4 de febrero de este año, promulgado par la asamblea general de estas Provincias, en que prescribe la libertad de todos los esclavos introducidos de países extranjeros por solo el hecho de pisar nuestro territorio. Aunque este decreto, considerado como un arreglo interior del país, no puede por su naturaleza dar motivo de queja ni ofensa á ningún gobierno extranjero, deseando no obstante este poder ejecutivo satisfacer por todos los medios posibles y decorosos á S. A. R. el príncipe regente de Portugal y á V. E., que tan generosamente ha interpuesto en el particular sus buenos oficios, ha venido en decidir que el referido decreto quede suspenso (sin embargo que contra sus efectos en las posesiones limítrofes ningún hecho práctico se objeta en muchos meses que van corriendo despues de promulgado); y lo ha mandado publicar así en sus

papeles r  
vos que l  
tanto que  
teria, se  
suplicado

» Este  
V. E. mi  
irrefragal  
parte de  
desca con  
entre am  
de V. E.;  
esa corte  
sarlo en  
autoridad  
de aquel  
de promc  
ni tampo  
aquellos l  
antes bien  
cion de esa  
El Gobier  
tro de S.

Este nu  
abrigaba  
apreciado  
ducta que

Esta en  
cionales á  
las Provi  
en el pié

(1) El d  
por la asar  
cieron expl  
inquietud.

papeles ministeriales, previniéndose la devolucion de los esclavos que hubiesen transfugado, ó se pasasen en adelante; entretanto que por la asamblea general, á quien corresponde la materia, se resuelve la revocacion del dicho decreto, como se lo ha replicado este gobierno (1).

» Este gobierno espera con la mas ilimitada confianza que V. E. mirará la suspension del citado decreto como una prueba irrefragable, entre otras que anteriormente se han dado por parte de estas Provincias Unidas, de la sinceridad con que desea conservar y promover la buena inteligencia establecida entre ambas posesiones, á influjo de la respetable interposicion de V. E.; y que querrá hacerlo así entender á los ministros de esa corte y á los de S. M. B., segun tiene la bondad de expresarlo en su citada carta; haciendo ademas la justicia á las autoridades de estas Provincias de creer que en la expedicion de aquel decreto no pudo conducir las el siniestro espíritu de promover la desercion de los súbditos del poder vecino, ni tampoco ha sido su mente perjudicar las propiedades de aquellos habitantes, *ó atraerse una poblacion que no se apetece; ántes bien ha sido alejada de este suelo, prohibiendo la introduccion de esclavatura.* — Buenos Aires, diciembre 27 de 1813. — El GOBIERNO. — Excmo. Señor lord vizconde Strangford, ministro de S. M. B. en el Janéiro.»

Este nuevo testimonio del espíritu conciliador y cordial que abrigaba el gobierno de las Provincias Unidas no fué debidamente apreciado en la corte del príncipe regente, á juzgar por la conducta que posteriormente adoptó su gobierno.

Esta era sin embargo la situacion de las relaciones internacionales á fines del año 1813 entre ambos gobiernos; y el de las Provincias Unidas hacía esfuerzos leales para conservarlas en el pié de la mas perfecta inteligencia.

(1) El decreto que motivó estas reclamaciones, reconsiderado de nuevo por la asamblea general de las Provincias Unidas, no se revocó; pero se hicieron explicaciones por un nuevo decreto que salvaron todos los motivos de inquietud.

1818.

La suspension de los efectos del decreto del 4 de febrero es la expresion de su espíritu conciliador.

Recuerda que muy léjos de atraer para el país una poblacion que no apetece, se ha prohibido su introduccion.

Espíritu conciliador de la política de las Provincias Unidas.

1816.

Artigas  
se encuentra  
dueño absoluto  
de la  
Banda Oriental.

El ejército  
portugués  
inviade el territorio  
de la  
Banda Oriental.

Conducta ambigua  
del ministro inglés  
en el Brasil.

Ocupado Montevideo el año 1814 por el ejército patrio y vencido el último y mas fuerte baluarte del poder realista en las márgenes del Rio de la Plata, gran parte de las divisiones que le componian fueron dirigidas á los diferentes centros de la lucha, donde su presencia era reclamada, quedando ese territorio ocupado y gobernado en su mayor extension por los jefes de los naturales que habian apoyado la revolucion. Muy luego el caudillo Artigas, tan funestamente célebre, se encontró dueño absoluto del campo que las armas argentinas habian libertado del poder de España. Entretanto, segun está demostrado por documentos irrecusables, los agentes del príncipe regente, aprovechándose de las serias atenciones que llamaban en otra parte á los soldados argentinos, atizaban el fuego de la discordia renovando las prevenciones que los caudillos bárbaros habian engendrado contra la parte culta de esas heroicas poblaciones. Anarquizado el país por las correrías de Artigas, Otorgues y sus émulos, fácil le fué á la corte de Rio Janeiro encontrar el pretexto que buscaba, y sin previa participacion al gobierno de las Provincias Unidas invadió el año de 1816 el territorio del Uruguay, violando las estipulaciones del armisticio de 1812 y la garantía dada por el gobierno de S. M. B., con un ejército considerable, cuyas marchas y hechos de armas hemos descrito hasta el año 1817 (1).

La legacion británica cerca de la corte del Brasil, que se habia manifestado tan celosa de la estricta observancia de las estipulaciones del armisticio, cuando en 1813 invocó la garantía de S. M. B. segun queda referido, siguió en ese caso una conducta ambigua y poco en armonía con la actitud que habia asumido lord Strangford en apoyo de los intereses de su pupilo. La ocupacion de la Banda Oriental en esas circunstancias significaba no solo una violacion flagrante de los principios mas vulgares del derecho de las naciones, basado en el armisticio de 1812, sino que era tambien un ultraje inferido á la potencia interventora que le habia garantido. ¿Cómo explicar esta tolerancia

(1) Véase tomo III de los *Anales*, capítulo 3º, página 215.

de parte del gabinete inglés, sino es por la larga compensación que la influencia y la política británica recogía en Portugal? De estos hechos graves surge además otra consideración. La nueva evolución del gobierno de Río Janeiro, evidentemente consentida por el de S. M. Británica, ¿era una combinación para reconquistar á Fernando VII sus emancipadas colonias del Plata, como justa remuneración de las ventajas positivas alcanzadas por las estipulaciones del tratado firmado en Madrid el 5 de julio de 1814 (1)? El lector encontrará la explicación en el curso de este trabajo.

(1) Reproducimos, como documento histórico, ese pacto arrancado á Fernando VII por la habilidad y la astucia de los diplomáticos británicos, en el cual el rey de España, desesperando someter sus rebeldes súbditos de América, hizo las concesiones á que ántes había resistido tonazmente. Hé aquí el documento :

*Tratado de paz, amistad y alianza ajustado y firmado en Madrid á 5 de julio de 1814 por los plenipotenciarios de España é Inglaterra, y ratificado por Su Majestad Católica á 28 de agosto del propio año.*

En el nombre de la Santísima Trinidad.

Su Majestad Católica y Su Majestad Británica, animados de un mismo deseo de estrechar y perpetuar la alianza é íntima unión que han sido los medios principales con que se ha restablecido la balanza del poder de la Europa y se ha restituido la paz al mundo, han nombrado y autorizado, á saber : Su Majestad Católica á Don José Miguel de Carvajal y Vargas, duque de San Carlos, etc. ; y Su Majestad Británica á Don Enrique Wellesley, embajador extraordinario y plenipotenciario cerca de Su Majestad Católica, etc., los cuales, después de haber canjeado sus respectivos plenos poderes y hallándolos en buena y debida forma, han acordado y concluido los artículos siguientes :

Artículo 1º. — De hoy en adelante habrá una estrecha alianza entre Su Majestad Católica y el rey del reino unido de la Gran Bretaña é Irlanda, sus herederos y sucesores; y en consecuencia de esta íntima unión las altas partes contratantes procurarán promover por todos los medios posibles sus respectivos intereses.

Su Majestad Católica y Su Majestad Británica declaran, sin embargo, que al estrechar mas íntimamente los vínculos que tan felizmente existen en ellos, no es de modo alguno su objeto el perjudicar á ningún otro Estado.

Art. 2º. — La presente alianza no derogará de modo alguno los tratados y alianzas que las altas partes contratantes tengan con otras potencias, con el bien entendido de que dichos tratados no sean contrarios á la amistad y



1818.

Hemos narrado en los años 1816 y 1817 la situacion difícil en que fué colocado el gobierno de las Provincias Unidas y la lucha tenaz que tuvo que sostener con el general Artigas, aun para darle el auxilio que necesitaba, así como las causas que le

buena armonía que se trata de aumentar y perpetuar por el presente tratado.

Art. 3º. — Habiéndose convenido por el tratado firmado en Lóndres el día 14 de enero de 1809, que se procedería á negociar un tratado de comercio entre la España y la Gran Bretaña, tan pronto como fuese posible verificarlo, las dos altas partes contratantes, deseando proteger y extender el comercio de sus respectivos súbditos, prometen proceder sin dilacion á formalizar un arreglo definitivo de comercio.

Art. 4º. — En el caso de que se permita á las naciones extranjeras el comercio con las Américas españolas, Su Majestad Católica promete que la Gran Bretaña será admitida á comerciar con aquellas posesiones como la nacion mas favorecida y privilegiada.

Art. 5º. — El presente tratado será ratificado, y canjeadas las ratificaciones en el término de cuarenta dias, ó años si ser pudiese.

Artículo secreto (\*). — Su Majestad Católica se obliga á no contraer con la Francia ninguna obligacion ó tratado de la naturaleza del conocido con el nombre de pacto de familia, ni otra alguna que coarte su independendencia ó perjudique los intereses de Su Majestad Británica, y se oponga á la estrecha alianza que se estipula por el presente tratado.

Artículos adicionales al tratado, firmados en Madrid á 28 de agosto de dicho año por los referidos plenipotenciarios, y ratificados con el secreto por Su Majestad Católica á 19 de octubre de 1814.

Artículo 1º. — Se conviene en que durante la negociacion de un nuevo tratado de comercio será admitida la Gran Bretaña á comerciar con la España bajo las mismas condiciones que existian anteriormente al año de 1796. Todos los tratados de comercio que en aquella época subsistian entre las dos naciones quedan por el presente ratificados y confirmados.

Art. 2º. — Siendo conformes enteramente los sentimientos de Su Majestad Católica con los de Su Majestad Británica con respecto á la injusticia é inhumanidad del tráfico de esclavos, Su Majestad Católica tomará en consideracion con la madurez que se requiere los medios de combinar estos sentimientos con las necesidades de sus posesiones de América; Su Majestad

(\*) Este artículo secreto se insertó con la denominacion de *separado* á la cabeza de los de 28 de agosto que se ponen á continuacion. La declaracion que contiene estaba siendo el punto capital de la política de ambos gabinetes desde el tratado de 1809; pero negociado y concluido ahora el de 20 de julio con la Francia en que se restablecian las relaciones mercantiles de ambos pueblos sobre el mismo pié en que se hallaban en 1792, y habiendo preferido la Inglaterra, por un insoportable capricho, alenjar la concesion que se le hace en el primero de los artículos adicionales, á impedir, como hubiera podido en virtud del artículo secreto, la renovacion de las antiguas estipulaciones de España y Francia, cesó el motivo del secreto y pasó á la categoría de *separado* á instancia del mismo plenipotenciario británico.

obligaron á permanecer en apariencia neutral á los acontecimientos que se desarrollaron (1).

Las enérgicas reclamaciones del director Pueyrredon á la corte del Brasil arrancaron, en fin, la declaracion de que la ocupacion portuguesa sería puramente temporal. En presencia de tales seguridades y las consideraciones que hemos emitido, suspendióse el envío de un ejército auxiliar. En efecto, la solemne declaracion hecha por el general Lecor al gobierno de las Provincias Unidas al pisar el territorio de la Banda Oriental, — de que aquella ocupacion solo tenia por objeto inmediato evitar que el contagio de la anarquía se extendiese á las provincias brasileñas, — fué robustecida por los términos de la capitulacion firmada á su entrada en Montevideo, en la cual se obligaba á entregar las llaves de la ciudad al cuerpo municipal luego que la permanencia del ejército en aquel territorio fuese innecesaria; y con tales actos no podia dejar de abrigarse plena confianza en la lealtad de D. Juan VI; mucho mas cuando esa capitulacion fué ratificada por Su Majestad Fidelísima en noviembre de 1817.

Uno de los cargos ménos justificados que los enemigos del director Pueyrredon le han hecho, es el de haber consentido y aun apoyado la invasion portuguesa en la provincia oriental del Uruguay. Nada es tan inverosímil como esa absurda acusacion, destruida de un modo absoluto por numerosos testimo-

Católica promete ademas prohibir á sus súbditos que se ocupen en el comercio de esclavos, cuando sea con el objeto de proveer á las islas y posesiones que no sean pertenecientes á España, y tambien el impedir por medio de reglamentos y medidas eficaces que se conceda la proteccion de la bandera española á los extranjeros que se empleen en este tráfico, bien sean súbditos de Su Majestad Británica ó de otros Estados ó potencias.

Art. 3º. — Desooso, como lo está, Su Majestad Británica de que cosen de todo punto los males y discordias que desgraciadamente reinan en los dominios de Su Majestad Católica en América, y de que los vasallos de aquellas provincias entren en la obediencia de su legitimo soberano, se obliga Su Majestad Británica á tomar las providencias mas eficaces para que sus súbditos no proporcionen armas, municiones ni otro artículo ninguno de guerra á los disidentes de América.

(1) Véanse los tomos II y III, años de 1816 y 1817.

1818.

Declaracion  
del Brasil  
sobre la ocupacion  
de la  
Banda Oriental.

Robustecida  
por la capitulacion  
Montevideo  
entre  
la municipalidad  
y el general Lecor.

Cargos  
injustificados  
que se hacen  
á Pueyrredon.

1818.

Sus esfuerzos  
no obstante  
su situacion  
dificilísima.

En todo caso  
la responsabilidad  
debe recaer sobre  
sus consejeros.

D. Manuel Garcia  
comisionado  
de las  
Provincias Unidas  
en el Brasil.

El autor se atiene  
á las aserciones  
del biógrafo  
del Dr. Garcia.

nios, por los hechos que hemos narrado y por los documentos con que los hemos acompañado en la parte histórica correspondiente al año 1817. Es incuestionable que ese ilustre Argentino no solo protestó constantemente contra la ocupacion portuguesa, sino que no obstante la situacion dificilísima que le habian creado los caudillos gauchos, que dominaron alternativamente el Uruguay, Entre Rios, Corriéntes, Santa Fe, Córdoba, la Rioja, Santiago del Estero y Salta, revolucionados contra la autoridad y el congreso, habria cooperado activamente para rechazar la invasion extranjera, sobre todo sin la oposicion y las resistencias que opuso el *protector de los pueblos libres*. Los esfuerzos del director de las Provincias Unidas eran impotentes para acometer tan grande empresa, reducido como estaba á resistir la guerra de vandalaje que le hacia en su propio territorio el elemento primitivo en completa rebelion contra la autoridad nacional. En todo caso, si la política seguida entónces por el gobierno directorial merece una censura, ella debe pesar mas sobre los consejeros del general Pueyrredon que sobre su propia responsabilidad, pues bien pronunciadas eran entónces y han sido despues sus aspiraciones patrióticas por la integridad de las Provincias Unidas del Rio de la Plata. Sabido es que D. Manuel Garcia residia en esa época en la corte del Brasil con el carácter de comisionado del gobierno general argentino; sus reconocidos talentos y la experiencia adquirida en los negocios públicos le daban una marcada influencia en los consejos del gabinete, y en situacion tan grave como la que atravesaba la jóven nacion, tan al principio de su vida independiente, las opiniones de ese hombre de Estado tuvieron un éxito decisivo en las resoluciones del directorio.

Á falta de testimonios que nos permitan apoyar nuestra asercion en texto oficial, nos atenemos á las del biógrafo del notable Argentino á quien aludimos, persuadidos que sus conocimientos deben emanar de las fuentes mas puras, y de ellas resulta de un modo evidente que la política de neutralidad adoptada por el gobierno del señor Pueyrredon, durante la invasion y ocupacion del territorio de la Banda Oriental por el ejército de

Portugal, fué aconsejada por el referido señor García, según se esfuerza en demostrarlo (1).

Los hechos posteriores, y sobre todo los protocolos de la conferencia de París, que sin duda no conocia el escritor citado

1818.

La verdad históricamente comparada con hechos.

(1) Véase cómo explica y trata de justificar esa política el biógrafo aludido :

« Dos partidos políticos se dividían las opiniones del gabinete del Brasil. El uno prefería la pronta vuelta de la familia de Braganza á la antigua corte de Lisboa, dejando bien guarnecido el Brasil. Este partido trabajaba arduamente por que se formase una estrecha alianza con Su Majestad Católica para sofocar cuanto ántes la anarquía de las provincias vecinas del Rio de la Plata. De este parecer era generalmente casi toda la antigua nobleza portuguesa, y la pronta vuelta de Su Majestad Fidelísima á Europa parecia fuertemente apoyada por el gabinete británico, que llevó su empeño hasta enviar al Brasil un navio costosamente preparado.

« El otro partido prefería el establecimiento del trono portugues en el Brasil; pero ambos convenían en la necesidad de asegurar las fronteras del sud del Brasil, amenazadas por la anarquía de la provincia de Montevideo, y temerosos de la influencia de los principios desorganizadores en que apoyaba su poder el general Artigas. El gobierno de las Provincias Unidas no podía ofrecer garantías contra él, sosteniéndose apenas él mismo, á fuerza de sacrificios y condescendencias.

« Habiendo prevalecido en el Brasil la idea de la permanencia del trono en América (\*), resolvió este gobierno hacer una ocupacion militar de la provincia de Montevideo como único medio de asegurar sus fronteras, y negándose á la alianza contra las Provincias Unidas, solicitada por el rey de España.

« Cualquiera que fuese la realidad de los motivos alegados por el gabinete de Su Majestad Fidelísima, y aun cuando fuese muy probable la idea de redondear su territorio dándose por límites el Paraná y el Amazónas, perfeccion geográfica que embriagaba á los estadistas portugueses, era fuera de duda que la prudencia con que se condujese el gobierno de las Provincias Unidas, podría ser decisiva en el destino del país, y daría al rey católico, ó un aliado poderoso en esta parte de América, ó le presentaría un rival decidido á cruzar sus proyectos de agresion contra las Provincias del Rio de la Plata.

« García, que conocia exactamente el estado de las cosas, instruyó detalladamente de todo á su gobierno, exponiéndole su opinion sobre la conducta que creía conveniente y aun forzoso observar en las circunstancias.

« El congreso general de las Provincias, reunido á la fecha en la ciudad

(\*) García fué consultado por el rey portugues sobre esta cuestion. Su dictámen mereció los mas distinguidos elogios del monarca y cuerpo diplomático en aquella corte. (Biografía del Dr. García.)

1818.

cuando escribió la biografía del Dr. García, prueban, como se verá muy luego, que el plan político y las seguridades dadas por el comisionado argentino en la corte del Brasil no tenían una base muy sólida, pues que la cooperacion directa del ejér-

de Tucuman, encontró tan graves los fundamentos que se expusieron por el enviado, que comisionó á dos de los individuos de su seno á la capital, con el objeto de evitar cualquiera precipitacion á que un entusiasmo irreflexivo pudiera conducir y comprometer irrevocablemente la República.

Al anuncio de la ocupacion de Montevideo, las opiniones se dividieron con extraordinario acaloramiento. Nadie podia persuadirse que el soberano del Brasil, uno de los aliados de España en la guerra de la Península y en la causa de la legitimidad, que ademas acababa de enlazar dos de sus hijas con el rey católico y el infante, quisiese proceder á ocupar una provincia que reconocian él y todos los soberanos de Europa como parte integrante de la monarquía española, sin acuerdo y consentimiento del rey católico y á consecuencia de tratados con él, por los cuales se preparase el camino á invadir con suceso la República, amagada ya por los ejércitos enemigos que ocupaban á Chile y á las Provincias del Alto Perú despues de triunfos decisivos.

Estas ideas, tan conformes á lo que parecia mas natural, llevaron la alarma á todas las provincias. En la opinion de los mas ardientes patriotas, la guerra con Portugal era considerada como el único recurso para salvar la patria de sus últimos riesgos, y el grito terrible de traicion se levantaba en todas partes contra el que vacilaba un momento. Sin embargo la guerra con Su Majestad Fidelisima en tales circunstancias ofrecia riesgos mas inmediatos, y podia traer los negocios á una situacion desastrosa. Porque, 1º era indispensable abandonar en tal caso la empresa de reconquistar á Chile, ocupado por un ejército español, que se hacia cada vez mas fuerte, y que podia fácilmente hacerse dueño de la provincia de Cuyo y combinar sus operaciones con las tropas españolas que amenazaban por las fronteras de Salta; 2º reunidas las tropas de la República, era imposible que operasen en la provincia de Montevideo, porque el odio de sus habitantes al gobierno de Buenos Aires habia llegado al mas alto grado con la cruda guerra civil que habia precedido y el cual fomentaba cuidadosamente el general Artigas, quien no permitiria que pasase ningun cuerpo de tropas á la provincia de Montevideo, mandado sobre todo por jefes y oficiales de Buenos Aires; dejarlos al mando de Artigas, habria sido condenarlos á la disolucion; 3º declarada la guerra al Brasil, este bloquearia el Rio de la Plata, y disminuiria extraordinariamente los recursos indispensables para defenderse contra los Portugueses y los Españoles; 4º el rey de Portugal, convencido de que no le era posible asegurar su frontera por medio de la ocupacion que habia meditado, entraria forzosamente por el partido de unir sus esfuerzos con los del rey católico, y

cito de Portugal en favor de los intereses de España solo dependió de la corte de Madrid. Un monarca mas flexible y mas inteligente que Fernando VII habria fácilmente alcanzado cuanto reclamaba de Don Juan VI, porque en esas circunstancias

desde entónces vendria á tener efecto la liga entre los dos Estados que tanto importaba evitar.

En este conflicto, el gobierno, despues de haber tocado prácticamente las dificultades, halló fundadas las razones en que Garca apoyaba su opinion de renunciar á una guerra que no era posible hacer, entre otras razones, por la resistencia misma que oponian los habitantes de Montevideo, á quienes se trataba de defender. La prudencia dictaba pues, en tal desgracia, asegurar al ménos la salud de la República, salvar todos los derechos de la provincia de Montevideo, para hacerlos valer en mejores tiempos, y alejar la posibilidad de una liga entre España y Portugal. Partiendo del principio cierto de que la ocupacion intentada no solo no era acordada con Su Majestad Católica, sino sin su noticia siquiera, lo que convenia hacer era tolerar la ocupacion y prevalerse de la posicion en que ella iba á poner al gabinete del Brasil para obtener una solemne declaracion : 1º de que ella era puramente provisoria y por la única causa del estado de anarquía en que se hallaba el país fronterizo á los territorios brasileños ; 2º que la tal ocupacion cesaria cesando el motivo ; 3º que de ella jamas se deduciria título alguno de conquista, perpétua posesion ó dominio ; 4º que se designasen los limites de la ocupacion militar, de los que no podría pasarse por pretexto alguno. Sobre estos principios se conservaria la buena armonía subsistente entre el gobierno del Brasil y el de las Provincias Unidas.

Las ventajas de este plan eran dejar en libertad al gobierno de las Provincias Unidas para obrar con todas las fuerzas sobre Chile y el Perú, sin temor de ser conquistadas por la expedicion española por mar. Hacer muy difícil la union entre España y Portugal, por cuanto aquella no podia ménos de agravarse de que el último hubiese procedido á ocupar una provincia que consideraba suya, sin hacerle la menor prevencion, al tiempo mismo en que se celebraba un enlace entre las dos familias reales.

Por esta razon, cualquiera proyecto de España contra el Rio de la Plata tendria nuevas dificultades, pues no podría contar como amigos las costas del Brasil, y debia mirar á este gobierno como interesado en su mal éxito. Aumentarian las probabilidades del triunfo en la guerra por la independencia de las Provincias Unidas, y se prepararia por esta razon la oportunidad de reclamar con suceso sus derechos; de exigir con vigor la desocupacion de la Provincia Oriental luego de haber cesado el motivo de ella. En caso de resistencia por Su Majestad Fidelísima, podía usar la República de todos sus medios para hacerla respetar.

Entónces la ocupacion extranjera habria despertado el deseo de sacudirla

1812.

este tenia en su contra no solo las cinco grandes potencias representadas en las conferencias de París, sino que abrigaba justas inquietudes por los territorios limítrofes á la España, en el reino de Portugal.

Único argumento  
que absuelve  
de la  
responsabilidad  
al gobierno  
argentino.

El único argumento que puede invocarse, que debe invocarse en defensa de los ilustres patriotas que dirigian los destinos del país en esa época de pruebas, y que exonera de toda responsabilidad al gobierno de las Provincias Unidas de Sud-América por haber tolerado la ocupacion de la Banda Oriental con violacion de los pactos existentes, es el estado de impotencia á que habia sido reducida la República, amagada de disolucion por el elemento bárbaro de que tan imprudentemente se habian servido, en apoyo de mezquinas pasiones, los hombres inteligentes.

Diplomacia  
argentina.

Sin embargo, lo que el director argentino no pudo hacer por medio de las armas, lo emprendió por la diplomacia, y entre otros trabajos oportunos no olvidó de recordar al gobierno de Su Majestad Británica la obligacion que le imponia el acto de garantía que habia dado lord Strangford al armisticio de 1812, y el deber en que estaba de impedir la absorcion del territorio de la provincia de Montevideo.

en los habitantes de la Provincia Oriental. La gloria y prosperidad de la República victoriosa en su lucha con los Españoles, les haria mas insoportable su subyugacion á aquellos Argentinos, y habrian renacido en ellos los sentimientos de fraternidad nacional que entónces tenian borrados los odios de una guerra civil. Entónces tambien algunas naciones amigas podrian interponer su influjo y terminar pacíficamente la cuestion con Portugal. *Este plan fué aprobado completamente, y cuanto se habia previsto recibió la confirmacion de la experiencia.*

» García ajustó, agrega el mismo biógrafo, varios artículos adicionales al armisticio de 1812, celebrado entre el gobierno de Buenos Aires y el enviado de Su Majestad Fidelísima, Rademaker, en los que se comprendian todos los puntos ántes indicados para asegurar los derechos de la República sobre la provincia de Montevideo. »

No hemos encontrado constancia de esos artículos adicionales, ni alcanzamos la utilidad de ellos, desde que por la ocupacion misma de la Banda Oriental las estipulaciones del convenio de 1812 quedaron de hecho anuladas.

Apercibido de los hechos, el representante de Su Majestad Británica cerca de aquella corte pidió explicaciones al gabinete de Don Juan VI, con fecha 10 de mayo de 1816. En ese documento M. Chamberlain, encargado de la legacion británica, manifestó al ministro de negocios extranjeros del Brasil, que aun cuando los preparativos benicos podian interpretarse como únicamente destinados á la defensa de la frontera de los dominios de Su Majestad Fidelísima, ciertos indicios y rumores verosímiles de que se trataba de una expedicion terrestre y marítima con la cual Su Majestad D. Juan VI iniciaba la guerra, le obligaban á recordarle la existencia del convenio de 1812, garantido por la Gran Bretaña, y significábale que la corte de San Jâmes no podria permanecer indiferente á los designios de su gobierno; y por último que no habiendo recibido las notificaciones debidas en tales casos, protestaba contra todo acto de agresion que se practicase en las márgenes del Rio de la Plata y territorio de la Banda Oriental.

El ministro de negocios extranjeros del Brasil contestó á la legacion de Su Majestad Británica, con fecha 25 de mayo del mismo año, que su soberano tomaba una providencia necesaria para la seguridad de sus Estados, amenazados constantemente por los caudillos armados y anarquizados en la Banda Oriental, y que hallándose ese país independiente de la autoridad de Buenos Aires, la política del Brasil no alteraba la letra y el espíritu del convenio de 1812, pactado únicamente con el gobierno argentino, y que no podia ser nociva ni contraria á los intereses de la Inglaterra. Agregaba que, pretextando el diplomático británico la falta de participacion á su gobierno, padecia un error, porque el embajador portugues *habia puesto en conocimiento del gabinete de San Jâmes, en nota reservada de 15 de junio de 1815*, — que inquietado el gobierno de D. Juan VI por los progresos asustadores de la anarquía de la Banda Oriental, y de la situacion revolucionaria de los pueblos limítrofes, se habia aprovechado la corte de Rio Janéiro del restablecimiento de la paz de Europa, para trasferir al Brasil una division del ejército portugues y emplearla en la defensa

1818.

La legacion  
británica  
pide explicaciones  
al gobierno  
de Don Juan VI  
y protesta  
contra la ocupacion  
de Montevideo.

El  
gabinete del Brasil  
contesta  
que  
lo ha reconocido  
reservadamente  
á S. M. P.



1818.

de sus dominios americanos, y que podia cooperar con la expedicion española, que Fernando VII de España enviaba á las márgenes del Plata. En fin que no podia aceptar la protesta, porque el gobierno británico no ignoraba *las vistas y proyectos razonables del gobierno del Brasil*.

Se ve pues que el representante de Su Majestad Británica procedió sin instrucciones, ó que si las tenia, eran únicamente para llenar las fórmulas que le imponia el decoro y la dignidad nacional, porque las explicaciones le satisficieron al punto de no hacer la menor réplica á la comunicacion precedente (1).

El enviado lo  
de S. M. Católica.

Por su parte, el representante de Su Majestad Católica en la corte del Brasil no permaneció indiferente, y á su vez se dirigió al ministro secretario de negocios extranjeros, el 31 de mayo del mismo año, pidiendo explicaciones categóricas sobre

(1) Las dudas que entónces inspiró la política y la lealtad del gobierno de Su Majestad Británica en cuanto á sus procedimientos con aquellos pueblos, dió mérito á que la prensa de Buenos Aires manifestase libremente sus juicios mas ó ménos severos, provocando explicaciones oficiales entre el comodoro ingles en estacion en el Rio de la Plata y el secretario de Estado. Los siguientes documentos que reproducimos lo comprueban:

• Buenos Aires, 22 de julio de 1817.

• Señor: — He visto últimamente con disgusto las diversas tentativas que se han hecho aquí para excitar sospechas injuriosas sobre las intenciones del gobierno de Su Majestad Británica, con relacion á estas provincias; pero creyendo que la experiencia de siete años consecutivos debia producir la mejor refutacion de estas calumnias despreciables, las he tratado hasta aquí con la indiferencia que ellas merecen.

» Mas habiendo observado en la *Gaceta ministerial* del sábado pasado un artículo, que muy bien puede considerarse como semi-oficial cuando ménos, é igualmente como que da crédito á los rumores de que acabo de hablar, he creido de mi deber dirigirme á Vuestra Excelencia para pedirle alguna explicacion que me ponga en estado de instruir positivamente á mi gobierno sobre este particular, previniendo al mismo tiempo cualquiera mala inteligencia que pudiera darse á las disposiciones de Vuestra Excelencia.

• Vuestra Excelencia me hará la justicia de creer que este paso me ha sido indicado tanto por mis sinceros deseos de conservar esta armonía que mucho tiempo há subsiste, como por mi disgusto en transmitir á mi corte ninguna pieza que pueda causar allí una sensacion desagradable.

» Me aprovecho de esta ocasion para renovar á Vuestra Excelencia los

si las tropas que debían penetrar en los territorios del Rio de la Plata, habian recibido el consentimiento previo de Su Majestad Católica, significándole que á falta de este acuerdo entre las dos coronas, ese acto atentatorio á los derechos de su soberanía tendria las consecuencias mas peligrosas.

El ministro del Brasil, sustentando la política ambigua que habia adoptado, se apresuró á declararle, en su nota fecha 3 de

*República del ministro  
del Brasil.*

sentimientos de respeto y consideracion con que tengo el honor de ser vuestro muy obsecuente y afecto servidor. — GUILLERMO BOWLES, escuadra de Su Majestad Británica. — Al Excmo. Señor director sup

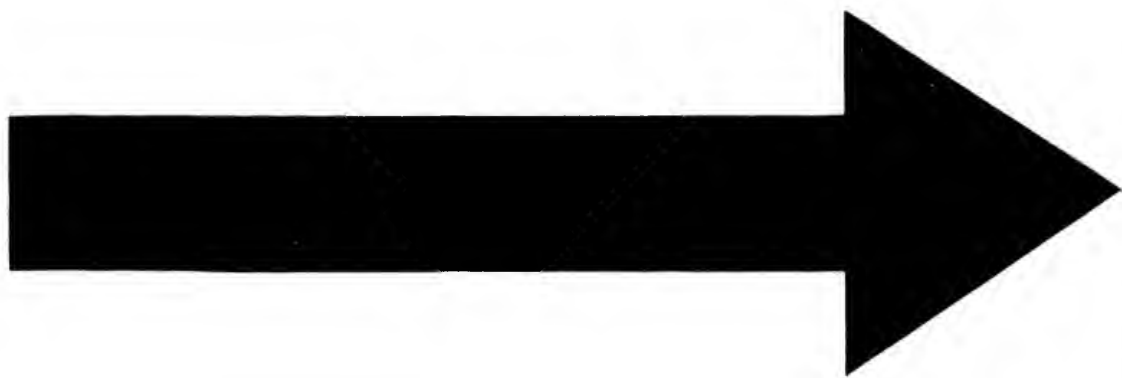
El secretario de Estado contestó, por órden del director, en los términos siguientes :

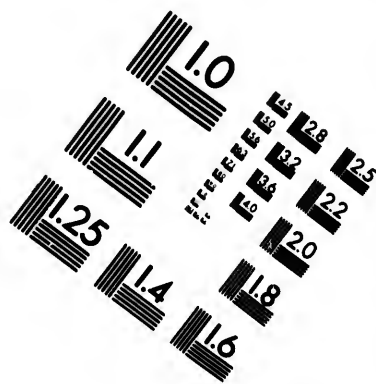
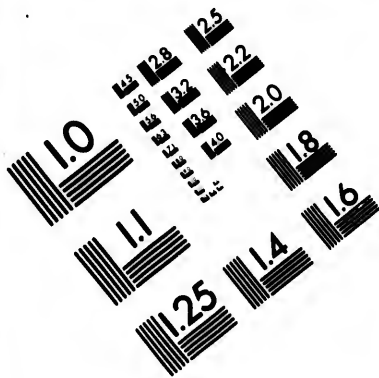
• El Excmo. director supremo ha recibido la apreciable nota de Vuestra Señoría de 22 del corriente, que si bien está fundada en un concepto equivocado, da la prueba mas relevante de la delicadeza y honorables sentimientos de Vuestra Señoría. Su Excelencia se forma un grato deber en desvanecer las desagradables impresiones que parece haber producido en el ánimo de Vuestra Señoría la lectura del artículo á que se refiere, inserto en la *Gaceta* del sábado próximo anterior. Con este objeto me encarga Su Excelencia haga observar á Vuestra Señoría que el editor de aquella nada mas ha hecho que transcribir las noticias que ministran los periódicos de Londres, pero sin glosa ni comentario alguno : que aunque efectivamente hubiese hecho algunas reflexiones por resultado de aquellas noticias, ellas no investirían un carácter oficial ; que el mismo editor ha repetido en diferentes ocasiones, que su opinion privada no debe confundirse con la del gobierno, y que solamente en los casos que tome el nombre de la autoridad pública, ó inserte artículos de oficio, será visto que procede como órgano de los sentimientos ó disposiciones del magistrado supremo.

• Bajo estos conceptos debe Vuestra Señoría reformar su juicio con relacion á la calidad absoluta de ministerial, que atribuye Vuestra Señoría á la *Gaceta*. Ellos sirven tambien para convencer que el artículo citarlo y los demas de su clase no tienen el atributo de oficial, ni el carácter medio de semi-oficial, desconocido entre nosotros.

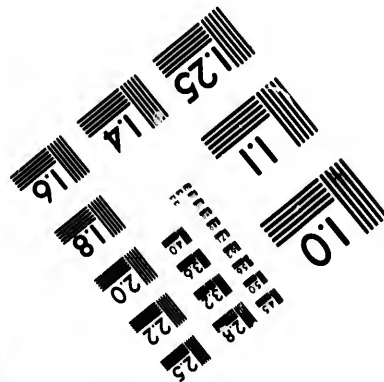
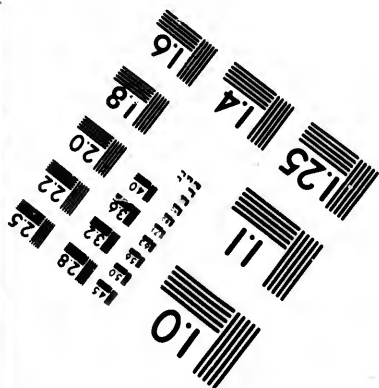
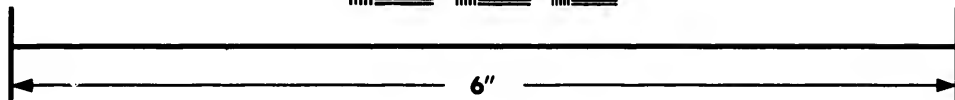
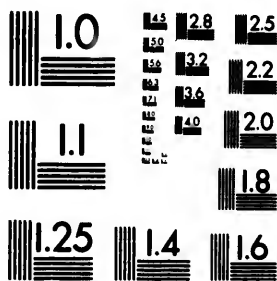
• Su Excelencia se lisonjea de que estas francas explicaciones aquieten la delicadeza de Vuestra Señoría, y espera se le haga la justicia de reconocer en sus juicios aquella circunspeccion que debe ser su mejor sello, principalmente cuando ellos se refieren al crédito de las naciones grandes, y con quienes se conservan las mejores relaciones, como las que felizmente subsisten entre este Estado y la potencia ilustre á que Vuestra Señoría pertenece.

• Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años. - Fortaleza de Buenos Aires, á 23 de julio de 1817. — GREGORIO TAGLE, secretario. (*Gaceta ministerial* del 2 de agosto de 1817.)





**IMAGE EVALUATION  
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic  
Sciences  
Corporation**

23 WEST MAIN STREET  
WEBSTER, N.Y. 14580  
(716) 872-4503

10  
16  
18  
20  
22  
25  
28  
32

10  
16  
18  
20  
22  
25  
28  
32

1818.

junio, que habian sido comunicadas á Fernando VII las resoluciones tomadas por su soberano de hacer venir de Portugal tropas para la defensa de la frontera del Sur, y que por lo tanto no podia la corte de Madrid dudar de la utilidad y necesidad de la providencia tomada por el gobierno de Rio Janéiro, tanto mas cuanto que despues del convenio de 1812 continuaban los jefes de los revoltosos de la márgen oriental del Rio de la Plata amenazando los Estados del Brasil y perturbando la tranquilidad de los fieles súbditos de D. Juan VI. Se empeñaba en demostrarle igualmente que esa invasion, ademas de ser justa y urgentemente reclamada por los intereses de Su Majestad Fidelísima, sería de grandes ventajas para los de Su Majestad Católica, á quien el rey de Portugal deseaba dar reiteradas pruebas de amistad.

El ministro de España pide que se le dé comunicacion de la respuesta de su gobierno.

El representante de España pidió, con fecha 7 de junio, que se le diese comunicacion de la respuesta amistosa de su gobierno á que el ministro de D. Juan VI se referia, con el fin de contribuir por su parte á armonizar las interesadas vistas de ambos gobiernos. Habiendo pasado tres meses sin recibir respuesta á esta comunicacion, el ministro de España renovó su pedido en una nueva nota, con fecha 18 de setiembre, y exigia que en el caso de penetrar en el territorio oriental las tropas portuguesas, publicase el gobierno de Rio Janéiro una declaracion por la cual quedase claramente establecido, que sus únicas miras eran socorrer á la corona de España y contribuir al restablecimiento de la autoridad de Su Majestad Católica en los países sublevados, no debiendo servir jamas la ocupacion de pretexto para alterar los derechos y obligaciones reciprocas de los dos soberanos, de acuerdo con los tratados que anteriormente les ligaban. Agregaba que el ejército portugues no debia arholar en los territorios del Plata otro pabellon que el de España, restableciendo las autoridades y empleados nombrados por Su Majestad Católica, considerando nulo cuanto los insurgentes habian fundado.

Con fecha 15 de octubre le respondió el ministro de negocios extranjeros á ambas notas, limitándose á decirle que en

su opinion las exigencias del representante español "estaban en oposicion á los verdaderos intereses de Su Majestad Católica, y que juzgaba inútil agregar una palabra mas despues de las seguridades dadas amigablemente al gobierno de Madrid á las cuales se habia referido, y de haber manifestado ya en nombre de don Juan VI las constantes y leales intenciones de Su Majestad Fidelisima.

No satisfecho el diplomático español, dirigió, con fecha 11 de noviembre, una solemne protesta contra la entrada de las tropas portuguesas en los territorios sublevados de Su Majestad Católica, y contra todo cuanto pudiese directa ó indirectamente perjudicar sus intereses, declarando al ministro brasileño que la corte de Madrid no estaba de acuerdo con el gobierno de D. Juan VI acerca de la marcha de su ejército, y que ignoraba aun el destino que pretendia darle cuando salió de Lisboa.

El ministro de negocios extranjeros replicó con fecha 19 de noviembre, rechazando el carácter de deslealtad en que basaba la argumentacion de su protesta el representante de España, insistiendo en que el ministro de Su Majestad Fidelisima cerca de la corte de Madrid habia prevenido, con fecha 25 de mayo de 1815 (1), á aquel gobierno, — que se habia resuelto el envío de esas tropas para el Brasil, con el objeto de defender sus dominios, y que habiéndose embarcado la referida division militar en Lisboa en febrero de 1816, era claro y lógico que el gobierno de Madrid habia sido prevenido del fin y destino que D. Juan VI se proponia dar á su ejército. Recordóle que en 1812 el gobierno de Rio Janéiro habia empleado sus tropas en la pacificacion de los países bañados por el Plata y sus tributarios, de acuerdo con el marques de Casa-Irujo, acreditado en la corte de D. Juan VI, y que apenas entraron las tropas del Brasil en el territorio de la Banda Oriental, olvidándose aquel representante de su pacto y acuerdo, presentó una serie de obstáculos para impedir la marcha del ejército, con manifiesta infraccion del convenio, ligándose á lord Strangford y á los emisarios de los

(1) Véase el documento en el tomo III, pág. 254.

1818.

El ministro  
de D. Juan VI  
elude la exigencia  
del enviado  
de S. M. C.

Protesta del mismo  
contra la entrada  
de los Portugueses  
en el Rio  
de la Plata.

Contestacion  
que recibe  
del ministro  
de negocios  
extranjeros  
del Brasil.

1818.

sublevados de Buenos Aires para obligar á las autoridades españolas de Montevideo á entenderse con los mismos rebeldes y á estipular arreglos de paz con los pueblos enemigos de la corona de Su Majestad Católica, sin recordar que habian ido en auxilio de la España las fuerzas de Su Majestad, Fidelísima; siendo esa conducta la que decidió al gobierno de Río, Janéiro á celebrar con el de Buenos Aires el pacto de 1812, en virtud del cual evacuaron sus tropas el territorio oriental. Reprochó este procedimiento desairoso y desleal de la España, atribuyéndole no solo la pérdida del dominio que ejercia la corona de España en aquellos pueblos, sino tambien la necesidad en que se habia visto la corte del Brasil de reforzar con tropas de Portugal para la seguridad de sus fronteras y límites de la capitania de Río Grande, conservando en pié de guerra un ejército que le costaba sacrificios enormes de gente y dinero. El ministro de D. Juan VI recordaba al representante de Fernando VII que este se habia dejado despojar de sus derechos á la soberanía y posesion del Plata sin emplear los medios de que podia disponer, miéntras que cuando otros le ayudaban indirectamente á reivindicarlos, se asustaba y protestaba, pareciendo preferir la anarquía é independencia que habian proclamado sus antiguos súbditos americanos al órden y la tranquilidad que podian cimentar allí los extraños con ventaja de sus propios intereses y de todos los pueblos del mundo. Que por tanto el gobierno de Su Majestad Fidelísima, obligado como estaba á no contar mas que con sus propios recursos para afirmar la paz en aquellos pueblos, y estando esta profundamente amenazada en sus dominios por la actitud asumida por D. José Artigas, que se habia declarado independiente de Buenos Aires y de la España, organizando un sistema de vandalaje contra los establecimientos portugueses de la frontera comun, acumulando fuerzas considerables que disciplinaba dirigidas por oficiales extranjeros enganchados, declaraba que su gobierno no desistiria de sus miras y designios, aun en presencia de las protestas del diplomático español, cualesquiera que fuesen las consecuencias.

El representante de Fernando VII, muy léjos de declararse



autoridades es-  
 mismos rebeldes y  
 amigos de la co-  
 que habian ido en  
 estad, Fidelisima;  
 o de Rio, Janéiro á  
 12, en virtud del  
 al. Reprochó este  
 ía, atribuyéndole  
 corona de España  
 d en que se habia  
 de Portugal para  
 a capitania de Rio  
 cito que le costaba  
 istro de D. Juan VI  
 que este se habia  
 nía y posesion del  
 disponer, miéntras  
 e á reivindicarlos,  
 la anarquía é inde-  
 uos súbditos ame-  
 n cimentar allí los  
 ses y de todos los  
 no de Su Majestad  
 r mas que con sus  
 aquellos pueblos, y  
 sus dominios por la  
 se habia declarado  
 ña, organizando un  
 tos portugueses de  
 dderables que disci-  
 nganchados, decla-  
 miras y designios,  
 lomático español,

léjos de declararse

vencido, renovó sus protestas en nota de 21 de noviembre de 1816, fundándose en que para la defensa de la frontera brasileña bastaba guarnecerla, miéntras no tuviera la aquiescencia de la corona de España para la entrada de tropas portuguesas en sus dominios.

El ministro de D. Juan VI respondió, con fecha 2 de diciembre, en términos vivos; reiteró sus argumentos anteriores sobre la division portuguesa trasportada al Brasil, y negó á la España el derecho de exigir su beneplácito para entrar en un territorio que, muy léjos de pertenecerle, se habia declarado independiente de hecho por los revolucionarios, y que la misma España no solo no se atrevia á combatir, sino que estaba próxima, segun se decia, á reconocerlo en la plenitud de su autoridad independiente. Apelaba á la ley comun, que acuerda á las naciones el derecho de repeler las agresiones sin otras formalidades, y que por consiguiente ocupando la Banda Oriental, que habia dejado de ser posesion española, no violaba el territorio de Su Majestad Católica, dando así por terminada toda discusion á ese respecto.

Impuesto el gobierno español por su ministro residente en la corte del Brasil de la actitud asumida por D. Juan VI, resolvió someter esa diferencia á las cinco principales potencias que en el congreso de Viena habian dictado su voluntad al mundo, y continuaban dirigiendo la política general de la Europa.

El gabinete de Madrid, al exponer en una extensa nota las causas de la desinteligencia promovida por el Portugal, manifestaba que ántes de hacer uso de medios extremos, deseaba someter al exámen de sus antiguos aliados que, reconocido su derecho, cooperasen para compeler á D. Juan VI á abandonar sus designios de ocupacion de la Banda Oriental, cuya dependencia de la corona de España era incuestionable.

El emperador de Rusia apoyó á la España y se esforzó en atraer á su idea á los otros soberanos, que fácilmente accedieron. Se convino en autorizar á sus respectivos representantes en Paris, para que estudiasen el fondo de la divergencia y diesen su dictámen. Los diplomáticos reunidos en Paris que toma-

1818.

El diplomático  
 español renueva  
 sus protestas.

Segunda respuesta  
 del ministro  
 brasileño.

Resolucion  
 de someter  
 la cuestion  
 á las cinco  
 grandes potencias

El emperador  
 de Rusia  
 apoya á la España.

1818.

Ministros  
que tomaron parte  
en la  
conferencia.

Nota dirigida  
por estos al  
marques de Aguiar.

ron parte fueron : Pozzo di Borgo, que representaba á la Rusia, el baron de Vincent, el Austria; el conde de Goltz, la Prusia; M. Carlos Stuart, la Inglaterra; y el duque de Richelieu, ministro de negocios extranjeros de Luis XVIII, la Francia.

El 16 de marzo de 1817, los referidos ministros de las cinco potencias reunidos en Paris dirigieron al marques de Aguiar, ministro de negocios extranjeros de S. M. Don Juan VI, la nota colectiva que hemos reproducido textualmente en el tercer tomo de los *Anales* (1). En ella exponian que inmediatamente de haberse sabido en Europa la ocupacion de las márgenes del Rio de la Plata por las tropas portuguesas del Brasil, el gabinete de Madrid se habia dirigido simultáneamente á los gobiernos que representaban, protestando solemnemente contra esa ocupacion, para cuyo efecto habia reclamado el apoyo de ellas.

Los representantes de las cinco potencias reconocian el derecho de la España para repeler por medio de las armas esa agresion, y elogiaban el espíritu de moderacion que la habia guiado al iniciar previamente una conciliacion, agotando todos los medios de persuasion ántes de alterar la paz de los dos hemisferios, no obstante las desventajas que esa situacion creaba á sus *posesiones ultramarinas*. Los mediadores agregaban, que tan noble resolucion habia encontrado la mas completa aprobacion de los gabinetes á los cuales se habia dirigido; y que animados como estaban del deseo de evitar las funestas consecuencias que podian resultar de esa desinteligencia, sus gobiernos, igualmente amigos de la España y del Portugal, y despues de haber tomado en consideracion las justas reclamaciones de S. M. Católica, estaban encargados de significar al gabinete de S. M. F. que aceptaban la mediacion á que la España los habia invitado. Manifestaban la sorpresa y el pesar que habia causado á sus respectivos gobiernos que el Portugal hubiese invadido las posesiones españolas sin previa participacion, en los momentos mismos en que un doble lazo debia estrechar ambas dinastias; que de acuerdo con los principios de justicia y equi-

(1) Véase el tomo III<sup>o</sup> de los *Anales*, página 299.

entaba á la Rusia,  
Goltz, la Prusia;  
de Richelieu, mi-  
la Francia.

istros de las cinco  
rques de Aguiar,  
n Juan VI, la nota  
e en el tercer tomo  
liatamente de ha-  
rgenes del Rio de  
el gabinete de Ma-  
gobiernos que re-  
tra esa ocupacion.  
ellas.

reconocian el dere-  
as armas esa agre-  
ue la habia guiado  
gotando todos los  
de los dos hennis-  
a situacion creaba  
es agregaban, que  
s completa aproba-  
rigido; y que ani-  
estas consecuen-  
ia, sus gobiernos.  
ugal, y despues de  
reclamaciones de  
icar al gabinete de  
la España los ha-  
esar que habia cau-  
ugal hubiese inva-  
rticipacion, en los  
a estrechar ambas  
de justicia y equi-

dad que dirigian los procedimientos de las cinco córtes, y la firme resolucion que habian tomado de conservar la paz del mundo alcanzada despues de tan caros sacrificios, se habian decidido á tomar parte en esa diferencia, resueltos á terminarla de la manera mas justa y en armonía con el buen derecho. Que no se disimulaban que una guerra entre la España y el Portugal perturbaria la tranquilidad ocasionando una guerra general en Europa, y terminaban manifestándole que el rechazo de tan razonables pretensiones descubriria las verdaderas intenciones del gabinete de Rio Janéiro, y las consecuencias funestas que podrian resultar, recaerian exclusivamente sobre el Portugal, mientras que la conducta prudente de la España tendria el apoyo de las potencias aliadas y de la Europa entera.

Los mismos diplomáticos se dirigieron, con fecha 4 de abril de 1817, al ministro de Estado de Su Majestad Católica, expresándole la satisfaccion con que habian acogido los gabinetes de Viena, Paris, Lóndres, Berlin y San Petersburgo la interposicion de sus buenos oficios, mediando en la cuestion suscitada con motivo de la invasion portuguesa en las posesiones españolas del Rio de la Plata; elogiaban la conducta prudente y el espíritu conciliador en que habia abundado Su Majestad Católica, y expresaban su deseo de ver desaparecer los motivos que amenazaban interrumpir las relaciones de ambos países. Que en conformidad con las órdenes recibidas de sus respectivos soberanos, se habian reunido en Paris y habian notificado colectivamente al gabinete de Rio Janéiro que habian aceptado la mediacion, decididos como estaban á mantener la paz, y que en consecuencia esperaban que Su Majestad Fidelísima tomara las medidas mas conducentes para disipar las justas inquietudes que habia inspirado á la Europa esa invasion, violando los derechos de la España. Terminaban recomendando la necesidad de perseverar en el camino de la moderacion y prudencia, y expresaban su esperanza de que el gabinete de D. Juan VI no sería sordo á la voz de la razon y de la justicia (1).

1818.

Los ministros  
mencionados  
manifestan  
sus simpatías  
á la España.

(1) Véase el texto de esta nota en el tomo III de los *Anales*, página 301.

1818.

El príncipe  
de Esterhazy  
y el conde  
de Palmela.

Nota que le dirige  
este último  
al primero.

Entretanto el príncipe de Esterhazy, embajador de Austria en Lóndres, habia dado previa comunicacion de los dos proyectos-notas de los plenipotenciarios reunidos en Paris al conde de Palmela, ministro de Su Majestad Fidelísima en la misma corte, cuya lectura dió mérito á que el diplomático portuguez le dirigiese una comunicacion, con fecha 4 de abril, en la que, sin pretender discutir los argumentos de los plenipotenciarios de las cinco potencias, entró en una serie de apreciaciones cuya sustancia es mas ó ménos la siguiente: — Reprueba á la España que haya recurrido á esos medios ántes de haber agotado la discusion directa entre los dos gabinetes interesados en una cuestion que le parecia de fácil arreglo. Manifiesta su extrañeza que las cinco potencias aliadas, aceptando, á instancias de la España, el carácter de mediadores, se dirijan al gabinete del Brasil pidiéndole explicaciones, en vez de comenzar por proponer á Su Majestad Fidelísima la aceptacion de la mediacion, segun conviene á los respetos debidos á su soberano. Hace notar que el lenguaje de los plenipotenciarios al dirigirse al gabinete de Rio Janéiro respira un espíritu de parcialidad que está léjos de armonizar con el carácter de árbitros que asumen las cinco potencias, prejuzgando la cuestion ántes de haber recibido las explicaciones que piden. Rechaza la oportunidad de la cita de las alianzas matrimoniales en las familias reales, porque ellas no deben influir en la discusion política de que se trata, y mucho ménos que se deba satisfaccion á los derechos de la España, ántes de haberse probado que han sido violados. Lo que en definitiva colma su sorpresa, son los términos de la conclusion de la nota aludida, que encuentra extraños á toda propuesta de mediacion, sobre todo cuando se amenaza al Portugal con las consecuencias del rechazo que este puede hacer de las exigencias de la España. Las potencias mediadoras asumiendo tal actitud, agrega, se constituyen de hecho, no ya en mediadoras, sino en aliadas de la España, pues que el lenguaje que emplean es no solo hostil sino amenazante para que la mediacion sea posible, y en cuyo caso parece que sería inútil resistir, ni aun hacer la menor explicacion. Censura luego las formas convenientes (en

sentido inverso) de que se sirven los plenipotenciarios en la nota dirigida al gabinete español, y termina expresando su convicción de la inutilidad de sus observaciones si esos proyectos de notas estaban aprobados y firmados por los plenipotenciarios, quejándose en tal caso, de que no se le hubiesen remitido á tiempo para reclamar las modificaciones que creía indispensables, etc.

La nota colectiva de los plenipotenciarios de las cinco potencias aliadas causó una profunda sensación en la corte de Rio Janéiro, y segun la expresion de un ilustrado historiador brasileño, «jamás apreció tanto D. Juan VI su residencia en el Brasil como en esos momentos (1).» En efecto, si se hubiese trasladado á su corte de Lisboa, como se lo habian aconsejado con repetición los soberanos de Europa, no habria podido resistir á las amenazas cuya proximidad hubieran hecho ejecutivas, mientras que la distancia le permitió utilizar con ventaja y sin el menor riesgo las prácticas de la tradicional lentitud de las cancillerías portuguesas, y con las cuales ha recogido tan excelentes resultados la política absorbente del Brasil en las eternas cuestiones de los límites de las posesiones ultramarinas de las dos monarquías.

Se decidió, en consejo de gobierno, que se adoptase una conducta prudente en la discusión que provocaban los plenipotenciarios de las potencias mediadoras, para evitar los males consiguientes al Portugal por la proximidad en que está de España, mientras que el Brasil ganaba tiempo aprovechándose de la distancia y de las dificultades que ofrecia el mar para el cambio de las notas diplomáticas con los soberanos extranjeros; para Don Juan VI, todo era, pues, cuestion de tiempo, y no se podia dudar de una solución favorable perseverando en tal política.

Complementando su plan, nombró el gabinete de Rio Janéiro como sus plenipotenciarios en las conferencias de los cinco mediadores al conde de Palmela, á la sazón embajador en Lóndres, y al marques de Marialva, que desempeñaba igual carácter en

Profunda sensación  
causada en Rio  
por la nota colectiva  
de los  
plenipotenciarios.

Se decide en consejo  
de gobierno  
que se adopte  
una conducta  
prudente.

El Brasil  
 nombra sus  
 plenipotenciarios  
 á las conferencias.

(1) PEREIRA DA SILVA, *Historia da fundação do imperio brasileiro*, t. VI.

1818.

Paris, quienes fueron munidos de extensas instrucciones basadas en los medios dilatorios, en el sostenimiento de los intereses de la nacion, y en no aceptar otra conciliacion con la España que aquella que ofreciese á la corona de Su Majestad Fidelisima los términos mas honrosos.

Eleccion acertada  
del conde  
de Palmela.

La eleccion hecha en la persona del conde de Palmela fué la mas acertada que podia hacer el gobierno portugues, porque reunia á un carácter suave é insinuante elevados talentos, grande experiencia diplomática, y la consideracion muy merecida de que gozaba entre todos sus colegas, le hacian el mas apto para dirigir una negociacion cuyo dificil carácter reclamaba la presencia de una inteligencia superior.

Estrecha  
este último  
las relaciones  
con el príncipe  
de Esterhazy.

En efecto, el conde de Palmela no tardó en mostrarse digno de la confianza con que le honraba su soberano; estrechó sus relaciones con el príncipe de Esterhazy, embajador de Austria en la corte de San Jâmes, y por su intermedio pudo tener comunicacion de la marcha y acuerdos mas secretos de los cinco plenipotenciarios. M. Canning y lord Castlereagh, que dirigian la política británica, le acogieron con marcada distincion, y armonizando muy luego en ideas, pudo combinar previamente la redaccion de las notas que fueron dirigidas á las conferencias de Paris (1).

El embajador  
austriaco  
le prometió apoyar  
sus trabajos.

El embajador austriaco le prometió apoyar los trabajos del ministro portugues en Viena, para que las instrucciones del príncipe de Metternich al plenipotenciario en Paris fuesen favorables á la causa de D. Juan VI, mientras que los dos secretarios de Su Majestad Británica le tranquilizaron respecto á la posible invasion del Portugal por el ejército español, declarándole reservadamente que los mediadores estaban ya informados que la Inglaterra no lo consentiria. Le aconsejaron que hiciese las concesiones que pudiesen atraerle particularmente

Conducta  
de los secretarios  
de S. M. B.

(1) Oficios reservados del conde de Palmela al ministro de negocios extranjeros del Brasil y cartas personales que dirigió á su amigo Antonio de Saldanha, que se encuentran en la coleccion de documentos que hemos citado.

á la Rusia, como la mas prevenida contra el Portugal (1).

Robustecido el diplomático portuguez con tan poderosos medios, se dirigió á Paris, y de acuerdo con su colega el marques de Marialva, presentaron sus credenciales y plenos poderes á los ministros mediadores. Declararon entónces que no obstante las formas inusitadas con que habia sido propuesta la mediacion, Su Majestad Fidelísima aceptaba la de las cinco potencias para resolver las diferencias con Fernando VII de España, con la esperanza de manifestar al mundo que sabia anteponer á los intereses reales de sus pueblos las exigencias de dignidad, en las cuestiones de paz general. Los mediadores se apresuraron á dar las satisfacciones debidas por la irregularidad aludida, y se expresaron en términos que hicieron esperar á los plenipotenciarios portugueses que la causa de su país mejoraria, colocándola al nivel de la España para la marcha de las negociaciones, y atenuando las desagradables impresiones que habian producido en el Brasil las notas colectivas dirigidas por los mediadores á ambas cortes (2).

En posesion de los documentos en que se basaba la mediacion, los diplomáticos portugueses formularon un memorandum explicando la política y actos de su soberano. Establecieron que la ocupacion de la Banda Oriental del Rio de la Plata *era un hecho provisorio*, que no tenia otro objeto que el garantir las fronteras de los dominios americanos de Portugal, garantiendo á sus súbditos de las amenazas que constantemente sufrían de los sublevados del Rio de la Plata, cuyas correrías y robos exponian á los habitantes de la frontera, y muchas veces aun á los de los pueblos inmediatos, á los atentados del caudillo gaucho José Artigas, que no respetaba ni se subordinaba á ningun gobierno del mundo, y cuya autoridad estaba encarnada en el vandalaje que caracterizaba á sus legiones de bárbaros. Que no satisfechos con la anarquía á que habian reducido á la Banda

1818.

Los comisionados  
portugueses  
presentan  
sus poderes  
á los  
plenipotenciarios  
de las  
cinco potencias.

Los diplomáticos  
portugueses  
explican  
la política  
de su soberano.

(1) Carta del conde de Palmela á D. Antonio de Saldanha. (Coleccion de documentos de Palmela.)

(2) Carta de Palmela á Saldanha de Gama.

1818.

Oriental, incitaban á los soldados brasileños á desertar las filas del ejército, á la fuga á los esclavos de súbditos de la corona, y á los habitantes de la capitania de Rio Grande á que se revolucionasen contra la autoridad real. Que la España no habia enviado un solo soldado desde que esos pueblos se sublevaron contra la autoridad de la metrópoli, para reivindicar sus derechos, que ni trataba de someterlos á la obediencia, afirmando la tranquilidad pública; — y que por el contrario era evidente el abandono que habia hecho de su dominio. Que en esa situacion Don Juan VI no podia conservar perpetuamente, en las fronteras del Brasil, en pié de guerra, á la defensiva, un ejército considerable, que le causaba sacrificios inmensos de dinero y de tropas, y que al ocupar la Banda Oriental su única intencion habia sido acabar con la anarquía que allí se alimentaba, creando un gobierno regular y fuerte que contuviese los desórdenes y respetase las fronteras vecinas de Rio Grande, y que por lo tanto esa guerra no podia ser sino puramente defensiva. Explicada así la situacion, recordaron el hecho de no haberse quejado la España contra la república de los Estados Unidos de América, cuando esta ocupó la Florida, existiendo no obstante una diferencia esencial entre ambas posesiones, porque mientras en la Banda Oriental del Rio de la Plata, la España no estaba en posesion de un solo palmo de tierra, sus derechos de soberanía en el territorio de la Florida eran incuestionables; allí conservaba sus tropas, sus empleados, y sus habitantes obedecian á la metrópoli, lo que constituía el dominio absoluto, mientras que el Rio de la Plata se habia declarado independiente del yugo detestado de la autoridad de Fernando VII, con soberanía adquirida de hecho, leyes, régimen, instituciones y pabellon diverso al de la España. — Que en la impotencia á que estaba reducido Fernando VII no tenia otra alternativa que, ó dejar consolidar la emancipacion política, ó ver ocupada la márgen izquierda del Rio de la Plata por los ejércitos de Don Juan VI. Que la política de la España habia sido desde 1806 vacilante y débil con sus colonias americanas, cuyos pueblos le habian retirado su simpatía, perdiéndole totalmente la estimacion y res-



peto. Que Don Juan VI le habia ofrecido con reiteracion coadyuvar para restablecer su autoridad. — Que de acuerdo con su gobierno habia invadido un ejército brasileño como pacificador en 1811. — ¿ Y cuál habia sido la conducta de la España entónces? ¿ No habia dado órdenes á sus delegados de Montevideo, á pesar de los pactos existentes, para que se ligasen con los independientes de Buenos Aires, prefiriendo celebrar arreglos de paz con estos ántes que aceptar la cooperacion de Don Juan VI en su propio interes y beneficio? Concluían, en fin, demostrando que la actitud asumida por la España daba lugar á creer que su único propósito era provocar una guerra que le permitiese aumentar su territorio de Europa con perjuicio de la monarquía portuguesa.

La hábil argumentacion de los diplomáticos portugueses les atrajo las simpatías de algunos de los plenipotenciarios de Paris. Los representantes de Austria y Prusia se aproximaron al de Inglaterra, pero el de Francia y el de Rusia continuaron apoyando resueltamente los intereses de la causa de España. El éxito alcanzado por los negociadores de Su Majestad Fidelísima no era dudoso, desde que habian logrado atraerse la mayoría de los plenipotenciarios, presentando la cuestion un aspecto infinitamente mas favorable.

Á las explicaciones dadas por los plenipotenciarios de Su Majestad Fidelísima, se sucedieron un cambio de notas y de *memorandum*. Los argumentos con que rebatia el señor Cebállos, plenipotenciario de España, los de los representantes de S. M. F., eran poco vigorosos y concluyentes, sirviendo á veces á medida de los deseos de la política portuguesa, cuyo plan era *ganar tiempo*.

En fin, de la correspondencia oficial y confidencial del conde de Palmela se deduce que Don Juan VI quedó de hecho autorizado para continuar robusteciendo su dominio en los territorios que baña el Rio de la Plata en su márgen izquierda, no obstante las amenazas de la España de enviar una expedicion armada destinada á repeler el ejército del general Lecor y á reasumir su autoridad en las antiguas colonias, ya que la oposicion de la Inglaterra le impedia invadir el reino de Por-

Se atraen  
las simpatías  
de los  
plenipotenciarios.

Cambio de notas  
y memorandum.

1818. tugal. Tranquilo sobre las posesiones europeas, el conde de Palmela aconsejó á su gobierno que reforzase con nuevas divisiones de la metrópoli el ejército de ocupacion en la Banda Oriental, afirmando por ese medio la posesion absoluta de aquel territorio. En efecto, se dispuso por el gobierno de Don Juan VI la creacion de dos cuerpos de voluntarios milicianos de la capitania de San Pablo, á los cuales ofrecia privilegios y premios para despues que terminase la campaña, — y marcharon á reunirse con el ejército de ocupacion.

Logran paralizar  
los trabajos  
de la mediacion  
de Paris.

Las ventajas obtenidas hasta entónces por la diplomacia portuguesa eran manifiestas; no solo habia logrado paralizar la actitud imponente de la mediacion de Paris, sino que la marcha de las negociaciones era lánguida y sus efectos casi imperceptibles.

En los capítulos siguientes, nos ocuparemos del curso de los trabajos de las conferencias, de las complicaciones que surgieron, de la ocupacion de la Banda Oriental, y del peligro en que estuvo la corona de Don Juan VI.



ETC.

el conde de  
nuevas divi-  
en la Banda  
absoluta de  
gobierno de Don  
milicianos de  
privilegios y pre-  
y marcharon

la diplomacia  
grado paralizar  
, sino que la  
sus efectos casi

el curso de los  
nes que surgie-  
peligro en que

## PROVINCIAS UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA, BRASIL Y PORTUGAL.

AÑO 1818.



### VIII.

Resistencias que siguen experimentando los Portugueses en la Banda Oriental. — Patentes de corso autorizadas por Artigas : la Colonia del Sacramento es la base de los armamentos. — Las presas se venden públicamente en Baltimore y demas puertos de los Estados Unidos. — Los Portugueses se apoderan de Colonia, etc. : consecuencias. — Nuevos mercados de presas. — El rey D. Juan VI solicita la intervencion de las cortes europeas : órdenes impartidas por estas á las autoridades de sus posesiones ultramarinas. — Reclamaciones hechas al gobierno de Washington : ley de 19 de marzo de 1817 prohibiendo el armamento de corsarios en los puertos de la República y restitution de presas. — Medio expeditivo adoptado por los corsarios. — Revolucion republicana de Pernambuco : profunda sensacion que causó en la corte. — El capitan general Montenegro. — Es conducido á Rio Janéiro. — Don Antonio Araujo. — Medidas enérgicas adoptadas por el gobierno portugues. — Marcha la escuadra al mando del jefe de division Rodrigo José Ferréira Lobo. — Causas que motivaron la revolucion de Pernambuco. — Los principales conspiradores. — Muerte del brigadier Rodriguez, encargado de arrestarlos. — El capitan general se retira á la fortaleza de Brum. — Entrega del fuerte de las Cinco Puntas. — El mariscal Juan Roberto se pone á la cabeza de las fuerzas portuguesas en el Erario : irresolucion de este jefe. — Organizacion del ejército republicano. — El mariscal Juan Roberto se retira al fuerte de Brum. — Este fuerte es sitiado por los republicanos. — Capitulacion honrosa propuesta al capitan general : documento. — Consejo de oficiales

1818.

1818.

convocado por este, y su aceptación : documento. — Estricta ejecución de las estipulaciones. — Nombramiento de un gobierno provisorio. — Acta de esa resolución : documento. — Elección de un secretario. — Se dividen las opiniones sobre la forma de gobierno que se debe adoptar. — Se proclama la independencia y el gobierno republicano. — Publicación de un manifiesto. — Medidas adoptadas por el gobierno de Pernambuco sobre embargo de propiedades portuguesas : documento. — Decreto de 8 de marzo de 1817 sobre el sueldo del ejército, etc. : documento. — Abolición de impuestos, tributos, etc. — Conducta del cónsul inglés en Pernambuco. — Parahyba se pronuncia en favor de la revolución de Pernambuco. — Esta se extiende á Rio Grande del Norte. — Mal éxito del emisario republicano en Bahía : el conde de Árcos asume una actitud enérgica. — D. Antonio Emcalves de Cruz es enviado á Estados Unidos para comprar armamentos, etc. — D. Hipólito José Soares da Costa rehusa igual misión á Inglaterra. — En Londres y Washington reciben friamente á los revolucionarios. — Formación de una escuadrilla á las órdenes de D. Luis Francisco de Paula Cavalcanti. — El gobierno de Rio Janeiro principia las hostilidades contra los revolucionarios. — Bloqueo de los puertos republicanos por la flota real. — La reacción comienza en Parahyba. — Ocupación de Penedo y Alagoas por el mariscal Cogominho : apoyo que encuentra el ejército real en las poblaciones. — Conducta seguida por el gobierno republicano : libertad de los esclavos. — José Mariano y Luis Francisco deben resistir á las tropas de Cogominho. — Dispersión de las fuerzas de esos jefes. — Domingo José Martins forma un nuevo ejército : triunfo de los Portugueses. — El ejecutivo queda reducido al coronel Domingo Theotonio y al padre Ribéiro. — Capitulación que proponen estos al jefe de la escuadra portuguesa : documento. — El almirante Lobo se niega á aceptarla ; exige el sometimiento sin condiciones : documento. — Esta contestación intimida al padre Juan Ribéiro, que se retira á su casa : Domingo Theolonio asume la dictadura de Pernambuco. — Su contestación al almirante Lobo. — La autoridad pernambucana evacua la ciudad : fuga hácia la Guayana. — El almirante Lobo toma posesión de Pernambuco. — El padre Ribéiro se ahorca para escapar á las venganzas de este : captura de los fugitivos. — Son juzgados militarmente y ejecutados en Bahía. — La revolución sucumbe por la nulidad de los jefes republicanos. — Profundo horror que causan los excesos de los vencedores.

Resistencia  
que siguen  
experimentando  
los Portugueses  
en la  
Banda Oriental.

La lucha que sostenía el general Artigas con sus valientes gauchos, aunque desigual por el número y la clase de tropas, continuaba siendo desastrosa para los invasores. Las guerrillas eran dirigidas por hombres arrojados, que conocían palmo á palmo el territorio de la Banda Oriental y sorprendían á los Portugueses cuando ménos lo esperaban, arrebatándoles los gana-

dos y todas las provisiones que se dirigian á la capital. No se limitaron á esos medios las hostilidades de Artigas; apoyado por el espíritu emprendedor y aventurero de los Norte-Americanos, autorizó las patentes de corso con el objeto de destruir la marina mercante de Portugal, tomando por base de estos armamentos el puerto de la Colonia del Sacramento. Esta medida tuvo tan buen éxito, que en poco tiempo creció de un modo asustador para el comercio portuguez el número de buques armados en corso. Las presas que hacian eran vendidas públicamente en los puertos de la Union Americana, con especialidad en Baltimore, á cuyo Estado pertenecian el mayor número de los buques patentados. La escuadra de D. Juan VI era impotente, no solo para impedir los efectos ruinosos que producía á su comercio esta clase de hostilidades, sino que fué necesario reducir á convoyes los buques que hacian el comercio protegidos por numerosos buques de guerra. En esta situacion inquietante, el general Lecor recibió orden para reunir todas sus fuerzas y apoderarse de la costa y del puerto de la Colonia para alejar todo pretexto al gobierno de la Union sobre el derecho de beligerante reconocido al gobierno local de Artigas. En efecto, las nuevas fuerzas que se dirigieron de Rio Grande en inteligencia con las que estaban estacionadas en diversos puntos de la Banda Oriental, combinaron sus operaciones de modo que se apoderaron sin grande esfuerzo de los puertos de la Colonia, Paysandú y otros puntos de la costa del Uruguay, cerrando por ese medio toda comunicacion por el Rio con Artigas. No cesaron por eso los corsarios de perseguir la navegacion mercante del Brasil; por el contrario, en vez de limitarse, como estaban ántes, al Rio de la Plata, se extendieron á los mares haciéndose en extremo peligrosa la travesía del Brasil á Portugal aun en convoy. Tan grandes eran los lucros que recogian, y las facilidades que encontraban, que los especuladores armaban en Baltimore públicamente buques que se construían expresamente para esa navegacion.

Los mercados de Rio Janéiro, Bahía, Pernambuco, Oporto y Lisboa sufrieron pérdidas considerables. Llegando el arrojido de

1818.

Patentes de corso  
autorizadas  
por Artigas:  
la Colonia  
del Sacramento.

Las presas  
se venden  
públicamente  
en Baltimore  
y demas puertos  
de la  
Union Americana.

Los Portugueses  
se apoderan  
de la Colonia,  
Paysandú, etc.

Consecuencias  
de ello.

1818.

Mercados de presas.

los corsarios orientales hasta el caso de apoderarse de las embarcaciones portuguesas fondeadas en sus puertos y aun bajo los fuegos de sus baterías. Las islas y golfo de Méjico eran los mercados donde recogian los caudales que producian tan fáciles como lucrativas especulaciones.

El rey D. Juan VI  
solicita  
la intervencion  
de las  
cortes europeas.

No siendo atendidas las reclamaciones que la diplomacia portuguesa hacía al gobierno de la Union, buscó un apoyo en las cortes europeas, solicitando la intervencion de los soberanos representados en el congreso reunido en Aquisgram (Aix-la-Chapelle), en cuyo caso apuró el lenguaje del derecho de gentes, tomando por base de su argumentacion *la legalidad* de su fácil conquista y hablando como dueño del territorio ocupado; negando capacidad política al gobierno de hecho del general Artigas. Los esfuerzos de los representantes de Su Majestad Fidelísima no fueron estériles en cuanto á obtener de los gobiernos europeos que poseían colonias en América, que impartiesen órdenes á las autoridades de sus posesiones ultramarinas, para que no fuese permitida la entrada de presas de buques portugueses conducidos por los corsarios armados con patentes de Artigas. Entre estas potencias se particularizó la Suecia, dando órdenes perentorias al gobernador de la isla de San Bartolomé, punto principal de abrigo de los referidos corsarios y el mercado mas activo para la venta de las presas portuguesas.

Órdenes impartidas  
por estos  
á las autoridades  
de sus posesiones  
ultramarinas.

Reclamaciones  
hechas al gobierno  
de Washington.

Satisfecho de la acogida que habian encontrado en Europa sus reclamaciones, D. Juan VI concentró sus esfuerzos cerca del gobierno de Washington. Su representante se esmeró en demostrar que no estando ya bajo el dominio de Artigas ninguno de los puertos de aquel territorio, no podia autorizar legítimamente patentes de corso; y que en efecto ninguna de las embarcaciones que infestaban los mares con ese título habia sido construida ni tripulada por él; siendo por el contrario un hecho evidente que los buques referidos habian sido armados en los puertos de la Union y tripulados exclusivamente por ciudadanos norte-americanos.

Que cumpliera á los Estados Unidos observar la mas estricta neutralidad en la guerra, y que en tal concepto esperaba que

tomarian las medidas conducentes á impedir la continuacion de actos tan reprobables como ilícitos. El congreso de Washington acogió entonces las reclamaciones del gobierno portugués, y promulgó la ley de 9 de marzo de 1817, prohibiendo el armamento de corsarios en los puertos de la República, fundándose en el estado de perfecta paz en que estaban ambas naciones. El poder ejecutivo dispuso que no fuesen admitidas en adelante nuevas presas en el territorio de la Union Americana, y mandó restituir al representante de Su Majestad Fidelísima algunos buques portugueses que se hallaban en el puerto de Baltimore, así como los cargamentos que se encontrasen á su bordo (1), y ofreció hacer pronta entrega de todos los que llegasen á los puertos de la República y que se encontrasen en identidad de casos.

Todas estas medidas contuvieron por un momento, pero no disminuyeron el número de corsarios. Baltimore siguió siendo el centro de esos armamentos, que aunque se hacian con mas reserva y salian del puerto en perfecta regla, enarbolaban el pabellon de Artigas luego que estaban en alta mar. Impedidos de conducir las presas que hacian á los puertos de la Union, adoptaron un medio mas expeditivo, el cual se reducía á trasbordar los cargamentos apresados á sus propios buques, é incendiaban los cascos portugueses luego que quedaban descargados; dirigiéndose en seguida con papeles supuestos á los Estados Unidos, donde sus mercancías encontraban una fácil y lucrativa colocacion.

Inútiles eran las reclamaciones de los cónsules portugueses, porque las marcas y la condicion de los objetos apresados desaparecian en el acto del trasbordo. El gobierno de Washington apoyaba las reclamaciones de los agentes de D. Juan VI siempre que eran acompañadas de pruebas legales; pero raras veces sucedía que estas fuesen evidentes.

Entretanto, la difícil situacion que habia creado la ocupa-

(1) Estos buques eran: *El Montalegre*, las galeras *Vasco de Gama*, *Don Juan VI*, *lord Wellington*, *Montefeliz*, *San João Baptista*, etc., etc.

1818.

Ley de 9 de marzo  
de 1817,  
prohibiendo  
el armamento  
de corsarios  
en los puertos  
de la República.

Restitucion  
de presas.

Medio mas  
expeditivo adoptado  
por los corsarios.

1818.

Revolucion  
republicana  
en Pernambuco.

Profunda sensacion  
causada  
en Rio Janeiro.

El capitán general  
Montenegro.

Feliz presencia  
en Rio Janeiro  
de D Antonio  
de Araujo

cion de Montevideo al gobierno de Don Juan VI, se habia agravado no solo por la intervencion de las cinco potencias de Europa reunidas en favor de la España, sino tambien por la revolucion republicana que habia estallado en Pernambuco y por un complot de insurreccion descubierto en Lisboa. Su Majestad Fidelisima comenzaba á recoger los amargos frutos de su política desleal y anti-americana en el Plata. En efecto, la capitania de Pernambuco en plena insurreccion contra su soberano se habia proclamado sin la menor resistencia en gobierno independiente, adoptando el sistema republicano. La noticia causó en la corte de Rio Janeiro la mas profunda impresion; y aunque se abrigaban dudas sobre el verdadero carácter de la revolucion, estas desaparecieron en presencia de una escuna con la nueva bandera, que el 25 de marzo de 1817 se presentó en el puerto de Rio con carácter parlamentario. De la comunicacion que se estableció entre el jefe de esta embarcacion y otro del buque de guerra de la marina real, resultó confirmado el hecho de la revolucion. La escuna conducia á su bordo al capitán general real Cayetano Pinto de Miranda Montenegro y su familia, derrocado del poder, y era portadora de pliegos de la nueva autoridad instalada en Pernambuco, exigiendo de Don Juan VI el reconocimiento de hecho de su soberanía. La contestacion de la corte fué mandar apresar la escuna y la tripulacion, siendo esta última conducida á los presidios de la isla *das Cobras*, y se tomaron prontas resoluciones para restablecer la autoridad real en la provincia rebelde.

Estos sucesos, que venian á agravar las dificultades que rodeaban la monarquía portuguesa, alarmaron seriamente al tímido Don Juan VI, cuya corona veía poco segura, una vez que los principios republicanos proclamados en Pernambuco se generalizasen en las otras provincias del Brasil.

Felizmente para el monarca amenazado, la presencia en Rio Janeiro de uno de sus hombres de Estado mas inteligentes, Antonio de Araujo, dió temple á la situacion, aconsejando medidas activas y enérgicas para dominar el peligro que amenazaba. Se reunieron todos los buques de guerra y mercantes



que se encontraban disponibles en el puerto del Brasil y se embarcaron sin pérdida de tiempo todas las tropas que pudieron conducir un convoy de diez buques. Se dieron órdenes perentorias para que en Lisboa se organizase con toda la celeridad posible otra division y fuese enviada en apoyo del Brasil.

El 2 de abril marchó la escuadra que al mando del jefe de division Rodrigo José Ferréira Lobo debía bloquear el puerto de Pernambuco.

El mando del ejército expedicionario fué confiado al teniente general Luis de Rego Barreto, quien llevaba ademas el carácter de gobernador y capitán general de Pernambuco.

La agresion contra la Banda Oriental tenia ocupadas todas las tropas europeas, componiéndose el nuevo ejército de los guardias nacionales en su totalidad hijos del país, pero mandados por jefes portugueses.

La revolucion pernambucana no habia hecho los progresos que debia esperarse de los principios proclamados, y aunque la poblacion en general participaba de ellos en alto grado, las individualidades que se habian puesto á la cabeza del movimiento no satisfacian las aspiraciones públicas.

Cúmplenos explicar al correr de la pluma las causas á que se ha atribuido el movimiento de Pernambuco. Segun algunos historiadores brasileros, los celos entre los jefes portugueses y los naturales han tenido una influencia absoluta, pero nos inclinamos á creer que otra era la direccion de las ideas que guiaban á los que estaban á la cabeza de ese movimiento. Aprovecháronse no obstante de esa predisposicion hostil que existia entre los Europeos y los criollos, estimulando el sentimiento local por medio de reuniones numerosas, en las cuales se exaltaban las pasiones de tal modo que inquietaron vivamente la autoridad. La agitacion se aumentaba diariamente, y el capitán general, en presencia de ese estado anormal, se apresuró á convocar un consejo de jefes de graduacion que tuvo lugar el 5 de marzo de 1817, compuesto únicamente de Portugueses. Aquella asamblea resolvió prender sin pérdida de tiempo á los oficiales brasileros y paisanos denunciados al capitán general como cabezas de la cons-

1818.

Medidas energicas adoptadas por el gobierno portugues.

El jefe de division Rodrigo José Ferréira Lobo.

Composicion del nuevo ejército.

Causas que motivaron la revolucion de Pernambuco.

1818.

Los principales  
conspiradores.El brigadier  
Rodríguez  
encargado  
de arrestarlos.

piracion, y que fuesen procesados con el rigor de las leyes. Estos se reducian á tres capitanes de artillería, Domingo Theotónio Pessoa de Mello, José de Bárros Lima y Pedro Silvêira Pedroso, el teniente secretario José Mariano de Albuquerque y el ayudante de infantería Manuel de Souza Tercêira. Los particulares eran el negociante Domingos José Martins y el padre Juan Ribêiro Pessoa. Este acto impolítico fué ejecutado incontinentemente, produciendo la mas grande irritacion en la poblacion. Los términos poco comedidos con que les trató el brigadier Rodríguez, encargado de prender los cinco oficiales, provocó una discusion violenta entre el jefe portugues y los oficiales brasileños, — de la cual resultó que el brigadier les diese órden de prision. Exasperado José de Bárros Lima, desenvaina su espada y embiste al jefe atravesándolo con ella. Ayudado por sus compañeros, le ultiman, dejándole muerto en el terreno. Esta escena causa grande asombro á las guardias y espectadores, que corren despavoridos y saltan por las ventanas, llevando la confusion y el terror á toda la poblacion. Entretanto los cinco oficiales, aprovechando esa situacion, se dirigen á los cuarteles, llaman á las armas á los soldados brasileños, les ponen de manifesto los peligros que corren y la venganza que les aguarda á todos de los Portugueses, les entusiasman, y organizando grupos recorren las calles de la ciudad proclamando el pueblo á la rebelion. La situacion adquirió desde entónces proporciones amenazantes. Inútiles fueron los esfuerzos del capitán general para reunir las tropas reales y batir á los conspiradores; ya era tarde: los guardias nacionales dominaban la ciudad, y el teniente coronel Alejandro Tomas, encargado de hacer frente á los revoltosos, fué el primero que pagó su arrojo con su vida, traspasado por una bala.

El capitán general  
se retira  
á la fortaleza  
de Brum.

La noticia de la revolucion intimidó al capitán general en términos que se pensó en salvarse con su familia, retirándose á la fortaleza de Brum en la costa del mar. El abandono que hizo de la ciudad y de las tropas dejó triunfante el movimiento, que desde entónces no encontró la menor resistencia.

Robustecidos los revolucionarios, marcharon en grandes gru-

pos sobre el fuerte de las Cinco Puntas, cuyo débil comandante se entregó sin resistencia, aumentando su guarnicion las filas de los sublevados. Los oficiales portugueses que conservaron alguna energía se reunieron, llamaron al mariscal Juan Roberto para que se pusiese á su cabeza y los dirigiese á la defensa de la autoridad legítima; reunieron los soldados portugueses que se encontraban dispersos y se establecieron en el campo del Erario.

Se formaron muy luego los dos campos, aunque en minoría el que sostenia la autoridad, pero tenian la ventaja sobre los otros de la disciplina y de ser mandados por un jefe resuelto. Sin embargo, la ausencia del capitán general tenia indeciso al jefe mencionado, que no se atrevia á asumir la responsabilidad del ataque, limitándose á quedar á la defensiva en el campo del Erario, esperando las órdenes del gobernador Cayetano Pinto.

Entretanto los grupos de paisanos y soldados brasileños en rebelion se organizaban bajo la direccion del capitán Domingo Theotonio, del negociante Domingos José Martins y del coronel de milicias Manuel Correia de Araujo.

Formado de todos los grupos un ejército imponente, se enseñorearon de la poblacion, no encontrando otra oposicion que la que ofrecia el campo del Erario, donde se encontraba el brigadier Juan Roberto con el reducido número de cuatrocientos soldados. Algunos otros se habian refugiado en la fortaleza de Brum, donde permanecia el capitán general.

Así marchó la revolucion: solo quedaban en poder de las tropas reales el Erario y el fuerte de Brum, pero el mismo día á la tarde se presentaron al frente de sus divisiones Domingo Theotonio y Martins, é intimaron al brigadier Juan Roberto á que se rindiese. Temiendo el general portugues las consecuencias de una lucha desigual, obtuvo el consentimiento de retirarse con sus soldados al fuerte Brum, pero al ponerse en camino le abandonaron gran parte de ellos engrosando las filas de los sublevados.

Al día siguiente se presentó á inmediaciones del fuerte de Brum el abogado José Luis de Mendoza con un grupo de solda-

1818.

Entrega del fuerte  
de las Cinco Puntas.

El mariscal  
Juan Roberto  
se pone á la cabeza  
de las fuerzas  
portuguesas.

Irresolucion  
de este jefe.

Organizacion  
del ejército  
republicano.

El brigadier  
Juan Roberto  
se retira al fuerte  
de Brum.

1818.

Capitulacion  
honrosa propuesta  
al capitán general.

dos, y con bandera de parlamento, exigió hablar al capitán general, y admitido á su presencia, le expuso que venia en calidad de representante del pueblo de Pernambuco á proponerle una capitulacion honrosa para que entregase el fuerte y dejase el gobierno de la capitania; haciéndole responsable de las consecuencias y de las calamidades de la lucha á que fuesen obligados. Hé aqui el texto de la intimacion :

Documento.

« *Artigos da capitulação que dirigirão os revoltosos de Pernambuco ao capitão geral Caetano Pinto de Miranda Montenegro.*

» Os patriotas sabem apreciar as qualidades pacificas de Sua Excellencia, que movido por máos conselheiros nos queria submergir em todas as desgraças. Nos pelo mesmo respeito á Sua Excellencia, daremos segurança a todos os individuos que o acompanharem, e debaixo de nossa palavra promettemos que tanto a sua pessoa, como essas outras, serão salvas de todos os riscos e perigos com as condições seguintes :

Salida  
de la tropa brasilera.

» 1º Que a tropa do paiz que se acha na fortaleza de Brum saia com suas armas, para se unir ao corpo que se postar em certa distancia da mesma fortaleza, no termo de uma hora depois da recepção d'esta.

Entra la en seguida  
de un cuerpo  
patriota.

» 2º Que um corpo de tropas patriotas entrará successivamente na dita fortaleza, para tomar posse d'ella, em nome da patria, e este corpo ira encarregado da protecção da pessoa de S. Exc. e d'aquelles que lhe fõrem adherentes ou o quizerem acompanhar.

Envio inmediato  
de S. E.  
con su familia  
á Rio Janeiro

» 3º Que os patriotas lhe apromtarão, o mais breve possivel, para o seu transporte para o Rio de Janeiro uma embarcação de sufficiente capacidade, na qual Sua Excellencia será obrigado a embarcar com as pessoas de sua companhia.

» Não sendo admittidas por Sua Excellencia estas tres condições, os patriotas declararão que não responderão mais pelas consequências, ainda mesmo as que tocarem na segurança pessoal de Sua Excellencia, sua familia, e companhia, protestando não admittir nenhuma negociação em differentes termos.

» A resposta ha de ser dada dentro n'aquelle mesmo prazo de uma hora, que se prescreveu para a sahida da tropa do paiz que se acha na fortaleza.

» Dado no campo do Patriotismo, aos 7 de março de 1817. — Padre JOAO RIBEIRO PESSOA DE MELLO. — DOMINGOS JOSÉ MARTINS. — MANUEL CORREIA DE ARAUJO. »

1818.

El capitán general convocó un consejo de los oficiales que se encontraban en la fortaleza, los mismos que habiendo provocado la situación por lo violentos que se habían manifestado en el primer consejo, opinaron unánimemente por que se aceptase la proposición de los revolucionarios, y firmaron una declaración, que, según la expresión de un notable historiador brasileño, « constituye una página vergonzosa en la historia, y marca con indeleble ignominia los nombres que se grabaron en ese acto infamante, rubricado por el capitán general Montenegro, que lo aprobó pusilánimemente. » Reproducimos á continuación los términos de esa capitulación :

Consejo convocado  
por el capitán  
general.

Se acepta  
la capitulación.

« Aos 7 de março de 1817. — Sendo propostas em conselho de guerra as proposições dos senhores officiaes que estao á testa da revolução d'esta capitania, assentarão uniformemente o senhor marechal José Roberto Pereira da Silva, o senhor brigadeiro Gonçalo Marinho de Castro, o senhor brigadeiro Luiz Antonio de Salazar Moscozo, e o senhor brigadeiro Jose Peres Campello, que nao podiao deixar de admittir-se as ditas proposições, por não haverem nem braços para a defesa da fortaleza, nem munições de boca e de guerra, não podendo tẽr outro exito qualquer tentativa de resistencia senão para derramar-se sangue inutilmente, e conformando-me eu com este parecer, mandei lavrar este termo, que todos assignáao, com declaração, porém que as familias d'aquelles officiaes que me acompanharem serão illesos em quanto a suas pessoas, propiedades, etc. »

Contestacion  
del capitán general.

Puesta la capitulación en manos del jefe rebelde, hicieron prácticas sus estipulaciones con la mas estricta ejecución. Salieron las tropas desarmadas de la fortaleza y se reunieron á los

Ejecucion estricta  
de las  
estipulaciones.

1818.

sitiadores, tomando estos en seguida posesion de la fortaleza, y embarcaron en una escuna al capitan general y demas jefes con direccion á Rio Janéiro. Así se consumó el movimiento revolucionario tan rápido como feliz en sus resultados.

Nombramiento  
de un gobierno  
provisorio.

Muy luego se reunieron los principales autores del movimiento en el edificio del Erario para tomar las medidas necesarias para establecer un gobierno provisorio, el cual se compuso de cinco miembros, que debian representar todas las clases de la sociedad. Se eligieron para el desempeño de tan elevados puestos al padre Juan Ribéiro Pessoa en representacion del clero, al capitan Domingos Theotonio Martins Pessoa de la militar, al abogado José Luis de Mendoza de la magistratura, al coronel de milicias Manuel Correia de Araujo de la agricultura, y al negociante Juan Martins del comercio. Se levantó una acta de esa resolucion, cuyo documento textual reproducimos á continuación :

Acta  
de esa revolucion.

« Nós abaixo assignados, presentes para votarmos na nomeação de um governo provisorio para cuidar na causa da patria, declaramos á face de Deos, que temos votado, e nomeado os cinco patriotas seguintes : da parte do ecclesiastico, o patriota João Ribeiro Pessoa Montenegro; da parte militar, o patriota capitão Domingos Theotonio Jorge Martins Pessoa; da parte da magistratura, o patriota José Luiz de Mendonça; da parte da agricultura, o patriota coronel Manoel Corrêia de Araujo; e da parte do commercio, o patriota Domingos José Martins; e ao mesmo tempo todos confirmamos esta nomeação, e juramos de obedecer a este governo em todas as suas deliberações e ordens.

» Dado na casa do Erario, ás 12 horas do dia 7 de março de 1817, etc.

» Assignarão-se 17 vogaes, constituentes d'aquelle governo.

» Luiz Francisco de Paula Cavalcanti. — José Xavier Mendonça. — Felipe Nery Ferreira. — José Ignacio Ribeiro Abreu Lima. — Joaquim Ramos de Almeida. — Maximiliano Francisco Duarte. — Francisco Brito B. Cavalcanti. — Joaquim da Anunciação Siqueira. — Thomas F. Vianna. — José Maria Vas-

concellos Barbosa. — Francisco de Paula Cavalcanto de Albuquerque. — Francisco de P. C. junior. — Thomas José Alves Martins. — João Albuquerque Maranhão. — João Marianno Talcão. — Joaquim José Salgado. — Antonio José Ferreira Sampaio. »

Reunidos en consejo, el nuevo gobierno nombró un secretario, cuya eleccion recayó en el que habia desempeñado el mismo empleo en el primer período de la administracion del capitán general Don Carlos Maerincq; pero no habiendo aceptado, fué sustituido por el padre Manuel Joaquin de Alméida y Castro, conocido por sus talentos literarios.

La grave cuestion de que se ocupó el nuevo gobierno, una vez organizado, fué la resolucion de la forma de gobierno que convenia adoptar. Las opiniones estaban divididas. Mendoza opinó que debian continuar formando parte de la nacion y sometidos á la obediencia de Don Juan VI, reclamando la disminucion de los impuestos, reformas mas liberales, mayores garantías y derechos civiles y políticos. La mayoría se opuso, exponiendo que la revolucion debia seguir su curso, y que este no podia ser otro que la declaracion franca de la independencia, basada en el establecimiento del sistema democrático representativo, á cuya causa se unirian los demas pueblos del Brasil, porque esas eran las aspiraciones y las simpatias generalmente manifestadas por los hombres mas eminentes. Mendoza se sometió á la voluntad de la mayoría y del pueblo, que aclamaba con entusiasmo el pensamiento de la independencia.

Se proclamó en seguida de acuerdo con esa resolucion la independencia y el gobierno republicano en toda la antigua capitania de Pernambuco. Se adoptó una bandera para el nuevo Estado soberano que se habia instalado, compuesta de los colores azul y blanco con una cruz encarnada en el medio. Mendoza fué encargado de la redaccion de un manifiesto con el propósito de atraer las simpatias de los pueblos con cuyo apoyo contaban. En ese notable trabajo, que se hizo circular profusamente, se exponian las causas que habian motivado la revolucion en un

1818.

Eleccion  
de un secretario.

Se dividen  
las opiniones  
sobre la forma  
de gobierno.

Se proclama  
la independencia  
y el gobierno  
republicano.

Publicacion  
de un manifiesto.

1818.

lenguaje enérgico ; ofrecían libertades civiles y políticas, explicaban las ventajas que resultarían de un gobierno propio y nacional, tomando por modelo el de los Estados Unidos de la América del Norte, y terminaba manifestando la resolución en que estaban de sostener sus derechos por todos los medios y recursos á su alcance. Se estableció un consejo de gobierno, compuesto de las personas mas notables del país, con el propósito de darle fuerza moral á la autoridad : figuraban entre estos Antonio Cárlos Ribéiro de Andrade , oidor conceptuado de Olinda, Antonio de Moraes e Silva, desembargador, gran celebridad literaria, Gervasio Piris Ferréira, negociante acaudalado, el padre Bernardo Luis Ferréira Portugal, dean de Olinda, y Manuel José Peréira Cálidas.

Medidas adoptadas por el gobierno pernambucano :

Se encontraron cuatrocientos contos de réis en los cofres del erario, y se tomaron de á bordo de los buques anclados en el puerto todas las armas y municiones que existían. Prohibieron las salidas del país sin licencias especiales de la autoridad, y en caso de contravención perderían sus bienes y serían castigados severamente. Se embargaron las propiedades portuguesas como garantía de los actos posteriores del gobierno de Rio Janéiro. Reproducimos el texto de ese decreto por su importancia :

Decreto.

« Sendo muito conforme ás regras da prudencia, principalmente no estado actual das cousas, o não permittir-se indistinctamente a sahida de braços, e fundos, que debilitem a causa da patria, e convindo mais ser garantia solida contra as invasões que a corte do Rio de Janeiro haja de fazer ás pessoas e bens dos patriotas d'este Estado, que se acharem nos dominios da dita corte, ou n'elles tiverem fundos, decreta o governo provisorio, e tem decretado :

Se impide la salida de cualquier persona que no tenga la licencia del gobierno

» 1º Nenhum habitante d'este Estado poderá d'elle sahir sem permissão do governo, a cuja discreção fica permittir ou não a dita sahida.

» 2º A permissão será supplicada pela secretaria do governo, e uma vez concedida, requerer-se-ha pela do expediente o preciso despacho, observando as fórmulas legais.

» 3º A todos os que sem ordem se ausentarem, sequestrar-



se-hão todos os bens que possuírem, os quaes serão inventariados, e entregues á commissão que o governo nomear para sua administração.

» 4º Os rendimentos dos ditos bens, durante o sequestro, se não voltarem dentro de um anno, serão applicados para a defesa do Estado, e com elle entrará a commissão para o erario, na fórma das mais rendas publicas.

» 5º Os patriotas, a quem o governo nomear para a predicta commissão, a exercitarão em quanto se não ordenar o contrario.

» 6º Toda a propriedade do governo portuguez que se averiguar existir n'esto Estado é igualmente embargada, para a segurança da propriedade dos nossos patriotas que haja de ser embargada pelo governo portuguez.

» 7º Para se vir no conhecimento das ditas propriedades, se receberão na contadoria do erario as declarações juradas dos patriotas em cujo poder se acharem, com a comminação da pena do tresdobro contra as que occultarem a verdade; metade para o denunciante e metade para o fisco do Estado.

» 8º As declarações deverão ser feitas no prazo de 15 dias depois da publicação d'esta, findos os quaes não servirão mais para relevar a pena incursa.

» 9º As denuncias serão recebidas na secretaria do expediente; e, para sua devida verificação, seguir-se-hão os meios de direito.

» 10º O embargo durara sómente emquanto o governo portuguez não mostrar que adopta medidas de liberdade, e boa fe, isentando de restricções as propriedades de nossos patriotas.

» 11º A administração das propriedades embargadas aos vassallos portuguezes e a applicação dos seus rendimentos serão determinadas na forma dos artigos 3 e 4 do presente decreto.

» 12º Os rendimentos, provenientes de interesses, que os vassallos portuguezes, e embargados n'este paiz, possão ter em navios, não são comprehendidos no art. 4, por ficarem pertencendo, em beneficio da navegação a seus proprietarios. »

1813.

Penas  
para los quo  
contravengan  
á este decreto.

Embargo  
de toda propiedad d  
del gobiern  
de S. M.

Penas para  
los que oculten  
la existencia  
de ellos.

Prazo de 15 dias  
para  
toda declaracion.

El tiempo  
que durarán  
estos embargos.

1818.

Por decreto de 8 de marzo de 1817 se prohibieron los títulos de nobleza y las órdenes reales, y se dió un grado á los jefes y oficiales, y se aumentó el sueldo á las tropas, como consta del siguiente decreto :

Decreto  
de 8 de marzo  
de 1817.

« O governo provisório de Pernambuco, tendo em consideração o pouco soldo com que se gratificavão os nobres trabalhos que defendem a patria, dando por ella o sangue e a vida, e attendendo aos relevantes serviços que fez a tropa pernambucana, no dia critico em que teve de debellar o despotismo e a perseguição que ia a lavar sobre um povo generoso e innocente, tem decretado e decreta o seguinte :

Sueldo  
que recibirán  
los oficiales  
y soldados.

» 1º Vencerão de soldo mensal o coronel de infanteria, 800 réis. Tenente-coronel, 65. Major, 50. Capitão, 35. Tenente, 25. Alferes, 18. Sarjento vencerá por dia 280 réis. Turriel, 200. Cabo, 160. Soldado, 100.

» 2º Coronel de caçadores terá por mez 90 réis. Tenente-coronel, 70. Sarjento mór, 60. Capitão, 42, etc. E assim vai augmentando sempre relativamente aquellos d'infantaria. Falla depois das diferentes armas d'artilheria e cavallaria, que deve estabelecer-se para o futuro, etc. Não se esquece tambem de fallar dos cirurgiões móres, capellães, ajudantes, secretarios, etc. »

Abolicion  
de impuestos,  
tributos, etc.

Se abolieron los tributos é impuestos creados por la cédula de 20 de octubre de 1812 sobre géneros, comestibles, embarcaciones y canoas, subsidios militares, sobre carnes, etc., segun lo determina el decreto dictado en la misma fecha. Se tomaron, en fin, muchas otras disposiciones gubernativas de un carácter muy liberal ; y continuó aumentándose el ejército, organizándose las guardias nacionales tanto de infanteria como de caballeria.

Conducta  
del cónsul inglés  
en Pernambuco.

El cónsul ingles entró en relaciones directas con el nuevo gobierno, quien á su solicitud le reconoció en su carácter continuándole el *exequatur* ; pero el gobierno de Su Majestad Británica desaprobó su conducta y le mandó retirar. Se dirigieron emisarios para extender la revolucion en todas las capitánias

hasta los confines del Brasil, y para esa comision eligieron jóvenes aspirantes y audaces que llevaban la propaganda con el corazon lleno de fe en el porvenir. El contagio se extendió fácilmente en Parahyba, que se reunió al Estado de Pernambuco. El Río Grande del Norte, cuya administracion dirigia José Ignacio Bórges, se pronunció tambien, apoderándose los revolucionarios sin la menor resistencia de la autoridad real.

No fueron tan felices los emisarios que se dirigieron al Ceara y á la capitania de Bahía, donde se encontraba mandando el conde de Árcos, hombre enérgico y resuelto, quien, prevenido de los acontecimientos de Pernambuco, se habia preparado, y resistió victoriosamente la revolucion (1). Proclamó los pueblos, recordándoles las obligaciones que tenian para con su soberano; recordóles los beneficios que Don Juan VI habia hecho al Brasil haciendo su residencia y elevándolo á la categoría de reino, confiado en la lealtad de los Americanos. Organizó un ejército, improvisó una marina, para cuyo efecto compró buques mercantes que armó en guerra, mandando bloquear Pernambuco al mismo tiempo que hacia marchar un ejército por tierra con el objeto de someter los sublevados, y dictó disposiciones activas y vigorosas para castigar ejemplarmente á todo el que apoyase la revolucion. El emisario de Pernambuco fué capturado, juzgado militarmente y ejecutado á los tres dias de dictada la sentencia de muerte.

Entretanto el gobierno instalado en Pernambuco solicitó el reconocimiento de su independencia de algunos Estados extranjeros. Encargó de esa comision para los Estados Unidos á Antonio Emcalves da Cruz, quien, munido de fondos con el objeto de comprar armamentos, marchó para desempeñar su mision. En Lóndres se acreditó á Hipólito José Soares da Costa, que residia allí, pero ese notable escritor pernambucano se negó á aceptar la proposicion, y aun se manifestó opuesto al movimiento por publicaciones especiales en favor del gobierno de D. Juan VI.

(1) Véase la *Historia del Brasil*, tomo II.

1818.

Reunion  
de Parahyba  
á Pernambuco.  
Pronunciamento  
de Río Grande  
del Norte.

Mal éxito  
del emisario  
republicano  
en Bahía.

El conde de Árcos  
adopta  
medidas enérgicas.

D. Antonio  
Emcalves da Cruz  
es enviado  
á Estados Unidos  
para comprar  
armamentos.

D. Hipólito José  
Soares da Costa  
rehusa igual mision  
en Inglaterra.

1818.

Mala acogida  
en Londres  
y Washington.

Tanto el gobierno de los Estados Unidos como el de Londres prohibieron la venta de armamento y municiones, negándose á reconocerle el carácter de beligerante.

Estas noticias y el malogro de los trabajos en las capitanías de Ceara y Bahía inquietaron seriamente á los revolucionarios y al gobierno provisorio de Pernambuco.

Formacion  
de una escuadrilla  
á las órdenes  
de D. Luis Francisco  
de Paula Cavalcanti

No obstante, su autoridad se extendia entónces desde la margen del rio San Francisco hasta los territorios que dividen el Rio Grande de la capitanía de Ceara. Nada tenian que temer de la parte del norte, donde no existian tropas, pero no ocurría lo mismo de Bahía, donde la autoridad real hacía preparativos formidables. Los Pernambucanos tenian tambien su escuadrilla, que se componia de un bergantin, dos barcas cañoneras de guerra y un buque mercante, que compraron y armaron, dando el mando de ella al coronel de milicias Luis Francisco de Paula Cavalcanti, la abastecieron de víveres y le encargaron de vigilar la costa y reducir las guarniciones militares que estaban en los presidios.

El gobierno  
portugues principia  
las hostilidades  
contra  
los revolucionarios.

Los medios de que disponia el conde de Árcos, reunidos á los recursos que le llegaban de la capital, fueron sin pérdida de tiempo lanzados contra los revolucionarios. Marchó una flota muy superior á la de Pernambuco al mando del capitan teniente Rufino Pérez Bautista, encargado de bloquear los puertos ocupados por la revolucion, acompañado de una division militar, compuesta de dos regimientos de caballería y dos de infantería de línea al mando del mariscal de campo Joaquin Melo Cogo-minho de Lacerda, quien penetrando por Alagras debia atacar á los sublevados.

Bloqueo  
de los puertos  
republicanos  
por la flota real.

La escuadra real se presentó en Recife cuando el capitan José Bárros Falcon regresaba de su comision de la isla de Fernando de Noronha, que habia desempeñado con toda felicidad, conduciendo la guarnicion que allí existía. Fácilmente se apoderó del buque pernambucano la escuadra de Bahía. El bloqueo fué ejecutado activamente, y como los buques de que se componía eran superiores á los del gobierno republicano, y habia sido reforzada por los buques expedidos de Rio Janéiro al mando del

vice-almirante Rodrigo José Ferréira Lobo, que tomó el mando en jefe de la escuadra, cerraron toda comunicacion marítima con las demas provincias ocupadas por los revolucionarios. En presencia de la actitud asumida por la autoridad real, grandes fueron los esfuerzos que hizo el gobierno de Pernambuco para concentrar sus elementos de resistencia. La parte de la poblacion que no simpatizaba con la revolucion se aprovechó de la presencia de la armada real para cooperar en su favor.

En la capitania de Parahyba fué donde se pronunció primero la reaccion contra la república, dominando muy luego la autoridad real en todo su territorio, cortando las comunicaciones con Olinda y Recife y bloqueándolos por mar y tierra. Lo mismo sucedió en Rio Grande del Norte. Al aproximarse el ejército de Bahía al rio San Francisco, encontró algunos grupos de sublevados que se preparaban á impedir el pasaje del rio, pero á su aproximacion se desbandaron.

El mariscal Cogominho ocupó Penedo y Alagoas sin la menor resistencia, pues los republicanos se replegaron sobre Recife.

Sea que las poblaciones no hubiesen acompañado de buena fe á los revolucionarios ó que estuviesen desengañadas de la ineptitud de los jefes de la revolucion, el resultado fué que el ejército real, muy léjos de encontrar la resistencia en las poblaciones, estas le salian al encuentro victoreándolo. La contrarevolucion se operaba sin sacrificio ni esfuerzo, y los republicanos veian caer sucesivamente en poder del enemigo las poblaciones que le obedecian. En situacion tan apremiante, cercado por mar y tierra, el gobierno de Pernambuco tomó medidas enérgicas para detener las defecciones é imprimir el terror en los indecisos. Se establecieron las mas severas penas para los que comunicasen con el enemigo y esparciesen noticias contrarias á la causa republicana, y se dió la libertad á los esclavos que tomaban las armas y se alistaban en las filas del ejército, ofreciendo reembolsar á sus amos del equivalente.

Robustecido por estas medidas el ejército republicano, se encargó á José Mariano y Luis Francisco de la defensa del Porto

1818.

La reaccion  
en Parahyba.

Ocupacion  
de Penedo  
y Alagoas  
por el mariscal  
Cogominho.

Apoio decidido  
que encuentra  
el ejército real  
en las poblaciones.

Conducta seguida  
por el gobierno  
republicano;  
libertad  
de los esclavos.

José Mariano  
y Luis Francisco  
deben resistir

1818.

á las tropas  
de Cogominho.

Dispersión  
de las tropas  
republicanas.

Domingo  
José Martins  
forma un  
nuevo ejército.

Triunfo  
de las fuerzas  
portuguesas.

El ejecutivo  
queda reducido  
al coronel  
Domingo Theotonio  
y al padre Ribéiro.

Calvo y de resistir á las tropas del mariscal Cogominho hasta la última extremidad.

Entretanto el enemigo marchaba sobre ellos, engrosando sus filas y decidido á batirlos. Los republicanos, que pudieron apreciar la desproporcion de sus fuerzas, vacilaron, pero la mayoría, excitada por el odio á los Bahianos, arrastraron á los demas al combate; inútil fué sin embargo ese arrojo, porque al primer choque se desbandaron siendo los dos jefes citados los primeros que abandonaron el campo. El capitán Barreto reunió los dispersos y se replegó á Recife. Habiendo dominado las tropas reales toda la provincia de Alogras, se pusieron en marcha para Pernambuco, destruyendo ó dispersando los grupos indisciplinados de rebeldes que encontraban. Los republicanos no tenían un solo jefe capaz de organizarlos y dirigirlos. Á falta de estos se decidió poner á la cabeza del ejército al ciudadano Domingo José Martins, quien marchando contra el enemigo que amenazaba ya los muros de la ciudad, proclamó á sus soldados esforzándose á persuadirlos que unidos el triunfo era de ellos, y que los enemigos no podrian resistir las cargas de los republicanos.

Sin embargo, la falta de confianza y el terror que imprimieron los jefes portugueses, produjeron tal desmoralizacion que á la aproximacion de ejército bahiano se dispersó el republicano, quedando en poder del primero mas de trescientos prisioneros.

La confusion era grande, y llegó á tal punto que las cabezas de la revolucion fueron las primeras en abandonar el campo de la lucha. El gobierno estaba de hecho en disolucion. Martins había caido entre los prisioneros. Mendoza y Correia se declararon enfermos, quedando reducido el ejecutivo al coronel Domingo Theotonio y al padre Juan Ribéiro; y segun el juicio de un historiador contemporáneo ya citado, el primero « no pasaba de un demagogo violento, ignorante y pervertido, » y el segundo « obedecia mas á la impulsión de los compañeros, que á las inspiraciones de su espíritu teórico ó tímido en demasia. »

En situacion tan afligente, no se les ocurrió otro camino que el de una capitulacion honrosa. Se organizó una propuesta

que firmada por ambos fué enviada el 16 de mayo al jefe de la division naval Rodrigo Lobo. Se obligaban á entregar la ciudad y todo cuanto dependia de ellos en cambio de una amnistia general para que todos los comprometidos pudiesen salir del país con sus familias. — Hé aquí el texto de ese documento :

« Os chefes do partido da independencia entregarão ao commandante do bloqueio por parte de Sua Majestade Fidelissima os cofres publicos, munições, e mais effeitos pertencentes out'ora á corôa, no estado em que actualmente se acharem. A villa do Recife, Santo Antonio e Boa Vista não soffrerão damno algum, ou insulto, ántes serão relaxados da prisão; Sua Majestade Fidelissima concederá amnistia geral a todos os implicados no perfeito esquecimento de todos os actos perpetrados até hoje, como se nunca tivessem existido, e não poderá ninguem ser por elles perseguido.

» Será permitido a qualquer, que se quizer retirar d'este porto, o fazê-lo com sua familia, dando-se-lhe o seu passaporte e podendo dispôr livremente de todos os bens que possuem, quer de raiz, quer moveis. Para verificação e entrega, levantará o commandante o bloqueio, a fim de deixar passar o vasso, o vassos neutros, que levarem os que se quizerem retirar. Deverá o mesmo commandante do bloqueio expedir incontinentemente ordens ao commandante do exercito de Sua Majestade Fidelissima, para que não avance contra esta praça enquanto se não ultimar a presente negociação. — Assignados, etc. »

El almirante contestó inmediatamente negándose á aceptar la negociacion, y agregó que no veía otro arreglo que el sometimiento sin condicion, que volvieran las cosas á su estado legal, y que se procesaria y castigaria á los delinquentes con todo el rigor de las leyes y de acuerdo con las instrucciones del gobierno, ofreciéndoles solamente bajo palabra de honor, interceder ante el soberano para que perdonára la vida de los comprometidos:

« Eu tenho em meu favor a razão, a lei, e a força armada,

1818.

Capitulation  
que proponen  
al jefe  
de la escuadra  
portuguesa.

Documento.

El almirante Lobo  
se niega á aceptarla.

Documento.

tanto terrestre como marítima, para poder entrar no Recife com a espada na mão, a fim de castigar muito a minha vontade a todo e qualquer patriota, ou infiel vassallo, que são synonymos, por terem atropelado o sagrado das leis d'El-Rei N. S.; portanto eu não posso admittir condições indignas, como as que se me propõem, e só sim mandando á terra um ou mais officiaes, e tropas, para tomar o commando das fortalezas, retirando-se as suas guarnições, e entrar aquellas que eu eleger, e da mesma fórma as embarcações armadas, arborando-se logo as reaes bandeiras em toda a parte, salvando as ditas fortalezas, gritando-se sete vezes: *Viva El-Rei N. S. e toda a familia real.* E os corpos militares em armas dando tres descargas, e no fim d'ellas, dando os mesmos vivas, a que deverá responder a minha escuadra, e então saltar eu em terra, a tomar o governo de toda a capitania, ficando em custodia os membros do governo, e os chefes dos corpos e commandantes das fortalezas, até que Sua Majestad haja por beu determinar da sua conducta, sobre a revolta acontecida em Pernambuco (devendo eu segurar debaixo da minha palavra a todos os senhores referidos, que pedirei ao nosso amavel soberano a segurança de suas vidas), devendo eu mandar por terra um official participar ao general das tropas, que marcha até entrar no Recife, e devendo retirar-se os povos, que á mim me parecem para suas habitações, e quando eu saltar em terra estar no cáes a nobreza, e corpo de commercio, com as autoridades civis e militares, para se gritar em voz alta: *Viva El-Rei N. S. e toda a familia real.* E d'alli marcharmos, para darmos as devidas graças ao Deos dos exercitos por tão feliz restauração de tornar aos seus limites o sagrado das leis, com que somos regidos pelo melhor dos soberanos, e depois recolher-me a casa de habitação dos governadores, aonde estará a guarda, que me pertence, como capitão-geral, e continuarei por diante a felicidade dos povos, e ficis vassallos d'El Rei nosso senhor, etc. — RODRIGO JOSÉ FERREIRA LOBO. »

Esta contestacion intimidó á tal puntó al padre Juan Ribéiro.



que abandonó el gobierno y se retiró á su casa, dejando como dictador y único jefe á Domingo Theotónio, que tomou el título de gobernador civil y militar de la independencia de Pernambuco, quien contestó al almirante Lobo del modo siguiente :

« Eu abaixo assignado, governador civil e militar do partido da independencia em Pernambuco, pela dissolução do governo provisorio, em resposta ás condições referidas pelo commandante das forças navaes de Sua Majestade Fidelissima estacionadas defronte de Pernambuco, respondo que são irrecipitáveis no todo as condições, como declararão os povos e exercito juntos para esse effeito.

» Agradeço ao dito commandante a palavra que dá de segurança da vida dos ditos membros do governo provisorio, que não pedirão e nem accetão; e declaro que tomo a Deos por testemunha de que elle é responsavel por todos os horrores que se vão a praticar. Amanhã dezanove do corrente, assim que não chegar resposta do dito commandante até o meio-dia, serão passados a espada todos os presos, tanto officiaes geraes no serviço de Sua Majestade Fidelissima, como os mais prisioneiros por opiniões realistas. O Recife, Santo Antonio e Boa Vista serão arrasados e incendiados, e todos os Europeos de nascimento serão passados a espada.

» Estas promessas serão executadas a pezar da repugnancia que tenho em usar de medidas rigorosas. O governo de Pernambuco, que ora eu só represento, creio tem dado sobejas provas da sua generosidade, salvando os seus mais encarnicados inimigos, como melhor póde dizer o mesmo agente empregado n'esta missão. Este é o meu ultimatum, se o commandante do bloqueio não accorder as justas condições offerecidas. — DOMINGOS THEOTONIO JORGE. »

Replicó el almirante que conservaria detenidos á los revolucionarios de Pernambuco hasta que recibiese órdenes de la corte de Rio, con tal que entregasen pacificamente la plaza y se respetasen los ciudadanos.

1818.

Esta contestacion  
intimida  
al padre  
Juan Ribéiro,  
que se retira  
á su casa.

Domingo Theotónio  
dictador  
de Pernambuco.

Su contestacion  
al almirante Lobo.

1818.

La autoridad  
pernambucana  
evacua la ciudad.

En tal situación el coronel gobernador de Pernambuco se decidió á evacuar la ciudad y retirarse con las fuerzas de que disponia hácia el norte de la capitanía, donde esperaba sustentar la lucha hasta que encontrase la ocasion de salvarse del peligro que le amenazaba, pero fué abandonado de sus soldados, á quienes no inspiraba confianza.

Fuga hácia  
la Guayana.

Reunidos en la noche del 19 con el padre Juan Ribéiro, D. Antonio Carlos, el padre Pedro de Souza Tenorio y sus principales amigos y sostenedores, tomaron el camino de la Guayana. Al dia siguiente, el pueblo fué sorprendido con la noticia de la fuga de la autoridad republicana, y se apresuró á restaurar la autoridad del soberano, previniendo al jefe de la escuadra para que tomase posesion de la ciudad.

Desembarque  
de los Portugueses.

Luego que el almirante desembarcó y se instaló en el gobierno, mandó prender á los revolucionarios que habian quedado ocultos en Olinda y Recifes, y fué el momento en que los partidarios de la república sufrieron las consecuencias de las venganzas de los que se habian mostrado adictos al gobierno legitimo, sin que al almirante Lobo le fuese posible evitar esos crímenes que provocaban los rencores personales.

El padre Ribéiro  
se ahorca.

Entretanto los jefes de la revolucion viéndose perdidos y perseguidos, decidieron separarse, y cada uno tomó direccion opuesta, excepte el padre Juan, que comprendiendo que no habia salvacion posible y prefiriendo terminar con su existencia ántes que entregarse á sus enemigos, se ahorcó con una cuerda en las ramas de un árbol. Los demas fugitivos fueron capturados sucesivamente y conducidos á Recifes.

Captura  
de los fugitivos.

Fueron remitidos á Bahía ciento trece revolucionarios, entre los que se contaban los principales cabezas y agitadores del pronunciamiento republicano. Allí se instaló una comision militar que los procesó y juzgó, siendo condenados á la última pena los miembros del gobierno provisorio y dos oficiales de los mas comprometidos, y ejecutados sin demora.

Ejecucion en Bahía  
de los miembros  
del gobierno  
provisorio.

La severidad con que procedió la autoridad en ese caso fué extrema, y la sangre que se derramó despues del fácil triunfo obtenido, es un cargo que pesa sobre los consejeros

de Don Juan VI, y del cual la historia ha de responsabilizarlos.

La incapacidad demostrada por los jefes de la república salvó la monarquía de una ruina inminente, y con ella la integridad del Brasil, pero las consecuencias de la política desleal seguida por la corte del Brasil en la Banda Oriental tenían que producir muy graves y desastrosas complicaciones.

1818.

Nullidad de los jefes  
de la República.



## DOCUMENTOS.

### OFICIO CONFIDENCIAL DE CÂRLOS JOSÉ GUEZZI

Á LA JUNTA GUBERNATIVA DE BUENOS AIRES.

1810.

Ignorancia  
en el Brasil  
de los sucesos  
que habian tenido  
lugar despues  
del 27 de mayo.

Proezas heroicas  
de lealtad  
que han dado  
las Provincias  
del Rio de la Plata.

Sentimientos  
amistosos  
del Brasil.

Excellentissimo Senhor : — Até o dia da minha sahida do Rio de Janeiro, não eram sabidos naquella capital outros sucesos, senão os occorridos nesta até os 27 de mayo, e as folhas que os annunciavam, vinham acompanhadas de algumas noticias particulares, que davam lugar a duvidas e incertezas da mais seria consequencia. Sem embargo destas circunstancias desagradaveis, o conselho de S. A. R. o principe regente de Portugal formou a sua opinião sobre o character de lealdade e honra, que ha tantos seculos distingue a nação hespanhola; sobre as próvas heroicas que as provincias do Rio da Prata tem dado em particular de seu amor a S. M. Catholica o senhor Don Fernando VII; e de seus generosos e patrioticos sentimentos, e sobre o conceito individual que lhe merecem os sugeitos respeitaveis, e que compõem a juncta governativa. Em consequencia desta opinião, tão justamente calculada, o Excellentissimo senhor conde de Linhares, ministro e secretario de Estado dos negocios estrangeiros e de guerra, se dignou authorizar-me a declarar, em nome de S. A. R., que as repetidas e constantes próvas de amizade e boa correspondencia, que tem dado em todas as occasiões que se tem offerecido, não devem deixar a menor duvida, aos leaes habitantes da provincia do Rio da Prata, da continuacão de seus pacificos e amigaveis sentimentos; que tendo tido por principio não intrometter-se directa ou indirec-

1810.

tamente nos arranjos interiores da sua administração, olhava, com particular satisfação, para toda a reforma, que se dirigisse a conservar intacta a monarchia, debaixo do legitimo dominio do seu soberano o senhor D. Fernando VII, e de seus legitimos successores; a manter a união e concordia entre os povos, a estreitar os laços que os constituem na obrigação de concorrer para a defeza commum, desde que foram chamados a gozar da igualdade de direitos e prerogativas; e a pôr em acção os recursos, e redobrar os esforços, em proporção das angustias a que se pode ver reduzida a Peninsula. He mui lisongeiro para mim o ter sido encarregado de manifestar a Vossa Excellencia os pacificos e amigaveis sentimentos da côrte do Brazil, e esta satisfação se augmenta, vendo que a circumspecção daquelle governo se não tenha equivocado no conceito, previamente formado, da sincera, cordial, e inviolavel adhesão a estes povos, e de seus dignos chefes, á causa de S. M. Catholica o senhor Don Fernando VII, da nação, e de seus amigos e alliados. Espero que Vossa Excellencia se dignará pôr a sua correspondencia em minhas maos, e admitir os respeitos com que tenho a honra de ser, De Vossa Excellencia, muito atento e obediente servidor. D. CARLOS JOSE GUEZZI.— Buenos Ayres, 2 de julho de 1810. — Ao Excellentissimo Senhor presidente e vogaes da juncta provisional governativa das Provincias do Rio da Prata.

---

### EXPLICACION Y REFLEXIONES

SOBRE LA ÚLTIMA PROCLAMA QUE HA DIRIGIDO Á LA AMÉRICA EL CONSEJO DE REGENCIA, GOBERNADOR DE CÁDIZ Y LA ISLA DE LEON,

el 6 de setiembre del año pasado de 1810.

El consejo de regencia ha creído sin duda que no le hemos entendido bien sus antiguos pensamientos, de que á su tiempo nos entreguemos todos al que quede gobernando la Península, sea quien fuese, y que siga nuestra dependencia de una metrô-

Las miras  
del consejo  
de regencia.

1810.

poli ultramarina, que continúe y afiance los monopolios que tanto han engrosado hasta aquí á los Españoles, y fomentado la opulencia principalmente de los comerciantes de Cádiz. Por eso es que en esta proclama se ha empeñado ya en medio de la porcion de voces insignificantes, con que como siempre nos habla, sembrar una ú otra proposicion declaratoria de sus miras, á ver como se reciben, ó con el objeto al ménos de ir insensiblemente preocupando de estos conceptos á muchos, mostrarles la ruta que han de seguir en su caso, darles un punto de reunion á sus ideas, y conseguir á su beneficio nuestra division intestina, que pueda servirles de base á sus depravados proyectos.

Cogudad  
del virey de Lima.

Semejante conducta no podia ménos que hallar toda la proteccion del virey de Lima : y este déspota, que no quiere prever su próxima ruina, ha hecho reimprimir y circular la proclama como la pieza mas sobresaliente y acomodada á promover los idénticos criminales planes que tenia meditados ; porque para esto solamente hace hoy servir las prensas de aquella ciudad. Es constante que bastará leer á su frente el nombre del consejo de regencia para que nadie se digne pasar la vista por ella : pero interesa que circule con las reflexiones y glosas siguientes, que manifiestan su espíritu, que convencen la injusticia é insustancialidad de cuanto dice, y acaban de fundar nuestra acertada prevision y la realidad de todos nuestros presupuestos.

#### PROCLAMA.

Paternales desvelos  
de la regencia  
de España é Indias.

« El supremo consejo de regencia de España é Indias injustamente se atribuiria este último timbre, tan grande y tan glorioso, si no tuviese por objeto de sus paternales desvelos el bien y conservacion de esos preciosos dominios y de la metrópoli juntamente. Sus obligaciones son muchas, y de difícil cumplimiento en las críticas circunstancias en que la primera necesidad de rechazar al enemigo orgulloso, la fuerza á no poder atender tan prontamente como desea á los votos y última prosperidad de esos leales vasallos del rey, cuya autoridad soberana representa, y cuyos sagrados derechos defiende en ambos mun-

dos, que componen el indisoluble imperio español, y su grande y poderosa familia.

» Cada noticia que llega á España de la constancia, fidelidad y entusiasmo patriótico de esos buenos vasallos y hermanos, es una inexplicable satisfaccion del supremo gobierno que rige la monarquía, combatida en medio de la mayor tormenta que ha padecido una nacion, y han visto los siglos, y un júbilo universal de gratitud y de esperanzas en los corazones españoles. Grandes prendas tiene ya, y nunca desconfió de tan nobles pruebas en los faustos avisos y auténticos oficios que desde su instalacion ha recibido sucesivamente del reconocimiento y obediencia de diferentes provincias de las que componen esa España ultramarina, sintiendo que la gran distancia que las separa de esta Peninsula no los haya dejado llegar juntos en un mismo dia.

» Estas demostraciones solemnes de amor y fidelidad á su legítimo rey y señor D. Fernando VII, y de respeto y obediencia á los representantes de su soberana autoridad, son el testimonio mas insigne y glorioso de que la nacion española en uno y otro hemisferio es una sola, y que lo será eternamente en cualesquiera casos de la fortuna.

» Pero en medio de este gozo tan puro y tan macizo, ha sabido con sumo dolor y sobresalto que en alguna ciudad y territorio de ese continente, como si no fuesen hijos de una misma madre, se han experimentado conmociones de descontento y desobediencia bajo el falso velo de seguridad y buen gobierno, promovidas por almas inquietas, ambiciosas, ó alucinadas con doctrinas y máximas políticas de libertad, que han convertido á los que las predicaban en Europa en esclavos del tirano Napoleon. Se habia creído en tales engañados países, que con la invasion de las Andalucías quedaba extinguido el gobierno supremo, y aun que España no existia. Estas primeras noticias, abultadas por el temor ó la ignorancia, ó falsificadas por la malignidad, fueron luego creídas por hombres revoltosos ó impacientes, á quienes convenia creerlas para turbar el sosiego de los buenos, y levantarse al soberbio título

Conmociones  
de descontento  
experimentado  
en América.

1810.  
Escandaloso  
exceso de Carácas.

de reformadores bajo la hipócrita salva de leales vasallos. El exceso de Carácas es tan escandaloso, que su misma enormidad acabará de enajenarle los países de su comprensión, y de abrir los ojos á los incautos, y de arrepentirse á los mismos promovedores de tan osada novedad, de un hecho tan antipolítico y tan antinacional. En Buenos Aires ha obrado mas la ignorancia del verdadero estado de la Península, y la perplejidad y el temor, que la malignidad ó indiscrecion de un nuevo sistema. Ya habrán salido del error aquellos vacilantes ánimos, y habrá amanecido la luz de la verdad y de la esperanza.

Estos hechos  
inesperados  
han cubierto de  
amargura y espanto  
á los Españoles.

» Estos hechos inesperados han cubierto de amargura y espanto á todos los Españoles que con pecho de acero sufren imponderables trabajos peleando por la libertad y felicidad de todos; y que no esperaban este pesar sobre tantos, cuando mas necesitaban de algun consuelo para soportar con el nuevo aliento que ahora les anima la calamidad que tan largo tiempo resisten por salvar la comun patria. Espera la afligida y heroica España que tiene vueltos los ojos y el corazon á esas felices regiones, y se promete el supremo gobierno que tiene el cuidado de todos, que un ejemplo tan abominable será detestado de todos los habitantes de ese hemisferio español, sofocando por sus propias manos si fuese necesario, y borrando para siempre hasta su memoria. Á esto ayudará tambien el poder y fuerza de las potestades superiores ó inferiores que en nombre del rey gobiernan esas provincias, para hacer respetar las leyes, el buen órden y la justicia, vulneradas, y conservar la union, concordia y fidelidad, mantenidas dichosamente tantos siglos.

Apoyo indirecto  
que dan  
los Americanos  
á Napoleon.

» ¿ Qué importa que suenen los juramentos y las voces mas generales de execracion contra el tirano de Europa, si con semejantes excesos le sirven indirectamente, acaso sin conocerlo, los mismos que abominan su nombre? Para la Europa usa este hombre infernal de una guerra; para la América se ha de servir de otra, sin costarle un hombre, ni poner en ello sus manos sino las vuestras, ¡ amados Españoles! La libertad



que os conviene en este momento es la de libertar vuestro país de semejantes perturbadores, que bajo el velo de reformas, erigiéndose en legisladores, quieren precipitaros en una anarquía, ántes que lleguen los remedios de la metrópoli, que tiene librada su salud en el próximo congreso nacional, á cuya participacion estais llamados.

» La independencia de una nacion se funda en no depender de otra : por ella peleamos. Su libertad consiste en conservar sus derechos contra toda tiranía doméstica y extranjera : para conseguir este bien, están convocadas las córtes. Y pues aquí hace la nacion estos sacrificios por nosotros, y por vosotros, ¿ podrá haber quien no agradezca la grandeza de estos servicios con la paciencia, aconsejada de la esperanza de mejor fortuna? Los males que la nacion sufre tantos años hace en ambos mundos no han sido obra de un dia ; y así tampoco podia serlo el remedio : imitadnos en la moderacion y confianza, miéntras entre el estruendo de las armas se preparan los medios para el bien comun de todos. La impaciencia y la violencia nada edifican, mas sí destruyen : y la primera felicidad es tener paz los hombres. Vosotros gozais de este inestimable bien, que ha perdido la mal avenida Europa.

» Si os llamis hijos de la madre España, ¿ cómo podréis dejar de amar y obedecer á vuestra madre, y evitarle todo pesar en ocasion en que mas necesita de vuestros socorros? No basta que seais Españoles, si no sois de España. Nunca es vuestra madre mas digna de vuestro amor, de vuestro reconocimiento y de vuestra concordia, que en el trance en que trabaja, derramando su última sangre por la salud de todos sus hijos.

» Os alabais de obedecer á Fernando, de defender sus derechos, y de hacer parte de su corona ; y Fernando os dice, que quien no reconoce y respeta al gobierno que representa su real persona y soberana autoridad, no le ama sino de boca.

» Nunca ha estado mas encendido ni mas extendido el fuego de nuestra sagrada guerra en esta Peninsula que ahora ; nunca mas arraigadas la ira nacional, el ódio, y la venganza como

1810.

En qué consisten  
la independencia  
y libertad  
de una nacion.

1810.

Nunca han estado  
mas arraigadas  
en la Península  
la ira nacional,  
el odio,  
y la venganza.

despues que se han derramado los enemigos por las Andalucías, y han pisado mas terreno. La tierra parece que brota patriotas armados; y las tropas de los ejércitos se han vuelto veteranas con los reveses y la experiencia, y con la nueva disciplina dictada por la necesidad y el desengaño. Apurados están los recursos del erario de Napoleon para continuar la guerra en España; desde que introdujo con la mas detestable perfidia sus tropas en la Península, ha perdido mas de doscientos mil hombres. Inventa nuevos planes y nuevos arbitrios para sostener y reforzar sus legiones; y nunca ha sido mas declarado el descontento en ellas, ni mas frecuente la desercion que va propagándose en la oficialidad. ¿ Y cuál es la fuerza que ha conservado y conserva á la España en esta guerra tan terrible, y en una lucha tan desigual? La unidad del gobierno soberano generalmente reconocido, y la union de las voluntades conspiradas contra los enemigos en defensa de una misma causa. Sírvaos pues, Españoles ultramarinos, esta unánime conformidad y firmeza de vuestros hermanos, rodeados del formidable aparato de las armas del mas poderoso enemigo, de leccion, admiracion y ejemplo. Nunca ha tenido otra esperanza el gran tirano de dominar esta Península, que la de la desunion entre las partes que la componen: solo este sería su último triunfo; pero han quedado frustradas sus trazas. Esta union, como de dura peña, es la que teme en España, y la que desea que se deshiciese en América.

» No pudiendo desunir las voluntades, que contra sus armas es una sola, ha trabajado por todos los medios mas atroces y abominables de sumergir la nacion en una absoluta anarquía: y en esta empresa han sido tambien burladas sus esperanzas. En España nunca ha faltado la autoridad de un gobierno supremo reconocido por la nacion, el cual no ha tenido otra mudanza que la de mudar de nombre, de manos y de lugar. Las provincias no vacilaron un momento en reconocer el consejo de regencia; y cada Español, deponiendo su particular opinion é interes, ha abrazado el general, porque en esta concordia ha visto afianzada la existencia de la nacion, su poder

y su salud. Y ¿quién puede dudar en las Indias de la existencia y legítima autoridad suprema de un gobierno, no solo obedecido por los vasallos de Fernando VII á quien representa, sino reconocido por el rey de la Gran Bretaña, por el de las Dos Sicilias, por el regente de Portugal, y cerca de los cuales residen sus respectivos ministros y enviados? ¿De un gobierno que conserva con la Puerta Otomana, con el rey de Marruécos, y con las Regencias Berberiscas sus relaciones diplomáticas y buena amistad? Y, afectando la no-existencia de un centro comun de gobierno en España, y la necesidad de gobernarse por su capricho, cubierto con la máscara de seguridad, proclaman la independenciam una porcion de cabezas turbulentas, destruyendo los vínculos eternos de union universal entre unos y otros Españoles, sin negarnos, como dicen, la hermandad, para hacer ménos detestable su atentado.

» Vosotros debíais apreciar la dicha, que acaso no conocéis debidamente, de que el monstruo de iniquidad y ambicion que se hace llamar omnipotente por los Franceses, nada puede en esas remotas y vastas regiones. Debíais tambien lisonjearos, de que aquel á quien la Europa llama el tirano del continente, nunca lo será de la América, si no le abris las puertas á sus depravados designios, rompiendo vuestra firme union. Esta es la gran libertad, la verdadera, la incomparable que jamas debéis perder. Pero, ¿qué importaría que tuviéseis vuestra tierra feliz libre del furor de sus armas, si no la tuviéseis del estrago de sus asechanzas y maquinaciones? Esta fiera, lo que no puede tragarse lo destroza, y lo que no puede alcanzar con sus garras lo apesta con su aliento. Jamas este perturbador de las naciones tendrá poder en los mares miéntras exista la Inglaterra. Esta aliada y amiga nuestra protegerá el pabellon español en todas partes, en la mar y en la tierra, miéntras vivamos unidos: esta universal union de la monarquía española no interesa ménos á ella que á nosotros. El país que se desuniese de este gran cuerpo, quedaria desamparado y enemigo de todos y se consumiría dentro de sí mismo, y sus recursos y esperanzas serian anonadados.

1810.

La regencia  
convida  
á la América  
á una union  
mas estrecha.

» La regencia os convida con paternal solicitud á uniros desde hoy mas estrechamente con la metrópoli, pues á los vínculos de la sangre, de la religion y del sistema político del interes de ambos países quiere que se añadan los de la representacion nacional en las córtes generales para consolidar el bien y prosperidad de todos. — Cádiz, 6 de setiembre de 1810. »

#### REFLEXIONES SOBRE LA ANTECEDENTE PROCLAMA.

Desde que llegaron á las riberas del Rio de la Plata las funestas noticias de los acontecimientos de Madrid y Bayona, en el año pasado de 1808, quedamos los Americanos persuadidos de la necesidad de tomar precauciones que nos preservasen de los males grasantes ya en la Península. Conocíamos nuestros derechos, y lo que en aquellas circunstancias nos correspondia; pero la prudencia exigia mucha circunspeccion.

El ejemplo de los pueblos de España que derribaron todas las autoridades constituidas en tiempo del despotismo de Godoy, no fué suficiente á impulsar nuestras resoluciones; quisimos observar aun la conducta, y reglarnos segun la probidad de nuestros gobernantes.

Esta por momentos se hacía sospechosa: ninguno queria descubrir sus ideas: inteligencias ocultas, extraordinarios misteriosos, que corrian desde esta capital hasta Lima, un particular estudio en ocultar á los pueblos las noticias verdaderas de Europa, una multitud de ventajas de nuestras armas, tan pronto figuradas como desmentidas, tenían ya á los pueblos en la mayor expectacion; se sentian, ya en una, ya en otra parte, convulsiones violentas, efectos de sus justos recelos, que procuró sofocar esta capital en su mismo origen.

Pero llegó finalmente el momento en que se corrió el telon. Entónces no fué posible ocultar el estado desastrado de la nacion, ni las perfidias del gobierno en cuya energia y patrio-

tismo estribaba la esperanza del buen suceso. Se vió salir de Sevilla á la junta central perseguida del pueblo, infamada, sin carácter, sin representacion, y el reino en anarquía.

Este fué el momento en que la capital de las Provincias del Rio de la Plata desplegó su heroísmo: derribó unas autoridades que se habian hecho indignas de la confianza de los pueblos, instruyó á estos de su verdadera situacion; y no necesitó mas para decidirlos á unirse, con el fin de establecer un gobierno, y formar una constitucion, que nos sirviese de broquel contra las intergiversables miras insidiosas de nuestros mandones y de la metrópoli misma.

¿Quién se atreverá á reprochar con justicia nuestra conducta? Ya Carácas y Quito habian hecho otro tanto. Toda la América en fin explicaba su voluntad, aunque no en todas partes podia ejecutar sus designios. ¿Quién nos disputará el derecho de obrar como una nacion y nacion libre?

Es verdad que al disolverse la junta central se juntaron algunos de sus vocales, y entre la confusion y desaire de su ruina nombraron unos gobernantes que apellidaron regentes de la nacion, ejerciendo aun en aquel estado actos de representacion que jamas habian tenido, y privados por traidores de la corta que disfrutaban. Este acto, nulo por el modo, por las circunstancias y por la falta de investidura en los electores, solo pudo revalidarse, ó tomar alguna consistencia, por el consentimiento libre de la nacion.

En efecto Cádiz y la isla de Leon, ó porque la premura de las circunstancias lo exigia, ó mas bien porque así convenia á las ideas de su envejecido monopolio, doblaron la rodilla delante de ese simulacro de soberanía; pero las Américas, que no estaban en igual caso, no quisieron suscribir á tal cambio: y véase aquí levantado el grito de los Peninsulares; ahora nos acusan de rebeldes, luego de perjuros, y sobre todo nos dan en rostro con nuestro desagrado á los beneficios que hemos recibido de España, segun dicen: ¿y por qué? Porque no reconocemos la soberanía del consejo de la regencia, y porque se ven amenazados de una separacion que

1810.

acaso formará nuestra independencia política. Examinemos estos dos puntos.

El consejo de regencia, dicen ellos, es el depositario de la autoridad de Fernando, *y quien no reconoce y respeta el gobierno que representa su real persona, solo le ama de boca.* Este es el sofisma con que pretenden alucinarnos. Pero si el gobierno peninsular está convencido de la eficacia de este argumento, acredita que ignora hasta los primeros principios del derecho público, y no es capaz por lo mismo de dirigirnos; y si conoce su eficacia, obra de mala fe, y es indigno de nuestra confianza.

Es pues un error muy craso creer que los gobiernos instituidos por los pueblos de España representen la soberana autoridad del rey cautivo, y el consejo de regencia debia abochornarse de dar al público este testimonio de su ignorancia ó mala fe.

Los pueblos eligieron los reyes, los constituyeron sus caudillos, y depositaron en sus manos el poder. Los reyes que no podian personalmente desempeñar sus funciones, eligieron manos auxiliares, constituyeron vireyes, gobernadores, etc.: estos sí eran depositarios de la autoridad real, y representaban la real persona en el territorio de su jurisdiccion. Mas como los gobernantes de España no han recibido su nombramiento del rey, sino de los pueblos, es falso que ejerzan su autoridad ni representen su real persona.

¿Pues qué autoridad es la que tienen? La del pueblo que los eligió: el poder soberano reside originariamente en los pueblos: el rey es un depositario, ó ejecutor con plenitud de poderes. Si el rey se halla en imposibilidad física de ejercerlos por sí, y se nombran manos que hagan sus veces, el poder por su naturaleza se retrovierte al pueblo: y los que este nombra son sus representantes, y no del rey.

En este caso se halló toda la monarquía española. El rey fué sorprendido y cautivado, la regencia nombrada por Su Majestad deshecha por el usurpador, la nacion quedó acéfala, y el poder soberano vuelto á los pueblos. Ellos han elegido sus gobiernos provisionales: luego los gobernantes representan mas

bien al pueblo que al rey, son depositarios de la autoridad de aquel, y no de la de este, que es ninguna : de suerte que porque los pueblos son fieles únicamente, porque aman tiernamente al joven Fernando, y en fin porque así lo quieren, están dispuestos á restituir en sus manos el mismo poder cuando la Providencia nos restituya su persona libre y sin relaciones algunas con el tirano.

Así lo dicen los Españoles, así lo protestamos nosotros. ¿ Quiéren ellos que se les crea? ¿ Por qué no nos creerán á los Americanos? Los Peninsulares representan allá el poder de los pueblos que los eligieron : nuestros gobiernos aquí representan el de los pueblos de la América. Ni estos pretenden mezclarse en gobernar aquellos, ni queremos que ellos se mezclen en gobernarnos á nosotros. No puede haber cosa mas justa.

No obstante el gobierno de Cádiz no cede á sus pretensiones como si tuviera algun derecho ; fúndese este legítimamente, y conocerán nuestra docilidad : un año há que les estamos repitiendo esto mismo, y entre una multitud inmensa de folletos indecentes con que han infestado la nacion, no se ve una línea sola que lo persuada.

Hagámosle la gracia de concederle á la regencia, que es representante del rey y depositaria de su autoridad. Tambien lo era el virey de Buenos Aires ; ¿ y por eso tendria legitimo derecho para gobernar en Lima? ¿ Podria acusar de inobedientes á los Limeños, si desconocian sus preceptos? No : porque excedia sus límites. Pues ya hemos respondido al consejo de regencia. Sea en hora buena legitimo allá, no aquí. Ó muéstrennos los Gaditanos, que lo crearon, los títulos de primogenitura por donde les compete el derecho exclusivo de crear el poder soberano ; ó en qué se funda nuestra obligacion de deferir con tal confianza á lo que ellos hagan.

Miéntas no lo verifiquen, nosotros estamos en posesion de nuestros imprescriptibles derechos de edificar nuestra casa ; labrarémos nuestra suerte como podamos ; buena ó mala , siendo obra nuestra , estará mas acomodada á nuestra idea que la ajena. Los Españoles deben hallarnos razon, porque

1810. nos han dicho que *nadie come gallina gorda por mano ajena.*

Pasemos á examinar ahora cómo nos libretáremos de la nota de ingratos separándonos de la España en esta época. *Si sois hijos de la madre España, dice la regencia, ¿ cómo podréis dejar de obedecer y amar á vuestra madre?... No basta que seais Españoles, si no sois de España. Nunca es vuestra madre mas digna de vuestro amor, que cuando trabaja derramando su última sangre por la salud de sus hijos.*

Ciertamente que es de partirse el corazón con una exhortacion tan tierna. ¿ De cuándo acá la señora España tan tierna y amorosa con los Americanos? No há mucho tiempo que éramos unos entes destinados á vegetar en la oscuridad y el abatimiento; ahora somos hijos y muy queridos. Cuando esta madre estaba en prosperidad, no veía en estos hijos mas que unos esclavos, que despues de aprender el catecismo de Astete, debíamos soterrarnos á escarbar los tesoros de la tierra para enriquecerla. Entónces debíamos ser mirados con resguardo, separados de todos los empleos de rango, y sujetos á tal dependencia, que debia precisársenos á recibir de su mano el aceite, el vino, y si fuera dable, hasta el agua y el aire para que ni bebiésemos, ni respirásemos, sino á su antojo : ahora que está en tribulacion, somos hijos obligados á obedecer y amar á esa madre desnaturalizada y tirana. *Señora madre, á cada puerco le llega su San Martín; ahora estamos en turno, y amor con amor se paga.*

Sea en hora buena España nuestra madre, hagámosle el honor de permitirselo ; pero esta misma cualidad deberia interesarla en que nosotros, ya que no podemos librarla, á lo ménos no seamos envueltos en su ruina. ¿ Quién ha dicho que el amor y obediencia filial obliga al hijo á adoptar todas las causas de su madre ? ¿ Quién ha dicho que si la madre arde en una hoguera, debe el hijo echarse á arder con ella ? ¿ Ó que si se arroja á un precipicio, el hijo la ha de seguir ? Esto no es racional. Trabaje en hora buena el hijo en preservar de males á su madre, haga cuanto pueda por librarla de los que la oprimen, pero no nos precipitemos y arruinemos inútilmente sin salvarla á ella.

En este estado estamos : el mal de esa madre ya es incurable ;



ella lo ha puesto en ese estado; ha malbaratado los tesoros con que la hemos socorrido; en vez de emplearlos en su defensa, los ha convertido en pábrlo de la codicia de los gobernantes; en vez de levantar tropas y formar ejércitos, se ha ocupado en formar patrañas para engañarnos, é intrigas para vendernos: entretanto la enfermedad la consumi6, ya está en agencias, no hay ya sugeto (como dicen los médicos) en quien aplicar el remedio; y pues ya su achaque no lo tiene, y es inevitable su muerte, ¿por qué habrémos de morir con ella?

Si es madre, no debe llevar á mal que sus hijos, cuando estén capaces de gobernarse, se emancipen: el derecho natural los autoriza. Pues si este caso puede llegar, creo que estamos en él, porque estando España aniquilada y exsangüe, no puede ni gobernarse, ni defenderse, ménos podrá gobernarnos y defendernos. Si España tiene librada su seguridad y defensa en el amor y generosidad de sus hijas las Américas, ya estas dejaron de depender de aquella; y por el contrario la primera empezó á depender de las segundas. Conózcalo, confiéselo, y sofoque ese prurito necio de mandarlo todo, y de enviarnos legiones de mandarines despreciables, porque ya nosotros bastamos para gobernarnos.

Pero, ¿de dónde ha inventado España que el recinto de la Península es madre de los que hemos nacido, y nos hemos criado en la América? Nadie ignora que el Americano que ha tenido la desgracia de ir allá, ha sido considerado como los huérfanos en las casas de grande familia. Ellos allí no han tenido mas estimacion que la que han podido proporcionarles sus metales. No así los Españoles que han venido de Europa. Han sido acogidos con amor, abrigados, nutridos, criados y enriquecidos, de manera que puede decirse que han recibido nuevo ser. ¿Quién merece mejor el nombre de madre? ¿Funda acaso su título en que nuestras familias tienen su origen de ella? ¿En que ellos nos trajeron la religion de Jesucristo? Pero si estos motivos deben ligar nuestro reconocimiento, para que siempre seamos con España *una sola nacion en cualesquiera casos de la fortuna*, es preciso confesar que no hay en el mundo

1810.

nacion mas ingrata y desconocida que la España. Ella recibió la fe del Evangelio de la nacion judáica, y hasta ahora reconoce por su especial protector á Santiago, Judío de nacion. Desde Aragon hasta las Andalucías casi todos se mezclaron con los Moros, y son Sarracenos de origen : y no solamente se sustrajeron de su dominacion, sino que arrojaron de su suelo á todos los Judíos y Sarracenos, y no hay un Español solo que quiera confesar tener raza de Moro ó de Judío.

Nosotros no hemos tocado ese extremo. Solo hemos dicho que no queremos que ellos nos gobiernen, pero les dejamos todas sus franquías y propiedades en el país : nadie incomoda á los buenos, ¿por qué tanto espanto y tanta algarabía? Nosotros pues seremos Españoles Americanos; pero no seremos de España, ni lo hemos sido jamas. Hemos sido vasallos del rey de España, pero no de la España. Así como los Flamencos eran vasallos de Cárlos I de España, sin que por eso la Flándes haya sido jamas provincia de España; del mismo modo los Americanos hemos sido vasallos de los reyes de España : pero las Américas nunca han pertenecido á la nacion española.

Nadie ignora que la España es un agregado de muchos reinos y señoríos pequeños, que sucesivamente han ido reuniéndose en una persona á beneficio de los enlaces de las familias reinantes. Despues de reunidos, todos eran vasallos del rey de España, pero ni Aragon era de la Navarra, ni la Navarra de Aragon, ni la Castilla de Valencia ó Murcia, ni estos Estados de las Castillas, y así lo demas. Las Américas pues están en igual caso con respecto á la Península, que cada uno de los reinos que la componen respecto de los demas.

Ni las Américas han pertenecido como quiera á los reyes de España, sino precisamente á los reyes de Castilla; por manera que si los Estados de la Península fuesen separándose por un orden semejante al que los reunió, las Américas no quedarian á beneficio de los reyes de Sevilla, Córdoba, Jaen, ni Galicia, ni Valencia, etc., sino precisamente á la corona de Castilla. De suerte que si nosotros, adoptando los principios de la madre España, quisiéramos ser siempre de Castilla, hoy fuéramos vasallos

del rey José. Ved ahí lo que nos quieren decir cuando nos dicen que no basta ser Españoles, sino que debemos ser de España.

Como si nos dijeran : ¿ Qué importa que reine Fernando, ó José? Las Américas son de España, no son de Fernando, y así deberán obedecer al que reine en España : obedecieron á Carlos IV cuando reinó, juraron á Fernando cuando subió al trono, obedecieron á la central cuando se erigió ; obedecerán á José que reina hoy, y al Tamerlan de Persia si la conquista mañana ; porque la madre España nos manda obedecerle, y porque *no basta que seamos Españoles si no somos de España..... la nacion española en uno y otro hemisferio es una sola, y lo será eternamente en cualesquiera casos de la fortuna.*

No es clamor de Fernando, no es el zelo de conservarle sus dominios el que los hace hablar de este modo, sino el interes de no perder la utilidad que tienen en los empleos, y en el monopolio que ejercen en América, para chuparle la sustancia. Mude cuantos amos quiera la nacion, con tal que *en uno y otro hemisferio sea una sola eternamente*, nada ha perdido. Si vale aventurar un cálculo, no sostiene España la guerra por defenderse del usurpador, sino como un pretexto para extraernos el dinero : nada importa sacrificar algunos millares de hombres con tal que la ~~se~~ corramos con centenares de talegas. Y si verdaderamente pelea, no es por defender á los Americanos, sino por defenderse á sí misma, y por cierto que es una cosa digna de nuestra gratitud. Solo la regencia de España puede discurrir así.

Réstanos ahora dirigir una palabra á los acérrimos defensores de la España, á ese héroe español Elio con todos sus secuaces. Cuando Liniers dijo que esta parte de la América guardaria la política que en tiempo de la guerra de sucesion, y seguiria la suerte de la metrópoli, ¿ qué dijisteis? Entónces Liniers era un traidor, que esperaba ver á la nacion sujeta á la Francia para entregarle estos dominios : entónces era preciso tomar precauciones por si España se pierde, conservar este suelo para el rey Fernando : entónces fué justo que Montevi-

1810. deo formase su junta, se separase de la obediencia de la capital, y que Buenos Aires aspirase á derribar la autoridad del virey.

Véis que el gobierno mismo de la Península, ese gobierno que queréis hacer obedecer, nos dice hoy mismo: *La nacion española en uno y otro hemisferio será una sola en cualesquiera casos de la fortuna.* Bien, ¿y si España es dominada de los Franceses, será una sola con ella la América? ¿Y si la domina el Turco? *En cualquier caso de la fortuna.* ¿Nos reservaremos á lo ménos para servir al rey destronado si acaso puede venir? No satisfacéis las esperanzas de nuestra madre patria; ella quiere que no solo *seamos Españoles, sino de España,* y quiere que *lo seamos eternamente en cualesquiera casos de la fortuna.*

¿Qué decis ahora? Es justo suscribamos á estos deseos del gobierno español. Si lo sostenéis, yo concluyo que vosotros no defendéis la causa del rey; que sois traidores, y estais coligados con la Francia; y si no pensais así, debéis detestar aquel gobierno, y á todos sus mandatarios mas que á Liniers, y tanto mas cuanto es mas hoy el peligro de la nacion.

Entónces la nacion estaba vencedora, en todas partes habia abatido á los Franceses, apénas guardaban estos tal cual punto; el gobierno organizado nos daba las esperanzas mas lisonjeras: ahora está casi toda ocupada, nuestras fuerzas destrozadas: por una serie no interrumpida de desgracias los recursos agotados; tal cual ciudad está libre, pero amenazada por momentos; las preocupaciones contra el enemigo desvanecidas; casi todos los Españoles bien avenidos con el nuevo gobierno: ¿no ha crecido el peligro? Pues confesad que ese gobierno á quien protegéis, quiere que sigamos la suerte de la nacion, que recibamos el código Napoleon, y vosotros peleais por obligarnos á ello.

Temblad pues de nuestro enojo: la América no sufre ya otras cadenas, ha firmado el decreto de su libertad, lo ha de cumplir, porque así lo quiere; así lo quiere, porque es justo, y hará pagar bien caro su temeridad al que se atreva á oponérsele.

EL AMERICANO.

MEMORIA CONFIDENCIAL DE DON RODRIGO DE SOUZA  
COUTINHO,

AO PRINCIPE REGENTE, DE 19 DE FEVEREIRO DE 1811.

SENHOR,

Obedecendo com o devido acatamento ás reaes ordens de V. A., exporei humildemente que me parece que V. A. R. póde dignar-se de auctorisar a S. A. R. a princeza nossa senhora, para que mande responder a Vigodet, que o deputado que sahio da juncta de Buenos Ayres foi Moreno, que foi mandado a Londres com commissões secretas, e que tendo-se em principio mandado aqui negociar, passou-se depois para Londres, mudando-se-lhe o destino; que igualmente V. A. R. está disposto, visto o seu proprio interesse, a soccorer os governadores de Montevideo e do Paraguay com todas as suas forças, pois que deseja impedir que os rebeldes de Buenos Ayres avancem ou passando o Uruguay contra Montevideo, ou o Paraguay contra o governador do Paraguay; e que para este fim repetirá as ordens ao governador e capitão geral do Rio Grande para que de todo o auxilio de tropas que lhe fôrem pedidas pelos sobreditos governadores ou pelo vice-rei Elio, os quaes poderão ir ás ordens de generaes hespanhoes, sendo tropas auxiliares, mas sempre em força tal que não sejam expostas a ser battidas pelo inimigo, e com declaração de que V. A. R. não póde consentir em que seus officiaes obedeçam a officiaes de menor patente e gradação; e que se deve igualmente declarar que por óra não póde V. A. R. prestar auxilio algum de dinheiro ou armas. Não póde a Gran-Bretanha queixar-se do soccorro de tropas, pois que está estipulado nos tratados existentes anteriormente.

E o que eu creu, augusto Senhor, conveniente a seus reaes interesses, e V. A. R. e sou, Senhor, de V. A. R. o mais humilde vassallo e fiel criado. — CONDE DE LINHARES. — Secretaria de Estado, 19 de fevereiro de 1811.

1811.

S. M. F.  
debe instruir  
á Vigodet  
por medio  
de la princesa  
D. Carlota del embo  
de Moreno  
á Lóndres

Cooperacion  
de tropas que dará  
al virey Elio.

## DOCUMENTO

## DE LA JUNTA PROVISIONAL GUBERNATIVA DE LAS PROVINCIAS DEL RIO DE LA PLATA

Indultando á los militares, paisanos, etc., que tomaron parte por la causa realista en el Alto Perú.

1811.

La junta provisional gubernativa de las Provincias del Rio de la Plata por el Sr. D. Fernando VII, y á nombre de ella su representante en el ejército auxiliador y las interiores, á todos los habitantes de las que componen el distrito de la real audiencia de esta ciudad de la Plata.

Despues que la moderacion y la templanza con que se empezó á insinuar el gobierno desde los primeros pasos de su instalacion se presentó insuficiente, y léjos de inducir los ánimos á la reconciliacion, parece haberles ocasionado la obcecacion y dureza. Fué necesario recurrir á los arbitrios que reserva la política para con unos hombres que endurecidos en la arbitrariedad y despotismo, solo ceden al medio que les ha sido familiar; á estos prudentemente ejecutados se ha debido el reintegro de la posesion de los sagrados derechos de la libertad civil, de que estos pueblos se hallaban despojados, con riesgo próximo de su suerte, por unos jefes que olvidando los deberes de su cargo, se contraían únicamente á su conservacion y prosperidad á costa de los inocentes y desgraciados ciudadanos.

En el instante en que aquellos vieron arruinados sus proyectos criminales y horrorosos, estos tuvieron expeditos los recursos para resolverse á unir sus votos y sus esfuerzos con los de la capital; y deponiendo las incertidumbres que los habian alejado de la senda que conducia á la seguridad general, se vieron, en el momento ménos esperado, en el término de sus deseos. Tal es aquel en que hoy se hallan los habitantes del Perú, cuando sin opresion, ni violencia, sin tumultos, ni desórdenes, sin engaño, ni preocupacion y con los datos de la mayor exactitud, se resolvieron á reconocer y jurar la obediencia.

Causas  
que obligaron  
al gobierno  
á recurrir  
á los arbitrios  
que reserva  
la política.

cia á la junta gubernativa de las Provincias del Rio de la Plata, instalada por generales sufragios del pueblo, para que en nombre del Señor Don Fernando VII, legítimo soberano de estos dominios, concentrase en su fidelidad, zelo y amor acreditado al rey la seguridad, conservacion de ellos y la prosperidad de sus habitantes.

Bajo de este concepto, si es un deber del gobierno su incesante desvelo en consultar la pública tranquilidad y sosiego, dirigiendo á ese punto todas las líneas que trazan la consistencia del órden, tal vez estrecha mas los vínculos de la correspondencia en los súbditos por quienes se toma el gobierno la penosa tarea de conducirlos. Así es consiguiente que la unidad de sentimientos de los pueblos uniforme la conducta del gobierno que los preside; que apartados los obstáculos de una fuerza opresora que causaba la convulsion política, se siente sobre sus bases firmes y consistentes la gran masa de la sociedad civil, y que cesados los motivos en cualquier concepto que turbaron los ánimos, se restituya la armonía, concordia, fraternidad que exige la afinidad social por su natural tendencia á combinar la mutua seguridad y felicidad. Este es el momento de conocer mejor la buena fe con que se prestan los hombres á estrechar sus brazos entre sí, y con el gobierno congratulándole de sus fatigas, y mereciendo su indulgencia.

Por tanto el gobierno exige de todos sus miembros de la sociedad, no una adhesion y reconocimiento nominal, sino una racional sumision, que importa la obediencia á sus mandatos, y una obsecuencia grata, voluntaria y de buena fe á sus insinuaciones, como dirigida al preciso fin del bien general. No siempre, ni todos se hacen capaces por las primeras impresiones de la importancia de un mandato, ó de las insinuaciones del gobierno. Pero la confianza pública en que descansa como en su centro, hace deferente á la idea de la salud general propuesta por norma y suprema ley de la conducta de los ciudadanos. Á este respecto les hace las siguientes prevenciones y declaraciones.

Declaraciones  
del gobierno

1811.

Se alzan  
los arrestos,  
confinaciones  
y embargos  
de personas  
y bienes.

1<sup>a</sup>. Se sobreseerá en los procedimientos criminales á que pueden haber dado ocasion los disturbios y disensiones públicas del 25 de mayo de mil ochocientos nueve, declarando: alzados los arrestos, confinaciones y embargos de personas y bienes, para que en su consecuencia se restituyan á su anterior libertad, sin perjudicar por esto las acciones civiles que puedan corresponder á los particulares por derecho individual en sus relaciones é intereses; y sin prevenir la resolucion que toca al superior gobierno de estas provincias en reposicion á los empleos de real nominacion, cuyos interesados podrán ocurrir á él como les convenga, en igual que lo verificarán al representante en estas Provincias los que aspiren á la reposicion de empleos que no son de precisa real nominacion para obtenerla: imponiendo perpetuo silencio sobre unos asuntos que no deben traerse á la memoria sin otro fruto que el de dilatar mas y mas la sofocacion de las rivalidades.

Indulto general  
para los jefes,  
oficiales y soldados  
realistas.

2<sup>a</sup>. Todos los oficiales, jefes y subalternos, sarjentos, cabos y soldados de cuerpos reales, tropas de línea, de milicias provinciales, voluntarias, regladas ó urbanas, que tomaron las armas, y sirvieron activamente en hostilidad en la campaña contra el ejército auxiliador de la capital á estas Provincias, ó en otro cualquier punto de ellas en oposicion del gobierno superior, se han hecho reos de la mayor gravedad, y por consiguiente les son imputables no solo las penas de la ley militar, sino las de la guerra, á que dió lugar la conducta del ejército agresor, violando los reglamentos militares y de guerra, el derecho de las gentes; pero la generosidad del gobierno indulta de las penas acerbas á todos ellos, á excepcion de los jefes del estado mayor, separándoles de todo servicio hasta otra determinacion, en que procederá con discernimiento de sus circunstancias, bajo la precisa calidad de deber presentarse personalmente, dentro de cuarenta y ocho horas de la publicacion aquí, al capitán de infantería Don José de Gazcon, que hace de sarjento mayor de esta plaza y cuartel, y en los demas lugares al jefe militar ó político, para que asiente sus filiaciones, y les prevenga su destino: en inteligencia que de no hacerlo se les



excluirá del indulto, y se procederá militarmente por el orden de campaña.

1811.

3°. Todos los habitantes, de cualquier clase, calidad, estado, sexo, condicion que sean, manifestarán las armas blancas ó de chispa que tuvieren, bien sean de las del rey, bien de las de permitido comercio, para que se tome razon de ellas por quien dispusiese el jefe militar del puesto; en inteligencia de que las que se llaman del rey serán entregadas, aunque hayan sido adquiridas por algun título conocido; pero las de comercio se retendrán en los manifestantes sin poder disponer de ellas ignorante el gobierno. La infraccion de esta prevencion será castigada con la pena de destierro, perdimiento de bienes, con aplicacion de la tercera parte al denunciador comprobante del hecho, y aun con la pena capital militarmente juzgando, si las circunstancias hiciesen demasiado malicioso el hecho de ocultacion, como en perturbacion de la seguridad pública. Los manifestantes de armas podrán ser documentados de las que manifesten.

Sobre manifestacion de armas blancas ó de chispa.

4°. Toda inteligencia interior ó exterior contra el gobierno, y en perjuicio de la seguridad y tranquilidad pública, es crimen del primer orden. Por lo mismo sus autores, agentes y cómplices serán juzgados y castigados militarmente hasta la pena capital y perdimiento de bienes. Todo ciudadano es interesado en el descubrimiento de un crimen que ataca el orden social. El que lo revele, aunque sea cómplice, será premiado con la participacion de bienes, y el indulto, ademas de guardarle secreto religioso.

Toda inteligencia interior ó exterior contra el gobierno es crimen del primer orden.

5°. Toda conversacion dirigida á fomentar la odiosidad de los nombres en general de Europeos y patricios americanos, con trascendencia á fomentar la rivalidad de unos y otros, y la division de unos sugetos entre quienes hay hombres de honrados sentimientos y del mas acendrado patriotismo, se mirará como ocasion de sedicion, y será castigado el autor con las penas que las leyes establecen para los sediciosos.

Penas para los que fomenten la rivalidad, odiosidad, etc.

6°. Se prohíbe todo procedimiento jurisdiccional contra personas del distrito por mera opinion política contra los actos de

Se prohíbe todo procedimiento jurisdiccional

1811.

por mera  
opinión política.

Penas para  
los actos de mera  
suasion moral  
contrarios  
al gobierno.

la instalacion del gobierno superior. Pero no se excluye proveer política y precaucionalmente por los actos positivos libres ó de mera suasion moral contrarios al gobierno.

7°. Estando en este caso, y por diversos grados clasificados como influyentes en el desórden, anarquía y opresion de los pueblos, los jefes políticos y militares que han servido en estas Provincias al detestable proyecto de sacrificarlas á la dependencia extranjera, con usurpacion de los sagrados derechos inmanentes de la nacion, D. Francisco de Paula Sanz, D. Vicente Nieto, D. José de Córdoba y Rójas, D. José Gómez de Prada, D. Pedro Vicente Cañete, D. Indalecio González de Socasa, el conde de Casa Real de Moneda, D. José Hernández Cermeño, y otros varios cómplices presuntos, que á su tiempo se irán publicando : se declara que han perdido sus empleos, grados, honores y bienes, con inhabilitacion civil de adquirirlos, quedando al real fisco la sucesion en los libres, y á sus legítimos herederos los vinculados y amayorzados, á quienes no pueden entenderse alcanzados los efectos de su criminalidad, si no son cómplices, en un gobierno que solo mira los delitos, y no las personas, y hace aprecio del inocente y honrado hijo del criminal, que detesta. Todo el que sepa de los bienes de los expresados individuos, los delatará so pena de subrogar con los del ocultante y receptador los cargos del fisco, y de particulares. Al denunciante se le declara la participacion señalada en bando de quince de diciembre último.

Y á fin de que las prevenciones y declaraciones preinsertas lleguen á noticia de todos los habitantes del distrito, y nadie pueda alegar ignorancia de lo mandado y encargado, se publicarán por proclama y bando en la forma ordinaria, fijándose ejemplares autorizados en los parajes de estilo en esta capital, circulándose á las provincias de la Paz, Potosí y Cochabamba, para que los jefes de ellas las inserten á sus partidos y pueblos para su mayor notoriedad, con prevencion de avisar el recibo, publicacion y resultas, esperando de su zelo y vigilancia la puntual observancia de lo mandado, que se promete el gobierno superior. — Cuartel general de la Plata, cinco de enero de mil

ochocientos once. — DR. JUAN JOSÉ CASTELLI. — NICOLAS PEÑA,  
secretario.

1814.

NOTA QUE RECIBIÓ LA EXCMA. JUNTA DE BUENOS AIRES

DEL EXCMO. SEÑOR CONDE DE LINÁRES, MINISTRO DE RELACIONES  
EXTERIORES DE S. A. R. EL PRÍNCIPE REGENTE DE PORTUGAL, EL  
MISMO DIA 25 DE MARZO, EN QUE LLEGÓ Á ESA CIUDAD LA PROCLAMA  
DE D. JAVIER ELÍO.

Excmos. Señores. — Habiendo elevado á la augusta presencia de S. A. R. el príncipe regente de Portugal, mi amo, la carta que de órden de Vuestras Excelencias me escribió el secretario de la junta D. Mariano Moreno, fué muy agradable á S. A. R. el ver que la junta profesaba los mas respetuosos sentimientos de fidelidad hácia S. M. Católica el señor D. Fernando VII, y sus legítimos sucesores, y que se manifestaba deseosa de conservar con S. A. R. y sus vasallos aquellos sentimientos de amistad y buena armonía que demandan los bien entendidos intereses de los países limitrofes, unidos por la misma religion, y hasta por el idioma, que casi es el mismo. S. A. R. me encarga manifieste su justa sensibilidad por las expresiones de la junta, y declararle que de su parte, firme en no tomar alguna en las disensiones intestinas de vasallos de un príncipe aliado suyo por la sangre y por todo género de enlaces, se limitará únicamente á elevar sus votos, para que las mismas disensiones puedan tener una conclusion pronta y feliz, y á tomar aquellas medidas que juzgase convenientes para que el fuego de la guerra civil no se encienda en las fronteras de sus Estados, tanto de la parte del Paraguay como de la del Uruguay, tratando de conservar siempre la felicidad y tranquilidad de que gozan sus vasallos, y que por tantos títulos les desea conservar... Cumpliendo así con las órdenes de S. A. R. el príncipe regente de Portugal, mi amo, tengo el honor de ser con los sentimientos de la mayor consideracion y estima de Vuestras

Satisfacción  
de S. M. F.  
por los sentimientos  
de fidelidad  
de la junta hácia  
S. M. C.

Medidas que tomará  
para impedir  
la guerra civil  
en la frontera  
de sus Estados.

1811. Excelencias muy respetuoso y obsequioso servidor. — Conde DE LINÁRES. — Excmos. Señores presidente y demas diputados de la junta gubernativa de Buenos Aires. — Palacio del Rio Janéiro, á 30 de enero de 1811.

## DOCUMENTOS DE LA PRIMER JUNTA CHILENA

### SOBRE LA SUBLEVACION DE FIGUEROA.

Santiago de Chile, 3 de abril de 1811.

Resultados  
del buen tratamiento  
dado á los realistas.

La generosidad y moderacion con que por una fuerza irresistible de nuestro carácter suave y compasivo se están tratando por lo general en todo el continente los mas acérrimos y declarados enemigos de nuestra libertad, y del justo empeño que hemos abrazado de defenderla, los autoriza sin duda, y excita diariamente á nuevos y extraordinarios insultos, que comprometen nuestra natural sensibilidad en los inevitables castigos que se atraen ellos mismos, y quisiéramos nosotros evitar. Lo peor es que nos provocan á que los castigemos, para representarnos despues por sanguinarios : y es de temer seguramente que si se apura el sufrimiento, acaso no basten alguna vez, ni la vigilancia del gobierno, ni los buenos sentimientos que nos animan para contener un desastre que realice todas esas abultadas fábulas, con que se acrimina nuestra conducta.

Distinta conducta  
ha sido  
la de América  
á la de los pueblos  
de España.

Los pueblos de España nos presentan escenas bastante lastimosas contra los mandones y partidarios que se les quisieron oponer en los momentos criticos de recuperar sus derechos, y organizar sus primeras juntas : muy distinta ha sido la conducta de la América, cuando sobaban motivos para que hubiese sido mucho mas sangrienta : pero si se empeñan en violentarnos, ¿qué extraño deberá ser un rompimiento que aniquile y destruya con las personas esas rivalidades y partidos, que no hayan podido terminarse despues de apurados todos los medios de la prudencia? Lo cierto es que en sus esfuerzos nada ménos

cuidan ellos que de evitar en sí mismos la nota de sanguinarios, y no manifiestan aspiracion que no lleve por término nuestra ruina personal y nuestra general destruccion.

Sobre los muchos hechos con que podíamos comprobar estas verdades, nos presenta hoy Chile en la animosidad del traider Tomas Figueroa y sus aliados un testimonio mas de la generalidad y uniforme acuerdo con que cierta clase de hombres parece han jurado abusar en todas partes de la moderacion de los pueblos. Unido este hombre, segun parece, con el antiguo presidente Carrasco, con el subinspector Olaguer Feliu, los oidores y otros varios empleados y Europeos, hubo de comprometer de un modo sangriento la quietud que gozaba aquella ciudad bajo su nuevo sabio gobierno. Nada habria por cierto que extrañar en el hecho respecto de un hombre infame, que habia hecho siempre su carrera por los delitos mas vergonzosos, principiando por el hurto circunstanciado, que lo constituyó en Madrid al pié de la horca, y de donde por un efecto de la bondad de Carlos III y de la mediacion que hizo por él la misma señora interesada, fué mandado á la América á adquirir dinero, y con él grados militares hasta el de coronel que obtenia : pero es muy notable ver complicados con él en este insulto una porcion de sugetos, á quienes hemos guardado las mayores consideraciones.

Sus planes sanguinarios, dice la relacion que se ha tenido, debian ejecutarse precisamente el dia de la eleccion de los diputados para el congreso, y á este fin jugaban los sublevados una porcion de intrigas y pretensiones imprudentes, con que habian conseguido dividir la ciudad en mil parcialidades y bandos que ocupaban la atencion pública, alteraban su quietud, y preparaban el rompimiento.

El pueblo en su mayor parte representó á la junta, pidiendo que se diesen providencias para que ninguno desafecto al sistema pudiera ser elegido, ni elector, y para que se excluyesen de consiguiente los muchos individuos que estaban ya notados en lo público, y que sin embargo el cabildo habia puesto en lista para la votacion.

1811.

Conspiracion  
de Figueroa.Dia que habian  
elegido  
por la ejecucion  
de sus planes.

1811.

La junta llamó al cabildo y á seis individuos mas del vecindario para una sesion extraordinaria sobre este particular, y despues de largas y enardecidas contestaciones y disputas, terminó el acto con un nuevo arreglo de electores en número de novecientos, del que quedaron excluidos casi todos los Europeos y demas enemigos conocidos de nuestra causa.

Energía  
y valor desplegados  
por los patriotas.

Todo se hallaba así dispuesto y señalado para la eleccion el día 1º del corriente, que debia ser para Chile tan memorable por el horror y confusion en que repentinamente quedó vuelta toda la ciudad, no ménos que por la energía y valor que vió desplegar á sus verdaderos hijos contra lo que se habian prometido los rebeldes.

Motin del piquete  
de guardia.

La votacion y el escrutinio debia hacerse en la casa del consulado, que se habia destinado á este fin por su capacidad; y el órden y quietud debió sostenerse por un piquete de soldados, que se colocó en su plazuela; pero estos mismos principiaron el motin insultando al oficial D. Juan Miguel Benavente, y gritando en seguida, porque quiso mandar arrestados á algunos de ellos que no querian junta, sino presidente, para cuyo cargo pedian al mismo Carrasco, ó á Figueroa, ó á Feliu, ó alguno otro de varios que proponian.

Aunque ya lo hecho sobra para un arrebató general, formalizaron mas el asunto tomando las armas, y salieron batiendo marcha redoblada á incorporarse en el cuartel de las municiones con los demas conjurados y el jefe de ellos Figueroa, que esperaban este momento para dar el golpe meditado.

Figueroa  
se hace proclamar  
capitan general.

Inmediatamente se levantó el grito de insurreccion por todas partes de la ciudad, y el malvado, aunque prevenido con esta anticipacion imprevista, armó á toda prisa sus soldados, forzó á otros á tomar las armas, les repartió municiones, dinero, y se hizo proclamar por todos ellos capitan general.

Al cuarto de hora remitió veinte soldados á sorprender la fábrica de pólvora, dejó el cuartel de las municiones y armas bien custodiado, y marchó aceleradamente al frente de 250 hombres para el consulado, donde pensó sorprender inermes á la junta, cabildo y vecindario.

Con esta noticia se juntaron por el Dr. D. Antonio Álvarez de Jonte, en el cuartel de los reclutas destinados á Buenos Aires, 180 hombres que habia alistados, pero sin armas: los que cargados de solas piedras en lugar de fusiles y balas marcharon á ocupar el puente del rio Mapocho, que divide la ciudad.

1811.

E. Dr. Alvarez Jonte  
tiene 180 hombres,  
pero sin mas armas  
que piedras.

Entretanto el rebelde Figueroa no encontró persona alguna en el consulado, y viendo por esta parte frustrado su sanginario proyecto, se dirigió con la columna que mandaba á la plaza mayor, y allí la formó en batalla, dirigiéndose él á la sala capitular del ayuntamiento, donde tampoco encontró á los cabildantes.

Los oidores por el contrario habian madrugado bastante esa mañana, y se hallaban reunidos en su sala desde las siete, anticipando sin duda su asistencia de acuerdo con aquel rebelde, contra lo que han acostumbrado aun en las ocurrencias mas importantes y extraordinarias.

Á ellos se dirigió Figueroa, luego que no encontró á los que buscaba; y despues de una larga conferencia secreta pasaron á la junta, que se juzgaba reunida en la casa de moneda, un insolente oficio en que le decian: *Que el coronel D. Tomas Figueroa se habia presentado con la mayor parte del pueblo pidiendo restablecer el antiguo gobierno, ó atacar á sus innovadores, y que para evitar la efusion de sangre pasase la junta á conferenciar con el tribunal.*

Oficio pasado  
á la junta  
por los oidores.

Los vocales se hallaban dispersos; las tropas tocaban en mil dificultades para juntarse; y faltos de pólvora y municiones, por tenerlas tomadas los sublevados, corrian por todas partes sin orden y sin destino, pero llenos de valor y de coraje, procurando alentar como podian el temor, la sorpresa y la confusion que se notaba en aquel fiel pueblo.

Se juntaron en fin los vocales en casa de D. Fernando Plata; y allí hubo de darse el golpe mas fatal por tres soldados de Penco, que mandó armados Figueroa á balear á los vocales. Estos hombres se presentaron con las armas en la mano, y al pedir que sin demora se les nombrase presidente á su satisfac-

Tropelía  
de tres soldados  
de Penco,  
sobre los vocales.

1811.

cion, las prepararon, haciendo accion de apuntar á tres vocales que estaban inmediatos. La serenidad de estos y una pronta condescendencia á lo pedido proporcionó tomarlos dentro, y asegurarlos.

Medidas tomadas  
por los patriotas.

De allí salió inmediatamente el vocal D. Juan Martínez Rósas á congregar los vecinos, é impartir órdenes para la defensa : se mandó al batallon de granaderos ocupar de pronto el parque de artillería, con que contaba Figueroa, segun lo ha declarado despues un oficial : dos compañías de artilleros se colocaron de guardia al gobierno en la casa donde se hallaba, y una columna de granaderos con tres piezas marchó á la plaza contra la division del rebelde.

No bien se avistaron con el enemigo, y tomaron ambos sus respectivos frentes de posicion norte y sud, cuando ya Figueroa se sobrecogió del temor, porque contaba por suya la artillería, y no la esperaba á su frente. Mandó sin embargo preparar las armas, y avanzar toda su tropa hácia el medio de la plaza, haciendo señal juntamente de que queria parlamentar.

El oficial comandante de los granaderos gritó resueltamente que hiciese alto la tropa que venia avanzando, y paró al instante. Figueroa siguió adelante, y dijo : *Señores, yo soy patriota : trato de defender al pueblo : unámonos todos : yo los mandaré ; y venga la artillería, que como oficial mas antiguo, á mí me toca dirigirla, y entiendo mejor de estas cosas.* Los granaderos, contestó el oficial, no defienden sino á la junta. *Pues yo tambien la defendo,* repuso entónces Figueroa.

D. Manuel Dorrego.

Con semejantes contestaciones casi habia logrado ya este infame sorprender la buena fe de aquellos valerosos oficiales, cuando llegó al puesto el infatigable jóven D. Manuel Dorrego, que en el momento de apearse en su casa de regreso de Mendoza, donde habia ido llevando los reclutas para Buenos Aires, acababa de saber la conmocion, y tomando la voz, dijo : *Los granaderos vienen de orden de la junta, á quien Vmd. se opone enteramente, y no pueden, ni deben componerse de otra manera con Vmd., que rindiéndole las armas las tropas de su mando.*

Despechado Figueroa, y amagado al mismo tiempo de un



pistoletazo por D. Juan de Dios Vial, que no pudo ya sufrir el verse tratado de traidor, junto con los demas, corrió diez pasos hácia su tropa, y haciendo la señal de fuego, se tiró á tierra.

Despues de la primera descarga que sufrieron los granaderos, y á que contestaron con la suya, fugó el insurgente con parte de sus soldados, siguiéndolos despues el resto, que repitió el fuego por dos veces mas; y quedaron solo en el suelo los heridos y muertos por la metralla de la artillería y las descargas de los granaderos.

En este momento llegaron cinco artilleros de Buenos Aires, que se habian pedido á Mendoza por el Dr. Álvarez para conducir los reclutas; y llenos de un inimitable patriotismo y resolucion se presentaron á la junta, pidiendo destino en que poder servir en tan apuradas circunstancias. Es inexplicable la dulce sensacion que causó en los buenos patriotas el interes, la diligencia y actividad digna de un soldado de Buenos Aires. con que estos cinco hombres desempeñaron cuanta comision se les dió.

D. Manuel Dorrego tuvo tambien el honor de ser encargado de la prision del rebelde, de los oidores, del presidente Carrasco, del subinspector Olaguer Felin, y demas sublevados. El primero fué tomado en el corral de una celda del convento de Santo Domingo, bajo de un parral, donde estaba sobrecogido de sus crímenes, habiéndose franqueado la puerta de dicho convento, que halló cerrada, á balazos; lo mismo que se hizo con las casas de los oidores, á quienes no encontró: y fué llevado con grillos y esposas á un calabozo.

El brigadier Carrasco y el subinspector Felin fueron conducidos á palacio en una calesa, donde quedan incomunicables; con centinela de vista, sin que le valiese al primero la resistencia que intentó hacer al tiempo de intimarle su prision, pues fué forzado á subir mal de su grado. El pueblo espera un golpe justo de autoridad con estos mandones sublevados, que acabe de consolidar la quietud y el respeto que se debe á la legitima autoridad; que vindique de un modo espectable y condigno la alta injuria que se ha hecho á un pueblo noble, fiel y lleno de energia por la sagrada causa que defiende; y haga conocer á todos

1811.

Fuga de Figueroa con sus soldados.

Conducta de cinco artilleros de Buenos Aires.

Encarcelamiento de Figueroa.

Igual suerte toca á Carrasco y Felin.

1811. que nadie abusará de su generosidad, ni le insultará impunemente.

Por lo pronto en esa misma tarde fueron colgados en la horca doce de los sublevados que murieron en la accion, entre los cuales fué uno de los primeros que cayeron un cabo Molina, que hacía tambien de cabeza de la sublevacion.

Muertos  
y heridos patriotas.

De los de la patria hay dos muertos y varios heridos, entre ellos el oficial de artillería D. Manuel Sorrilla, y el ayudante mayor de granaderos D. N. Muñoz.

Los cuarteles se reforzaron al instante, se arregló la vigilancia y custodia de la ciudad, y se dieron las órdenes mas oportunas para asegurar de todos modos la quietud pública.

Confesion judicial  
del reo Figueroa.

Desde las cinco de la tarde hasta las doce de la noche, duró la confesion judicial que se le tomó al reo Figueroa. De ella resultó evidentemente convicto de su alta traicion y alevosía, aunque bastante inconfeso y tenaz en declarar los cómplices, pues se lisonjeaba en el acto de que *ni al Padre Eterno que le preguntase, sería capaz por su fidelidad y nobleza de descubrirle persona alguna.*

Sin embargo ha quedado bastante clara y descubierta toda la combinacion de semejante atentado, su plan, su extension, y el tiempo que hacía que se trabajaba en ella : y su tenacidad no será seguramente perjudicial al castigo que se merecen sus cómplices.

Fallo de su muerte.

Á las dos de la mañana del dia siguiente, concluida su causa, se le intimó el último terrible fallo de su muerte, del que aun tuvo osadía de pedir traslado : y á las dos horas despues, obligado á confesarse, se le trasladó su miserable alma á las regiones eternas á impulso de cuatro balazos dentro del mismo calabozo : y su cuerpo se puso á la espectacion pública en una silla de brazos.

Salida  
de 300 hombres  
contra los rebeldes  
restantes.

El dia dos, á las diez de la mañana, llegó la noticia de que los rebeldes dispersos se habian reunido en la cuesta de Prado, camino de Valparaiso, sobre un cerro dominante, en número de 33 con todo género de armas. Se determinó que saliesen tropas á atacarlos, y á las doce marcharon 300 hombres con un cañon

de montaña, que manejaban los artilleros de Buenos Aires.

1811.

Estos se rinden.

Dorrego con ellos caminó al frente, y al llegar á la cuesta propuso al comandante una de dos cosas, ó que le diese treinta hombres solos para acometer á los rebeldes, ó que iría á reducirlos por bien con el padre capellan. Aceptóse lo segundo, y en ménos de tres horas los redujo á todos los 33, y los condujo con sus mismos fusiles y demas armas á donde esperaba el ejército, en medio del cual llegaron á la ciudad á las diez y media de la noche.

Siguen tomándose declaraciones, y todos esperan únicamente el momento feliz de la expulsion de los oidores y demas mandones complicados, sin cuyo ejemplar castigo será muy difícil restablecer duraderamente el sosiego y la tranquilidad en que queda ya todo aquel vecindario.

Nuestro gobierno ha sido instruido de oficio del suceso por la Excma. junta de aquel reino : y aunque la estrechez del tiempo en que debió salir el extraordinario, y las gravísimas consiguientes atenciones con que se hallaba á la sazón, no le permitieron extenderse en el pormenor que se lleva relacionado, su contexto lo confirma en lo sustancial por el siguiente

#### OFICIO DE LA EXCMA. JUNTA DEL REINO DE CHILE

Á LA DE BUENOS AIRES.

Excmo. Señor. — Los medios de moderacion y prudencia adoptados por esta junta no han sido bastantes para ganar el corazon inflexible de los desafectos al actual sistema de gobierno. Siempre idólatras de sus intereses personales, y tenaces en sus caprichos, han tentado comprometer la tranquilidad pública y fidelidad del reino sustituyendo en su lugar el desórden, ó, lo que peor es, el despotismo. El 1º del corriente cuando esta junta y el ilustre cabildo en union del pueblo noble debian nombrar sus representantes para el congreso, era el dia que los malvados habian destinado para atacar las autoridades instituidas, y tal

Relacion  
de la sublevacion  
de Figueroa  
á la junta  
de Buenos Aires.

1811.

vez sacrificar lo principal de la nobleza, abandonándola al odio y ferocidad del soldado y de los irritados mandones.

Tomas de Figueroa, comandante del batallón de infantería de la frontera, siguiendo la carrera de sus antiguos y enormes delitos, que del pié del cadalso en la plaza de Madrid lo habían conducido al presidio de Valdivia, tuvo la audacia de seducir y sublevar á una parte considerable del cuerpo de dragones, que se hallaba en esta capital, al mando del teniente coronel D. Juan Miguel Benavente, que hubo de ser sacrificado por estos bandidos, y obligando por la fuerza á los soldados del nuevo cuerpo de caballería que halló desarmados y desmontados, los condujo como á las nueve de la mañana á la plaza mayor de esta ciudad. Presentóse inmediatamente á los ministros de la audiencia, que se hallaban en la sala del despacho, y poniendo á su disposición la tropa que mandaba, protestó sostener los derechos de la nación, que no existe, contra los que decia innovadores y perturbadores de la pública tranquilidad.

Á vista de un movimiento tan imprevisto, la junta apenas tuvo lugar para reunir las tropas fieles y hacer venir á la plaza con dos cañones el nuevo batallón de granaderos con sus preciosos jóvenes y valerosos oficiales. El traidor Figueroa, que tal vez no contaba con la prontitud de esta medida, los atacó furiosamente cuando apenas habían tenido lugar para formarse; pero los nuevos granaderos, que aun no se hallan uniformados, teniendo á su frente á los gallardos oficiales el comandante de asamblea D. Juan de Dios Vial, el de los mismos granaderos D. José Santiago Luco, y á su sarjento mayor D. Juan José Carrera, sostuvieron con firmeza singular los ataques de este malvaldo; mas él era delincuente, vil y traidor, y era preciso que también fuese cobarde; y así fué que á las primeras descargas se puso en vergonzosa fuga, y abandonó á sus soldados, que dispersos buscaron la seguridad en la fuga. El traidor se refugió al convento de Santo Domingo, donde envuelto en su vergüenza é infamia, fué hallado escondido bajo de una parra. El pueblo numeroso que lo buscaba lo habría hecho mil pedazos, si los magistrados no hubiesen defendido su vida infame para

que la perdiese en una forma legal. Á las doce de la noche se sentenció su causa, y á las cuatro de la mañana fué pasado por las armas, y expuesto su inmundo cadáver á la espectacion y venganza del público. Los conjurados, profugado su jefe, se dispersaron en partidas por el camino de Valparaiso, con el objeto de reunirse y seducir á las tropas que de Concepcion se habian hecho venir en auxilio de esa capital. La junta libró las providencias oportunas para rendirlos, marcharon tropas en su alcance, y á las 24 horas se entregaron á discrecion del gobierno, que continúa tomando medidas de seguridad, y formando sumarias para escarmentar á los cómplices y delincuentes.

Por fortuna, el número de los muertos de parte de los sublevados no pasa de trece individuos, de la de los granaderos uno, y de los artilleros otro; el de los heridos ha sido de alguna consideracion.

En medio de un suceso tan inopinado, ha sido de mucha satisfaccion para esta junta la virtud y patriotismo del cabildo y de estos habitantes, que anhelaban á porfia y se disputan el derecho de ser empleados en el servicio y sosten de tan gloriosa causa; y el gobierno, animado de estos mismos sentimientos, tomará las medidas que afiancen para lo sucesivo la permanencia y consolidacion del sistema adoptado para sostener los derechos del rey.

La pronta salida del extraordinario y las ocurrencias del dia no permiten dar á la junta una relacion mas circunstanciada de este suceso, como lo hará en primera oportunidad de un modo que sea satisfactorio á ese gobierno.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Santiago de Chile, y abril 4 de 1811. — EXCMO. SEÑOR. — FERNANDO MÁRQUEZ DE LA PLATA. — DR. JUAN MARTÍNEZ DE RÓSAS. — IGNACIO DE CARRERA. — FRANCISCO JAVIER DE REINA. — JUAN ENRIQUE ROSÁLES. — JUAN JOSÉ ALDUNATE. — DR. JOSÉ GASPARD MARIN, secretario de gobierno y guerra. — Señores presidente y vocales de la Excm. junta de gobierno de Buenos Aires.

---

Mendoza, 27 de marzo de 1811.

1811.  
Demostraciones  
hechas  
á los reclutas  
chilenos.

Luego que en esta ciudad se supo hallarse en camino las tropas que vienen del reino de Chile para la capital de Buenos Aires, ninguna demostracion les parecia bastante á los buenos patriotas para significarles su complacencia y el justo reconocimiento en que se creen constituidos por una accion tan generosa : todos se han preparado á porfia para recibir con la mayor ternura á aquellos valerosos hermanos, que vienen á tomar una parte tan activa en nuestros esfuerzos : y estos nobles sentimientos con que la ciudad de Mendoza ha cooperado á estrechar de un modo tan sensible los vínculos de nuestra union y confederacion con el grande reino de Chile, deben hacerle mucho honor en la historia de nuestros sucesos.

Se nos ha remitido la siguiente proclama, con que uno de ellos habló al pueblo, y nos complacemos en publicarla para general satisfaccion de los verdaderos patriotas.

PROCLAMA.

Envío de la primera  
division chilena  
de 200 hombres.

Mendocinos patriotas. El que os habla tiene el honor de apellidarse con este honroso título. Ya sabéis que el pueblo chileno representado por su Excma. junta gubernativa, y consecuente á la oferta generosa que hizo á nuestro gobierno, ha realizado la remision de quinientos hombres de tropa veterana para auxilio de las presentes ocurrencias. Sabemos que el 26 del corriente salió para esta ciudad la primera division compuesta de 200 guerreros, á quienes, ni las considerables penalidades del camino, ni los encumbrados y escarpados montes que tienen que trepar é inmensas distancias á donde se dirigen, han podido servir de obstáculo para enfriar el ardor con que se apresuran á unirse con los invencibles Argentinos. Sí : se unirán, y este nudo será indisoluble. Estos dos pueblos, cuya historia es una sucesion de heroicidades, se harán amar por sus virtudes, y respetar por su constancia y valor : y el nombre chileno será pronunciado con amor y respeto. Con esta noticia me lisonjeo en la persuasion de que os preparais para recibir estas tropas

con el regocijo y aparato debido á su dignidad : yo os convido, pues, compatriotas amados, para dar en su hospedaje un testimonio auténtico de vuestros patrióticos sentimientos y adhesion con que os habéis manifestado en los acontecimientos pasados : el derecho imperiosamente lo exige, no ménos que el honor y la política. — Mendoza, 27 de marzo de 1811. — EL PATRIOTA.

1811.

## NOTTA CONFIDENCIAL DE DOM RODRIGO DE SOUZA COUTINHO

Á JUNTA GOVERNATIVA DE BUENOS-AYRES,

de 30 de maio de 1811.

EXCELLENTISSIMOS SENHORES : — Tive a honra de receber a sua carta e tendo-a posto na presença do principe regente meu amo, elle me encarregou de vos segurar que he com real sensibilidade, que vos escreve relativamente aos infelizes acontecimentos que estão desolando o vice-reynato de Buenos-Ayres, particularmente o Paraguay, e agora mesmo o territorio do Uruguay, e tem tambem sabido a aceitação da vossa mediação relativamente a Montevideo, com quem vós propondes abrir alguma accommodação deferindo as discussões com a patria mãy até que se ajuncte o congresso geral de varias provincias.

Ainda que S. A. R. estima, que vós tenhaes aceitado a mediação que elle vós offereceo, com tudo achando suas as fronteiras expostas a horriavel anarchia revolucionaria, que infesta a provincia do Uruguay, e tendo o vice-rey Elio perdido aquelle socorro, que o principe regente deve ao seu alliado S. M. Catholica, S. A. R. não pode negar o seu auxilio, a menos que vós vos mostreis inclinados ao restablecimiento da paz, e á cessação de todas as hostilidades ; suspendendo-se ao mesmo tempo o bloqueio de Buenos-Ayres. Isto conduziria sem duvida una accommodação pacifica das colonias hespanholas com a metropole, e consequentemente com S. M. Catholica. A fim de adoptar estes principios, que pelos meios da liberdade do com-

Mediacion  
propuesta  
por el gobierno  
del Brasil  
á Montevideo.

1811.

mercio e boa administração pode constituir a felicidade reciproca de ambos os paizes, S. A. R. nao pode deixar de instar com VV. EE. sobre a necessidade do immediato retabecimento da paz, e a nomeação de commissarios para abrir negociações com Hespanha. Assim todas as calamidades da guerra civil cessarão, e S. A. R. nao será mais desinquietado pelos movimientos anarchicos, que prevalecem nas fronteiras de seus Estados. Em quanto ao mesmo tempo, por taes meios se restabelecerá ultimamente a boa intelligencia entre todas as partes da monarchia hespanhola.

Condiciones  
de la mediacion

S. A. R. desejando fazer saber a justiça e moderação porque elle obra, propõe de novo a sua mediação, com certas simples condições. Que no territorio do Uruguay seja restabelecido a paz, ficando sujeito ao vice-rey Elio; que se levante o bloqueio de Buenos Ayres, e se reconheça a liberdade do commercio; que o Paraguay fique sujeito ao governador Velasco, e o resto do vice-reynato á juncta de Buenos Ayres; e finalmente, que se nomeem commissarios com plenos poderes para tractar com Hespanha, a cuja approvação se deve sugerir este ajuste; declarando S. A. R. ao mesmo tempo, que se a juncta acceder a estes termos, as suas tropas não auxiliarão o vice-rey Elio, e que tal auxilio somente o dará no caso de recusarem acceder a elle.

Taes são os justos e moderados principios sobre que S. A. R. julga ser de seu dever obrar; e elle espera que VV. EE. tomarão esta proposição em sua seria consideração, e que não desprezarão estas ofertas, que sao dictadas pela amizade e alliança que une S. A. R. e S. M. Catholica, e que são a maior prova que S. A. R. pode dar de seus sinceros desejos pela prosperidade dos vassallos de seu alliado, cuja harmonia e boa intelligencia elle promoverá sempre, o mais que puder.

Tenho a honra de ser, etc. — CONDE DE LINHARES.



## CARTA DA PRINCESSA DONA CARLOTA JOAQUINA

AO VICE-REY ELIO, DE 3 DE JUNHO DE 1811.

Recibi a vossa carta do 1º de mayo proximo, em que me participaes a lamentavel situação em que se acha a campanha dessa praça; noticia bem sensível a quem como eu se tem interessado sempre na felicidade de seus habitantes.

Os Hespanhoes merecêrão sempre de mim quanto elles poderiam esperar de uma boa mãe; e por conseguinte eu não poderia olhar com indifferença a vossa sollicitude, dirigida a que alcançasse de meu augusto esposo os auxilios de que precisais para sustentar contra as incursões dos facciosos de Buenos Ayres a mui fiel cidade de Montevideo, posta debaixo de vossa direcção e governo.

Não estava satisfeito ainda o affecto com que desejava auxiliar vos; e reiterando em consequencia minhas justas reclamações, obtive do principe a ordem inclusa, a qual hoje mesmo se expedio por expresso para o Rio Grande, e creio que ao receberdes esta, já estarão marchando as tropas portuguezas, se já nao marcháram em vosso soccorro em virtude de ordens anteriores, e da requisição que fizestes ao general de Porto Alegre.

Ultimamente vos rogo e encarrego que exhorteis esses fieis habitantes que se conservem constantes, e que lhes offereçais da minha parte que nunca lhes faltarão os auxilios que eu lhes possa dar.

Devem igualmente estar seguros de que nunca terei parte alguma em cousa que directa nem indirectamente os possa prejudicar, ou que seja contraria aos interesses do meu muito querido irmão, nem aos de minha propria nação.

Deos vos guarde muitos annos. — Palacio do Rio de Janeiro, a 8 de junho de 1811. — Vossa infanta. — CARLOTA JOAQUINA DE BOURBON. — A D. Xavier Elio.

1811.

Lamentable  
situacion  
en que se halla  
la guarnicion  
de Montevideo.

La princesa  
obtiene  
de su real esposo  
el envio de tropas  
portuguezas  
auxiliares.

Promesa  
de no tomar parte  
en nada  
que perjudique  
los intereses  
de Fernando VII.

## AVISO RESERVADO DEL CONDE DE LINHARES

A DOM DIEGO DE SOUZA, DE 6 DE JUNHO DE 1811.

1811.

Envío  
de una respuesta  
á la junta  
de Buenos Aires.

A summa inquietação em que fica o principe regente N. S. pelo receio de que a praça de Montevideo caia em poder dos insurgentes deste lado das margens do Uruguay, unidos com as tropas expedidas pela juncta de Buenos Aires, faz que S. A. R. ordine a V. S. que procure expedir logo, com toda a brevidade possível, a carta inclusa para a juncta de Buenos Ayres, que serve de resposta á carta que ella ultimamente me dirigio, para que apresentasse a S. A. R.

Orden de ocupar  
el territorio  
de la  
Banda Oriental.

Por esta resposta manda S. A. R. insistir novamente sobre accetar a mesma juncta a mediação que o mesmo augusto senhor havia offerecido ; mas como a situação de Montevideo deve ser superior a toda a consideração, ordena S. A. R. que V. S. se occupe sem perda de tempo em salvar a mesma praça e pacificar o territorio desta Banda do Uruguay, entrando immediatamente V. S. com a maior força sobre o territorio hespanhol, e dando ao mesmo tempo os golpes mais decisivos ; não perdoando V. S. esforço algum para que esta resolução seja acompanhada do mais glorioso successo para as nossas armas, do qual precisa muito o real serviço nesta occasião, para assegurar o bom effeito das negociações que se desejam estabelecer.

S. M. F.  
no guardará  
ningun pedazo  
del territorio  
de S. M. C.

V. S. fará publicar por manifesto, antes que a tropa entre, que S. A. R. não quer tomar parte alguma do territorio de S. M. Catholica, e que se retirará logo do mesmo, uma vez que o territorio desta Banda dos margens do Uruguay se ache pacificado, e obrará nesta mesma conformidade, pois que taes são as puras e leaes intenções de S. A. R. o principe regente N. S.

S. A. R. confia tudo ao zelo, prudencia, e actividade de V. S., de que depende tudo em tão critica e difficil circumstancia.

Deos guarde a V. S. muitos annos. — Conde LINHARES. —  
 Palacio do Rio de Janeiro, 6 de junho de 1811. — Senhor Don  
 Diego de Souza.

1811.

## DOCUMENTO

SOBRE PROPOSICIONES HECHAS AL CONGRESO NACIONAL POR LOS  
 DIPUTADOS DE AMÉRICA Y ASIA.

Los documentos y antecedentes sobre que ha girado el armisticio de 40 dias concedido por el Excmo. Sr. Castelli al ejército del Desaguadero, no podrán seguramente darse todos en esta *Gaceta* por su misma material extension é indispensable necesidad de instruir con ellos íntegros la justa curiosidad del público.

Imposibilidad  
 de publicar todos  
 los documentos  
 sobre el armisticio  
 de Goyeneche.

Observemos, pues, *las proposiciones hechas á las córtes por los diputados suplentes de la América*, y el oficio con que dos de ellos las pasaron al Excmo. ayuntamiento de Lima; y continuarán en la *Gaceta extraordinaria* las contestaciones de aquella municipalidad con el Excmo. Castelli, dando lugar respectivamente á otros varios particulares, cuya publicacion interesa.

Es cierto que en el estado presente de la América, por efectivas que fuesen aquellas ventajas con que se nos brinda, y aunque ellas tuviesen toda la extension que les corresponde por los derechos mas sagrados, de que se ha hecho y se hace tan poco aprecio, bastaria que viniesen hoy por la mano sospechosa de la España, para que no debiesen ser admitidas; pero es necesario llamar la atencion de muchos sobre la misma mezquindad de su contenido, sobre que ni aun así se han resuelto las córtes á sancionarlas todavía, sobre la injusticia con que aun se nos representa por ellas á las naciones en ese mismo estado de degradacion é ignorancia con que parece que se han autorizado hasta aquí para tratarnos como á bestias, y sobre

Mala conducta  
 de la España:  
 hácia la América.

1811. otras tantas y tan importantes consideraciones que ellas mismas ministran, para acabarnos de persuadir lo que debemos esperar de aquella nacion, y de los conocimientos y esfuerzos de los *súbditos*.

*Proposiciones que hacen al congreso nacional los diputados de América y Asia.*

Se pide igual  
representacion  
nacional  
á la que tienen  
las ciudades  
de la Península.

I. En consecuencia del decreto de 15 del próximo octubre, se declara que la representacion nacional de las provincias, ciudades, villas y lugares de la tierra firme de América, sus islas y las Filipinas por lo respectivo á sus naturales y originarios de ambos hemisferios, así españoles como indios y los hijos de ambas clases, debe ser y será la misma en el órden y forma (aunque respectiva en el número) que tienen hoy y tengan en lo sucesivo las provincias, ciudades, villas y lugares de la Península é islas de la España europea entre sus legítimos naturales (1).

(1) ¿ Podrá creer alguno que la España admita jamas este pensamiento : Con razon no se han atrevido á concederlo. En la formacion de un gobierno representativo para los diferentes territorios de un país grande, es ciertamente la única regla segura y justa seguir la proporcion de la poblacion, que siempre en punto grande da tambien una exacta proporcion de la propiedad; y sería una injusticia muy remarcable proceder en el asunto sobre cualquiera otro principio.

Pero, si así ha de ser, y nos lo conceden, los representantes de la América Meridional en las córtes de España deben necesariamente ser al doble muchos mas que los de la misma España, aun cuando toda ella estuviere libre y capaz de nombrar los suyos legítimamente. En consecuencia, nuestros diputados vendrian á ser los gobernadores de España, y la América Meridional el país metropolitano, donde debiese residir el gobierno supremo: porque este sería en tal caso el voto uniforme del mayor número de los diputados de la América del Sud, y á ello se ceñirian las primeras instrucciones de sus pueblos. ¿ Y lo admitirian los Españoles ?

Si lo admiten, ya están aquí formadas las córtes generales de la nacion, ¿ en qué trepidamos? Los mares que nos dividen, podrán retardar el arribo á este continente de los diputados que deban nombrar los pueblos libres, porque estos solos serian los admitidos: pero ellos nos han enseñado tam-

II. Los naturales y habitantes de América pueden sembrar y cultivar cuanto la naturaleza y el arte les proporcione en aquellos climas; y del mismo modo promover la industria, manufacturería y las artes en toda su extension.

1811.

Libertad  
en el cultivo  
de las artes.

bien á nombrarles suplentes. Comencemos pues á gobernarlos: y sea nuestro primer acto de soberanía mandarles de aquí nombrado un gobernador para Cádiz con órdenes de que deshaga las córtes, y que haga reconocer en su persona toda la representacion de Fernando VII.

Véanse cuáles eran al instante las consecuencias de esta primera proposicion de nuestros suplentes, si ella fuese comprensiva en realidad de todos nuestros derechos, y si se hubiese concedido como lo propusieron. Pero por desgracia no es así: ya lo observó un sabio político en los primeros momentos en que se trataba en España de la formacion de estas córtes: los Españoles, dice, no se proponen mas que formar un sistema representativo, en que la poblacion de la América, mucho mayor que la suya, venga á tener solamente una porcion de vocales subordinados á una intolerable é injusta pluralidad; ¿y como podrá sujetarse la América Meridional á esta degradante y arbitraria inferioridad? ¿Cuáles son las ventajas que de ella vendrían á resultarnos? No habría seguramente otra variacion de nuestro antiguo estado, sino que siendo ántes gobernados por un cierto número de Españoles, que se juntaban en un cuerpo llamado *Consejo de Indias*, hoy vendríamos á serlo por otros pocos mas que se quieren llamar *Córtes generales*.

En consecuencia, las ventajas consistirian en ser peor gobernados de lo que lo fuimos hasta aquí: porque al ménos los tales consejeros de Indias eran unos hombres escogidos por lo regular entre aquellos que por haber venido á estos reinos se concebían algo mas ilustrados en sus intereses y negocios: y aunque por una dolorosa experiencia vimos siempre que estos acaso eran los mas ignorantes, ó tanto al ménos como los que no habian salido de la Peninsula, siquiera se cumpliera con este ceremonial con que se manifestaba en lo público un cierto deseo del acierto, aunque ineficaz: cuando los actuales representantes de las córtes no han de ser buscados por esta cualidad. Los consejeros no tenian entónces otros objetos á que atender sino al gobierno de América: y por consiguiente tuerto ó derecho algo habian de hacer: lo que no sucede hoy con las córtes, donde seríamos olvidados enteramente entre los muchos y vastos negocios que las ocupan: y por último los consejeros tenian su responsabilidad, y habia entónces á quien quejarse contra ellos, que era muchas veces un desahogo, aunque infructuoso: y hoy de las córtes no habría mas recurso que á Dios. Americanos, ¿qué os parecen las ventajas con que hoy os brindan los suplentes, y que se transmiten con tanto entusiasmo por el Excmo. ayuntamiento de los reyes?

Aquí debíamos concluir el exámen de las generosas proposiciones de los

1811.

Sobre libertad  
de comercio.Comercio libre  
y recíproco  
en las Américas.

III. Gozarán las Américas la mas amplia facultad de exportar sus frutos naturales é industriales para la Península y naciones aliadas y neutrales; y se permitirá la importacion de cuanto hayan menester, bien sea en buques nacionales ó extranjeros; y al efecto quedan habilitados todos los puertos de la América.

IV. Habrá un comercio libre y recíproco entre las Américas y las posesiones asiáticas, quedando abolido cualquier privilegio exclusivo que se oponga á esta libertad.

V. Se establece igualmente la libertad de comerciar de todos los puertos de América é islas Filipinas á los demas de Asia; cesando tambien cualquier privilegio en contrario (1).

diputados de América al pseudo-congreso nacional de la isla de Leon: porque siendo él tan vicioso, como resulta, ni podemos por ahora reconocerlo con autoridad bastante eficaz para hacernos felices, ni necesitamos mendigar de otra mano impotente y mezquina lo que por la nuestra estamos ya disfrutando sin restricciones. Pero interesa continuar los demas capítulos, aunque sea repitiendo fastidiosamente lo que tantas veces tenemos dicho.

(1) ¡ Ojalá que con una liberalidad mas justa y oportuna cuando nuestra suerte ha dependido de su ambicion por el dilatado espacio de 300 años, nos hubiesen proporcionado los medios y conocimientos útiles en las artes, en la industria y en la manufacturerla, que ahora nos permiten cuando no necesitamos de su consentimiento para hacerlo! Estos capítulos deben confundir al gobierno español, y cubrirlo de eterno oprobio é ignominia en el juicio de las naciones sábias de la Europa. Ellas se asombrarán al leer que hoy recien se nos permite principiar á promover las artes, la industria y la manufacturerla; pero aun es mas: hoy recien por ellos, y si se concediesen, podríamos sembrar y cultivar lo que la naturaleza nos proporcionó en nuestros climas; hoy recien podríamos tener un comercio libre y recíproco con las naciones; hoy recien podríamos aprovecharnos de nuestros frutos, y proporcionarnos con ellos cuanto hemos menester, y de que hasta hoy hemos carecido, dependientes y sujetos del monopolio escandaloso de los comerciantes de Cádiz; hoy recien, por último, podríamos principiar á ser felices.

¿ Y qué derecho hubo hasta aqui para privarnos de ello? ¿ Y cómo pudo la América sufrir este insulto 300 años? ¿ Y no es mayor el que hoy se nos hace con avisarnos solamente que ya se ha pedido, dejándonos aun pendiente su concesion? Si sabiendo ya, como sabian, y debian saber, que nada ponía ya, ni quitaba su negativa, ó su deferencia á estos artículos, aun no se ha resuelto aquel congreso de avaros á decirnos, siquiera para engañarnos, que sembremos, que cultivemos, que nos aprovechemos de nuestra industria con franqueza, y con toda la libertad que nos compete por el dere-

VI. Se alza y suprime todo estanco en las Américas; pero indemnizándose al erario público de la utilidad líquida que percibe en los ramos estancados, por los derechos equivalentes que se reconozcan sobre cada uno de ellos (1).

cho sagrado de la naturaleza; ¿qué podemos, ni deberemos esperar de él, dejando en sus manos nuestra suerte? Americanos: no existais primero que tal suceda: sostened con firmeza vuestra empresa; y conozcan todos que vuestro carácter sufrido no lo será tanto que podais mirar con insensibilidad por mas tiempo tan degradantes insultos.

(1) Véase aquí lo que es proceder á tientas, y entrometerse á disponer á dos mil leguas de distancia: véase el efecto de querernos sujetar á los dictámenes de unos suplentes, que lo que ménos tienen, y lo que mas necesitan, son los conocimientos ó instrucciones necesarias de los pueblos interesados en sus peticiones; y que habian de sufrir necesariamente las consecuencias de su ignorancia.

Cuando un sistema de rentas opresivo y destructor del adelantamiento y felicidad de los pueblos no tenia por objeto sino acrecentar el erario, para fomentar únicamente el lujo, el fausto y la ambicion de una corte corrompida, de un favorito prostituido escandalosamente á los vicios mas degradantes, y dominado de una codicia insaciable, y de unos aliados empeñados en extenuar la nacion, para hacerla el juguete de sus caprichos como se ha visto; ningun arbitrio bastaba á llenar los planes económicos de los ministros que servilmente adulaban las mas bajas pasiones de aquellos personajes, poco importaba el grito general del comercio, y de unos pueblos sacrificados con todo género de imposiciones y estancos, que no los dejaban respirar: las rentas mismas sagradas del santuario fué preciso que concurriesen constantemente, y por los medios mas extraordinarios á sostener tan escandalosa prostitucion: y aun ahora mismo se dejaba pendiente la extincion de los estancos del acuerdo y combinacion de otros arbitrios (que acaso vendrían á ser mas gravosos que ellos mismos), que reemplazasen su producto.

¿Y cuándo vendría á verificarse este arreglo? ¿Quiénes son los que habian de formarlo con los conocimientos y discernimiento necesario de los principios de una justa economia política que fuese adaptable á estos países? ¿Ni qué necesidad podria haber en su caso de reemplazar en su totalidad el decir de estos ramos? Vean aquí los señores suplentes reducido á pocas palabras todo el fondo de dificultades y combinaciones que envuelve ese asunto que se reservan, para las que los Americanos los creen incapaces, ó á lo ménos no tienen satisfaccion de su capacidad, y tratarán de hacerlo ellos mismos á su debido tiempo.

En el entretanto no se alucinan con la ventaja de la supresion futura de los estancos pedida, y no concedida, ni que se concederá jamas, si ellos no se los suprimen. Si con su producto han mantenido hasta aquí por tantos

## PARTE DEL EXCMO. SR. CASTELLI Á LA EXCMA. JUNTA,

1811. *Avisando el primer ensayo de una avanzada de 12 hombres con una descubierta enemiga de mas de 100 en Huaqui, el 11 de abril del corriente año.*

Descubierta  
destacada  
de la vanguardia  
renlista

Excmo. Señor: Al descender en la mañana del juéves santo, 11 del corriente, un reten de Huaqui á la observacion del Desaguadero, avistó una descubierta destacada de la vanguardia contraria, que sin graduar si lo era de mayores fuerzas que de 20 á 25 hombres, dió así el aviso á nuestra avanzada en Huaqui, compuesta de 12 húsares de la Paz al mando de su teniente D. Bernardo Vélez (cordobes). Este los esperó emboscado en un corral de las orillas del pueblo, y al observar que se dirigian á

años la desordenada codicia del gabinete español, ó interesados en él, y si los han sufrido sin embargo de saber que su producto jamás se invirtió en los objetos para que se exigía, y para que ni lo hubiesen necesitado, administrándose mejor las demas rentas del erario; hoy nada ménos les incomoda que la continuacion temporal de ellos para subvenir gustosos á las importantes atenciones de su nacion: los ven emplearse en ellas para cimentar su verdadera felicidad, para la defensa de sus derechos usurpados, y para el respeto y gloria del nombre americano: saben, por último, que un gobierno justo y liberal, cual se dispone, no dejará traba alguna de estas á su tiempo que pueda perjudicar el mas rápido curso y circulacion de nuestro comercio, ni que se oponga á los derechos de los ciudadanos; que uno y otro objeto serán el norte de sus operaciones en esta línea: y que se organizará un sistema económico de rentas que aflance al erario lo necesario en todo tiempo, que consulte del mejor modo la libertad que debe gozar el ciudadano, y que aniquile y sepulte en el olvido esos vergonzosos y perjudiciales arbitrios de que se valió hasta aquí la mal entendida política de los tiranos; haciendo conocer á todos que la verdadera riqueza de una nacion, su poder, su opulencia y su respeto no consiste en tener atesorados superfluamente millones en las tesorerías, sino en el adelantamiento y prosperidad de sus habitantes.

Estas son las ideas que reinan hoy día en los Americanos: estos son los objetos grandes y sólidos á que van á contraerse, y al ménos por lo respectivo al Rio de la Plata, será muy difícil conquistarlos con cruces, galones, títulos, milicias y supresion de los estancos; mucho mas cuando ni para estas frioleras conocen aptitud, ni tienen satisfaccion en los señores suplentes.



ocupar una eminencia por su izquierda, se les adelantó y les prefirió. Este fué el momento de su desengaño, y de faltar á las instrucciones de su puesto por demasiada animosidad; hallándose cercado de una fuerza, que si él reguló de 150 hombres, y armados ventajosamente, lo general reputó de 100, mas ó ménos, y el brigadier Goyeneche la fija en el número de 40. El comandante se avanzó, é intimó rendición á nuestro oficial, persuadiéndole imposible é imprudente la defensa; pero el jóven bizarro y los Paceños enérgicos respondieron que las Provincias libres del Rio de la Plata desconocian ese idioma y siempre vencerian.

Retrocedido á su formacion el comandante, uno de sus cabos dirigió la puntería á nuestro oficial, quien, sin darle lugar á mas, le disparó un tiro, le echó en tierra, y se rompió el fuego. Para retirarse al pueblo, distante un cuarto de legua, necesitaba franquearse paso por el costado de su frente, y lo consiguió. Una partida de caballería, que le fué á tomar la retirada, le cedió paso á una descarga cerrada. Á pesar del fuego contrario, llegaron á Huaqui, y ocuparon la torre. Los enemigos siguieron, y parapetados de las bardas de la iglesia, continuaron el fuego un cuarto de hora, hasta que desengañados y acosados del fuego de la torre, se dirigieron al cuartel, y á una descarga de los nuestros cambiaron de rumbo, y fugaron, recogiendo hasta mas de 15 muertos y heridos que terciaron sobre las mulas. Á distancia de una legua aun se pararon á observar si se les seguia, y viendo que estaban ya libres, marcharon para su vanguardia, avergonzados, horrorizados y escarmentados.

En la misma tarde y media noche, se dieron los partes al jefe de nuestra vanguardia campada en Laja, de quien se pasaron á mi alojamiento; y en seguida fué relevado Vélez con su gente, y reforzado el punto de la avanzada de Huaqui: dando órdenes á Sicasica en la hora para que se avanzase un batallon del regimiento número 6, que marchó al momento, por si el enemigo emprendia algun movimiento sobre nuestras avanzadas. Todo quedó en perfecta seguridad ántes que este pudiese premeditar algo.

Pequeña accion  
en Huaqui:  
fuga de los realistas.

Disposicion  
tomada  
por el Dr. Castelli.

1811

Previne al jefe de vanguardia Díaz Vélez reconviniese al general Goyeneche sobre la infracción de los convenios y reclamase los dos prisioneros heridos, que fué el único quebranto de nuestra parte, acordándole los puntos sobre que debía oficiarle. Así se hizo, y por separado instruyo á Vuestra Excelencia del resultado con copias, incluso mis contestaciones anticipadas á esta referencia, desde el cuartel de Oruro en 14 del pasado. Los prisioneros se nos vuelven, y nos temen.

Si la animosidad del teniente D. Bernardo Vélez, excedida de lo regular, mereció reprenderse con su arresto hasta la tarde del 14, advirtiéndole yo mismo delante de su tropa y oficiales de la vanguardia en Laja, tambien he premiado la bizarría de la accion de 12 hombres, que resisten tres ataques, y ponen en fuga con enorme pérdida á una fuerza superior de 4 á 8 tantos. Al teniente Vélez he despachado grado de capitán en nombre de Vuestra Excelencia, y á cada uno de los soldados gratifiqué de mi parte con 8 pesos, manifestando á todo el ejército cuán apreciables son para Vuestra Excelencia y demas jefes los distinguidos servicios de los ciudadanos armados por la libertad gloriosa de la patria y redencion de los hermanos oprimidos por el tirano del Perú.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Paz, 17 de abril de 1811. — Excmo. Señor. — Dr. JUAN JOSÉ CASTELLI. — SS. de la Excm. junta superior gubernativa de las Provincias del Rio de la Plata.

El teniente Vélez  
es nombrado  
capitán

Gratificación  
dada á los soldados

## DOCUMENTOS

## RELATIVOS AL PARLAMENTO DEL CABILDO DE LIMA.

Contestación  
enérgica  
que ha dado  
Castelli  
al cabildo de Lima.

Después de haber observado el tenor insignificante y aun injurioso de las proposiciones con que creyeron alucinarnos los suplentes que nos han puesto por fuerza las córtes de la isla de Leon, está por demas detenernos en lo que con referencia á

ellas han expuesto en su oficio al cabildo de Lima, y en lo que este cuerpo reflexionó en el suyo á nuestro gobierno: porque á mas de habérsele contestado por el Excmo. Castelli con toda la energía correspondiente, ninguna atencion merece cuanto se diga sobre principios tan despreciables.

Buenos Aires cree, por último, que el mismo pueblo ilustrado de Lima habrá despreciado justamente todas aquellas ventajas aparentes que han querido proporcionarle unos hombres sin representacion ni poder para honrarlos, y favorecerlos tanto como lo figura el encabezamiento que le han puesto al oficio que sigue los alcaldes comisionados para su impresion; y que estarán los Limeños muy distantes de admitir la distincion de que cuatro mandones intrusos vengan en ningun tiempo á hacer á Lima la corte de la tiranía.

Por consiguiente, aunque los comisionados dicen que se imprimen y circulan el oficio y las proposiciones para adelantar la recompensa del agradecimiento que se merecen tan distinguidos representantes de la patria, sin duda, y principalmente por la oferta de que el gobierno español, que se salve á lo último en algun buque, ha de alternar honrándolos con su residencia en Méjico y Lima; nosotros no queremos creer que este sea un motivo de agradecimiento para aquella ciudad, ni que lo admita en ningun tiempo: porque sería lo mismo que quedarle agradecido á un ladron, que nos ofreciese robarnos por turno nuestras casas.

OFICIO DE LOS SUPLENTES AL EXCMO. CABILDO DE LIMA, CON EL ENCA-  
BEZAMIENTO QUE ESTE LE PUSO Á LA IMPRESION QUE SE HIZO EN  
AQUELLA CIUDAD.

El Excmo. ayuntamiento de esta capital, que tanto se desvela en proveer la felicidad de este reino, no puede recatar al público las noticias que se le comunican de las resoluciones tomadas por las córtes soberanas de la nacion, y de lo que en ellas se agita por los dignísimos diputados suplentes que lo representan

El Excmo. cabildo  
de Lima  
se deside á publicar  
el oficio  
de los suplentes.

1811. en tan augusto congreso. Para la satisfaccion pues de todos los residentes en estos dominios, y adelantar la recompensa del agradecimiento que merecen tan distinguidos representantes de la patria, los señores alcaldes ordinarios, comisionados para cuidar de la impresion de todo lo relativo á este glorioso objeto, han determinado se publique y circule el adjunto oficio y proposiciones que en el dia se han hecho presentes en el Excmo. Cabildo.

Excmo. Señor : Cuando en nuestro primer oficio de 23 de setiembre, advirtiéndolo la sensible falta de las importantes instrucciones de V. E., cifrábamos un honroso desempeño de nuestra comision, anunciada entónces en nuestra zelo y patriotismo, ya se agolpaban las ideas benéficas para nuestro adorado Perú, que contienen las proposiciones adjuntas presentadas á los córtes con la fecha que indican, y otras mas que iremos desarrollando á la mejor oportunidad.

Diputados  
propietarios  
enviados por Méjico.

No lo era aquella época, segun persuadian consideraciones de gravísimo peso. Dictaba la prudencia consultar al desahogo de la madre patria luctuosa, y esperar la reunion de nuestros hermanos los diputados propietarios de Méjico por superiores motivos que acaso no permite individualizar la pluma, pero que no pueden ocultarse al fino criterio de V. E.

Proclama  
de la regencia  
de 13 de febrero.

Más aun no realizada esta última ocurrencia, bien que muy próxima á verificarse (y tan próxima que ya tenemos la satisfaccion de estar incorporados en el congreso tres diputados propietarios de Nueva España), ha sido conveniente abrir la primera escena de las marchas gloriosas que el Cielo prepara á la América, que tanto tiempo há debiera haberlas comprendido. Cierta el consejo de regencia de ser llegado este feliz momento, nos dice en su proclama de 14 de febrero de este año, « que ya » somos elevados á la dignidad de hombres libres, no encorvados bajo el yugo, no mirados con indiferencia, vejados por » la codicia, y destruidos por la ignorancia. » Conduciéndonos pues por este esclarecimiento, si acaso lo necesitamos, hemos debido fijar esas proposiciones que llenen los referidos designios, y realicen las promesas sancionadas por la soberanía,

dando á los nombres y títulos su verdadera y propia significacion.

1811.

Lleno el augusto congreso de la fraternidad y beneficencia indicadas hasta el dia, irá colmando nuestros votos, y V. E. recibiendo sucesivamente nuestros respectivos oficios, que como este se harán manifiestos para la cabal satisfaccion del reino. ; Quiera la Providencia que recorramos pronto toda la extension de nuestras miras! Como el hábil arquitecto al tiempo de la recoleccion de materiales para un edificio, y de la apertura de sus cimientos, ya medita los últimos retoques ; así tras las ideas generales del bien comun del reino, ya divisamos las peculiares de sus dignas corporaciones, y otras mas sobre esos ciudadanos de antiquado y eminente mérito, que empezando por el ilustre seno de V. E. vemos oscurecidos y sofocados por la sombra fatal y ominosa del olvido.

Entretanto creemos no indiferente una anecdota digna de la sabia política de V. E. Acaban de recibir las córtes una elocuente y expresiva representacion del cabildo de la Habana, donde se protestan las mas cordiales y significativas atenciones, así al cuerpo en general como á cada uno de sus vocales, para el evento trágico (que esperamos no permitirá Dios) de la subyugacion de la desolada Península, y se convida con Méjico para la gran metrópoli de la monarquía española. Igual cumplimiento habia hecho ántes Méjico á la junta central, cuya contestacion fué, que en caso de aceptarlo alternaria con Lima. Haga pues V. E. el uso conveniente de estos avisos, y sírvase prevenirnos lo oportuno sobre las proposiciones presentadas, y cuanto fuere de su agrado.

Dios guarde á V. E. dilatados años. — Cádiz, 26 de diciembre de 1810. — VICENTE MORÁLES. — RAMON FELIU.

P. D. Venidos á esta ciudad por una comision, y queriendo aprovechar la oportunidad de este buque próximo á partir, adelantamos este oficio, cuyo duplicado firmarán los demas compañeros que se hallan hoy en la isla de Leon. — Una rúbrica. — Excmo. ayuntamiento de Lima.

Proposicion  
hecha  
por la Habana.

1811. Por recibido, con la copia certificada que le acompaña; imprímase, contéstese, y archívese. — Lima, y abril 26 de 1811. — Siguen once rúbricas.

Proveido y rubricado por los SS. del Excmo. cabildo, justicia y regimiento de esta ciudad, estando haciendo audiencia pública en la sala de su ayuntamiento, en el día de su fecha. — Ante mí: *José María de la Rosa*, escribano teniente del señor mayor del Excmo. cabildo.

OFICIO DEL EXCMO. CABILDO DE LIMA Á LA EXCMA. JUNTA.

El ayuntamiento asegura la certeza de las proposiciones.

Excmo. Señor: Este patriótico ayuntamiento, cuya incorruptible veracidad no puede sufrir la menor sospecha de intriga, engaño ó mala fe, asegura á V. E. la certeza de las proposiciones que le trasmite: que ambas Américas han acordado y suscrito por sus diputados representantes en el augusto congreso nacional, y que los suplentes del Perú le han dirigido sin demora, para ser comunicadas á las demas autoridades y corporaciones del reino.

Es sin duda el motivo de esa apresurada remision noticiar á todas las privilegiadas provincias del Nuevo Mundo, que ha principiado á correr la brillante época de su gloria y prosperidad; y que precipitados en el abismo eterno del tiempo esos tres siglos desgraciados de oprobio, violencia y degradacion, se hallan revestidos sus dignos hijos del orgullo del hombre libre, y de todas las prerogativas que se derivan de esa cualidad sagrada.

Pero como la idea de la subordinacion es inseparable del amor reflexivo de la libertad, y aquella clama con mayor vigor cuando, disipados los apoyos de la queja y del agravio, se ha sustituido á la ideosa imágen de la opresion la halagüeña perspectiva de la felicidad, se apresura el cabildo á manifestarla á Vuestra Excelencia, en las proposiciones que le acompaña.

Sobre la libertad de comercio.

Su apacible semblante se descubre en todos los ramos. Las fértiles campiñas de la América no se encadenarán ya á señá-

lada labor. Sus preciosos frutos, sin trabas ni manos intermedias, pueden atravesar los mares, y concurrir en todos los mercados del universo. Y los ancianos padres morirán en la dulce emocion de dejar franqueada la decorosa senda del lustre y el honor al mérito y las virtudes de su posteridad.

Exterminados, pues, los estímulos de la desunion y la discordia, deben estrecharse los lazos de la quietud general. Todo acto hostil, la menor efusion de lágrimas y sangre, sería en estas circunstancias un execrable crimen de lesa-humanidad. Guiado por ella el Excmo. jefe que nos gobierna, ha aplaudido con sinceridad y ternura el nuevo sistema que se prepara; ha moderado las providencias dictadas por el orden militar; y ha aprobado que este Excmo. ayuntamiento manifieste á Vuestra Excelencia el estado político actual de la España europea, pues tanto influye en la suerte y las resoluciones de la España ultramarina.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Sala capitular de Lima, 28 de abril de 1811. — Excmo. Señor. — El marques de Torre Tagle. — Andres Salazar. — José Antonio de Ugarte. — Tomas de Vallejo. — El conde de Veláyo y marques de Santiago. — Antonio de Elizalde. — Francisco Árias de Se-cavedra. — Francisco de Alvarado. — Dr. José Valentin Huidobro. — Joaquin Manuel Cobo. — Manuel Agustin de la Torre. — El conde del Villar de Fuente. — Á la Excmo. junta de la capital de Buenos Aires.

CONTESTACION DEL EXCMO. SEÑOR CASTELLI AL EXCMO. CABILDO  
DE LIMA.

Excmo. Señor. — Las proposiciones hechas al congreso de la isla de Leon por los diputados suplentes de América que Vuestra Excelencia me adjunta á su oficio de 28 de abril, á mas de que no pueden ofrecer una garantía segura de la prosperidad que anuncian, distan mucho del estado ventajoso en que nos hallamos al que jamas podrán conducirnos las nuevas, limitadas y

1811.

Todo  
acto hostil, etc.,  
es crimen  
de lesa-humanidad.

Rechazo  
de las proposiciones.

1811.

nada seguras concesiones á que se refieren. Á todo lo que se nos ofrece con restriccion, tenemos un amplio y absoluto derecho : pesemos todas las ventajas que debemos poseer, y cuyo dominio no ha podido extinguir en nosotros la fuerza, ni la usurpacion.

Disposicion  
de las legiones  
de la patria.

El ejército auxiliar y combinado de estas provincias ha acreditado su amor á la quietud general, y nada mira con tanto horror como la menor efusion de lágrimas y sangre: Vuestra Excelencia y todas esas provincias deben estar seguras de que esta ha sido y será siempre la disposicion de las legiones de la patria : acaban de dar una prueba terminante de ella ; pues sin embargo de ir ya avanzando al campo enemigo la izquierda y derecha del ejército combinado , y hallarse la vanguardia de nuestra fuerza central en Tiaguanaco, en disposicion de operar militarmente y su retaguardia en la de moverse de este punto , luego que se han recibido los pliegos de Vuestra Excelencia, he determinado de acuerdo con los generales del ejército, y demas jefes del estado mayor, cuya lista remito á Vuestra Excelencia en copia certificada, proponeros un armisticio de 40 dias improporables, contados desde el de la fecha, hasta que con presencia de su contestacion á este se alejen ambos ejércitos á mayor distancia de la línea que divide ese territorio del nuestro , para entrar libremente en negociaciones estables, que aseguren la pronta y feliz reunion de todas esas provincias, á fin de ponerlas en estado de seguridad interior y exterior, ántes que el devastador de la Europa se esfuerce á unir nuestro destino al de la Península, de cuya ruina jamas podrá dudar Vuestra Excelencia como no ha dudado ningun sensato calculador. Esta misma determinacion la impartí al señor general en jefe de las tropas de ese distrito, por medio de mi edecan el capitán de húsares D. Máximo Zamudio, que va en clase de parlamentario, á efecto de que si por su parte es admitida, suspenda todo hostil procedimiento, y retire sus tropas avanzadas á nuestro territorio, hasta lo interior de sus límites, protestando no desmentir nuestras ideas pacíficas , á ménos que la conducta del ejército de oposicion alarme el furor de nuestras respetables fuerzas , en



cuyo caso los soldados de la patria desplegarán su energía.

V. E. podrá omitir en lo sucesivo dirigirse á la Excm. junta de la capital para cualesquiera contestaciones relativas al estado actual de estas provincias, pues tengo facultades ilimitadas para el efecto, como á su tiempo lo manifestaré; por consiguiente podrá entenderse conmigo á fin de consultar la mas pronta expedicion de tan urgentes negocios, como lo haré yo exclusivamente con V. E., por no reconocer otra representacion legitima y mas inmediata de los pueblos en las actuales circunstancias que sus ayuntamientos respectivos, cuyo interes por la causa pública debo presumir prevalezca en cualesquier evento á las intrigas de los jefes que han jurado aislar la verdad para perpetuar la esclavitud.

Los demas oficios que V. E. me incluye para los ayuntamientos de este distrito, los remitiré á su destino con la legalidad que debo, para que contesten lo que crean mas conforme á sus intereses. Últimamente V. E. puede estar persuadido que solo por los medios adoptados por la capital del Rio de la Plata podrá la América burlar los designios de las potencias ultramarinas, y sus habitantes recuperar la dignidad de hombres libres, que con hipócrita aparato nos anunciaba tiempo há el consejo de regencia.

Adjunto á V. E. con oficio el manifiesto que con fecha 3 de abril dirigí á esas provincias, y de que ya le remití copia por conducto ordinario; en iguales términos le incluyo á V. E. una coleccion de los principales números de nuestra *Gaceta*, esperando que por este medio se ilustrarán todos de nuestra conducta y del objeto de nuestras miras saludables; V. E. sabrá hacer de ellos la mejor distribacion en beneficio de la causa pública.

Dios guarde á V. E. muchos años. — Cuartel general de Laja, mayo 13 de 1811. — EXCMO. SR. — DR. JUAN JOSÉ CASTELLI. — Excmo. ayuntamiento de Lima.

1811.

Facultades  
ilimitadas  
del señor Castelli.

Únicos medios  
de recuperar  
la dignidad  
de hombres libres.

## ARMISTICIO

CELEBRADO POR LOS GENERALES DE LOS EJÉRCITOS DEL DESAGUADERO.

1811.

El general en jefe del ejército del Alto Perú, brigadier D. José Manuel de Goyeneche y Barreda, de acuerdo con sus jefes, y deseo de proporcionar el orden y permanente felicidad de esta América, en virtud de la propuesta que con fecha 13 del corriente ha recibido del Sr. Dr. D. Juan José Castelli, representante de la junta provisoria de Buenos Aires, conviene con ella en los términos siguientes :

Buena fe y paz  
permanente  
durante  
el armisticio.

Art. 1°. Durante el tiempo de la tregua habrá buena fe, paz permanente y seguridad recíproca en las estipulaciones que se pactan.

Sobre la situacion  
de ambos ejércitos.

2° Respecto á que los campamentos de este ejército se hallan situados en la banda opuesta del Desaguadero, y que la naturaleza parece haber marcado en sus alturas una línea de verdadero límite diferenciada por lo establecido en pocas varas, y que sería penosa su traslacion, los puestos avanzados de infantería de este ejército conservarán sus posiciones sobre las cúspides y alturas de dicha serranía.

3° Los puestos enemigos con su fuerza actual y cuartel general conservarán sus posiciones.

4° Algunas partidas sueltas de este ejército podrán desarmadas adelantarse al punto donde encuentren forrajes y víveres frescos, como á distancia de tres leguas, debiendo pagar estos á dinero contante y por sus justos valores, sin que estas medidas, que exigen la armonía y buena inteligencia, sean motivo de reclamaciones y sospechas; y por reciprocidad de ellas franqueará el general los auxilios de esta clase que el ejército contrario pudiese exigir en iguales materias en su territorio.

Toda reclamacion  
será satisfecha  
á la parte  
reclamante.

5° Toda vejacion que la indiscrecion ó algun otro estímulo de esta clase causase á los individuos que suministrasen estas especies en virtud de reclamacion oficial, será indemnizada y satisfecha á la parte reclamante.

6° Si durante el armisticio se presentasen desertores de una y otra parte reclamando la proteccion de las banderas, serán admitidos y so pretexto alguno demandados.

7° En el mismo tiempo se prohíbe á una y otra parte la internacion de papeles denigrativos que atenten al decoro de las autoridades establecidas, y los correos y libre comercio serán protegidos.

8° Siempre que las proposiciones remitidas á la capital de Lima no fuesen adoptadas, no se romperse las hostilidades sino despues de 48 horas de negociacion por ambas partes de quedar disuelta la negociacion.

9° Estos artículos, firmados y sellados, serán ratificados en el término de 24 horas de su presentacion, durables por término de 40 dias, quedando copias en poder de las partes contratantes. — Cuartel general del Desaguadero, 14 de mayo de 1811. — JOSÉ MANUEL DE GOYENCHE. — PEDRO LÓPEZ DE SEGOVIA, auditor de guerra.

*Ratificacion.* En virtud de los poderes é instrucciones verbales que me tiene conferidas mi general, ratifico los anteriores artículos, por lo que queda solemnizada la tregua y suspension de toda hostilidad en el plazo de los 40 dias, que se empezarán á contar desde la fecha de esta mi ratificacion, advirtiéndome á que la conservacion de los puestos que ocupa el ejército del Perú con corta internacion de la banda de acá del Desaguadero de que habla el art. 2°, no se entienda por nueva demarcacion de límites de ambos vireinatos, pues siempre debe ser el prefijado en el mismo rio del Desaguadero, que ha designado las jurisdicciones.

Asimismo se expresa que el art. 3°, que declara la estabilidad invariable con que se deben conservar los actuales puntos que ocupan ambos ejércitos, no queda sancionado, porque no admitiendo el señor representante tan recia condicion en su territorio (no obstante ratificarse nuevamente, en que por espontánea y firme voluntad ofrece no hacer la menor innovacion de los puntos actuales que ocupa su ejército, que dé idea hostil, ni cause sospecha), se refiere á las causales que en esta

1811.

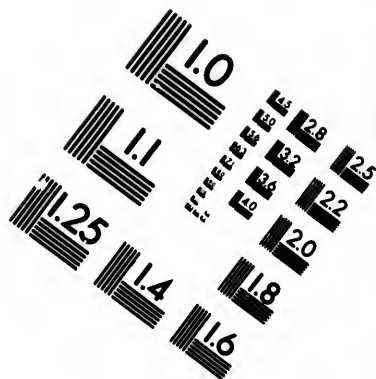
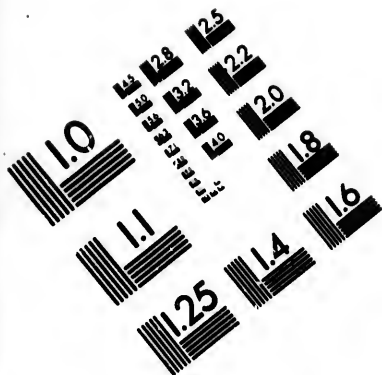
Los desertores admitidos de una y otra parte.

Los correos y libre comercio serán protegidos.

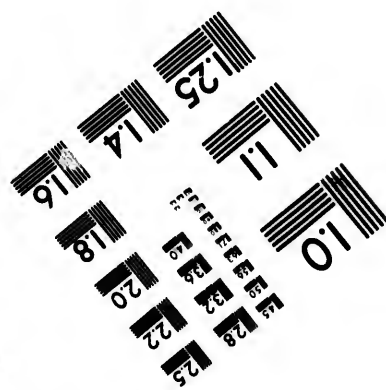
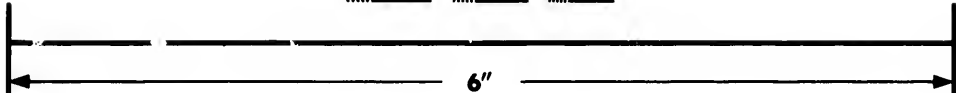
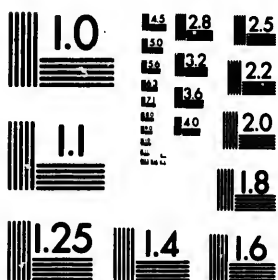
Imposibilidad de romper el armisticio sino despues de 48 horas de la notificacion.

Ratificacion.





**IMAGE EVALUATION  
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic  
Sciences  
Corporation**

23 WEST MAIN STREET  
WEBSTER, N.Y. 14580  
(716) 872-4503

0  
1  
2  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28  
29  
30  
31  
32  
33  
34  
35  
36  
37  
38  
39  
40  
41  
42  
43  
44  
45  
46  
47  
48  
49  
50  
51  
52  
53  
54  
55  
56  
57  
58  
59  
60  
61  
62  
63  
64  
65  
66  
67  
68  
69  
70  
71  
72  
73  
74  
75  
76  
77  
78  
79  
80  
81  
82  
83  
84  
85  
86  
87  
88  
89  
90  
91  
92  
93  
94  
95  
96  
97  
98  
99

0  
1  
2  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28  
29  
30  
31  
32  
33  
34  
35  
36  
37  
38  
39  
40  
41  
42  
43  
44  
45  
46  
47  
48  
49  
50  
51  
52  
53  
54  
55  
56  
57  
58  
59  
60  
61  
62  
63  
64  
65  
66  
67  
68  
69  
70  
71  
72  
73  
74  
75  
76  
77  
78  
79  
80  
81  
82  
83  
84  
85  
86  
87  
88  
89  
90  
91  
92  
93  
94  
95  
96  
97  
98  
99

1811.

parte significa de oficio á mi general en su respuesta, que motivan en este artículo la clase de espontánea y no precisada admision; quedando pendiente esta referida sancion de lo que acuerde mi general, por no extenderse mis instrucciones á su resolucion.

Finalmente en el art. 4º, que trata de forrajes, queda resuelto el que no se demarcan puntos precisos, sino que cuando ambos generales necesiten recíprocamente alguna especie de esta clase ú otra, se la suministrarán mutuamente con la generosidad y exactitud que es consecuente: quedando los demas artículos ratificados en todas sus partes y tenor literal; para cuya constancia lo firmamos en este cuartel general de Laja, á 16 de mayo de 1811. — DR. JUAN JOSÉ CASTELLI. — ANTONIO GONZÁLEZ BALGARCE. — MARIANO CAMPERO DE UGARTE. — DR. MONTEAGUDO, secretario.

PROCLAMA Á LOS PUEBLOS DEL PERÚ POR EL GOBERNADOR INTENDENTE DE LA PAZ, AREQUIPEÑO.

Valerosos compatriotas: no es la primera vez que mi afectuoso corazon desplega y efunde en vuestra presencia los rasgos de su patriotismo. Constituido hoy dia cabeza ó hermano mayor entre vosotros por un jefe que es el objeto de nuestras caricias, y el restaurador augusto de la libertad de la patria, es forzoso manifestaros los sentimientos sagrados que me animan. La Excma. junta gubernativa de Buenos Aires trata de formar una nueva constitucion política, que afiance nuestra libertad, fije los derechos y obligaciones de la nacion, y haga todas las mejoras que piden nuestras leyes, y los abusos introducidos contra la dignidad civil. Roto el pacto que nos unia al antiguo degradado y opresivo gobierno, hemos reasumido los derechos que por el ser de hombre nos corresponden.

Para realizar un plan tan majestuoso como benéfico á la patria, todo buen ciudadano debe desenvolver su patriótico entusiasmo. Exigencia tanto mas conforme á la razon, cuanto

Exhortacion  
á los pueblos  
para cooperar  
á la libertad  
de la patria.

que volviendo los pueblos de este vasto continente del estado de la naturaleza al estado social, se despojan del uso de la soberanía, para formar un nuevo pacto constitucional, que asegure los derechos y deberes recíprocos entre el jefe del Estado y la nación. El honrado vecino aprecia y ansía por aquellas privaciones que exigen el decoro y honor de la comunidad que compone. Los Americanos del Sud, si aventajan á todas las naciones del globo en la feracidad del suelo, en la variedad de producciones, en la bondad del clima, en las cualidades naturales del cuerpo y del espíritu, tampoco les ceden en el sagrado fuego que los propulsa á beneficiar su patria.

Á la vista tenéis, generosos Peruanos, las inmensas tropas de la inmortal Buenos Aires, que cordialmente tocadas de vuestra opresion, han venido á restituírnos la libertad americana. Su heroico entusiasmo les ha hecho superables dificultades al corazon del hombre inaccesibles. Pronunciais sus nombres con ternura, y los destinais á los fastos de la historia, que han de transmitir nuestras glorias á la posteridad. Unámonos á ellos, y sean nuestras armas é insignias morir ó vencer por la religion, por la patria, y por el rey. — Paz, 4° de mayo de 1811. — DOMINGO TRISTAN.

---

OFICIO DEL VIREY DE LIMA, D. JOAQUIN DE LA PEZUELA,

AL EXCMO. PRESIDENTE DE CHILE MARCÓ.

Reservado. — He recibido los tres oficios de V. S. de 13 y 14 últimos con las copias de la correspondencia de nuestro encargado de negocios en la corte del Brasil, que le condujo la zumaca portuguesa *Brillante Magdalena*. El pliego del mismo encargado, que decia V. S. incluirme, pasó desde luego á manos del Excmo. señor marques de la Concordia, porque vino suelto y rotulado á él, como virey que se le suponía aun :

1811.

1815.

Recibe de las copias  
de la  
correspondencia  
del encargado  
de negocios  
de S. M. C.  
en el Brasil.



1815.

pero sus insertos estuvieron en las mias al dia siguiente , porque impuesto de ellos me los trasmitió con un oficio y apreciables reflexiones en razon de su contenido. Aquellos son literales con los dos reservados principales de 7 de agosto á V. S., que tuvo la prevision de copiármelos entre los demas. Impuesto de todo, y de lo que me participa el brigadier D. Juan Bautista Esteller desde Rio Janéiro, he dispuesto comunicar al general del Alto Perú, y que se impriman aquellas noticias que pueden interesar á la satisfaccion pública, como son : la salida para la Península de Su Majestad nuestra soberana, y de su serenísima hermana, que se efectuó el 13 de julio en el navío *San Sebastian* ; la de las dos expediciones portuguesas que por mar y tierra se dirigian para el Rio de la Plata ; y las del oficio que el diputado del gobierno de Buenos Aires pasó á nuestro encargado, y de la contestacion de este. Mas como la idea que presentan estas noticias aisladas es muy distinta de la que verdaderamente ministran la reunion de todas, he escrito por separado al general del ejército lo que me ha parecido conveniente en el caso, acompañándoles copias de todos los papeles de Vuestra Señoría, del encargado y de Esteller, recomendándole la correspondiente reserva. Le reitero al mismo tiempo, como medida indicada por todos los antecedentes, que sin pérdida de momento se ponga en marcha para situarse en el Tucuman, y se detenga allí sin pasar adelante hasta observar los movimientos de los insurgentes en todos los puntos que ocupan, y cerciorarse bien de sus positivas intenciones : de manera que no pueda haberle la menor duda acerca de estas, ni recelo de ser engañado ni por ellos mismos, ni por los Portugueses, si vienen de mala fe, como lo teme el encargado. Esta marcha hasta Tucuman y Santiago del Estero, ejecutada con celeridad, es el infalible medio para desbaratar los proyectos de San Martin sobre Chile, si fuese cierto que piensa seriamente en invadirle ; porque noticiosos los caudillos de la aproximacion de La Serna, es mas natural que se reunan para resistirle que el exponerse, si la emprenden por la Cordillera, á ser batidos por frente y espalda. Gradúo pues que dentro de dos meses de esta

Noticias llegadas  
de la Península  
que ha dispuesto  
comunicar  
al general  
del Alto Perú.

Orden de marcha  
sin pérdida  
de tiempo  
hacia el Tucuman.

Medio infalible  
de desbaratar  
los proyectos  
de San Martin  
sobre Chile.

fecha estará Vuestra Señoría libre por esta parte de las amenazas de San Martín, y convendrá se mantenga Vuestra Señoría en observación de este para el caso de replegarse sobre el Tucumán contra La Serna, y hacer algún movimiento hácia Mendoza que distraiga su atención. El riesgo de Vuestra Señoría por mar me parece más remoto aun; ni puedo persuadirme que las embarcaciones que se han dejado ver sobre las costas de Coquimbo según el parte de aquel comandante sean verdaderamente de corsarios. No pueden ser de contado de las que estaban apostando en el Río de la Plata, y de las que habla la carta de Mendoza, porque no tuvieron tiempo bastante para haber hecho la navegación. Tampoco es probable fuesen procedentes de Boston, porque la *Gaceta de Londres*, á que se refiere el encargado, no asegura de positivo su armamento; y porque, aunque los Bostoneses hubiesen pensado en él, sería en la suposición de una próxima ruptura entre España y aquellos Estados, que no tuvo efecto, mediante á haberse ajustado, según las *Gacetas* de mayo, las desavenencias que pudieran haberla producido. Con todo no soy tan tenaz, ni confiado en mi opinión, que si tuviera arbitrios dejase de auxiliar á Vuestra Señoría, en precaución de cualquiera acontecimiento, con la gente, fusiles y demás que me tiene pedidos; pero carezco absolutamente de tropas, y es muy escaso, ni llega á lo preciso el armamento que tengo: con todo le he despachado á Vuestra Señoría por la fragata mejicana 185 fusiles, 2 cañones de montaña de á 4, con sus correspondientes carruajes, y juegos de armas y artilleros para su servicio, 4 oficiales del mismo cuerpo, 300 quintales de pólvora y otros artículos de guerra. Persuádase Vuestra Señoría que si más pudiera, más habría hecho, y que en todo caso encontrará en mí la mejor disposición para socorrerle hasta donde alcanzan mis medios, aun sin aguardar á que me lo pida, como lo acabo de ejecutar ordenando al comandante de la fragata *Venganza*, que el 12 del próximo salía del Callao con el bergantín *Potrillo*, que reconociendo la isla de Galápagos pase á reconocer y limpiar esta costa, ántes de regresar al puerto. — Incluyo á Vuestra Señoría la adjunta mi contestación al encargado de Su

1815.

Riesgo remoto  
que corre  
el presidente M. rocó  
por mar.

Envío  
que le hace el virrey  
de fusiles,  
cañones, etc.

Orden  
diada al comandante  
de la fragata  
*Venganza*.

1815. Majestad en el Brasil, que espero se sirva despacharla en primera oportunidad segura.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años. — Lima, y noviembre 4 de 1815. — JOAQUIN DE LA PEZUELA. — Señor presidente y capitán general del reino de Chile, mariscal de campo Don Francisco Marcó del Pont.

### OFICIO DEL DIRECTOR DE LAS PROVINCIAS UNIDAS

#### AL SOBERANO CONGRESO

Sobre la insistencia de San Martín negándose á aceptar el grado de brigadier (1).

1817.

El general  
San Martín insiste  
en no  
admitir el grado  
de brigadier

Soberano Señor : — Cuando en acuerdo de 31 de marzo último resolví no hacer lugar á la inadmisión del grado de brigadier con que tuve á bien premiar los servicios y virtudes del general de los Andes, creí del interés y honor de la nación distinguir á este benemérito jefe, así por remunerar en lo posible el constante anhelo con que se ha consagrado á la defensa de su patria, como por evidenciar la justicia con que se distribuyen los premios entre los que legítimamente son acreedores á ellos : sin embargo, insistiendo aun dicho general por un exceso de delicadeza en no admitir aquella condecoración, como se acredita por la documentada instancia que ha dirigido á Vuestra Soberanía y ese augusto cuerpo acordó pasar con recomendación á este gobierno en oficio 6 del que rige bajo el n° 74, he resuelto admitir la excusación del general al goce del expresado grado (cuyo título se dice hoy devuelva al ministerio de la guerra), con la calidad de que el compromiso á que se refiere, ni otros con que en lo sucesivo pueda ligarse, deberán hacer admisible en adelante la repulsa de cualesquiera clase de honores ó premios con que la patria tenga á bien condecorarle por sus singu-

(1) *Gaceta ministerial* del 2 de agosto de 1817.

lares relevantes servicios á ella. Tengo la honra de avisarlo á  
Vuestra Soberanía en contestacion.

1817.

Dios guarde á Vuestra Soberanía muchos años. — Buenos  
Aires, junio 9 de 1817. — Soberano Señor. — JUAN MARTIN DE  
PUEYRREDON.

---

OFICIO DEL Sr. GENERAL DEL EJÉRCITO DE LOS ÁNDES Y  
CHILE, D. JOSÉ DE SAN MARTIN ,

AL SEÑOR SECRETARIO DE LA GUERRA, ENVIÁNDOLE LOS ÚLTIMOS PARTES  
DEL SUD (1).

Tengo el honor de acompañar á V. S. en copia los últimos  
partes del Sud para que se sirva elevarlos á nuestro supremo  
gobierno. Parece que se acerca el momento de concluir con el  
miserable resto de los tiranos de Chile aislados en Talcaluano.

Dios guarde á V. S. muchos años. — Cuartel general de  
Santiago, julio 19 de 1817. — JOSÉ DE SAN MARTIN. — Señor  
ministro de Estado en el departamento de la guerra.

Excmo Señor : Habiendo las avanzadas dado parte que se  
avistaba una guerrilla enemiga como de 30 á 40 hombres, mandé  
al comandante de granaderos á caballo D. Manuel Medina, que  
saliera á perseguirlos inmediatamente, sin arriesgarse á un com-  
promiso. El suceso ha correspondido, como advertirá V. E. por  
el parte que tengo el honor de acompañarle. Nuestra pérdida  
fué muy inferior á la del enemigo, y sobre todo mas de 50 ani-  
males entre caballos y vacas que se le tomaron, apuran sensi-  
blemente la falencia que sufre de estos artículos.

Dios guarde á V. E. muchos años. — Cuartel general de Con-  
cepcion, junio 10 de 1817. — BERNARDO O'HIGGINS. — Excmo.

(1) *Gaceta de Buenos Aires*, agosto 30 de 1817.

1817.

Señor general en jefe de los ejércitos de Chile y los Andes. — Es copia : BERNARDO DE VERA, secretario interino.

Excmo. Señor : En consecuencia de la órden de V. E., monté 86 granaderos, y me dirigí á cortar la partida que se aproxima á Concepcion por el camino de Penco ; mas hallándome en las inmediaciones de Talcahuano ya sin objeto por haber ganado los enemigos sus fortificaciones, dispuse se avanzase una partida de 25 granaderos á las órdenes del comandante Escalada hasta incomodarlos en sus baterías, lo que consiguió quitándoles todos los animales que tenian bajo tiro de fusil del castillo del Cura : en este estado se retiraba con 10 granaderos por haber empleado los restantes en reunir los caballos y vacas, y se encontró con mas de 80 soldados de caballería enemiga que regresaban de Gualpen, emprendió un nuevo fuego, y tomó una altura inmediata hasta que fué reforzado por mí, en cuyo caso resolví cargarlos. Dejaron 9 ó 10 muertos, un oficial que llevaron y algunos heridos, quedando en nuestro poder 3 prisioneros. Nuestra pérdida ha consistido en un sarjento y un trompeta muertos, un cabo y un granadero heridos. — Recomendando á V. E. la buena comportacion en este dia del capitán D. Juan Lavalle y teniente D. Victorino Corbalan.

Dios guarde á V. E. muchos años. — Cuartel general en Concepcion, 8 de junio de 1817. — Excmo. Señor. — MANUEL MEDINA. — Excmo. Señor general del ejército del Sud. — Es copia : ZENTENO, secretario. — Es copia : BERNARDO DE VERA, secretario interino.

Excmo. Señor : Deseoso de aumentar el terror de que se ha poseido el enemigo, y de adquirir ideas mas prolijas del terreno, fortificacion y fuerzas de Talcahuano para formar con exactitud mi plan de ataque, mandé anoche al jefe de dia, coronel D. Juan Gregorio de las Héras, que con el 3º y 4º escuadron de granaderos á caballo, y 40 dragones de la division de frontera, al mando del teniente coronel D. Ramon Fréyre, y los escuadrones al de sus comandantes D. Manuel Medina y D. Manuel Escalada, diese al romper el alba sobre sus puestos avanzados.

La sorpresa se ejecutó cumplidamente. Una avanzada de 20 hombres situada cuasi encima de sus fosos fué envuelta por los nuestros, pasada á sable, escapándose únicamente tres que fugaron, y uno que se hizo prisionero. No tardó en ser este suceso advertido por las baterías, quienes luego rompieron un cañoneo lento, que no hizo daño alguno. Á este tiempo llegué yo con el mayor de ingenieros Árcos al punto mas adecuado para observarlo todo : mandé á 40 granaderos que en dispersion volvieron á provocarles, acercándose á su línea fortificada ; en efecto entraron hasta el tiro de fusil ; un fuego de cañon bastante vivo hicieron todas las baterías, pero inútilmente, pues como en el primer lance se retiraron los nuestros, sin recibir la menor ofensa. El resultado ha sido conocerles sin equivocacion todas sus posiciones, el alcance de sus fuegos, mal servicio de la artillería y debilidad de sus fuerzas. Comunicolo á V. E. para su conocimiento.

Dios guarde á V. E. muchos años. — Concepcion, julio 2 de 1817. — BERNARDO O'HIGGINS. — Excmo. Señor general en jefe del ejército de los Ándes y Chile. — Es copia : BERNARDO DE VERA, secretario interino.

---

OFICIO DEL SR. DIPUTADO DE LAS PROVINCIAS UNIDAS CERCA DEL GOBIERNO DE CHILE, D. TOMAS GUIDO,

AL EXCMO. SUPREMO DIRECTOR SOBRE LA SUBLEVACION DE LOS PATRIOTAS DETENIDOS EN LA ISLA DE JUAN FERNÁNDEZ.

Excmo. Señor : Aunque en *Gaceta extraordinaria* de esta capital de 10 del corriente se avisa el arribo al puerto de Valparaiso de una fragata americana conduciendo á su bordo prisionera la guarnicion española de la isla de Juan Fernández, creo digno del conocimiento de V. E. el parte que incluyo en copia del Señor gobernador de aquel puerto al Excmo. Sr. general D. José de

1817.

San Martín con el detall de las armas, municiones, soldados y útiles de guerra aprehendidos á los enemigos. La sublevacion de los patriotas se ejecutó en dicha isla á los ocho dias de haber zarpado el bergantín *Aguila*, trayendo á los beneméritos ciudadanos de Chile confinados en aquel presidio; la empresa fué tan feliz en su resultado como casual el arribo de un buque extranjero para salvar á los comprometidos. Todo comprueba el aturdimiento en que se hallan nuestros viejos opresores y la proteccion que dispensa el Ser Supremo á la causa de los Americanos.

Dios guarde á V. E. muchos años. — Santiago, 21 de julio de 1817. — Excmo. Señor. — TOMAS GUIDO. — Excmo. supremo director de las Provincias Unidas de Sud-América.

Excmo. Señor: El 8 del corriente, arribó á este puerto la fragata americana *Filadelfia*, conduciendo á su bordo toda la guarnicion que se hallaba en la isla de D. Juan Fernández, bajo la direccion del padre Delgado, capellan de la misma, quien fué elegido por gobernador de aquella isla, á consecuencia de haber sido depuesto el capitán D. Domingo Puga y demas oficiales de la compañía de Concepcion, como contrarios á la causa de la América, los que mantengo presos juntamente con 8 individuos del regimiento de Talavera, y caminan mañana á disposicion de V. E.

Por la nota que incluyo se impondrá V. E. de los pertrechos y demas útiles que han traído y tengo recibidos, sin comprenderse en ellos los fusiles con que vienen armados y municiones que conducen en sus cartucheras.

Dios guarde á V. E. muchos años. — Valparaiso, 11 de julio de 1817. — Excmo. Señor. — RUDESINDO ALVARADO. — Excmo. Señor general en jefe.

*Noticia que demuestra el número de individuos de tropa que ha venido de la isla de Juan Fernández.*

Capellan, Fr. Manuel Delgado.

*Infantería de Concepcion.*

1817.

|   |    |                               |
|---|----|-------------------------------|
| Capitan, D. Domingo Puga. . . . .               | }  | En calidad de<br>prisioneros. |
| Teniente, D. Ángel Alveldo. . . . .             |    |                               |
| Subteniente, D. Juan de Dios Garretón . . . . . |    |                               |
| Sarjentos. . . . .                              | 5  |                               |
| Tambores . . . . .                              | 2  |                               |
| Cabos. . . . .                                  | 14 |                               |
| Soldados. . . . .                               | 74 |                               |
| Prisioneros agregados á las armas. . . . .      | 5  |                               |

*Artillería.*

|                                   |    |
|-----------------------------------|----|
| Subteniente, D. Bernardo Carcamo. |    |
| Cabos. . . . .                    | 5  |
| Soldados. . . . .                 | 13 |

*Talavera.*

|   |   |   |                          |
|---|---|---|--------------------------|
| Soldados . . . . .                                    | 8 | } | En calidad de<br>presos. |
| Puerto de Valparaiso, y julio 11 de 1817. — ALVARADO. |   |   |                          |

*Relacion de las armas, municiones, útiles de guerra y demas que se han recibido del gobernador que ha venido de la isla de Juan Fernandez, á saber:*

|   |     |
|---|-----|
| Cañon de bronce calibre de á 4 . . . . .        | 1   |
| Fusiles inútiles . . . . .                      | 27  |
| Cañones de id. sueltos . . . . .                | 9   |
| Cajas de id. sin llave . . . . .                | 2   |
| Cartuchos llenos, de á 4 . . . . .              | 86  |
| Barriles de cartuchos de fusil á bala . . . . . | 3   |
| Id. de pólvora buena . . . . .                  | 26  |
| Id. averiada . . . . .                          | 1   |
| Lanzafuégos . . . . .                           | 16  |
| Estopines . . . . .                             | 104 |
| Pares de grillos . . . . .                      | 34  |
| Anillos de id. sueltos . . . . .                | 30  |



|       |   |    |
|-------|---|----|
| 1817. | Grilletes con perno . . . . .             | 15 |
|       | Cadenas con grilletes . . . . .           | 2  |
|       | Id. sin ellos y de tres ramales. . . . .  | 2  |
|       | Medias cadenas sin ramales . . . . .      | 3  |
|       | Torno de bronce de limar, bueno . . . . . | 4  |
|       | Romana, id. . . . .                       | 4  |

Valparaiso, y julio 11 de 1817. — RAMON PICARTE.

### BANDO DEL CORONEL QUINTANA, DIRECTOR SUPREMO,

DELEGANDO EL MANDO EN LAS PERSONAS DE LOS CIUDADANOS D. FRANCISCO ANTONIO PÉREZ, D. LUIS CRUZ Y D. JOSÉ MANUEL ASTORGA.

D. Hilarion de la Quintana, coronel de los ejércitos de la patria y director supremo del Estado de Chile, etc., etc.

Por cuanto el Excmo. Sr. director propietario, en oficio de 14 del próximo pasado agosto, dice lo siguiente: Despues que los desvelos de V. S. por la causa pública han correspondido tan honrosamente á la alta confianza que le fué encomendada al delegarle la autoridad suprema del Estado, me es muy sensible acceder á la renuncia del mando que por tercera vez me ha dirigido V. S., en circunstancias que mi empleo contra el último resto de enemigos del país no me permite abandonar la campaña y reasumir la direccion suprema.

Pero si V. S., combatido por una parte de sentimientos delicados, y por otra ansioso de dar un testimonio de su desprendimiento como un oficial del ejército de los Andes que remueva el último instrumento con que los malvados quisieran introducir la discordia entre los hijos de Chile y los de las Provincias Unidas, no me deja lugar á diferir por mas tiempo mi avenimiento, acepto desde luego la renuncia de la suprema direccion delegada, que hasta aquí ha desempeñado V. S. Y para sofocar cualquiera apariencia de disgusto entre los ciudadanos de ambos Estados, é inspirar la unidad, gratitud y confianza que merecen los sacrificios de las Provincias Unidas por la libertad de

Acceptacion  
de la renuncia  
que hace  
D. Hilarion  
de la Quintana  
por tercera vez.

Causas  
que le han  
motivado.

la América, y la conducta virtuosa del ejército de los Andes en la restauracion de Chile, vengo en delegar las facultades que V. S. ha ejercido en las personas de los ciudadanos D. Francisco Pérez, D. Luis Cruz y D. José Manuel Astorga, componiendo los tres unida é indivisiblemente la direccion suprema delegada, conforme á las instrucciones que conferí á V. S., y que pondrá en sus manos al entregarles el mando; debiendo llenar el primero las funciones de presidente que rolará en turno cada tres meses por el órden de sus nombramientos; y entre tanto que D. Luis Cruz se presenta en esa capital, entrará en su lugar D. Anselmo Cruz en clase de suplente; todo con el carácter provisorio que inviste la misma representacion que ejerzo, hasta que arrojados absolutamente los enemigos de nuestro territorio, se arregle la administracion del Estado conforme á la voluntad soberana de los pueblos.

En esta virtud, y persuadido de que cada uno de los electos se consagrará gustoso al bien de su patria en el cargo espinoso que se les encomienda, transcribiré V. S. á cada uno el presente oficio, que le servirá de suficiente nombramiento, mediante el cual deberá concurrir en hora que se designe á prestar ante V. S. el juramento de estilo, á presencia del M. I. ayuntamiento de esa capital, y demas autoridades políticas y militares; publicándose por bando nacional esta determinacion, circulándose á todos los pueblos del Estado, é imprimiéndose. La patria, que considera á V. S. como á uno de sus buenos hijos, apreciará los servicios que le ha tributado en el desempeño especialmente de la suprema direccion de Chile, por el cual se ha hecho digno acreedor al público reconocimiento.

Dios guarde á V. S. muchos años. — Concepcion, agosto 14 de 1817. — BERNARDO O'HIGGINS. — Señor director supremo delegado coronel D. Hilarion de la Quintana. — Por tanto publíquese por bando á las diez del dia de mañana, é imprimase. — Dado en el palacio de gobierno, á 6 de setiembre de 1817. — HILARION DE LA QUINTANA. — ZAÑARTÚ (1).

(1) *Gaceta de Buenos Aires.*

1817.

Nombramiento  
de una  
Junta delegada.

. 18  
. 2  
. 2  
. 3  
. 1  
. 1

MO,  
D. FRAN-  
TORGÁ.  
e la pa-

io de 14  
que los  
ido tan  
dada al  
sensible  
e ha di-  
último  
la cam-

tos deli-  
espren-  
remueva  
introdu-  
ovincias  
aveni-  
direccion  
sofocar  
de am-  
que me-  
rtad de

I. -  
P  
P  
L  
T  
P  
C  
M  
a  
C  
P  
C  
C  
a  
C

II.  
C  
C  
C  
C

## TABLE DU QUATRIÈME VOLUME.



ANNÉE 1818.

- |  | Pages. |
|--|--------|
| I. — Talcahuano et ses fortifications. — Le général Brayer; assaut; les patriotes sont repoussés. — Osorio arrive avec des renforts. — Proclamation de la junte déléguée. — Plan de campagne du général San Martin; il le communique au général O'Higgins; résolution de la loge. — Las Tablas, Quintana, Alvarado et Cramer. — L'artillerie en Amérique. — Retraite de Talcahuano. — Composition de l'armée d'Osorio; sacrifices faits au Pérou pour organiser cette expédition. — Instructions du vice-roi de Lima. — Proclamation du directeur O'Higgins au peuple du Chili. — Communication du commandant du port de Valparaiso; la corvette nord-américaine <i>Ontario</i> . — Proclamation du directeur suprême du Chili à l'armée expéditionnaire de Lima. — L'indépendance du Chili est déclarée. — Proclamation de cette indépendance. — Bannière du Chili. — Le député des Provinces-Unies reconnaît l'indépendance du Chili et rend compte de cet acte à son gouvernement. — Manifeste du directeur suprême justifiant les motifs qui l'ont provoquée. — Monteagudo. — San Martin se transporte au campement d'O'Higgins; son retour à las Tablas. — Lettre du commandant Freyre. . . . . | 1      |
| II. — Approche des royalistes. — L'armée patriote. — Disposition d'attaque. — Situation difficile dans laquelle se trouve l'armée ennemie. — Le brigadier Ordoñez propose la retraite. — Alarmes dans le camp patriote et premiers feux dans l'obscurité de la nuit. — Désastre de Cancha Rayada. — Causes auxquelles on l'attribue.   |        |

— La division du colonel Las Heras se retire intacte sans être poursuivie. — Elle se réunit avec les hommes dispersés à San Fernando. — Panique que produit la nouvelle dans la capitale; le lieutenant-colonel don Manuel Rodriguez. — Revue du 21 dans le nouveau campement. — Rapport de San Martin. — Réorganisation de l'armée. — San Martin et O'Higgins se transportent dans la capitale; ce dernier assume de nouveau le pouvoir suprême. — Paroles de San Martin au peuple de Santiago; leur influence. — Le député des Provinces-Unies. — L'ingénieur don Antonio Arcos est accusé d'avoir contribué à la déroute de Cancha Rayada; sa réhabilitation. — San Martin se transporte à Maipo avec son armée. — Indécision d'Osorio. — Mesures dictées par San Martin. — Formation de l'ordre du combat. — La bataille a lieu dans la plaine de Maipo; poursuite de l'ennemi. — Attaque de la ferme de Espejo. — Rapport sur la bataille de Maipo. — Entrée de San Martin à Santiago. — Lettre du général au gouvernement suprême des Provinces-Unies. — Proposition qu'il adresse au vice-roi de Lima pour l'échange des prisonniers; réponse de Pezuela. — La conduite suivie par le député des Provinces-Unies est approuvée. — Justes inquiétudes qu'inspire à Lima la victoire de Maipo. — Lugubres présages du vice-roi Pezuela. — Poursuite des restes de l'armée ennemie; magnanimité de San Martin. 30

III. — La nouvelle de la victoire de Maipo arrive à Mendoza le 8 avril. — Don Juan José et don Luis Carréra; leurs erreurs. — Accusations non fondées. — Instructions du gouvernement argentin pour le cas d'une occupation du Chili; leur stricte exécution. — Cordialité des relations politiques entre les gouvernements des Provinces-Unies et du Chili. — O'Higgins et Carréra. — Proposition faite par le général San Martin à don José Miguel; elle n'est pas approuvée par le directeur du Chili; document. — Evénements antérieurs. — José Miguel Carréra part pour les Etats-Unis; il débarque à Anapolis. — Difficultés contre lesquelles il lutte. — Le gouvernement de l'Union américaine. — Réclamations du ministre espagnol; réponse du secrétaire Monroë. — Concours efficace du commerce. — Lettre de J. M. Carréra à son frère Luis. — Il s'installe à New-York. — Il écrit à Bolivar. — La maison Darey et Didier entre en arrangements avec lui. — Le commodore Porter. — Le maréchal Grouchy et les généraux Brayer et Clausel; lettre du maréchal. — Son plan de campagne. — M. John Skinner. — Carréra part pour Baltimore. — Instructions à son frère Luis. — Il s'adresse au directeur Pueyrredon. — Fausses lettres de créance dont il se sert. — Arrangements définitifs; la *Clifton*, la

*Davei*, le *Salvaje* et le *Regent* — Conditions de la convention faite entre Carréra et les contrabandants. — Ordre de départ : mise en route de l'expédition ; son arrivée dans la Plata. — Elle aborde au port de la Ensenada. — Accueil que lui fait le directeur argentin. — Le commandant de la *Clifton*. — L'anarchie se met dans l'expédition : Carréra renonce au commandement de la flottille. — Dissolution de l'escadrille : propositions du gouvernement argentin . . . . . 95

IV. — Machinations ; arrestation de don José Miguel et de don Juan José Carréra. — Don José Miguel s'enfuit à Montévidéo ; accueil que lui fait le général Lecor ; il publie un manifeste. — Plans sinistres. — Don Juan José et don Luis s'enfuient de Buénos-Ayres. — Attentats qu'ils commettent : leur arrestation à Mendoza. — Paroles de O'Higgins : raisons de haute politique. — San Martin use de son influence en faveur des deux prévenus : document. — Il refuse de présider le conseil de guerre. — Un publiciste chilien. — L'arrestation des Carréra était une mesure préventive. — Nouvelle conjuration. — Le gouvernement de Mendoza en rend compte. — Le procès se poursuit : don José nie toute complicité. — Générosité de don Luis ; opinion du fiscal. — Ils sont condamnés à la peine de mort. — L'épouse de don Juan J. Carréra. — San Martin intercède pour eux : réponse de O'Higgins. — L'exécution a lieu le 8 avril ; rapport de Luzuriaga. — Document qui absout O'Higgins. — Don Bernardo Monteagudo. — San Martin est vengé par ses propres accusateurs. — Monteagudo et O'Higgins. — Le général D. J. M. Carréra reçoit en même temps la nouvelle de l'exécution militaire de ses frères et de la victoire de Maipo. — Sa proclamation aux habitants du Chili. — Opinion d'un étranger sur Carréra. — Nouvelle conspiration tramée à Buénos-Ayres : son plan. — Robert, Lagresse, Dragumette, Parchappe et Mercher sont mis en jugement. — Condamnation et exécution des deux premiers le 3 avril 1819. — Carréra entretient des intelligences avec les prisonniers de San Luis. — Sa trahison confirmée par la lettre du ministre Eguia au vice-roi de Lima. — Le sénat du Chili déclare la patrie en danger. — Les chefs de parti Ramirez, Lopez, Carréra ; le général Alvéar. — Incursions et actes de vandalisme de Carréra ; son alliance avec les Indiens. — La Punta del Médano. Le général Carréra est livré par ses propres troupes, jugé et condamné à mort. — Son exécution. — Document. — Le gouvernement argentin intercède en faveur de la veuve et de la sœur de Carréra. — Considérations . . . . . 139

V. — Projets de San Martin après Maipo ; il se rend à Buénos-Ayres. — Balcarce est chargé du commandement de l'armée. — Accueil enthousiaste et honorifique que font la nation et le congrès argentin au général San Martin. — Séance du 8 avril ; son objet. — Le général est nommé brigadier des armées argentines. — Nouvelle séance du congrès. — Récompenses votées en faveur des vainqueurs de Maipo et monument à la mémoire du général San Martin. — Distinction accordée au major-général Balcarce. — San Martin devant le congrès. — Promotions dans l'armée. — Le gouvernement du Chili ordonne d'élever un monument commémoratif sur le champ de bataille de Maipo. — Témoignage de gratitude du directeur du Chili aux chefs argentins. — San Martin refuse le titre de brigadier : son retour à Santiago. — Une commission diplomatique de l'Amérique du Nord arrive à Buénos-Ayres : son objet. — Résolution de l'assemblée générale du Kentucky. — M Zañartú, plénipotentiaire chilien, est accrédité près du gouvernement des Provinces-Unies ; son discours en présentant ses lettres de créance. — Les corsaires argentins font de nombreuses prises. — Poursuite des restes de l'armée royaliste. — Lettre du général Balcarce au directeur Pueyrredon. — Attaque des fortifications de Chillan. — Osorio abandonne Talcahuano. — Le directeur du Chili fait part de cette nouvelle à celui des Provinces-Unies. — L'expédition de Cadiz. — Emeute à bord de la frégate *Trinidad* ; triomphe des révoltés ; leur arrivée à Buénos-Ayres. — Accueil qui leur est fait. — Plan des Espagnols. — Il est communiqué au gouvernement du Chili. — Causes qui retiennent San Martin à Mendoza. — Difficultés contre lesquelles lutte le gouvernement argentin pour envoyer de nouveaux secours au Chili. — San Martin se démet du commandement des armées. — Lettre de Zañartú à O'Higgins qui explique cette détermination. — Celui-ci se persuade de la sincérité de la démission de San Martin et lui écrit pour le réclamer avec urgence. — Progrès de la marine chilienne. — Pauvreté du trésor du Chili. — Retour du généralissime au Chili : il reprend le commandement. — Ordonnance royale trouvée sur le transport *Dolores*. — Esprit étroit de la politique espagnole. — San Martin conseille à son gouvernement d'user de représailles . . . . . 175

VI. — Organisation de l'escadre chilienne. — Les frégates espagnoles *Esmeralda* et *Pezuela* bloquent le port de Valparaiso. — Armeement et départ de la *Lautaro*. — Lettre de D. Tomas Guido. — Attaque de la *Lautaro*. — Abordage de la *Esmeralda* : les deux frégates se séparent. — Mort du capitaine O'Brien. — Fuite des

navires. — Achat de la *Cumberland*. — L'amiral Blanco. — Composition de l'escadre. — Elle met à la voile, ignorant sa destination : teneur de ses instructions. — L'île de Santa-Maria. — Informations données par le capitaine du *Shakespeare*. — La frégate *Maria-Isabel* et l'expédition espagnole sont attaquées dans le port de Talcahuano. — Parlementaire envoyé aux royalistes. — Le major Warnes. — Les colonels Loriga et Cabañas. — Le *San Martín* lève l'ancre avec la plus grande difficulté. — L'escadre dans l'île de Santa-Maria : nouveaux renforts. — Elle s'empare d'une grande partie des transports royalistes. — Lettre du directeur du Chili à celui des Provinces-Unies — Rapport de la capitainerie du port de Valparaiso — Blanco se rend à Santiago ; il est reçu en triomphe. — Rapport de l'amiral de l'escadre chilienne. — Opérations de l'armée : lettre du colonel Zapiola. — Opinion du général Camba sur les causes de ces désastres : procès instruit contre don Dionisio Capaz. — Lettre de O'Higgins au général Bolivar. — Il prend l'initiative de l'idée d'une alliance et de la reconnaissance de la Colombie. — Proclamation du général San Martín aux habitants du Pérou et aux soldats de l'armée de Lima. — Autre proclamation du général O'Higgins aux habitants du Pérou. 218

VII. — L'occupation de la Bande Orientale donne lieu à des réclamations véhémentes. — Réformes libérales du gouvernement patriote des Provinces-Unies. — Inquiétudes qu'elles inspirent à la cour du Brésil. — Esprit conciliant du gouvernement de Buénos-Ayres. — Artigas se trouve être le maître absolu de la Bande Orientale. — Conséquences de l'invasion de l'armée portugaise. — Conduite ambiguë du gouvernement anglais. — Déclaration du cabinet brésilien sur l'occupation de la Bande Orientale. — Reproches non justifiés adressés au directeur Pueyrredon : efforts contre l'anarchie fomentée par les chefs barbares. — D. Manuel Garcia, commissaire des Provinces-Unies au Brésil : ses conseils et son influence sur les résolutions du gouvernement. — La vérité historique prouvée par les faits. — Unique argument qui absout le gouvernement argentin de la responsabilité qu'il encourt. — Diplomatie argentine ; ses travaux. — La légation britannique demande des explications au gouvernement de don Juan VI, en s'appuyant sur la garantie de l'armistice de 1812. — Le cabinet du Brésil se réfère à sa correspondance directe avec le secrétaire de S. M. Britannique. — L'envoyé de S. M. Catholique à la cour du Brésil proteste contre l'expédition portugaise dans le Rio de la Plata. — Le ministre des affaires étrangères du Brésil s'efforce de tranquilliser le représentant de l'Espagne. — Ce-



lui-ci ne se tient pas pour satisfait : échange de notes. — Ferdinand VII se décide à soumettre les différends entre l'Espagne et le Portugal aux cinq grandes puissances. — L'empereur de Russie appuie l'Espagne. — Conférences de Paris. — Ministres qui y prirent part. — Note collective adressée par eux au marquis d'Aguiar, ministre des affaires étrangères de S. M. Très Fidèle, en lui offrant leur médiation. — La rédaction de ce document diplomatique est manifestement favorable à l'Espagne. — Le prince d'Estershazy et le comte de Palmella. — Communication qu'adresse ce dernier au prince. — La note collective des plénipotentiaires produit une profonde sensation à la cour de Rio. — On décide en conseil de cabinet d'adopter une conduite prudente. — La cour du Brésil accepte la médiation et nomme ses plénipotentiaires aux conférences. — Choix judicieux que fait D. Juan VI en la personne du comte de Palmella. — L'ambassadeur autrichien à Londres promet au comte de Palmella d'appuyer ses démarches. — Conduite des secrétaires de S. M. Britannique. — Les diplomates portugais présentent leurs pleins pouvoirs et expliquent la politique de leur souverain. — Ils se concilient la sympathie de la majorité des plénipotentiaires. — Echange de notes et mémorandum. — M. Céballos, plénipotentiaire d'Espagne. — Les représentants du Portugal parviennent à paralyser les travaux de la médiation de Paris en faveur de l'Espagne . . . . . 254

VIII. — Résistances que rencontrent les Portugais dans la Bande Orientale. — Patentes de course autorisées par Artigas : la Colonia del Sacramento est le point de départ des armements. — Les prises se vendent publiquement à Baltimore et dans les autres ports des Etats-Unis. — Les Portugais s'emparent de la Colonia, etc. ; conséquences. — Nouveaux marchés pour les prises. — Le roi don Juan VI sollicite l'intervention des cours européennes : ordres envoyés par celles-ci aux autorités de leurs possessions d'outre-mer. — Réclamations adressées au gouvernement de Washington : loi du 19 mars 1817 interdisant l'armement de corsaires dans les ports de la République et la restitution des prises. — Moyen expéditif employé par les corsaires. — Révolution républicaine de Fernambouc : profonde sensation qu'elle produit à la cour. — Le capitaine-général Montenegro est conduit à Rio de Janéiro. — Don Antonio Araujo. — Mesures énergiques adoptées par le gouvernement portugais. — L'escadre se met en route sous les ordres du chef de division Rodrigo José Ferréira Lobo. — Causes qui amenèrent la révolution de Fernambouc. — Les principaux conspirateurs. — Mort du brigadier Rodriguez, chargé de

les arrêter. — Le capitaine général se retire dans la forteresse de Brum. — Reddition du fort de Cinco Puntas. — Le maréchal Juan Roberto se met à la tête des forces portugaises : irrésolution de ce chef. — Organisation de l'armée républicaine. — Le maréchal Roberto se retire au fort de Brum. — Ce fort est assiégé par les républicains. — Capitulation honorable proposée au capitaine général : document. — Conseil d'officiers convoqué à ce sujet; acceptation : document. — Stricte exécution des stipulations. — Nomination d'un gouvernement provisoire. — Acte de cette résolution : document. — Election d'un secrétaire. — Les opinions se divisent sur la forme de gouvernement qui doit être adoptée. — Proclamation de l'indépendance et du gouvernement républicain. — Publication d'un manifeste. — Mesures adoptées par le gouvernement de Fernambouc mettant l'embarco sur les propriétés portugaises : document. — Décret du 8 mars 1817 sur la solde de l'armée, etc. : document. — Abolition d'impôts, tributs, etc. — Conduite du consul anglais à Fernambouc. — Parahyba se prononce en faveur de la révolution de Fernambouc. — Le mouvement s'étend à Rio Grande del Norte. — Mauvais accueil fait à l'émissaire républicain à Bahia : le comte d'Arcos prend une attitude énergique. — D. Antonio Emcalvez da Cruz est envoyé aux Etats-Unis pour faire des achats d'armes, etc. — D. Hip. José Soares da Costa refuse une mission semblable pour l'Angleterre. — Les révolutionnaires sont reçus froidement à Londres et à Washington. — Formation d'une escadrille aux ordres de D. Luis Fr. de Paula Cavalcanti. — Le gouvernement de Rio de Janéiro commence les hostilités contre les révolutionnaires. — Blocus des ports républicains par la flotte royale. — La réaction commence à Parahyba. — Occupation de Penedo et d'Alagoas par le maréchal Cogominho : appui que rencontre l'armée royale dans les populations. — Conduite que suit le gouvernement républicain : libération des esclaves. — José Mariano et Luis Francisco doivent résister aux troupes de Cogominho. — Dispersion des forces de ces chefs. — Domingo José Martins forme une nouvelle armée. — Triomphe des Portugais. — La commission exécutive se trouve réduite à deux membres, le colonel Domingo Theotónio et le P. Ribéiro. — Capitulation qu'ils proposent au chef de l'escadre portugaise : document. — L'amiral Lobo la repousse; il exige la soumission sans condition : document. — Cette réponse intimide le P. Ribéiro, qui se retire chez lui. — Domingo Theotónio prend la dictature. — Sa réponse à l'amiral Lobo. — L'autorité de Fernambouc évacue la ville; elle s'enfuit vers la Guyane. — L'amiral Lobo prend possession de Fernambouc. — Le P. Ribéiro

se pend pour échapper aux vengeances de ce chef ; capture des fugitifs. — Ils sont jugés militairement et exécutés à Bahia. — La révolution succombe par suite de la nullité des chefs républicains. — Profonde horreur que causent les excès des vainqueurs. 288

## DOCUMENTS.

|  |     |
|--|-----|
| 1810. 2 juillet. Lettre confidentielle de Carlos José Guezzi à la<br>junte du gouvernement de Buénos-Ayres . . . . .   | 310 |
| — 6 sept. Proclamation adressée à l'Amérique par le conseil de régence, gouverneur de Cadix et de l'île de<br>Léon . . . . .   | 311 |
| — Réflexions sur la proclamation précédente . . . . .  | 318 |
| 1811. 19 févr. Mémoire confidentiel de don Rodrigo de Souza<br>Coutinho au prince régent de Portugal (texte portugais) . . . . .   | 327 |
| — 5 janv. Document de la junta de gouvernement des Provinces-Unies du Rio de la Plata, amnistiant les militaires, habitants, etc., qui avaient pris parti pour la cause royaliste dans le Haut-Pérou . . . . . | 328 |
| — 30 janv. Note du comte de Linhares à la junta de Buénos-Ayres, accusant réception de la lettre du secrétaire Moréno (texte portugais) . . . . .  | 333 |
| — 3 avril. Documents de la première junta du Chili sur le soulèvement de Figueroa . . . . .  | 334 |
| — 27 mars. Proclamation aux patriotes de Mendoza. . . . .  | 344 |
| — 30 mai. Note confidentielle de D. Rodrigo de Souza Coutinho à la junta du gouvernement de Buénos-Ayres, renouvelant l'offre d'une médiation pour le prince régent (texte portugais) . . . . .                | 345 |
| — 3 juin. Lettre de la princesse Doña Carlota Joaquina au vice-roi Elio. . . . .   | 347 |
| — 6 juin. Avis réservé du comte de Linhares à D. Diego de Souza . . . . .  | 348 |
| — Documents sur les propositions faites au congrès national par les députés d'Amérique et d'Asie . . . . .   | 349 |
| — 17 avril. Rapport du docteur Castelli à la junta sur une reconnaissance ennemie de plus de 100 hommes à Huaqui . . . . .   | 354 |

TABLE.

387

|   |     |
|---|-----|
| 1811. Documents relatifs aux représentations faites par le conseil de la ville de Lima . . . . .  | 356 |
| — 26 avril. Lettre adressée par les députés suppléants, le 26 décembre 1810, au conseil de Lima, avec le préambule dont celui-ci l'accompagna . . . . .                       | 357 |
| — 28 avril. Lettre du conseil de Lima à la junte, pour l'assurer de la certitude des propositions des députés suppléants au congrès de l'île de Léon . . . . .                | 360 |
| — 13 mai. Réponse du Dr Castelli au conseil, repoussant les propositions. . . . .   | 361 |
| — 14 mai. Armistice conclu entre les généraux des armées du Desaguadero . . . . .   | 364 |
| — 1 <sup>er</sup> mai. Proclamation aux peuples du Pérou par le gouverneur intendant de la Paz . . . . .  | 366 |
| 1813. 27 nov. Communication de lord Strangford au gouvernement des Provinces-Unies sur la libération des esclaves . . . . .   | 256 |
| — 27 déc. Réponse de ce gouvernement. . . . .   | 258 |
| 1814. 5 juillet. Traité de paix, amitié et alliance, conclu et signé à Madrid par les plénipotentiaires d'Espagne et d'Angleterre, avec les articles secrets et séparés . .   | 261 |
| 1815. 30 oct. Instructions réservées du gouvernement des Provinces-Unies au général San Martin sur l'occupation du Chili et sur les partis qui divisent les Chiliens. . . . . | 97  |
| — 4 nov. Lettre (interceptée) du vice-roi de Lima, D. Joaquin de la Pezuela, au président du Chili, Marco. . . . .  | 367 |
| — Réponse du ministre des Etats-Unis, Monroé, aux réclamations du représentant de l'Espagne . . . . .   | 122 |
| 1816. 6 juillet. Lettre de D. José Miguel Carréra à Bolivar . . . . .   | 124 |
| — 1 <sup>er</sup> sept. Mémoire du maréchal Grouchy sur la guerre de l'indépendance sud-américaine . . . . .  | 128 |
| — 6 sept. Lettre du maréchal Grouchy à J. M. Carréra. . . . .   | 127 |
| — 13 sept. Lettre du commodore Porter à J. M. Carréra . . . . .   | 126 |
| — 13 oct. Titre supposé par lequel Carréra autorisait la pêche des phoques sur la côte du Pacifique . . . . .   | 133 |
| — 21 déc. Instructions générales réservées données au général San Martin, chef de l'armée des Andes, par le directeur Pueyrredon. . . . .                                     | 99  |
| 1817. 6 mars. Lettre de Pueyrredon à O'Higgins à propos de la bataille de Chacabuco. . . . .  | 115 |
| — 7 mars. Articles de la capitulation proposée par les républicains de Fernambouc au capitaine-général Gaetano Pinto de Miranda Montenegro . . . . .                          | 204 |

|  |     |
|--|-----|
| 1817. 7 mars. Réponse du capitaine-général . . . . .   | 293 |
| — 7 mars. Acte de la révolution de Fernambouc. . . . .   | 296 |
| — Décret du gouvernement provisoire de Fernambouc défendant la sortie du pays et mettant l'embargo sur les propriétés du gouvernement portugais . . . . .  | 298 |
| — 8 mars. Décret du même gouvernement augmentant la solde des troupes . . . . .  | 300 |
| — 16 mai. Capitulation proposée par les républicains de Fernambouc au chef de l'escadre portugaise . . . . .   | 305 |
| — Réponse de l'amiral Lobo . . . . .   | 305 |
| — Réplique du dictateur de Fernambouc à l'amiral Lobo. . . . .   | 307 |
| — 25 mars. Lettre d'O'Higgins à San Martin. — Il désapprouve la mission et la dotation que l'on offre aux Carréra . . . . .  | 120 |
| — Juin. Lettre d'O'Higgins à San Martin insistant pour qu'il prenne le pouvoir suprême . . . . .   | 114 |
| — Réponse de San Martin. — Il refuse de nouveau la direction suprême . . . . .   | 114 |
| — 9 juin. Dépêche du directeur des Provinces-Unies au congrès sur l'insistance de San Martin à refuser le grade de brigadier . . . . .   | 370 |
| — 19 juillet. Dépêche du général San Martin au secrétaire de la guerre, en lui envoyant les derniers rapports du Sud . . . . .   | 371 |
| — 21 juillet. Dépêche de D. Tomas Guido au suprême directeur des Provinces-Unies sur le soulèvement des patriotes détenus dans l'île de Juan Fernandez . . . . .   | 373 |
| — 22 juillet. Lettre du chef de l'escadre britannique au directeur suprême des Provinces-Unies, lui demandant des explications au sujet de rumeurs injurieuses sur les intentions du gouvernement anglais. . . . . | 270 |
| — 23 juillet. Réponse du gouvernement des Provinces-Unies. . . . .   | 271 |
| — 28 juillet. Ordonnance royale prescrivant le mode de procéder et les peines portées contre les <i>insurgés</i> d'Amérique . . . . .  | 212 |
| — 6 sept. Proclamation du colonel Quintana, directeur suprême, déléguant le pouvoir suprême aux citoyens Pérez, Cruz et Astorga . . . . .  | 376 |
| — 9 sept. Lettre de Quintana à O'Higgins au sujet de sa démission . . . . .  | 114 |
| — 20 oct. Décret du gouvernement du Chili amnistiant, sur la demande du général San Martin, les individus compromis dans la conspiration des Carréra . . . . .   | 145 |

|     |   |     |
|-----|---|-----|
| 208 | 1817. 26 oct. Lettre de D. José Miguel Carréra au directeur Pueyrredon . . . . .  | 132 |
| 296 | — 10 déc. Rapport sur l'attaque de Talcahuano, adressé par le directeur O'Higgins au gouvernement des Provinces-Unies . . . . .   | 2   |
| 298 | — 14 déc. Proclamation du gouvernement directorial de la junte suprême déléguée du Chili au peuple, à propos de l'expédition d'Osorio. . . . .                                  | 7   |
| 300 | — Instructions données par le vice-roi Pezuela au général Osorio pour reconquérir le Chili . . . . .  | 11  |
| 305 | 1818. 1 <sup>er</sup> janvier. Acte d'indépendance du Chili . . . . .   | 26  |
| 305 | — 1 <sup>er</sup> janvier. Discours prononcé par D. Tomas Guido à la cérémonie où fut jurée l'indépendance du Chili . . . . .   | 27  |
| 307 | — Réponse du délégué suprême . . . . .  | 28  |
| 120 | — 18 janvier. Dépêche par laquelle San Martin refuse de présider le conseil de guerre qui doit juger les Carréra . . . . .  | 146 |
| 114 | — 20 janvier. Proclamation d'O'Higgins expliquant la retraite de l'armée du Sud de la province de Concepcion . . . . .  | 18  |
| 114 | — 27 janvier. Dépêche du commandant du port de Valparaiso. — La marine de S. M. B. et celle des Etats-Unis ne reconnaissent pas le blocus mis par l'escadre espagnole . . . . . | 19  |
| 370 | — 30 janvier. Proclamation d'O'Higgins à l'armée expéditionnaire espagnole de Lima . . . . .  | 20  |
| 371 | — 15 févr. Manifeste adressé par le directeur suprême du Chili aux nations civilisées, au sujet de la proclamation de l'indépendance . . . . .                                  | 29  |
| 373 | — 16 févr. D. Tomas Guido rend compte à son gouvernement de la proclamation de l'indépendance du Chili. . . . .   | 24  |
| 270 | — 1 <sup>er</sup> mars. Dépêche du gouverneur de Mendoza rendant compte au général San Martin de la nouvelle conjuration des Carréra. . . . .                                   | 151 |
| 271 | — 9 mars. Nouveaux détails donnés par le même gouverneur . . . . .  | 153 |
| 212 | — 5 mars. Rapport du colonel Fréyre donnant avis de l'arrivée de l'armée d'Osorio à Talca . . . . .   | 49  |
| 376 | — 24 mars. Proclamation d'O'Higgins en reprenant le pouvoir . . . . .   | 57  |
| 114 | — 26 mars. Lettre du D <sup>r</sup> Monteagudo au directeur O'Higgins . . . . .   | 158 |
| 145 | — 27 mars. D. Tomas Guido rend compte de l'état dans le-  |     |

|       |  |     |
|-------|--|-----|
|       | quel se trouve l'armée patriote et de l'enthousiasme de la capitale . . . . .  | 59  |
| 1818. | 27 mars. Lettre honorable de San Martin adressée à la <i>Gazette de Buenos-Ayres</i> en faveur de l'ingénieur D. Antonio Arcos . . . . . | 60  |
| —     | Instructions du général San Martin aux chefs de l'armée en cas de bataille . . . . .   | 62  |
| —     | 3 avril. Rapport sommaire sur la bataille de Maipo, adressé le jour même par le général San Martin . . . . .                             | 69  |
| —     | 3 avril. Le général San Martin annonce ce grand événement au gouvernement des Provinces-Unies . . . . .                                  | 70  |
| —     | 9 avril. Rapport détaillé sur la victoire de Maipo. . . . .  | 72  |
| —     | San Martin intercède en faveur des Carréra. . . . .  | 154 |
| —     | 10 avril. Réponse d'O'Higgins . . . . .  | 155 |
| —     | 8 avril. Rapport sur l'exécution des deux frères Carréra. . . . .  | 155 |
| —     | Proclamation de D. José Miguel Carréra aux habitants du Chili . . . . .  | 159 |
| —     | Mai. Nouvelle proclamation de Carréra . . . . .  | 160 |
| —     | 11 avril. Dépêche du général San Martin signalant les mérites de D. Tomas Guido. . . . .   | 86  |
| —     | 11 avril. Le général San Martin propose un échange de prisonniers au vice-roi Pezuela . . . . .  | 78  |
| —     | 11 avril. Lettre du général San Martin au vice-roi, complétant sa pensée . . . . .   | 79  |
| —     | 24 avril. Réponse du vice-roi Pezuela . . . . .  | 81  |
| —     | 27 avril. Dépêche de Pezuela demandant qu'il lui soit permis d'envoyer des secours en argent aux prisonniers espagnols . . . . .         | 85  |
| —     | 20 avril. Dépêche du ministre de la guerre à San Martin, en lui envoyant le brevet de brigadier des armées de la patrie . . . . .        | 180 |
| —     | 22 avril. Ordre royal recommandant au vice-roi du Pérou de prêter un concours efficace aux Carréra. . . . .                              | 167 |
| —     | 27 avril. Lettre de D. Tomas Guido rendant compte de l'armement et du départ de la <i>Lautaro</i> . . . . .                              | 220 |
| —     | 29 avril. Rapport du commandant de la <i>Lautaro</i> sur le combat du 26 . . . . .   | 222 |
| —     | 30 avril. Décret du gouvernement du Chili accordant une somme de 3,000 piastres au major-général Balcarce . . . . .                      | 191 |
| —     | 2 mai. Le général Balcarce refuse d'accepter la récompense qui lui est offerte . . . . .   | 191 |
| —     | 4 mai. Discours du vice-roi Pezuela à la réunion   |     |

|              |     |
|--------------|-----|
| isme         | 59  |
| à la         |     |
| ur D.        | 60  |
| armée        | 62  |
| Maipo,       | 69  |
| évén-        | 70  |
|              | 72  |
|              | 154 |
|              | 155 |
| arréra.      | 155 |
| habitants    | 159 |
|              | 160 |
| lant les     | 80  |
| ange de      | 78  |
| oi, com-     | 79  |
|              | 81  |
| lui soit     |     |
| x prison-    | 85  |
| San Mar-     |     |
| r des ar-    | 180 |
| ce-roi du    |     |
| x Carréra.   | 167 |
| compte de    | 220 |
| ta. 9 sur la | 222 |
| accordant    |     |
| énéral Bal-  | 191 |
| la récom-    | 191 |
| la réunion   |     |

|       |   |     |
|-------|---|-----|
|       | extraordinaire des tribunaux, sur les conséquences de la bataille de Maipo . . . . .  | 88  |
| 1818. | 8 mai. Décret du congrès souverain ordonnant d'élever un monument à la mémoire de San Martin. . . . .   | 182 |
|       | — 10 mai. Décret du gouvernement du Chili ordonnant d'élever un monument à Maipo . . . . .  | 189 |
|       | — 18 mai. Dépêche du ministre de la guerre au général D. Antonio Gonzalez Balcarce. — Distinction accordée par le gouvernement argentin. . . . .                | 183 |
|       | — 20 mai. Le député des Provinces-Unies près du gouvernement du Chili rend compte à son gouvernement du bon résultat obtenu par les corsaires. . . . .          | 197 |
|       | — 27 mai. Liste de promotion dans l'armée argentine . . . . .   | 185 |
|       | — Mai. Discours du plénipotentiaire du Chili dans les Provinces-Unies en présentant ses lettres de créance . . . . .  | 195 |
|       | — Réponse du directeur Pueyrredon. . . . .  | 196 |
|       | — 1 <sup>er</sup> juin. Rapport du général Balcarce sur la déroute des forces ennemies aux ordres du colonel Bulnes. . . . .                                    | 198 |
|       | — 6 juin. Dépêche du major-général Balcarce au commissaire du vice-roi pour l'échange des prisonniers, l'informant de l'absence du général San Martin . . . . . | 83  |
|       | — 7 juin. Réponse du commissaire Blanco. . . . .  | 85  |
|       | — 6 juillet. Décret créant un nouveau cordon. . . . .   | 185 |
|       | — 6 août. Dépêche de Pueyrredon à O'Higgins, à propos d'un différend survenu entre D. Tomas Guido et le gouvernement du Chili . . . . .                         | 116 |
|       | — 10 août. Rapport du général Balcarce sur la prise de Chillan . . . . .  | 200 |
|       | — 16 août. Dépêche de San Martin conseillant des mesures énergiques de représailles contre les royalistes . . . . .   | 216 |
|       | — 15 septembre. Communication du directeur du Chili à celui des Provinces-Unies. — Evacuation du port de Talcahuano par les Espagnols . . . . .                 | 203 |
|       | — 3 nov. Communication d'O'Higgins à Bolivar . . . . .  | 246 |
|       | — 9 nov. Nouvelle communication d'O'Higgins à Bolivar. — Proposition d'entamer une correspondance . . . . .   | 246 |
|       | — 15 nov. Troisième communication à Bolivar sur la reconnaissance de la Colombie . . . . .  | 247 |
|       | — 5 nov. Rapport détaillé du commandant des forces navales du Chili sur la prise de la <i>Maria Isabel</i> . . . . .  | 232 |
|       | — 9 nov. Le directeur du Chili fait part de la prise de la <i>Maria Isabel</i> au directeur des Provinces-Unies. . . . .  | 229 |



|       |  |     |
|-------|--|-----|
| 1818. | 23 nov. Le directeur du Chili rend compte de la prise du convoi de troupes espagnoles . . . . .            | 230 |
| —     | 13 nov. Dépêche du colonel Zapiola. — Occupation de Chillan . . . . .                                      | 239 |
| —     | 13 nov. Proclamation du général San Martin aux Péruviens . . . . .   | 248 |
| —     | Dépêche du D <sup>r</sup> Villégas au directeur O'Higgins . . . . .  | 165 |
| —     | 30 déc. Proclamation du général San Martin à l'armée de Lima . . . . .                                     | 252 |
| —     | Proclamation d'O'Higgins aux habitants du Pérou. . . . .   | 252 |
| 1819. | 31 mars. Sentence contre les conspirateurs Robert, Lagresse, Dragumette, etc . . . . .                     | 166 |
| 1821. | 4 sept. Certificat de l'exécution de D. José Miguel Carréra. . . . .                                       | 170 |
| —     | 2 oct. Le directeur du Chili félicite le gouverneur de Mendoza sur l'exécution de Carréra . . . . .        | 171 |
| —     | 25 sept. Le gouvernement argentin accuse réception du procès et de l'acte d'exécution de Carréra . . . . . | 172 |
| —     | Le même gouvernement intercède en faveur de la famille des Carréra . . . . .                               | 173 |

## ERRATA.

- Page 29, ligne 5, *au lieu de el dia 12, lisez 15.*
- 96, — 19, — habrian, *lisez* habian.
- 99, — 11, — Ferrada, *lisez* Terrada.
- 145, — 28 (à la marge), procesos, *lisez* procesados.
- 176, — 32, *au lieu de* con que con, *lisez* que con.
- 254, — 4 (sommaire), director Pueyrredon, *lisez* del gobierno de Buenos Aires.
- 261, — 1, *au lieu de* la larga compensacion, *lisez* la compensacion.
- 300, — 12, — 800 réis, *lisez* 80 pesos.
- Id., — 16, — 90 réis, *lisez* 90 pesos.
- 305, — 11, — não soffrerão damno algum, ou insulto. *lisez* nao soffrerão damno algum por parte do partido independente. Os prisioneiros que se achão por ordem das autoridades actuaes, em razão de suas opiniões politicas, não soffrerão tambem damno algum, ou insulto.

|           |     |
|-----------|-----|
| la prise  |     |
| . . .     | 230 |
| ation de  |     |
| . . .     | 239 |
| x Péru-   |     |
| . . .     | 248 |
| . . .     | 165 |
| l'armée   |     |
| . . .     | 252 |
| u. . .    | 252 |
| ert, La-  |     |
| . . .     | 166 |
| uel Car-  |     |
| . . .     | 170 |
| neur de   |     |
| . . .     | 171 |
| ption du  |     |
| . . .     | 172 |
| le la fa- |     |
| . . .     | 173 |

el gobierno de  
a compensacion.

ou insulto, *lisez*  
te. Os prisionei-  
zão de suas opi-  
lto.

